

M

368

Sup

MACKENZIE WALLACE

—
LA

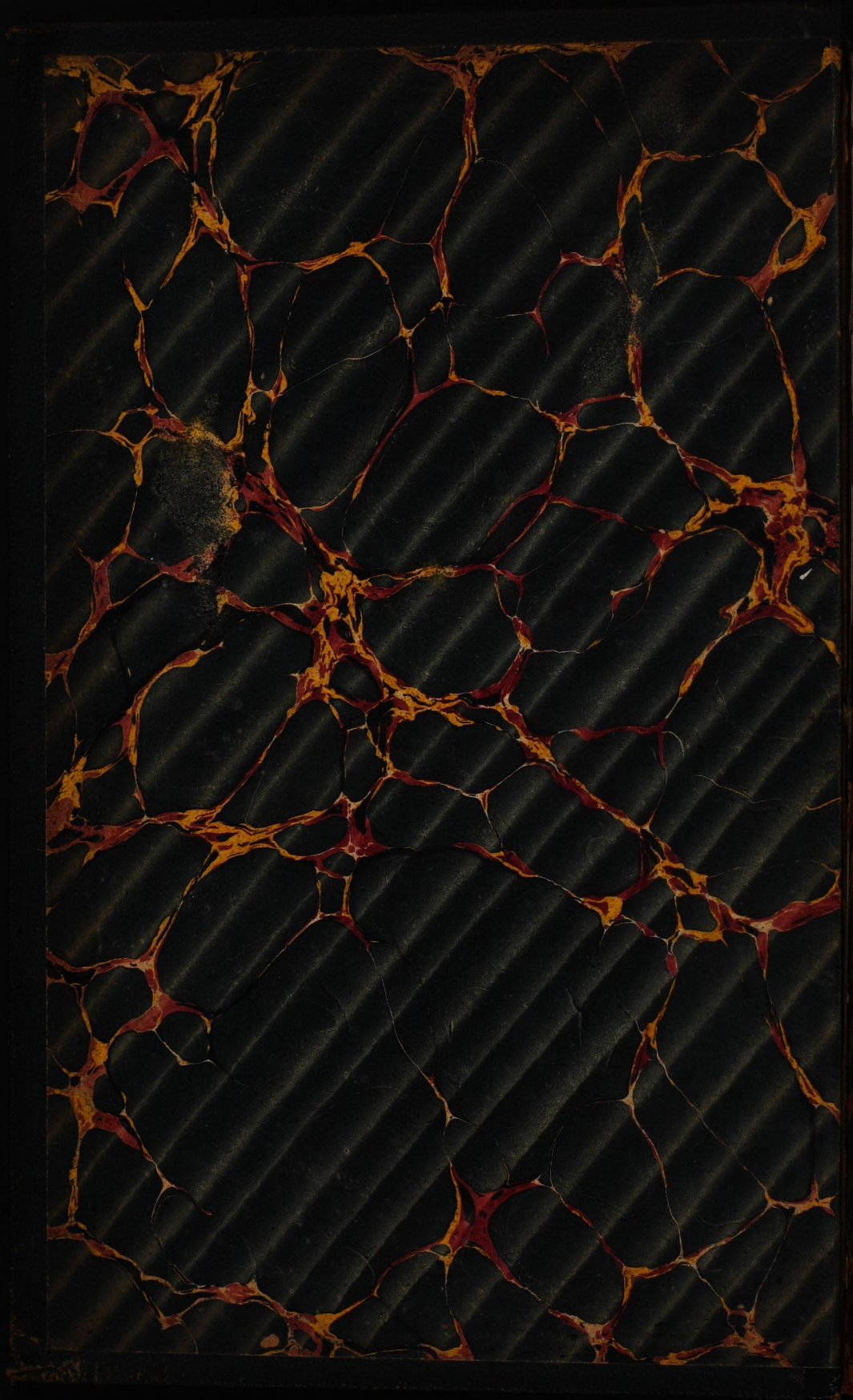
RUSSE



2









~~7. Suppt. 40.~~

M 8° Sup. 368

BIBLIOTHEQUE SAINTE - GENEVIEVE



D

910 593947 3

LA RUSSIE

TOME SECOND

PARIS

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE A. POUGIN, 13, QUAI VOLTAIRE

MDCCCLXXVII

D. MACKENZIE WALLACE

LA RUSSIE

LE PAYS — LES INSTITUTIONS
LES MŒURS

Ouvrage traduit de l'anglais

PAR HENRI BELLENGER

TOME SECOND



PARIS

GEORGES DECAUX

Éditeur

7, RUE DU CROISSANT

MAURICE DREYFOUS

Éditeur

10, RUE DE LA BOURSE

MDCCCLXXVII

1356

W. MAGNETIC WALLACE

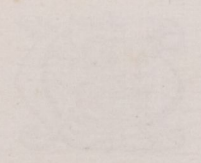
THE RUSSELL

IN THE
THE HISTORY

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE



THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

THE HISTORY OF THE

LA RUSSIE

CHAPITRE XX

LES DISSIDENTS

Les dissidents ne doivent point être confondus avec les hérétiques. — Extrême importance attachée à l'observation du rituel. — Le *Raskol*, ou grand schisme du dix-septième siècle. — L'Antechrist apparaît! — Politique de Pierre le Grand et de Catherine II. — Ingénieuse méthode employée actuellement pour assurer la tolérance religieuse. — Développement interne du *Raskol*. — Schisme parmi les schismatiques. — Les Vieux-Ritualistes. — Les « gens sans prêtres ». — Refroidissement de l'enthousiasme fanatique et formation de nouvelles sectes. — Politique récente du Gouvernement envers les sectaires. — Force numérique et signification politique du sectarisme.

Nous devons avoir soin de ne pas confondre les sectes hérétiques protestantes et fantastiques dont j'ai parlé dans le chapitre précédent avec celles schismatiques ou dissidentes, plus nombreuses, descendant des gens qui se séparèrent de l'Eglise russe — ou, soit dit plus correctement, dont l'Eglise russe se sépara, — au dix-septième siècle. Loin de se regarder comme hérétiques, ces der-

nières se considèrent comme plus orthodoxes que l'Église orthodoxe officielle. Elles sont conservatrices, aussi, dans le sens social comme dans le sens religieux du terme. On peut trouver chez elles les dernières traces de l'ancienne existence russe, non teintées d'influences étrangères.

L'Église russe, comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire remarquer, a toujours attaché une importance exagérée aux questions de cérémonial et quelque peu négligé les éléments de doctrine ou moraux de la foi qu'elle professe. Cette particularité a grandement contribué à l'extension de son influence chez un peuple accoutumé à des rites païens, à des incantations magiques ; mais elle a eu le pernicieux effet de confirmer les nouveaux convertis dans leur croyance superstitieuse à la vertu de pures cérémonies. Les Russes devinrent ainsi des chrétiens zélés pour toutes les questions d'observance extérieure, sans comprendre grand'chose à la signification spirituelle des rites qu'ils pratiquaient. Ils regardaient ces rites et les sacrements comme des charmes mystérieux qui les préservaient des mauvaises influences dans la vie présente, leur assuraient la félicité éternelle dans celle à venir, et croyaient que ces charmes perdraient inévitablement leur efficacité si on les modifiait en quoi que ce soit. Une extrême importance fut donc attachée aux minuties rituelles, et la plus légère modification apportée à ces minuties devint presque un événement historique. En l'année 1476, par exemple, le chroniqueur de Novgorod relate gravement : « Cet hiver, quelques philosophes (!) commencèrent à chanter : O Seigneur, ayez merci ! et d'autres seulement : Seigneur, ayez merci ! » Et ce fait d'attacher une énorme importance à de pures bagatelles ne fut pas limité à la multitude ignorante. Un archevêque de Novgorod déclara solennellement que ceux qui répétaient le mot « Alleluia » seulement deux fois à certains endroits de

la liturgie « chantaient leur propre damnation » ; et un concile célèbre, tenu en 1551, s'occupa de questions comme celle-ci : placer les doigts, en faisant le signe de la croix, dans une autre position que les hérétiques, anathématisant formellement ceux qui agissaient, en de telles vétilles, contrairement à ses décisions.

Cet esprit conservateur en matière religieuse a exercé une influence considérable sur la vie sociale. Comme il n'existait aucune ligne de démarcation nettement définie entre les observances religieuses et les simples coutumes traditionnelles, l'acte le plus ordinaire pouvait recevoir une signification religieuse, et le moindre écart d'une coutume traditionnelle pouvait être regardé comme un péché mortel. Un Vieux-Russe eût résisté à la tentative de le priver de sa barbe aussi courageusement qu'un calviniste d'aujourd'hui résisterait à celle de lui faire abjurer la doctrine de la prédestination ; l'un et l'autre pour la même raison. Ce que la doctrine de la prédestination est pour le calviniste, le port de la barbe l'était pour le Vieux-Russe : une chose essentielle à son salut. « Où,—demandait l'un des patriarches de Moscou,—ceux qui rasent leur menton se tiendront-ils au jugement dernier ? Parmi les fidèles ornés de leur barbe ou parmi les hérétiques qui n'en ont point ? » Bien entendu, la question ne demandait pas de réponse.

Au dix-septième siècle, cet esprit superstitieux et conservateur atteignit son *summum*. Les guerres civiles et les invasions étrangères, accompagnées des pillages, des famines et des pestes qui marquèrent le commencement de ce siècle, produisirent une conviction qui s'étendit au loin et au large : la fin du monde était proche. On trouva que le nombre mystérieux de la Bête indiquait l'année 1666, et les âmes timides commencèrent à découvrir des signes de cette tendance à l'apostasie, à s'écarter de la Foi, dont il est parlé dans l'Apocalypse. La majorité du peuple ne partagea peut-être pas cette

opinion, mais elle crut que les souffrances qui l'avaient visitée étaient une punition divine pour avoir abandonné les anciennes coutumes. Et l'on ne pouvait nier que des changements considérables se fussent produits. La Russie orthodoxe était maintenant souillée par la présence des hérétiques. Des étrangers qui rasaient leur menton et fumaient l'herbe maudite avaient été autorisés à se fixer à Moscou, et les Czars non-seulement conversaient avec eux, mais avaient même adopté quelques-unes de leurs pratiques « païennes ». En outre, le Gouvernement avait introduit des innovations, des réformes; et beaucoup déplaisaient au peuple. Le pays était donc pollué « d'hérésie » : influence mauvaise et subtile embusquée dans tout ce qui était étranger et très-dangereuse pour le bien-être spirituel et temporel des fidèles; quelque chose de la nature d'une épidémie, mais infiniment plus dangereuse, car la maladie ne tue que le corps, tandis que « l'hérésie » tue l'âme, et fait que l'âme et le corps sont jetés ensemble dans le feu de l'enfer.

Si le Gouvernement avait continué d'introduire les innovations lentement, prudemment, respectant autant que possible toutes les formes extérieures, il eût pu exécuter beaucoup de choses sans produire de panique religieuse; mais, au lieu d'agir avec circonspection comme l'occasion le demandait, il courut à bride abattue, lance en arrêt, sur les anciens préjugés et vieilles frayeurs superstitieuses, et poussa le peuple à une résistance ouverte. Quand l'art de l'imprimerie fut introduit, il devint nécessaire de choisir les meilleurs textes de la liturgie, du Psautier et d'autres livres religieux, et en les examinant on trouva que, par l'ignorance et la négligence des copistes, de nombreuses erreurs s'étaient glissées dans les manuscrits en usage. Cette découverte conduisit à une investigation poussée plus loin, qui montra que certaines irrégularités s'étaient également

glissées dans le cérémonial. La principale erreur de copiste se trouvait dans l'orthographe du mot « Jésus » ; et la principale irrégularité dans le cérémonial concernait la position des doigts en faisant le signe de la croix. Afin de corriger ces erreurs le célèbre Nikon, qui était alors Patriarche, ordonna que tous les anciens livres liturgiques et Icons fussent retirés de la circulation et de nouveaux distribués ; mais le clergé et le peuple résistèrent. Croyant ces « nouveautés Nikoniennes » hérétiques, ils se cramponnèrent à leurs anciens Icons, à leurs vieux missels et à leurs anciennes coutumes religieuses, comme aux seules ancras de salut qui pussent empêcher les fidèles d'être entraînés à la perdition. En vain le Patriarche affirma au peuple que le changement était un retour aux anciennes formules encore conservées en Grèce et à Constantinople. « L'Église grecque, — lui fut-il répondu, — n'est plus désormais exempte d'hérésie, l'orthodoxie a pris bien des nuances sous l'oppression du Mahomet turc, et les Grecs, sous les fils d'Agar, se sont détachés des anciennes traditions. » Un anathème formellement prononcé par un Concile contre ces non-conformistes n'eut pas plus d'effet que les admonestations du Patriarche. Ils persistèrent dans leur obstination et refusèrent de croire que les bienheureux saints et martyrs qui s'étaient servis des anciennes formules n'avaient pas prié et ne s'étaient pas signés comme il le fallait. « Ce ne sont pas ces saints hommes d'autrefois, mais le présent Patriarche et ses conseillers qui doivent être les hérétiques. » — Malheur à nous ! Malheur à nous ! — s'écrièrent les moines de Solovetsk quand ils reçurent les nouvelles liturgies. — Qu'avez-vous fait du Fils de Dieu ? Rendez-nous-le ! Vous avez changé *Isus* (l'ancienne forme russe de Jésus) en *Jisus* ! Il est effrayant non-seulement de commettre un tel péché, mais même d'y songer ! — Et les moines obstinés fermèrent leurs portes, bravèrent le Patriarche, le Con-

cile et le Czar pendant sept longues années, jusqu'à ce que le monastère fut pris d'assaut par une force armée.

Le décret d'excommunication prononcé par le Concile plaçait les non-conformistes en dehors de l'Eglise, et le pouvoir civil entreprit la tâche de les persécuter. La persécution eut seulement, bien entendu, pour effet de confirmer les victimes dans leur croyance que l'Eglise et le Czar étaient devenus hérétiques. Des milliers s'enfuirent au-delà de la frontière et se fixèrent dans les pays voisins : la Pologne, la Prusse, la Suède, l'Autriche, la Turquie, le Caucase et la Sibérie. D'autres se cachèrent dans les forêts du nord et dans la région très-boisée avoisinant la frontière polonaise, où ils vécurent par l'agriculture, la pêche, et prièrent, se signèrent, enterrèrent leurs morts, conformément aux coutumes de leurs ancêtres. Les forêts du nord furent leur refuge favori. Là se groupèrent ceux qui voulaient se conserver purs et sans tache. Là, les plus érudits d'entre eux : hommes bien familiarisés avec l'Écriture sainte, avec les traductions incomplètes des Pères grecs et avec les décisions, plus importantes, des premiers Conciles œcuméniques, écrivirent des ouvrages édifiants et de polémique pour la confusion des hérétiques, la confirmation des vrais croyants. De là furent envoyés dans toutes les directions de zélés missionnaires déguisés en marchands, colporteurs, ouvriers, pour répandre ce qu'ils appelaient la divine semence, et ce que l'Eglise officielle nommait « l'ivraie de Satan ». Quand les agents du Gouvernement découvriraient ces retraites, ceux qui les habitaient fuyaient généralement devant les « loups voraces » ; mais en plus d'une occasion un grand nombre d'hommes et de femmes fanatisés, s'enfermant dans leurs habitations, y mirent le feu et périrent volontairement dans les flammes. Dans le monastère de Paleostrofski, par exemple, en l'année 1687, non moins de

deux mille sept cents fanatiques gagnèrent de cette façon la couronne du martyr ; et l'histoire a enregistré beaucoup de cas semblables (1). Comme à toutes les époques de panique religieuse, l'Apocalypse fut soigneusement étudié et les idées *milléniales* s'étendirent rapidement. Les signes du temps étaient clairs. Satan venait d'être déchaîné (*let loose*) pour un peu de temps. Les gens attendirent anxieusement l'apparition de l'Antechrist.... et l'Antechrist apparut !

L'homme en qui le peuple reconnut l'incarnation de l'esprit du mal n'était autre que Pierre le Grand.

Au point de vue non-conformiste, Pierre possédait beaucoup de titres, et des plus probants, à être considéré comme l'Antechrist. Il n'avait rien de la tenue grave, pieuse, des anciens Czars, et ne montrait aucun respect pour ce que le peuple vénérât surtout. Il mangeait, buvait, s'associait habituellement avec des hérétiques, parlait leur langage, portait leur costume, choisissait parmi eux ses amis les plus intimes, les favorisait plus que son propre peuple. Imaginez l'horreur et la commotion qui se produiraient chez les pieux catholiques si le Pape apparaissait quelque jour dans le costume du Grand-Turc, et choisissait des pachas comme principaux conseillers ! L'horreur que la conduite de Pierre produisit chez une grande partie de ses sujets ne fut probablement pas moins grande. Ils ne pouvaient se l'expliquer autrement qu'en le supposant le Diable sous un déguisement, et ils voyaient dans toutes les mesures importantes qu'il édictait des preuves convaincantes de son origine satanique. Le *census* ou « recense-

1. Une liste bien authentique en est donnée par Nilski : « *Semeinaya zhizn v russkom Raskole* », Saint-Petersbourg, 1869, part. I, p. 55 à 57. Le nombre de ces gens s'immolant eux-mêmes se monta certainement à bien des milliers.

ment », nouvellement inventé, était un profane « dénombrement du peuple », une tentative d'enrôler au service de Béalzébut ceux dont les noms étaient écrits dans le livre de vie de l'Agneau. Le nouveau titre d'Empereur, expliqua-t-on, signifiait quelque chose de très-diabolique. Le passe-port portant les armes impériales était le sceau de l'Antechrist. L'ordre de se raser la barbe était une tentative pour défigurer « l'image de Dieu » à laquelle l'homme avait été créé, et par où le Christ devait reconnaître les siens au jugement dernier. La modification dans le calendrier, qui transférait le premier jour de l'an de septembre en janvier, était la destruction des années de « Notre Seigneur » et l'introduction des années de Satan à leur place. Je puis citer ici, comme exemple des ingénieux arguments invoqués à l'appui de ces thèses, l'un d'eux. Le monde, expliquait-on, ne pouvait avoir été créé en janvier comme le nouveau calendrier semblait l'indiquer, parce que les pommes ne sont pas mûres en cette saison et qu'en conséquence Eve ne pouvait avoir été tentée de la façon décrite dans la Genèse!

Ces idées concernant Pierre et ses réformes furent fortement confirmées par les vigoureuses persécutions qui eurent lieu pendant les premières années de son règne. Les non-conformistes sans cesse convaincus de désaffection politique, — spécialement « d'insulter la majesté impériale », — furent en punition de ce crime fouettés, torturés, et décapités sans merci. Mais quand Pierre eut réussi à réprimer toute opposition armée et pensa que le mouvement n'était plus désormais dangereux pour son trône, il adopta une politique plus conforme à son tempérament personnel. Qu'il n'eût lui-même aucune croyance religieuse, on peut en douter; mais certainement il n'y avait dans sa nature nulle étincelle de fanatisme religieux. Exclusivement occupé d'affaires séculières, il ne prenait aucun intérêt aux questions subtiles

de cérémonial religieux ; il était profondément indifférent à celle de savoir comment ses sujets priaient et se signaient, pourvu qu'ils obéissent à ses ordres en matière temporelle et acquittassent régulièrement leurs taxes. Aussitôt donc que les considérations politiques lui firent admettre la clémence, il arrêta les persécutions et enfin, en 1714, publia des ukases ordonnant que tous dissidents pussent vivre sans être molestés, pourvu qu'ils s'inscrivissent sur les registres officiels et payassent une double taxe personnelle. Un peu plus tard il leur fut permis de pratiquer librement tous leurs vieux rites et coutumes, à la condition de payer certaines amendes.

Sous Catherine II, « l'amie des philosophes », le *Raskol* (1), comme on en était venu à nommer le schisme, entra dans une nouvelle phase. Pénétrée des idées de tolérance religieuse alors à la mode dans l'Europe occidentale, Catherine abolit les incapacités dont les *Raskolniks* avaient été frappés, et invita ceux d'entre eux qui avaient fui au-delà de la frontière à revenir dans leur pays. Des milliers acceptèrent cette invitation, et beaucoup de ceux qui avaient jusqu'alors cherché à se dérober aux yeux de l'administration devinrent des marchands riches et respectés. Les communautés religieuses spéciales et semi-monastiques qui avaient jusqu'à cette époque existé seulement dans les forêts des provinces du Nord et de l'Est commencèrent d'apparaître dans Moscou, et furent officiellement reconnues par l'administration. D'abord elles prirent la forme d'hôpitaux pour les malades ou d'asiles pour les gens âgés et infirmes, mais devinrent bientôt des monastères réguliers dont les supérieurs exercèrent une autorité spirituelle indéfinie non-seulement sur les pensionnaires de la maison,

1. Le terme est dérivé de deux mots russes : *ras* (en deux) et *kolot* (se séparer).

mais aussi sur les membres de la secte par tout l'Empire.

Depuis ce temps jusqu'à l'époque actuelle, le Gouvernement a suivi une politique indécise, oscillant entre la tolérance complète et la persécution active. Il faut dire, néanmoins, que cette dernière n'a jamais été poussée bien loin. En matière de persécution comme en toute autre chose, l'Église russe dirige son attention principalement sur les formes extérieures. Elle ne cherche jamais à fureter, pour y découvrir l'hérésie, dans les opinions d'un homme, mais accepte volontiers comme orthodoxes tous ceux qui se présentent annuellement à la confession, à la communion, et s'abstiennent d'actes d'hostilité ouverte. Ceux qui peuvent faire ces concessions aux convenances échappent, en fait, au risque d'être molestés ; et ceux ne pouvant ainsi badiner avec leur conscience ont un moyen également aisé d'échapper à la persécution. Le clergé de paroisse, avec son indifférence ordinaire pour les choses spirituelles et son habitude traditionnelle de considérer ses fonctions au point de vue financier, est surtout hostile à l'esprit de secte parce qu'il diminue ses revenus en diminuant le nombre des paroissiens requérant son ministère. Cette cause d'hostilité peut aisément être écartée par un certain sacrifice pécuniaire de la part des sectaires, et, en conséquence, il existe généralement entre eux et le prêtre de leur paroisse un contrat tacite, dont les deux parties sont également satisfaites. Le prêtre reçoit son revenu comme si tous ses paroissiens appartenaient à l'Église d'État, et laisse en paix ceux-là croire et pratiquer ce que bon leur semble. Par cette méthode grossière et commode, une grande tolérance se trouve assurée. Si la pratique a une influence morale avantageuse sur le clergé de paroisse, c'est là, bien entendu, une question entièrement différente.

Quand le prêtre a été satisfait, reste encore la police,

qui lève également une taxe sur l'hétérodoxie ; mais les négociations ne sont en général pas difficiles, car il est de l'intérêt des deux parties qu'elles « s'arrangent » et vivent en bonne amitié. Ainsi, dans la pratique, les *Raskolniks* vivent dans la même condition qu'au temps de Pierre : ils payent une taxe et ne sont point molestés ; seulement l'argent payé par eux ne parvient plus maintenant jusqu'au Trésor impérial.

Ces changements externes dans l'histoire du Raskol ont exercé une puissante influence sur son développement interne.

Quand ils étaient formellement anathématisés et exclus de l'Eglise dominante, les non-conformistes ne possédaient ni une organisation définie ni une croyance positive. Le seul lien qui les réunissait était l'hostilité aux « nouveautés Nikoniennes », et tout ce qu'ils désiraient était de conserver intactes les croyances et les coutumes de leurs ancêtres. Au début, ils ne pensèrent nullement à créer aucune organisation permanente. Les plus modérés croyaient que le Czar rétablirait bientôt l'orthodoxie ; les plus fanatiques s'imaginaient que la fin du monde était proche (1). Dans l'un ou l'autre cas ils auraient seulement à souffrir pendant un peu de temps, se gardant des souillures de l'hérésie et de tout contact avec le royaume de l'Antechrist.

Mais les années s'écoulèrent et aucune de ces prévisions ne se vérifia. Les fanatiques attendirent en vain le son de la dernière trompette et l'apparition du Christ venant avec ses anges juger le monde. Le soleil continua de se lever, les saisons se suivirent l'une l'autre dans leur cours accoutumé, mais la fin de toutes choses

1. Plusieurs avaient fait faire leurs cercueils et y couchaient, dans la pensée que le second Avènement pourrait se produire pendant la nuit.

ne vint pas encore. Le pouvoir civil ne retourna pas non plus à l'ancienne foi. Nikon tomba victime d'intrigues de Cour et de sa fierté présomptueuse, fut formellement déposé. Le Czar Alexis, chargé d'années, s'en alla rejoindre ses pères. Mais il ne se produisit aucun signe d'un rétablissement de la vieille orthodoxie. Graduellement les principaux Raskolniks en vinrent à s'apercevoir qu'ils devaient se préparer, non pour le jour du jugement, mais pour un avenir terrestre, qu'ils devaient créer quelque forme permanente d'organisation ecclésiastique. Dans ce travail ils rencontrèrent dès le début des difficultés non-seulement pratiques, mais aussi théoriques.

Aussi longtemps qu'ils se bornèrent à résister simplement aux innovations officielles, ils semblèrent être unanimes; mais quand ils furent forcés d'abandonner cette politique négative, de déterminer théoriquement leur nouvelle situation, des différences radicales d'opinion devinrent apparentes. Tous restaient convaincus que l'Église russe était devenue hérétique, qu'elle avait maintenant l'Antechrist au lieu du Christ à sa tête; mais il n'était pas aisé de décider ce que feraient ceux qui refusaient de ployer le genou devant le Fils de la Destruction. D'après les idées protestantes, il existait une solution très-simple de la difficulté : les non-conformistes n'avaient qu'à créer pour eux une nouvelle Église, et adorer Dieu de la façon qui leur semblait la meilleure. Mais une pensée semblable eût encore répugné davantage aux Russes de ce temps-là que les innovations de Nikon. Ces gens étaient orthodoxes de fond en comble, « plus royalistes que le roi », et d'après les idées orthodoxes, la fondation d'une nouvelle Église est une absurdité. Ils croyaient que, la chaîne de continuité historique étant une-fois brisée, l'Église devait nécessairement cesser d'exister, de la même façon qu'une ancienne famille s'éteint quand son seul représentant meurt sans

laisser d'enfants. Si, par conséquent, l'Église avait déjà cessé d'exister, il ne restait plus désormais aucun moyen de communication entre le Christ et son peuple, les sacrements n'étaient plus désormais efficaces, et l'humanité se trouvait privée pour toujours des moyens ordinaires de grâce.

Or, sur ce point important, il se produisit une diversité d'opinions chez les dissidents. Quelques-uns d'entre eux croyaient que, bien que les autorités ecclésiastiques fussent devenues hérétiques, l'Église existait encore dans la communion de ceux qui avaient refusé d'accepter les innovations. D'autres déclaraient hardiment que l'Église orthodoxe avait cessé d'exister, que les anciens moyens de grâce s'étaient retirés et que les chrétiens restés fidèles devaient donc chercher leur salut, non point dans les sacrements, mais dans la prière et autres exercices religieux ne nécessitant pas la coopération de prêtres dûment consacrés. Ainsi se produisit un schisme parmi les schismatiques. Le premier parti conserva tous les sacrements et les observances cérémoniales dans leur ancienne forme ; l'autre s'abstint des sacrements et de beaucoup de rites ordinaires, par ce motif qu'il n'existait plus désormais de prêtrise réelle, et que par conséquent les sacrements ne pouvaient plus être efficaces. Ceux du premier parti sont appelés *Starobriadtsi*, ou Vieux-Ritualistes ; ceux de l'autre, *Bezpopotsi*, c'est-à-dire « gens sans prêtres » (*bez popof*).

L'histoire subséquente de ces deux fractions des non-conformistes a été tout-à-fait différente. Les Vieux-Ritualistes, étant simplement des conservateurs ecclésiastiques désireux de résister à toutes les innovations, sont restés un corps compact, peu troublé par des différences d'opinion. Les « gens sans prêtres », au contraire, cherchant toujours à découvrir quelques nouveaux moyens de salut efficaces, se sont divisés en une quantité innombrable de sectes indépendantes.

Les Vieux-Ritualistes éprouvaient, néanmoins, une difficulté théorique qui n'a été écartée que tout récemment. Au début, ils possédaient parmi eux, pour la célébration du culte, abondance de prêtres consacrés, mais ils ne disposaient d'aucun moyen d'en renouveler la provision. Ils n'avaient point d'évêques, et d'après la croyance orthodoxe, les bas degrés du clergé ne peuvent pas être créés sans consécration épiscopale. A cette époque du schisme un évêque avait pris parti pour les schismatiques, mais il mourut peu après sans laisser de successeur, et depuis lors, aucun autre ne s'était joint à eux. Comme le temps s'écoulait, la nécessité de consécration épiscopale se faisait de plus en plus sentir, et il n'est pas peu intéressant d'observer comment ces rigoristes, qui tenaient à la lettre de la loi et se déclaraient prêts à mourir pour un iota ajouté ou retranché, modifièrent leur théorie en conformité des exigences changeantes de leur position. Quand les prêtres qui s'étaient maintenus « purs et sans tache », exempts de tout contact avec l'Antechrist, devinrent rares, on découvrit que certains prêtres de l'Église dominante pouvaient être acceptés s'ils abjuraient formellement les « nouveautés Nikoniennes ». D'abord, cependant, seulement ceux qui avaient été *consacrés* avant l'apostasie supposée de l'Église furent acceptés, par la bonne raison que la consécration par des évêques devenus hérétiques ne pouvait être efficace. Quand on ne put désormais en trouver, on découvrit que ceux qui avaient été *baptisés* avant l'apostasie pouvaient être acceptés, et quand même ceux-là ne se trouvèrent plus, une concession encore plus grande fut faite à la nécessité, et *tous* les prêtres consacrés furent reçus, à la condition d'abjurer solennellement leurs erreurs. Il y avait toujours une abondante provision de prêtres semblables. Si un prêtre régulier ne pouvait pas trouver de paroisse ou s'il était déposé par les autorités pour quelque crime ou irrégularité de conduite, il

lui suffisait de passer aux Vieux-Ritualistes, et il était sûr d'obtenir chez eux bon accueil et salaire acceptable.

Par ces concessions, la prolongation indéfinie du Vieux-Ritualisme fut assurée; mais beaucoup des Vieux-Ritualistes ne pouvaient s'empêcher de sentir que leur position était, pour dire le moins, extrêmement anormale. Ils n'avaient point d'évêques de leur croyance, et leurs prêtres étaient tous consacrés par des prélats qu'ils croyaient être hérétiques! Pendant bien des années, ils espérèrent échapper à ce dilemme en découvrant des évêques « orthodoxes », — c'est-à-dire Vieux-Ritualistes, — quelque part dans l'Est; mais quand la Russie orientale eut été explorée en vain et que tous leurs efforts pour trouver des évêques indigènes furent reconnus vains, ils conçurent le dessein de créer un évêché au-delà de la frontière, chez les Vieux-Ritualistes qui s'étaient enfuis, au temps de la persécution, en Prusse, en Autriche, en Turquie.

Il existait, néanmoins, d'immenses difficultés de ce côté. D'abord il était nécessaire d'obtenir la permission formelle de quelque gouvernement étranger; et ensuite il fallait trouver un évêque orthodoxe qui consentit à consacrer un Vieux-Ritualiste ou à devenir Vieux-Ritualiste lui-même. Plusieurs fois la tentative fut faite et échoua; mais à la fin, après des années d'efforts et d'intrigue, le dessein se réalisa. En 1844, le gouvernement autrichien donna la permission de fonder un évêché à Belaya Krinitsa, en Galicie, à quelques kilomètres de la frontière russe; et deux ans plus tard le Métropolitain déposé de Bosnie consentit, après beaucoup d'hésitation, à passer aux Vieux-Ritualistes et à accepter le diocèse (1).

1. Un intéressant résumé de ces négociations et une peinture très-curieuse du monde ecclésiastique de Constantinople sont donnés par Subbotin : « *Istoria Belokrinitskoi Ierarkhii*, » Moscou, 1874.

Depuis cette époque les Vieux-Ritualistes ont eu leurs propres évêques, et n'ont plus été obligés d'accepter les prêtres fuyards de l'Église dominante.

Les Vieux-Ritualistes ont été naturellement très-chagrins du schisme et souvent éprouvés cruellement par la persécution ; mais ils ont toujours joui d'une certaine tranquillité d'esprit provenant de la conviction qu'ils s'étaient assuré les moyens de salut. La position de la fraction la plus extrême des schismatiques fut beaucoup plus tragique. Ceux-là croyaient que les sacrements avaient irréparablement perdu leur efficacité, que les moyens ordinaires de salut s'étaient à jamais retirés. Ils s'imaginaient que les Puissances des Ténèbres avaient été déchaînées, que les autorités étaient les agents de Satan, et que le personnage qui occupait la place des vieux Czars craignant Dieu n'était autre que l'Antechrist. Sous l'influence de ces horribles idées, ils s'enfuirent dans les bois et les cavernes pour échapper à la rage de la Bête, pour attendre le second avènement du Seigneur.

Cet état de choses ne pouvait pas continuer très-longtemps. L'extrême fanatisme religieux, comme tous les autres états anormaux, ne peut exister longtemps dans une agglomération de créatures humaines sans quelque cause constante d'excitation. Les vulgaires nécessités de la vie de tous les jours, spécialement chez les gens qui doivent subsister du travail de leurs mains, ont une influence étonnamment calmante sur le cerveau et doivent toujours, tôt au tard, être fatales à toute surexcitation désordonnée. Quelques individus constitués d'une façon particulière peuvent se montrer capables d'un enthousiasme qui durera autant que leur vie ; mais la multitude est toujours spasmodique en sa ferveur, et commence à retomber dans son apathie première aussitôt que la cause d'excitation cesse d'agir. Nous trouvons des exemples de tout cela dans l'histoire des « gens sans

prêtres ». Quand elles constatèrent que le monde n'était point encore arrivé à sa fin, que le rigoureux système de persécution se relâchait, les natures les moins excitables retournèrent chez elles, reprirent leur ancienne manière de vivre; et quand Pierre le Grand fit ses concessions politiques, un grand nombre de gens qui avaient déclaré que c'était l'Antechrist en vinrent à soupçonner qu'il n'était réellement pas aussi noir qu'on le dépeignait. Cette idée poussa de profondes racines chez une communauté religieuse près du lac Onéga (*Vuigovski Skit*) qui avait reçu des privilèges spéciaux à la condition de fournir des ouvriers pour les mines voisines; et là se développa une nouvelle théorie qui ouvrit une voie de réconciliation avec le gouvernement. Par une étude plus attentive de l'Écriture sainte et des anciens livres, on découvrit que le règne de l'Antechrist se composerait de deux périodes. Dans la première, le Fils de la Destruction règnerait seulement dans le sens spirituel, et les fidèles ne seraient point beaucoup molestés; dans la seconde, il règnerait visiblement sous une forme corporelle, et les vrais croyants seraient soumis à la plus effroyable persécution. La seconde période, affirma-t-on, n'était évidemment pas encore arrivée, car les fidèles jouissaient à l'heure présente « d'un temps de liberté, non de contrainte et d'oppression ». On peut douter que cette théorie soit strictement conforme à la prophétie apocalyptique et à la théologie des Pères; mais elle satisfait pleinement ceux qui étaient déjà arrivés à la même conclusion par une route différente, et cherchaient seulement un moyen de justifier leur position. Toujours est-il que beaucoup l'acceptèrent, et prirent la résolution de « rendre à César ce qui est à César », ou, en langage séculier : de prier pour le Czar et de payer les taxes.

Cet ingénieux compromis ne fut pas accepté par tous les gens sans prêtres. Au contraire, beaucoup d'entre

eux le regardèrent comme une déplorable apostasie, une nouvelle invention du Maudit; et parmi ces irréconciliables se trouva un certain paysan appelé Théodosi, homme de peu d'éducation, mais d'une puissance intellectuelle remarquable et d'une rare force de caractère. Il souleva de nouveau l'ancien fanatisme par ses prédications et ses écrits, — qui eurent, manuscrits, une grande circulation, — et parvint à fonder une nouvelle secte dans la région couverte de forêts qui avoisine la frontière polonaise.

Les non-conformistes sans prêtres se séparèrent ainsi en deux fractions; l'une, appelée les *Pomortsi* (1), accepta au moins une réconciliation partielle avec le pouvoir civil; l'autre, appelée les Théodosiens du nom de leur fondateur, s'en tint aux vieilles opinions, et refusa de regarder le Czar autrement que comme un Antechrist.

Ces derniers furent d'abord très-farouches dans leur fanatisme, mais au bout de quelque temps ils en vinrent à subir les influences qui avaient adouci celui des *Pomortsi*. Sous le gouvernement libéral et conciliateur de Catherine ils vécurent contents, et beaucoup d'entre eux s'enrichirent par le commerce. Leur zèle fanatique et leur exclusivisme s'évaporèrent sous l'influence du bien-être matériel et d'un contact constant avec les autres classes, spécialement après qu'il leur eût été permis de bâtir un monastère à Moscou. Le supérieur de ce monastère, homme très-fin et énormément riche, réussit à gagner la faveur non-seulement des fonctionnaires inférieurs, qui pouvait s'acheter aisément, mais même de dignitaires haut placés; et pendant de nombreuses années il exerça une autorité très-réelle, bien que non

1. Le mot *Pomortsi* signifie « ceux qui vivent au bord de la mer ». Il est appliqué d'habitude aux habitants des provinces du Nord, c'est-à-dire ceux qui vivent près de la mer Blanche.

définie, sur toutes les fractions des gens sans prêtres. « Sa renommée, dit-on, *résonna* à travers Moscou; les échos en furent entendus à Pétropol (Saint-Petersbourg), Riga, Astrakan, Nijni-Novgorod, et autres terres de piété », et quand des envoyés venaient le consulter, ils se prosternaient en sa présence comme devant les grands de la terre. Vivant ainsi non-seulement en paix et dans l'abondance, mais même au sein des honneurs et du luxe, « le fier Patriarche de l'Église Théodosienne » ne pouvait raisonnablement pas fulminer contre les « loups voraces » avec lesquels il vivait en termes amicaux, ou exciter le fanatisme de ses partisans par des descriptions poussées en couleur des « terribles souffrances et persécutions du peuple de Dieu dans ces derniers jours », comme le fondateur de la secte avait eu l'habitude de le faire. Bien qu'il ne pût point abandonner ouvertement aucune des doctrines fondamentales, il laissait les idées se rapportant au règne de l'Antechrist tomber en oubli; et montrait par l'exemple, sinon par préceptes, que les fidèles pouvaient, grâce à de prudentes concessions, vivre très-confortablement dans ce monde mauvais. Cette semence tomba sur un sol déjà préparé à la recevoir. Les fidèles oublièrent graduellement leur ancien fanatisme sauvage et sont venus à bout depuis, tout en maintenant en théorie beaucoup de leurs anciennes idées, de s'accommoder en pratique de l'ordre de choses existant.

L'adoucissement graduel et la baisse de ton du fanatisme originaire chez ces deux sectes se manifestèrent surtout dans leurs idées sur le mariage, qui subirent, comme leur conception de l'Antechrist, de profondes modifications. D'après la doctrine orthodoxe, le mariage est un sacrement qui peut seulement être conféré par un prêtre consacré, et par conséquent, pour les gens sans prêtres la célébration du mariage était une impossibilité. Dans le premier âge de la secte, le célibat était tout à fait en rapport avec les circonstances. Vivant

en crainte continuelle de leurs persécuteurs, errant d'un lieu de refuge à un autre, les gens qui souffraient pour la foi avaient peu le temps ou l'idée de penser aux liens de famille, et écoutaient volontiers les moines qui les exhortaient à mortifier les convoitises de la chair. Si nous nous rappelons que le peuple russe, même dans des circonstances ordinaires, regarde le célibat comme un attribut essentiel de la vie chrétienne la plus élevée, nous pouvons aisément imaginer ses sentiments concernant le mariage à une époque de persécution, quand le second avènement du Seigneur était attendu tous les jours, à toute heure. Même après que la panique religieuse se fût dissipée, toutes les communautés sans prêtres continuèrent à maintenir que le mariage était un concubinage coupable, que le célibat était enjoint à tous les vrais croyants. Le résultat, néanmoins, prouva que le célibat imposé par la croyance n'assure nullement la chasteté dans la vie. Non-seulement dans les villages de dissidents, mais même dans ces communautés religieuses qui prêchaient une manière de vivre plus ascétique, une nombreuse classe d'« orphelins » qui ne connaissaient point leurs parents commença d'apparaître; et cette ignorance des relations de sang conduisit naturellement à des rapports incestueux. La nécessité de rétablir la vie de famille en vint ainsi à se faire sentir, et ce sentiment trouva bientôt son expression sous forme de doctrine, à la fois chez les Pomortsi et chez les Théodosiens. De savantes dissertations furent rédigées et répandues en copies manuscrites, de violentes discussions eurent lieu, et à la fin un grand Concile fut tenu à Moscou pour élucider la question (1). Le

1. Je ne puis entrer ici dans les détails de cette remarquable controverse, mais je puis dire qu'en l'étudiant j'ai souvent été étonné de la puissance dialectique et de la subtilité logique déployées par les

point capital ne fut jamais décidé unanimement, mais beaucoup acceptèrent les arguments ingénieux en faveur du mariage, et même en contractèrent qui furent, bien entendu, nuls aux yeux de la loi et de l'Église, mais parfaitement valables sous tous les autres rapports. Si le Gouvernement avait favorisé ce mouvement en donnant une validité légale à ces mariages, il eût clos l'une des sources principales du fanatisme sectaire ; malheureusement il prêta longtemps l'oreille aux suggestions des ecclésiastiques, qui ne pouvaient admettre aucun compromis en matières sacramentelles, et c'est seulement dans ces dernières années que d'importantes concessions sur ce point ont été faites.

Cette nouvelle apostasie de la multitude inconstante produisit une nouvelle explosion de fanatisme chez le petit nombre des obstinés. Quelques-uns de ceux qui avaient jusqu'alors cherché à dissimuler l'origine de la classe « orpheline » citée plus haut, affirmèrent hardiment dès lors que l'existence de cette classe était une nécessité religieuse, parce qu'afin d'être sauvés les hommes doivent se repentir, et que pour se repentir ils doivent pécher ! En même temps les anciennes idées concernant l'Antechrist furent revivifiées et prêchées avec ferveur par un paysan nommé Philippe, qui fonda une nouvelle secte appelée les Philippistes. Cette secte existe encore. Elle s'attache à la vieille croyance que le Czar est l'Antechrist, que les autorités civiles et ecclésiastiques sont les serviteurs de Satan : idée qu'entretint et maintint vivante la corruption et la tendance à extorquer pour lesquelles l'administration était, jusqu'à ces derniers temps, célèbre. Elle ne s'a-

controversistes. Quelques-uns des traités, écrits par de simples paysans, pourraient supporter la comparaison avec les ingénieuses dissertations des docteurs du moyen âge.

venture pas à résister ouvertement aux autorités, mais ses membres les plus hardis prennent peu la peine de dissimuler leurs opinions, leurs sentiments, et peuvent être aisément reconnus à leur aspect sévère, à leurs manières puritaines, à leur horreur pharisaïque de tout ce qu'ils supposent être hérétique et impur. Quelques-uns d'entre eux, dit-on, poussent cette préciosité à un tel point qu'ils retirent et jettent au loin le bouton d'une porte s'il a été manié par un hérétique!

On peut croire que nous avons atteint là les extrêmes limites du fanatisme; mais, en réalité, il existe des hommes que même le puritanisme pharisaïque des Philippistes ne satisfait pas. Ces nouveaux zélateurs, qui parurent au temps de Catherine II mais dont l'existence ne se révéla pour la première fois au monde officiel que sous le règne de Nicolas, blâmèrent la tiédeur de leurs frères et fondèrent une nouvelle secte dans le but de conserver intact l'ascétisme pratiqué immédiatement après le schisme. La secte existe encore. Ils se nomment le « peuple du Christ » (*Christoviye Lyudi*), mais sont mieux connus sous les noms populaires de « Vagabonds » (*Stranniki*) ou « Fugitifs » (*Beguni*). De toutes les sectes, celle-ci est la plus hostile à l'organisation politique et sociale existante. Non contente de condamner la conscription militaire, le paiement des taxes, l'acceptation des passe-ports, et toutes choses se reliant aux autorités civiles et ecclésiastiques; elle considère comme un péché de vivre paisiblement au milieu d'une population orthodoxe, — c'est-à-dire, d'après sa croyance, hérétique, — et d'avoir des relations avec quiconque ne partage pas ses vues extrêmes. S'en tenant à la doctrine de l'Antechrist dans sa forme la plus excessive, ses membres déclarent que les Czars sont les vassaux de Satan, que l'Église établie est le domicile du Père des mensonges, et que tous ceux qui se soumettent aux autorités sont enfants du démon. D'après cette croyance, ceux qui veulent échapper au

courroux à venir ne doivent avoir ni maison ni lieu de résidence fixe, doivent rompre tous les liens qui les unissent au monde, errer continuellement de place en place. Les vrais chrétiens ne sont que des étrangers et des pèlerins dans la vie d'ici-bas ; et qui se rattache au monde périra avec lui.

Telle est la théorie de ces Vagabonds ; mais chez eux, comme chez les sectes moins fanatiques, les nécessités pratiques ont produit des concessions, des compromis. Comme il est impossible de mener une vie nomade dans les forêts russes, les Vagabonds ont été forcés d'admettre dans leurs rangs ce qui peut être appelé des frères laïques : hommes qui nominalemeut appartiennent à la secte, mais vivent comme les mortels ordinaires et ont quelque moyen rationnel de gagner leur vie. Ces derniers habitent les villages et les villes, subviennent à leurs besoins par l'agriculture ou le commerce, acceptent des passe-ports des autorités, paient régulièrement leurs taxes, et se conduisent sous tous les autres rapports en sujets loyaux. Leur principal devoir religieux consiste à donner le vivre et le couvert à leurs frères plus zélés qui ont adopté une vie vagabonde en pratique aussi bien qu'en théorie. C'est seulement quand ils sentent la mort approcher qu'ils considèrent comme nécessaire de se séparer du monde hérétique ; et ils effectuent cela en se faisant transporter dans quelque bois voisin — ou dans un jardin s'il n'existe pas de bois à proximité, — où ils puissent mourir en plein air.

Ainsi, comme on le voit, il y a chez les sectes non-conformistes ce qui peut être appelé une gradation de fanatisme, en laquelle se reflète l'histoire du grand schisme du dix-septième siècle. Nous avons dans les Vagabonds les représentants de ceux qui adoptèrent et conservèrent la doctrine de l'Antechrist dans sa forme extrême ; les successeurs de ceux qui s'enfuirent dans les forêts pour échapper à la rage de la Bête et attendre le second avéne-

ment du Christ. Dans les Philippistes nous avons les représentants de ceux qui adoptèrent ces idées sous une forme quelque peu adoucie, et en vinrent à reconnaître la nécessité de posséder quelques moyens réguliers de subsistance d'ici à ce que la trompette dernière se fasse entendre. Les Théodosiens représentent ceux qui se trouvaient d'accord, en théorie, avec la catégorie précédente, mais qui, ayant moins de fanatisme religieux, jugèrent nécessaire de céder à la force et de faire la paix avec le Gouvernement sans sacrifier leurs convictions. Dans les Pomortsi nous voyons ceux qui conservèrent seulement les idées religieuses du schisme, et se réconcilièrent avec le pouvoir civil. Enfin nous avons les Vieux-Ritualistes, qui diffèrent de toutes les autres sectes en conservant l'ancien cérémonial, et ont simplement rejeté l'autorité spirituelle de l'Église dominante. A côté de ces fractions principales des non-conformistes, il y en a une grande quantité de moins importantes (*tolki*) différant l'une de l'autre sur des points moindres de doctrine. Dans certains districts, dit-on, presque chaque village possède une ou deux sectes indépendantes. Ceci est spécialement le cas chez les Cosaques du Don et ceux de l'Oural, lesquels descendent en grande partie des hommes qui fuirent les premières persécutions.

De toutes les sectes, celle des Vieux-Ritualistes se rapproche le plus de l'Église officielle. Ils professent les mêmes dogmes, pratiquent les mêmes rites, et en diffèrent seulement par quelques bagatelles de cérémonial que peu de gens considèrent comme essentielles. Dans l'espoir de les induire à retourner à l'ancien bercail, le Gouvernement créa au commencement de ce siècle des églises spéciales dans lesquelles il leur fut permis de conserver leurs particularités cérémoniales, à la condition d'accepter des prêtres régulièrement consacrés et de se soumettre à la juridiction ecclésiastique. Jusqu'ici ce plan n'a pas eu beaucoup de succès. La grande majo-

rité des Vieux-Ritualistes le regarde comme un piège et affirme que l'Eglise, en faisant cette concession, s'est mise en contradiction avec elle-même. « Le Concile ecclésiastique de Moscou — disent-ils — anathématisa nos aïeux parce qu'ils s'en tenaient à l'ancien rituel, et déclara que l'ordre et le cours tout entier de la nature seraient plutôt changés que la malédiction retirée. Le cours de la nature n'a point été changé, mais l'anathème a été effacé, annulé. » Cet argument doit avoir un certain poids près de ceux qui croient à l'infailibilité des Conciles.

Envers les gens sans prêtres, le Gouvernement a toujours agi dans un esprit beaucoup moins conciliant. Sa sévérité a eu quelquefois sa justification dans ce motif que le « sectarisme » possédait jadis une signification politique aussi bien que religieuse. Un État comme la Russie ne peut pas ne point se préoccuper des sectes qui prêchent comme un devoir la résistance systématique aux autorités civiles et ecclésiastiques, et professent des doctrines qui conduisent aux pires immoralités. Il faut admettre que cet argument n'est pas sans une certaine force; mais il me semble que la politique adoptée tendait à accroître plutôt qu'à diminuer les maux qu'elle cherchait à guérir. Au lieu de dissiper l'idée absurde que le Czar était l'Antechrist par un système de justice stricte et impartiale, punissant seulement les véritables crimes ou délits, le Gouvernement confirma la notion dans l'esprit de milliers de gens en persécutant ceux qui n'avaient commis aucun crime et voulaient seulement adorer Dieu d'après leur conscience. Par-dessus tout, il erra en prohibant et punissant ces mariages qui, bien que légalement irréguliers, étaient le meilleur moyen possible de diminuer le fanatisme en ramenant les fanatiques à une vie sociale saine. Heureusement ces erreurs sont maintenant abandonnées. Depuis que le présent Empereur est monté sur le trône, une politique de clé-

mence et de conciliation a été adoptée et s'est trouvée être plus efficace que l'ancien système de persécution. Les dissidents ne sont point retournés au bercail officiel, mais ils ont perdu beaucoup de leur fanatisme, de leur exclusivisme de jadis.

Au point de vue du nombre, les sectaires composent un corps très-formidable. Il n'y a pas moins, dit-on, de sept millions de Vieux-Ritualistes et gens sans prêtres; et les protestants et sectes fantastiques forment probablement trois millions en plus. Si ces chiffres sont exacts, les sectaires constituent environ un huitième de la population tout entière de l'Empire. Ils ne comptent dans leurs rangs aucun noble, personne qui appartienne à la classe soi-disant éclairée, mais leur nombre comprend un tiers — et le plus riche, — de la classe marchande, la majorité des Cosaques du Don et tous ceux de l'Oural.

Dans ces circonstances, il est important de savoir jusqu'à quel point les sectaires sont désaffectionnés au point de vue politique. Quelques personnes s'imaginent qu'au cas d'une insurrection ou d'une invasion étrangère ils pourraient se lever contre le gouvernement, tandis que d'autres croient ce danger supposé purement imaginaire. Pour ma part, je me rallie à la dernière opinion, que corrobore fortement l'histoire de beaucoup d'événements importants, tels que l'invasion française en 1812, la guerre de Crimée, la dernière insurrection polonaise. La grande majorité des schismatiques et des hérétiques se compose, je crois, de sujets loyaux du Czar. Les sectes les plus violentes, qui seules seraient capables d'une hostilité active contre les autorités, sont peu nombreuses et regardent tous ceux qui ne leur appartiennent pas avec une méfiance si profonde, qu'elles se trouveraient tout à fait inaccessibles à toutes influences inflammatoires venant du dehors.

Même si toutes les sectes étaient capables d'une hos-

tilité active, elles ne seraient point si formidables que le nombre de leurs adhérents semble l'indiquer; car elles sont ennemies l'une de l'autre, et totalement inaptes à se combiner pour la poursuite d'un but commun.

Bien que le « sectarisme » ne constitue donc nullement un danger politique sérieux, il a néanmoins une signification politique considérable. Il prouve d'une manière satisfaisante que le peuple russe n'est nullement aussi docile, aussi flexible qu'on le suppose habituellement; et qu'il est capable d'opposer une résistance passive opiniâtre à l'autorité quand il croit que de grands intérêts sont en jeu. L'énergie bourrue qu'il a déployée en affirmant pendant des siècles sa liberté religieuse, il pourra peut-être quelque jour l'employer dans l'arène de la politique séculière (1).

1. Quelques articles remarquables concernant le Raskol ont été récemment publiés par M. Anatole Leroy-Beaulieu dans la *Revue des Deux-Mondes*. Les lecteurs anglais qui désireraient en savoir davantage sur ce sujet peuvent consulter l'appendice aux « Sermons choisis de Philaret, en son vivant métropolitain de Moscou », Londres, Masters, 1870. Ce dernier ouvrage, publié sans nom d'auteur, est dû à la plume d'une dame russe très-distinguée, et peut être recommandé à tous ceux qui prennent intérêt à l'histoire de l'Église russe. L'esprit de « cérémonialisme » qui produisit le Raskol et malheureusement existe encore, a été bien décrit et hardiment dénoncé par M. Beliustin, prêtre de paroisse lui-même, mais moins enamouré de la routine et plus courageux que ses confrères.

CHAPITRE XXI

LES TRIBUS PASTORALES DE LA STEPPE

Raisons qui me font entreprendre ce voyage. — Aspect des villages. — Incidents caractéristiques. — Hypocrisie paysanne. — Explication du phénomène. — Je m'éveille en Asie. — Aoul bashkir. — Dîner à la tartare. — Koumiss. — Un troubadour bashkir. — L'honnête Mehemet Zian. — La condition économique actuelle des Bashkirs jette une lueur sur une théorie philosophique bien connue. — Pourquoi une race pastorale adopte l'agriculture. — La vraie steppe. — Les Kirghis. — Lettre de Gengis-Khan. — Les Kalmouks. — Les Tartares Nogai. — Lutte entre les hordes nomades et les colons agricoles.

Après avoir vécu quelque temps chez les Molokani dans la partie sud de la province de Samara, je me dirigeai vers l'Est avec l'intention de visiter les Bashkirs : tribu tartare qui conserve encore, du moins on me l'assura, ses anciennes habitudes nomades. J'avais deux raisons pour entreprendre ce voyage. D'abord, j'étais désireux de voir de mes propres yeux quelques restes de ces terribles tribus nomades qui conquièrent jadis la Russie et menacèrent longtemps d'envahir toute l'Europe ; de ces hordes tartares qui gagnèrent par leur force irrésistible et leur cruauté impitoyable la réputation d'être « le fléau de Dieu ». Ensuite, je désirais depuis longtemps étudier les conditions de la vie pastorale et me félicitai d'avoir trouvé une occasion convenable de le faire.

A mesure que je m'avançais vers l'Est, je notai un changement dans l'aspect des villages. Les maisons en bois ordinaires, avec leurs toits élevés et en pente rapide, firent rapidement place à des huttes à toit plat, bâties de briques non cuites d'une espèce particulière, faites de boue et de paille. Je remarquai aussi que la population devenait de moins en moins dense, et la quantité de terres en friche proportionnellement plus grande. Les paysans étaient évidemment plus riches que ceux des bords du Volga, mais ils se plaignaient, comme le paysan russe le fait toujours, de n'avoir point assez de terre. En réponse à ma question : Pourquoi ne se servaient-ils pas des milliers d'acres qui se trouvaient en friche autour d'eux ? ils m'expliquèrent qu'ils avaient déjà obtenu des récoltes sur ces terrains pendant plusieurs années successives, et qu'en conséquence ils devaient maintenant les laisser « reposer ».

Dans l'un des villages que je traversai, je fus témoin d'un petit incident très-caractéristique. Le village s'appelait *Samovolnaya Ivanofka*, c'est-à-dire, « Ivanofka le volontaire » ou « le non autorisé ». Pendant qu'on changeait nos chevaux, mon compagnon de voyage, dans le cours d'une conversation avec un groupe de paysans, s'informa de l'origine de ce nom extraordinaire, et découvrit un morceau curieux d'histoire locale. Les fondateurs du village s'étaient fixés sur le sol sans la permission du propriétaire et avaient obstinément résisté à toutes tentatives d'expulsion. Plusieurs fois des troupes avaient été envoyées pour les en chasser ; mais aussitôt qu'elles se retiraient, ces gens volontaires revenaient et reprenaient possession, jusqu'à ce qu'à la fin le propriétaire, qui vivait à Saint-Pétersbourg ou dans quelque autre endroit éloigné, se lassât de la lutte et leur permit de rester. Ces divers incidents nous furent racontés avec beaucoup de détails circonstanciés, si bien que la narration dura peut-être une demi-heure. Pendant tout ce temps

j'écoutai attentivement, et quand l'histoire fut finie je tirai mon carnet afin de noter les faits, et demandai en quelle année avait eu lieu l'affaire. Aucune réponse ne me fut faite. Les paysans se regardèrent seulement les uns les autres d'une façon significative, et gardèrent le silence. Pensant que ma question n'avait pas été comprise je la renouvelai, répétant une partie de ce qui avait été relaté. A mon étonnement, à ma complète déconfiture, ils déclarèrent qu'ils n'avaient raconté quoi que ce fût de semblable ! En désespoir de cause, j'en appelai à mon ami et lui demandai si mes oreilles m'avaient trompé, si je me trouvais en proie à quelque étrange hallucination. Sans me donner aucune réponse, il se contenta de sourire et s'éloigna.

Quand nous eûmes quitté le village et fûmes remontés dans notre tarantasse, ce mystère s'éclaircit d'une façon satisfaisante. Mon ami m'expliqua que je n'avais nullement mal compris ce qui avait été raconté, mais que ma question abrupte et la vue de mon carnet avaient soudain excité la méfiance des paysans et coupé court à leur humeur communicative. « Ils ont évidemment supposé, continua-t-il, que vous étiez un *Tchinovnik* et que vous désiriez employer à leur détriment la connaissance que vous aviez acquise. Ils ont donc jugé plus sage de nier tout. Vous ne connaissez pas encore le *Moughik* russe ! »

Je fus obligé de reconnaître l'exactitude de la remarque. Mais depuis ce temps j'ai appris à connaître mieux le *Moughik*, et un incident de cette sorte ne me surprendrait plus maintenant. Par une longue série d'observations, je suis arrivé à cette conclusion qu'en grande majorité les paysans russes, dans leurs rapports avec l'autorité, considèrent les mensonges les plus patents, les plus effrontés, comme un moyen loyal de défense. Ainsi, par exemple, quand un *Moughik* est impliqué dans une affaire criminelle et qu'une instruction

préliminaire a lieu, il commencera probablement par construire une histoire compliquée pour expliquer les faits et se disculper. L'histoire peut être du commencement à la fin un tissu de faussetés évidentes, mais il la défend vaillamment aussi longtemps que possible. Quand il s'aperçoit que la position qu'il a prise est absolument intenable, il déclare ouvertement que tout ce qu'il a dit est faux et qu'il désire faire une autre déclaration. Cette seconde peut avoir le même sort que la première, alors il en propose une troisième. Cherchant ainsi son chemin à tâtons, il essaye diverses histoires jusqu'à ce qu'il en trouve une qui semble à l'abri de toute objection. Dans ce fait de conter ainsi des mensonges il n'y a, bien entendu, rien de remarquable, car les criminels dans toutes les parties du monde ont une tendance à s'écarter de la vérité quand ils tombent entre les mains de la justice. Le trait spécial au paysan russe est qu'il rétracte ses déclarations de l'air calme d'un joueur d'échecs qui prie son adversaire de lui laisser reprendre une pièce jouée par inadvertance. Avec l'ancien système de procédure qui fut aboli il y a environ dix ans, d'habiles criminels venaient souvent à bout, au moyen de ce simple expédient, de retarder leur procès pendant plusieurs années.

De tels incidents étonnent naturellement un étranger et il est disposé, en conséquence, à porter un jugement très-sévère sur les paysans russes en général. Le lecteur peut se rappeler les remarques mordantes de Karl Karl'itch à ce sujet. Ces remarques, je les ai entendu répéter sous des formes diverses, par des Allemands, dans toutes les parties de la contrée, et il doit y avoir en elles une certaine somme de vérité, car même un éminent Slavophile admit une fois publiquement que le paysan russe est enclin au parjure (1). Il est cependant nécessaire, ce

1. Kireyefski, dans le *Russkaya Beséda*.

me semble, d'établir une distinction. Dans les relations ordinaires des paysans entre eux ou avec les gens en qui ils ont confiance, je ne crois pas que l'habitude de mentir soit développée d'une façon anormale. C'est seulement quand le Moughik se trouve en contact avec les autorités qu'il se montre inventeur expert d'impostures. En cela il n'y a rien qui doive nous surprendre. Pendant des siècles le paysan fut soumis au pouvoir arbitraire et aux exactions impitoyables de ceux qui étaient placés au-dessus de lui; et comme la loi ne lui donnait aucun moyen de protection légale, ses seuls moyens de défense étaient la ruse et le mensonge.

Nous avons ici, je crois, la véritable explication de cette « fausseté orientale » dont les voyageurs ont tant parlé. C'est simplement le résultat de la condition d'une société sans lois. Supposez qu'un Anglais, habitué à dire la vérité, tombe entre les mains de brigands ou de sauvages. Qu'il soit seulement d'une moralité ordinaire, ne se considérera-t-il pas comme ayant le droit d'inventer quelque mensonge afin de s'évader? S'il en est ainsi, nous n'avons point le droit de condamner très-sévèrement la tendance héréditaire au mensonge de ces races, qui ont vécu pendant bien des générations dans une position analogue à celle de l'Anglais supposé parmi les brigands. Quand les intérêts légitimes ne peuvent pas être protégés par la loyauté et l'honnêteté, les gens prudents en viennent toujours à employer les moyens que l'expérience leur a montré être les meilleurs. Dans un pays où la loi ne donne pas protection, l'homme robuste se défend par la force, le faible par la ruse et la duplicité. Ceci explique parfaitement pourquoi, en Turquie, les Chrétiens sont moins loyaux que les Mahométans.

Mais nous nous sommes bien écartés de la route qui mène à Bashkiria. Retournons-y donc au plus vite.

De tous les voyages que j'ai faits en Russie, celui-ci fut l'un des plus agréables. Le temps était clair et tiède,

sans être désagréablement chaud; les routes étaient passablement douces. La tarantasse qui avait été louée pour tout le voyage était à peu près aussi confortable qu'une tarantasse peut l'être; on pouvait se procurer en abondance de bon lait, des œufs, du pain blanc; nous n'éprouvions pas beaucoup de difficulté à obtenir des chevaux dans les villages que nous traversions, et leurs propriétaires ne se montraient pas très-exagérés dans leurs prétentions. Mais ce qui contribua le plus à mon bien être fut que j'étais accompagné par un jeune Russe agréable, intelligent, qui se chargea obligeamment de tous les arrangements nécessaires, et m'affranchit par là de ces ennuis, de ces tracas, que l'on rencontre toujours dans les contrées primitives où voyager n'est pas encore chose admise. Je lui laissai le contrôle absolu de nos mouvements, acquiesçant à tout sans mot dire, ne faisant aucune question sur ce qui allait arriver. Prenant avantage de ma passivité, il me prépara un soir une agréable petite surprise.

Au soleil couchant, nous avions quitté un village du nom de Morsha. Peu après, me sentant assoupi, et mon compagnon m'ayant prévenu que nous allions effectuer un long trajet sans intérêt, je m'étais couché et endormi dans la tarantasse. En m'éveillant, je trouvai que celle-ci était arrêtée et que les étoiles brillaient sur nos têtes. Un énorme chien aboyait furieusement tout près, et j'entendis la voix du *Yemstchik* (postillon) nous informant que nous étions arrivés. Je me dressai sur mon séant et regardai autour de moi, m'attendant à voir un village quelconque; mais, au lieu de cela, j'aperçus un large espace ouvert et à une faible distance un groupe de meules de foin. Tout près de la tarantasse se tenaient deux formes enveloppées de longs manteaux, armées de bâtons et se parlant l'une à l'autre dans une langue inconnue. Ma première idée fut que nous avions été conduits, d'une façon quelconque, dans un piège; je

tirai donc mon revolver afin d'être prêt à toute éventualité. Mon compagnon ronflait encore très-fort à mes côtés et résista à tous mes efforts pour l'éveiller.

— Qu'est-ce ! — dis-je d'une voix grognonne et colère au Yemstchik, — où nous avez-vous menés ?

— Où on me l'a ordonné, maître !

Dans le but d'obtenir une explication plus satisfaisante, je recommençai de secouer mon compagnon endormi ; mais avant qu'il eût repris ses sens, la lune surgit brillante d'un amoncellement de nuages épais et éclaircit le mystère. Les meules de foin supposées se trouvèrent être des tentes. Les deux formes aux longs bâtons que j'avais prises pour des brigands étaient de paisibles bergers vêtus du *khalat* oriental, et gardant leurs moutons qui paissaient autour d'eux. Au lieu de nous trouver dans une prairie vide, comme je l'avais cru, nous avions devant nous un véritable *Aoul* tartare, pareil à ceux dont j'avais souvent lu la description. Pendant un instant je restai stupéfait. Il me semblait que je m'étais endormi en Europe et que je m'éveillais en Asie !

Quelques minutes après, nous étions confortablement installés dans une des tentes : habitation circulaire en forme de coupole, d'environ douze pieds de diamètre et composée d'un lacs de baguettes d'un bois léger, recouvert d'un feutre épais. Elle ne contenait aucun meuble excepté une assez grande quantité de tapis et d'oreillers, qui avaient été disposés en lits pour notre usage. Notre aimable hôte, qui était évidemment quelque peu étonné de notre visite inattendue, mais s'abstint de nous adresser des questions, nous souhaita bientôt une bonne nuit et se retira. Nous ne fûmes pas néanmoins laissés seuls. Un grand nombre de bêtes noires restèrent avec nous et nous donnèrent une bienvenue de leur façon. Si elles étaient pourvues d'ailes ou forcées, par le manque de ces appendices, de grimper le long de la tente et de se laisser tomber sur les objets quelconques qu'elles désiraient

atteindre, je ne pus le découvrir ; mais il est certain que, de façon ou d'autre, elles atteignaient nos têtes — même quand nous nous tenions debout, — et se cramponnaient à nos cheveux avec une étonnante tenacité. Pourquoi montraient-elles une préférence si marquée pour les cheveux ? Nous ne pouvions nous l'expliquer jusqu'à ce qu'il nous vint à l'esprit que les indigènes avaient l'habitude de se raser la tête, et que ces bêtes devaient naturellement considérer un crâne couvert de poils comme une nouveauté curieuse méritant un examen attentif. Comme tous les enfants de la nature, elles étaient décidément indiscrètes et importunes dans leur curiosité ; mais quand on éteignit la lumière, elles comprirent l'insinuation et s'en allèrent.

Quand nous nous éveillâmes le lendemain matin, il faisait grand jour et nous trouvâmes une foule d'indigènes devant notre tente. Notre arrivée était évidemment regardée comme un événement important ; et tous les habitants de l'Aoul étaient anxieux de faire notre connaissance. D'abord notre hôte s'avança. C'était un homme petit, svelte, d'âge moyen, avec une expression grave et sévère indiquant une disposition peu sociable. Nous apprîmes ensuite qu'il était *Okhoun*, c'est-à-dire employé subalterne de l'administration ecclésiastique mahométane, et en même temps petit commerçant en étoffes de soie et de laine. Avec lui vint le *Moullah* ou prêtre : vieillard à l'aspect imposant, avec une figure ouverte, honnête, de type européen, et une belle barbe grise. Les autres membres importants de la petite communauté suivirent. Ils étaient tous de couleur basanée et avaient les petits yeux, les pommettes saillantes, qui caractérisent les races tartares, mais peu de cette bassesse de contenance et de cette laideur particulière qui distinguent le pur Mongol. Tous, à l'exception du Moullah, parlaient un peu russe et s'en servirent pour nous assurer que nous étions les bienvenus. Les enfants res-

tèrent respectueusement en arrière, et les femmes à la face voilée nous jetèrent des coups d'œil furtifs des portes de leurs tentes.

L'Aoul était formé d'environ vingt de ces tentes ; toutes construites sur le même modèle et disséminées çà et là à peu près en cercle, sans la moindre prétention à la symétrie. Tout près se trouvait un cours d'eau qui est indiqué sur quelques cartes comme une rivière sous le nom de Karalyk, mais qui, à cette époque de l'année, consistait seulement en une succession de mares contenant un liquide brunâtre. Comme nous faisions plus que soupçonner que ces mares fournissaient aux habitants l'eau pour la cuisine, la vue n'en était pas faite pour exciter notre appétit. Nous nous en éloignâmes donc à la hâte, et n'ayant rien de mieux à faire nous surveillâmes les préparatifs du dîner. Ils furent décidément primitifs. Un mouton fut amené près de la porte de notre tente, et là, tué, dépouillé, dépecé et mis dans un pot immense sous lequel un feu avait été allumé.

Le dîner lui-même ne fut pas moins primitif que la façon de le préparer. La table consistait en une vaste serviette étendue au milieu de la tente ; les chaises étaient représentées par des coussins sur lesquels nous assimes les jambes croisées. Il n'y avait ni assiettes, ni couteaux, ni fourchettes, ni cuillers, ni baguettes chinoises. On comptait que les invités mangeraient tous à même une gamelle de bois en se servant des instruments dont la nature les avait pourvus. Le service était fait par l'hôte et son fils. La chère était abondante, mais peu variée, entièrement composée de mouton bouilli sans pain ou rien qui le remplaçât, et d'un peu de viande de cheval salée comme entrée.

Manger au même plat qu'une demi-douzaine de mahométans qui acceptent l'injonction de leur prophète sur les ablutions dans un sens entièrement figuré, et sont totalement ignorants de l'usage des fourchettes et des

cuillers, n'est point une agréable opération même si l'on n'est pas très-influencé par des préjugés religieux; mais avec ces Bashkirs quelque chose de pis que cela peut arriver, car leur méthode favorite d'exprimer leur estime et leur affection pour celui avec lequel ils mangent consiste à lui « fourrer » dans la bouche des morceaux de mouton, parfois même des poignées de viande hachée! Ayant découvert dans les manières et les coutumes des Bashkirs cette particularité inattendue, je regrettais presque d'avoir produit une impression favorable sur mes nouvelles connaissances.

Quand le mouton eut été dévoré, en partie par la compagnie dans la tente et en partie par une autre compagnie à l'extérieur qu'on ne voyait pas, — car l'Aoul tout entier prenait part au festin, — le koumiss fut servi en quantités illimitées. Ce breuvage, comme je l'ai déjà expliqué, est du lait de jument fermenté; mais ce qui portait ici ce nom était très-différent du koumiss que j'avais goûté dans les établissements de Samara. Là, c'était une boisson agréable, effervescente, avec seulement une très-légère teinte d'acidité. Ici, c'était un liquide « tranquille » ressemblant beaucoup à du lait de beurre très-maigre et très-sûr. Mon ami russe fit une forte grimace en le goûtant et je me sentis incliné d'abord à faire de même; mais remarquant que cela produisait une impression peu favorable sur l'assistance, je contins mes muscles faciaux et je « fis comme si je l'aimais ». Bientôt j'en vins réellement à l'aimer et j'appris à le boire « sec », comme ceux qui y étaient habitués depuis leur enfance. Par ce fait je m'élevai très-haut dans l'estime des indigènes; car si l'on ne boit pas de koumiss, on ne peut pas être sociable dans le sens bashkir du terme, et en acquérant cette habitude, on s'assimile un principe essentiel de la nationalité bashkire. J'aurais certainement préféré en avoir une tasse pour moi seul; mais je crus bon de me conformer aux habitudes du

pays et d'accepter l'énorme bol de bois quand il passa à la ronde. En retour, mes amis firent une concession importante en ma faveur : ils me permirent de fumer comme bon me semblerait, bien qu'ils considérassent que, comme le prophète s'était abstenu du tabac, les mortels ordinaires devaient faire de même.

Pendant que la « coupe de l'amitié » faisait le tour, je distribuai quelques petits présents que j'avais apportés dans ce but ; puis je commençai à expliquer l'objet de ma visite. Dans le pays éloigné d'où je venais — bien loin du côté de l'Ouest, — j'avais entendu parler des Bashkirs comme d'un peuple possédant beaucoup d'étranges coutumes, mais très-affable, très-hospitalier pour les étrangers. Quant à leur affabilité et leur hospitalité, je savais déjà à quoi m'en tenir par expérience ; et j'espérais qu'ils me mettraient à même d'apprendre quelque chose touchant leur manière de vivre, leurs coutumes, leurs chants, leur histoire et leur religion : matières auxquelles, leur assurai-je, mes compatriotes éloignés prenaient un vif intérêt.

Ce petit *after dinner speech* n'était peut-être pas tout à fait en harmonie avec l'étiquette bashkire, mais il produisit en apparence une impression favorable. Un murmure d'approbation accentuée s'éleva, et ceux qui comprenaient le russe traduisirent mes paroles à leurs frères moins instruits. Une courte consultation suivit ; et alors il y eut un cri général d'Abdullah ! Abdullah ! qui fut repris et répété par ceux qui se trouvaient au dehors.

Quelques minutes après Abdullah parut, tenant à la main un gros os à moitié rongé, et le bas du visage barbouillé de graisse. C'était un homme petit et maigre, à la peau jaune-brun, avec un air de vieillesse prématurée ; mais le sourire contenu qui se jouait sur ses lèvres, le clignotement continu de son œil droit, montraient clairement qu'il n'avait pas encore oublié le badinage et la gaieté de la jeunesse. Son vêtement était d'une étoffe

plus riche et plus voyante, mais en même temps plus déguenillé que celui des autres. Il avait absolument l'air d'un artiste en détresse, et c'en était réellement un. Sur un mot et sur un signe de l'hôte, il mit de côté son os et tira de dessous son *khalat* de soie verte un petit instrument à vent ressemblant à une flûte ou à un flageolet. Sur cet instrument il joua quantité d'airs indigènes. Les premiers qu'il exécuta me rappelèrent beaucoup le *pibroch* des montagnes d'Écosse : par moments grave, solennel ou douloureux, puis s'élevant graduellement à une mélodie guerrière qui remue l'âme, et descendant de nouveau à un gémissement plaintif. La quantité d'expressions qu'il faisait produire à son instrument primitif était réellement merveilleuse. Puis passant soudain du grave au gai, il joua une série d'airs légers, joyeux ; et quelques-uns des plus jeunes Bashkirs qui étaient au dehors entrèrent et exécutèrent une danse aussi échevelée, aussi peu gracieuse qu'une gigue irlandaise.

Cet Abdullah devint pour moi une connaissance très-précieuse. C'était une espèce de troubadour bashkir, connaissant bien non-seulement la musique, mais aussi les traditions, l'histoire, les superstitions et les croyances populaires de sa race. Il était considéré par l'Okoun et le Moullah comme un individu frivole et sans valeur, qui n'avait aucun moyen régulier, respectable, de gagner sa vie ; mais chez les gens de principes moins sévères, c'était un véritable favori. Comme il parlait très-bien le russe, je pus converser aisément avec lui sans l'aide d'un interprète, et il mit volontiers à ma disposition tout son stock de connaissances. Dans la compagnie de l'Okoun il restait toujours solennel et taciturne, mais aussitôt qu'il était délivré de la présence de ce dignitaire, il devenait éveillé et communicatif.

Une autre de mes nouvelles connaissances me fut également utile d'une autre façon. Ce fut Méhémet Zian,

qui n'était pas aussi intelligent qu'Abdullah, mais beaucoup plus sympathique. Sur son visage ouvert et honnête, dans ses manières affables et sans affectation, il y avait quelque chose de si irrésistiblement attrayant que, nous connaissant depuis moins de vingt-quatre heures, une sorte d'amitié surgit entre nous. C'était un homme de haute taille, musculeux, aux larges épaules, avec des traits indiquant un mélange de sang européen. Bien qu'il eût déjà dépassé l'âge moyen, il était encore nerveux, actif : si actif qu'il pouvait, étant à cheval, ramasser une pierre sans mettre pied à terre. Il ne pouvait cependant plus exécuter cette prouesse au grand galop, comme il avait coutume de le faire dans sa jeunesse. Ses connaissances en géographie étaient extrêmement limitées et inexactes : son intelligence ressemblant, sous ce rapport, à ces vieilles cartes russes sur lesquelles les nations de la terre et bon nombre de peuples dont l'existence n'a jamais été qu'un mythe sont brouillées ensemble dans une confusion inextricable, mais sa curiosité pour la géographie était insatiable. Ma carte de voyage — la première qu'il eût jamais vue, — l'intéressa profondément. Quand il constata qu'en examinant simplement cette carte je pouvais lui dire la direction et la distance de plusieurs endroits qu'il connaissait, son visage fut pareil à celui d'un enfant qui voit pour la première fois une séance d'escamotage ; et quand je lui expliquai le *truc* et lui montrai à calculer la distance de l'Aoul à Bokhara, — la cité sainte des musulmans de cette région, — sa joie fut sans bornes. Je ne pouvais pas, comme je l'aurais désiré, lui faire présent de ma carte, car je n'en avais point d'autre avec moi ; mais je lui promis de trouver moyen de lui en envoyer une, et je tins ma parole à l'aide d'un indigène du district de Karalyk que je rencontrai à Samara. Deux ou trois ans plus tard je fus informé, par un voyageur russe qui avait passé une nuit dans l'Aoul, qu'il avait vu là une carte appelée « le Pré-

sent de l'Anglais », et qu'un digne Bashkir, appelé Méhémet Zian, lui avait montré à calculer la distance de l'Aoul à Bokhara.

Si Méhémet savait peu de chose concernant les pays étrangers, il connaissait parfaitement bien le sien, et me rembourssa très-libéralement mes leçons élémentaires de géographie. Je visitai avec lui les Aouls du voisinage. Dans tous il avait de nombreuses connaissances, et partout nous fûmes reçus avec la plus grande hospitalité. Je cherchai à éviter, mais non pas toujours avec succès, des festins semblables à celui que je viens de décrire en partie, parce que je savais que mes hôtes étaient généralement pauvres et ne voudraient accepter aucun paiement pour le mouton égorgé, et aussi parce que j'avais lieu de craindre qu'ils ne m'exprimassent leur estime et leur affection *more Bashkirico*; mais quant à boire du koumiss, occupation ordinaire de ces gens quand ils n'ont rien à faire, il me fallut m'y livrer dans des proportions immodérées. Dans ces expéditions, Abdullah nous accompagnait généralement et rendait de précieux services comme interprète et comme troubadour. Méhémet pouvait s'exprimer en russe; mais son vocabulaire lui faisait défaut sitôt que la conversation s'étendait au-delà des sujets ordinaires. Abdullah, au contraire, était un interprète de premier ordre; et sous l'influence de son instrument et de sa facilité de parole, nos nouvelles connaissances devenaient sociables et communicatives. Pauvre Abdullah! C'était une espèce de génie universel; mais son khalat déteint, déguenillé, ne montrait que trop clairement qu'en Bashkirie comme dans les pays plus civilisés, le génie universel et le tempérament artistique conduisent à la pauvreté plutôt qu'à la richesse.

Je n'ai nullement l'intention d'ennuyer le lecteur du récit des faits variés que, grâce à ces deux amis, je réussis à colliger, — en vérité je ne le pourrais pas si je le



voulais, car les notes que je pris furent ensuite perdues, — mais je désire dire quelques mots de la condition économique actuelle des Bashkirs. Ils sont à présent en train de passer de la vie pastorale à la vie agricole; et il n'est pas peu intéressant d'étudier les causes qui les poussent à cette transformation et la façon dont elle s'opère.

Les philosophes se sont longtemps attachés à une théorie de développement social d'après laquelle les hommes furent d'abord chasseurs, puis pasteurs, et enfin agriculteurs. Jusqu'à quel point cette théorie est d'accord avec la réalité, il est inutile quant à présent de nous en enquérir, mais nous pouvons en examiner une partie importante et nous adresser cette question : Pourquoi les tribus pastorales adoptent-elles l'agriculture? L'explication ordinaire est qu'elles changent leur mode de vie en raison de quelques circonstances mal définies et fortuites. Un grand législateur surgit parmi elles et leur apprend à cultiver le sol; ou bien elles se trouvent en contact avec une race agricole et en adoptent les coutumes. De telles explications peuvent contenter les théoriciens qui tirent habituellement les faits de leur imagination; mais elles semblent absolument insuffisantes à quiconque a vécu au milieu d'un peuple pastoral. La vie pastorale est si incomparablement plus agréable que le dur lot de l'agriculteur, tellement plus d'accord avec l'indolence innée de la nature humaine, qu'aucun grand législateur, possédât-il la sagesse de Solon et l'éloquence de Démosthène, ne pourrait certainement décider ses compatriotes à passer de l'un à l'autre état. De tous les moyens ordinaires de gagner sa subsistance, — à l'exception peut être du travail des mines, — l'agriculture est le plus laborieux et n'est jamais adoptée volontairement par des hommes qui n'y ont pas été accoutumés depuis leur enfance. La vie d'une race pastorale, au contraire, est une vie de plaisirs presque continuels; et je ne puis

concevoir rien, excepté la perspective de l'inanition, qui puisse engager des hommes vivant de leurs troupeaux de moutons et de bœufs à se faire agriculteurs.

Cette perspective est, en fait, la cause de la transition, probablement dans tous les cas et certainement dans celui des Bashkirs. Aussi longtemps qu'ils eurent abondance de pâturages, ils ne songèrent jamais à cultiver le sol. Leurs troupeaux leur fournissaient tout ce qui leur était nécessaire, et les mettaient à même de mener une existence tranquille, indolente. Aucun grand législateur ne surgit parmi eux pour leur conseiller l'usage de la charrue et de la faucille ; et quand ils voyaient, sur leurs frontières, les paysans russes labourer et récolter péniblement, ils les regardaient probablement avec compassion, et certes ne songeaient nullement à suivre leur exemple. Mais un législateur impersonnel leur vint, législateur très-sévère et tyrannique qui ne supporte pas la désobéissance : je veux dire la nécessité économique. Par les empiétements des Cosaques de l'Oural à l'Est, et par la vague, qui s'avance toujours du Nord et de l'Ouest, de la colonisation russe, leur territoire s'est trouvé beaucoup diminué. Avec la diminution des pâturages vint celle du bétail, leur seul moyen de subsistance. En dépit de leur esprit conservateur inerte, ils eurent à se préoccuper de moyens nouveaux pour obtenir la nourriture et le vêtement, de quelque nouveau mode de vie nécessitant la possession de terres moins vastes. Ce fut seulement alors qu'ils commencèrent à songer à imiter leurs voisins. Ils virent que le paysan russe vivait confortablement sur trente ou quarante acres de terre, pendant qu'eux en possédaient cent cinquante par tête masculine et se trouvaient en danger de mourir de faim. La conclusion à tirer de cela était évidente par elle-même : ils devaient tout de suite commencer à labourer et à semer. Mais il y avait un obstacle très-sérieux à la mise en pratique de ce principe. L'agricul-

ture demande certainement moins de terre que l'élevage des moutons, mais elle exige beaucoup plus de labeur, et les Bashkirs n'étaient pas accoutumés à un dur travail. Ils pouvaient supporter les tribulations et les fatigues de longs voyages à cheval, mais le labeur monotone et continu de la charrue et de la faucille n'était pas de leur goût. Au premier abord, ils adoptèrent donc un compromis. Ils firent cultiver une partie de leurs terres par les paysans russes et leur cédèrent en retour une part du produit : en d'autres termes, ils prirent la position de propriétaires fonciers et affermèrent une partie de leurs terres selon le système du métayage.

La transition en était arrivée à ce point dans plusieurs des Aouls que je visitai. Mon ami Méhémet Zian me montra, à quelque distance des tentes, son lopin de terre arable et me présenta au paysan qui le cultivait : un Petit-Russien qui m'assura que cet arrangement satisfaisait les deux parties. La marche de la transition ne peut néanmoins s'arrêter là. Ce compromis est seulement un expédient temporaire. La culture d'un sol vierge donne de très-abondantes moissons, suffisantes pour nourrir à la fois le laboureur et le propriétaire indolent ; mais cette fertilité s'épuise bientôt, et au bout de quelques années le sol ne donne plus qu'un rendement très-moderé. Les propriétaires doivent donc, tôt ou tard, en arriver à se passer des laboureurs qui prennent la moitié du produit comme rémunération, et mettre eux-mêmes la main à la charrue.

Il résulte de tout cela que les Bashkirs, à proprement parler, ne sont plus désormais un peuple pastoral et nomade. La découverte de ce fait me causa quelques petits désappointements ; et dans l'espoir de trouver une tribu dans une condition plus primitive, je visitai les Kirghis de la Horde intérieure, qui occupent le pays situé au sud, dans la direction de la mer Caspienne. Là, pour la première fois, je vis la véritable steppe dans le sens

absolu du terme : une contrée unie comme la mer, sans même une petite colline ou une ondulation douce pour rompre la ligne droite de l'horizon, sans un seul morceau de terre cultivée, sans un arbre, un buisson, même une pierre, pour en varier l'étendue monotone. Traverser une telle région est, j'ai à peine besoin de le dire, une tâche très-fatigante, d'autant plus qu'il n'existe là ni borne milliaire, ni aucun autre indice vous indiquant la distance que vous parcourez. Encore n'est-ce pas d'un ennui aussi accablant qu'on pourrait le supposer. Le matin, vous pouvez contempler les vastes lacs avec leurs promontoires escarpés, leurs bords bien boisés, que le mirage crée pour votre amusement. Puis, au cours de la journée, il se produit toujours un ou deux incidents insignifiants qui vous tirent un instant de votre somnolence.

Tantôt vous pouvez découvrir un ou deux cavaliers à l'horizon lointain, les suivre des yeux comme ils s'approchent et, quand ils passent à côté de vous, causer quelques instants avec eux si vous connaissez la langue ou si vous avez un interprète; ou bien vous pouvez vous distraire à l'aide d'une petite pantomime s'ils sont trop éloignés pour que la voix porte. Tantôt, si vous apercevez une longue file de chameaux marchant d'un pas solennel et majestueux, vous faites des suppositions sur le contenu des gros ballots dont ils sont chargés. Tantôt vous rencontrez la carcasse d'un cheval qui est tombé sur le bord de la route, et examinez les chiens et les aigles de la steppe se livrant combat sur leur proie; si vous êtes enclin au meurtre, vous pouvez tirer sur ces grands oiseaux, car ils sont braves par ignorance et vous laisseront quelquefois les approcher à trente ou quarante mètres. Tantôt vous apercevez, — spectacle le plus agréable de tous à une certaine distance, — un groupe de tentes en forme de meules de foin, et vous faites hâte pour vous reposer à leur ombre, et

étancher votre soif au moyen de longues, longues rasades de koumiss rafraîchissant.

Pendant mon voyage à travers le pays des Kirghis, j'étais accompagné par un gentilhomme russe qui s'était pourvu d'une lettre pour le chef de la Horde : personnage qui répond au nom imposant de Gengis-Khan (1) et prétend descendre du grand conquérant Mongol. Cette pièce nous assura un bon accueil dans les Aouls que nous traversions. Chaque Kirghis qui la voyait nous traitait avec un profond respect et mettait à notre service tout ce qu'il possédait. Mais en dépit de cette puissante recommandation, nous ne rencontrâmes là rien qui ressemblât à cette cordialité, à cette tendance communicative que j'avais trouvée chez les Bashkirs. Une tente garnie d'une quantité considérable de coussins fut toujours mise à notre disposition; le mouton fut tué et bouilli pour notre dîner et les seaux de koumiss régulièrement apportés pour notre rafraîchissement; mais tout cela se faisait évidemment comme un devoir et non comme une hospitalité cordiale. Quand nous nous déterminâmes, une ou deux fois, à prolonger notre visite au delà du terme annoncé d'abord, je pus m'apercevoir que notre hôte n'était pas du tout charmé du changement de nos plans. La seule consolation que nous eûmes fut que ceux qui nous recevaient ne se faisaient aucun scrupule d'accepter le paiement de la nourriture et de l'abri fournis.

Je n'ai pas l'intention de tirer de tout cela la conclusion que les Kirghis sont, comme peuple, inhospitaliers et mal disposés pour les étrangers. Mes relations avec eux furent trop limitées pour me permettre une telle assertion. La lettre de Gengis-Khan nous assura tout ce

1. On a adopté l'orthographe française de ce nom. Les Kirghis les Russes le prononcent *Tchinghis*.

dont nous avons besoin; mais en même temps elle nous donna un certain caractère officiel qui n'était pas du tout favorable à l'établissement de relations amicales: ceux avec lesquels nous nous trouvions en rapport nous regardaient comme des fonctionnaires russes et nous soupçonnaient d'avoir quelque dessein secret. Quand nous essayâmes de nous rendre compte du nombre de leur bétail et d'estimer approximativement leur revenu annuel, ils craignirent naturellement — n'ayant aucune idée d'une curiosité scientifique désintéressée, — que ces renseignements ne fussent recherchés dans le but d'accroître les taxes ou avec quelque autre intention malveillante. Bientôt je m'aperçus clairement que toute information que nous pourrions colliger là sur les conditions économiques de la vie pastorale ne serait pas de grande valeur, et je remis les études que je me proposais de faire à un moment plus convenable.

Les Kirghis, ethnographiquement parlant, sont alliés de très-près aux Bashkirs, mais ils en diffèrent à la fois par la physionomie et le langage. Leurs traits se rapprochent davantage du pur type mongol, et leur langage est un dialecte distinct qu'un Bashkir ou un Tartare de Kazan a quelque difficulté à comprendre. Ils professent la religion musulmane; mais leur islamisme est d'une nuance moins rigide, comme on peut le voir par ce fait: leurs femmes ne se voilent pas la face même en présence des Giaours, relâchement que le Giaour n'approuverait certainement pas s'il se trouvait être sensible à la beauté ou à la laideur féminines. Leur mode de vie diffère peu de celui de Bashkirs, mais ils ont proportionnellement plus de terre et peuvent ainsi mener encore une vie purement pastorale. Près de leur frontière ouest, il est vrai, ils louent annuellement des pièces de terre à des paysans russes qui les cultivent; mais ces empiétements ne peuvent jamais avancer très-loin, car la plus grande partie de leur territoire est impropre à la culture en

raison de la grande quantité de sel que le sol renferme. Ce fait aura une influence importante sur leur avenir. A la différence des Bashkirs, qui possèdent une bonne terre arable et sont par conséquent en train de devenir agriculteurs, les Kirghis continueront, en toute probabilité, de vivre exclusivement de leurs troupeaux.

Au sud-ouest du bas Volga, dans la région plate située au nord du Caucase, nous trouvons une autre tribu pastorale : les Kalmouks, différant beaucoup des deux premières par le langage, la physionomie et la religion. Leur langage — un dialecte de la langue mongole, — n'a aucune affinité avec les autres langages de cette partie du monde. Sous le rapport de la religion ils sont également isolés, car ils sont bouddhistes et n'ont, par conséquent, de coreligionnaires que dans l'Inde ou dans le Thibet. Mais c'est leur physionomie qui les distingue d'une façon plus frappante des peuples qui les entourent et les marque comme Mongols de l'eau la plus pure. Dire simplement qu'ils sont laids serait leur faire un compliment immérité. Il y a quelque chose de presque extra-humain dans leur laideur. Ils montrent, à un degré exagéré, tous ces traits répulsifs que nous voyons adoucis et raffinés sur la face d'un Chinois ordinaire. Comme ils appartiennent à l'une des races reconnues de l'humanité, il faut admettre qu'ils ont des âmes ; mais il est difficile, quand on les voit pour la première fois, de croire qu'une âme humaine soit cachée derrière leur face aplatie, sans expression, leurs petits yeux obliques et stupides. Placé au milieu d'eux, le Bashkir ou même le Kirghis ordinaire paraîtrait beau par contraste. Si les races tartare et turque sont réellement descendues d'ancêtres de ce type, alors on peut affirmer qu'elles ont reçu, dans le cours du temps, un mélange abondant de sang aryen ou sémitique.

Mais nous ne devons pas être trop durs pour ces pauvres Kalmouks, ou juger de leur caractère par leur aspect

peu prévenant. Ils ne sont pas du tout aussi en dehors de l'humanité qu'ils le paraissent. Des gens qui ont vécu parmi eux m'ont assuré qu'ils sont décidément intelligents, spécialement dans toutes les questions relatives au bétail, et que, bien qu'un peu adonnés au vol des bestiaux et autres coutumes primitives non tolérées dans les États de civilisation plus avancée, ils ne manquent nullement de quelques-unes des meilleures qualités de la nature humaine.

Jusqu'à ces temps derniers, il existait dans cette région une quatrième tribu pastorale : les Tartares Nogai. Ils occupaient les plaines au nord de la mer d'Azof, mais on n'en trouve plus là. Peu après la guerre de Crimée ils émigrèrent en Turquie; et maintenant leurs terres sont occupées par des colons russes, allemands, bulgares et monténégrins.

Parmi ces tribus pastorales, les Kalmouks peuvent être regardés comme des immigrés récents. Ils apparurent d'abord au dix-septième siècle et furent longtemps formidables en raison de leur grand nombre et de leur organisation compacte; mais, en 1771, la plupart d'entre eux plièrent leurs tentes et retournèrent dans leur ancienne patrie, au nord du Céleste-Empire. Ceux qui restèrent furent aisément soumis et ont depuis longtemps perdu, sous l'influence d'une paix non interrompue et d'une forte administration russe, leur ancien esprit guerrier. Leurs derniers exploits militaires ont été accomplis pendant les dernières années des guerres napoléoniennes et n'eurent pas un caractère très-sérieux : une troupe de Kalmouks accompagna l'armée russe et étonna l'Europe occidentale par son aspect sauvage, son costume étrange, son équipement primitif dans lequel les arcs et les flèches étaient surtout remarquables.

Les autres tribus pastorales que j'ai mentionnées sont les derniers restes de ces hordes nomades qui, de temps immémorial jusqu'à une époque comparativement ré-

cente, occupèrent les vastes plaines de la Russie du Sud. La longue lutte entre ces hordes et les colons agricoles venus du nord-ouest — lutte qui ressemble beaucoup à celle entre les Peaux-Rouges et les *settlers* blancs dans les prairies de l'Amérique du Nord, — forme une page importante de l'histoire russe.

Comme toutes les races agricoles jeunes et vigoureuses, les Russes ont toujours montré une forte tendance à s'étendre et à s'approprier le territoire de leurs voisins. Du côté du nord et du nord-est, ils éprouvèrent peu de difficultés à donner carrière à cette tendance, car ils trouvèrent là une contrée maigrement peuplée de paisibles tribus finnoises qui ne s'opposèrent pas à ce que des colons étrangers s'établissent au milieu d'elles. Mais ici, sur la steppe, ils furent reçus d'une façon toute différente. La contrée se trouvait tout aussi maigrement peuplée; mais les habitants étaient d'un acabit différent et vivaient d'une façon différente : ce n'était plus de paisibles agriculteurs, mais des nomades belliqueux qui résistaient vigoureusement à tout empiètement sur leurs pâturages et considéraient le vol des bestiaux, des enfants, et le pillage, comme une occupation légitime et digne d'eux. « Leurs razzias (*raids*), dit un ancien auteur byzantin, semblent les éclairs d'un orage, et leur retraite est à la fois lourde et légère : lourde à cause du butin, légère à cause de la rapidité de leurs mouvements. Pour eux une vie paisible est un châtiment; une occasion convenable de faire la guerre le comble de la félicité. Et le pis, c'est qu'ils sont plus nombreux que les abeilles au printemps; leur quantité est innombrable. » « N'ayant aucune résidence fixe, — dit une autre autorité byzantine, — ils cherchent à conquérir toutes les terres et n'en colonisent aucune. C'est un peuple fuyard, qui, par conséquent, ne peut être saisi. Comme ils n'ont ni villes ni villages, il faut les chasser comme des bêtes fauves, et on ne peut les comparer convenable-

ment qu'aux griffons, que la nature bienveillante a bannis dans des régions inhabitées. » Comme dit un distique persan cité par Vambéry :

Ils vinrent, conquirent, incendièrent,
Pillèrent, massacrèrent, et s'en allèrent.

Leurs razzias sont ainsi décrites par un vieux chroniqueur russe. « Ils incendient les villages, les fermes et les églises. La terre est changée par eux en désert, les champs couverts de récoltes deviennent le repaire des bêtes fauves. Beaucoup de gens sont emmenés en esclavage, les autres sont torturés, massacrés, ou meurent de faim et de soif. Tristes, las, roidis par le froid, avec des visages que le malheur rend blêmes, les pieds ou même tout le corps nus et déchirés par les chardons, les prisonniers russes se traînent dans une contrée inconnue, et, pleurant, se disent les uns aux autres : — Je suis de telle ville... — Moi, de tel village ». Et, d'accord avec les chroniqueurs monastiques, nous entendons l'Ossian slave anonyme se lamenter sur les fils tombés de Rus : « Sur la terre russe on entend rarement la voix du laboureur, mais souvent le cri des vautours se livrant bataille sur les corps des hommes tués; et les corbeaux poussent des cris perçants en volant vers le butin ».

Cette lutte entre la colonisation agricole et le barbarisme nomade se continua pendant des siècles avec des phases variées. Dans la période primitive de l'histoire russe, les colons avancèrent rapidement et prirent possession d'une grande partie de la steppe ; mais, au treizième siècle, le flot de la fortune se retira soudain. La contrée tout entière fut conquise par des hordes nomades, et pendant plus de deux cents ans la Russie fut, jusqu'à un certain point, gouvernée par les Khans. Comme je désire parler longuement de cette domination tartare, je lui consacrerai un chapitre spécial.

CHAPITRE XXII

LA DOMINATION TARTARE

La conquête. — Gengis-Khan et son peuple. — Création et désagrégation rapides de l'Empire Mongol. — La Horde d'Or. — Caractère réel de la domination tartare. — Tolérance religieuse. — Système tartare de gouvernement. — Grands Princes. — Les princes de Moscou. — Influence de la domination tartare. — Importance pratique du sujet.

L'invasion tartare, avec ses conséquences directes et indirectes, est un sujet qui n'intéresse pas seulement l'antiquaire. A l'influence des Mongols sont attribuées communément beaucoup de particularités dans la condition actuelle et le caractère national des Russes d'aujourd'hui, et quelques écrivains voudraient même nous faire croire que les hommes que nous appelons Russes sont simplement des Tartares à demi déguisés par un mince vernis de civilisation européenne. Dans ces circonstances il est bon de s'enquérir de ce que fut réellement la civilisation tartare, et jusqu'à quel point elle affecta le développement historique, le caractère national du peuple russe. Si je ne puis jeter sur ce sujet toute la lumière que l'on pourrait désirer, je puis au moins faire quelque chose pour dissiper certains sophismes courants qui trop souvent obtiennent croyance.

L'histoire de la conquête peut être racontée brièvement. En 1224, les chefs des Poloftsi : l'une des tribus

pastorales qui erraient sur la steppe et se trouvaient en état d'hostilité pillarde permanente avec les Russes du sud, envoyèrent des députés à Mitislaf, le brave prince de Gallicie, pour l'informer que leur pays avait été envahi du sud-est par des ennemis puissants et cruels, appelés Tartares(1), gens d'aspect étrange, à la face basanée, aux petits yeux très-écartés l'un de l'autre, aux lèvres épaisses, aux larges épaules, aux cheveux noirs. « Aujourd'hui — dirent les députés, — ils se sont emparés de notre pays; demain ils s'empareront du vôtre si vous ne nous portez pas secours. »

Mitislaf ne voyait probablement aucune objection à ce que les Poloftsi fussent annihilés par quelque tribu plus forte et plus féroce qu'eux-mêmes, car ils lui causaient beaucoup de tracas par leurs razzias fréquentes; mais il sentit la force de l'argument: « votre tour viendra bientôt », et pensa qu'il était sage de secourir ses voisins habituellement hostiles. Dans le but de parer au danger, il réunit les princes voisins et les pressa de se joindre à lui pour une expédition contre le nouvel ennemi. L'expédition fut entreprise et se termina par un désastre. Près de la Kalka, petite rivière qui se jette dans la mer d'Azof, l'armée russe rencontra les envahisseurs et fut complètement mise en déroute. Le pays se trouva par là ouvert aux vainqueurs, mais ils ne profitèrent point de leur avantage. Après s'être avancés à quelque distance, ils tournèrent soudain bride, revinrent sur leurs pas et disparurent.

Ainsi se termina d'une façon inattendue la première visite de ces étrangers désagréables. Treize ans après ils revinrent, et l'on ne s'en débarrassa pas si aisément. Une horde énorme traversa le fleuve Oural et s'avança jus-

1. Le mot véritable est « Tatar », les Russes l'écrivent et le prononcent de cette façon, mais j'ai préféré conserver celle moins correcte et mieux connue de l'orthographe.

qu'au cœur de la contrée, pillant, brûlant, dévastant et massacrant. Nulle part ils ne rencontrèrent de résistance sérieuse. Les princes ne firent aucune tentative pour se liguer contre l'ennemi commun. Presque toutes les villes principales furent réduites en cendres, et leurs habitants massacrés ou emmenés en esclavage. Ayant conquis la Russie, ils s'avancèrent vers l'Ouest et jetèrent l'alarme dans toute l'Europe. La panique atteignit même l'Angleterre et fit interrompre la pêche du hareng sur ses côtes. L'Europe occidentale, néanmoins, échappa à leurs ravages. Après avoir envahi la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Serbie et la Dalmatie, ils battirent en retraite sur le bas Volga, et les princes russes furent sommés de venir là rendre hommage au Khan victorieux.

Au premier abord, les Russes eurent seulement de très-faibles notions sur ce qu'étaient ces terribles ennemis. Le vieux chroniqueur remarque brièvement : « Pour nos péchés, des peuples inconnus ont apparu. Personne ne sait ce qu'ils sont et d'où ils viennent, ni à quelle race, à quelle foi, ils appartiennent. On les appelle communément Tartares, mais d'aucuns les nomment *Tauer-men*, et d'autres *Petchenegs*. Ce qu'ils sont en réalité est connu seulement de Dieu et des hommes sages connaissant à fond les livres. » Quelques-uns de ces « hommes sages connaissant à fond les livres » supposaient que c'était les Moabites idolâtres qui avaient, au temps de l'Ancien-Testament, harcelé le peuple choisi de Dieu ; tandis que d'autres pensaient que ce devait être les descendants des hommes que Gédéon avait chassés hors de la Judée et sur lesquels un saint vénéré avait fait cette prophétie : « Qu'ils reviendraient dans les derniers jours conquérir toute la terre, de l'Est jusqu'à l'Euphrate et du Tigre jusqu'à la mer Noire ».

Nous sommes heureusement, à l'heure qu'il est, en position de nous passer de ces vagues hypothèses ethnographiques. Par les récits de plusieurs voyageurs euro-

péens qui visitèrent la Tartarie à peu près en ce temps-là, et par les écrits de divers historiens orientaux, nous en savons beaucoup maintenant sur les Barbares qui conquièrent la Russie et effrayèrent les nations de l'Occident.

Le germe de la vaste horde qui balaya l'Asie et s'avança jusqu'au centre de l'Europe, fut une petite tribu pastorale vivant dans la contrée montagneuse sise au nord de la Chine, près des sources du fleuve Amour. Cette tribu n'avait été ni plus belliqueuse ni plus formidable que ses voisines jusque vers la fin du douzième siècle, quand apparut chez elle un homme qui est décrit comme « un puissant chasseur devant le Seigneur ». Nous avons de lui et de son peuple une brève description par un auteur chinois du temps : « Un homme de gigantesque stature, avec un front large, une longue barbe, et remarquable pour sa bravoure. Quant aux gens de son peuple, leurs faces sont larges, aplaties et carrées avec des pommettes proéminentes, leurs yeux n'ont point de cils à la paupière supérieure, leur barbe et leurs moustaches sont peu fournies, leur extérieur est très-répulsif. » Cet homme de gigantesque stature n'était autre que Gengis-Khan. Il commença par soumettre et incorporer dans son armée les tribus environnantes, s'empara, avec leur aide, d'une grande partie de la Chine du nord ; et alors, laissant l'un de ses généraux achever la conquête du Céleste-Empire, il conduisit son armée dans la direction de l'Occident avec le dessein ambitieux de conquérir le monde entier. « Comme il n'y a qu'un Dieu au Ciel, — avait-il coutume de dire, — il ne doit y avoir qu'un dominateur sur la Terre ; » et il aspirait à être lui-même ce dominateur universel.

La force d'une armée européenne diminue nécessairement, son existence se trouve de plus en plus mise en péril, à mesure qu'elle s'éloigne de sa base d'opérations en s'avancant dans un pays étranger et hostile. Il n'en est pas ainsi d'une horde comme celle de Gengis-Khan

dans une contrée pareille à celle qu'elle avait à traverser. Elle n'établissait aucune base d'opérations et n'en avait pas besoin, car elle emmenait avec elle ses troupeaux, ses tentes, tout ce qu'elle possédait au monde. A proprement parler, ce n'était point du tout une armée, mais plutôt un peuple en marche. La steppe herbeuse nourrissait les troupeaux, les troupeaux nourrissaient les guerriers; avec un système d'intendance aussi simple, il n'y avait aucune nécessité de conserver des communications avec le point de départ. Au lieu de diminuer en nombre, la horde s'accroissait toujours à mesure qu'elle s'avancait plus loin. Les tribus nomades qu'elle rencontrait sur son chemin, composées d'hommes qui étaient chez eux partout où ils trouvaient des pâturages et de l'eau potable, n'avaient besoin que l'on employât près d'elles que bien peu de persuasion pour les faire se joindre au mouvement en avant. Au moyen de ce terrible instrument de conquête, Gengis réussit à créer un Empire colossal s'étendant des Carpathes au rivage oriental de l'Asie, de l'Océan Arctique à l'Himalaya. S'il ne réalisa pas son rêve et ne devint pas le dominateur de toute la Terre, il put du moins s'enorgueillir que jamais, dans l'histoire du monde, un seul homme n'avait régné sur d'aussi vastes possessions que lui.

Gengis n'était point un simple destructeur impitoyable; c'était en même temps l'un des plus grands administrateurs que le monde ait jamais vu. Mais son génie administratif ne pouvait faire des miracles. Son vaste Empire, fondé par la conquête et composé des éléments les plus hétérogènes, ne contenait aucun principe de vie organique et ne pouvait logiquement durer longtemps. Il avait été créé par lui, il périt avec lui. Pendant quelque temps après sa mort, le titre de Grand-Khan fut pris par plusieurs de ses descendants et l'administration centralisée fut nominalement conservée; mais

les gouverneurs locaux s'affranchirent rapidement de l'autorité centrale, et un demi-siècle seulement après la mort de son fondateur, le grand Empire Mongol ne fut plus guère qu'une « expression géographique ».

Le démembrement de l'Empire Mongol ne mit point du tout un terme au danger que courait l'Europe orientale. Les hordes indépendantes ne furent guère moins formidables que l'Empire lui-même. Un petit-fils de Gengis fonda sur la frontière russe un nouvel Etat communément nommé le *Kiptchak* ou la Horde d'Or, et bâtit une capitale appelée *Seraï* sur l'un des bras du bas Volga. Cette capitale, qui a depuis disparu si complètement qu'il existe quelques doutes sur le lieu précis où elle était située, est décrite par Ibn Batuta, qui la visita au quinzième siècle, comme une grande, peuplée, et magnifique cité possédant maintes mosquées, de belles places de marché, de larges rues dans lesquelles on voyait des marchands venus de Babylone, d'Égypte, de Syrie et autres contrées. Là vécurent les Khans qui tinrent en sujétion la Russie pendant deux siècles.

En conquérant la Russie, les Tartares n'avaient nullement le désir de s'emparer du sol ou de prendre en main l'administration locale. Ce qu'ils voulaient n'était point de la terre, — ils en possédaient assez, plus qu'il ne leur en fallait, — mais des richesses mobilières dont ils pussent jouir sans renoncer à leur vie pastorale et nomade. Ils appliquèrent donc à la Russie, pour en tirer des provisions, la même méthode qu'ils avaient mise en pratique dans d'autres contrées. Aussitôt que leur autorité eut été formellement reconnue, ils envoyèrent des fonctionnaires dans le pays pour dénombrer les habitants et colliger le montant d'un tribut proportionné à la population. Ce fut un lourd fardeau pour le peuple, non-seulement à cause de la somme demandée, mais aussi de la façon dont elle fut perçue. Les exactions et la cruauté des collecteurs de taxes causèrent des insur-

rections locales qui, bien entendu, furent toujours sévèrement punies. Mais il n'y eut jamais aucune occupation militaire de la contrée ni aucune confiscation générale des terres ; et l'organisation politique existante fut respectée. La façon moderne d'en agir avec les provinces annexées était tout à fait inconnue des Tartares. Les Khans ne songèrent jamais un seul instant à « tartariser » leurs sujets russes. Ils demandèrent seulement aux princes un serment de fidélité (1) et au peuple une certaine somme de tribut. Il fut permis aux vaincus de conserver leurs terres, leur religion, leur langage, leurs Cours de justice et toutes leurs autres institutions.

La nature de la domination tartare est bien expliquée par la politique que les conquérants adoptèrent envers l'Église russe. Pendant plus d'un demi-siècle après la conquête, la religion des Tartares fut un mélange de bouddhisme et de paganisme, avec des traces de sabéisme ou adoration du feu. Pendant cette période, le christianisme fut plus que toléré publiquement. Le Grand Khan Kuyuk fit élever une chapelle chrétienne près de son palais ; et l'un de ses successeurs, Khubilai, avait l'habitude de prendre part publiquement aux fêtes de Pâques. En 1261, le Khan de la Horde d'Or permit aux Russes de fonder un évêché dans sa capitale, et plusieurs membres de sa famille embrassèrent le christianisme. L'un d'eux fonda même un monastère et devint l'un des saints de l'Église russe ! Le clergé orthodoxe fut exempté de la capitation ; et dans les chartes qui lui furent accordées il fut expressément déclaré que quiconque blasphémerait la foi des Russes serait mis à mort. Quelque temps après la Horde d'Or se convertit à l'islamisme ; mais les Khans ne changèrent point pour cela

1. Pendant la domination tartare, la Russie était composée d'un grand nombre de principautés indépendantes.

leur politique. Ils continuèrent de favoriser le clergé, et l'on se souvint longtemps de leur protection. Bien des générations après, quand la propriété de l'Église fut menacée par le pouvoir autocratique, des ecclésiastiques réfractaires établirent une comparaison de la politique du souverain orthodoxe avec celle des « Tartares sans Dieu », toute à l'avantage de ces derniers.

Au début il n'y eut, il ne pouvait y avoir, que fort peu de confiance mutuelle entre les conquérants et les conquis. Les princes attendaient anxieusement une occasion de secouer le joug, le peuple s'irritait des exactions et de la cruauté des collecteurs de taxes; tandis que les Khans prenaient des précautions pour empêcher l'insurrection, menaçant de dévaster la contrée si leur autorité n'était point respectée. Mais dans le cours du temps cette défiance mutuelle, cette hostilité, s'amoindrirent beaucoup; les princes s'aperçurent graduellement que toutes tentatives de résistance seraient stériles, et se réconcilièrent avec leur nouvelle situation. Au lieu de chercher à secouer l'autorité du Khan ils s'efforcèrent de gagner sa faveur, dans l'espoir que cela profiterait à leurs intérêts personnels. Dans ce but, ils rendirent de fréquentes visites au chef tartare, firent de riches présents à ses femmes et à ses courtisans, reçurent de lui des chartes confirmant leur autorité, et parfois même épousèrent des membres de sa famille. Quelques-uns d'entre eux usèrent de la faveur ainsi acquise pour étendre leurs possessions aux dépens de leurs voisins: princes de leur propre race, et n'hésitèrent pas à appeler les hordes tartares à leur aide. Les Khans, à leur tour, placèrent une plus grande confiance en leurs vassaux, leur confièrent le soin de colliger le tribut, rappelèrent leurs propres fonctionnaires qui étaient un objet d'aversion constant pour le peuple, et s'abstinrent de toute intervention dans les affaires intérieures des principautés aussi longtemps que le tribut leur fut ré-

gulièrement payé. Les princes agirent, en résumé, comme lieutenants du Khan et se « tartarisèrent » dans une certaine mesure. Quelques-uns poussèrent cette politique si loin qu'il leur fut reproché par le peuple « d'aimer outre mesure les Tartares et leur langage, de leur donner trop libéralement de la terre, de l'or, et des marchandises de toute sorte. »

Si les Khans de la Horde d'Or avaient été des hommes d'État prudents et sachant voir loin, ils auraient pu conserver longtemps leur suprématie sur la Russie. En réalité, ils se montrèrent misérablement insuffisants comme talent politique. Cherchant seulement à extraire du pays autant de tribut que possible, ils négligèrent, méprisèrent, toutes les autres considérations plus hautes, et causèrent par cette coupable myopie leur propre ruine. Au lieu de garder tous les princes russes sur le même niveau et de les rendre ainsi tous également faibles, ils se laissaient sans cesse corrompre ou cajoler par certains de leurs vassaux qui voulaient obtenir une prééminence sur les autres. Au début, cette prééminence semble n'avoir guère consisté que dans le titre frivole de Grand Prince ; mais les vassaux ainsi favorisés transformèrent bientôt cette distinction stérile en un pouvoir pour de bon en s'arrogeant le droit exclusif d'entretenir des relations avec la Horde, et contraignant les princes de moindre importance à leur verser le tribut tartare. Si quelques-uns des princes inférieurs refusaient de reconnaître cette autorité intermédiaire, le Grand Prince pouvait aisément les écraser en les dénonçant à la Horde comme des rebelles qui ne payaient pas le tribut. Une telle accusation eût fait citer les prévenus devant le Tribunal suprême, où la procédure était extrêmement sommaire et où le Grand Prince pouvait toujours obtenir une décision en sa faveur.

De tous les princes qui s'efforcèrent d'accroître de cette façon leur pouvoir, ceux qui réussirent le mieux

furent ceux de Moscou. Ils n'appartenaient point à une race chevaleresque ou avec laquelle le moraliste sévère puisse sympathiser; mais ils étaient largement doués de ruse, de tact et de persévérance, et s'embarrassaient peu de scrupules de conscience. Ayant de bonne heure découvert qu'une distribution libérale d'argent à la Cour tartare était le plus sûr moyen de gagner sa faveur, ils vivaient parcimonieusement chez eux et dépensaient leurs économies à la Horde. Pour s'assurer la continuation de la faveur ainsi acquise, ils étaient toujours prêts à former des alliances matrimoniales avec la famille du Khan et à agir avec zèle comme ses lieutenants. Quand Novgorod, la république turbulente et hautaine, refusa de payer le tribut annuel, ils étouffèrent l'insurrection et punirent ses chefs; et quand les habitants de Tver s'insurgèrent contre les Tartares et forcèrent leur prince à faire cause commune avec eux, les rusés Moscovites se rendirent en toute hâte à la Cour tartare, et reçurent du Khan la principauté révoltée, avec 50.000 hommes de troupe pour appuyer leur autorité.

Ces artificieux princes de Moscou « aimèrent ainsi les Tartares outre mesure » aussi longtemps que le Khan fut irrésistiblement puissant; mais dès que cette puissance s'évanouit, ils se dressèrent comme ses rivaux. Quand la Horde d'Or, pareille au grand Empire dont elle avait jadis fait partie, tomba en pièces, ces princes ambitieux surent lire les signes du temps et se placèrent à la tête du mouvement libérateur qui fut d'abord stérile, mais à la fin affranchit le pays du joug tartare détesté.

Par cette brève esquisse de la domination tartare, le lecteur a dû s'apercevoir de suite qu'elle ne « tartarisa » nullement le pays. Les Tartares ne se fixèrent jamais dans la Russie proprement dite, ne s'amalgamèrent jamais avec le peuple. Aussi longtemps qu'ils conservèrent leur religion demi-païenne, demi-bouddhiste, un certain nombre de leurs notables devinrent chrétiens et

furent absorbés dans la noblesse russe; mais aussitôt que la Horde adopta l'islamisme, ce mouvement s'arrêta. Il n'y eut aucun mélange des deux races semblable à celui qui s'est produit, et se produit encore, entre les paysans russes et les tribus finnoises du Nord. Les Russes restèrent chrétiens, les Tartares mahométans; et cette différence de religion éleva une barrière infranchissable entre les deux nationalités.

Il faut admettre, néanmoins, que la domination tartare, bien qu'elle ait eu peu d'influence sur la vie et les habitudes du peuple russe, en exerça une très-profonde et très-durable sur le développement politique de la nation. Au temps de la conquête, la Russie était composée d'un grand nombre de principautés indépendantes, gouvernées toutes par des descendants de Rurik. Comme ces principautés ne formaient point des unités géographiques ou ethnologiques, mais seulement des districts artificiels arbitrairement définis, habituellement subdivisés ou combinés en raison des droits héréditaires des princes, il est plus que probable que dans tous les cas elles se seraient réunies tôt ou tard sous un même sceptre; mais il est certain que la politique des Khans contribua à accélérer cette unification et à créer le pouvoir autocratique qui a été, depuis, exercé par les Czars. Si les principautés s'étaient unies sans intervention étrangère, nous eussions probablement trouvé dans l'État une forme d'organisation politique correspondant à celle qui existait dans les parties le composant : quelque système mixte de Gouvernement dans lequel le pouvoir politique eût été divisé plus ou moins également entre le Czar et le peuple. La domination tartare interrompit ce développement normal en éteignant toute vie politique libre. Les premiers Czars de Moscovie furent les descendants politiques non des princes indépendants, mais des Khans tartares. On peut donc dire que le pouvoir autocratique, qui a été pendant les

quatre derniers siècles le facteur le plus important, à beaucoup près, de l'histoire russe, fut jusqu'à un certain point créé par la domination tartare.

Le lecteur comprendra maintenant pourquoi ce sujet n'intéresse pas seulement l'antiquaire. La position des chrétiens sous les Khans de la Horde d'Or était très-semblable à la situation présente des chrétiens en Turquie. Pendant quelque temps après la conquête, la Russie fut gouvernée comme la Bulgarie l'est en ce moment; puis elle obtint une autonomie semblable à celle que possèdent la Serbie et la Roumanie à l'heure qu'il est; et enfin conquit une complète indépendance. Les Russes formèrent donc longtemps l'avant-garde de l'émancipation slave. Ils furent le premier des peuples slaves qui tomba sous le joug tartare, et le premier à s'en émanciper. Ils n'ont pas oublié cela; et nous ne pouvons nous étonner qu'ils sympathisent maintenant avec ces races-sœurs qui s'efforcent de suivre leur exemple. Le dicton épigrammatique : que la sympathie du peuple russe pour les Serbes et les Bulgares est seulement « une sentimentalité philologique » ne peut être accepté par quiconque connaît l'histoire de l'Europe orientale.

CHAPITRE XXIII

LES COSAQUES

Razzias tartares. — Marchés à esclaves de la Crimée. — Le cordon militaire et les Francs-Cosaques. — « Au delà des rapides ». — La république Zaporogue comparée à Sparte et aux ordres militaires du moyen âge. — Les Cosaques du Don, du Volga et de l'Oural. — Escarmouches de frontières. — Les Cosaques modernes. — Possession de la terre chez les Cosaques du Don. — Transition de la vie pastorale à la vie agricole. — « Loi universelle » de développement social. — La propriété collective comparée à la propriété privée. — Le fouet employé comme moyen de cadastre.

Soumettre les Tartares n'était point tâche aisée ; mais les pacifier et introduire parmi eux la loi et l'ordre, était un travail encore bien plus difficile. Longtemps après qu'ils eurent perdu leur indépendance politique, ils conservèrent leur ancien mode de vie pastorale et harcelèrent la population agricole des provinces frontières de la même façon qu'en ce moment les Peaux-Rouges harcèlent les colons blancs dans les territoires occidentaux de l'Amérique. Ce qui ajouta beaucoup à la difficulté fut qu'une fraction considérable de la Horde qui occupait la Crimée et la steppe au nord de la mer Noire, échappa à la conquête en se soumettant aux Turcs Ottomans et devenant tributaire du Sultan. Les Turcs étaient en ce temps-là une formidable puissance agressive contre laquelle les Czars de Moscovie se trouvaient

trop faibles pour lutter avec succès; et le Khan de Crimée pouvait toujours, quand il était serré de trop près par ses voisins du nord, obtenir assistance de Constantinople. Ce potentat exerçait une autorité nominale sur les tribus pastorales qui erraient sur la steppe entre la Crimée et la frontière russe; mais il n'avait ni le pouvoir ni le désir de contrôler leurs tendances pillardes. Leurs razzias sur les territoires russe et polonais leur assuraient, entre autres avantages, un approvisionnement régulier et abondant d'esclaves, qui formaient l'article principal d'exportation de Kaffa, la Théodosie moderne, et des autres ports de la côte.

Nous avons une description de ce commerce des esclaves qui fleurit jusqu'en 1783, époque où la Crimée fut finalement conquise et annexée à la Russie, par un témoin oculaire, un voyageur lithuanien du seizième siècle. « Des vaisseaux venant d'Asie, dit-il, apportent des armes, des étoffes, des chevaux, aux Tartares de Crimée, et repartent chargés d'esclaves. C'est pour cette espèce de marchandise seule que les marchés de Crimée sont remarquables. On peut toujours s'y procurer des esclaves comme gage ou comme présent; et tout homme assez riche pour avoir un cheval en fait trafic. Si un Tartare désire acheter des étoffes, des armes ou des chevaux, et se trouve n'avoir pour le moment point d'esclaves, il prend à crédit les articles dont il a besoin et fait une promesse formelle de livrer dans un temps donné un certain nombre de gens de notre sang, étant convaincu qu'il peut s'en procurer d'ici là la quantité convenue. Et ces promesses sont toujours fidèlement remplies, comme si ceux qui les font avaient toujours une provision de gens de notre race dans leur basse-cour. Un changeur juif, assis à la grille de Tauris, voyant sans cesse passer la foule innombrable de nos compatriotes amenés en ville comme captifs, nous demanda s'il restait encore chez nous quelques Lithuaniens et

d'où pouvait en venir une telle multitude. Les plus vigoureux de ces captifs, marqués sur le front et les joues, les menottes aux mains ou enchaînés, sont torturés par un labeur cruel tout le jour, et enfermés la nuit dans d'obscures cellules. Leur vie n'est entretenue que par de faibles quantités d'aliments composés surtout de la chair des animaux morts : putride, couverte de vermine, dégoûtant même les chiens. Les femmes, qui sont plus délicates, sont traitées d'une façon différente : quelques-unes, qui peuvent chanter et danser, sont employées à l'amusement des invités dans les fêtes. Quand les esclaves sont conduits au marché, ils marchent vers la place sur une seule file, pareils à une volée de cigognes, par douzaines, enchaînés l'un à l'autre par le cou, et vendus là à l'encan. Le *Commissaire priseur* annonce à haute voix que ce sont les derniers arrivés, simples, sans astuce, tout récemment capturés chez le peuple du royaume (la Pologne) et non pas en Moscovie ; car la race Moscovite étant artificieuse et hypocrite, n'atteint pas un bon prix à l'enchère. Cette espèce de marchandise est évaluée avec une grande exactitude en Crimée, et achetée à haut prix par des marchands étrangers pour être vendue à un taux encore plus élevé aux peuples plus basanés tels que Sarrasins, Perses, Indiens, Arabes, Syriens et Assyriens. Quand un marché se fait, les dents sont examinées pour voir si elles ne sont pas rares ou gâtées. En même temps les parties les plus intimes du corps sont soigneusement passées en revue ; et si une tache sur la peau, une excroissance, une cicatrice ou autre défaut caché sont découverts, le marché est annulé. Mais, en dépit de ces investigations, les rusés marchands d'esclaves et les crieurs madrés arrivent à tricher les acheteurs ; et quand ils ont à vendre des garçons ou des filles d'une certaine valeur, ils ne les produisent point tout de suite, mais d'abord les engraisent, les revêtent d'étoffes de soie, leur peignent

les joues de blanc et de rouge, afin de pouvoir les vendre un meilleur prix. Quelquefois des jeunes vierges belles et parfaites de notre nation sont vendues leur poids d'or. Ceci a lieu dans toutes les villes de la péninsule, mais spécialement à Kaffa (1). »

Pour protéger la population agricole de la steppe contre les razzias de ses voisins brigands, voleurs de bétail et d'enfants, les Czars de Moscovie et les rois de Pologne bâtirent des forts, construisirent des palissades, creusèrent des tranchées et établirent un cordon militaire régulier. Les troupes composant ce cordon furent appelées cosaques; mais ce n'était point les Cosaques plus connus dans l'histoire et les romans. Les véritables « Francs » Cosaques vivaient au delà de la frontière sur le territoire contesté qui séparait les deux races hostiles, et formaient là des communautés militaires se gouvernant elles-mêmes. Chacun des fleuves coulant vers le sud, — le Dniéper, le Don, le Volga et le Yaïk ou Oural, — était surveillé par une communauté de ces Francs-Cosaques et personne, chrétien ou tartare, ne pouvait traverser leur territoire sans leur permission. Officiellement ils étaient Russes, de profession champions du christianisme orthodoxe, et, à l'exception de ceux du Dniéper, sujets loyaux du Czar; mais, en réalité, ce n'était pas absolument exact. Bien qu'ils fussent Russes par l'origine, le langage et la sympathie, l'habitude de ravir des femmes tartares introduisit chez eux un certain mélange de sang touranien. Bien que s'étant constitués d'eux-mêmes champions du christianisme et ennemis de l'islamisme, ils se préoccupaient très-peu de religion et ne se soumettaient pas aux autorités ecclésiastiques. Quant à leur *status* politique, il ne peut pas

1. MICHALONIS LITVANI « *De moribus Tartarorum Fragmina* », X Basilæ, 1615.

être aisément défini. Bien que professant fidélité et dévouement au Czar, ils ne croyaient pas nécessaire de lui obéir, excepté quand ses ordres s'accordaient avec leurs propres convenances. Et le Czar, il faut l'avouer, agissait envers eux de la même façon. Quand il le jugeait à propos, il les appelait ses fidèles sujets; et quand des plaintes lui arrivaient au sujet de leurs razzias sur le territoire turc, il déclarait qu'ils n'étaient point ses sujets, mais des fuyards, des brigands que le sultan pouvait punir comme bon lui semblerait. En même temps, néanmoins, les soi-disant fuyards et brigands recevaient régulièrement de Moscou des provisions et des munitions : fait surabondamment prouvé par des documents récemment publiés. Jusqu'au milieu du dix-septième siècle, les Cosaques du Dniéper entretenaient des relations semblables avec les rois polonais; mais, à cette époque, ils abjurèrent leur fidélité à la Pologne et devinrent sujets des Czars de Moscovie.

Parmi ces communautés militaires semi-indépendantes qui formaient une barrière continue le long de la frontière sud et sud-est, les plus célèbres étaient les Zaporogues (1) du Dniéper et les Cosaques du Don.

L'état-major ou capitale des Zaporogues était un camp fortifié sur le Dniéper, au-dessous de l'endroit où une ligne de récifs barrant presque le lit du fleuve forme une série de rapides. En y arrivant de la steppe, on entrait d'abord dans un faubourg (bazar) où se trouvait une population considérable de marchands juifs. A l'extrémité opposée de ce faubourg s'élevait une tour fortifiée d'un pont-levis, au-delà duquel se trouvait une large place entourée de trente-huit énormes han-

1. Le nom de Zaporogues, sous lequel ils sont connus en Occident, est une corruption du mot russe *Zaporozhtsi*, qui signifie : « ceux qui vivent au-delà des rapides ».

gars. Dans chacun de ces hangars, qui étaient simplement de grandes halles, vivait un *kuren* ou troupe de Cosaques forte parfois de six cents hommes. Là, pendant le jour, les membres du *kuren* s'assemblaient pour les repas en commun ; la nuit ils y dormaient sur le plancher. Sur la place se tenaient les assemblées générales pour l'élection annuelle de l'Ataman ou chef, et pour la discussion de toutes les questions importantes touchant le bien public. Ces assemblées étaient toujours bruyantes et quelquefois finissaient par du sang versé, car les Zaporogues étaient peu accoutumés à maîtriser leur colère et ressentaient vivement un mot insultant d'un ami ou d'un ennemi. Là aussi on pouvait voir, en temps de paix, de petits groupes de Cosaques trop souvent, il faut l'avouer, dans un état d'ivresse complète, flânant aux environs avec leur chère *lulki* (pipe) à la bouche, se chauffant paresseusement au soleil et s'entretenant des perspectives de la saison de pêche ou de quelques *razzias* projetées sur les Aoûls tartares. Au delà de cette place, qui pouvait être appelée le Forum, se trouvait un enclos plus petit contenant le trésor public, la résidence de l'Ataman : petite et modeste maison de bois semblable à celle d'un paysan à son aise, et une église dédiée à la Vierge. Il n'était permis à aucune femme d'entrer dans ces deux enclos.

La république Zaporogue a été quelquefois comparée à l'ancienne Sparte et parfois aux ordres militaires du moyen-âge. Mais elle avait en réalité un caractère tout différent. A Sparte, les nobles tenaient en sujétion une nombreuse population d'esclaves et se trouvaient eux-mêmes constamment soumis à la sévère discipline des magistrats. Les Cosaques du Dniéper, au contraire, vivaient de pêche, de chasse, de maraude, et ne connaissaient rien de la discipline excepté en temps de guerre. Parmi tous les habitants du *Setch* (c'était le nom du camp fortifié) régnait l'égalité la plus parfaite. Le

dicton : « Souffre patiemment, Cosaque, tu seras un jour Ataman ! » se réalisait souvent, car chaque année les dignitaires déposaient les insignes de leur office en présence de l'assemblée générale, et après l'avoir remerciée de l'honneur dont ils avaient joui, retournaient à leur première situation de simples Cosaques. A l'élection qui suivait cette cérémonie, tout membre pouvait être choisi chef de son kuren, et tout chef d'un kuren pouvait être élu Ataman.

La comparaison de ces hardis habitants des Marches avec les ordres militaires du moyen-âge ne serait pas plus exacte. Ils s'appelaient, il est vrai, *Lytsars*, corruption de mot russe *Ritsar* qui est à son tour une corruption du l'allemand *Ritter* (chevalier), se targuaient d'honneur chevaleresque (*lytsarskaya tchest*) et quelquefois se proclamaient les champions de l'orthodoxie grecque contre le catholicisme romain polonais et le mahométisme des Tartares ; mais la religion occupait dans leur esprit une place très-secondaire. Leur principal but dans la vie était l'acquisition du butin. Pour y atteindre ils vivaient en guerre presque perpétuelle avec les Tartares, enlevaient leur bétail, pillaient leurs Aouls, écumaient la mer Noire sur des flottilles de petites barques ; et à l'occasion mettaient à sac des ports de mer importants, tels que Varna et Sinope. Quand le butin tartare ne pouvait être aisément pillé, ils tournaient leur attention du côté des populations slaves ; et quand ils étaient serrés de près par les potentats chrétiens, ils n'hésitaient pas à se placer sous la protection du Sultan.

Les Cosaques du Don, du Volga et de l'Oural avaient une organisation quelque peu différente. Ils ne possédaient point de camp fortifié semblable au *Setch*, mais vivaient dans des villages et s'assemblaient quand la nécessité le demandait. Comme ils étaient complètement en dehors de la sphère de l'influence polonaise, ils ne connaissaient

rien de « l'honneur chevaleresque » et des conceptions analogues de la chevalerie occidentale ; ils avaient même adopté beaucoup de coutumes tartares et aimaient en temps de paix à se pavaner vêtus de fastueux costumes orientaux. En outre, c'était presque tous des émigrants de la Grande Russie, — principalement des Vieux-Ritualistes ou sectaires, tandis que les Zaporogues étaient Petits Russiens et Orthodoxes.

Ces communautés militaires rendirent de précieux services à la Russie. Le meilleur moyen de protéger la frontière du sud était d'y avoir comme allié un corps spécial composé d'hommes menant la même vie, capables de soutenir la même guerre d'escarmouches, que les maraudeurs nomades. Et les Francs-Cosaques formaient cette avant-garde. Le sentiment de leur propre conservation et la soif du butin les tenaient constamment en alerte. En envoyant des partis peu nombreux dans toutes les directions, en « prenant langue », — c'est-à-dire en ravissant des enfants et torturant des Tartares isolés dans le but d'en obtenir des renseignements, — en entretenant des espions sur le territoire ennemi et par d'autres moyens semblables, ils étaient généralement instruits d'avance de toute incursion projetée. Quand le danger menaçait, les précautions ordinaires redoublaient. Jour et nuit des patrouilles surveillaient les points où l'ennemi était attendu, et aussitôt que des signes certains de son approche étaient découverts, on mettait le feu, pour donner l'alarme, à un monceau de barils goudronnés préparé dans ce but. Le signal se répétait rapidement à tous les points d'observation l'un après l'autre ; et par ce système primitif de télégraphie, dans le cours de quelques heures, le district tout entier se trouvait debout, en armes. Si les envahisseurs ne paraissaient qu'en petit nombre, ils étaient tout de suite attaqués et repoussés. S'ils arrivaient trop nombreux pour qu'on les combattît avec succès, on les laissait passer ; mais

une troupe de Cosaques était envoyée piller leurs Aouls en leur absence, tandis qu'une autre force plus considérable se réunissait afin de leur barrer le passage quand ils retourneraient chez eux chargés de butin. C'est ainsi que plus d'une bataille que l'histoire n'a pas enregistrée se livra sur la steppe dépourvue de sentiers, et bien des hommes braves tombèrent sans être honorés et chantés :

Ilacrymabiles

Urgentur ignotique longa

Nocte, carent quia vate sacro.

Malgré ces précieux services, les communautés cosaques étaient une source constante de difficultés diplomatiques et de dangers politiques. Comme elles tenaient très-peu compte des ordres du Gouvernement, elles fournissaient au Sultan un grand nombre de *casus belli*, et étaient souvent prêtes à tourner leurs armes contre le pouvoir auquel elles prétendaient être fidèles. Pendant « les temps troublés », quand l'existence nationale fut mise en danger par la guerre civile et l'invasion étrangère, elles ravagèrent la contrée, volant, pillant, incendiant, comme elles avaient l'habitude de le faire dans les Aouls tartares. A une époque plus récente les Cosaques du Don se soulevèrent deux fois en de formidables insurrections, — la première sous Stenka-Razin (1670), la seconde sous Pugatchef (1773), — et pendant la guerre entre Pierre le Grand et Charles XII de Suède, les Zaporogues prirent parti pour le roi suédois.

Naturellement le Gouvernement s'efforça de mettre un terme à ce danger, et à la fin il y réussit. Tous les Cosaques furent privés de leur indépendance, mais le sort des diverses communautés fut différent. Celles du Volga furent transportées au Térék, où elles eurent une grande occupation en protégeant la frontière contre les incur-

sions des tribus à l'est du Caucase. Les Zaporogues maintinrent avec tenacité « leurs libertés dniépériennes », et résistèrent à toute intervention jusqu'à ce qu'ils fussent dispersés par la force au temps de Catherine II. La majorité s'enfuit en Turquie, où l'on trouve encore quelques-uns de leurs descendants, et les autres furent fixés sur le Kuban, où ils purent mener leur ancienne vie en continuant une guerre d'escarmouches avec les tribus du Caucase occidental. Depuis la capture de Schamyl et la pacification du Caucase, cette population cosaque, s'étendant sur une ligne ininterrompue de la mer d'Azof à la mer Caspienne, s'est adonnée à des occupations paisibles et cultive maintenant de grandes quantités de blé pour l'exportation. Mais ils conservent encore leur allure martiale, et quelques-uns d'entre eux regrettent le bon vieux temps où une rencontre avec les Circassiens était chose ordinaire, où le travail de la culture du sol alternait souvent avec une sorte d'occupation plus excitante. Le roman de leur vie n'est plus ; l'ennemi le plus formidable avec lequel ils aient maintenant à lutter est le sanglier qui vit dans les forêts de roseaux couvrant les rives basses et marécageuses des cours d'eau ; mais mille souvenirs passionnés des guerres de frontières sont encore présents à leur mémoire. Plus d'une fois, pendant mes excursions dans ce pays, l'ennui des longs trajets fut égayé par mon Yemstchik me racontant les incidents émouvants de son expérience personnelle. Les Circassiens, à ce qu'il semble, attaquaient rarement leurs adversaires ouvertement, mais cherchaient à passer inaperçus à travers la ligne afin de piller la population agricole derrière la frontière ; et la rapidité de leurs mouvements, jointe à leur connaissance intime du pays, les mettaient souvent à même de le faire avec succès. Après avoir vu maints spécimens des deux races, je pus apprécier la sagesse de cette tactique et n'eus aucune peine à croire que les légers et agiles Circassiens, quelque

braves qu'ils fussent, ne pouvaient lutter contre le Cosaque vigoureux et redoutable dans un combat loyal corps à corps où le poids pouvait jouer un rôle. Nulle part, en vérité, je n'ai rencontré — excepté peut-être dans le Monténégro, — d'aussi magnifiques spécimens du *Genus Homo* que chez ces descendants gigantesques et moustachus des Zaporogues. S'il existe encore quelques auteurs de l'école de Fenimore Cooper qui désirent réunir des matériaux pour des histoires d'aventure émouvantes, je leur conseille d'apprendre le russe et d'aller passer quelques mois dans les *stanitsas* cosaques du Terek et du Kuban.

On a permis aux Cosaques de l'Oural et du Don de rester dans leurs anciens foyers, mais ils ont été privés de leur indépendance, de leur self-gouvernement ; leur organisation sociale a été complètement modifiée : les tumultueuses assemblées populaires qui décidaient jadis toutes les affaires publiques ont été abolies, et la coutume de choisir l'Ataman et autres dignitaires par l'élection a été remplacée par un système de promotion régulière, conforme à des règlements élaborés à Saint-Petersbourg.

Ce changement a détruit l'égalité sociale qui constituait, au vieux temps, un trait distinctif de ces communautés. Les dignitaires et leurs familles composent maintenant une espèce d'aristocratie héréditaire qui a réussi à s'approprier, au moyen de concessions impériales, une grande partie de la terre qui était autrefois propriété commune. Les simples Cosaques ne forment plus à présent qu'une sorte de milice à cheval. Ils possèdent une grande quantité de terres fertiles, sont exempts de toute taxation directe ; et, en retour de ces privilèges, sont obligés de s'équiper à leurs frais et de servir chez eux ou ailleurs, comme les autorités militaires jugent à propos de l'ordonner. En temps de paix, il est permis au plus grand nombre de rester dans ses foyers, et il n'en doit

sortir seulement que pendant une courte période en été; mais un très-grand nombre de ces Cosaques sont sans cesse requis pour le service actif et on les rencontre dans toutes les parties de l'Empire, de la frontière prussienne à la frontière chinoise. Dans les provinces asiatiques leurs services sont inappréciables. Capables d'endurer une somme incroyable de fatigues et des privations de toute espèce, ils peuvent vivre et prospérer dans des conditions qui décimeraient des troupes régulières. La faculté de s'adapter au milieu, qui caractérise le peuple russe en général, est possédée par eux au plus haut degré. Quand ils sont placés sur quelque frontière asiatique éloignée, ils peuvent tout de suite se transformer en *squatters* (pionniers) : se construisant des habitations, semant et récoltant des céréales, et vivant là comme colons sans négliger leurs devoirs militaires. S'ils ont besoin de bétail, ils se le procurent en l'enlevant soit sur le territoire au-delà de la frontière, soit dans le pays qu'ils sont supposés protéger : précisément comme faisaient leurs ancêtres il y a des siècles. Dans ces conditions, ils s'acquittent de leur service sans beaucoup de frais pour le Trésor impérial. Jusqu'à quel point ce système est acceptable pour la population locale, c'est là une question tout à fait différente. Dans les provinces frontalières, j'ai souvent entendu les gens se plaindre que la protection des Cosaques était, en résumé, plutôt coûteuse que profitable; mais peut-être ces plaintes ne sont-elles pas dignes d'attention, car partout le peuple crie contre ses propres taxes locales et voudrait qu'elles fussent à la charge du Trésor national.

J'ai quelquefois entendu affirmer par des militaires que l'organisation cosaque est une institution surannée et que les soldats qu'elle produit, si utiles qu'ils puissent être en Asie centrale, rendraient peu de services dans une guerre régulière en Europe. Je ne puis prétendre juger jusqu'à quel point cela est vrai, car c'est un sujet

sur lequel un « civil » n'a point le droit de parler ; mais je puis faire remarquer que les Cosaques eux-mêmes ne sont nullement de cette opinion. Ils se regardent comme les troupes les plus précieuses que le Czar possède ; se croyant capables d'accomplir, d'exécuter, quoi que ce soit dans les bornes de la possibilité humaine, et encore bien des choses au-delà de cette limite. Plus d'une fois des Cosaques du Don m'ont assuré que, si le Czar leur avait permis d'équiper une flottille de petites barques pendant la guerre de Crimée, ils auraient capturé la flotte anglaise, comme leurs ancêtres avaient l'habitude de capturer sur la mer Noire les galères turques !

Pendant mes voyages dans le pays des Cosaques du Don, j'ai rassemblé des renseignements concernant la possession de la terre, et je désire les communiquer au lecteur parce qu'ils sont curieux par eux-mêmes et qu'ils aident à jeter une lueur sur quelques-uns des états primitifs du développement social, spécialement sur cette singulière coutume de distribuer périodiquement la terre communale que j'ai décrite dans un chapitre précédent.

Dans l'ancien temps, sur tout ce territoire des Cosaques du Don, l'agriculture était prohibée sous peine de mort. On suppose, en général, que cette mesure avait été adoptée dans le but de conserver l'esprit martial des habitants, mais cette hypothèse me paraît forcée, très-peu probable. La grande majorité des Cosaques, à qui répugnait toute occupation et tout labeur réguliers, voulait vivre de pêche, de chasse, d'élevage de bétail et de maraude ; mais il y avait toujours parmi eux un grand nombre d'immigrants : serfs fuyards venus de l'intérieur et qui avaient été habitués à vivre d'agriculture. Ces derniers désiraient semer et récolter sur ce sol vierge et fertile, et s'il leur avait été permis de le faire ils auraient, jusqu'à un certain point, gâté, abîmé, les pâturages. Nous avons ici, je crois, la vraie raison de la prohi-

bition mentionnée plus haut, et cette vue est fortement confirmée par des faits analogues que j'ai observés dans une autre localité. Sur le territoire des Kirghis les plus pauvres habitants des Aouls voisins de la frontière, possédant peu ou point de bétail, désireraient louer une partie de la terre commune aux paysans russes pour que ceux-ci la missent en culture; mais les Kirghis plus riches, qui possèdent des troupeaux, s'opposent obstinément à cette tendance et la prohiberaient sans doute sous peine de mort s'ils en avaient le pouvoir, parce que tout empiétement agricole diminue la superficie du sol en pâturage.

Quelle que fût la raison réelle de la prohibition, la nécessité pratique se trouva, dans le long cours des temps, trop forte pour les anti-agriculteurs. A mesure que la population augmentait, que les occasions de maraude diminuaient, la majorité dut vaincre sa répugnance pour le métier de laboureur; et bientôt de vastes pièces de terre cultivée ou d'épis ondulant au vent purent s'apercevoir autour des *Stanitsas* (nom qu'on donne aux villages cosaques). Il n'y eut d'abord aucune tentative de régulariser ce nouvel emploi de l'*Ager publicus*. Tout Cosaque qui désirait obtenir une récolte labourait et semait là où il le jugeait à propos et conservait, aussi longtemps que bon lui semblait, la terre qu'il s'était ainsi appropriée; quand le sol commençait à montrer des signes d'épuisement, il abandonnait son lopin et s'en allait labourer ailleurs.

Mais cet usage non réglé de la propriété communale ne pouvait durer longtemps. A mesure que le nombre des agriculteurs augmentait, des querelles surgissaient fréquemment et se terminaient quelquefois par du sang versé. Le mal devint pire encore quand des marchés furent créés dans le voisinage et qu'il devint possible de vendre le grain pour l'exportation. Dans quelques *Stanitsas*, les plus riches familles s'approprièrent d'énormes

quantités de la terre commune en employant plusieurs attelages de bœufs ou en louant des paysans dans les villages les plus proches et les faisant labourer pour eux ; et au lieu d'abandonner la terre après deux ou trois récoltes, ils en conservèrent possession, en vinrent à la regarder comme leur propriété privée. La totalité de la terre arable, ou au moins les parties les plus fertiles, devinrent ainsi réellement, sinon légalement, la propriété privée de quelques familles ; tandis que les habitants moins énergiques et moins fortunés de la *Stanitsa* n'eurent que des parcelles relativement stériles ou point de terre du tout, et descendirent ainsi à la position d'ouvriers agricoles.

Si ceci s'était produit dans une colonie anglaise ou dans quelque autre groupe d'hommes vivant sous le système d'administration du « *laissez faire* », la terre commune eût été de cette façon convertie pour toujours en propriétés privées, et ceux qui n'en possédaient point auraient été obligés de gagner leur vie comme serviteurs ou d'émigrer. Dans une *Stanitsa* cosaque, il y avait de sérieux obstacles à ce que les choses se passassent ainsi. Les membres « sans terre » de la communauté ne pouvaient émigrer parce qu'ils étaient pratiquement enchaînés à la localité par l'organisation militaire ; et il leur fallait posséder quelque propriété afin de pouvoir s'équiper, eux et leurs chevaux, et soutenir leur famille pendant leur absence. Ils étaient, en fait, dans la position anormale de vassaux féodaux obligés au service militaire mais privés de la terre nécessaire à l'accomplissement de leurs obligations ; et naturellement ils murmurèrent contre les monopoleurs qui les avaient expropriés. Comme le mécontentement amenait de sérieux désordres, il fallut chercher un remède. D'abord on essaya d'une mesure palliative : la Commune étant responsable envers le gouvernement du nombre d'hommes requis pour le service actif, équipa ceux qui étaient

trop pauvres pour s'équiper eux-mêmes. Mais cela ne satisfait pas les Cosaques « sans terre ». Ils se plaignirent à juste titre qu'ils avaient à supporter les mêmes charges que ceux qui possédaient le sol, et que par conséquent ils devaient jouir des mêmes privilèges. Le vieil esprit d'égalité était encore vivace chez eux, et ils réussirent enfin à faire prévaloir leurs droits. D'accord avec leur demande, les terres appropriées furent confisquées par la Commune, et le système de distribution périodique que j'ai déjà décrit fut introduit. Par ce système, chaque adulte masculin possède une part du sol.

Suivant les localités, le mode de distribution diffère. Voici, par exemple, le système adopté dans la *Stanitsa Kazanskaya* : La totalité de la terre arable, à l'exception d'une partie réservée aux mineurs, a été divisée en un nombre de lots égal à celui des mâles ayant atteint l'âge de 17 ans. L'arrangement a été fait pour un terme de six années. Ceux qui atteignent l'âge de 17 ans pendant cette période reçoivent une part de la terre tenue en réserve. Les veuves en reçoivent une étendue proportionnée au nombre de leurs jeunes enfants : pour ceux qui ont moins de trois ans, une demi-part ; pour ceux de trois, une part entière ; pour ceux au-dessus de trois ans, deux parts. Chaque membre, aussitôt qu'il reçoit sa part, est libre d'en faire ce que bon lui semble ; l'un la cultive lui-même, un autre la loue moyennant une somme annuelle, un troisième la cède à un voisin à la condition de recevoir une partie déterminée du produit. Quelques-unes des plus riches familles cultivent ainsi une surface considérable ; car il se trouve toujours beaucoup de membres disposés à vendre l'usufruit de leur lot. Une famille peut acheter un nombre de parts pour le terme de l'alotement, et recevoir toutes ces parts en un seul lot. En conséquence de cette pratique, il y a encore un grand nombre de membres qui sont en réalité « sans terre » ; mais ils n'ont aucune raison de se plaindre, car ils ont

volontairement vendu leur droit et il leur sera dûment alloué des parts à la prochaine distribution.

Qu'on me laisse maintenant expliquer comment ces faits tendent à jeter une lueur sur quelques-uns des points obscurs du développement social dans son état primitif. Les recherches qui ont été faites récemment concernant les institutions des premiers âges par sir Henry Maine, M. de Laveleye et autres (1), créent une forte présomption que tous les peuples ont, à une période quelconque de leur histoire, possédé des communautés de village semblables à celles qui existent encore aujourd'hui en Russie. « Nous pouvons maintenant prouver, — dit M. de Laveleye (2) — que ces communautés ont existé chez les peuples les plus divers, chez les anciens Germains et dans l'ancienne Italie, au Pérou et en Chine, à Mexico et dans l'Inde, chez les Scandinaves et chez les Arabes; et qu'elles ont partout possédé les mêmes caractères. Donc, trouvant l'institution sous tous les climats et chez tous les peuples, nous pouvons la regarder comme une phase nécessaire du développement social; nous pouvons apercevoir en elle une sorte de loi universelle gouvernant l'évolution de toute forme de propriété foncière. » Or, les faits que j'ai produits, si on les ajoute à ce que j'ai dit dans un chapitre précédent sur la transition de la vie pastorale à la vie agricole, nous aident à comprendre, ce me semble, cette phase particulière de développement social et la « loi universelle » à laquelle M. de Laveleye fait allusion.

Aussi longtemps qu'une communauté de village mène une vie purement pastorale et possède de la terre en

1. Parmi les derniers travaux sur ce sujet, il y a une brochure qui doit être étudiée par ceux qui y prennent intérêt. Elle est de M. Kovalefski et a pour titre : « *Otcherk istorii raspadeniya obshtchinnago zemlevladieniya v kantone Vaadt* », Londres, 1876.

2. *De la propriété et de ses formes primitives*, Paris, 1874.

abondance, il n'existe aucune raison, pour les individus ou les familles dont elle est composée, de diviser la terre en lots privés, et il y a des motifs très-puissants pour qu'elle n'adopte pas ce système. Pour donner à la division du sol quelque signification pratique, il serait nécessaire d'élever des clôtures quelconques ; et ces clôtures demandant pour leur construction une somme énorme de labeur, se trouveraient créer seulement un obstacle inutile, car il est beaucoup plus commode que tous les moutons et les bestiaux en général paissent ensemble. S'il y a rareté de pâturages et, par conséquent, conflit d'intérêts entre les familles, la jouissance de la terre commune ne sera pas régularisée en élevant des clôtures, mais en limitant simplement le nombre des moutons et du bétail que chaque famille a le droit de mener sur les pâturages, comme on le fait aujourd'hui dans beaucoup de villages russes. Si quelqu'un désire posséder plus de moutons et de bestiaux que le maximum auquel il a droit, il paye aux autres une certaine compensation. Donc, nous voyons que dans la vie pastorale la division de la terre est inutile et inopportune, et que par conséquent la propriété privée, en matière de terres, n'est pas susceptible de naître.

Avec l'introduction de l'agriculture apparaît une tendance à diviser la terre entre les familles composant la communauté, car chaque famille vivant de culture a besoin d'une portion définie du sol. Si la terre propre au labour est abondante, il peut être permis à chaque chef de famille de prendre possession d'autant qu'il lui en faut, comme cela se faisait jadis dans les stanitsas cosaques et a lieu encore aujourd'hui dans quelques-unes des colonies russes en Sibérie ; si, au contraire, l'étendue de la terre arable est minime, comme c'est le cas dans quelques *Aouls bashkirs*, il y aura probablement un allotement régulier de cette terre entre les familles.

La tendance à diviser la terre en portions déterminées soulève un conflit entre le principe de la propriété communale et celui de la propriété privée. Ceux qui obtiennent des parts définies du sol sont, en général, disposés à les garder pour les transmettre à leurs descendants. Néanmoins, dans une contrée comme la steppe, — et c'est seulement de ces contrées que je parle en ce moment, — la nature du sol et le système d'agriculture militent contre cette conversion de la simple possession en un droit de propriété. Un lopin de terre n'est habituellement cultivé que pendant trois ou quatre ans de suite. Il est alors abandonné pendant une période au moins double, et les cultivateurs se transportent sur quelque autre partie du territoire communal. Au bout d'un certain temps, il est vrai, ils reviennent à l'ancienne portion qui, en attendant, est restée en friche ; comme le sol est à peu près partout égal en qualité, les familles ou les individus n'ont aucune raison de désirer reprendre les mêmes lopins de terre qu'ils possédaient autrefois. Dans de telles circonstances, le principe de propriété privée en matière de terre n'a point chance de prendre racine ; chaque famille insiste pour posséder une certaine *quantité* plutôt qu'un certain *lopin* de terre et se contente d'un droit d'usufruit, le droit de propriété restant aux mains de la Commune ; et l'on ne doit point oublier que la différence entre l'usufruit et la propriété est ici d'une grande importance pratique, car aussi longtemps que la Commune conserve le droit de propriété, elle peut réalloter la terre de la façon qui lui semble convenable.

Quand la population s'accroît et que la terre devient moins abondante, la méthode primitive d'agriculture à laquelle il est fait allusion ci-dessus fait place à une autre qui l'est un peu moins, connue généralement sous le nom de « système des trois champs ». D'après ce système, les cultivateurs n'émigrent plus périodique-

ment d'une partie du territoire communal à l'autre, mais cultivent toujours les mêmes champs et sont obligés de fumer les lopins de terre qu'ils occupent. Le principe de la propriété communale survit rarement à cette transformation; car, par une longue possession, les familles acquièrent un droit imprescriptible aux portions qu'elles cultivent, et celles qui fument leur terre se refusent tout naturellement à l'échanger contre une autre qui a été possédée par des voisins négligents, imprévoyants. En Russie, pourtant, cette transformation n'a pas détruit le principe de la propriété communale. Bien que le système des trois champs ait été en usage depuis maintes générations dans les provinces du centre, le principe communal, avec son réallotement périodique de la terre, y reste encore intact.

J'entrerais volontiers ici dans un examen de ce phénomène singulier qui distingue la Russie des contrées de l'Europe occidentale; mais c'est un sujet qui ne peut être traité qu'avec de grands développements, et je crains que la patience du lecteur ne soit déjà complètement épuisée par ces prolégomènes abstrus. Retournons, en conséquence, chez les Cosaques du Don.

Pour celui qui étudie le développement social, le passé et la condition actuelle des Cosaques du Don présentent beaucoup de choses intéressantes et instructives. Il verra là, par exemple, comment une aristocratie peut être créée par des promotions militaires; comment le servage peut naître, se développer, devenir une institution reconnue, sans aucune mesure législative. S'il prend intérêt aux manifestations particulières de la pensée et des sentiments religieux, il trouvera un riche champ d'investigation dans les innombrables sectes religieuses; et s'il est collectionneur de vieilles coutumes bizarres, il ne manquera pas d'occupation.

Je puis mentionner ici, comme exemple, un curieux usage qui a disparu très-récemment. Comme les

Cosaques connaissaient très-peu l'arpentage et encore moins le cadastre, la limite précise entre deux « *yourts* » contigus, — c'est le nom de la terre communale, — créait souvent une question en litige et une source de disputes stériles. Or, cette limite une fois déterminée, la méthode originale ci-après de l'enregistrer était employée : tous les jeunes garçons des deux stanitsas étaient réunis et conduits en troupeau, comme des moutons, sur la nouvelle frontière. La population tout entière s'avancait alors le long de la limite convenue, et, à chaque point de repère, plusieurs des jeunes garçons étaient vigoureusement fouettés jusqu'à ce qu'on leur permit de s'enfuir à la maison ! Ceci se faisait dans l'espoir que les victimes se rappelleraient aussi longtemps qu'elles vivraient l'endroit précis où elles avaient reçu cette flagellation imméritée. Le procédé, m'a-t-on assuré, produisait bien sur ces enfants un grand effet, mais le succès ne s'ensuivait pas certainement. Soit que la flagellation ne fût pas toujours suffisamment rigoureuse, soit qu'il y eût dans la méthode un autre défaut, il arrivait souvent que, par la suite, des contestations s'élevaient et les gamins fouettés, devenus depuis lors des hommes, portaient des témoignages contradictoires. Quand ce cas se produisait, on adoptait l'expédient suivant : l'un des plus anciens habitants était choisi comme arbitre, on lui faisait jurer sur l'Écriture qu'il agirait honnêtement au mieux de sa connaissance, puis, prenant dans sa main un Icon, il marchait le long de ce qu'il croyait être l'ancienne frontière. Qu'il se méprît ou non, sa décision était acceptée par les deux partis et considérée comme définitive. Cette coutume exista dans quelques stanitsas jusqu'en 1850, époque à laquelle les limites furent nettement déterminées par des fonctionnaires du Gouvernement.

CHAPITRE XXIV

COLONS ÉTRANGERS SUR LA STEPPE

La steppe. — Variété de races, langages et religions. — Les colons allemands. — En quel sens les Russes sont un peuple imitatif. — Les Menonites. — Climat et arboriculture. — Colons bulgares. — Grecs parlant tartare. — Agriculture juive. — Russification. — Un Écossais circassien. — Force numérique de l'élément étranger. — Son importance politique et sociale.

Dans la Russie d'Europe, la lutte entre l'agriculture et le barbarisme nomade est maintenant une chose du passé; la steppe fertile qui fut pendant des siècles le champ de bataille des races aryenne et touranienne a été incorporée dans les possessions du Czar. Les races nomades ont été en partie expulsées, en partie pacifiées et parquées dans des « réserves »; le territoire qu'elles ont si longtemps et si obstinément défendu est aujourd'hui parsemé de villages paisibles et cultivé par de laborieux agriculteurs.

En traversant cette région, le touriste ordinaire rencontrera peu de chose pour l'intéresser. Il ne verra rien qu'on puisse honorer du nom de paysage, et pourra voyager pendant longtemps sans avoir aucune occasion de rien noter sur son carnet. Néanmoins, s'il se trouve être un ethnologue et un linguiste il peut se créer de l'occupation, car il rencontrera là des représentants de beaucoup de races différentes et une variété de langues étrangères

suffisante pour mettre à l'épreuve la science polyglotte d'un Mezzofanti.

Cette variété ethnologique est le résultat d'une politique inaugurée par Catherine II. Aussi longtemps que la frontière sud ne fut reculée que lentement, le territoire acquis se peupla d'une façon régulière de paysans russes des provinces du centre : émigrants désireux d'obtenir plus de terre et plus de liberté qu'ils n'en possédaient dans leur village natal ; mais pendant « le siècle glorieux de Catherine » la frontière fut poussée en avant si rapidement, que l'ancienne méthode d'émigration spontanée ne suffit plus désormais pour peupler le pays annexé. L'impératrice eut donc recours à une émigration organisée, provenant de pays étrangers. Ses agents diplomatiques dans l'Europe occidentale reçurent l'ordre d'employer tous les moyens possibles pour engager des artisans et des paysans à émigrer en Russie ; et des agents spéciaux furent envoyés dans diverses contrées pour seconder les efforts des diplomates. Des milliers d'émigrants acceptèrent l'invitation et on les établit, pour la plus grande partie, sur la terre qui avait, jusqu'à ces derniers temps, servi de pâturages aux hordes nomades. Cette politique fut adoptée par les souverains qui succédèrent à Catherine, et s'est continuée d'une façon intermittente jusqu'à nos jours ; la conséquence en a été que la Russie du Sud contient une variété de races telle qu'on ne la trouverait peut-être nulle part ailleurs en Europe. Les statistiques officielles de la Nouvelle Russie seule, c'est-à-dire des provinces de Ekaterinoslaf, de Tauride, de Kherson et de Bessarabie, contiennent des représentants des nationalités suivantes : Grands Russiens, Petits Russiens, Polonais, Serbes, Monténégrins, Bulgares, Moldaves, Allemands, Anglais, Suédois, Suisses, Français, Italiens, Grecs, Arméniens, Tartares, Mordva, Juifs et Tsiganes. Les religions sont à peu près aussi nombreuses. Les statistiques parlent d'Orthodoxes Grecs, de Catholiques Romains, de

Grégoriens, de Calvinistes, d'Anglicans, de Menonites, de Séparatistes, de Piétistes, de Juifs Karaïm, de Talmudistes, de Mahométans et de nombreuses sectes russes, telles que les Molokani et les Skoptsi ou Eunuques. L'Amérique elle-même pourrait à peine montrer une page plus bigarrée dans ses statistiques de population.

Il n'est que loyal de constater que la liste ci-dessus, bien que littéralement correcte, ne donne pas une idée exacte de la population actuelle. La grande masse des habitants est russe et orthodoxe, tandis que plusieurs des nationalités ci-dessus ne sont représentées que par un petit nombre d'âmes; quelques émigrants, tels que les Français, se rencontrant exclusivement dans les villes. Pourtant la variété, même dans la population rurale, est très-grande. Une fois, dans l'espace de trois jours, et en employant seulement les moyens de transport les plus primitifs, j'ai visité des colonies de Grecs, d'Allemands, de Serbes, de Bulgares, de Monténégrins et de Juifs.

De tous les colons étrangers, les Allemands sont les plus nombreux de beaucoup. Le but du Gouvernement, en les invitant à se fixer dans la contrée, était qu'ils cultivassent la terre inoccupée, accroissant par là la richesse nationale; et qu'en même temps ils exerçassent une influence civilisatrice sur les paysans russes dans leur voisinage. Sous ce dernier rapport, ils ont totalement échoué dans l'accomplissement de leur mission. Un village russe situé au milieu de colonies allemandes ne montre en général, autant que j'ai pu l'observer, aucun signe d'influence allemande. Chaque nationalité vit *more majorum* et entretient aussi peu de relations que possible avec l'autre. Le Moughik observe avec soin, car il est très-curieux, la manière de vivre de ses voisins plus avancés, mais il ne songe jamais à l'adopter. Il regarde les Allemands à peu près comme des natifs d'une autre planète que la sienne : comme des gens étonnamment rusés et ingénieux qui ont été doués par la Providence

de qualités spéciales que ne possède pas la simple humanité orthodoxe. Il lui semble être dans la nature des choses que les Allemands doivent vivre dans de grandes maisons bien bâties et propres, de la même façon qu'il est dans cette même nature que les oiseaux se construisent des nids; et de même qu'il n'est probablement jamais venu à l'esprit d'un être humain de construire un nid pour lui et sa famille, de même l'idée ne vient jamais à un Moughik de se bâtir une maison sur le modèle allemand. Les Allemands sont Allemands et les Russes sont Russes; cela résume pour lui la question.

Cet esprit routinier entêté des paysans russes qui vivent dans le voisinage des Allemands semble donner un démenti direct à l'assertion souvent répétée, universellement admise, que les Russes sont un peuple imitatif fortement disposé à adopter les manières et les coutumes de tous les étrangers avec lesquels il peut se trouver en contact. Le Russe, dit-on, modifie ses usages nationaux aussi aisément qu'il change d'habit, s'estime très-satisfait d'endosser le caractère d'une nationalité qui n'est pas la sienne; mais nous avons ici un fait important qui semble prouver le contraire.

La vérité est que, dans cette question, il nous faut distinguer entre la noblesse et les paysans. Les nobles sont singulièrement enclins à adopter des manières, des coutumes et des institutions étrangères; les paysans, au contraire, sont, en général, décidément conservateurs. On ne doit pas néanmoins supposer que ceci procède d'une différence de race; le contraste s'explique par le passé des deux classes. Pareils à tous les autres peuples, les Russes sont énergiquement conservateurs aussi longtemps qu'ils restent dans ce qui peut être appelé leur *habitat* moral primitif: c'est-à-dire aussi longtemps que des circonstances extérieures ne les forcent pas de sortir de leur gîte accoutumé, traditionnel. La noblesse fut, il y a déjà bien longtemps, forcée par les Czars réformateurs

de quitter son ancien gîte, et, depuis cette époque, elle a été si constamment tiraillée par des influences étrangères qu'elle n'a jamais pu s'en créer un nouveau. Elle entre donc aisément dans tout nouveau sentier qui lui semble profitable ou attrayant. La grande masse du peuple, au contraire, était trop pesante pour être ainsi soustraite à l'influence directrice de la coutume et de la tradition, et reste encore, par suite, animée d'un esprit énergiquement conservateur.

En confirmation de cette vue, je puis mentionner deux faits qui ont souvent attiré mon attention. Le premier est que les Molokani, dont j'ai fréquemment parlé, succombent graduellement à l'influence allemande ; en devenant hérétiques de religion, ils s'affranchissent de l'un des liens les plus forts qui les rattachent au passé, et deviennent bientôt hérétiques en matière séculière. Le second est que même le paysan orthodoxe, s'il se trouve placé par les circonstances dans une nouvelle sphère d'activité, adopte volontiers ce qui lui semble profitable. Prenons, par exemple, les paysans qui abandonnent l'agriculture et s'embarquent dans des entreprises industrielles ; se trouvant, pour ainsi dire, dans un monde nouveau où leurs vieilles notions traditionnelles sont totalement inapplicables, ils n'hésitent nullement à adopter les idées et les inventions étrangères. Et quand une fois ils ont choisi ce nouveau sentier, ils sont beaucoup plus entreprenants (*go-ahead*) que les Allemands. Egalement affranchis de l'entrave des idées héréditaires et de la prudence que l'expérience engendre, ils lâchent souvent les rênes à leur caractère aventureux et se lancent franchement dans les spéculations les plus désordonnées.

Le contraste marqué que présentent une colonie allemande et un village russe voisins l'un de l'autre est souvent donné comme exemple de la supériorité de la race teutonique sur la race slave ; et afin de rendre le contraste

plus frappant, les colons menonites sont presque toujours pris comme type des Allemands. Sans entrer ici dans la question, je dois dire que cette méthode d'argumenter est à peine loyale. Les Menonites, qui jadis vivaient dans le voisinage de Dantzig et ont émigré de Prusse afin d'échapper à la conscription militaire, ont apporté avec eux, dans leurs nouveaux foyers, une somme élevée de connaissances techniques utiles, des capitaux considérables, et ils ont reçu une quantité de terre beaucoup plus grande que n'en possèdent les paysans russes. En outre, ils ont joui jusqu'à ces temps derniers de plusieurs privilèges précieux. Ils étaient entièrement exempts du service militaire et presque de la taxation. Il s'est trouvé que partout le lieu fixé pour leur résidence était fort agréable. Comme bien-être matériel et moral, ils sont aussi supérieurs à la majorité des colons allemands ordinaires que ces derniers le sont à leurs voisins russes. Même dans les districts les plus riches d'Allemagne, leur prospérité attirerait l'attention. Comparer ces agriculteurs riches, privilégiés, instruits, au paysan russe pauvre, lourdement taxé et sans éducation, et tirer de la comparaison des conclusions sur les capacités des deux races : c'est une façon de procéder si évidemment absurde qu'elle se passe de tout commentaire.

Au voyageur fatigué qui a vécu pendant quelque temps dans des villages russes, l'une de ces colonies menonites semble un paradis terrestre. Dans un pli de terrain, peut-être à côté d'un cours d'eau, il rencontre soudain une longue file de maisons à plusieurs étages, à moitié cachées par des arbres. Ces arbres, en les examinant de plus près, il constatera que ce ne sont guère que des arbrisseaux ; mais après un long trajet sur la steppe nue où il n'y a ni arbre ni buisson d'aucune espèce, le feuillage, si mesquin qu'il soit, paraît singulièrement attrayant. Les maisons sont vastes, bien disposées et te-

nues dans un état de réparation si soigné qu'elles semblent toujours avoir été bâties tout récemment. Les pièces sont meublées simplement, sans aucune prétention à l'élégance, mais d'une propreté scrupuleuse. Touchant à la maison se trouvent l'écurie et l'étable, qui ne dépareraient point une ferme-modèle en Allemagne ou en Angleterre. En front est une cour spacieuse qui a l'air d'être balayée plusieurs fois par jour, et derrière il existe un jardin bien garni de légumes. Les arbres à fruit et les fleurs n'y sont pas très-abondants, car le climat n'est pas favorable à leur culture. Les habitants sont des gens simples, honnêtes, sobres, quelquefois d'une intelligence paresseuse et indifférents aux choses en dehors des étroites limites de leur monde, mais assez clairvoyants dans toutes les questions qu'ils jugent dignes de leur attention. Si vous arrivez chez eux comme étranger vous pouvez être un peu refroidi par l'accueil que vous y recevrez, car ils sont exclusifs, réservés et défiants, ils n'aiment pas beaucoup à se trouver en contact avec ceux qui n'appartiennent point à leur propre secte ; mais si vous pouvez converser avec eux dans leur langue maternelle et leur parler de questions religieuses d'un ton évangélique, vous pourrez aisément vaincre leur raideur et leur exclusivisme. Dans tous les cas, un tel village ne peut guère être recommandé pour un séjour prolongé, car l'ordre sévère et la symétrie qui règnent partout deviendraient bientôt intolérables à quiconque n'a pas de sang hollandais dans les veines (1) ; mais comme lieu de halte temporaire pendant un pèlerinage sur la steppe, quand le pèlerin soupire après un peu de propreté et de bien-être, ce vil-

1. Les Menonites étaient originairement hollandais. Ils émigrèrent en Prusse à une époque indéterminée, vers le seizième ou dix-septième siècle, et ont depuis oublié leur langue natale, mais ils ont conservé, entre autres traits caractéristiques, leur amour de l'ordre et de la symétrie.

lage est très-agréable. Peut-être cependant, en l'appelant un petit paradis terrestre, eussé-je dû ajouter : pour des Hollandais.

Le fait que ces Menonites et plusieurs autres colonies allemandes ont réussi à faire croître là quelques arbres maladifs, a suggéré à quelques esprits fertiles l'idée que la sécheresse habituelle du climat, qui constitue la difficulté principale contre laquelle l'agriculteur de cette région doit lutter, pourrait être, dans une certaine mesure, combattue par l'arboriculture pratiquée sur une large échelle. Ce projet, bien qu'il ait été sérieusement étudié par l'un des ministres de Sa Majesté, semblera tout à fait impraticable à quiconque sait combien de labeur et d'argent les colons ont dépensé pour créer cet ombrage agréable, dans lequel ils aiment à se délecter à leurs heures de loisir. Si le climat est réellement modifié par l'existence ou l'absence de forêts, — point sur lequel les hommes de science ne semblent pas être parfaitement d'accord, — un accroissement palpable des pluies ne peut être produit que par des forêts d'une énorme étendue, et il est absurde de croire que ces forêts pourraient être créées artificiellement dans la Russie du Sud.

Après les Menonites et autres Allemands, les colons bulgares méritent un mot en passant. Ils se fixèrent dans cette région, il y a seulement quelques années, sur les terres qui furent laissées vacantes par l'*exodus* (émigration en masse) des Tartares Nogai après la guerre de Crimée. Leurs villages ont, pour cette raison, encore l'air nu et inachevé, mais les habitants semblent déjà dans un état prospère. Si je pouvais juger de leur condition par une simple visite en passant, je dirais qu'en agriculture et en civilisation domestique ils ne sont pas très en arrière de la majorité des colons allemands. Leurs habitations sont, il est vrai, petites, si petites, que l'une d'elles pourrait presque entrer dans une seule pièce d'une maison de Menonite, mais il y règne un air de propreté et de com-

fort qui ferait honneur à une ménagère allemande. En dépit de tout cela, ces Bulgares ne sont nullement, ainsi que je pus facilement le voir, charmés de ce milieu nouveau. La cause de leur mécontentement, autant que j'ai pu m'en rendre compte par les quelques remarques laconiques que j'ai tirées d'eux, semble être celle-ci : confiants dans les descriptions forcées en couleur faites par les agents d'émigration qui les ont induits à échanger la domination du Sultan contre l'autorité du Czar, ils vinrent en Russie avec l'espérance d'y trouver une magnifique et fertile terre promise. Au lieu d'une terre où « coulent le lait et le miel », ils reçurent une étendue de steppe nue sur laquelle même l'eau ne pouvait s'obtenir qu'avec de grandes difficultés, sans aucun ombrage pour les protéger de la chaleur de l'été, rien pour les abriter de l'âpre vent du nord qui balaye souvent ces plaines ouvertes. Comme aucune préparation suffisante n'avait été faite pour leur réception, ils furent logés, pendant le premier hiver, chez des colons allemands qui, étant absolument dépourvus de toute sympathie pour les Slaves, ne se montrèrent sans doute pas très-hospitaliers envers leurs hôtes non invités. Pour compléter leur désappointement, ils constatèrent qu'ils ne pouvaient pas cultiver la vigne et que leur tabac doux et parfumé, qui est pour eux une nécessité de la vie, ne pouvait s'obtenir qu'à un prix très-élevé. Ce cruel désenchantement les désola tellement, qu'au moment de ma visite ils parlaient de retourner à leur ancien domicile en Turquie. Je n'ai eu aucun moyen de me rendre compte si leurs idées à ce sujet ont été modifiées par les événements récents qui se sont produits en Bulgarie.

Comme exemple de colons moins prospères, je puis mentionner les Grecs parlant tartare, dans le voisinage de Marioupol, sur le rivage nord de la mer d'Azof. Leurs ancêtres vivaient en Crimée sous la domination des Khans et émigrèrent en Russie du temps de Cathe-

rine II, avant que cette province fût annexée à l'empire russe. Ils ont à peu près oublié leur ancien langage, mais ont conservé leur ancienne foi. En adoptant le langage tartare, ils ont pris aussi quelque chose de l'indolence et de l'apathie de la race, et la conséquence naturelle est qu'ils sont pauvres et ignorants. Ils me semblèrent offrir une ressemblance très-frappante avec ceux qu'on appelle Tartares de la Crimée, et à cause de cela je suis porté à croire que ces derniers ne sont, à proprement parler, point Tartares du tout, mais des Hellènes qui ont adopté le langage et la religion de leurs conquérants.

Mais de tous les colons de cette région, les moins prospères sont les Juifs. Le « peuple de Dieu » est certainement une race très-intelligente, très-industrieuse et très-frugale, et quand il s'agit d'acheter, de vendre, de conclure des marchés, elle est sans rivale parmi les nations de la terre ; mais les gens qui la composent ont été trop longtemps accoutumés à l'existence dans les villes pour être bons cultivateurs du sol. Ces colonies juives furent fondées comme expérience, pour voir si l'Israélite pouvait être sevré de ses occupations traditionnelles et incorporé dans ce que certains économistes appellent la partie productive de la société. L'expérience a échoué, et la cause de l'échec n'est pas difficile à trouver. Il suffit de regarder ces hommes au visage maigre, à l'allure gauche, chaussés de sandales percées de meurtrières, et leurs vêtements noirs et râpés leur descendant à la cheville, pour comprendre qu'ils ne se trouvent pas là dans leur sphère véritable. Leurs maisons sont dans le plus grand délabrement et leurs villages vous rappellent « l'abomination de la désolation » dont parle le prophète Daniel. Une grande partie de leurs terres est laissée inculte ou louée à des colons de race différente. Le petit gain qu'ils se procurent dérive surtout de trafics d'une nature plus ou moins clandestine.

Comme la Scandinavie, que l'on appelait jadis *officina gentium*, — un atelier dans lequel les nouvelles nations étaient faites, — de même nous pouvons regarder la Russie du Sud comme un autre atelier dans lequel des fragments d'anciennes nations sont fondus ensemble pour former un tout nouveau. Il faut avouer néanmoins que la fusion a jusqu'ici à peine commencé.

Les particularités nationales ne s'oblitérent point si rapidement en Russie qu'aux États-Unis ou dans les colonies anglaises. J'ai souvent vu en Amérique des Allemands qui n'habitaient le pays que depuis quelques années s'efforcer d'être plus Américains que les indigènes, exagérant d'une façon burlesque les allures américaines, parlant un jargon barbare, qu'ils supposaient être anglais, de préférence à leur langue maternelle, exprimant impétueusement leur admiration pour les institutions américaines, et prêts à ressentir comme une insulte le doute qu'ils ne fussent pas citoyens de bon aloi de la grande République. Chez les colons allemands en Russie, je n'ai jamais vu ni entendu quoi que ce soit de semblable. Bien que leurs pères et grands-pères puissent être nés dans leur nouvelle patrie, ils considéreraient comme une insulte d'être appelés Russes. Ils regardent avec dédain les paysans indigènes, qu'ils considèrent comme pauvres, ignorants, fainéants, improbables, craignent les fonctionnaires à cause de leur tyrannie et de leurs extorsions, conservent avec un soin jaloux leur propre langage et leurs coutumes, parlent rarement bien le russe, quelquefois pas du tout, et ne s'allient jamais par le mariage à ceux dont ils sont séparés par la nationalité et la religion. L'influence russe agit cependant plus rapidement sur les colons slaves : Serbes, Bulgares, Monténégrins, qui professent la foi grecque orthodoxe, ils apprennent plus facilement le russe, qui a beaucoup de rapport avec leur propre langue, n'ont nullement conscience d'appartenir à un *Culturvolk* (peuple civilisateur),

et en général possèdent une nature beaucoup plus flexible que la nature teutonique.

Le gouvernement tente actuellement d'accélérer la marche de la fusion en retirant les privilèges accordés aux colons et en abolissant l'administration spéciale sous laquelle ils étaient placés. Ces mesures, spécialement la conscription, pourront peut-être diminuer éventuellement l'exclusivisme exagéré des Allemands : les jeunes gens, pendant qu'ils serviront dans l'armée, apprendront au moins la langue russe, et il est possible qu'ils s'imprègnent un peu de l'esprit national. Mais quant à présent, cette nouvelle politique a soulevé un vif sentiment d'hostilité et rendu beaucoup plus intense l'esprit d'exclusivisme. Dans chaque colonie allemande, on peut entendre des plaintes sur la tyrannie russe et des remarques peu flatteuses sur le caractère de la nation. Les Menonites se considèrent comme spécialement atteints par les soi-disant réformes. Ils vinrent en Russie pour échapper au service militaire et avec la persuasion qu'ils en seraient toujours exemptés ; et aujourd'hui ils sont sur le point d'être forcés d'agir contrairement au principe religieux de leur secte. Ceci est le sujet de plaintes mises en avant dans la pétition adressée au gouvernement ; mais ils ont en même temps une autre objection, peut-être plus importante, contre les changements proposés. Ils sentent, comme plusieurs me l'ont avoué, que si la barrière qui les sépare du reste de la population était, de façon ou d'autre, renversée, ils ne pourraient conserver plus longtemps cette austère discipline puritaine qui, jusqu'à présent, a constitué leur force. En raison de cela, bien que le gouvernement fût disposé à faire d'importantes concessions, des centaines de familles ont déjà vendu leurs propriétés, émigré en Amérique, et l'exodus continue encore. Quand je visitai leurs colonies en 1872 et 1873, j'appris de membres influents de la communauté qu'au moins la moitié de la population menonite quitte-

rait la contrée et chercherait une nouvelle patrie dans le Far-West. Ce mouvement a, bien entendu, réveillé leur enthousiasme religieux, qui s'endormait insensiblement sous l'influence d'une prospérité continue. Une fois de plus la Providence leur rappelle que tout en vivant dans ce monde ils ne lui appartiennent pas, et qu'ils doivent être toujours prêts à souffrir pour leur foi.

Il est très-possible que sous le nouveau système d'administration les colons qui professent, en commun avec les Russes, la foi grecque orthodoxe, puissent être rapidement « russianisés » ; mais je suis convaincu que les autres résisteront longtemps à toute assimilation. L'orthodoxie grecque et les sectes protestantes diffèrent si radicalement par leur esprit, que leurs partisans respectifs ne sont nullement disposés à s'allier par mariage ; et sans ces alliances il est impossible que les deux nationalités se fondent ensemble.

Comme exemple des curiosités ethnologiques sur lesquelles le voyageur peut tomber à l'improviste dans cette région curieuse, je puis mentionner une étrange connaissance que je fis pendant mon excursion sur la grande plaine qui s'étend de la mer d'Azof à la Caspienne. Un jour, je remarquai par hasard sur ma carte de voyage ce nom : *Shotlandskaya-Koloniya* (colonie écossaise), près des bains renommés de Piatigorsk. Je me trouvais en ce moment à Stavropol : ville située à environ quatre-vingts milles au nord, et ne pus me procurer là aucun renseignement satisfaisant sur cette colonie. Quelques personnes bien informées m'assurèrent qu'elle était réellement ce que son nom indiquait, tandis que d'autres m'affirmèrent que c'était simplement une petite colonie allemande. Pour décider la question, je résolus de visiter moi-même le lieu bien qu'il ne se trouvât pas sur la route que je devais d'abord suivre ; et j'arrivai donc, un matin, dans le village en question. Les

premiers habitants que je rencontrai étaient allemands à ne pas s'y tromper, et m'assurèrent ne rien connaître sur l'existence d'Écossais dans la localité soit aujourd'hui, soit au temps jadis. Cela me désappointa ; j'étais sur le point de tourner bride et m'éloigner quand un jeune homme, qui se trouva être le maître d'école, survint et apprenant ce que je désirais, me conseilla de consulter un vieux Circassien qui habitait à l'extrémité du village et connaissait bien les antiquités locales. M'étant rendu à la maison indiquée, j'y rencontrai un vieillard vénérable, ayant de beaux traits du type circassien, des yeux étincelants, d'un noir de houille, et une longue barbe grise qui eût fait honneur à un patriarche. Je lui expliquai brièvement en russe l'objet de ma visite et lui demandai s'il connaissait quelque Écossais dans le district.

— Et pourquoi voulez-vous le savoir, répondit-il dans la même langue, fixant sur moi ses regards pénétrants et expressifs.

— Parce que je suis moi-même Écossais, et j'espérais trouver des compatriotes ici.

Que le lecteur imagine mon étonnement quand, en réponse à ceci, il s'écria avec le véritable accent écossais : — Eh ! l'homme ! je suis Écossais aussi, mon nom est John Abercrombie. Avez-vous jamais entendu parler de John Abercrombie, le fameux docteur d'Édimbourg ?

Je fus vraiment stupéfait de cette déclaration extraordinaire. Le nom du docteur Abercrombie m'était familier comme celui d'un médecin praticien et d'un écrivain psychologue ; mais je savais qu'il était mort depuis longtemps. Quand je fus un peu revenu de ma surprise, je me hasardai à dire au personnage énigmatique qui se trouvait devant moi que, quoique son langage fût certainement écossais, son visage était certainement circassien.

— Eh ben ! eh ben ! — répondit-il, — jouissant évidem-

ment de mon air étonné, vous ne vous trompez pas de beaucoup, je suis un Circassien écossais !

Cette affirmation extravagante ne diminua pas ma perplexité, je priai donc ma nouvelle connaissance d'être un peu plus explicite, et elle accéda aussitôt à ma demande. Sa longue histoire peut être résumée en peu de mots.

Dans les premières années de ce siècle, plusieurs missionnaires écossais vinrent en Russie dans le but de convertir les tribus circassiennes, et reçurent de l'empereur Alexandre I^{er} une vaste concession de terres à cet endroit, qui formait alors la frontière de l'Empire. Ils fondèrent là une mission et commencèrent leur œuvre ; mais ils découvrirent bientôt que la population environnante n'était point idolâtre, mais musulmane, et par conséquent inaccessible à l'influence du christianisme. Dans cette impasse, il leur vint l'heureuse idée d'acheter des enfants circassiens à leurs parents et de les instruire dans la religion chrétienne. L'un de ces enfants, acheté vers l'année 1806, était un petit garçon du nom de Téouna. Comme il avait été acheté avec l'argent souscrit par le docteur Abercrombie, il avait reçu au baptême le nom de ce gentleman et se considérait comme le fils adoptif de son bienfaiteur. C'était là l'explication du mystère.

Téouna, autrement dit M. Abercrombie, était un homme d'une intelligence au-dessus de la moyenne. Outre sa langue natale, il parlait parfaitement l'allemand, l'anglais et le russe ; et m'assura qu'il connaissait également bien plusieurs autres langages. Son existence avait été consacrée à l'œuvre des missions, et spécialement à traduire et imprimer les Écritures. Il avait travaillé d'abord à Astrakan, puis quatre ans et demi en Perse au service de la mission de Bâle, et ensuite pendant six ans en Sibérie.

La mission écossaise fut supprimée par l'empereur

Nicolas vers 1835 et tous les missionnaires, à l'exception de deux, retournèrent dans leur pays. Le fils d'un de ces missionnaires, Galloway, est le seul Ecossais de pure race qui soit resté là. Quant aux « Ecossais circassiens », il y en a plusieurs ; la plupart ont épousé des Allemandes. Les autres habitants sont des colons allemands de la province de Saratof, et l'allemand est la langue que l'on parle usuellement dans le village.

Après avoir tant entendu parler de colons étrangers, d'envahisseurs tartares et d'aborigènes finnois, le lecteur doit naturellement désirer connaître la force numérique de cet élément étranger comparé à la population d'origine russe. Malheureusement nous ne possédons aucunes données statistiques certaines sur ce sujet ; mais nous pouvons dire, en gros, que sur les 61.000.000 d'habitants de la Russie d'Europe, — en en exceptant la Finlande, la Pologne et le Caucase, — un peu plus de 12.000.000, ou un cinquième, sont d'origine étrangère.

D'après Obrutchev (*Voенно Statistitcheski Sbornik*), les diverses races sont représentées comme suit :

Races aryennes.

Lithuaniens	2.343.000	
Polonais	960.000	
Moldaves	875.000	
Allemands	661.000	
Grecs	47.000	
Bulgares	40.000	
Arméniens	33.000	
	<hr/>	
	4.959.000	4.959.000

Race sémitique.

Juifs	1.631.000	1.631.000
-----------------	-----------	-----------

Report. 6.590.000

Races touraniennes.

Finnois.	3.038.000	
Tartares dans le sens le plus étroit du mot.	1.312.000	
Bashkirs et tribus consanguines	1.037.000	
Kirghis.	146.000	
Kalmouks	86.000	
	5.619.000	5.619.000

Non inclus dans la classification ci-dessus.	103.000	103.000
		12.312.000

Ainsi nous voyons que :

Les Russes forment.	79.89	0/0	de la population.
Les autres races aryennes.	8.11	—	—
La sémitique	2.67	—	—
Les touraniennes.	9.17	—	—
Diverses	0.16	—	—

Nous pouvons nous faire quelque idée de l'importance politique et sociale de cet élément étranger au moyen des statistiques que nous possédons sur les confessions religieuses. En Russie, la religion et la nationalité sont, pratiquement parlant, alliées de si près qu'elles en arrivent à être à peu près identiques ; et nous pouvons être sûrs que ceux qui sont devenus membres de l'Église nationale sont, ou déjà russifiés, ou sur la grande route qui mène à la russification. Donc, considérant la nationalité au point de vue social, nous trouvons que l'élément étranger décroît quelque peu en nombre (1). Sur les 61.000.000

1. Cette décroissance s'explique par le fait que les Finnois de la Russie proprement dite (3.038.000) sont orthodoxes.

composant la population de la Russie d'Europe dans le sens ci-dessus défini, environ 9.000.000 sont non-orthodoxes. Sur ceux-ci, près de 3.000.000 sont catholiques romains; un peu plus de 2.000.000 sont protestants; environ 1.500.000 sont juifs; 2.000.000 sont mahométans et 86.000 lamaïstes.

La distribution géographique de ces diverses sectes est digne d'attention. Dans les provinces voisines de la frontière ouest, nous trouvons l'influence de l'Occident sous forme de catholicisme romain et de protestantisme; et dans les provinces de l'Est nous observons l'influence orientale sous forme de lamaïsme et d'islamisme. C'est ainsi que, eu égard aux croyances religieuses comme sous beaucoup d'autres rapports, la Russie se trouve être le trait d'union entre l'Europe et l'Asie (1).

1. Une partie de ce chapitre a été publiée dans la *Fortnightly Review* d'août 1876.

CHAPITRE XXV

SAINT-PÉTERSBOURG ET L'INFLUENCE EUROPÉENNE

Saint-Pétersbourg et Berlin. — Grandes maisons. — Police. — Les curiosités. — Pierre le Grand. — Ses visées et sa politique. — Le régime allemand. — Réaction nationaliste. — Influence française. — {Stérilité intellectuelle qui en résulte. — Influence de l'école sentimentale. — Hostilité aux influences étrangères. — Une nouvelle période d'importations littéraires. — Sociétés secrètes. — La catastrophe de Décembre. — Le siècle de Nicolas. — Une terrible guerre sur le Parnasse. — Déclin du romantisme et du transcendantalisme. — Gogol. — L'agitation révolutionnaire de 1848. — Nouvelle réaction. — Conclusion.

De quelque côté que le voyageur arrive à Saint-Pétersbourg, à moins qu'il n'y vienne par mer, il lui faut traverser plusieurs centaines de kilomètres de forêts et de marécages ne présentant que peu de traces d'habitations humaines ou d'agriculture. Ce fait ajoute beaucoup à la première impression que la ville produit sur son esprit. Au milieu d'un immense désert où hurle le vent, il tombe soudain sur une magnifique oasis artificielle.

De toutes les grandes cités européennes, celle qui ressemble le plus à la capitale des Czars est Berlin. L'une et l'autre sont bâties sur un sol parfaitement de niveau ; toutes deux ont des rues larges, régulièrement percées et mal pavées ; chez toutes deux existe un aspect général de roideur et de symétrie qui fait penser à la discipline

militaire et à la bureaucratie allemande. Mais il y a au moins une profonde différence. Bien que les géographes disent que Berlin est bâti sur la Sprée, nous pouvons vivre longtemps dans la cité sans même remarquer un petit cours d'eau paresseux et sale, auquel le nom de rivière a été conféré sans qu'il le méritât. Saint-Pétersbourg, au contraire, est bâti sur un fleuve magnifique, qui forme le trait principal de la ville. Par sa largeur, par le volume énorme de ses eaux claires, bleues et froides, la Néva est certainement l'un des plus beaux fleuves d'Europe. Quelques milles avant d'arriver au golfe de Finlande, il se divise en plusieurs bras et forme un delta. C'est là que s'élève Saint-Pétersbourg. La partie principale de la ville est bâtie sur la rive sud ; le reste est dispersé sur la rive nord et les îles. La plus importante de celles-ci est l'île Basile ou Vassiliostrof, réunie à la rive sud par un long pont de pierre remarquable pour la beauté de son profil. C'est le seul grand pont de pierre dont la cité puisse s'enorgueillir (1), mais il existe de nombreux ponts de bois — quelques-uns supportés par des piles, d'autres par des bateaux comme les ponts flottants du Rhin si connus, — qui réunissent les îles l'une à l'autre et à la terre ferme. Sur beaucoup de points intermédiaires, la communication est établie en été par de pittoresques petites barques de passeur à deux rames, construites, dit-on, sur un modèle dessiné par Pierre le Grand. On peut aussi se rendre aisément dans les parties les plus éloignées de la ville à l'aide de petits bateaux à vapeur rapides qui s'élancent comme des flèches et ajoutent à l'animation de la scène. En hiver, ces bateaux-passeurs et ces bateaux-mouches disparaissent et les ponts perdent beaucoup de leur importance, car le fleuve est couvert

1. Un second est maintenant en cours de construction.

sur toute son étendue d'une épaisse et dure couche de glace, assez forte pour supporter les fardeaux les plus lourds. Alors disparaissent aussi les petits *droshkis* cahotant, rendant un bruit de crécelle, — le *droski* est un véhicule qui tient le milieu entre un *cab* et un instrument de torture; — ils sont remplacés par des traîneaux glissant doucement sans bruit, comme une barque en eau calme.

Le bras principal, ou « Grande Néva », que traversent le pont de pierre et les trois ponts de bateaux, coule entre la cité proprement dite et Vassiliostrof, et est contenu entre des quais et des berges solidement bâtis, bordés de blocs massifs de granit rouge. Sur la rive sud la berge sert de rue et de promenade. Les quais de Vassiliostrof, au contraire, sont le centre du commerce et toujours garnis, pendant les mois d'été, d'une ligne ininterrompue de navires. A l'extrémité est de l'île se trouvent la Douane et la Bourse, où les marchands étrangers qui monopolisent le commerce d'exportation et d'importation se réunissent le plus. Le quartier n'est pas cependant exclusivement mercantile, car il contient aussi l'Académie des sciences, l'Université et l'Académie des beaux-arts. Sur l'île voisine, en amont du fleuve, s'élève la forteresse : construction pittoresque qui sert de sépulture à la famille impériale et de prison d'Etat. Sur la rive opposée se trouvent le palais impérial, l'amirauté, le Sénat; plus en aval, les docks, et, dominant tout, le majestueux dôme doré de l'église Saint-Isaac.

Comme le fleuve, tout dans Saint-Pétersbourg est sur une échelle colossale. Les rues, les places, les palais, les monuments publics, les églises, quels que puissent être leurs défauts, ont au moins le caractère de la grandeur et semblent avoir été destinés aux populations innombrables à venir, plutôt qu'appropriés aux besoins des habitants actuels. Sous ce rapport, la cité représente bien l'Empire dont elle est la capitale. Même les maisons pri-

vées sont bâties en îlots énormes, chacune d'elles contenant plus d'une vingtaine d'appartements séparés.

Cette coutume de bâtir de grandes maisons a rendu possible l'organisation d'un système de police spécial et efficace. Chaque maison a un *dvornik*, ou portier, qui est serviteur du propriétaire et en même temps agent de police. Il doit balayer et, en été, arroser la rue le long de la maison, veiller à ce que tous les locataires observent scrupuleusement la loi des passe-ports. La nuit, il doit rester dehors à faire office de veilleur de nuit. Le fait que ces hommes se couchent et s'endorment là d'habitude pendant les longues nuits d'hiver où le thermomètre peut descendre à trente degrés au-dessous de zéro, et qu'ils sont rarement gelés, sinon jamais, fournit une preuve éclatante de la merveilleuse capacité du Russe pour résister au froid extrême. Jadis, dit-on, ces veilleurs de nuit aidaient souvent la police en égarant et en volant les citoyens surpris par la nuit ; mais toutes ces pratiques sont devenues choses du passé, et la police de Saint-Pétersbourg peut maintenant soutenir la comparaison avec celle des autres capitales d'Europe.

Saint-Pétersbourg possède, bien entendu, ses curiosités que chaque touriste est tenu de visiter et d'admirer. Il y a, par exemple, la cathédrale Saint-Isaac : énorme monument dans le style de la Renaissance, avec dôme doré et gigantesques piliers monolithes de granit rouge. L'aspect général de l'extérieur, spécialement quand il est recouvert de givre étincelant, est très-beau ; mais l'intérieur a été gâté par des décorations riches et voyantes qui pourraient fournir d'admirables textes pour un sermon sur la vulgarité prétentieuse et le mauvais goût. Un effort architectural beaucoup moins réussi est l'église de Kazan, qui est souvent vantée par les Russes comme l'œuvre d'un artiste indigène, mais offre en réalité un exemple frappant de cet esprit d'imitation servile qui se rencontre trop souvent dans les institutions russes. La

colonnade gigantesque, semi-circulaire, imitée de celle de Saint-Pierre de Rome, est tellement hors de proportion avec le reste de l'édifice qu'elle cache complètement le corps de l'église ; tandis qu'on voit poindre au dessus de la formidable barrière le dôme : pareil à un coupable condamné à la prison perpétuelle et apathiquement résigné à son sort. Puis il y a le Palais d'Hiver, qui trouve faveur chez ceux qui croient au génie transcendant de Rastrelli, mais manque complètement de la grandeur sévère et massive que ce nom suggère. Quelques-uns des palais de moindre importance sont beaucoup plus en rapport avec le climat, mais ne présentent rien qui puisse être appelé un style d'architecture russe (1). Ce style russe existe, mais il convient seulement à des constructions en bois. Dans leurs édifices de pierre, les Russes ont, comme les autres nations du nord, largement emprunté aux contrées de l'Europe méridionale sans tenir compte de la différence de climat. Les Pétersbourgeois peuvent être à juste titre fiers de l'aspect général grandiose de leur cité, mais non de la beauté d'édifices particuliers.

Quant aux statues et autres monuments, il y en a une quantité raisonnable, de tous les mérites, depuis la statue équestre de Pierre le Grand qui est réellement une œuvre d'art, jusqu'aux statues et bustes dans le jardin d'été, qui sont simplement des monstruosité artistiques. Les peintures existent en abondance. L'Hermitage, par exemple, renferme une collection vraiment magnifique de l'école hollandaise et un grand nombre de tableaux attribués à de vieux maîtres italiens et espagnols : tous de plus ou moins bon aloi. Mais je n'ai pas besoin d'empiéter sur le domaine du critique d'art, ni de

1. Les principaux monuments de Saint-Petersbourg ont été décrits par M. Fergusson dans son grand ouvrage : « *Histoire de l'architecture* ».

fatiguer le lecteur par la description de ce qui lui a déjà été décrit dans les *Guides*. A Saint-Pétersbourg comme ailleurs, courir les curiosités est chose fatigante; et le touriste peut employer son temps beaucoup plus agréablement en flânant dans les rues et bazars, spécialement si c'est l'hiver : saison où Saint-Pétersbourg porte son costume national.

Il y a cependant une chose à voir, qui doit présenter un grand intérêt à ceux qui sont sensibles à l'influence des « associations historiques » : c'est la petite maison de bois dans laquelle Pierre le Grand vécut pendant qu'on bâtissait sa future capitale. Par son style et sa disposition, elle ressemble plus à la hutte d'un terrassier qu'à l'habitation d'un Czar; mais elle était tout à fait en rapport avec le tempérament de l'homme célèbre qui l'occupa. Pierre pouvait travailler et à l'occasion travailla comme un terrassier, sans trouver que sa dignité impériale fût par là diminuée. Quand il prit la détermination de se bâtir une capitale sur un marécage finnois habité surtout par des oiseaux sauvages, il ne se contenta pas d'exercer son pouvoir autocratique dans un fauteuil confortable. Pareil aux anciens dieux grecs, il descendit de son Olympe et prit place dans les rangs des mortels ordinaires, surveillant de ses propres yeux la besogne et y mettant au besoin la main. S'il fut aussi arbitraire et oppresseur qu'aucun des Pharaons bâtisseurs de pyramides, il pouvait au moins dire pour sa justification qu'il ne s'épargnait pas plus que son peuple, mais s'exposait sans hésiter à toutes les privations et les dangers auxquels des milliers de ses compagnons de travail succombèrent.

En lisant le récit de la vie de Pierre, écrit en partie par lui, nous pouvons aisément comprendre pourquoi la fraction pieusement conservatrice de ses sujets ne put reconnaître en lui le successeur légitime des Czars orthodoxes. Les vieux Czars avaient été des hommes d'allure

grave, pompeuse, profondément imbus de la conscience de leur caractère semi-religieux. Vivant habituellement à Moscou ou dans son voisinage immédiat, ils passaient leur temps à assister à de longs services religieux, à tenir conseil avec leurs boyards, à des parties de chasse cérémonieuses, à visiter les monastères et à tenir des conversations édifiantes avec des dignitaires ecclésiastiques ou des ascètes révérends. S'ils entreprenaient un voyage, c'était probablement pour faire un pèlerinage à quelque châtie sainte ; et soit à Moscou ou ailleurs, ils étaient toujours protégés contre le contact de l'humanité ordinaire par une formidable barrière de cérémonial de cour. En résumé, ils réunissaient les caractères d'un moine chrétien et d'un potentat oriental.

Pierre fut un homme d'une trempe toute différente et joua dans le monde calme, digne, orthodoxe et cérémonieux de Moscou, le rôle du taureau dans la boutique de porcelaines, outrageant sans pitié et à plaisir toutes les idées traditionnelles, consacrées par le temps, de convenances et d'étiquette. Tout à fait insouciant de l'opinion publique et des préjugés populaires, il balayait le vieux formalisme, évitait les cérémonies de toute espèce, se moquait des anciens usages, préférait les livres étrangers séculiers aux conversations édifiantes, choisissait ses compagnons de plaisir parmi les hérétiques profanes, voyageait dans les pays étrangers, s'habillait du costume hérétique, défigurait l'image de Dieu et mettait son âme en danger en se rasant la barbe, contraignait ses nobles à s'habiller et se raser comme lui, se ruait à travers l'empire comme s'il eût été aiguillonné par un démon ne connaissant pas de repos, employait ses mains sacrées à la charpente et autres occupations serviles, prenait part ouvertement aux orgies tumultueuses de ses soldats étrangers ; et, en résumé, faisait tout ce qu'on était en droit de ne pas attendre du « Seigneur oint ». Il n'est pas étonnant que les Moscovites

fussent scandalisés de sa conduite et que quelques-uns d'entre eux soupçonnassent qu'il n'était pas le Czar du tout, mais l'Antechrist en ayant pris le costume. Et il n'est pas étonnant non plus qu'il trouvât oppressive l'atmosphère de Moscou et préférât vivre dans la nouvelle capitale qu'il avait lui-même créée.

Son but avoué, en bâtissant Saint-Pétersbourg, était d'ouvrir « une fenêtre par laquelle les Russes pussent regarder l'Europe civilisée », et la cité a bien rempli cet objet. De sa fondation peut être datée la période européenne de l'histoire russe. Avant le règne de Pierre, la Russie appartenait à l'Asie plutôt qu'à l'Europe ; elle était, sans aucun doute, regardée par les Anglais et les Français à peu près comme nous regardons aujourd'hui Bokhara ou Kashgar. Depuis cette époque, elle a formé partie intégrante du système politique européen ; et son histoire intellectuelle n'a été qu'un reflet de celle de l'Europe occidentale, modifiée et colorée par le caractère national et les conditions particulières locales.

Quand nous parlons de l'histoire intellectuelle d'une nation, nous entendons par là, en réalité, celle des hautes classes. Pour la Russie plus peut-être que pour tout autre pays, on doit toujours avoir présente à l'esprit cette distinction. Pierre réussit à imposer la civilisation européenne aux nobles, mais le peuple ne fut pas atteint par elle. La nation se trouva donc, pour ainsi dire, divisée en deux ; et avec chaque génération subséquente la division s'est accentuée davantage. Tandis que les masses se cramponnaient obstinément à leurs coutumes et croyances consacrées par le temps, les nobles en vinrent à considérer les objets de la vénération populaire comme les reliques d'un passé barbare dont une nation civilisée devait avoir honte.

Le mouvement intellectuel inauguré par Pierre eut un caractère purement pratique. Lui-même était un utilitaire de pied en cap, et percevait clairement que ce

dont son peuple manquait, ce n'était pas de lumières théologiques ou philosophiques, mais de connaissances simples et pratiques, appropriées aux nécessités de la vie de chaque jour. Il n'avait besoin ni de théologues ni de philosophes, mais d'officiers de terre et de mer, d'administrateurs, d'artisans, de mineurs, de manufacturiers, de marchands; et dans ce but il introduisit l'éducation technique et séculière. Pour la jeune génération des écoles primaires furent fondées; pour les pupilles plus avancés les meilleurs ouvrages étrangers sur la fortification, l'architecture, la métallurgie, l'art de l'ingénieur et autres sujets analogues, furent traduits dans la langue natale. Des hommes de science et d'habiles artisans furent amenés dans le pays; de jeunes Russes furent envoyés au dehors pour y apprendre les langues étrangères, les arts utiles. En un mot, Pierre fit tout ce qui lui semblait devoir élever les Russes au niveau du bien-être matériel déjà atteint par les nations plus avancées.

Nous avons ici une particularité importante dans le développement intellectuel de la Russie. En Europe occidentale, l'esprit scientifique moderne étant le produit naturel de nombreuses causes historiques concomitantes, était né d'une façon naturelle et la société avait dû, avant de lui donner naissance, endurer les souffrances de la gestation et les douleurs d'un enfantement prolongé. En Russie, au contraire, cet esprit apparut soudain sous la forme d'un étranger adulte adopté par un père de famille despote. Dans ces conditions, la Russie opéra sa transition du moyen âge au temps moderne sans aucune lutte violente entre les idées anciennes et nouvelles, comme il y en avait eu dans l'Occident. L'Église, à laquelle le pouvoir impérial interdisait toute opposition active, conserva sans modifications ses anciennes croyances; tandis que les nobles, jetant au vent leurs idées et convictions traditionnelles, s'avancèrent, libres de toute entrave, sur le sentier que leurs pères et

ancêtres avaient regardé comme la route directe de la perte.

Pendant la première partie du règne de Pierre, la Russie ne fut point soumise à l'influence exclusive d'aucune nation en particulier. Entièrement cosmopolite dans ses sympathies, le grand réformateur était prêt à emprunter de toute nation étrangère — Allemands, Hollandais, Danois ou Français, — ce qui lui semblait d'accord avec ses plans. Mais bientôt la proximité géographique de l'Allemagne, l'annexion des provinces Baltiques dans lesquelles la civilisation était allemande, et des alliances entre la famille impériale et diverses dynasties de ce pays, donnèrent à l'influence allemande, une prépondérance marquée. Quand l'impératrice Anne, nièce de Pierre le Grand, qui avait été duchesse de Courlande, confia l'administration du pays à son favori Biron, cette influence devint à peu près exclusive, et la Cour, le monde officiel et les écoles furent par là germanisés.

La domination rude, cruelle et tyrannique de Biron produisit une réaction énergique se terminant par une révolution qui éleva au trône la princesse Élisabeth, fille non mariée de Pierre, qui avait vécu dans la retraite et dans l'oubli pendant que le régime allemand prévalait. On s'attendait à ce qu'elle débarrassât le pays des étrangers, et elle fit ce qu'elle put pour justifier les espérances que l'on fondait sur elle. Protestant hautement de ses sentiments patriotiques, elle renvoya les Allemands de tous les postes importants, exigea qu'à l'avenir les membres de l'Académie fussent choisis parmi des Russes d'origine, et donna l'ordre que la jeunesse russe fût soigneusement préparée pour toutes les carrières officielles.

Cette tentative de secouer le joug allemand ne conduisit pas à l'indépendance intellectuelle. Pendant les violentes réformes de Pierre, la Russie avait impitoya-

blement jeté loin d'elle son passé historique avec tous les germes qu'il pouvait contenir ; et dès lors elle ne possédait plus aucun des éléments d'une civilisation nationale qui lui fût propre. Elle se trouvait dans la position d'un fugitif qui a échappé à l'esclavage, et se trouvant en danger de mourir de faim, cherche un nouveau maître. Les hautes classes, qui avaient acquis le goût de la civilisation étrangère, n'eurent pas plutôt rejeté tout ce qui était allemand qu'elles cherchèrent quelque autre civilisation pour mettre à la place. Et elles ne pouvaient pas longtemps hésiter pour faire un choix, car, en ce temps-là, tous ceux qui aimaient la culture de l'esprit et le raffinement tournaient les yeux vers Paris et Versailles. Tout ce qu'il y avait de plus brillant et de plus raffiné se trouvait à la cour des rois de France, sous le patronage desquels l'art et la littérature de la Renaissance avaient atteint leur plus haut développement. Même l'Allemagne, qui résistait aux desseins ambitieux de Louis XIV, imitait les manières de sa cour. Chaque petit potentat allemand s'efforçait de singer la pompe et la dignité du grand roi ; et les courtisans, affectant de regarder comme grossier et barbare tout ce qui était allemand, adoptaient les modes françaises et parlaient un jargon hybride qu'ils considéraient comme beaucoup plus élégant que leur langue maternelle. En un mot, la Gallomanie était devenue l'épidémie sociale dominante du temps ; et elle ne pouvait manquer d'envahir profondément, de métamorphoser complètement, une classe comme la noblesse russe, qui possédait peu de convictions nationales opiniâtres et profondément enracinées.

Au début, l'influence française se manifesta surtout sous une forme extérieure, — c'est-à-dire dans le vêtement, les manières, le langage et l'ameublement ; — mais peu à peu, à la suite de l'avènement de Catherine II : l'amie de Voltaire et des encyclopédistes, cette in-

fluence pénétra plus avant. Tout noble qui avait la prétention d'être « civilisé » apprit à parler couramment le français et acquit quelque connaissance superficielle de la littérature française. Les tragédies de Corneille et de Racine, les comédies de Molière, furent jouées régulièrement au Théâtre de la Cour en présence de l'impératrice, et éveillèrent dans l'auditoire un enthousiasme réel ou affecté. Pour ceux qui préféraient lire en leur langue natale, de nombreuses traductions, dont la liste seule remplirait plusieurs pages, furent publiées. Parmi elles nous trouvons non-seulement Voltaire, Rousseau, Le Sage, Marmontel et autres auteurs français en vogue ; mais encore tous les chefs-d'œuvre de la littérature européenne ancienne et moderne qui, à cette époque, jouissaient d'une haute réputation dans le monde littéraire français : Homère et Démosthène, Cicéron et Virgile, Arioste et Camoëns, Milton et Locke, Sterne et Fiel-ding.

On raconte de Byron qu'il n'écrivait jamais une description pendant que la scène se trouvait devant lui ; et ce fait nous démontre un principe physiologique important. L'esprit humain, aussi longtemps qu'il est contraint de tendre ses facultés réceptives, ne peut entrer dans cette activité « poétique » — pour employer le terme dans son sens grec, — qui est appelée habituellement « création originale ». Et ce qui est vrai des individus l'est aussi des nations. En acceptant en bloc une civilisation étrangère, une nation se condamne inévitablement, pour un certain temps, à la stérilité intellectuelle. Tant qu'elle sera occupée à recevoir et à s'assimiler un flot d'idées nouvelles, de conceptions qui ne lui sont point familières, de méthodes de penser étrangères, elle ne produira rien d'original ; le résultat de ses plus grands efforts sera seulement une imitation heureuse. Nous ne devons donc pas être surpris de trouver que les Russes, en faisant connaissance avec la littérature étrangère, de-

vinrent imitateurs et plagiaires. Dans ce genre de travail, leur souplesse d'esprit naturelle et leur remarquable talent de comédiens produisirent de merveilleux résultats. Odes, tragédies pseudo-classiques, comédies satiriques, poèmes épiques, élégies et toutes les autres formes reconnues de composition poétiques parurent à profusion ; et beaucoup des écrivains manièrent d'une façon remarquable leur langue natale, qui avait été regardée jusque-là comme rude et barbare. Mais dans toute cette masse de littérature imitative, qui est depuis tombée dans un oubli bien mérité, il existe peu de traces d'originalité naturelle. Obtenir le titre de Racine, Lafontaine, Pindare ou Homère russes, était en ce temps-là la plus haute visée des littérateurs de ce pays.

En même temps que la littérature à la mode, les classes russes instruites adoptèrent quelque chose de la philosophie à la mode. Elles se trouvaient spécialement incapables de résister à cet ouragan de « lumières » qui bouleversa l'Europe pendant la dernière moitié du dix-huitième siècle, brisant ou déracinant d'abord les systèmes philosophiques reçus, les idées théologiques et les théories scientifiques ; puis secouant jusque dans leurs fondements les institutions politiques et sociales existantes. Les nobles russes ne possédaient ni l'esprit conservateur traditionnel, ni les croyances fermes, logiques, bien raisonnées, qui en Angleterre et en Allemagne opposèrent une puissante barrière à la propagation de l'influence française. Ils avaient été métamorphosés trop récemment, ils étaient trop désireux d'acquérir une civilisation étrangère, pour posséder même le germe d'un esprit conservateur. La rapidité et la violence avec lesquelles les réformes de Pierre s'étaient effectuées, jointes à l'esprit particulier de l'orthodoxie grecque et au bas niveau du clergé, avaient empêché la théologie de s'associer au nouvel ordre de choses. Les hautes classes étaient devenues étrangères aux croyances de leurs ancêtres sans en

acquérir d'autres pour tenir la place de celles qu'elles avaient perdues. Les anciennes idées religieuses restaient inséparablement entrelacées avec ce que l'on reconnaissait comme suranné, barbare; tandis que les nouvelles idées philosophiques s'associaient à tout ce qui était moderne et civilisé. En outre, le souverain qui en ce temps-là gouvernait le pays et jouissait de l'admiration sans bornes des hautes classes, professait ouvertement la foi à la nouvelle philosophie, recherchait les avis et l'amitié de ses grands-prêtres. Si nous avons ces faits présents à l'esprit, nous ne serons pas surpris de trouver, parmi les nobles russes de cette époque, un nombre considérable de soi-disant « voltairiens », et de nombreux croyants convaincus de l'infailibilité de l'Encyclopédie. Ce qui est un peu plus surprenant, c'est que la nouvelle philosophie pénétrait parfois jusque dans les séminaires. Le fameux Speranski relate que dans celui de Saint-Petersbourg l'un de ses professeurs, quand il n'était pas en état d'ivresse, avait l'habitude de prêcher les doctrines de Voltaire et de Diderot!

L'éclosion de l'école sentimentale dans l'Europe de l'Ouest produisit un changement important dans la littérature russe, en minant l'admiration immodérée de l'école pseudo-classique française. Florian, Richardson, Sterne, Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre, trouvèrent d'abord des traducteurs, puis des imitateurs; et bientôt la déclamation pompeuse, le désespoir extatique et à tirades des héros de la scène, furent noyés dans les profonds soupirs, les gémissements plaintifs, des bergers amoureux et des bergères abandonnées. Cette manie semble même avoir été, en Russie, poussée plus loin que dans les pays où elle avait pris naissance. Des hommes adultes, portant toute leur barbe, pleuraient parce qu'ils n'étaient point nés dans ces temps primitifs paisibles « où tous les hommes étaient bergers et frères ». Des centaines d'adolescents et de jeunes filles visitaient les lieux dé-

crits par les écrivains sentimentalistes, erraient le long des rivières et des étangs dans lesquels des héroïnes désespérées s'étaient noyées. On parlait, écrivait et méditait sur « la sympathie des cœurs créés l'un pour l'autre, la douce communion des âmes sympathiques, » etc., etc. Les Voyages Sentimentaux devinrent un amusement favori et fournirent le sujet de livres très-populaires contenant de grotesques absurdités plus susceptibles de produire aujourd'hui des éclats de rire que des larmes. Un voyageur, par exemple, se jette à genoux devant un vieux chêne et lui fait un discours; un autre va pleurer chaque jour sur la tombe d'un chien favori et désire ardemment épouser une paysanne; un troisième parle d'amour à la lune, envoie des baisers aux étoiles et veut presser sur son sein les orbes célestes. Pendant un certain temps, le public ne lut rien autre chose que des productions absurdes de cette sorte; et Karamzin, la grande autorité littéraire de l'époque, déclarait expressément que la vraie fonction de l'art est de « répandre d'agréables impressions dans la région du sentimental ».

Le goût de la philosophie française s'évanouit aussi rapidement que l'admiration désordonnée de la littérature pseudo-classique de ce pays. Quand la grande Révolution éclata dans Paris, la littérature philosophique à la mode à Saint-Pétersbourg disparut. Les nobles qui péroraient sur la liberté politique et les Droits de l'Homme, sans penser un seul instant à limiter le pouvoir autocratique et à émanciper leurs serfs, furent naturellement surpris et effrayés en découvrant ce que les principes libéraux pouvaient effectuer, appliqués à la vie réelle. Terrifiés par les scènes horribles de la Terreur, ils se hâtèrent de se dépouiller des principes qui menaient à de tels résultats, et tombèrent dans une espèce de conservatisme optimiste qui s'harmonisait bien avec le sentimentalisme vertueux alors en vogue. En cela, Catherine elle-même donnait l'exemple. La disciple

impériale et l'amie des encyclopédistes devint, dans les dernières années de son règne, une véritable « réactionnaire ».

Pendant les guerres napoléoniennes, où les sentiments patriotiques furent surexcités, il se produisit une hostilité violente à l'influence intellectuelle étrangère; et des tentatives timides et intermittentes furent faites pour en secouer le joug. L'invasion du pays en 1812 par la Grande Armée, l'incendie de Moscou, apportèrent un abondant aliment à ce feu patriotique. Pendant quelque temps, quiconque se hasardait à exprimer une admiration, même modérée, pour la culture intellectuelle française, courait le risque d'être stigmatisé comme traître à son pays et renégat de la foi nationale. Mais ce fanatisme patriotique s'évapora bientôt; et les exagérations du parti ultra-national devinrent l'objet de satires et de parodies. Quand le danger politique s'évanouit et que le peuple reprit ses occupations ordinaires, ceux qui aimaient la littérature étrangère retournèrent à leurs anciens favoris, ou, comme disaient les ultra-patriotes, recommencèrent à « se vautrer dans la fange » : tout simplement parce que la littérature indigène ne leur fournissait pas ce qu'ils désiraient. « Nous sommes tout prêts, disaient-ils à leurs insulteurs, à admirer vos grandes œuvres aussitôt qu'elles paraîtront; mais en attendant laissez-nous, s'il vous plaît, jouir de ce que nous possédons. » L'opposition patriotique cessa ainsi graduellement, et une nouvelle période d'importation intellectuelle sans entraves commença.

La marchandise littéraire en faveur à ce moment dans le pays était très-différente de celle importée du temps de Catherine. La Révolution française, la domination napoléonienne, les guerres patriotiques, la restauration des Bourbons et autres grands événements de cette époque mémorable, avaient produit dans l'intervalle de profonds changements dans la condition intellectuelle

aussi bien que politique de l'Europe occidentale. Pendant les guerres napoléoniennes, la Russie avait été associée de près à l'Allemagne; et maintenant la fermentation intellectuelle spéciale qui se manifestait parmi les classes allemandes instruites se refléta dans la société de Saint-Pétersbourg. Elle n'apparut pas, il est vrai, dans la littérature imprimée, car la censure de la presse venait d'être récemment organisée sur les principes tracés par Metternich; mais elle n'en fut pas pour cela moins violente. Tandis que les recueils périodiques étaient remplis de méditations banales sur la jeunesse, le printemps, l'amour de l'art et autres innocents sujets semblables; la jeune génération discutait dans les salons toutes ces questions brûlantes que Metternich et ses adeptes s'efforçaient d'éteindre.

Ces discussions, si on peut ainsi les appeler, n'étaient pas très-sérieuses. C'était plutôt des causeries auxquelles prenaient part des hommes à la mode qui dépensaient un peu de leurs loisirs à parcourir les livres nouveaux et à en extraire assez pour former le sujet d'une conversation. A la façon des *dilettanti*, ces jeunes philosophes mondains cueillaient dans les ouvrages les plus récents les pensées et théories les plus nouvelles; et les débitaient ensuite dans le salon ou la salle de bal. Et ils étaient toujours sûrs de trouver des auditeurs attentifs. Plus l'idée ou le dogme étaient extraordinaires, plus ils avaient de chances d'être favorablement reçus. Peu importait qu'ils vinssent des rationalistes, des mystiques, des francs-maçons ou des méthodistes: ils étaient certains d'être bien accueillis pourvu qu'ils fussent nouveaux et présentés sous une forme élégante. Les esprits éclectiques de cette époque curieuse écoutaient avec une égale satisfaction les brillants discours du réactionnaire jésuite de Maistre, les odes révolutionnaires de Pouchkine, les folies mystiques de Frau von Krüdener. Pour la majorité, les vagues doctrines théoso-

phiques et les projets pour une union spirituelle des gouvernements et des peuples avaient peut être le plus grand charme, étant spécialement recommandés par ce fait qu'ils jouissaient de la protection et de la sympathie de l'Empereur. Les âmes pieuses découvraient dans les élucubrations mystiques de Jung-Stilling et de Baader la solution finale de tous problèmes existants : politiques, sociaux, philosophiques. Les hommes de tempérament moins rêveur plaçaient leur foi dans l'économie politique, les théories constitutionnelles ; et cherchaient un point d'appui pour leurs projets favoris dans l'histoire du pays et dans les particularités, qu'ils supposaient fondamentales, du caractère national. Pareils aux jeunes démocrates allemands qui parlaient alors avec enthousiasme de Teutons, de Chérusques, de Skalds, de l'ombre d'Arminius et des héros des *Niebelungen*, ces jeunes savants russes reconnaissaient dans l'histoire primitive de leur pays — reconstruite à leur fantaisie, — des idéals politiques élevés, et rêvaient de ressusciter les anciennes institutions dans toute leur antique splendeur imaginaire.

Chaque siècle a ses panacées sociales et politiques particulières. Une génération place sa foi dans la religion, une autre dans la philanthropie, une troisième dans les constitutions écrites, une quatrième dans le suffrage universel, une cinquième dans l'éducation du peuple. A l'époque de la Restauration, comme on l'appelle, la panacée favorite fut l'association politique secrète. Très-peu après la chute de Napoléon, les peuples qui s'étaient levés en armes pour obtenir l'indépendance nationale s'aperçurent qu'ils avaient seulement changé de maître. Les princes reconstruisirent l'Europe à leur convenance sans tenir grand compte des aspirations patriotiques, et oublièrent leurs promesses d'institutions libérales dès qu'ils furent de nouveau solidement assis sur leurs trônes. Bien entendu, ce fut, pour beaucoup de gens, une

amère déception. La jeune génération, exclue de toute participation à la vie politique et bâillonnée par la surveillance âpre de la police, cherchait à réaliser ses aspirations libérales au moyen de sociétés secrètes ressemblant plus ou moins aux fraternités maçonniques. Il y avait alors le *Burschenschaften* en Allemagne; l'*Union* et l'*Aide-toi, le ciel t'aidera* en France; l'*Ordre du Marteau* en Espagne; en Italie les *Carbonari*; et en Grèce l'*Hétairia*. En Russie, les jeunes nobles suivirent la mode qui prévalait. Des sociétés secrètes se formèrent, et en décembre 1825 une tentative fut faite de soulever une insurrection militaire à Saint-Pétersbourg dans le but de déposer la famille impériale et de proclamer une république; mais cette tentative échoua et les rêves utopiques, vagues, des soi-disant réformateurs romantiques furent balayés par la mitraille.

Cette « catastrophe de décembre », dont le souvenir est encore très-vif, produisit dans la société de Saint-Pétersbourg l'effet du plancher d'une salle de bal pleine de danseurs qui s'écroule. Un moment auparavant tout était animé, insouciant, heureux; maintenant la consternation était peinte sur chaque visage; les salons qui, hier encore, retentissaient de vives discussions sur la morale, l'esthétique, la politique et la théologie, étaient à présent silencieux, déserts. Beaucoup de ceux qui avaient l'habitude de diriger les causeries se trouvaient alors dans les cellules de la forteresse, et ceux qui n'avaient pas été arrêtés tremblaient pour eux-mêmes ou leurs amis; car presque tous s'étaient auparavant mêlés plus ou moins à la révolution en pratique ou en théorie. La nouvelle que cinq des conspirateurs avaient été condamnés aux galères, les autres à la transportation, ne contribua point à rassurer les esprits consternés. La société était pareille à un enfant décontenancé qui, au milieu de la joie et du triomphe de tirer un feu d'artifice, se brûle cruellement les doigts.

Le sentimental et ondoyant Alexandre I^{er} avait eu pour successeur son frère Nicolas, homme austère, énergique ; et l'ordre fut donné qu'il ne se tirât plus désormais de feux d'artifice, que les aspirations de *dilettante*, en philosophie ou en politique, fussent mises de côté. Un tel ordre, cependant, n'était guère nécessaire. La société se trouvait, pour le moment du moins, absolument guérie de toute tendance aux rêves politiques. Elle avait découvert, à son grand étonnement et avec épouvante, que ces nouvelles idées qui devaient amener le salut temporel de l'humanité et rendre tous les hommes heureux, vertueux, raffinés et poétiques, menaient, en réalité, à l'exil et à l'échafaud ! Le songe agréable s'évanouit et le monde fashionable, renonçant à ses anciennes habitudes, s'adonna à des occupations inoffensives : jeux de cartes, dissipation, lecture de la littérature française légère. « Le quadrille français, dit en termes élégants un écrivain de l'époque, a pris la place d'Adam Smith. »

Quand l'orage fut passé, la vie des salons recommença ; mais elle fut très-différente de ce qu'elle avait été. Il n'y eut plus désormais aucune conversation sur l'économie politique, la théologie, l'éducation du peuple, les abus administratifs, les réformes sociales et politiques. Tout ce qui avait une relation quelconque avec la politique, dans le sens le plus général du mot, était évité par consentement tacite. Des discussions, il y en avait comme autrefois ; mais elles restaient maintenant confinées à des sujets littéraires, des théories artistiques et autres matières innocentes.

Cette indifférence ou cette répugnance positive pour la philosophie et la science politique, fortifiée et prolongée par le système d'administration répressif adopté par Nicolas, fut, bien entendu, fatale à l'activité intellectuelle qui avait, sous un grand nombre de formes, fleuri pendant le règne précédent ; mais elle ne se trouva nullement défavorable au développement de la littérature d'imagi-

nation. Au contraire, en excluant ces intérêts pratiques qui tendent à troubler, déranger la production artistique et à s'emparer de l'attention du public, elle nourrit et développa ce qui fut appelé dans la phraséologie du temps « le culte des muses par des cœurs purs ». Nous ne devons donc pas être surpris de constater que le règne de Nicolas, qui est d'habitude et sans trop d'injustice décrit comme une époque de stagnation intellectuelle et sociale, peut être appelé, dans un certain sens, l'âge d'or de la littérature russe.

Déjà, au cours du règne précédent, la lutte entre les écoles classique et romantique — entre les adeptes des principes esthétiques traditionnels et les partisans de l'inspiration poétique sans entraves, — qui avait lieu en Europe occidentale, se réfléchissait en Russie. Un groupe de jeunes gens, appartenant à la société aristocratique de Saint-Petersbourg, avait embrassé avec enthousiasme les nouvelles doctrines et déclaré la guerre au « classicisme : » terme par lequel ses membres entendaient tout ce qui est suranné, sec et pédant. Écartant les périodes pompeuses, encombrantes et lourdes qui avaient jusque là été de mode, ils écrivirent dans un style léger, élastique, vigoureux; et formèrent une société littéraire dans le but exprès de ridiculiser les écrivains classiques les plus en vue. Les nouveaux principes trouvèrent beaucoup d'adhérents et le nouveau style beaucoup d'admirateurs; mais cela ne fit que rendre plus intense l'hostilité des conservateurs littéraires. Les chefs graves et respectables de la vieille école, qui avaient toute leur vie éprouvé la crainte de Boileau et considéré ses préceptes comme des oracles infailibles de la sagesse esthétique, tonnèrent contre les innovations impies: symptômes évidents à leurs yeux de déclin littéraire et de dégénérescence morale, représentant les jeunes et fougueux iconoclastes comme des Don Juan dissipés et de dangereux libres-penseurs.

C'est ainsi que pendant quelque temps, en Russie

comme en Europe occidentale, une guerre terrible fit rage sur le Parnasse. Au début, le gouvernement regarda les innovateurs d'un air refrogné, à cause de certaines odes révolutionnaires que l'un d'eux avait écrites ; mais quand la muse romantique s'étant détournée du présent comme essentiellement prosaïque, revint au passé éloigné et prit son essor dans la région des abstractions sublimes, les censeurs les plus Argus ne trouvèrent aucune raison de condamner son culte, et les autorités n'imposèrent presque aucune restriction à la liberté d'inspiration poétique. La poésie romantique obtint la protection du gouvernement et le patronage de la Cour, et les noms de Zhoukofski, Pouchkine et Lermontof : les trois principaux représentants de l'école romantique russe, devinrent familiers à toutes les classes instruites.

Autour de ces trois grands astres du monde littéraire gravitait, bien entendu, une armée de satellites de diverses grandeurs, qui faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour réduire les principes romantiques à l'absurde. Doués pour la plupart d'une grande facilité, ces poètes aux répandaient leurs sentiments avec un sans-gêne torrentiel, demandant la liberté pour leur inspiration et maudissant le siècle qui les enchaînait à ses soins prosaïques, à sa froide raison, à sa science aride. En même temps, les dramaturges et les romanciers créaient des héros de caractère immaculé et d'une pureté angélique, doués au superlatif de toutes les vertus cardinales ; et pour leur faire contraste, de terribles personnages sataniques avec passions sauvages, dagues étincelantes, poisons mortels et toutes sortes de vilénies mélodramatiques sans but. Ces productions montées sur des échasses, entremêlées de légers essais satiriques, d'esquisses historiques, de critiques littéraires et d'anecdotes amusantes, constituaient la littérature périodique et satisfaisaient complètement aux besoins du public-lecteur. Presque personne, en ce temps-là, ne prenait intérêt

aux affaires publiques ou étrangères. Les actes du gouvernement que l'on épiait le plus attentivement étaient les promotions dans le service et les décrets conférant des décorations. La publication d'une nouvelle de Zagorskine ou de Marlinski — deux écrivains aujourd'hui presque oubliés, — semblait de beaucoup plus grande importance que n'importe quelle loi; et des événements comme la révolution française de 1830 pâlirent devant la publication d'un nouveau poème de Pouchkine.

La philosophie transcendante qui, en Allemagne, marchait de pair avec la littérature romantique, eut également un faible reflet en Russie. Quantité de jeunes professeurs et étudiants de Moscou, qui étaient devenus d'ardents admirateurs de la littérature allemande, passèrent des ouvrages de Schiller, Goethe et Hoffmann aux œuvres de Schelling et de Hegel. Élevés à l'école du romantisme, ces jeunes philosophes trouvèrent d'abord un charme spécial dans le système mystique de Schelling, qui foisonnait de métaphores poétiques nébuleuses et présentait un tableau de l'univers grandiose et brumeux; mais, graduellement, ils sentirent le besoin de quelque base logique pour leurs idées spéculatives et Hegel devint leur favori. Vaillamment ils luttèrent contre la terminologie barbare et les paradoxes épigrammatiques du grand penseur, et s'efforcèrent de trouver leur chemin à travers le labyrinthe compliqué de ses formules logiques. Avec toute l'ardeur de néophytes, ils examinèrent chaque phénomène — même les faits les plus insignifiants de la vie ordinaire, — d'un point de vue philosophique, parlèrent nuit et jour de principes, d'idées, de subjectivité, de la *Weltauffassung* (la compréhension de l'univers), et d'autres entités abstraites semblables, et attaquèrent habituellement « l'hydre de la non philosophie » en analysant les phénomènes qui s'offraient à eux et reléguant les éléments « ingrédients » dans les catégories reconnues. Dans la vie ordinaire ils étaient

hommes d'allure calme, grave, contemplative; mais leur visage pouvait se colorer et leur sang bouillir quand ils discutaient cette question capitale : « S'il est possible de passer logiquement de l'Être pur, par la Non Entité, à la conception du développement et de l'existence définie. »

Nous savons comment, dans l'Europe occidentale, le romantisme et le transcendentalisme tombèrent dans l'oubli et furent remplacés par une littérature ayant une relation plus étroite avec les besoins prosaïques ordinaires et la vie simple de tous les jours. Le public instruit se fatigua des écrivains romantiques qui toujours « soupiraient comme un haut-fourneau », se délectant dans la solitude, la froide éternité, le clair de lune, inondant le monde du flux de leur cœur et demandant au ciel et à la terre d'assister épouvantés à leur agonie prométhéenne ou à leur désespoir à la Werther. L'humanité bien portante se révolta contre ces poètes enthousiastes qui avaient perdu la faculté de voir les choses dans leur lumière naturelle et s'abandonnaient constamment à cette morbide analyse de soi-même qui est fatale aux sentiments de bon aloi et à une action vigoureuse. Et dans cette réaction les philosophes ne furent pas mieux traités que les poètes, avec lesquels, il est vrai, ils avaient beaucoup de traits communs. Fermant les yeux au monde qui les entourait, ils s'étaient employés à creuser comme un terrier les profondeurs mystérieuses de l'Être absolu, luttant corps à corps avec le Moi et le Non Moi, reconstruisant l'univers visible et invisible à l'aide de matériaux tirés de leur propre et chétive conscience d'eux-mêmes, s'efforçant d'y approprier tous les départements de la pensée humaine et communiquant à chaque sujet qu'ils touchaient la sécheresse, la rigidité, d'une formule algébrique. Graduellement les hommes doués de vraies sympathies humaines commencèrent à s'apercevoir que très-peu d'avantages réels pouvaient dériver de tout ce vacarme philosophique. Il ne devint que trop évident

que les philosophes étaient parfaitement réconciliés avec tout le mal se trouvant dans le monde pourvu qu'il ne fût pas en contradiction avec leurs théories; qu'ils appartenaienent au même type que le médecin dans la comédie de Molière, dont la préoccupation principale était que ses malades mourussent « selon les ordonnances de la médecine. »

En Russie la réaction apparut d'abord dans la littérature esthétique. Son premier représentant influent fut Gogol (né en 1808, mort en 1852), qui peut être appelé dans un certain sens le Dickens russe. Une comparaison minutieuse de ces deux grands humoristes montrerait peut-être autant de points de contraste que de similitude, mais il existe une grande ressemblance superficielle entre eux. Ils possédaient tous deux un fonds inépuisable d'*humour* large et de bon aloi, une imagination d'une vivacité merveilleuse. Tous deux avaient la faculté de voir le côté ridicule des choses ordinaires et le talent de produire des caricatures ayant une ressemblance étonnante avec la réalité. Un peu de réflexion calme suffit pour montrer que les personnages qu'ils nous présentent sont pour la plupart des impossibilités psychologiques : des types vus d'un seul côté plutôt que des créatures humaines complètes; mais au moment où nous faisons leur connaissance, nous sommes si frappés d'un ou deux traits caractéristiques vivants, de divers petits détails introduits avec dextérité, et en même temps nous sommes entraînés si loin par la gaieté débordante du récit, que nous n'avons ni le temps ni le désir d'user de nos facultés critiques. En peu d'années le renom de Gogol s'étendit à travers tout l'empire, et beaucoup de ses types devinrent aussi familiers à ses concitoyens que le sont pour nous Sam Weller et Mrs Gamp. Ses descriptions étaient si graphiques, si ressemblantes au monde que chacun connaissait! Les personnages semblaient être de vieilles connaissances mou-

lées sur nature; et les lecteurs s'enivraient de ce plaisir particulier que nous éprouvons en voyant nos amis mimés avec succès. Même le « Czar de fer » ne put résister à la gaieté et à l'*humour* de « l'Inspecteur » (*Revizor*) et non-seulement rit de bon cœur, mais aussi protégea Gogol contre la tyrannie des censeurs littéraires, qui jugeaient que la pièce n'était pas écrite dans une gamme suffisamment « bien intentionnée ». En un mot le public lecteur rit comme il n'avait jamais ri auparavant, et cette gaieté saine et de bon aloi contribua beaucoup à détruire l'appétit morbide pour les héros byroniens et l'affectation romantique.

La muse romantique n'abdiqua point tout desuite, mais avec l'extension de la popularité de Gogol, son règne prit réellement fin. En vain quelques-uns des critiques conservateurs décrièrent le nouveau favori, le disant sans talent, prosaïque et vulgaire. Le public ne voulut pas qu'on lui dérobât son amusement pour des considérations esthétiques abstraites; et les jeunes auteurs, prenant Gogol pour leur modèle, choisirent leurs sujets dans la vie réelle et s'efforcèrent de les dessiner avec une fidélité minutieuse.

Ce nouveau mouvement intellectuel fut d'abord purement littéraire, et influa seulement sur la manière d'écrire des nouvelles, des contes, des poèmes. Les critiques qui avaient précédemment exigé la beauté de la forme et l'élégance de l'expression demandaient maintenant l'exactitude de la description, condamnaient les aspirations vers le soi-disant grand art, et louaient bruyamment ceux qui produisaient les meilleures photographies littéraires. Mais les auteurs et les critiques ne restèrent pas longtemps sur ce point d'arrêt purement esthétique. Les auteurs, en décrivant la réalité, commencèrent à indiquer des approbations ou des condamnations morales; les critiques passèrent de la critique des portraits à celle des sujets représentés. Un poème ou un

conte servaient souvent de patère où l'on accrochait une morale; et les caractères fictifs étaient sévèrement blâmés de leurs péchés par omission ou commission. On y parlait beaucoup de la défense des opprimés, de l'émancipation des femmes, de l'honneur et de « l'humanitarisme »; et le ridicule était abondamment déversé sur toutes les formes d'ignorance et d'apathie, sur tout esprit de routine. Le refrain ordinaire était que le public devait maintenant écarter ce que l'on regardait autrefois comme poétique et sublime, pour s'occuper des intérêts pratiques, des besoins réels de la vie sociale. La théorie précédemment à la mode était l'objet principal des attaques. Les moralistes avaient enseigné que la perfection morale devait être atteinte par l'étude de la philosophie et la culture des facultés esthétiques. Les chefs du nouveau mouvement, au contraire, adoptaient cette donnée que le vice et le crime ne procédaient point de défauts inhérents à la nature humaine, mais de circonstances extérieures, d'obstacles artificiels déraisonnables qui, sans nécessité, s'opposent à la satisfaction libre et complète de nos instincts et désirs naturels. De ces prémisses, le lecteur peut aisément tirer la conclusion logique que le progrès moral doit s'opérer, non pas en modifiant la nature humaine, mais en transformant l'organisation sociale de telle façon que les instincts et désirs naturels puissent y trouver libre carrière et satisfaction illimitée.

Ce changement dans l'esprit de la littérature fut, comme tous ceux que j'ai déjà décrits, le résultat de l'influence étrangère. Il existait à cette époque, en France, une conviction très-répandue, résultat de l'expérience d'un demi-siècle : que la félicité humaine ne pouvait s'obtenir par des révolutions politiques, et que le vrai progrès pourrait être atteint seulement en entreprenant la réforme radicale de l'organisation sociale existante. Cette conviction se trouvait exprimée, non-seulement dans les écrits des philosophes de profession qui étaient peu lus, mais aussi

dans la littérature populaire sous forme de plaintes contre l'injustice sociale actuelle, et de vagues espérances de régénération sur une base meilleure. Des œuvres de cette espèce avaient pénétré jusqu'à Saint-Petersbourg et Moscou, et quelques-uns des littérateurs influents qui les lisaient — hommes qui avaient expérimenté personnellement l'injustice sociale, — se convertirent à la doctrine (1). Ce changement fut, en fait, le reflet du mouvement socialiste qui devait arriver à son apogée dans l'agitation révolutionnaire de 1848.

Il peut sembler étrange à quelques personnes qu'en Russie, sous la domination sévère de Nicolas, lui qui d'habitude consignait rigoureusement à la frontière toutes idées et théories qui pouvaient en aucune façon être considérées comme révolutionnaires, des principes comme ceux-là aient pu trouver leur expression dans la littérature périodique. On doit se rappeler néanmoins que, jusqu'en 1848, la puissance révolutionnaire de ces idées n'était point généralement reconnue, et que quelques-unes étaient tout à fait d'accord avec la politique de l'Empereur lui-même. Nicolas ressentit toujours une profonde antipathie pour la philosophie et les idées abstraites quelles qu'elles fussent, et voulait que ses sujets bornassent leur attention à leurs affaires personnelles et à leur bien-être matériel. Il avait l'instinct, la conviction que, pour les mortels ordinaires, le bien-être matériel est d'une bien plus grande importance que ces louanges vagues et sublimes que les esprits philosophiques rêveurs désirent toujours ardemment obtenir ; et cette conviction instinctive semblait trouver une expression claire et énergique chez les écrivains de la nouvelle école, qui ne

1. L'un des principaux chefs de ce mouvement, Belinski, était le fils d'un pauvre chirurgien militaire, et l'autre, Herzen, était de naissance illégitime.

faisaient aucune allusion aux anciens Romains, aux institutions républicaines ou à la monarchie constitutionnelle, et, en général, ne ressemblaient nullement aux « hommes de Décembre » ou aux conspirateurs polonais : seuls types révolutionnaires que Nicolas connût personnellement. Si les écrivains eux-mêmes se rendaient compte de l'élément révolutionnaire que leurs idées contenaient, ils dissimulaient soigneusement le fait. En vérité, nous devons leur rendre cette justice de dire qu'ils déployèrent une somme de tact et de dextérité littéraires qui eût pu aveugler des hommes plus sagaces que les censeurs de la presse de ce temps-là. Quand ils ne pouvaient se hasarder à s'exprimer clairement, ils donnaient à entendre d'une façon intelligible ; et le public apprit bientôt à « lire entre les lignes ».

Ce nouveau mouvement intellectuel s'étendait rapidement, quand il fut arrêté soudain par les événements politiques dans l'Ouest. La révolution de février à Paris, la fermentation politique qui se produisit pendant les années 1848 et 1849 dans presque tous les pays d'Europe, alarmèrent l'empereur Nicolas et ses conseillers. Une armée russe fut envoyée en Autriche pour réprimer l'insurrection hongroise et sauver le pouvoir de la dynastie de Habsbourg ; les mesures les plus rigoureuses furent prises pour prévenir des désordres en Russie. L'une des premières précautions pour assurer la tranquillité intérieure fut de museler la presse plus solidement qu'auparavant et de faire taire les aspirations vers les réformes sociales ; désormais rien ne put être imprimé qui ne se trouvât pas concorder avec la théorie ultra-patriotique de l'histoire russe exprimée en ces termes par le comte Benkerdorff : « Le passé a été admirable ; le présent est plus que magnifique ; et l'avenir surpassera tout ce que l'imagination humaine peut concevoir ! » L'alarme causée par les désordres révolutionnaires gagna le monde non officiel et donna naissance à beau-

coup d'expressions patriotiques de contentement de soi-même. « Les nations de l'Ouest, disait-on, nous envient, et si elles nous connaissaient mieux, si elles pouvaient voir à quel point nous sommes heureux et prospères, elles nous envieraient encore davantage. Nous ne devons pas néanmoins retirer à l'Europe notre sollicitude ; son hostilité ne doit pas nous détourner de notre haute mission de sauver l'ordre et de rendre le repos aux nations ; nous devons leur montrer à obéir à l'autorité comme nous le faisons. C'est à nous d'introduire le principe sauveur de l'ordre dans un monde qui est devenu la proie de l'anarchie. La Russie ne doit pas abandonner cette mission, qui lui a été confiée par le Czar du ciel et celui de la terre (1). »

Des hommes qui ne voyaient, dans l'éruption politique significative de 1848, rien autre chose qu'une explosion de sentiments vils et d'anarchie sans but, qui croyaient que leur pays était destiné à rétablir l'ordre dans tout le monde civilisé, n'avaient, bien entendu, ni le temps ni l'idée de mettre leur propre maison en ordre. Personne désormais ne parla plus de la nécessité de réformes sociales ; les aspirations et les espérances récemment éveillées semblèrent être complètement oubliées. Les critiques retournèrent à leur ancienne théorie : que l'art et la littérature doivent être cultivés pour l'amour d'eux-mêmes et non pas employés comme véhicules pour la propagation d'idées étrangères à leur nature. Il semblait, en résumé, que toutes les idées prolifiques qui, pendant quelque temps, s'étaient emparées de l'attention publique, avaient été seulement « écrites sur l'eau » qu'elles étaient maintenant disparues sans laisser trace derrière elles.

1. Ceci fut écrit par Tchaadaef, qui, quelques années auparavant, avait vigoureusement attaqué les Slavophiles pour avoir énoncé de semblables vues.

En réalité, pourtant, le mouvement était loin d'avoir été improductif. La majorité de ceux qui avaient sympathisé avec lui et qu'il avait touchés se trouvait seulement réduite au silence ou momentanément effrayée. Bien qu'il ne fût permis à aucune protestation de se produire dans la littérature, beaucoup de gens ne partageaient pas le pseudo-patriotisme qui enseignait que les oppressions et abus de toute sorte devaient être supportés avec une résignation silencieuse, pourvu que la Russie fût puissante dans le sens militaire du mot et redoutée de ses voisins occidentaux. Il commença à se former, à Saint-Petersbourg, des sociétés de jeunes gens qui suivaient attentivement le drame politique qui se jouait dans l'Ouest, étudiaient les questions sociales et économiques qui étaient la cause principale de l'agitation. J'aurai occasion plus loin de parler de leurs études en économie politique et science sociale. Même parmi ceux qui ne prenaient pas la peine d'étudier ces questions, il s'en trouvait beaucoup qui, d'instinct, rejetaient l'interprétation adoptée par le Gouvernement et la presse officielle, et ne pouvaient faire chorus avec les anathèmes contre la liberté politique ou avec les louanges de l'autocratie patriarcale. En résumé, la réaction conservatrice et l'antipathie pour toutes questions sociales et politiques qui l'accompagnait ne furent ni aussi fortes ni aussi profondes qu'elles le semblaient. Quand la guerre de Crimée éclata, elles acquirent une vigueur additionnelle momentanée ; mais quand cette guerre finit par un désastre et que l'empereur Nicolas, qui était leur incarnation vivante, mourut, elles disparurent comme par enchantement et furent remplacées par un enthousiasme passionné pour les réformes politiques et sociales : enthousiasme tel que la Russie n'en avait jamais vu auparavant. Cette étrangère naissance intellectuelle et morale, avec ses importants résultats pratiques, seront décrits par la suite.

Je crois en avoir dit assez pour montrer qu'une étroite connexion intellectuelle a existé entre la Russie et l'Europe occidentale depuis le temps de Pierre le Grand. Chaque mouvement intellectuel qui s'y est produit pendant le dernier siècle et demi a été le reflet de quelque autre existant en France ou en Allemagne. La fenêtre que Pierre ouvrit afin de mettre ses sujets à même de regarder l'Europe a donc bien rempli son but.

CHAPITRE XXVI

MOSCOU ET LES SLAVOPHILES

Les curiosités de Moscou. — Veille de la Pâque dans le Kremlin. — Coutume curieuse. — Anecdote sur l'empereur Nicolas. — Visites à domicile de la Madone ibérienne. — Les rues de Moscou. — Changements récents dans le caractère de la cité. — Idée qu'on se fait habituellement des Slavophiles. — Mon opinion, basée sur des relations personnelles. — Sentiment slavophile il y a un siècle. — Origine et développement de la doctrine slavophile. — Le slavophilisme est essentiellement moscovite. — L'élément panslaviste. — Les Slavophiles et l'émancipation. — La *Gazette de Moscou*.

Moscou a été si souvent décrit minutieusement et graphiquement par toutes sortes de touristes, — artistiques, archéologues, religieux, statisticiens, militaires, facétieux, — que quiconque lit des relations de voyage doit être déjà familiarisé avec son aspect général et les curiosités qu'il contient. Je crois donc inutile d'éprouver la patience de mes lecteurs par une nouvelle tentative de description. Peut-être devrais-je me conformer à la coutume, reproduire d'après mon carnet et mon imagination mes « premières impressions » en entrant dans la capitale des Czars, et payer mon tribut d'admiration à la beauté pittoresque du lieu. Malheureusement — ou peut-être heureusement, — je ne notai point mes impressions à ce moment, et aujourd'hui, après un laps de temps considérable, j'éprouverais une

grande difficulté à me les rappeler. Néanmoins, le lecteur ne perdra pas grand'chose à leur omission, car elles n'étaient en aucun sens originales ou dignes d'être enregistrées. Bien entendu, pendant les premiers jours de mon arrivée, je visitai tous les objets officiellement reconnus dignes d'intérêt : le Kremlin aux tours pittoresques, aux six siècles de souvenirs historiques ; la cathédrale, contenant les tombeaux révérends des martyrs, des saints et des Czars ; les vieilles églises, avec leurs Icons bizarres, archaïques, richement décorés ; le « Trésor des Patriarches », riche en costumes ecclésiastiques ornés de bijoux, en vases d'argent et d'or ; l'ancien palais et le moderne ; le musée ethnologique, montrant les costumes, l'aspect, la physionomie, de toutes les races comprises dans l'Empire ; les collections archéologiques, contenant beaucoup d'objets qui rappellent la splendeur barbare de la vieille Moscovie ; la galerie de peinture avec le tableau gigantesque d'Ivanof, dans lequel des critiques russes patriotes découvrent des mérites occultes qui le placent au dessus de tout ce que Raphaël a jamais produit ! Bien entendu, je montai jusqu'au sommet du beffroi élevé qui se targue du nom d'Ivan le Grand et regardai de là, les dominant, les « dômes dorés » (1) des églises, les toits vert-clair des maisons, et, dans le lointain, la contrée doucement ondulée où s'élèvent les « Collines du Moineau », d'où Napoléon, disent les cicérone, « contempla la cité condamnée ». Bien entendu, je me promenai dans les bazars espérant y trouver d'intéressants spécimens de l'industrie artistique indigène, et fus instamment invité à acheter une foule d'articles dont je n'avais nul besoin. Bien entendu, je dînai dans

1. On doit tenir compte ici de la licence poétique. En réalité, fort peu de dômes sont dorés. La grande majorité est peinte en vert, comme les toits des maisons.

les Traktirs les plus renommés ; j'y fis la connaissance du caviar, de l'esturgeon, et autres friandises pour lesquelles ces établissements sont fameux, j'y fus assourdi par les sons du colossal orgue à cylindre hors de toute proportion avec l'étendue de la salle. Bien entendu aussi, je visitai quelques-uns des Traktirs plus modestes ; et regardai avec un étonnement qui n'était point exempt de frayeur les océans de « thé lavasse » que les consommateurs engloutissaient. Mais parmi ces spectacles, les uns ont produit une si faible impression sur ma mémoire, d'autres me sont devenus si familiers, que je me sens tout à fait incapable d'en composer un tableau intéressant, ou de tirer d'eux l'inspiration nécessaire pour faire quelques réflexions sentimentales appropriées au sujet.

Je me rappelle pourtant distinctement une scène. C'était la veille de Pâques, j'étais allé avec un ami au Kremlin pour assister aux cérémonies pascales. Bien que la pluie tombât abondamment, une foule immense s'était assemblée dans et autour de la cathédrale. Cette foule se composait d'éléments très-variés. On y voyait le *moughik* (paysan) barbu, patient, vêtu de sa peau de mouton usée et grasseuse ; le marchand gros et gras, content de lui, dans sa longue soutane lustrée ; le noble avec un pardessus à la mode et un parapluie ; de vieilles femmes rhumatisantes et chétivement vêtues tremblant de froid, et de jeunes demoiselles aux yeux brillants emmitouflées dans leurs amples manteaux de fourrure ; des vieillards à cheveux blancs avec la besace et le bâton du pèlerin ; des gamins turbulents dont les visages portaient pour l'instant une expression prude peu naturelle ; tous se tenant là debout patiemment dans l'attente de la bonne nouvelle : « Il est ressuscité ! » Comme minuit approchait, le bourdonnement des voix cessa graduellement jusqu'à ce que, en même temps que le marteau de l'horloge frappait douze coups, la grosse cloche d'Ivan

le Grand, au son si grave, commençât de gronder; et à ce signal, toutes les autres cloches de Moscou sonnèrent soudain, joyeusement et à toute volée.

Comme mes souvenirs sont un peu nébuleux et que je n'ai jamais pu venir à bout de m'expliquer clairement le cérémonial orthodoxe, si compliqué, je ne puis décrire en détail ce qui eut lieu; mais l'effet général est resté gravé dans ma mémoire. Tout le monde tenait à la main une bougie allumée, et ces milliers de petites lumières produisaient une curieuse illumination donnant aux bâtisses avoisinantes un aspect pittoresque dont elles ne peuvent point se targuer en plein soleil. En même temps chacune des cloches de Moscou — leur nom est légion, — semblait désirer avec frénésie noyer le son de sa voisine; le ronflement de la grosse au-dessus de nos têtes se mêlant d'une façon curieuse au « ding-ding » aigu, « mouche du coche », de ses chétives rivales. Si des démons habitent Moscou et n'aiment pas le son des cloches, comme on le suppose généralement, alors il doit s'être produit cette nuit-là, chez les Puissances des Ténèbres, un véritable sauve-qui-peut pareil à celui décrit par Milton dans son poème sur l'Annonciation; et comme si ce tintamarre assourdissant ne suffisait pas, des coups de canon furent tirés en succession rapide par une batterie d'artillerie qui se trouvait là tout près!

Je ne puis dire jusqu'à quel point cette introduction de l'artillerie dans la cérémonie stimula l'enthousiasme religieux du peuple; mais elle produisit certainement un effet merveilleux sur un ami russe qui m'accompagnait. Dans son état normal, ce gentilhomme est un personnage tranquille, peu démonstratif, dévoué à la science, partisan de la civilisation occidentale en général et des théories darwiniennes en particulier, absolument sceptique en matière de croyance religieuse; mais l'influence de tout ce qui nous entourait — spécialement des pièces de canon, — eut raison de son calme philosophique.

Pour un instant son âme moscovite orthodoxe s'éveilla de sa léthargie sceptique et cosmopolite accoutumée. Après s'être à plusieurs reprises signé, — acte de dévotion que je ne l'avais jamais vu accomplir auparavant, — il me saisit le bras et, montrant du doigt la foule, me dit d'un ton triomphant : « Regardez ! Voici un spectacle que vous ne verrez nulle part, si ce n'est dans la « ville de pierre blanche (1)!... » Les Russes ne sont-ils pas un peuple religieux ? »

A cette question inattendue je répondis par un monosyllabe d'assentiment, et m'abstins de troubler l'enthousiasme nouveau-né de mon ami par aucune note discordante ; mais je dois avouer que, pour mon compte, cette explosion soudaine de vacarme assourdissant et de lumière aveuglante fit surgir dans mon cerveau hérétique des sensations plutôt guerrières que religieuses. Pendant un moment je pus me croire dans le Moscou de jadis, et presque m'imaginer que le peuple était appelé à repousser une horde tartare qui grondait déjà aux portes de la ville !

J'avais l'intention de rester jusqu'à la fin du service pour assister à la bénédiction des gâteaux de Pâques, qui étaient alignés — un cierge allumé fiché dans chacun d'eux, — en longues rangées à l'extérieur de la cathédrale ; mais la pluie refroidit ma curiosité, et je retournai chez moi vers deux heures du matin.

Si j'étais resté là, j'aurais observé la mise en pratique d'une autre coutume curieuse, qui consiste à donner et recevoir des baisers fraternels. J'ai, depuis lors, eu de fréquentes occasions de la constater. Théoriquement on devrait embrasser toutes les personnes présentes et être embrassé par elles, — pour indiquer que tous sont

1. *Belokamenny*, mot qui signifie « de pierre blanche », est l'un des noms populaires de Moscou.

frères en Jésus-Christ; — mais les raffinements de la vie moderne ont introduit dans la pratique des innovations, et beaucoup de gens se contentent de saluer de cette façon leurs amis et connaissances. Quand deux amis se rencontrent pendant cette nuit-là ou le jour suivant, l'un dit : « *Christos voskrès!* » (Christ est ressuscité), et l'autre répond : « *Vo istine voskrès* » (En vérité il est ressuscité!) Puis ils s'embrassent trois fois sur l'une et l'autre joue alternativement. La coutume est toujours plus ou moins observée dans toutes les classes de la société russe, et l'Empereur lui-même s'y conforme.

Ceci me rappelle une anecdote que l'on raconte de l'Empereur Nicolas, et qui tend à prouver qu'il existait au moins un peu de « nature humaine » sous son extérieur impérial et impérieux. Sortant de son cabinet un matin de Pâques, il adressa au soldat qui montait la garde à la porte le salut habituel de ce jour-là : « Christ est ressuscité! » et reçut au lieu de la réponse ordinaire un démenti formel : « Point du tout, Votre Majesté impériale! » Etonné d'une réplique si inattendue, — car personne ne se hasardait à contredire Nicolas, même dans les termes les plus circonspects et les plus respectueux, — il demanda instamment une explication. Le soldat, effrayé de sa propre audace et tout tremblant, répondit qu'il était juif et ne pouvait admettre, en conscience, le fait de la résurrection. Cette hardiesse dans la confession de sa foi plut tellement à Nicolas qu'il fit au soldat un riche cadeau de Pâques.

Les Russes en général, et les Moscovites considérés comme la quintessence de tout ce qui est russe en particulier, sont certainement un peuple religieux, comme me le faisait remarquer mon ami; mais leur piété se manifeste parfois sous des formes qui choquent presque un esprit protestant. Comme exemple de cela, je puis mentionner les visites à domicile de la Madone ibérienne. Cet Icon célèbre, pour des raisons que je n'ai

jamais entendu expliquer d'une façon satisfaisante, est particulièrement vénéré par les Moscovites; et occupe dans l'estime populaire une situation analogue à celle des déités tutélaires des anciennes cités païennes. Ainsi, quand Napoléon fut sur le point d'entrer dans la ville en 1812, la populace alla demander, avec force clameurs, au Métropolitain de prendre la Madone et de les mener, armés de hachettes, contre l'armée des infidèles; et quand le Czar visite Moscou il se fait en général conduire, au sortir de la gare du chemin de fer, droit à la petite chapelle où l'Icon miraculeux a son domicile, — près de l'une des entrées du Kremlin, — et lui adresse une courte prière (1). Chaque Russe orthodoxe, quand il passe devant cette chapelle, se découvre et se signe; quand un service religieux y a lieu, elle contient toujours un groupe considérable d'adorateurs. Quelques-uns des plus riches habitants de Moscou, néanmoins, ne se contentent pas d'accomplir ainsi leurs dévotions en public devant l'Icon. Ils aiment l'avoir de temps en temps dans leurs maisons; et les autorités ecclésiastiques jugent convenable de se conformer à cette étrange fantaisie. En conséquence, chaque matin, on peut voir la Madone ibérienne conduite à travers la ville d'une maison à l'autre, dans un équipage à quatre chevaux! La voiture peut être reconnue du premier coup d'œil, non point à cause de quelque particularité dans sa structure : car c'est un carrosse clos ordinaire, semblable à ceux qu'on peut se procurer chez les loueurs, mais parce que le cocher la conduit tête nue, et que tous les gens dans la rue se découvrent et se signent quand elle passe. Arrivé à une maison où il a été invité de se rendre, l'Icon est porté dans toutes les pièces l'une après l'autre,

1. Au moins ceci m'a-t-il été dit, à plusieurs reprises, par des habitants de Moscou.

et dans l'appartement principal un court service religieux est célébré. Lors de son arrivée ou de son départ, on voit parfois des servantes s'agenouiller pour qu'il passe au-dessus d'elles.

On peut supposer que cette pratique étrange doit déplaire à la masse de la population, parce qu'elle nécessite l'absence de l'Icon de la chapelle pendant une grande partie de la journée. Pour prévenir tout mécontentement de cette sorte, les autorités ecclésiastiques ont imaginé un expédient très-ingénieux. L'Icon a un représentant sous forme d'une copie qui prend sa place pendant son absence; de cette façon, les dévotions des fidèles et le torrent des contributions pécuniaires ne subissent pas d'interruption. Ces contributions, jointes aux sommes payées pour les visites à domicile, s'élèvent annuellement à une somme considérable et vont, si je n'ai point été mal informé, enfler le revenu du Métropolitain.

Une simple course en voiture ou promenade à pied à travers Moscou suffira pour convaincre le voyageur, même s'il ne sait rien de l'histoire russe, que la cité n'est pas, comme sa rivale moderne, la création artificielle d'un autocrate perspicace et « volontaire »; mais plutôt un produit naturel qui s'est développé lentement et a été modifié eu égard aux besoins sans cesse changeants de la population. Quelques rues ont été européanisées — excepté toutefois quant au pavage, qui est resté exécrablement asiatique, — pour correspondre aux goûts des habitants qui ont adopté la civilisation européenne; mais en grande majorité elles conservent beaucoup de leur ancien caractère et de leur irrégularité primitive. Sitôt que l'on s'écarte des voies principales, on retrouve les maisons de bois à un seul étage (qui semblent avoir été apportées de la campagne à dos d'homme) avec cour, jardin, écuries, et autres dépendances. L'ensemble est sans doute un peu resserré, car la terre a ici

une certaine valeur; mais l'aspect général, le caractère, n'ont nullement changé, et nous éprouvons quelque difficulté à croire que nous ne sommes pas dans les faubourgs, mais tout près du centre d'une grande ville. Il n'y a rien là qui puisse, avec la meilleure volonté du monde, être appelé une architecture urbaine. Bien qu'il soit évident que les rues ont été tracées d'après un plan préconçu, beaucoup montrent que dans leur enfance elles possédaient une volonté têtue, maussade, qui leur était propre: elles inclinent à droite ou à gauche sans raison topographique. Les maisons aussi font preuve d'une grande individualité de caractère, n'ayant évidemment, lors de leur construction, tenu aucun compte de l'existence de leurs voisines. C'est pourquoi nous ne trouvons point de terrasses, de *crescents* ou de places régulièrement construites. Il existe, il est vrai, une double ligne de boulevards entourant la ville; mais les maisons qui les flanquent n'ont rien de cette régularité que, pour nous, le terme indique. De misérables huttes qui, dans les cités de l'Europe occidentale, se cacheraient certainement dans quelque ruelle étroite ou derrière une étable, se dressent ici tranquillement au grand jour à côté d'un palais sans avoir la moindre conscience de l'incongruité de leur position; juste comme le Moughik pur sang, vêtu de sa peau de mouton « mal-odorante », peut se trouver au milieu d'un groupe de gens bien vêtus sans se sentir le moins du monde gauche et confus.

Néanmoins, toutes ces incongruités doivent disparaître bientôt, ou, pour mieux dire, disparaissent déjà rapidement. Moscou, devenu le centre d'un grand réseau de chemins de fer, se trouve être, ou ne tardera guère à devenir, la capitale commerciale et industrielle de l'Empire. Déjà sa population, qui s'accroît rapidement, est à peu près égale à celle de Saint-Pétersbourg. La valeur de la terre et des propriétés y double et triple; des spéculations de bâtisse de diverses sortes sont poussées, à l'aide des

institutions de crédit, avec une rapidité fiévreuse. L'innovation a même osé porter une main impie sur le vénérable « Club Anglais » : rendez-vous diurne et nocturne de tous les « antiques » Moscovites les plus notables ; elle a sans cérémonie mis à la porte ses membres, les contraignant de chercher asile dans un nouvel édifice bâti dans un but de lucre par quelque millionnaire israélite artisan de sa propre fortune ou tout autre parvenu enrichi dans le commerce. Les hommes de l'ancienne école peuvent bien se plaindre que le monde est renversé ; et regretter le bon vieux temps de la sérénité olympienne et du repos ! Ce bon vieux temps est désormais parti pour ne jamais revenir. L'ancienne capitale, qui s'est longtemps enorgueillie de ses souvenirs historiques, se glorifie aujourd'hui de sa prospérité commerciale et envisage l'avenir avec confiance. Même les Slavophiles : ces champions hardis, obstinés, de l'esprit ultra-moscovite, ont changé avec le temps, sont descendus au niveau de la vie prosaïque ordinaire. Ces hommes, qui jadis dépensaient des années en cherchant à déterminer la place de Moscou dans l'histoire passée et future de l'humanité, sont — à leur honneur, disons-le, — devenus tout récemment conseillers de ville, et ont consacré beaucoup de leur temps à l'étude des voies et moyens pour améliorer les conduites d'eau et le pavage des rues ! Mais n'anticipons pas. Je dois d'abord dire au lecteur ce qu'étaient ces Slavophiles, et pourquoi ils cherchaient à rectifier les idées communément acceptées sur l'histoire universelle.

Le lecteur a probablement entendu parler des Slavophiles comme d'un groupe de fanatiques qui, il y a environ vingt-cinq ou trente ans, avaient l'habitude d'aller par les rues vêtus de ce qu'ils considéraient comme l'ancien costume russe ; qui portaient la barbe entière, bravant par là le célèbre ukase de Pierre le Grand et le désir clairement exprimé de Nicolas de n'avoir dans son

empire que des faces rasées; qui glorifiaient le barbarisme moscovite et avaient solennellement « juré haine » à la civilisation et aux lumières européennes. Ils étaient regardés par les touristes qui visitaient Moscou à cette époque comme les curiosités les plus remarquables de la ville; et dépeints habituellement sous des couleurs peu flatteuses. Pendant la guerre de Crimée ils se rangèrent parmi les chauvins les plus extrêmes : ceux qui insistaient sur la nécessité de planter la croix grecque sur le dôme de Sainte-Sophie à Constantinople, et espéraient voir l'Empereur proclamé « Czar panslaviste »; après que la guerre fut terminée, ils furent fréquemment accusés d'inventer des atrocités turques, de soulever le mécontentement parmi les sujets slaves du Sultan, et de comploter en secret le renversement de l'empire ottoman. Tout cela m'étant connu avant que je vinsse en Russie, revêtait donc pour moi les Slavophiles d'un « halo » romanesque. Peu après mon arrivée à Saint-Pétersbourg, j'entendis faire à leur sujet des récits qui accrurent l'intérêt qu'ils m'inspiraient : ils avaient causé, me dit-on, un grand tressaillement dans les plus hauts cercles officiels en pétitionnant à l'Empereur pour la résurrection d'une certaine institution du temps jadis appelée *Zemskié Sobory*, qui pouvait remplir l'office d'un Parlement ! Cela jeta sur eux une nouvelle lumière; sous le déguisement de conservateurs archéologues, ils visaient évidemment à des réformes libérales importantes. Ceci dit, on comprendra pourquoi je fis des démarches afin de me procurer des lettres d'introduction près de ces intéressants personnages; et pourquoi, très-peu après mon arrivée à Moscou, je m'efforçai de faire leur connaissance.

En ma double qualité d'étranger et d'hérétique, je m'attendais à être accueilli froidement et tenu à distance par ces champions irréconciliables de la nationalité russe et de la foi orthodoxe; mais, sous ce rapport, je fus

agréablement désappointé. Tous me reçurent de la façon la plus aimable, la plus amicale; et je découvris bientôt que l'idée préconçue que je m'étais fait d'eux était bien loin de la vérité. Au lieu de fanatiques farouches, je trouvai des gentlemen calmes, extrêmement intelligents, très-instruits et bien élevés, parlant les langues étrangères avec élégance et facilité, profondément imbus de cette culture intellectuelle occidentale qu'ils sont supposés, d'habitude, mépriser. Et cette première impression fut amplement confirmée par l'expérience, pendant plusieurs années de relations amicales. Ils se montrèrent toujours hommes de caractère sérieux et de convictions énergiques; mais ne dirent ou ne firent jamais quoi que ce soit pouvant justifier l'appellation de fanatiques. Pareils à tous les théoriciens philosophes, ils permettaient souvent à leur logique de les aveugler quant aux faits; mais leurs raisonnements étaient toujours très-plausibles : si plausibles en vérité que, si j'avais été Russe, ils m'auraient presque décidé à devenir slavophile, au moins pendant qu'ils me parlaient.

Pour comprendre leur doctrine, il nous faut d'abord savoir quelque chose de son origine et de son développement.

L'origine du sentiment slavophile, qui ne doit pas être confondu avec la doctrine du même nom, remonte à la dernière moitié du dix-septième siècle : époque où les Czars de Moscovie introduisaient des innovations dans l'Eglise et dans l'Etat. Ces innovations déplurent profondément au peuple. Une grande partie des basses classes chercha un refuge dans le Vieux-Ritualisme ou sectarisme; et s'imagina que le Czar Pierre, qui prenait le titre hérétique « d'Empereur », était une émanation du mauvais principe. Les nobles n'allèrent pas tout à fait aussi loin. Ils restèrent membres de l'Eglise officielle et se bornèrent à laisser entendre que Pierre était le fils, non point de Satan, mais d'un chirurgien allemand, — ori-

gine qui, d'après les idées du temps, était un peu moins sujette à objections; — mais beaucoup se montrèrent très-hostiles aux changements et se plaignirent amèrement des charges nouvelles que ces changements leur imposaient. Sous les successeurs immédiats de Pierre le Grand, quand non-seulement les principes d'administration mais les administrateurs furent allemands, cette hostilité s'accrut énormément.

Aussi longtemps que les innovations ne se manifestèrent que dans l'action officielle du Gouvernement, l'esprit conservateur patriotique fut obligé de garder le silence; mais quand l'influence étrangère s'étendit à la vie sociale de l'aristocratie de Cour, l'opposition commença de trouver une expression littéraire. Sous le règne de Catherine II, quand la Gallomanie fut à son apogée, des comédies et des journaux satiriques ridiculisèrent ceux qui « aveuglés par quelques talents brillants et extérieurs des étrangers, non-seulement préféraient les contrées étrangères à leur terre natale, mais même méprisaient leurs concitoyens et pensaient qu'un Russe devait tout emprunter, jusqu'à son caractère personnel. Comme si la nature, qui arrange toutes choses avec une telle sagesse et dispense à chaque région les dons et coutumes appropriés au climat, avait été assez injuste pour refuser aux Russes un caractère qui leur fût propre! Comme si elle les condamnait à errer en tous pays, adoptant par bribes les coutumes variées de nations diverses, afin de composer de leur mélange un nouveau caractère ne s'appropriant bien à aucune nation! » De nombreux passages de cette sorte peuvent être cités, attaquant le « singéisme », le « perroquettisme », de ceux qui adoptaient sans examen les manières et les coutumes étrangères, de ceux qui

S'en allaient flâner par toute l'Europe,
Glanant chaque vice sur chaque sol.

Et quelquefois les termes et métaphores employés étaient plus énergiques que raffinés. Un journal satirique, par exemple, raconte une amusante histoire où il est question de petits porcs russes qui vont en pays étranger pour y développer leur intellect et reviennent dans leur patrie transformés en cochons adultes. L'orgueil national était blessé de la pensée que les Russes pouvaient être appelés « des singes habiles qui se nourrissaient de l'intelligence étrangère » ; et beaucoup d'écrivains piqués de tels reproches tombaient dans l'autre extrême, découvraient des supériorités dont jusqu'alors personne n'avait entendu parler dans l'esprit et le caractère russes, et décriaient violemment tout ce qui était étranger afin de placer ces supériorités imaginaires plus en vue par contraste. Même quand ils reconnaissaient que leur pays n'était pas tout à fait aussi avancé en civilisation que certaines autres nations ils se félicitaient du fait, et inventaient comme justification une théorie ingénieuse qui fut ensuite développée par les Slavophiles. « Les nations de l'Occident, disaient-ils, ont commencé d'exister avant nous et sont en conséquence plus avancées que nous ne le sommes ; mais nous n'avons sous ce rapport aucune raison de les envier, car nous pouvons profiter de leurs erreurs et éviter ces maux profondément enracinés dont elles souffrent. Celui qui ne fait que naître est plus heureux que celui qui est mourant. »

Ainsi, comme on le voit, une réaction patriotique contre l'introduction d'institutions importées et l'admiration désordonnée de la civilisation étrangère existait déjà en Russie il y a un siècle. Elle ne prit pas, néanmoins, la forme de théorie philosophique jusqu'à une période beaucoup plus récente, quand un mouvement semblable se produisit dans diverses contrées de l'Europe occidentale.

Après la chute du grand empire napoléonien, une réaction contre l'esprit cosmopolite, un enthousiasme

romantique pour les nationalités, s'étendirent comme une épidémie sur l'Europe. Le patriotisme excessif, aveugle, devint le sentiment à la mode. Chaque nation se mit à s'admirer avec complaisance, à louer son propre caractère, ses productions et ses hauts faits, à idéaliser son passé historique et mythique. Les particularités nationales, la « couleur locale », les anciennes coutumes, les superstitions traditionnelles : en un mot, tout ce qu'une nation croyait lui être spécialement et exclusivement propre souleva, à ce moment, un enthousiasme pareil à celui qui avait été jadis excité par les conceptions cosmopolites basées sur la loi de nature. Ce mouvement produisit de bons et de mauvais résultats. Chez les esprits sérieux, il conduisit à une étude approfondie, consciencieuse, de l'histoire et de la littérature nationales, de la mythologie populaire, etc. ; tandis que chez ceux frivoles et inflammables, il donna naissance seulement à un torrent impétueux de ferveur patriotique et d'exagérations de rhéteur. Les Slavophiles furent les représentants russes de cette réaction nationaliste, et firent preuve et parade à la fois de ses éléments sérieux et frivoles.

Au nombre des produits les plus importants de ce mouvement en Allemagne se trouva la théorie hégélienne de l'histoire universelle. D'après les vues de Hegel, qui furent généralement acceptées par les gens s'occupant de questions philosophiques, l'histoire universelle était : « le progrès (marche en avant) dans la conscience de la liberté » (1). A chaque période de l'histoire du monde, expliquait-on, quelque nation ou race avait été chargée de la haute mission de mettre la Raison absolue ou *Weltgeist* à même de se manifester en existence objective ; tandis que les autres nations ou races ne possédaient pour

1. *Fortschritt im Bewusstsein der Freiheit.*

le moment aucune justification logique de leur existence, et n'avaient aucun devoir plus élevé que d'imiter servilement le rival favorisé dans lequel le *Weltgeist* s'était actuellement incarné. Cette incarnation avait eu lieu d'abord dans les monarchies orientales, puis en Grèce, ensuite à Rome, tout dernièrement dans la race allemande ; et il était généralement admis, sinon affirmé ouvertement, que cette métempsycose mystique de l'Absolu touchait maintenant à sa fin. Le cercle d'existence était complet. Le *Weltgeist* avait trouvé chez les peuples d'origine germanique sa plus haute et finale expression !

Les Russes en général ne savaient rien en philosophie allemande et ne s'émurent donc en aucune façon de ces idées ; mais il existait dans Moscou un petit groupe de jeunes gens qui étudiaient avec ardeur la littérature et la métaphysique allemandes, et ils furent très-choqués des vues d'Hegel. Même depuis le règne brillant de Catherine II, qui avait défait les Turcs et rêvé de ressusciter l'Empire byzantin : spécialement depuis les mémorables événements de 1812-1815, où Alexandre I^{er} apparut comme le libérateur de l'Europe asservie et l'arbitre de ses destinées, les Russes restaient fermement convaincus que leur pays était destiné à jouer un rôle très-important dans l'histoire de l'humanité. Déjà le grand historien russe Karamzin avait déclaré que désormais Clio devait garder le silence, ou accorder à la Russie une place en vue dans l'histoire des nations. Or, par la théorie hégélienne, la race slave tout entière était laissée se morfondre à la porte, sans aucune mission élevée, sans vérités nouvelles à divulguer, sans rien de mieux à faire que d'imiter les Allemands ! Les jeunes philosophes patriotes de Moscou ne pouvaient, bien entendu, adopter ce point de vue. Tout en acceptant les principes fondamentaux de la théorie, ils la déclarèrent incomplète. A leur avis, cette imperfection gisait

dans la présomption que l'humanité était déjà entrée dans l'état final de son développement. Les nations teutoniques étaient peut-être, pour le moment, celles qui conduisaient la marche de la civilisation ; mais il n'y avait aucune raison de supposer qu'elles conserveraient toujours cette position privilégiée. Au contraire, il se produisait déjà chez elles des symptômes indiquant que leur prééminence tirait à sa fin. « L'Europe occidentale, disait-on, offre un spectacle étrange, attristant. Opinion y lutte contre opinion, pouvoir contre pouvoir, trône contre trône. La science, l'art et la religion : ces trois moteurs principaux de la vie sociale, ont perdu leur force. Nous nous hasardons à énoncer cette assertion qui peut actuellement sembler étrange à beaucoup de gens, mais qui ne sera dans peu d'années que trop évidente : l'Europe occidentale est sur la grande route qui mène à la ruine ! Nous, cependant, nous sommes jeunes, robustes, et n'avons pris aucune part aux crimes de l'Europe. Nous avons une grande mission à remplir. Notre nom est déjà inscrit sur les tablettes de la victoire ; et maintenant il nous faut inscrire notre génie dans l'histoire de l'esprit humain. Une victoire d'une espèce plus haute — celle de la science, de l'art et de la foi, — nous attend sur les ruines de l'Europe chancelante ! (1) »

Cette conclusion était appuyée d'arguments tirés de l'histoire, ou, du moins, de ce que l'on croyait être l'histoire. Le monde européen était représenté comme se composant de deux hémisphères : l'oriental ou gréco-slave d'un côté, et l'occidental ou catholique romain et protestant de l'autre. Ces deux hémisphères, disait-on, se distinguent entre eux par beaucoup de traits caractéristiques, fondamentaux. Chez tous les deux, le christianisme formait à l'origine la base de la civilisation ; mais dans l'Ouest il se contournait, se tordait, et donna une

1. Ces lignes furent écrites par le prince Odoefski.

fausse direction au développement intellectuel. En plaçant la raison logique des érudits au-dessus de la conscience intime de l'Église tout entière, le catholicisme romain donna naissance au protestantisme, qui proclama le droit de jugement individuel et produisit par là d'innombrables sectes. L'esprit logique et sec qui se développa ainsi créa une philosophie purement intellectuelle et ne voyant qu'un seul côté des choses, qui mène invariablement à un scepticisme absolu en rendant les hommes incapables d'apercevoir ces grandes vérités qui se trouvent au-dessus de la sphère du raisonnement et de la logique. Le monde gréco-slave, au contraire, ayant accepté le christianisme non pas de Rome, mais de Byzance, reçut la pure orthodoxie, la vraie lumière, et fut ainsi sauvé aussi bien de la tyrannie papale que de la libre-pensée protestante. C'est pourquoi les chrétiens orientaux ont conservé fidèlement non-seulement les anciens dogmes, mais aussi l'ancien esprit du christianisme : cet esprit de pieuse humilité, de résignation et d'amour fraternel, que le Christ enseigna par ses préceptes et par son exemple. S'ils ne possèdent pas encore de philosophie, ils en créeront une, et elle surpassera de beaucoup tous les systèmes précédents, car dans les écrits des Pères grecs on trouvera les germes d'une doctrine plus ample, plus profonde et plus vraie que le rationalisme sec et maigre de l'Occident, d'une philosophie fondée non sur la faculté logique seule, mais sur cette base plus large : la nature humaine prise dans son ensemble.

Les traits caractéristiques du monde gréco-slave, d'après la théorie slavophile, se sont manifestés dans l'histoire de la Russie. Tandis que dans toute la chrétienté le principe de libre examen et d'insouciant égoïsme personnel ont épuisé les forces sociales et conduit la société à l'anarchie incurable et à la dissolution fatale, l'histoire de la Russie a été harmonieuse et paisible. Elle

ne présente aucunes luttes entre les diverses classes sociales, aucuns conflits entre l'Eglise et l'Etat. Tous les facteurs ont travaillé en unisson, et le développement a été guidé par l'esprit de pure orthodoxie. Mais dans ce tableau harmonieux il y a une grosse tache laide et noire : Pierre, appelé à tort « le Grand » et ses soi-disant réformes. Au lieu de suivre la sage politique de ses ancêtres, Pierre rejeta les traditions nationales et appliqua à son pays, qui appartenait au monde oriental, les principes de la civilisation occidentale. Ses réformes, conçues dans un esprit étranger et élaborées par des hommes qui ne possédaient pas les instincts nationaux, furent imposées à la nation contre sa volonté, et le résultat fut précisément ce que l'on devait en attendre. La « large nature slave » ne pouvait être contrôlée par des institutions qui avaient été inventées par des bureaucrates allemands pédants, à l'esprit étroit; et pareille à un autre Samson, elle renversa la bâtisse dans laquelle des législateurs étrangers cherchaient à la renfermer. La tentative pour introduire une culture intellectuelle étrangère eut un résultat pire encore. Les hautes classes charmées, éblouies, par l'éclat et le scintillement de la science occidentale, se jetèrent avec avidité sur les trésors récemment découverts et se condamnèrent ainsi à un esclavage moral et à la stérilité intellectuelle. Heureusement cependant, — et là gît l'un des principes fondamentaux de la doctrine slavophile, — la masse du peuple n'avait pas été infectée de la civilisation ainsi importée. Au sein de tous les changements que l'administration et la noblesse subissaient, les paysans conservaient religieusement dans leurs cœurs « le legs vivant de l'antiquité », l'essence de la nationalité russe : « source pure, cachée et incon- nue, mais puissante, d'où surgissait une eau vive (1) ».

1. C'était l'un des thèmes favoris de Khomiakof, le poète et théologien slavophile.

Recouvrer ce legs perdu en étudiant le caractère, les coutumes et les institutions des paysans; ramener les classes instruites au sentier dont elles s'étaient écartées; rétablir cette unité intellectuelle et morale qui avait été troublée par les importations étrangères : telle était la tâche que les Slavophiles se proposaient d'accomplir.

Profondément imbus de cet esprit romantique qui défigurait toute activité intellectuelle en ce temps-là, les Slavophiles s'abandonnaient souvent aux exagérations les plus folles, condamnant tout ce qui était étranger et louant tout ce qui était russe. Quand ils se trouvaient dans cette humeur, ils ne voyaient plus dans l'histoire de l'Occident que violence, esclavage, égoïsme; et dans celle de leur propre pays qu'impulsions naturelles, liberté, paix. Le fait que la Russie ne jouissait pas d'institutions politiques libérales était présenté, produit, comme un fruit précieux de cet esprit de résignation chrétienne et de sacrifice qui place le Russe à une hauteur si incommensurable au-dessus de l'Européen fier et égoïste; et parce que la Russie possédait peu des éléments de bien-être et des aises de la vie ordinaire, l'Occident était accusé de faire du confort son Dieu ! Néanmoins, il est inutile d'insister sur ces puérilités, qui créèrent seulement à leurs auteurs la réputation d'hommes ignorants à l'esprit étroit, imbus de la haine des lumières et désireux de ramener leur pays à son état barbare primitif. Ce que les Slavophiles condamnaient en réalité, au moins dans leurs moments plus calmes, c'était non pas la civilisation européenne, mais son adoption sans examen, tout d'un bloc, par leurs compatriotes. Leurs tirades contre la culture intellectuelle étrangère doivent nous paraître excusables si nous nous rappelons que beaucoup de Russes des hautes classes pouvaient parler ou écrire le français plus correctement que leur langue natale, et que même le grand poète national Pouchkine n'avait pas honte d'avouer que le « langage

de l'Europe » lui était plus familier que sa langue mère!

La doctrine slavophile, bien qu'elle fit un grand bruit dans le monde, ne trouva jamais beaucoup d'adhérents. La société de Saint-Pétersbourg la regarda comme une de ces excentricités provinciales inoffensives que l'on rencontre toujours à Moscou. Dans la capitale moderne au nom étranger, aux rues et places tracées sur le modèle européen, aux palais et temples dans le style de la Renaissance, animée d'un amour passionné de tout ce qui était français, toute tentative de ressusciter l'ancien temps des boyards eût été éminemment ridicule. Aussi, l'hostilité contre Saint-Pétersbourg et « la période pétersbourgeoise de l'histoire russe » est-il l'un des traits caractéristiques du slavophisme pur et de bon aloi. Dans Moscou la doctrine trouva un milieu plus approprié. Là, les anciennes églises avec les tombes des Grands Princes et des saints martyrs; le palais dans lequel les Czars de Moscovie ont vécu; le Kremlin, qui a résisté — pas toujours avec succès, — aux attaques des Tartares sauvages et des Polonais hérétiques, les vénérables Icons qui ont plus d'une fois protégé le peuple contre le danger; le bloc de maçonnerie d'où, en des occasions solennelles, le Czar ou le Patriarche haranguèrent la multitude rassemblée : tout cela et une centaine d'autres monuments sanctifiés par la tradition ont gardé vivants dans la mémoire du peuple quelques vagues souvenirs de l'ancien temps, et sont encore capables de réveiller un patriotisme antiquaire.

Les habitants, aussi, ont conservé quelque chose du vieux caractère moscovite. Tandis que des souverains successifs s'efforçaient de faire de la Russie un empire européen progressif, Moscou était resté le *home* de l'esprit conservateur passif et l'asile des mécontents : spécialement des aspirants désappointés à la faveur impériale. Abandonnée par les empereurs modernes, la ville peut se

glorifier de ses anciens Czars. Mais même les Moscovites n'étaient point préparés à accepter la doctrine slavophile sous la forme extrême qu'elle revêtait, et ne furent pas embarrassés pour un peu des excentricités de ceux qui la professaient. Gens simples et de bon sens, bien qu'ils pussent se sentir fiers d'être citoyens de l'ancienne capitale et se réjouir d'une plaisanterie faite aux dépens de Saint-Petersbourg, ils ne pouvaient comprendre cette petite coterie de jeunes enthousiastes qui ne recherchaient ni rang officiel, ni décorations, qui dédaignaient beaucoup des choses de convention acceptées par les hautes classes auxquelles, par la naissance et l'éducation, ils appartenaient, qui aimaient à fraterniser avec le bas peuple et s'habillaient du costume national, mis au rancart par les nobles depuis le temps de Pierre le Grand.

Les Slavophiles formèrent donc seulement un petit parti littéraire qui, probablement, ne compta jamais plus d'une douzaine de membres, mais leur influence fut hors de toute proportion avec leur nombre. Ils prêchèrent avec succès cette doctrine : que le développement historique de la Russie avait été spécial ; que son organisation sociale et politique présente est tout à fait différente de celle des nations de l'Europe occidentale ; et que, par conséquent, les maux sociaux et politiques dont elle souffre ne doivent point être soignés à l'aide des remèdes qui se sont trouvés efficaces en France et en Allemagne. Ces vérités, qui maintenant semblent banales, n'étaient nullement, jadis, reconnues par tout le monde ; et l'on doit savoir gré aux Slavophiles de les avoir signalées à l'attention publique. En outre, ils contribuèrent à éveiller chez les hautes classes une vive sympathie pour les paysans : pauvres, opprimés et méprisés. Tant que l'empereur Nicolas vécut, ils durent se borner à une activité purement littéraire ; mais au commencement du présent règne ils purent descendre dans l'arène de la

politique pratique et jouèrent un rôle très-utile, très-honorable, dans l'émancipation des serfs. J'aurai occasion, ci-après, d'en parler. Dans le nouveau self-gouvernement local aussi, — le Zemstvo et les nouvelles institutions municipales, — ils ont travaillé énergiquement et d'une façon louable.

Et leurs aspirations panslavistes, demandera-t-on ? Ceci est un sujet qui présente en ce moment un intérêt spécial, mais sur lequel il n'y a pas beaucoup à dire. En raison de leur théorie, ils étaient contraints de diriger leur attention vers la race slave prise dans son ensemble ; mais ils restèrent plus Russes que Slaves, et plus Moscovites que Russes. L'élément panslaviste a, par conséquent, toujours occupé une place secondaire dans la doctrine slavophile. Quoique les Slavophiles aient beaucoup fait pour stimuler la sympathie populaire en faveur des tribus slaves du sud, et toujours nourri l'espoir que ces tribus secoueraient quelque jour le joug de l'Allemand et du Turc, ils n'ont jamais proposé aucun projet détaillé pour la solution de la question d'Orient. Autant que j'ai pu m'en rendre compte par leur conversation, ils semblaient pencher vers l'idée d'une grande confédération slave dans laquelle l'hégémonie appartiendrait, bien entendu, à la Russie. En temps ordinaire, les seules démarches qu'ils tentassent pour la réalisation de cette idée consistaient à souscrire pour les écoles et les églises chez la population slave d'Autriche et de Turquie, et à faire donner de l'éducation en Russie à de jeunes Bulgares. Pendant l'insurrection crétoise, ils sympathisèrent chaudement avec les insurgés comme coreligionnaires ; mais depuis ce temps-là leurs sympathies helléniques ont beaucoup diminué, parce que les Grecs ont manifesté de diverses façons des aspirations politiques inconciliables avec le panslavisme, et qu'ils sont plutôt susceptibles de devenir les rivaux que les alliés des Slaves. Dans le mouvement actuel, les Slavophiles ont été très-actifs et très-zélés

dans l'envoi de secours de toute espèce aux Serbes.

La presse, en Europe occidentale, confond d'habitude les Slavophiles avec le parti représenté par la *Gazette de Moscou* et son rédacteur en chef, M. Katkov. En réalité, les deux groupes ne sont nullement identiques. La *Gazette de Moscou* n'a aucune tendresse spéciale pour l'ancienne Russie, nulle admiration pour la Commune rurale, sympathise avec les propriétaires fonciers plutôt qu'avec les paysans, regarde toutes les questions d'un point de vue politique plutôt qu'ethnologique ou religieux, appartient à l'école orthodoxe d'économie politique et se fait l'avocat des principes du libre échange. En cela et sous d'autres rapports encore, elle diffère absolument des Slavophiles. Mais tous deux offrent un trait commun qui, peut-être, explique et excuse l'habitude qu'on a prise de les confondre. Sitôt que des complications politiques se produisent, ils deviennent l'un et l'autre violemment patriotiques et belliqueux.

CHAPITRE XXVII

L'ÉGLISE ET L'ÉTAT

Saint-Pétersbourg et Moscou. — La Russie en dehors de la République papale du moyen-âge. — Influence de l'Église grecque. — Histoire ecclésiastique de la Russie. — Relations entre l'Église et l'État. — L'Orthodoxie orientale et l'Église nationale russe. — Le Synode. — Mécontentement ecclésiastique. — Administration ecclésiastique locale. — Le clergé noir et les monastères. — Le caractère de l'Église orientale se reflète dans l'histoire de l'art religieux. — Conséquences pratiques. — Le projet d'union.

Ayant souvent entendu dire que les Russes étaient un peuple très-religieux, je fus quelque peu surpris de constater, pendant mon premier séjour à Saint-Pétersbourg, que les gens avec lesquels je me trouvais en contact semblaient singulièrement indifférents aux questions religieuses. Bien qu'adhérents absolus de l'Église grecque orthodoxe et habitués à observer, dans une certaine mesure, ses rites et cérémonies, ils paraissaient être exempts à la fois de sentiments religieux profonds et de cagoteries creuses. Quelques amis auxquels je communiquai cette impression essayèrent de l'expliquer en me rappelant que Saint-Pétersbourg était une cité cosmopolite plutôt que russe, et m'assurèrent que je trouverais le véritable esprit national chez les habitants de Moscou.

Les relations prolongées que j'eus plus tard avec les Moscovites tendirent à confirmer plutôt qu'à dissiper

l'impression reçue à Saint-Petersbourg ; et me convainquirent pleinement que les classes instruites, bien que fermement attachées à leur Église, ne sont en général point du tout « religieuses » dans le sens que nous attachons d'ordinaire à ce mot. Néanmoins je trouvai, dans l'ancienne capitale, spécialement parmi les gens plus ou moins teintés de sentiments slavophiles, un certain nombre de personnes qui prenaient évidemment un grand intérêt aux affaires ecclésiastiques. Elles m'assurèrent que l'orthodoxie était l'un des éléments les plus essentiels de la nationalité russe, et que je ne pouvais pas comprendre l'histoire et la situation présente de la Russie sans connaître l'histoire et la situation actuelle de l'Église nationale. Bien que cette assertion me semblât un peu trop accentuée, je jugeai convenable d'examiner le sujet avec plus d'attention, et me propose maintenant de présenter au lecteur quelques-uns des plus importants résultats de mes études.

Si les papes ne réussirent pas à réaliser leur grand dessein de créer un vaste empire européen basé sur les principes théocratiques ; ils vinrent à bout de développer un sentiment de fraternité et une conscience vague d'intérêts communs chez tous les peuples qui reconnaissaient leur suprématie spirituelle. Ces nations, bien que restant politiquement indépendantes et se trouvant fréquemment en hostilité l'une contre l'autre, regardaient toutes Rome comme la capitale du monde chrétien et le pape comme la plus haute autorité terrestre. Quoique l'Église n'annihilât pas la nationalité, elle faisait une large brèche dans les barrières politiques et créait un canal de communication internationale par lequel les progrès sociaux et intellectuels de chaque peuple se trouvaient connus de tous les autres membres de la grande confédération chrétienne. Dans toute l'étendue de la République papale, les hommes instruits avaient le même langage, la même lit-

térature, la même méthode scientifique, et jusqu'à un certain point, la même jurisprudence. La chrétienté occidentale était ainsi non-seulement une conception abstraite ou une expression géographique : si elle ne formait pas une unité politique, c'en était au moins une religieuse et intellectuelle.

Pendant des siècles la Russie se tint en dehors de cette confédération religieuse et intellectuelle ; car son Église la mettait en connexion non pas avec Rome, mais avec Constantinople, et l'Europe papale la considérait comme appartenant à l'Orient barbare. Quand les hordes tartares envahirent ses plaines, brûlèrent ses villes et villages et finalement l'incorporèrent dans le grand empire Mongol, le monde qui s'intitulait chrétien ne prit aucun intérêt dans la lutte si ce n'est quand sa propre sécurité fut menacée. A mesure que le temps s'écoulait, les barrières qui séparaient les deux grandes fractions de la chrétienté devinrent plus formidables. Les prétentions agressives et les projets ambitieux du Vatican produisirent dans le monde grec orthodoxe une profonde antipathie pour l'Église catholique romaine et l'influence occidentale quelle qu'elle fût. Cette aversion était si forte que, quand les nations de l'Ouest s'éveillèrent, au quinzième et seizième siècles, de leur léthargie et commencèrent à marcher en avant sur le sentier du progrès intellectuel et matériel, la Russie non-seulement resta immobile, mais regarda la nouvelle civilisation avec défiance et crainte comme une chose hérétique et maudite. Nous avons ici l'une des principales raisons pour lesquelles la Russie est aujourd'hui, sous beaucoup de rapports, moins civilisée que les nations de l'Europe occidentale.

Mais ce n'est pas seulement dans ce sens négatif que le fait d'avoir reçu le christianisme de Constantinople a eu une grande influence sur le sort de la Russie. L'Église grecque, en même temps qu'elle excluait la civilisation catholique romaine, exerçait une puissante action

positive sur le développement historique de la nation.

L'Église d'Occident hérita de l'ancienne Rome quelque chose de cet esprit logique, juridique, administratif, qui a créé les lois romaines ; et quelque chose de cette ambition, de cette persévérance énergique et brutale, qui a réuni en un grand empire centralisé presque tout l'univers alors connu. Les évêques de Rome concurent de bonne heure le dessein de reconstruire cet ancien empire sur une nouvelle base et se sont toujours efforcés de créer un État chrétien théocratique universel, dans lequel les rois et autres autorités civiles seraient les subordonnés du vicaire de Jésus-Christ sur terre. L'Église orientale, au contraire, est restée fidèle à ses traditions byzantines et n'a jamais songé à élever aussi haut ses prétentions. Habitée à s'appuyer sur le pouvoir civil, elle s'est toujours contentée de jouer un rôle secondaire et ne s'est jamais énergiquement opposée à la création d'Églises nationales.

Pendant environ deux siècles après l'introduction du christianisme, — de 988 à 1240, — la Russie fit, ecclésiastiquement parlant, partie du patriarcat de Constantinople. Les métropolitains et les évêques étaient Grecs de naissance et d'éducation ; l'administration ecclésiastique était guidée et contrôlée par les patriarches byzantins. Mais à partir du temps de l'invasion tartare, quand les communications avec Constantinople devinrent plus difficiles et que les prêtres indigènes instruits devinrent plus nombreux, cette complète dépendance vis-à-vis du patriarche cessa. Graduellement les princes s'arrogèrent le droit de choisir le métropolitain de Kief — qui était à cette époque le principal dignitaire ecclésiastique en Russie, — et l'envoyèrent seulement à Constantinople se faire consacrer. Vers 1448, on en vint à se dispenser de cette formalité, et le métropolitain fut ordinairement consacré par un concile d'évêques russes. Un pas de plus vers l'autonomie ecclésiastique fut fait en 1589, quand le

Czar réussit à obtenir la consécration d'un patriarche russe égal en dignité et autorité à ceux de Constantinople, Jérusalem, Antioche et Alexandrie.

Dans toutes les questions de forme, le patriarche de Moscou était un personnage très-important. Il exerçait une influence considérable dans les affaires civiles aussi bien qu'ecclésiastiques, portait le titre officiel de « Grand Seigneur » (*Veliki Gosudar*) qui avait été précédemment réservé au chef civil de l'Etat, et d'habitude était presque aussi vénéré par le peuple que le Czar lui-même. Mais en réalité il possédait très-peu de pouvoir indépendant. Le Czar était le souverain réel en affaires ecclésiastiques aussi bien que civiles (1).

Le patriarcat russe cessa d'exister du temps de Pierre le Grand. Pierre désirait, entre autres choses, réformer l'administration ecclésiastique et introduire dans son pays beaucoup de nouveautés que la majorité du clergé et du peuple regardaient comme hérétiques ; il comprit nettement qu'un patriarche énergique et bigot pouvait jeter sur son chemin de grands obstacles et lui causer des ennuis sans nombre. Bien qu'un tel patriarche pût être déposé sans aucune violation flagrante des formalités canoniques, cela serait nécessairement accompagné de grands troubles et causerait perte de temps. Pierre

1. Comme ceci est fréquemment nié par les Russes, il est bon de citer une autorité entre beaucoup d'autres qui pourraient l'être. L'évêque Makarii, dont l'érudition et la bonne foi sont l'une et l'autre au-dessus du soupçon, dit de Dimitry du Don : « Il s'arrogeait un pouvoir absolu et sans conditions sur le chef de l'Église russe, et par là sur l'Église russe tout entière » (*Istoriya Russkoi Tserkvi*, V, page 101). Ceci est dit d'un Grand Prince qui avait des rivaux puissants et devait traiter l'Église comme une alliée. Quand les Grands Princes devinrent Czars et n'eurent plus désormais de rivaux, leur pouvoir ne diminua certainement pas. On trouvera toutes confirmations que l'on pourrait désirer dans la Vie du fameux patriarche Nikon.

n'était point l'ami des méthodes détournées, tortueuses; il préférerait écarter la difficulté d'après sa coutume usuelle, toujours violente. Quand le patriarche Adrien mourut, le court interrègne d'usage fut prolongé pendant vingt ans; et quand le peuple se fut ainsi habitué à n'avoir point de patriarche, il apprit que désormais il n'en serait plus élu. Sa place fut remplie par un concile ou Synode dans lequel, comme l'explique un contemporain, « le grand ressort était la puissance de Pierre et le pendule était son jugement ». Le grand autocrate jugea avec raison qu'on pouvait plus aisément diriger un tel conseil qu'un patriarche entêté; et la sagesse de la mesure a été dûment appréciée par les souverains qui lui succédèrent. Bien que l'idée de rétablir le patriarcat ait été plus d'une fois agitée, elle n'a jamais été mise à exécution. Le Saint Synode reste et restera probablement la plus haute autorité ecclésiastique.

Mais l'Empereur? Quelle est sa situation vis-à-vis du Synode et de l'Église en général?

C'est là une question sur laquelle les Russes orthodoxes zélés sont extrêmement susceptibles. Si un étranger s'aventure à insinuer en leur présence que l'Empereur semble avoir une influence considérable dans l'Église, il peut, par inadvertance, produire une petite explosion d'ardeur patriotique et d'indignation vertueuse. La vérité est que beaucoup de Russes possèdent une théorie favorite à ce sujet, et ont en même temps la conscience vague que cette théorie n'est pas absolument d'accord avec la réalité. Ils soutiennent en théorie que l'Église orthodoxe n'a d'autre « Chef » que le Christ et se trouve dans un certain sens particulier, non défini, entièrement indépendante de toute autorité terrestre. Sous ce rapport, on la compare souvent à l'Église anglicane, et cela devient le thème d'*hosannahs* semi-religieux, semi-patriotiques, qui se font jour non-seulement dans la conver-

sation, mais aussi dans la littérature. Khomiakof, par exemple, dans l'un de ses poèmes les plus vigoureux, prédit que Dieu reprendra un jour la destinée du monde des mains de l'Angleterre pour la confier à la Russie; et il produit comme l'une des raisons de ce transfert le fait que l'Angleterre « a enchaîné d'une main sacrilège l'Église de Dieu au piédestal du pouvoir terrestre orgueilleux ». Voilà pour la théorie. Quant aux faits, il est incontestable que l'Église jouit de beaucoup plus de liberté en Angleterre qu'en Russie; et que le Czar exerce une bien plus grande influence dans les affaires ecclésiastiques que la Reine et le Parlement. Tous ceux qui connaissent l'histoire intérieure de la Russie savent que le Gouvernement ne tire pas une ligne nette de démarcation entre le temporel et le spirituel, qu'il se sert, à l'occasion, de l'organisation ecclésiastique pour atteindre des buts politiques.

Quelles sont donc, demandera le lecteur, les relations entre l'Église et l'État?

Afin d'éviter la confusion, nous devons distinguer soigneusement l'Église orthodoxe orientale, considérée comme un tout, de la partie connue sous le nom d'Église russe.

L'Église orthodoxe d'Orient (1) est, à proprement parler, une confédération d'Églises indépendantes sans aucune autorité centrale : unité basée sur la possession d'un dogme commun et sur la possibilité théorique, mais qui maintenant n'est plus réalisable, de tenir des Conciles œcuméniques. L'Église russe nationale est un des membres de cette confédération ecclésiastique. En matière de foi, elle est liée par les décisions des anciens Conciles œcuméniques; mais, sous tous les autres rapports, elle jouit d'une indépendance et d'une autonomie complètes.

1. Ou Église grecque orthodoxe, comme on l'appelle quelquefois.

Par rapport à l'Église orthodoxe considérée dans son ensemble, l'Empereur de Russie n'est rien de plus qu'un simple membre, et ne peut davantage se mêler de ses dogmes ou de son cérémonial qu'un roi d'Italie ou qu'un empereur des Français ne pourrait modifier la théologie catholique romaine ; mais, par rapport à l'Église nationale russe, sa situation est spéciale. Il est décrit dans une des lois fondamentales comme « le défenseur et conservateur suprême des dogmes de la foi dominante », et immédiatement après il est dit : « Le pouvoir autocratique agit, dans l'administration ecclésiastique, au moyen du Très-Saint Synode Gouverneur, créé par lui (1). » Ceci énonce très-exactement les relations entre l'Empereur et l'Église. Il est seulement le défenseur des dogmes et ne peut en aucune façon les modifier ; mais il est en même temps l'administrateur souverain et se sert du Synode comme d'un instrument.

Quelques personnes ingénieuses, désirant prouver que la création du Synode ne fut pas une innovation, le représentent comme une résurrection des anciens conciles locaux ; mais cette théorie est tout à fait insoutenable. Le Synode n'est point un concile formé de députés des diverses parties de l'Église ; mais un collège permanent, un sénat ecclésiastique dont les membres sont nommés et révoqués par l'Empereur comme il le juge à propos. Le Synode n'a aucune autorité législative indépendante ; car les projets qu'il rédige ne deviennent pas lois jusqu'à ce qu'ils aient reçu la sanction impériale et sont toujours publiés, non pas au nom de l'Église, mais au nom du pouvoir suprême. Même en matière de simple administration il n'est pas indépendant ; car toutes ses décisions doivent être approuvées par le Procureur : fonctionnaire laïque nommé par Sa

1. *Svod Zakonov*, I, §§ 42-43.

Majesté. En théorie, ce fonctionnaire proteste seulement contre les résolutions qui ne sont pas en accord avec la loi civile du pays; mais comme lui seul a le droit de s'adresser directement à l'Empereur pour tout ce qui concerne les matières ecclésiastiques, comme toute communication entre l'Empereur et le Synode passe par ses mains, il possède en réalité un pouvoir considérable. En outre, il peut toujours influencer individuellement les membres en leur présentant des perspectives d'avancement et de décorations; et si cet expédient échoue, il peut forcer les membres réfractaires à se retirer et les remplacer par des hommes de disposition plus souple. Un concile constitué de cette façon ne peut, bien entendu, faire preuve de beaucoup d'indépendance de pensée ou d'action, surtout dans un pays comme la Russie où personne ne s'aventure à résister ouvertement à la volonté impériale (1).

Néanmoins, il ne faut pas supposer que les ecclésiastiques russes regardent l'autorité impériale avec jalousie ou répugnance. Ils sont tous sujets très-dévoués et ardents partisans de l'autocratie. Les idées d'indépendance ecclésiastique qui sont si communes en Europe occidentale, cet esprit d'opposition au pouvoir civil qui anime le clergé catholique romain, leur sont complètement inconnus. Si parfois un évêque exprime à un ami intime son déplaisir d'avoir été envoyé à Saint-

1. J'ai appris, il y a peu de temps, que le Synode a, tout récemment, montré une opposition très-décidée à une importante partie des réformes ecclésiastiques qui avaient été entreprises par le Procureur. Cela semblerait prouver, comme plusieurs de mes amis russes me le signalent, que le Synode est loin d'être aussi docile que je l'ai représenté. Je constate loyalement le fait; mais je dois ajouter qu'avant de tirer aucune conclusion générale, il est bon de connaître l'histoire secrète de l'affaire, et je n'ai aucun espoir d'y arriver jusqu'à ce que je retourne en Russie.

Pétersbourg et nommé membre du Synode uniquement pour apposer sa signature sur des pièces officielles et donner son consentement à des conclusions anticipées, ses récriminations sont dirigées non contre l'Empereur, mais contre le Procureur. Il est plein de respect et de dévouement pour le Czar et n'a nul désir de voir Sa Majesté privée de toute influence dans les affaires ecclésiastiques; mais il se sent attristé et humilié quand il constate que le gouvernement tout entier de l'Eglise se trouve entre les mains d'un fonctionnaire laïque, lequel peut être un militaire et qui, en tout cas, envisage toutes les questions d'un point de vue non clérical.

Un étranger qui entend les ecclésiastiques grommeler, ou les laïques exprimer leur mécontentement de l'état de choses existant, est enclin à croire qu'un antagonisme secret existe entre l'Eglise et l'Etat et qu'un parti favorable au *Disestablishment* (leur séparation) se forme en ce moment. En réalité, ni un tel parti ni une semblable lutte n'existent. J'ai entendu des Russes proposer et discuter toutes les réformes politiques et sociales imaginables; mais je n'en ai jamais entendu un seul parler de rendre l'Eglise indépendante, lui ôtant ou non les biens dont elle jouit. En vérité, je ne sais comment l'idée de *Disestablishment* pourrait être exprimée en russe, si ce n'est par une longue périphrase. Tant que le pouvoir autocratique existera, aucune sorte d'administration ne pourra être exemptée du contrôle impérial.

Cette relation étroite entre l'Eglise et l'Etat, et le caractère absolument national de l'Eglise russe, s'expliquent bien par l'histoire de l'administration ecclésiastique locale. Les administrations civile et ecclésiastique ont toujours eu le même caractère, ont toujours été modifiées par les mêmes influences. Le terrorisme dont usaient largement les Czars moscovites, et qui arriva à son apogée sous Pierre le Grand, apparut également dans toutes deux. Dans les circulaires épiscopales comme dans les ukases

impériaux, nous trouvons de fréquentes mentions de « châtiments corporels très-cruels, punitions rigoureuses par le fouet, afin que le délinquant et ceux qui pourraient le devenir ne puissent prendre l'habitude de pratiquer de telles insolences », etc., etc. Et ces mesures terriblement sévères étaient dirigées contre des péchés très-véniels. L'évêque de Vologda, par exemple, décrète en 1748 « un cruel châtimement corporel » contre les prêtres qui porteront des vêtements d'étoffe grossière ou déchirés (1), et les archives des cours consistoriales contiennent des preuves nombreuses que de pareils décrets étaient rigoureusement exécutés. Quand Catherine II introduisit un esprit plus humain dans l'administration civile, les punitions corporelles furent immédiatement abolies dans les cours consistoriales, et la procédure modifiée d'après les nouvelles maximes de jurisprudence. Mais je ne dois point fatiguer le lecteur de détails historiques ennuyeux. Qu'il me suffise de dire que, depuis le temps de Pierre le Grand jusqu'à notre époque, le caractère de tous les souverains énergiques se reflète dans l'histoire de l'administration ecclésiastique.

Chaque province ou « gouvernement » forme un diocèse et l'évêque, comme le gouverneur civil, a un conseil qui, théoriquement, contrôle son pouvoir; mais, en réalité, aucune influence critique ne s'exerce sur lui. Le conseil consistorial, qui a dans la théorie de la procédure ecclésiastique un aspect très-imposant, est en réalité la chancellerie de l'évêque; et ses membres ne sont guère que des secrétaires dont la préoccupation principale est de se rendre agréables à leur supérieur. Et il faut avouer qu'aussi longtemps qu'ils resteront ce qu'ils sont, moins ils auront de pouvoir, mie cela vaudra pour

1. ZNAMENSKI : « *Prikhodskoe Dukhovenstvo v Rossii so vremeni reformy Petra* », Kazan, 1873.

ceux qui ont la mauvaise fortune de se trouver sous leur juridiction. Les hauts dignitaires ont au moins des visées plus larges et une certaine conscience de la dignité de leur situation; mais les fonctionnaires subalternes, qui ne sont pas soumis à la même contrainte saine et reçoivent des salaires ridiculement minimes, mésusent grossièrement de la petite autorité qu'ils possèdent, et d'ordinaire grapillent, extorquent, de la façon la plus effrontée. Les consistoires sont, en fait, ce que les bureaux publics étaient du temps de Nicolas.

L'administration ecclésiastique est entièrement entre les mains des moines ou « clergé noir », comme on les appelle communément, qui forment une classe nombreuse et influente.

Les moines qui se fixèrent les premiers en Russie étaient, comme ceux qui visitèrent d'abord l'Europe du nord-ouest, des hommes ardents, ascétiques : des missionnaires. Remplis de zèle pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, ils s'occupaient peu ou point du lendemain et croyaient dévotement que leur Père céleste, qui « donne la pâture aux petits des oiseaux », pourvoirait à leurs humbles besoins. Pauvres, vêtus de haillons, se nourrissant de la chère la plus commune, toujours prêts à partager ce qu'ils possédaient avec quiconque était plus pauvre qu'eux-mêmes, ils accomplirent fidèlement et sérieusement l'œuvre dont leur Maître les avait chargés. Mais cet idéal de la vie monastique fit bientôt place, en Russie, à des pratiques moins simples, moins sévères. Grâce aux donations libérales et aux legs des fidèles, les monastères devinrent riches en or, en argent, en pierres précieuses, et par dessus tout en terres et en serfs. Celui de Troitsa, par exemple, possédait à une époque 120.000 serfs et des terres en proportion; et l'on dit qu'au commencement du siècle dernier plus d'un quart de la population était tombé sous la juridiction de l'Église. Beaucoup des monastères s'occupaient de commerce et

les moines, s'il faut en croire Fletcher, qui visita la Russie en 1588, étaient les marchands les plus intelligents du pays.

Pendant le siècle dernier, les terres de l'Eglise furent sécularisées et les serfs qui en dépendaient devinrent serfs de l'Etat. Ce fut un coup rude pour les monastères, mais il ne leur fut pas fatal, comme beaucoup de gens le prédisaient. Quelques-uns furent abolis et d'autres réduits à une extrême pauvreté, mais beaucoup survécurent et prospérèrent. Ils ne pouvaient plus désormais posséder de serfs ; mais ils avaient encore trois sources de revenus : une certaine quantité de propriétés immobilières, des subsides du gouvernement et les offrandes volontaires des fidèles. A l'heure qu'il est, on compte environ cinq cents établissements monastiques ; et la grande majorité, bien qu'elle ne soit pas riche, possède des revenus plus que suffisants pour satisfaire à tous les besoins d'une vie ascétique.

Ainsi, en Russie comme en Europe occidentale, l'histoire des institutions monastiques est composée de trois chapitres qui peuvent être brièvement intitulés : ascétisme et propagande missionnaire ; richesse, luxe et corruption ; sécularisation de la propriété et déclin.

Mais entre le monachisme oriental et l'occidental il existe au moins une différence marquée. Celui de l'Ouest chercha, à diverses époques de son histoire, à se régénérer par un effort vigoureux et spontané qui se fit jour dans la fondation d'ordres séparés : chacun de ceux-ci se proposant un but particulier, quelque sphère spéciale d'activité. En Russie nous ne trouvons aucun phénomène semblable. Ici les monastères ne dévièrent jamais de la règle de saint Basile, qui restreint leurs membres aux cérémonies religieuses, à la prière et à la contemplation. De temps en temps un moine isolé élevait la voix contre les abus qui prévalaient ou quittait son monastère pour passer le reste de sa vie dans une solitude ascétique ;

mais ni dans la population monastique en général ni dans aucun monastère en particulier, nous ne constatons à une époque quelconque un mouvement vigoureux et spontané vers une réforme. Pendant les deux derniers siècles il en a été certainement effectué; mais elles furent toutes l'œuvre du pouvoir civil, et dans leur réalisation les moines n'ont guère fait preuve d'autre vertu que la résignation. Ici comme ailleurs, nous avons un exemple de cette inertie, de cette apathie, de cette absence de vigueur spontanée qui forment l'un des traits les plus caractéristiques de la vie nationale en Russie. En cela comme dans les autres branches de l'activité nationale, le ressort d'action se trouve non chez le peuple, mais dans le gouvernement.

Ma connaissance personnelle des monastères russes est trop sommaire pour me mettre à même de parler avec autorité de leur condition actuelle; mais je puis dire que dans les visites que j'y fis à l'occasion, j'ai toujours été désagréablement impressionné par l'esprit vulgaire, mercantile, qui semble y régner. Plusieurs ne m'ont guère paru être que des maisons de refuge pour les indolents; et j'ai eu plus d'une fois lieu de constater que chez les moines, comme chez les mortels ordinaires, l'indolence mène à l'ivrognerie et à d'autres vices.

S'il existe dans l'Église russe quelque chose qui puisse être appelé esprit de parti, c'est le sentiment d'hostilité qui existe entre le clergé blanc et le clergé noir : c'est-à-dire entre les prêtres de paroisse et les moines. Il paraît très-dur aux prêtres de paroisse d'avoir à remplir presque tous les devoirs laborieux de leur profession et de ne jouir d'aucun de ses honneurs. D'un autre côté, les moines regardent les prêtres de paroisse comme une espèce de caste ecclésiastique « métisse », et croient qu'ils devraient obéir à leurs supérieurs sans murmurer.

Cet antagonisme, joint à l'enthousiasme général pour toute espèce de réformes qui caractérisa le présent règne,

a produit une certaine apparence de mouvement dans le monde clérical russe et porté quelques personnes d'imagination vive, imbues d'idées occidentales, à croire que le mouvement gagnait les eaux profondes, que l'Église était sur le point de sortir de sa léthargie vénérable. De telles espérances ne peuvent, je crois, être conçues par quiconque a étudié avec soin et sans passion l'histoire et la condition présente de ladite Église. Quoi que ce soit ressemblant à ce que nous entendons par renaissance religieuse serait en flagrante contradiction avec toutes ses traditions. L'immobilité et la résistance passive aux influences extérieures ont toujours été, sont encore, ses principes de conduite fondamentaux. Elle s'enorgueillit de planer au-dessus des influences terrestres. Pendant les deux derniers siècles, la Russie a subi une série ininterrompue de modifications profondes : politiques, intellectuelles et morales ; mais l'esprit de l'Église nationale n'a pas changé. Les modifications qui ont été apportées à son organisation administrative n'ont point agi sur sa nature intime. Par l'esprit et le caractère elle reste encore maintenant ce qu'elle était sous les patriarches au temps des Czars moscovites, s'en tenant obstinément à la promesse du Christ : « que pas un iota, pas une virgule, ne disparaîtront de sa loi jusqu'à la consommation des siècles ». A tout ce qu'on lui dit des exigences de la vie ou de la science moderne elle fait la sourde oreille. En raison de la prédominance qu'elle donne à l'élément cérémonial, et du fait que son but principal est de conserver sans modification la doctrine et ce même cérémonial tels qu'ils ont été déterminés par les premiers conciles œcuméniques, en raison aussi du degré infime de l'éducation du clergé en général, elle est toujours restée en dehors des mouvements intellectuels. Les tentatives de l'Église catholique romaine pour développer les dogmes traditionnels par la définition et la déduction, les efforts des Églises protestantes pour

concilier leur enseignement avec les progrès de la science et les courants intellectuels de l'époque : courants qui varient toujours, sont également étrangères à sa nature. C'est pourquoi elle n'a produit aucun traité théologique profond conçu dans un esprit philosophique, et n'a nullement tenté de combattre l'esprit d'infidélité dans ses formes modernes. Profondément convaincue que sa position est inexpugnable, elle a « laissé les peuples extravaguer », daignant à peine jeter un coup d'œil sur les luttes intellectuelles et religieuses. En un mot, elle est « dans le monde, mais non du monde ».

Si nous désirons voir représentés sous une forme visible les traits caractéristiques, spéciaux, de l'Église russe, il nous suffit d'examiner l'art religieux indigène et de le comparer à celui de l'Europe occidentale. Dans l'Ouest, depuis la Renaissance jusqu'à nos jours, l'art religieux a toujours marché de pair avec le développement intellectuel. Graduellement il s'est émancipé des formes archaïques et du symbolisme enfantin, a converti les figures typiques inanimées en individualités vivantes, illuminé leurs yeux ternes et leurs faces sans expression d'intelligence humaine, de sentiments humains, et finalement appliqué l'exactitude archéologique aux costumes et autres détails. C'est ainsi que dans l'Ouest l'Icon s'est développé en un « tableau de genre » ; et tout homme dont l'œil est exercé peut dire à quelle époque une peinture religieuse appartient. En Russie, au contraire, nul développement analogue ne s'est produit dans l'art religieux. Les anciennes formes byzantines ont été fidèlement et rigoureusement conservées ; et nous pouvons voir reflétée dans les Icons — roides, archaïques, sans expression, — l'immobilité de l'Église orientale en général, et de l'Église russe en particulier.

Au catholique romain, qui combat la science sitôt qu'elle contredit ses conceptions traditionnelles ; au protestant, qui s'efforce de faire concorder ses croyances

religieuses avec ses connaissances scientifiques; l'Église russe peut sembler une pétrification antédiluvienne ou un encombrant vaisseau à trois ponts depuis longtemps à la côte : « échoué sur un banc de sable et battu par les flots ». Il faut avouer, néanmoins, que l'inactivité sereine par laquelle elle se distingue a eu des conséquences pratiques très-précieuses.

Le clergé russe ne possède ni cette intolérance hautaine, agressive, qui caractérise ses frères catholiques romains; ni cet esprit étroit, mordant, sectaire, peu charitable, qui se rencontre trop souvent chez les protestants. Il accorde non-seulement aux hérétiques, mais aussi aux membres de sa propre communion, la plus complète liberté intellectuelle et ne songe jamais à anathématiser personne pour ses opinions : scientifiques ou non. Tout ce qu'il demande est que ceux nés dans l'enceinte de l'orthodoxie fassent preuve envers l'Église d'une certaine fidélité nominale; et en cette matière d'obéissance il n'est point très-exigeant. Aussi longtemps qu'un membre s'abstient d'attaquer ouvertement l'Église et de devenir l'adhérent d'une autre confession, il peut négliger entièrement toutes les observances religieuses, professer publiquement des théories scientifiques logiquement inconciliables avec toute espèce de croyance religieuse, sans le moindre danger d'encourir la censure ecclésiastique. Jusqu'à ces derniers temps, il est vrai, tous les Russes orthodoxes étaient obligés de communier une fois l'an sous peine de s'exposer à diverses conséquences désagréables d'une nature temporelle; mais cette obligation procédait en réalité du gouvernement civil et les prêtres, en insistant pour qu'on s'y conformât, étaient poussés par des considérations pécuniaires plutôt que religieuses. En résumé, si le clergé russe a fait peu de chose pour l'avancement de la science et le développement des lumières, il n'a au moins rien fait pour les supprimer; et nous ne pouvons

en dire autant, je le crains, de certains autres clergés.

Cette tolérance apathique peut s'expliquer en partie par le caractère national, mais elle est en même temps et dans une certaine mesure due aux relations particulières existant entre l'Église et l'État. Le gouvernement protège avec vigilance l'Église contre les attaques, et en même temps l'empêche d'attaquer ses ennemis. C'est pourquoi les questions religieuses ne sont jamais discutées dans la presse; et pourquoi la littérature ecclésiastique est toute historique, d'homélies et de dévotion. Les autorités permettent que des discussions orales publiques aient lieu pendant le carême dans le Kremlin de Moscou entre les membres de l'Église d'État et les Vieux-Ritualistes; mais ces débats ne sont pas théologiques dans le sens que nous donnons à ce terme. Ils ont exclusivement trait à des détails de l'histoire de l'Église et aux minuties des observances cérémoniales. Les controversistes discutent, par exemple, la position convenable des doigts en faisant le signe de la croix, et vont chercher leurs arguments non pas dans l'Écriture, mais dans les anciens Icons, les décrets des conciles œcuméniques, les écrits des Pères grecs.

Pendant ces dernières années on a beaucoup parlé, vaguement, d'une union possible des Églises russe et anglicane. Ce que les promoteurs de ce projet désirent, je déclare ne pas le comprendre, mais je veux faire une remarque à ce sujet. Si par « union » on entend simplement l'union dans les liens d'un amour fraternel, il ne peut y avoir, bien entendu, aucune objection à ce qu'un tel *pia desideria* se réalise à un degré quelconque; mais si quoi que ce soit de plus réel et pratique est projeté, je dois avertir les gens bien intentionnés, mais simples d'esprit, que ce projet est une absurdité. Il est très-regrettable que les intelligences hardies qui conçoivent de tels plans, et les orateurs à la parole facile qui en font l'objet de leurs discours, ne prennent pas un peu la peine de

faire connaissance avec les faits. S'ils consacraient quelques semaines à une étude calme, consciencieuse, de l'histoire passée et de la condition présente de l'Église orientale dans ses fractions diverses, ils en arriveraient à comprendre que l'union des Églises russe et anglicane serait d'une réalisation aussi difficile qu'une fusion du Conseil d'État russe avec la Chambre des communes anglaise (1).

1. Je suppose que les partisans les plus sérieux du projet d'union entendent par là celle avec l'Église orientale orthodoxe, et non pas avec l'Église russe. Les remarques ci-dessus ne s'adressent point à eux. Leur plan est, à mon avis, irréalisable et nullement à désirer, mais il ne contient rien d'absurde.

CHAPITRE XXVIII

LA GUERRE DE CRIMÉE ET SES CONSÉQUENCES

La grande foire de Nijni. — La Crimée. — Sébastopol. — L'empereur Nicolas et son système. — Les hommes aux grandes aspirations et les apathiques se contentant de peu. — Humiliation nationale. — Mécontentement populaire; littérature manuscrite. — Mort de Nicolas. — Alexandre II. — Esprit nouveau. — Enthousiasme pour les réformes. — Changement dans la littérature périodique. — Le *Kolokol*. — Les conservateurs. — Les Tchinovniks. — Premières propositions spéciales. — Compagnies par actions. — La question du servage vient au premier rang.

En Russie, comme en Amérique, le voyageur est toujours questionné par de nouvelles connaissances sur ce qu'il pense du pays; et quand il a donné son opinion sur ce point avec plus ou moins de réserve, il est à peu près certain qu'on lui demandera s'il a vu la grande foire de Nijni-Novgorod et la côte méridionale de la Crimée. S'il ne répond pas affirmativement à ces questions, on lui assurera qu'il ne peut se faire aucune idée exacte de la variété ethnologique et des magnifiques points de vue que la Russie contient.

Pendant les deux premières années de mon séjour en Russie, je fus souvent contraint d'avouer humblement que je n'avais vu ni Nijni (1), ni la Crimée; mais au cours

1. Nijni (c'est-à-dire : le bas) Novgorod, situé sur le Volga, fut à l'origine une colonie du grand Novgorod que j'ai décrit plus haut.

de la troisième, je réussis enfin à effacer de ma bonne réputation de voyageur cette tache. Je me rendis à la grande foire et... fus désappointé. Toutes les descriptions que j'en ai lues sont beaucoup trop hautes en couleur. « La foule bigarrée des Orientaux représentant chaque contrée de l'Asie » n'est point visible à l'œil nu d'un observateur prosaïque. Quelques Géorgiens, Persans, Bokhariotes, peuvent être aperçus dans leurs baraques ou flânant alentour, mais ils ne sont en aucune façon ni très-pittoresques ni très-intéressants. Il y a une « rangée chinoise » où se vend le thé et où les toits des baraques montrent des traces de l'architecture des pagodes; mais je ne trouvai là aucun enfant du Céleste-Empire. Quant aux diverses sortes de marchandises, on peut les voir toutes, beaucoup mieux à leur avantage, dans les boutiques et bazars de Moscou. Je conseillerai donc au voyageur de ne pas s'écarter beaucoup de sa route pour visiter cette grande réunion annuelle dont les Russes — spécialement ceux qui ne l'ont jamais vue, — parlent comme si c'était l'une des sept merveilles du monde.

Par la Crimée, au contraire, je ne fus point du tout désappointé. La côte sud est, dans son genre, l'un des plus beaux coins de paysage existant en Europe. L'opinion que s'en fera le voyageur dépend beaucoup, néanmoins, de la route par laquelle il s'y rend. S'il arrive du nord après avoir enduré l'ennui, subi la monotonie, d'un long trajet sur la steppe nue, l'aspect de la Crimée lui semblera magnifique et grandiose; mais s'il vient directement du Caucase, il la trouvera probablement mesquine et insignifiante. Dans l'un ou l'autre cas, le touriste peut — spécialement s'il a le goût de l'archéologie, — passer quelques semaines très-agréables dans la région montagneuse de la péninsule. Pour ma part, comme j'avais déjà vu en abondance de beaux points de vue dans le Caucase et que la saison était déjà fort avancée, je préférerai consacrer le temps dont je pou-

vais disposer à Sébastopol et son voisinage, et visiter les lieux qui ont été rendus familiers à tout Anglais par la guerre de Crimée.

Au moment de ma visite, en 1873, la ville était encore à peu près dans la même condition délabrée que quand les Alliés la quittèrent. Les rues avaient, bien entendu, été nettoyées; mais la grande majorité des maisons restait encore sans toit et en ruines, un air de désolation générale régnait partout, comme si le siège venait seulement de finir et que les habitants n'eussent pas encore eu le temps de revenir dans leurs foyers. Le Redan, Malakoff et les autres fortifications du côté de la terre ferme avaient à peu près complètement disparu; mais je pus retrouver en beaucoup d'endroits les traces des tranchées, et déterminer la position de beaucoup des campements par les débris de boîtes en fer blanc ayant contenu des conserves de viande et les bouteilles à bière brisées.

Les Russes admettent franchement qu'ils furent battus dans la guerre de Crimée; mais ils regardent, non sans raison, la défense héroïque de Sébastopol comme l'un des plus glorieux événements de l'histoire militaire de leur pays. Et ils ne regrettent point complètement le résultat de la lutte. Souvent, d'un ton demi-plaisant, demi-sérieux, ils disent avoir lieu d'être reconnaissants aux Alliés. Il y a beaucoup de vrai dans cette assertion paradoxale. La guerre de Crimée inaugura une nouvelle époque de l'histoire nationale. Elle porta le coup mortel au système répressif de l'Empereur Nicolas, et produisit un mouvement intellectuel, une renaissance morale, qui conduisirent à de gigantesques résultats.

« L'affaire de décembre » 1825, à laquelle j'ai déjà fait allusion, détermina la note du règne de Nicolas. Cette tentative armée de renverser le pouvoir impérial qui aboutit à l'exécution ou l'exil de beaucoup de jeunes membres des premières familles, frappa de terreur la

noblesse et prépara une période d'administration policière, répressive. Nicolas n'avait rien du manque de consistance morale et du caractère vacillant de son prédécesseur. C'était une de ces natures simples, vigoureuses, tenaces, rigides, qu'on rencontre plus souvent chez la race teutonique que chez la slave : natures dont les idées sont toutes basées sur un petit nombre de convictions profondément enracinées, demi-instinctives, et qui sont absolument incapables de s'accommoder, avec une habileté de comédien, aux changements produits par les circonstances externes. Depuis sa jeunesse la plus tendre, il avait montré un goût très-prononcé pour la discipline militaire, une répugnance décidée pour « l'humanitarisme » et les principes libéraux alors à la mode. Sa nature énergique, impérieuse, n'avait aucune sympathie pour « les droits de l'homme », « l'esprit du siècle », et autres abstractions philosophiques semblables; et quant aux phrases vagues et sonores du libéralisme philosophique, il ressentait pour elles le plus profond mépris. « Remplissez vos devoirs militaires, avait-il l'habitude de dire à ses officiers avant son avènement au trône, ne vous cassez pas la tête avec la philosophie, je ne puis souffrir les philosophes! » L'événement tragique qui forma le prélude de son règne confirma et fortifia, naturellement, ses convictions préalables. Les représentants du libéralisme, qui parlaient si éloquemment du devoir au point de vue abstrait, avaient, revêtus de l'uniforme de la garde impériale, désobéi ouvertement aux ordres de leurs chefs et tenté d'ébranler la fidélité des troupes dans le but de renverser le Pouvoir impérial! Un homme à la fois soldat et autocrate par nature aussi bien que par situation ne pouvait, bien entendu, admettre aucunes circonstances atténuantes. L'incident stéréotypa son caractère pour la vie et fit de lui l'ennemi juré du libéralisme, le défenseur fanatique de l'autocratie non-seulement dans son propre pays, mais par toute l'Europe. Dans la politi-

que européenne il voyait deux forces luttant pour la domination : la monarchie et la démocratie, identiques, à son avis, avec l'ordre et l'anarchie ; et il était toujours prêt à aider les autres souverains ses frères dans la répression de mouvements démocratiques. Dans son propre Empire il s'efforçait, par tous les moyens en son pouvoir, d'empêcher l'introduction des idées dangereuses. Dans ce but, une 'sévère quarantaine était établie à la frontière occidentale. Tous livres et journaux étrangers, excepté ceux de l'espèce la plus inoffensive, en étaient sévèrement exclus. Les écrivains indigènes étaient placés sous une surveillance stricte, et réduits immédiatement au silence dès qu'ils s'écartaient de ce qui était considéré comme le ton « bien intentionné ». Le nombre des étudiants dans les universités fut réduit, les chaires de science politique supprimées, les écoles militaires multipliées. On empêcha les Russes de voyager à l'étranger, et les étrangers qui visitaient le pays furent surveillés de près par la police. Par ces mesures et d'autres semblables, on espéra que la Russie serait préservée des dangers de la Révolution.

Nicolas a été appelé le Don Quichotte de l'autocratie ; la comparaison que le terme implique est vraie en beaucoup de points. Par son caractère et ses visées, il appartenait à une époque qui depuis longtemps n'est plus ; mais les échecs, les accidents fâcheux, ne pouvaient ébranler sa foi en son idéal, ne modifiaient en rien sa nature honnête et entêtée, aussi loyale, aussi chevaleresque, que celle de l'infortuné chevalier de la Manche. En dépit de toute évidence du contraire, il croyait l'omnipotence pratique de l'autocratie. Il s'imaginait que, puisque son pouvoir était théoriquement illimité, ce même pouvoir devait opérer des miracles. Soldat par nature et par éducation, il considérait le gouvernement comme une forme légèrement modifiée de la discipline militaire, et la nation comme une armée

qui pouvait être dressée à exécuter toutes les évolutions intellectuelles et économiques qu'il pouvait juger à propos de lui commander. Tous les maux sociaux lui semblaient être la conséquence de la désobéissance à ses ordres, et il n'y connaissait qu'un seul remède : plus de discipline. Il traitait n'importe quelle expression de doute sur la sagesse de sa politique, toute critique des réglementations existantes, comme un acte d'insubordination qu'un sage souverain ne devait point tolérer. S'il ne disait jamais : « L'État, c'est moi ! » c'est qu'il considérait le fait comme si évident par lui-même, qu'il n'avait pas besoin d'être énoncé. Par conséquent, toute attaque dirigée contre l'administration, même dans la personne du fonctionnaire le plus insignifiant, était dirigée contre lui-même et contre le principe monarchique qu'il représentait. Le peuple devait croire — et la foi, nous le savons, ne vient pas de ce qu'on a sous les yeux, — qu'il vivait sous le meilleur gouvernement possible. Douter de cela constituait une hérésie politique. Un mot imprudent ou une sotte plaisanterie contre le Gouvernement étaient considérés comme des crimes, et pouvaient être punis d'un long exil dans quelque partie éloignée et inhospitalière de l'Empire. Des progrès devaient s'opérer, mais au commandement du maître et de la façon qu'il ordonnait. L'initiative privée, d'où qu'elle vint, était chose qu'il ne fallait point tolérer. Nicolas ne soupçonna jamais qu'un dominateur, si bien intentionné, si énergique, si légalement autocratique qu'il puisse être, ne peut faire que peu de chose sans la coopération de son peuple. L'expérience lui démontrait constamment la stérilité de ses efforts, mais il ne tenait aucun compte de ces leçons. Il s'était créé une fois pour toutes sa théorie de gouvernement ; et pendant trente ans il s'y conforma avec tout l'aveuglement, toute l'obstination, d'un doctrinaire insouciant et fanatique. Même à la fin de son règne, quand la terrible logique des faits eut prouvé que

son système était une bétise, quand ses armées eurent été défaites, sa meilleure flotte détruite, ses ports bloqués et son trésor presque mis à sec, il ne se désavoua point. On raconte qu'il dit à son lit de mort : « Mon successeur pourra faire ce qui lui plaira, mais quant à moi « je ne puis changer. »

Si Nicolas avait vécu au vieux temps patriarcal où les rois étaient, sans contrôle, les « bergers du peuple », c'eût été peut-être un admirable dominateur ; mais au dix-neuvième siècle il fut un flagrant anachronisme. Son système d'administration échoua complètement. En vain il multiplia les formalités et les inspecteurs, punit sévèrement les quelques délinquants qui, par accident, furent traduits devant la justice ; les fonctionnaires continuèrent de grappiller, d'extorquer, de mal gouverner de toutes les façons possibles. Bien que le pays fût placé sous ce qui serait appelé en Europe « un état de siège », ses habitants auraient encore pu dire, comme on rapporte qu'ils le déclarèrent il y a maintenant mille ans : « Notre terre est vaste et fertile, mais il n'y a aucun ordre en elle. »

Chez une nation habituée à la vie politique et à une certaine quantité de self-gouvernement, le système de Nicolas ou quoi que ce fût d'approchant eût, bien entendu, produit un mécontentement général et une haine violente contre le pouvoir central. Mais en Russie, à cette époque, nuls sentiments semblables ne s'éveillèrent. Les classes instruites — et à plus forte raison celles qui ne l'étaient point, — restaient profondément indifférentes non-seulement aux questions politiques, mais aussi aux affaires publiques ordinaires soit locales, soit impériales, et s'estimaient très-contentes de les laisser aux mains de ceux qui étaient payés pour en prendre soin. De même que les paysans dénués d'instruction, les nobles avaient un respect sans bornes — on pourrait presque dire une vénération superstitieuse, — non-seulement pour la

personne mais aussi pour la volonté du Czar ; ils étaient toujours prêts à obéir aveuglément à ses commandements aussi longtemps que ces ordres ne dérangent pas leur mode de vie accoutumé. Le Czar voulait qu'ils ne se mêlassent point de politique et laissassent toutes les questions d'intérêt général aux soins de l'administration ; et sous ce rapport la volonté impériale coïncidait si bien avec leurs inclinations personnelles, qu'ils n'éprouvaient aucune difficulté à s'y conformer. Quand le Czar ordonnait à ceux qui occupaient un emploi de s'abstenir d'extorsions et de pécunats ils n'obéissaient pas si ponctuellement à ses ordres ; mais dans cette désobéissance il n'y avait aucune opposition ouverte, aucune assertion du droit de grappiller et d'extorquer. Comme la désobéissance procédait non point d'un sentiment d'insubordination, mais seulement de la faiblesse à laquelle la chair est sujette, elle n'était pas regardée comme très-odieuse. Dans les cercles aristocratiques de Saint-Petersbourg et de Moscou, il existait la même indifférence pour les questions politiques et les affaires publiques. Tous s'efforçaient d'acquérir la réputation d'être « bien intentionnés », car c'était la chose la plus utile à qui désirait la faveur de la Cour ou de l'avancement dans le service ; et ceux dont l'attention n'était pas entièrement absorbée par les devoirs officiels, les jeux de cartes et la routine ordinaire de la vie de tous les jours, cultivaient les belles-lettres ou les beaux arts. En résumé, les classes instruites de la Russie, à cette époque, faisaient preuve d'une indifférence complète pour les questions politiques et sociales, d'un acquiescement apathique au système d'administration adopté par le Gouvernement, et se montraient déraisonnablement satisfaites du présent ordre de choses.

Vers l'année 1840 commencèrent à paraître ce qui peut être appelé « les hommes à aspirations » : petite bande de généreux enthousiastes ressemblant beaucoup à l'a-

dolescent dans le poème de Longfellow, qui porte une bannière avec la devise : *Excelsior* et s'efforce toujours de monter plus haut, plus haut, sans savoir nettement où il va, ni ce qu'il fera là quand il en aura atteint le sommet. D'abord ils n'étaient guère animés que d'un enthousiasme sentimental pour le vrai, le beau, le bien, et d'un certain amour platonique des institutions libres, de la liberté proprement dite, des lumières, du progrès, de tout ce qui se résumait généralement à cette époque dans l'adjectif : « libéral ». Graduellement, sous l'influence de la littérature française contemporaine, leurs idées devinrent un peu plus nettes, ils commencèrent à regarder la réalité qui les entourait avec des yeux de critiques. Ils purent y apercevoir sans beaucoup d'efforts la tyrannie implacable de l'administration, la vénalité notoire des tribunaux, le gaspillage insouciant des deniers publics, la condition misérable des serfs, la strangulation systématique de toute opinion indépendante ou initiative privée ; et, par dessus tout, la profonde apathie des hautes classes, qui semblaient tout à fait contentes des choses telles qu'elles étaient. Avec de si vilains faits en face d'eux, ces hommes, qui avaient pris l'habitude de tout envisager au point de vue moral, purent comprendre combien les phrases adoucissantes ou triomphantes de l'optimisme officiel étaient fausses et creuses. Ils n'osèrent pas, il est vrai, exprimer publiquement leur indignation, car les autorités n'eussent permis aucune expression de mécontentement à propos des abus existants, mais ils disséminèrent leurs idées parmi leurs amis et connaissances au moyen de conversations et de pamphlets manuscrits ; et quelques-uns, comme professeurs d'université ou rédacteurs de la presse périodique, vinrent à bout d'éveiller chez une certaine partie de la jeune génération un enthousiasme ardent pour les lumières et le progrès, une vague espérance qu'un jour plus brillant allait bientôt poindre.

Beaucoup de gens sympathisèrent avec ces idées et aspirations nouvelles, mais la grande majorité des nobles les regarda — spécialement après la révolution française de 1848, — comme révolutionnaires et dangereuses. Les classes instruites se divisèrent ainsi en deux sections qui ont parfois été nommées les Libéraux et les Conservateurs, mais pourraient être plus exactement désignées comme : les hommes à aspirations et les satisfaits apathiques. Sans aucun doute, ces derniers ressentait à l'occasion le côté fâcheux du système en vigueur; mais il leur restait toujours une consolation : s'ils étaient opprimés chez eux, ils étaient craints à l'étranger. Le Czar était au moins un soldat consommé, possédant une armée énorme, bien équipée, à l'aide de laquelle il pouvait à n'importe quel moment imposer sa volonté à l'Europe. Depuis les jours glorieux de 1812, où Napoléon fut forcé d'opérer une retraite ignominieuse hors des ruines de Moscou, la croyance que les soldats russes étaient supérieurs à tous les autres, que l'armée russe était irrésistible, constituait un dogme populaire; et le respect que la voix de Nicolas commandait en Europe occidentale semblait prouver que ce fait était admis par les nations étrangères. Dans tout cela et dans des considérations semblables, les satisfaits apathiques trouvaient une justification pour leur léthargie.

Quand il devint évident que la Russie était sur le point de faire l'essai de sa force contre les puissances occidentales, cette façon de voir fut généralement adoptée. « Les lourdes charges que le peuple russe a eues à supporter, disait-on, étaient nécessaires pour faire de la Russie le premier pouvoir militaire de l'Europe, et maintenant la nation va recueillir le fruit de sa longue et patiente résignation. L'Occident apprendra que la liberté dont il se targue et les institutions libérales servent peu à l'heure du danger; et les Russes qui admirent ces institutions-là seront forcés d'admettre qu'une autocratie forte e

dirigeant tout est le seul moyen d'assurer la grandeur nationale. » A mesure que la ferveur patriotique et l'enthousiasme militaire s'accroissaient, on n'entendait plus rien autre chose que la louange de Nicolas et de son système. La guerre était regardée par beaucoup comme une sorte de croisade, — l'Empereur lui-même parlait de la défense « du sol natal et de la sainte foi », — les espérances les plus exagérées surgissaient quant à ses résultats. La vieille question d'Orient allait enfin être résolue d'après les aspirations russes; Nicolas était sur le point de réaliser le grand projet de Catherine, de chasser les Turcs de l'Europe. La date à laquelle les troupes entreraient à Constantinople était activement discutée; et un poète slavophile disait à l'Empereur d'aller coucher dans l'ancienne Byzance, pour s'y relever Czar d'un Empire panslaviste. Quelques enthousiastes s'attendaient même à ce que Jérusalem fût bientôt délivrée de la domination des infidèles. Quant aux ennemis qui pouvaient peut-être contrarier l'accomplissement de ces projets, on en tenait fort peu compte. « Nous n'avons qu'à leur jeter nos chapeaux! » devint une expression à la mode.

Il existait pourtant quelques personnes chez lesquelles la perspective de la lutte prochaine éveillait des pensées et des sentiments tout autres. Elles ne pouvaient partager les ardentes espérances de ceux qui étaient sûrs du succès. « Quels préparatifs avons-nous fait, demandaient-ils, pour combattre la civilisation, qui envoie en ce moment ses forces contre nous? En dépit de notre vaste territoire et de notre innombrable population, nous sommes incapables de lui tenir tête. Quand nous parlons de la glorieuse campagne contre Napoléon, nous oublions que depuis ce temps l'Europe s'est toujours avancée sur la route du progrès, pendant que nous restions immobiles. Nous ne marchons pas à la victoire, mais à la défaite, et la seule consolation que nous puis-

sions trouver là-dedans est que la Russie y recevra une leçon sévère qui lui sera utile dans l'avenir (1). »

Ces prophètes de malheur ne trouvèrent, bien entendu, que peu de disciples, et furent regardés en général comme d'indignes fils de la patrie : presque comme des traîtres à leur pays. Mais leurs prédictions furent bientôt confirmées par les événements. Les alliés furent victorieux en Crimée; même les Turcs, si méprisés, se tinrent fort bien sur la ligne du Danube. Malgré les efforts du gouvernement pour supprimer toutes nouvelles déplaisantes, on sut bientôt que l'organisation militaire n'était guère ou pas du tout meilleure que celle civile, que la bravoure individuelle des soldats et des officiers était neutralisée par l'incapacité des généraux, la vénalité des fonctionnaires, les pécunats éhontés du département de l'intendance. L'Empereur, disait-on, a, par sa discipline exagérée, détruit chez les officiers l'énergie, l'individualité, la force morale. Les seuls hommes à peu près qui montrèrent du jugement, de la décision, de la vigueur, furent les officiers de la flotte de la mer Noire, qui avaient été moins assujettis au système qui prévalait.

A mesure que la lutte se prolongeait, on vit combien le pays était réellement faible, et jusqu'à quel point les ressources pour continuer le conflit lui manquaient. « Une autre année de guerre, écrit en 1855 un témoin oculaire, et toute la Russie du sud sera ruinée. » Pour faire face aux demandes extraordinaires auxquelles le Trésor avait à faire face, on eut recours à une émission énorme de papier-monnaie ; mais la dépréciation rapide de son taux montra que cette ressource serait bien vite épuisée. Des régiments de milice furent levés dans tout le pays et beaucoup de propriétaires dépensèrent de

1. Ce sont les propres paroles de Granofski.

grosses sommes à équiper des corps de volontaires ; mais bientôt cet enthousiasme se refroidit quand on s'aperçut qu'il enrichissait les spéculateurs sans causer à l'ennemi aucun mal sérieux.

Sous l'aiguillon de la grande humiliation nationale, les hautes classes s'éveillèrent de leur résignation optimiste. C'était pour cela qu'elles avaient supporté patiemment le joug d'une administration semi-militaire ! Le système de Nicolas avait été mis, comme une pièce de monnaie, à l'épreuve, et trouvé sans valeur. La politique qui avait tout sacrifié à l'accroissement de la puissance militaire de l'empire n'avait été, on le voyait, qu'une erreur fatale ; et le régime sergent-instructeur ne valait absolument rien, comme le prouvait une amère expérience. Ces entraves, ces chaînes administratives qui avaient, pendant plus d'un quart de siècle, donné des crampes à la nation, restreint chacun de ses mouvements spontanés, n'avaient même pas pu assurer le résultat mesquin pour l'obtention duquel elles avaient été forgées. Elles avaient, il est vrai, assuré une certaine tranquillité intérieure au pays pendant ces temps troublés où l'Europe était convulsée par une agitation révolutionnaire ; mais cette tranquillité n'était point celle d'une action saine et normale, mais de la mort, et au-dessous de la surface gisait une corruption secrète qui s'étendait rapidement. L'armée possédait encore cette brillante valeur qu'elle avait déployée dans les campagnes de Souvarof, cette bravoure stoïque, obstinée, bourrue, qui avait fait échec à la marche de Napoléon sur le champ de bataille de Borodino, ce merveilleux pouvoir de beaucoup endurer qui avait souvent racheté la négligence des généraux et les imperfections de l'intendance ; or, le résultat maintenant était non pas la victoire, mais la défaite. Comment cela pouvait-il s'expliquer, si ce n'est par les vices radicaux de ce système qui avait été longtemps appliqué avec une persévérance si inflexible ?

Le Gouvernement s'était imaginé qu'il pouvait tout faire par son énergie et sa sagesse, et, en réalité, il n'avait rien fait, ou pis que rien. Les officiers supérieurs n'avaient que trop bien appris à n'être que de purs automates; les améliorations dans l'organisation militaire, auxquelles Nicolas avait toujours accordé une attention spéciale, n'existaient pour la plus grande partie que dans les rapports officiels; les honteux exploits de l'intendance étaient tels, qu'ils excitaient l'indignation même de gens ayant longtemps vécu dans une atmosphère de tripotages officiels et de péculat; et les finances, que l'on avait généralement supposé être dans une condition tout à fait satisfaisante, étaient déjà sérieusement estropiées par le premier grand effort.

Ce mécontentement profond et largement répandu ne pouvait se faire jour dans la presse, mais il trouvait une très-libre expression dans la littérature manuscrite et dans les conversations. Dans à peu près chaque maison, — celles, bien entendu, des classes instruites, — des paroles étaient prononcées qui, peu de mois auparavant, eussent semblé trahison, sinon blasphème. Des philippiques, des satires en prose et en vers, étaient écrites à la douzaine, circulaient par centaines de copies. Une pasquinade sur le commandant en chef, une tirade contre le gouvernement, étaient sûres d'être lues avec ardeur et chaudement approuvées. Comme spécimen de cette sorte de littérature et pour donner idée de l'opinion publique de ce temps-là, je puis transcrire ici l'une de ces tirades métriques. Bien qu'elle ne fût point imprimée, elle circula beaucoup :

« Dieu m'a placé sur la Russie, nous dit le Czar, et vous devez vous incliner devant moi, car mon trône est son autel. Ne vous tracassez pas des affaires publiques, car je pense pour vous et veille sur vous à toute heure de la journée. Mon œil vigilant découvre les maux intérieurs et les machinations des ennemis étrangers; je

n'ai aucun besoin de conseils, car Dieu m'inspire de sa sagesse. Soyez donc fiers, ô Russes, d'être mes esclaves, et regardez ma volonté comme votre loi. »

« Nous écoutions ces paroles avec un profond respect, nous leur donnions notre consentement tacite; et quel était le résultat? Sous des montagnes de papiers officiels les intérêts réels étaient oubliés. La lettre de la loi était observée, mais il était permis à la négligence et au crime d'aller impunis. Tandis qu'ils rampaient dans la poussière devant les ministres et chefs de division, dans l'espérance de recevoir des *tchins* et des décorations, les fonctionnaires volaient effrontément, et le vol devint si commun que celui qui volait le plus était le plus respecté. Les mérites des officiers s'appréciaient lors des revues; et celui qui obtenait le rang de général était supposé capable de devenir tout de suite un gouverneur habile, un ingénieur excellent, un très-sage et savant sénateur. Ceux nommés gouverneurs étaient pour la plupart des satrapes de la plus belle eau : les fléaux des provinces confiées à leurs soins. Les autres emplois étaient remplis avec aussi peu d'égard aux mérites des candidats. Un garçon d'écurie devint censeur de la presse ! Un fou de l'Empereur devint amiral !! Klein-Michel devint comte !!! En un mot, le pays était laissé à la merci d'une bande de voleurs.

« Et que faisons-nous, Russes, pendant tout ce temps-là?

« Nous dormions ! En gémissant, le paysan acquittait ses redevances annuelles; avec des gémissements, le propriétaire hypothéquait la seconde moitié de son domaine; en gémissant, nous payions tous notre lourd tribut aux fonctionnaires. A l'occasion, secouant gravement la tête, nous faisons la remarque dans un chuchotement que c'était une honte et une infamie... qu'il n'y avait plus de justice dans les Cours... que des millions étaient dépensés en tours, kiosques et pavillons

impériaux... que tout allait mal... puis, avec la conscience dégagée, nous nous asseyions à notre partie de whist, nous faisons l'éloge de Rachel, nous critiquions le chant de la Frezzolini, nous nous inclinions bien bas devant les dignitaires entachés de vénalité, et nous nous chamailions tous ensemble pour obtenir de l'avancement dans ce même service que nous condamnions en termes si sévères. Si nous n'obtenions pas la place que nous désirions nous nous retirions sur le domaine de nos ancêtres, où nous parlions des récoltes, nous engraisant dans l'indolence et la gloutonnerie, et vivant d'une vie véritablement animale. Si quelqu'un, au milieu de la léthargie universelle, nous appelait soudain à nous lever et combattre pour la vérité et pour la Russie, comme il paraissait grotesque ! Comme les fonctionnaires pharisaïques le ridiculisaient habilement ! comme, bien vite, ses amis d'hier lui tournaient le dos ! Poursuivi par l'anathème de l'opinion publique, il allait reconnaître dans quelque mine lointaine de Sibérie quel odieux péché c'est de troubler le sommeil lourd d'esclaves apathiques. Bientôt il était oublié, ou l'on ne se souvenait de lui que comme d'un malheureux insensé ; et les rares personnes qui disaient : « Peut-être après tout avait-il « raison », se hâtaient d'ajouter : « Mais ceci n'est nullement notre affaire ».

« Mais au milieu de tout cela, nous avions du moins une consolation, une chose dont nous étions fiers : la puissance de la Russie dans l'assemblée des rois. « Qu'avons-nous besoin de prendre souci, disions-nous, des reproches des nations étrangères ? Nous sommes plus forts que celles qui nous réprimandent. » Et quand aux grandes revues les régiments magnifiques défilaient avec leurs étendards au vent, leurs casques éclatants, leurs baïonnettes étincelantes ; quand nous entendions le formidable hurra par lequel les troupes saluaient l'Empereur ; alors nos cœurs s'enflaient d'orgueil patrio-

tique, nous étions prêts à répéter les paroles du poète :

Notre pays natal est fort, et le Czar russe est grand.

« Or, les hommes d'État britanniques, en compagnie du conspirateur couronné de France et de la traîtresse Autriche, soulevèrent l'Europe occidentale contre nous; mais nous regardions venir l'orage avec un rire dédaigneux. « Laissons les nations extravaguer, disions-nous, « nous n'avons aucune cause d'être effrayés. Le Czar, « sans aucun doute, a tout prévu, il a fait depuis longtemps les préparatifs nécessaires. » Hardiment nous marchâmes au combat, attendant avec confiance le moment de la lutte.

« Et voilà qu'après toutes nos fanfaronnades nous sommes surpris, saisis à l'improviste comme par un voleur dans les ténèbres. Le sommeil de la stupidité innée aveugla nos ambassadeurs, et notre ministre des affaires étrangères nous vendit à nos ennemis (1). Où étaient nos millions de soldats? Où était notre plan de défense si bien étudié? Un courrier apportait l'ordre d'avancer; un autre, celui de battre en retraite; et l'armée errait çà et là sans but, sans objet défini. Avec des pertes et de la honte nous abandonnâmes les forts de Silistrie, et l'orgueil de la Russie s'humilia devant l'aigle de Habsbourg. Les soldats se battirent bien, mais l'amiral de parade (Menschikoff) — le héros amphibie de batailles perdues, — ne connaissait pas la géographie de son propre pays, et envoya les troupes à une destruction certaine.

1. Beaucoup de gens à cette époque s'imaginèrent que le comte Nesselrode, alors ministre des affaires étrangères, avait trahi sa patrie adoptive.

« Réveille-toi, ô Russie! Dévorée par les ennemis étrangers, écrasée par l'esclavage, honteusement opprimée par des autorités stupides et des espions, éveille-toi de ton long sommeil d'ignorance et d'apathie! Tu as été assez longtemps tenue en esclavage par les successeurs du Khan tartare. Avance-toi calme devant le trône du despote, demande-lui compte du désastre national. Dis-lui hardiment que son trône n'est point l'autel de Dieu, que Dieu ne nous a pas condamnés à être esclaves. La Russie vous a confié, ô Czar, le pouvoir suprême, vous étiez comme un Dieu sur terre. Et qu'avez-vous fait? Aveuglé par l'ignorance et la passion, vous avez convoité le pouvoir, vous avez oublié la Russie. Vous avez dépensé votre vie à passer des troupes en revue, à modifier des uniformes, à apposer votre signature sur les projets législatifs de charlatans ignorants. Vous avez créé la race méprisable des censeurs de la presse afin de dormir en paix, afin de ne point connaître les besoins et de ne point entendre les gémissements du peuple, afin de ne pas écouter la vérité. La Vérité! vous l'avez ensevelie, vous avez roulé une grosse pierre devant la porte du sépulcre, vous avez mis là des gardes nombreux et dit dans l'orgueil de votre cœur : Pour elle il n'y aura plus de résurrection! Mais l'aurore du troisième jour a paru, et la Vérité s'est levée d'entre les morts.

« Venez, ô Czar, recevoir le jugement de l'histoire et de Dieu! Vous avez sans merci foulé aux pieds la vérité, vous avez refusé la liberté, vous avez été l'esclave de vos passions. Par votre orgueil et votre obstination, vous avez épuisé la Russie et soulevé le monde en armes contre nous. Prosternez-vous devant vos frères, humiliez-vous dans la poussière! Implorez pardon et demandez avis! Jetez-vous dans les bras du peuple! Il n'y a plus désormais d'autre salut! »

Les innombrables tirades dont la pièce ci-dessus est

un spécimen loyal n'étaient pas très-remarquables par leur mérite littéraire ou leur sagesse politique. Pour la plupart c'était simplement des phrases boursoufflées de rhéteur, arrangées et rimées en vers grotesques; et, en raison de cela, elles sont depuis longtemps tombées dans un oubli bien mérité et si complet, qu'il est maintenant difficile de s'en procurer des copies (1). Elles ont, néanmoins, un intérêt historique, car elles expriment, sous une forme plus ou moins exagérée, l'opinion publique et les idées qui prévalaient chez les classes instruites à ce moment-là. Afin de bien comprendre leur signification réelle, nous devons nous rappeler que ni ceux qui les écrivaient, ni ceux qui les lisaient, n'étaient une bande de conspirateurs, mais des gens ordinaires, bien intentionnés, respectables, qui n'avaient jamais songé un seul instant à s'embarquer dans des projets révolutionnaires. C'était la même société qui, quelques mois auparavant, s'était montrée si indifférente à toutes questions politiques, et, même maintenant, elle n'était nullement disposée à mettre ses phrases sonores en action. Nous pouvons imaginer la déconfiture comique de ceux qui lisaient et écoutaient ces appels si le « despote », obéissant à leur sommation, était apparu soudain devant eux. Comme ils auraient à l'instant changé de ton, et se seraient empressés de dire à l'auguste accusé qu'ils n'avaient aucune intention de mettre un frein à son pouvoir, qu'ils s'étaient seulement abandonnés à un accès d'indignation patriotique, qu'ils étaient des sujets très-fidèles, et qu'ils n'avaient réellement pas l'intention de faire quoi que ce soit qui pût contrarier sa volonté!

Le mouvement était-il donc seulement une explosion de pétulance enfantine? Certainement non. Le public

1. Je suis redevable de celles que je possède à des amis qui ont copié et colligé ces pamphlets dans leur temps.

était réellement et sérieusement convaincu que tout allait de travers, ardemment désireux qu'un nouvel et meilleur ordre de choses fût inauguré. Il doit être dit à son honneur qu'il ne se contentait pas d'accuser et de satiriser les individus que l'on supposait être les principaux coupables. Au contraire, il regardait la réalité en face, confessait franchement, publiquement, ses fautes passées, recherchait consciencieusement les causes qui avaient produit les désastres récents, s'efforçait de trouver les moyens pour prévenir de pareilles calamités dans l'avenir. Les sentiments et aspirations du public n'étaient pas assez énergiques pour vaincre le respect traditionnel de la volonté impériale et créer une opposition franche au pouvoir autocratique ; mais ils étaient assez vigoureux pour produire de grandes choses en aidant le Gouvernement, si l'Empereur eût volontairement entrepris une série de réformes radicales.

Ce que Nicolas, s'il eût vécu, aurait fait en présence de ce réveil national, il est difficile de le dire. Il avait, il est vrai, déclaré qu'il ne pouvait changer, et nous croyons volontiers que son esprit hautain eût dédaigné de faire des concessions aux principes qu'il avait toujours condamnés ; mais il donna certainement lieu de croire, dans les derniers jours de sa vie, que son ancienne foi en son système se trouvait quelque peu ébranlée, et il n'exhorta pas son fils à persévérer dans le sentier le long duquel il avait lui-même toujours marché avec un esprit de suite si obstiné. Il est d'ailleurs inutile de spéculer sur des possibilités. Au moment où le Gouvernement devait encore concentrer toutes ses énergies pour la défense du pays et n'avait point le temps d'entreprendre des réformes intérieures, le « Czar de fer » mourut, et son fils, homme d'un type très-différent, lui succéda.

Doué d'un caractère humain, affable et cordial, sincèrement désireux de maintenir l'honneur du pays, mais remarquablement exempt d'ambition militaire et point

du tout imbu de croyances fanatiques en l'efficacité du système de gouvernement sergent-instructeur, Alexandre II n'était nullement insensible à l'esprit du temps. Il connaissait bien les abus existants, parmi lesquels beaucoup avaient été dissimulés en partie à son père, et il avait vu combien les tentatives pour les déraciner à l'aide seulement d'un système d'administration répressif sont inutiles. Comme héritier direct du trône il n'avait pris aucune part saillante aux affaires publiques, et n'était donc nullement lié par ses antécédents. Néanmoins, il n'éprouvait rien de cet enthousiasme sentimental pour les institutions libérales qui avait caractérisé son oncle Alexandre I^{er}. Au contraire, il tenait de son père une répugnance très-prononcée pour le sentimentalisme et la rhétorique sous toutes leurs formes. Cette répugnance, jointe à une abondante dose de bon sens sobre, à une confiance limitée en son propre jugement et à la conscience d'une responsabilité énorme, l'empêcha de se laisser entraîner par la surexcitation qui prévalait. Il sympathisa avec tout ce qui, dans le mouvement, était humain et généreux, il laissa aux idées et aspirations populaires une libre expression, mais ne s'emprisonna pas tout de suite dans une politique précise, définie, et s'abstint soigneusement de toute expression exagérée de zèle réformateur.

Aussitôt cependant que la paix fut conclue, il se produisit des symptômes évidents que le système rigoureusement répressif de Nicolas était sur le point d'être abandonné. Dans le manifeste annonçant la clôture des hostilités, l'Empereur exprimait la conviction que, *par les efforts combinés du Gouvernement et du peuple*, l'administration publique serait améliorée, que la justice et la clémence régneraient dans les tribunaux. Apparemment comme préparation à cette grande œuvre qui devait être entreprise en commun par le Czar et son peuple, les ministres commencèrent à mettre le public

dans leur confiance, et soumirent à sa critique beaucoup de données officielles qui avaient été jusque là regardées comme des secrets d'État. Le ministre de l'intérieur, par exemple, dans son rapport annuel, parla à peu près dans le ton d'un pénitent, et avoua franchement que la moralité des fonctionnaires sous ses ordres laissait beaucoup à désirer. Il déclara que l'Empereur montrait à l'heure présente une confiance paternelle en son peuple, et comme preuve à l'appui, mentionna le fait significatif que neuf mille personnes venaient d'être libérées de la surveillance de la police. Les autres branches de l'administration subirent une transformation semblable. Le ton hautain, dictatorial, qui jusqu'alors avait été employé par les supérieurs vis-à-vis de leurs subordonnés et par les fonctionnaires de tout rang envers le public, fut remplacé par un autre de politesse circonspecte. Vers la même époque, ceux des décembristes qui vivaient encore furent graciés. Les restrictions concernant le nombre des étudiants dans chaque université furent abolies, la difficulté d'obtenir des passe-ports étrangers fut écartée, et la censure de la presse devint singulièrement indulgente. Bien qu'aucune modification décisive n'eût été apportée aux lois, chacun sentait que l'esprit de Nicolas n'existait plus.

Le public, qui attendait et cherchait avec anxiété un signe visible, prit volontiers ces symptômes de changement pour une confirmation complète de ses ardentes espérances et sauta tout de suite à cette conclusion : qu'un vaste système de réforme embrassant tout était sur le point d'être appliqué, non point secrètement par l'administration seule, comme ç'avait été la coutume sous le règne précédent quand quelques modifications avaient été faites, mais publiquement, par le Gouvernement et le peuple en commun. « Le cœur tressaille de joie, s'écrie l'un des principaux organes de la presse, dans l'attente

des grandes réformes sociales sur le point d'être effectuées : réformes qui sont entièrement d'accord avec l'esprit, les souhaits et les espérances du public. » Une autre feuille dit : « L'ancienne harmonie, la communauté de sentiments qui a toujours existé entre le Gouvernement et le peuple, excepté pendant de courtes et exceptionnelles périodes, a été pleinement restaurée. L'absence de tout sentiment de caste, le sentiment de fraternité et d'une commune origine qui relie toutes les classes du peuple russe en un tout homogène, vont mettre la Russie à même d'accomplir paisiblement et sans effort non-seulement ces grandes réformes qui coûtèrent à l'Europe des siècles de luttes et de sang versé, mais aussi beaucoup d'autres que les nations de l'Occident sont encore incapables d'accomplir, en raison de leurs traditions féodales et de leurs préjugés de caste. » Le passé était dépeint sous les plus sombres couleurs, et la nation appelée à inaugurer une nouvelle et glorieuse époque de son histoire. « Nous avons à lutter, disait-on, au nom des vérités les plus hautes contre l'égoïsme et les intérêts mesquins du moment, et nous devons préparer nos enfants, dès leur jeune âge, à prendre part à cette lutte qui attend tout honnête homme. Nous devons remercier la guerre de nous avoir ouvert les yeux sur les côtés ténébreux de notre organisation politique et sociale, et c'est maintenant notre devoir de profiter de cette leçon. Mais il ne faut pas supposer que le Gouvernement peut, sans qu'on l'y aide, remédier aux défauts. Les destinées de la Russie sont, pour ainsi dire, celles d'un vaisseau échoué que le capitaine et l'équipage ne peuvent mouvoir, et que seulement la marée montante de la vie nationale peut relever et mettre à flot. » Les cœurs battaient plus vite au son de ces appels à l'action. Beaucoup de gens entendaient ces enseignements nouveaux, si nous pouvons en croire une autorité contemporaine, « avec des larmes dans les yeux », puis, « rele-

vant fièrement la tête, faisaient le vœu solennel d'agir honorablement, avec persévérance, et sans peur ». Quelques-uns de ceux qui avaient jadis cédé à la force des circonstances confessaient maintenant leurs fautes avec une grande amertume dans le cœur. « Des larmes de repentir, dit un poète populaire, soulagent et nous appellent à de nouveaux exploits. »

La Russie était comparée à un géant vigoureux qui se réveille d'un long sommeil, étend ses membres musculeux, recueille ses pensées, et se prépare à expier son inaction prolongée par des prouesses que personne encore n'a accomplies. Tous croyaient, ou du moins affirmaient, que la constatation des défauts motiverait nécessairement leur réforme. Quand un acteur de l'un des théâtres de Saint-Petersbourg s'écriait sur la scène : « Proclamons par toute la Russie que le temps est venu d'arracher jusqu'aux racines du mal ! » l'auditoire témoignait l'enthousiasme le plus frénétique. « C'est absolument un temps joyeux, disait quelqu'un qui partageait la surexcitation, comme quand, après le long hiver, l'haleine bienfaisante du printemps glisse en la caressant sur la terre froide, pétrifiée, et que la nature se réveille de son sommeil de mort. La parole, qui fut longtemps restreinte par la police et les réglementations de la censure, maintenant coule doucement, harmonieusement, majestueusement, comme un fleuve puissant qui vient d'être débarrassé de son manteau de glace. »

Sous ces influences une multitude de journaux et de recueils périodiques furent fondés, et la littérature courante changea entièrement de caractère. Les questions purement littéraires et historiques, qui avaient jusque là absorbé l'attention du public lecteur, furent mises de côté, oubliées, à moins qu'elles ne pussent fournir des exemples de quelque principe de science politique et sociale. Les critiques de style et de diction, les explications de points esthétiques, les discussions métaphysi-

ques : tout cela semblait de misérables bagatelles à des hommes qui voulaient se consacrer à des intérêts pratiques gigantesques. « La science, disait-on, est maintenant descendue des hauteurs de l'abstraction philosophique dans l'arène de la vie réelle. »

Les recueils périodiques se remplirent donc d'articles sur les chemins de fer, les banques, le libre-échange, l'éducation, l'agriculture, les institutions communales, le self-gouvernement local, les compagnies par actions ; et de philippiques écrasantes contre la vanité personnelle et nationale, le luxe déréglé, la tyrannie administrative et les péculats habituels des fonctionnaires. Ce dernier sujet reçut une attention spéciale. Pendant le règne précédent, toute tentative pour critiquer publiquement le caractère ou les actes d'un fonctionnaire avait été regardée comme une offense très-odieuse ; maintenant il se produisit un déluge d'esquisses, de contes, de comédies, de monologues, décrivant la corruption de l'administration et expliquant les expédients ingénieux à l'aide desquels les *Tchinovniks* accroissaient leurs salaires mesquins. Le public ne voulait rien lire qui n'eût un rapport direct ou indirect aux questions du jour ; tout ce qui s'y rapportait était avidement dévoré. Il ne semblait nullement étrange qu'un drame fût écrit pour défendre le libre-échange, ou un poème pour louer tel mode spécial de taxation ; un auteur pouvait exposer ses idées politiques dans un conte, et son antagoniste lui répondre dans une comédie. Quelques hommes de l'ancienne école protestèrent faiblement contre cette « prostitution de l'art », mais on y fit peu attention, et la doctrine que l'art devait être cultivé pour lui-même fut bafouée comme une invention de l'indolence aristocratique. Voici un passage où la littérature du temps se peint elle-même : « La littérature russe en est arrivée à regarder la Russie avec ses propres yeux, et voit que les personnages idylliques, romantiques, que les poètes ai-

maient jadis à décrire, n'ont aucune existence objective. Ayant retiré son gant français, elle offre la main au laboureur rude, courageux au travail, et, observant avec amour la vie dans le village russe, elle se sent là sur sa terre natale. Les écrivains du temps présent ont analysé le passé, puis, s'étant séparés des littérateurs aristocratiques et de la société qu'ils peignent, ils ont démoli leurs idoles d'autrefois. »

Parmi les recueils périodiques, le plus influent de beaucoup au début du mouvement fut le *Kolokol* ou la *Cloche* : revue bi-mensuelle publiée à Londres par Herzen, personnage important à cette époque parmi les réfugiés politiques. Herzen était un homme d'éducation, de culture intellectuelle, avec des opinions ultra-radicales, et auquel il ne répugnait pas d'user de méthodes révolutionnaires de réforme quand il les jugeait nécessaires. Ses relations intimes avec beaucoup des hommes influents de la Russie le mirent à même d'obtenir des renseignements secrets de l'espèce la plus importante, la plus variée; et son esprit étincelant, sa mordante satire, son style clair, élégant, brillant, lui assurèrent un grand nombre de lecteurs. Il semblait savoir tout ce qui se faisait dans les ministères et même dans le cabinet de l'empereur (1), et clouait impitoyablement au pilori chaque abus qui venait à sa connaissance. Nous qui sommes accoutumés à des discussions politiques libres, nous pouvons à peine nous faire une idée

1. Comme exemple de ceci, on raconte l'anecdote suivante : Un numéro du *Kolokol* contenant une attaque violente sur un personnage important de la Cour, l'accusé ou quelqu'un de ses amis jugèrent à propos d'en faire imprimer, spécialement pour l'Empereur, un exemplaire où ne se trouvait pas l'article en question. L'Empereur ne découvrit pas la fourberie au premier abord, mais peu après il reçut de Londres un billet poli renfermant l'article omis, et lui expliquant comment il avait été trompé.

de l'avidité avec laquelle ces articles étaient lus et de l'effet qu'ils produisaient. Bien que strictement prohibé par la censure de la presse, le *Kolokol* se frayait un chemin à travers la frontière à des milliers d'exemplaires; il était avidement parcouru, commenté, dans tous les rangs des classes instruites. L'empereur lui-même le recevait régulièrement, et les délinquants haut placés ne l'examinaient qu'avec frayeur, en tremblant. Dans ces conditions, Herzen fut pendant quelques années une puissance en Russie, et fit beaucoup pour éveiller et développer l'enthousiasme réformateur.

Mais où étaient donc les conservateurs pendant tout ce temps-là? Comment expliquer qu'au cours de deux ou trois ans aucune voix ne s'élevât et que nulle protestation ne fût faite contre les exagérations rhétoriciennes du libéralisme nouveau-né? Qu'étaient devenus les représentants de l'ancien régime, si complètement imbus de l'esprit de Nicolas? Où se trouvaient ces ministres qui s'étaient appliqués systématiquement à éteindre le moindre indice d'initiative privée, ces « satrapes » qui avaient foulé aux pieds le moindre symptôme d'insubordination ou de mécontentement, ces censeurs de la presse qui avaient assidûment supprimé la moindre expression d'opinions libérales, ces milliers de propriétaires bien intentionnés qui avaient regardé comme de dangereux libres-penseurs et des républicains trahissant le Czar tous ceux qui se hasardaient à exprimer leur mécontentement de l'ordre de choses existant? Peu de temps auparavant, les conservateurs formaient au moins les neuf dixièmes des hautes classes, et maintenant ils avaient disparu comme si un magicien les eût frappés de sa baguette!

Il est à peine nécessaire de dire que dans un pays accoutumé à la vie politique, une révolution aussi soudaine, aussi unanime, dans l'opinion publique, ne pourrait en aucune façon se produire. La clé de ce mystère se trouve dans ce fait : pendant des siècles, la Russie

n'a rien connu de la vie politique ou des partis. Les gens que l'on appelait quelquefois conservateurs ne l'étaient en réalité point du tout dans notre sens du terme. Si nous disons qu'ils possédaient une certaine quantité d'esprit conservateur, nous devons ajouter qu'il était de l'espèce latente, passive, non raisonnée : le fruit de l'indolence et de l'apathie. Leur croyance politique n'avait qu'un seul article : « Tu aimeras le Czar de tout ton cœur et t'abstiendras soigneusement de toute résistance à sa volonté ; » spécialement s'il arrive que ledit Czar soit un homme du type de Nicolas. Aussi longtemps que Nicolas vécut ils acquiescèrent passivement à son système, — un acquiescement actif n'était ni désiré ni demandé, — mais quand le Czar de fer mourut, le système dont il était l'âme mourut nécessairement avec lui. Que pouvaient-ils donc chercher à défendre, à conserver ? On leur disait que le système qu'ils avaient appris à regarder comme l'ancre de salut de l'État était en réalité la cause principale des désastres nationaux ; et à cela ils ne pouvaient faire aucune réponse, car ils n'avaient de leur côté aucune explication satisfaisante à offrir. Absolument convaincus que le soldat russe était le meilleur soldat du monde, ils savaient que dans la guerre récente l'armée n'avait pas été victorieuse ; c'était donc le système qu'il fallait blâmer. On leur disait qu'une série de réformes gigantesques était nécessaire afin de rendre à la Russie la place qui lui convient parmi les nations ; et à cela ils ne pouvaient faire aucune réponse, car ils n'avaient jamais étudié de telles questions abstraites. Ils ne savaient qu'une seule chose : que ceux qui hésitaient à admettre la nécessité de réformes gigantesques étaient flétris par la presse comme gens d'esprit étroit, ignorants, égoïstes, remplis de préjugés, et signalés à la dérision comme ne connaissant même pas les principes les plus élémentaires de la science politique et économique. L'opinion publique s'exprimant

librement était un phénomène tellement nouveau en Russie que la presse put, pendant quelque temps, exercer une tyrannie « libérale » presque aussi rigoureuse que la tyrannie « conservatrice » des censeurs sous le règne précédent. Des hommes qui eussent vaillamment essuyé le feu de l'ennemi sur le champ de bataille baissaient la tête devant les dards empoisonnés d'Herzen dans le *Kolokol*. Dans de telles circonstances, même le petit nombre qui possédait quelques vagues convictions conservatrices s'abstenait de les exprimer publiquement.

Les hommes qui avaient joué un rôle plus ou moins actif pendant le règne précédent et chez lesquels, en raison de cela, on pouvait s'attendre à rencontrer des convictions plus nettes, plus profondément enracinées, se trouvaient spécialement incapables de s'opposer à l'enthousiasme libéral qui prévalait. Leur esprit conservateur était d'une espèce aussi flasque que celui des propriétaires terriens qui ne faisaient pas partie du service civil ; car sous Nicolas, plus un homme était placé haut, moins il avait probablement de convictions politiques d'aucune espèce en dehors du simple *Credo* cité plus haut. En outre, ils appartenaient à la classe sur laquelle pesait pour le moment l'anathème de l'opinion publique : ils avaient tiré avantage personnel et direct du système reconnu maintenant la cause directe des désastres nationaux. Pendant quelque temps le nom de « Tchinovnik » devint un terme de reproche, de dérision, et la situation de ceux qui le portaient fut à la fois pénible et comique. Bien qu'ils eussent occupé un poste dans le service public, ils s'efforçaient habituellement de prouver qu'ils étaient entièrement dégagés de l'esprit tchinovnikte, qu'il n'y avait chez eux rien du Tchinovnik pur sang. Ceux qui s'étaient autrefois enorgueillis de leur *tchin* (rang officiel), en avaient fait parade en toutes occasions, en saison ou hors de saison, devinrent à demi

honteux d'avouer qu'ils possédaient le grade de général, car ce titre ne commandait plus désormais le respect et se rattachait à tout ce qui était suranné, formaliste, stupide. La jeune génération ne lui témoignait nul respect et en faisait usage comme équivalent de « tête de bûche pompeuse ». Les fonctionnaires zélés qui, tout récemment encore, regardaient l'obtention de décorations et d'ordres comme le but principal de la vie d'un homme, eussent volontiers caché ces trophées péniblement gagnés, de peur que quelque « libéral » cynique ne les prît pour cible et n'exerçât sur eux sa satire. « Regardez la profondeur de l'humiliation où vous avez conduit le pays — tel était le chœur de reproches qui résonnait sans cesse à leurs oreilles, — avec votre manie de paperasser, votre formalisme chinois, votre principe d'obéissance passive, aveugle, non raisonnée, mécanique ! Vous affirmiez constamment que vous étiez les seuls vrais patriotes, et flétrissiez du nom de traîtres ceux qui vous signalaient la sottise insensée de votre conduite. Vous voyez maintenant à quoi tout cela est arrivé. Les hommes que vous avez contribué à faire envoyer aux mines se trouvent avoir été les vrais patriotes (1). » Et à ces reproches, que pouvaient ils répondre ? Pareils à un enfant qui a, en jouant et folâtrant, mis par inadvertance le feu à la maison, ils pouvaient seulement prendre un air contrit et dire qu'ils ne l'avaient pas « fait exprès ». Ils avaient simplement accepté, sans examen ni critique, l'ordre de choses existant, et s'étaient rangés parmi

1. C'était un dicton très-répandu à cette époque : « Presque tous les hommes remarquables de la Russie ont passé une partie de leur vie en Sibérie », et il était question de publier un dictionnaire biographique des gens célèbres, dans lequel chaque article devait se terminer par : Exilé à, en 18... J'ignore jusqu'à quel point le projet fut sérieusement approfondi, mais, bien entendu, le livre ne fut jamais publié.

ceux qui étaient officiellement reconnus comme « les bien-intentionnés ». S'ils avaient toujours évité les libéraux, peut-être même un peu aidé à les persécuter, c'était simplement parce que tous les gens « bien-intentionnés » disaient que ces libéraux s'agitaient continuellement, constituaient un danger pour l'Etat. Les Tchinovniks non convaincus de leurs erreurs se contentèrent de garder le silence; mais la grande majorité passa dans les rangs des Progressistes, et beaucoup s'efforcèrent de racheter leur passé en montrant un zèle extrême pour la cause libérale.

Pour nous expliquer cette explosion extraordinaire d'enthousiasme réformateur, nous devons nous rappeler d'abord que les classes russes instruites, en dépit du climat septentrional qui devrait faire circuler lentement leur sang, sont extrêmement aptes à recevoir des impulsions. N'étant entravées par aucuns préjugés historiques vénérables, elles sont étonnamment sensibles à l'influence séduisante de projets grandioses, spécialement quand ces projets surexcitent leurs sentiments patriotiques. Puis il y avait la simple force de réaction, le rebondissement qui, logiquement, succédait à la terrible compression du règne précédent. Soit dit sans intention blessante, les Russes de cette époque pouvaient être comparés à des écoliers venant juste d'échapper à la discipline rigoureuse d'un maître sévère. Dans les premiers moments de liberté, on supposait qu'il n'y aurait plus désormais de discipline ni de contrainte. Le respect le plus absolu devait être témoigné à la « dignité humaine », et chaque Russe allait s'employer spontanément et avec zèle au grand travail de la régénération nationale. Tous avaient soif d'activité réformatrice. Les hommes au pouvoir étaient inondés de projets de réformes : quelques-uns anonymes, d'autres émanant d'individus obscurs ; quelques-uns applicables, beaucoup follement fantastiques. Même les grammairiens mon-

trèrent leur sympathie pour l'esprit de l'époque en proposant d'expulser sommairement de l'alphabet russe toute lettre redondante!

Le fait que très-peu de personnes avaient des idées nettes, précises, concernant ce qui devait être fait, n'empêcha point l'enthousiasme pour la réforme, mais tendit plutôt à l'accroître. Tous étaient animés au moins d'un sentiment commun : le dégoût de ce qui avait existé précédemment. Ce fut seulement quand il devint nécessaire de cesser de s'en tenir à la négation pure et simple, de créer quelque chose, que les conceptions devinrent plus nettes et qu'une diversité d'opinions apparut. Au premier moment il y eut seulement unanimité dans la négation, et un enthousiasme impulsif pour des réformes bienfaisantes en général.

Les premières propositions spéciales furent les déductions directes des leçons données par la guerre. Celle-ci avait démontré d'une façon terrible les conséquences désastreuses de ne posséder que des moyens primitifs de communication ; la presse et le public commencèrent donc à parler de la nécessité de construire des chemins de fer, des routes, des steamers fluviaux. La guerre avait démontré qu'un pays n'ayant pas développé ses ressources naturelles s'épuise bientôt s'il lui faut faire un grand effort national ; par conséquent, le public et la presse insistèrent sur la nécessité de développer lesdites ressources naturelles, et se préoccupèrent des moyens à l'aide desquels ce résultat désirable pouvait être obtenu. La guerre avait démontré qu'un système d'éducation tendant à faire des hommes seulement de purs automates apathiques ne peut même pas produire une bonne armée ; par conséquent, la presse et le public commencèrent à discuter les différents systèmes d'éducation, les nombreuses questions de science pédagogique. La guerre avait démontré que les meilleures intentions d'un gouvernement se trouveront nécessairement frustrées si la majorité des

fonctionnaires est improbe ou incapable; par conséquent, le public et la presse commencèrent à parler de la nécessité absolue de réformer l'administration dans toutes ses branches.

On ne doit cependant pas supposer qu'en prenant ainsi à cœur les leçons que leur avait donné la guerre, en s'efforçant d'en profiter, les Russes étaient poussés à agir ainsi par des sentiments belliqueux, et désiraient se venger aussitôt que possible de leurs ennemis victorieux. Au contraire, le mouvement tout entier et l'esprit qui l'animait étaient essentiellement pacifiques. La phrase du prince Gortchakof: « La Russie ne boude pas, elle se recueille », était plus qu'une répartie diplomatique, c'était un exposé vrai et graphique du cas. Bien que les Russes soient très-inflammables et puissent devenir très-violents quand leurs sentiments patriotiques sont surexcités, individuellement et comme nation, ils sont remarquablement exempts de rancune et d'esprit de revanche. Après la clôture des hostilités ils n'en voulurent réellement que fort peu aux puissances occidentales, excepté peut-être à l'Autriche, qu'ils jugeaient s'être montrée traîtresse et ingrate envers le pays qui l'avait sauvée en 1849. Leur patriotisme prit dès lors la forme, non d'une soif de revanche, mais du désir d'élever leur patrie au niveau des nations occidentales. S'ils songeaient en quoi que ce fût aux choses militaires, c'était pour affirmer que la puissance, sous ce rapport, s'obtiendrait comme résultat naturel et inévitable d'une civilisation très-avancée et d'un bon gouvernement.

Comme premier pas vers la réalisation des vastes projets envisagés, des associations volontaires commencèrent à se former dans des buts commerciaux et industriels, et une loi fut promulguée pour la création de compagnies à responsabilité limitée. Dans l'espace de deux ans, quarante-sept compagnies de cette sorte, dont le capital s'éleva à 358 millions de roubles, se fondèrent.

Pour comprendre l'entière signification de ces chiffres, il nous faut savoir que, depuis 1799, époque de la fondation des premières compagnies par actions, jusqu'en 1853, vingt-six seulement avaient été créées, et que leur capital réuni se montait seulement à trente-deux millions de roubles. Ainsi, dans l'espace de deux ans (1857-58) onze fois autant de capital fut souscrit pour les compagnies par actions que pendant le demi-siècle qui précéda le règne actuel. Les espérances les plus exagérées étaient conçues quant aux avantages nationaux et privés qui devaient nécessairement résulter de ces entreprises, et l'on considéra comme un devoir patriotique d'y souscrire libéralement. La littérature périodique dépeignit en termes éclatants les résultats merveilleux qui avaient été obtenus dans d'autres contrées par le principe de la coopération, et des lecteurs crédules, prompts à s'enthousiasmer, crurent avoir découvert une façon patriotique de devenir très-vite riches.

Ce n'étaient là, néanmoins, que des questions seulement secondaires, et le public attendait avec anxiété que le gouvernement commençât la grande campagne réformatrice. Quand les classes se rendirent compte, au début, de la nécessité de vastes réformes, il n'existait aucune notion claire d'où et de quelle façon cette grande œuvre devait commencer. Il y avait tant à faire que ce n'était point chose aisée de décider ce qui devrait être fait d'abord. Les réformes administratives, judiciaires, sociales, économiques, financières, politiques, semblaient toutes également pressantes. Graduellement, cependant, il devint évident que la préséance devait être donnée à la question du servage. Il était absurde de parler de progrès, d'humanitarisme, d'éducation, de self-gouvernement, d'égalité aux yeux de la loi et autres matières semblables, aussi longtemps qu'un tiers de la population resterait soumise à la volonté arbitraire des seigneurs terriens. Aussi longtemps que le servage existait

rait, ce serait pure moquerie que parler de réorganiser la Russie d'accord avec les derniers résultats de la science politique et sociale. Comment un système de véritable justice pourrait-il y être introduit, quand vingt millions de la population se trouvaient en dehors de l'action de la loi? Comment les progrès agricoles ou industriels pourraient-ils s'effectuer sans travail libre? Comment le gouvernement pourrait-il prendre des mesures actives pour le développement de l'éducation nationale tant qu'il n'exercerait aucun contrôle direct sur une moitié de la classe paysanne? Par-dessus tout, comment pourrait-on espérer qu'une grande régénération se produirait tant que la nation conserverait volontairement ce stigmate : la flétrissure du servage, de l'esclavage?

Tout cela était généralement senti par les classes instruites, mais personne ne s'aventurait à soulever la question avant que les vues de l'Empereur à ce sujet fussent connues. Comment la question arriva graduellement à l'ordre du jour, comment elle fut traitée par les nobles, comment elle fut définitivement résolue par la célèbre loi du 19 février (3 mars) (1) : c'est ce que je me propose maintenant de relater.

1. 19 février d'après le vieux style, qui est encore usité en Russie, et 3 mars d'après notre méthode de calculer les dates.

CHAPITRE XXIX

LES SERFS

La population rurale dans l'ancien temps. — Les paysans au dix-huitième siècle. — Comment ce changement s'opéra. — L'explication qu'on en donne d'habitude est inexacte. — Le servage est le résultat de causes économiques et politiques permanentes. — Origine de l'*Adscriptio glebæ*. — Ses conséquences. — Insurrection serve. — Époque critique dans l'histoire du servage. — Servage en Russie et en Europe occidentale. — Paysans de l'État. — Nombre et distribution géographique de la population serve. — Obligations des serfs. — Pouvoir légal et réel des propriétaires. — Moyens de défense des serfs. — Fugitifs. — Serfs domestiques. — Influence du servage sur la moralité.

Avant de décrire l'émancipation, il est bon d'expliquer brièvement comment les paysans russes devinrent serfs, et ce qu'était réellement le servage en Russie.

Dans la période la plus reculée de l'histoire russe, la population rurale se composait de trois classes distinctes. Au bas de l'échelle, les esclaves, qui étaient très-nombreux : le chiffre en étant continuellement accru par les prisonniers de guerre, par les hommes libres qui, volontairement, se vendaient, par des débiteurs insolubles et par certaines catégories de criminels. Immédiatement au-dessus des esclaves se trouvaient les ouvriers agricoles libres qui n'avaient point de domicile permanent, mais allaient et venaient dans le pays

et se fixaient temporairement là où ils trouvaient du travail et une rémunération satisfaisante. Enfin, distincts de ces deux classes et, sous quelques rapports, plus élevés sur l'échelle sociale, il y avait les paysans proprement dits (1).

Ces paysans proprement dits, qui peuvent être sommairement décrits comme de petits cultivateurs, se distinguaient des ouvriers agricoles libres sous deux rapports. Ils étaient possesseurs de terres en propriété ou en usufruit et membres d'une Commune rurale. Ces Communes étaient des corporations libres primitives qui élisaient leurs autorités parmi les chefs de famille et envoyaient des délégués pour agir comme juges et assesseurs de la cour du prince. Quelques-unes des Communes possédaient de la terre en propriété; tandis que d'autres étaient fixées sur les domaines de propriétaires terriens ou sur ceux, bien plus étendus, des monastères. Dans ce dernier cas le paysan payait une rente annuelle fixe en argent, en produits ou en labeur, d'après les termes de son contrat avec le seigneur ou le monastère; mais il ne sacrifiait par là, en aucune façon, sa liberté personnelle. Dès qu'il avait rempli les engagements stipulés dans le contrat et réglé ses comptes avec le propriétaire de la terre, il était libre de changer son domicile comme bon lui semblait.

Si maintenant nous passons de ces temps primitifs au dix-huitième siècle, nous trouvons que la situation de la population rurale a, dans l'intervalle, entièrement changé. La distinction entre les esclaves, les ouvriers agricoles et les paysans, a complètement disparu. Ces trois

1. Ma principale autorité pour l'histoire des paysans aux temps primitifs a été Belaef, *Krestyane na Rusi*, Moscou, 1860 : ouvrage remarquable et consciencieux. Par la mort récente de M. Belaef, la Russie a perdu l'un des investigateurs de son histoire les plus érudits et les plus laborieux.

catégories se sont fondues en une seule appelée les *serfs*, qui sont regardés comme la propriété des seigneurs terriens ou de l'État. « Les propriétaires vendent leurs paysans et leurs serviteurs domestiques non pas même par famille, mais un par un, comme du bétail : chose qui ne se fait nulle part ailleurs dans le monde entier et dont la pratique ne cause pas peu de gémisséments » (1). Et cependant le gouvernement, bien que disant regretter l'existence de cette pratique, ne prend aucunes mesures énergiques pour l'empêcher. Au contraire, il prive les serfs de toute protection légale et ordonne expressément que, si aucun d'eux ose présenter une pétition contre son maître, il sera puni par le knout et transporté pour la vie aux mines de Nertchinsk (ukase du 22 août 1767) (2).

Comment ce changement important se produisit-il et comment doit-on l'expliquer ?

Si nous demandons cela à un Russe instruit qui ne s'est jamais occupé spécialement de recherches historiques concernant l'origine du servage en Russie, il répondra probablement à peu près en ces termes : « En Russie, l'esclavage n'a jamais existé (!) et même le servage dans le sens européen occidental n'a jamais été reconnu par la loi ! Dans l'ancien temps, la population rurale était complètement libre et chaque paysan pouvait changer son domicile le jour de saint Georges, c'est-à-dire à la fin de l'année agricole. Ce droit de migration fut aboli par le czar Boris Godunof, — qui, soit dit en pas-

1. Ces lignes sont extraites d'un ukase impérial du 15 avril 1721 : *Polnoe Sobranie Zakonov*, n° 3770.

2. Ceci est un ukase de la libérale et humaine Catherine ! Comment elle le conciliait avec son respect et son admiration pour les idées humanitaires de Beccaria sur la loi criminelle, elle ne l'explique pas ; et dans ses descriptions éloquentes des progrès étonnants de la civilisation dans son empire, elle oublie de le mentionner.

sant, était à moitié tartare et plus qu'à moitié usurpateur, — et c'est là que gît l'essence du servage dans l'acception russe. Les paysans n'ont jamais été la propriété des seigneurs terriens, mais toujours personnellement libres ; la seule restriction légale à leur liberté était qu'ils ne pouvaient changer de domicile sans la permission du propriétaire. Si ceux qu'on appelait serfs étaient parfois vendus, cette pratique était seulement un abus non autorisé par la législation. »

Cette explication simple, dans laquelle on peut découvrir une note d'orgueil patriotique, est à peu près universellement acceptée en Russie ; mais elle contient, comme beaucoup de conceptions populaires du passé éloigné, un curieux mélange de réalité et de fiction. Des recherches sérieuses et récentes tendent à démontrer que le pouvoir des seigneurs sur les paysans se créa, non pas soudainement comme résultat d'un ukase, mais graduellement comme conséquence de causes économiques et politiques permanentes, et que Boris Godunof ne fut pas plus blâmable que beaucoup de ses prédécesseurs et successeurs (1).

Bien que les paysans, dans l'ancienne Russie, fussent libres d'aller et venir comme bon leur semblait, il se produisit dès une époque très-reculée, — longtemps avant le règne de Boris Godunof, — chez les princes, les seigneurs et les Communes, une tendance décidée d'empêcher la migration. On comprendra facilement cette tendance si nous nous rappelons que la terre sans laboureurs est inutile, et qu'en Russie, à cette époque, la population était peu nombreuse en comparaison de la quantité de terres

1. Voir à ce sujet Pobedonostsef, dans le *Russki Vestnik*, 1858, n° 11, et *Istoritcheskaya izsledovaniya i statyi*, Saint-Petersbourg, 1876, du même auteur ; voir aussi Pogodin, dans le *Russkaya Beseda*, 1858, n° 4.

possédées ou qu'on pouvait facilement s'approprier. Le prince désirait avoir autant d'habitants que possible dans sa principauté, parce que le chiffre de ses revenus réguliers dépendait du nombre de la population. Le seigneur désirait avoir sur son domaine autant de paysans que possible, afin de leur faire cultiver pour lui la terre qu'il réservait pour son propre usage, et payer, pour le reste, une rente annuelle en argent, produits et labeur. Les Communes libres désiraient posséder un nombre de membres suffisant pour tenir en état de culture la totalité de la terre communale, parce que chaque Commune devait annuellement verser au prince une somme fixe en argent ou produits agricoles, et plus grand était le nombre des membres capables de travail, moins chacun d'eux avait à payer. Pour parler le langage de l'économie politique, les princes, les seigneurs terriens et les Communes libres étaient tous acheteurs au marché du labeur ; et comme la demande excédait de beaucoup l'offre, il se produisait naturellement une vive concurrence. Aujourd'hui, quand de jeunes colonies ou des propriétaires terriens, dans un coin éloigné du monde, ont aussi besoin de bras, ils cherchent à y pourvoir en organisant un système régulier d'immigration, usant de moyens violents et illégitimes, tels que les expéditions pour aller voler des enfants, seulement comme expédient exceptionnel. Dans l'ancienne Russie, l'immigration régulièrement organisée était, bien entendu, impossible, et par suite les mesures violentes et illégales ne constituaient point l'exception, mais la règle. Le principal avantage pratique des fréquentes expéditions militaires, pour ceux qui y prenaient part, était d'acquérir des prisonniers de guerre qui étaient ordinairement transformés en esclaves par leurs vainqueurs. S'il est vrai, comme quelques-uns l'affirment, que seuls les prisonniers non baptisés étaient considérés par la loi comme butin légitime, il est certain qu'en pratique, avant l'unification des principautés sous le Czar de

Moscou, on faisait très-peu de distinction sous ce rapport entre étrangers non baptisés et Russes orthodoxes (1). Une méthode semblable fut parfois employée pour l'acquisition de paysans libres : les seigneurs les plus puissants organisaient des expéditions de vols d'enfants et enlevaient de force les laboureurs fixés sur les terres de leurs voisins plus faibles.

Dans ces circonstances, il était tout naturel que ceux qui possédaient cette marchandise précieuse : le travailleur agricole, fissent tout ce qui était en leur pouvoir pour la garder. Beaucoup de Communes libres, sinon toutes, adoptèrent la mesure simple de refuser à tout membre de le laisser partir jusqu'à ce qu'il eût trouvé un remplaçant. Jamais les propriétaires, du moins à notre connaissance, n'adoptèrent formellement un tel principe, mais en pratique ils firent tout leur possible pour retenir les paysans actuellement fixés sur leurs domaines. Dans ce but, quelques-uns employèrent simplement la force, tandis que d'autres agirent sous le couvert de formalités légales. Le paysan qui acceptait de la terre d'un seigneur apportait rarement avec lui les ustensiles nécessaires, le bétail, le capital, pour commencer de suite ses travaux et nourrir lui et sa famille jusqu'à la moisson prochaine. Il était donc obligé d'emprunter à son propriétaire, et la dette ainsi contractée était aisément convertie en un moyen d'empêcher son départ s'il voulait changer de domicile. Nous n'avons pas besoin d'entrer dans de plus longs détails. Les seigneurs étaient les capitalistes de l'époque. Les mauvaises moissons successives, les pestes, les incendies, les razzias militaires et d'autres calamités semblables, ré-

1. Voir à ce sujet Tchitchérin, *Opyty po istorii Russkago prava*, Moscou, 1858, p. 162 et suiv.; et Lokhvitski, *O plennykh po drevnemu Russkomu pravu*, Moscou, 1855.

duisaient souvent même des paysans prospères à la mendicité. Le moughik n'était probablement alors, comme maintenant, que trop disposé à accepter une avance sans prendre les précautions nécessaires pour la rembourser. Les lois relatives aux dettes étaient terriblement sévères, et il n'existait aucune organisation judiciaire pour protéger les faibles. Si nous nous rappelons tout cela, nous ne serons pas surpris d'apprendre qu'une partie considérable des paysans était en réalité serve avant que le servage fût reconnu par la loi.

Aussi longtemps que le pays fut divisé en principautés indépendantes séparées l'une de l'autre par des limites imaginaires, et que chaque seigneur terrien fut à peu près un prince indépendant dans son domaine, les paysans trouvaient aisément dans la fuite un remède contre ces abus. Ils s'enfuyaient chez un seigneur voisin qui pouvait les protéger contre leur précédent maître et ses réclamations, ou se réfugiaient dans une principauté voisine où ils étaient, bien entendu, encore plus en sûreté. Tout cela changea quand les principautés indépendantes furent absorbées dans le Czarat de Moscovie. Les Czars se trouvèrent avoir de nouvelles raisons pour s'opposer à la migration des paysans et de nouveaux moyens pour l'empêcher. Les anciens princes avaient simplement accordé des concessions de terres à ceux qui les servaient et laissé le concessionnaire en faire ce que bon lui semblait ; les Czars, au contraire, donnèrent à ceux qui les servaient seulement l'usufruit d'une certaine quantité de terres dont ils proportionnèrent soigneusement l'étendue au rang et aux obligations de l'usufruitier. Par suite de ce changement, il y avait évidemment nécessité de fixer le paysan au sol. La valeur réelle d'une concession ne dépendait pas tant de la quantité de terre que du nombre des paysans fixés dessus, et par là toute migration des paysans se trouvait équivaloir à un déplacement des anciennes bornes, c'est-à-dire à un dérangement.

ment des dispositions adoptées par le Czar. Supposons, par exemple, que celui-ci eût concédé à un boyard ou à quelque autre dignitaire moins important un domaine sur lequel étaient fixées dix familles de paysans, et qu'ensuite cinq de ces familles émigrassent chez des seigneurs voisins. Dans ce cas le bénéficiaire pouvait à juste titre se plaindre d'avoir perdu la moitié de son domaine, — bien que la quantité de terre ne fût nullement diminuée, — et dire qu'à cause de cela il restait incapable de remplir ses obligations. De telles plaintes étaient faites rarement ou jamais par les grands dignitaires, car ils possédaient des moyens d'attirer les paysans sur leurs domaines (1); mais les petits seigneurs avaient bonne raison de récriminer, et le Czar était tenu de faire droit à leurs réclamations. La fixation du paysan au sol fut en fait la conséquence naturelle de la possession féodale : une partie intégrante du système politique moscovite. Le Czar contraignait les nobles à le servir et ne pouvait les payer en argent. Il était donc obligé de leur procurer quelque autre moyen d'existence. Évidemment, la méthode la plus simple de résoudre la difficulté était de leur donner de la terre peuplée d'un certain nombre de laboureurs; en d'autres termes, d'introduire le servage.

Vis-à-vis des Communes libres, les Czars durent agir de la même façon pour des raisons semblables. Les Communes, comme les nobles, avaient des obligations

1. En confirmation de cela nous avons, dans les documents de l'époque, l'indication nette que les grands dignitaires furent d'abord hostiles à l'*Adscriptio glebæ*. Nous trouvons un phénomène semblable, à une date beaucoup plus récente, en Petite Russie. Longtemps après que le servage eût été légalisé dans cette région par Catherine II, les grands propriétaires tels que Rumyantsef, Razumofski, Bezborodko, continuèrent à attirer sur leurs domaines les paysans des petits seigneurs. Voir l'article de Pogodin dans le *Russkaya Beseda*, 1858, n° 4, p. 154.

envers le souverain, et ne pouvaient les remplir si la migration d'un endroit à l'autre était permise aux paysans. Ceux-ci étaient, dans un certain sens, la propriété du Czar, et il était tout naturel que le Czar fit pour lui-même ce qu'il avait fait pour ses nobles.

En même temps que ces nouvelles raisons de fixer les paysans au sol se produisaient, de nouveaux moyens de prévenir la migration naquirent. Autrefois, il était aisé de s'enfuir dans une principauté voisine, mais maintenant toutes étaient réunies sous le même dominateur, et l'on jetait les fondations d'une administration centralisée. Des lois sévères furent promulguées contre ceux qui tentaient de changer leur domicile, et contre les seigneurs qui recueillaient les fugitifs. A moins que le paysan ne se décidât à braver les difficultés de la vie de *squatter* (colon) dans les forêts inhospitalières du Nord, ou ne se résolut à affronter les dangers de la steppe, il ne pouvait nulle part échapper à la lourde main de Moscou (1).

Les conséquences indirectes de ce fait d'attacher ainsi les paysans au sol ne devinrent pas immédiatement apparentes. Le serf conserva tous les droits civils dont il avait joui jusque là, excepté celui de changer son domicile. Il pouvait encore paraître devant les Cours de justice comme un homme libre, entreprendre librement le

1. Le résumé ci-dessus de l'origine du servage en Russie est basé sur un examen soigneux des témoignages que nous possédons à ce sujet, mais je ne dois pas dissimuler ce fait : quelques-unes des assertions sont fondées sur des hypothèses plutôt que sur des faits ou des documents réels, non équivoques. La question tout entière présente de grandes difficultés et ne sera point, selon toute probabilité, résolue d'une façon satisfaisante jusqu'à ce qu'un grand nombre des anciens « livres terriers » locaux (*Pistoviya Knigi*) ait été publié. Ces registres sont certainement d'une bien plus grande importance que beaucoup des travaux publiés par la commission archéologique impériale.

commerce ou l'industrie, conclure toutes sortes de contrats et louer de la terre pour la cultiver (1). Même la restriction apportée à la liberté de ses mouvements ne fut pas si lourde qu'elle peut le paraître à première vue, car le changement de domicile n'avait jamais été très-fréquent parmi les paysans, et la force de la coutume empêcha pendant un certain temps les seigneurs d'apporter aucunes modifications importantes aux contrats existants.

Néanmoins, à mesure que le temps s'écoulait, le changement dans les rapports légaux entre les deux classes devint apparent dans la vie réelle. En attachant les paysans au sol, le Gouvernement s'était tellement préoccupé d'un but financier direct qu'il avait entièrement négligé, ou n'avait pas voulu voir, les conséquences ultérieures qui devaient nécessairement résulter de la politique adoptée. Il était évident que dès que la relation entre le seigneur et le paysan ne serait plus désormais un contrat volontaire, dès qu'on la rendait indissoluble, la plus faible des deux parties légalement liées l'une à l'autre devait être complètement à la merci de la plus forte, à moins qu'elle ne fût énergiquement protégée par la loi et l'administration. Et pourtant le Gouvernement ne s'occupa nullement de cette conséquence inévitable. Loin de s'efforcer de protéger les paysans contre l'oppression des seigneurs, il ne détermina même pas par une loi les obligations mutuelles qui devaient exister entre les deux classes. Prenant avantage de cette omission, les seigneurs commencèrent bientôt d'imposer telles obligations qu'ils jugèrent à propos, et comme ils n'avaient aucun moyen légal d'assurer leur exécution, ils introduisirent graduellement une juridiction patriarcale semblable à celle qu'ils exerçaient sur leurs esclaves,

1. Belaef, p. 250.

avec amendes et châtiments corporels comme moyens de coercition. Partant de là ils ne tardèrent guère à faire un pas de plus, et commencèrent à vendre leurs paysans sans la terre sur laquelle ils étaient fixés. Ceci fut d'abord seulement un abus flagrant non sanctionné par la loi, car le paysan n'avait jamais été déclaré la propriété privée du seigneur terrien ; mais le Gouvernement sanctionna tacitement cette pratique et même exigea des redevances sur ces sortes de ventes comme sur celles des esclaves. Finalement le droit de vendre les paysans sans la terre fut reconnu formellement par divers ukases impériaux (1).

L'ancienne organisation communale existait encore et n'avait jamais été légalement dépouillée de son autorité, mais elle était maintenant impuissante à protéger ses membres. Le seigneur pouvait aisément dompter toute résistance active en vendant ou convertissant en serviteurs domestiques les paysans qui osaient s'opposer à sa volonté.

La classe paysanne était ainsi tombée à l'état de serfs, dépourvue, en réalité, de protection légale, exposée à la volonté arbitraire des seigneurs ; mais sous quelques rapports légaux et d'usage, elle se distinguait encore des esclaves d'un côté, et des « gens libres nomades » de l'autre. Ces distinctions furent effacées par Pierre le Grand et ses successeurs immédiats.

Pour effectuer ses grandes réformes civiles et militaires, Pierre avait besoin d'un revenu annuel tel que ses prédécesseurs n'en avaient jamais rêvé. Il était donc toujours aux aguets pour découvrir quelque nouvel objet à taxer. En jetant les yeux de tous côtés dans ce but, son regard tomba tout naturellement sur les esclaves, les

1. Par exemple, ceux des 13 octobre 1675 et 25 juin 1682. Voir *Belaef*, p. 203 à 209.

serviteurs domestiques et les ouvriers agricoles libres. Aucune de ces classes ne payait de taxes, fait qui se trouvait en contradiction flagrante avec le principe fondamental de sa politique : que chaque sujet doit servir l'État d'une façon quelconque. En conséquence, il ordonna qu'un recensement national fût fait, sur lequel toutes les classes de la population rurale — esclaves, serviteurs domestiques, ouvriers agricoles, paysans, — seraient inscrites dans une seule catégorie; et il imposa également à tous les membres de cette catégorie une taxe personnelle au lieu de la taxe foncière d'autrefois, qui portait exclusivement sur les paysans. Pour faciliter la perception de cette taxe, les seigneurs furent rendus responsables de leurs serfs; et il fut ordonné aux « gens libres nomades » qui ne voulaient pas entrer dans l'armée de s'inscrire, sous peine d'être envoyés aux galères, comme membres d'une Commune ou comme serfs de quelque seigneur.

Ces mesures eurent une influence considérable, sinon sur la situation actuelle des paysans, au moins sur les conceptions légales les concernant. En faisant payer au seigneur la taxe foncière pour ses serfs, comme si c'eût été des esclaves ou du bétail, la loi semblait sanctionner l'idée qu'ils faisaient partie de ses biens mobiliers. En outre, elle introduisit le principe tout-à-fait nouveau que tout membre de la population rurale qui ne serait point attaché légalement à la terre ou à un seigneur, devait être regardé comme un vagabond et traité comme tel. Par là le principe que chaque sujet doit de façon ou d'autre servir l'État se trouvait complètement réalisé. Il n'existait plus désormais en Russie aucune place pour des hommes libres.

Ce changement dans la situation de la classe paysanne, joint aux injustices et à l'oppression dont il était accompagné, accrut naturellement chez elle la tendance à s'enfuir et l'instinct nomade. Des milliers de serfs se

sauvèrent de chez leurs maîtres dans la steppe, ou cherchèrent à s'enrôler dans l'armée. Pour empêcher cela, le gouvernement jugea nécessaire de prendre des mesures sévères, énergiques. Il fut défendu aux serfs de s'enrôler sans la permission de leur maître, et ceux qui persistaient à se présenter aux bureaux de recrutement étaient battus « cruellement » (*zhestoko*) avec le knout et envoyés aux mines (1). D'autre part, on accorda aux seigneurs le droit de faire transporter sans jugement en Sibérie leurs serfs intraitables et même de les envoyer, pour la vie, aux mines (2).

Si ces mesures sévères eurent quelque effet, il ne fut pas de longue durée, car il se produisit bientôt parmi les serfs un esprit de mécontentement et d'insubordination encore plus violent, qui menaça de produire un soulèvement agraire général et créa, à l'époque, un mouvement ressemblant jusqu'à un certain point à la Jacquerie en France, et à la Guerre des Paysans en Allemagne. Un coup d'œil jeté sur les causes de ce mouvement nous aidera à comprendre la nature réelle du servage en Russie.

Jusqu'à ce point le servage avait eu, en dépit de ses abus flagrants, une certaine raison d'être théorique. Il faisait, comme nous l'avons vu, partie d'un système politique général dans lequel le service obligatoire était imposé à toutes les classes de la population. Les serfs servaient les nobles pour que ceux-ci pussent servir le czar. En 1762, cette théorie fut entièrement renversée par un manifeste de Pierre III abolissant le service obligatoire de la noblesse. Pour être d'accord avec la justice stricte, cet acte eût dû être suivi de la libération des serfs; car si les nobles n'étaient plus désormais obligés de servir

1. Ukase du 2 juin 1742.

2. Voir les ukases des 17 janvier 1765 et 27 janvier 1766.

l'État, ils ne possédaient plus aucun droit équitable aux services des paysans. Le gouvernement avait si complètement oublié ce qu'était le servage à l'origine, ce qu'il signifiait, qu'il ne songea nullement à donner à la mesure ses conséquences logiques; mais les paysans s'en tinrent obstinément aux anciennes conceptions et attendirent impatiemment un second manifeste les libérant du pouvoir des seigneurs. Le bruit se répandit parmi eux qu'un tel manifeste existait réellement, et que les nobles empêchaient sa publication. En raison de cela, un esprit d'insubordination apparut chez la population rurale, et des insurrections locales éclatèrent dans plusieurs parties de l'Empire.

A ce moment critique, Pierre III fut détrôné et assassiné par une conspiration de Cour. Les paysans, bien entendu, ne savaient rien des motifs réels des conspirateurs, ils supposèrent que le Czar avait été assassiné par ceux qui désiraient conserver le servage, et le crurent un martyr de la cause de l'émancipation. A la nouvelle de la catastrophe, leurs espérances d'être émancipés s'évanouirent, mais furent bientôt ravivées par de nouvelles rumeurs. Le Czar, disait-on, avait échappé aux conspirateurs et se cachait. Bientôt il apparaîtrait parmi ses paysans fidèles, et avec leur aide il recouvrerait son trône, punirait les oppresseurs méchants. On l'attendit avec anxiété et à la fin vint la bonne nouvelle qu'il avait paru dans les provinces du Don, que des milliers de Cosaques s'étaient rangés sous son étendard, que partout il mettait sans merci les seigneurs à mort, et qu'il arriverait bientôt dans l'ancienne capitale!

Pierre était en réalité dans sa tombe, mais il y avait un terrible élément de vérité dans ces bruits. Un prétendant, un Cosaque appelé Pougatchef, avait réellement paru sur le Don et avait assumé le rôle que les paysans espéraient voir jouer par le défunt Czar. S'avancant à travers le pays que baigne le bas Volga, il s'empara de

diverses places importantes, massacra tous les seigneurs qu'il put trouver, battit en plus d'une occasion les troupes envoyées contre lui, et menaça de s'avancer jusqu'au cœur de l'Empire. Il semblait que les anciens « temps troublés » étaient sur le point de se renouveler et que le pays allait, une fois de plus, être saccagé par les farouches Cosaques de la steppe méridionale. Mais le prétendant se montra incapable de jouer le rôle qu'il avait assumé. Sa cruauté inhumaine lui aliéna beaucoup de ceux qui autrement l'eussent suivi, et il manquait trop de décision et d'énergie pour profiter des circonstances favorables. S'il est vrai qu'il avait conçu l'idée de créer un empire paysan (*moughiktskoe tsarsto*), ce n'était pas l'homme capable de réaliser un tel projet. Après une série de bévues et de défaites, il fut fait prisonnier et l'insurrection fut étouffée (1).

Pendant ce temps Pierre III avait été remplacé par son épouse Catherine II. Comme elle ne possédait aucun droit légal au trône, étant de naissance étrangère, elle ne pouvait gagner l'affection du peuple et était obligée de rechercher la faveur de la noblesse. Dans une position aussi difficile, elle ne devait pas s'aventurer à appliquer ses principes humanitaires à la question du servage. Même pendant les premières années de son règne, quand elle n'avait aucune raison de craindre des révoltes agraires, elle accrut plutôt qu'elle ne diminua le pou-

1. Pendant mon séjour chez les Bashkirs de la province de Samara en 1872, je recueillis quelques traditions intéressantes concernant ce prétendant. Bien que près d'un siècle se fût écoulé depuis sa mort (1775), son nom, l'aspect de sa personne et ses exploits étaient bien connus, même de la jeune génération. Ceux qui me renseignèrent croyaient fermement que ce n'était point un imposteur, mais le véritable Czar détrôné par son épouse ambitieuse, et qu'il ne fut jamais fait prisonnier, mais s'en alla bien loin sur une terre étrangère. Quand je demandai s'il était encore vivant et s'il ne pourrait pas revenir un jour, ils répondirent qu'ils ne le savaient point.

voir des seigneurs sur leurs serfs, et l'affaire Pougatchef la confirma dans cette ligne de conduite. On peut dire que, pendant son règne, le servage atteignit son apogée. Les serfs furent regardés par la loi comme faisant partie de la propriété immobilière du seigneur terrien (1), du capital actif du domaine, et comme tels ils étaient achetés, vendus, donnés en présent (2), par centaines et par milliers; quelquefois avec et quelquefois sans la terre, tantôt par famille, tantôt individuellement. La seule restriction légale était qu'ils ne pouvaient être offerts en vente au moment de la conscription ni être vendus publiquement à l'encan à aucune époque, parce qu'une telle coutume était considérée comme « malséante dans un Etat européen ». Sous tous les autres rapports, les serfs pouvaient être traités comme une propriété privée, et cette façon de voir se retrouve non-seulement dans la législation, mais aussi dans les idées du peuple. Ce devint la coutume, coutume qui dura jusqu'en 1861, de calculer la fortune d'un noble non point par son revenu annuel ou l'étendue de son domaine, mais par le nombre de ses serfs. Au lieu de dire qu'un homme avait tant de centaines ou de milliers de roubles de revenu ou possédait tant d'acres, on disait habituellement qu'il avait tant de centaines ou de milliers d'âmes. Et sur ces « âmes » il exerçait l'autorité la plus illimitée. Les serfs n'avaient aucuns moyens légaux de se défendre. Le Gouvernement craignait que le fait de leur accorder une protection judiciaire ou administrative n'éveillât en eux un esprit d'insubordination; c'est pourquoi il ordonna que ceux qui présenteraient

1. Voir l'ukase du 7 octobre 1792.

2. Comme exemple de paysans donnés en présent, on peut citer le cas suivant : le comte Panin demanda pour quelques-uns de ses subordonnés une récompense impériale, et ayant essuyé un refus, leur fit présent de 4.000 serfs pris sur ses propres domaines (Belaef, p. 320).

des plaintes seraient punis du knout et envoyés aux mines (1). C'était seulement dans les cas extrêmes, quand quelque acte de cruauté atroce arrivait jusqu'aux oreilles du souverain, que les autorités intervenaient dans la juridiction du seigneur, et ces cas n'avaient pas la moindre influence sur les seigneurs en général (2).

Les dernières années du dix-huitième siècle peuvent être regardées comme le *summum* dans l'histoire du servage. Jusqu'à cette époque, le pouvoir des seigneurs s'était accru sans cesse, l'institution s'était rapidement étendue. Sous l'empereur Paul nous trouvons les premiers symptômes apparents d'une réaction. Paul regardait les seigneurs comme ses officiers de police les plus actifs, mais il voulait limiter leur autorité; dans ce but, il rendit un ukase ordonnant que les serfs ne seraient point forcés de travailler pour leurs seigneurs plus de trois jours par semaine. Avec l'avènement d'Alexandre I^{er}, en 1801, commença une longue série de projets d'émancipation générale qui avortèrent et de tentatives sans fin pour corriger les abus les plus criants; et pendant le règne de Nicolas, il n'y eut pas moins de six comités formés à différentes époques pour examiner la question. Mais le résultat pratique de tous ces efforts fut

1. Voir les ukases des 22 août 1767 et 30 mars 1781.

2. Peut-être l'exemple le plus horrible qu'on ait enregistré est celui d'une certaine dame nommée Saltykoff, qui fut traduite devant la justice en 1768. D'après l'ukase concernant ses crimes, elle avait fait périr en des tortures inhumaines, dans l'espace de dix à onze ans, environ une centaine de ses serfs, principalement des femmes, et parmi elles plusieurs jeunes filles de onze à douze ans. D'après la croyance populaire, sa cruauté procédait de penchants cannibales. Mais ceci ne fut pas confirmé par l'instruction judiciaire. On trouvera les détails dans les *Russki Arkhiv*, 1865, p. 644 à 652. Les atrocités pratiquées sur le domaine du comte Araktcheyef, le favori d'Alexandre I^{er}, au commencement de ce siècle, ont été fréquemment décrites et sont à peine moins révoltantes.

à peu près nul. La coutume de donner des concessions de terres avec paysans fut abolie; certaines restrictions légères furent mises à l'autorité des seigneurs; un certain nombre des pires spécimens de la classe furent privés de l'administration de leurs domaines; quelques-uns, convaincus de cruautés atroces, furent exilés en Sibérie (1); plusieurs milliers de serfs furent émancipés; mais jusqu'au règne actuel aucunes mesures décisives, radicales, ne furent tentées, et les serfs ne reçurent pas même le droit de porter des plaintes formelles. En fait, on en était venu à regarder le servage comme une partie vitale de l'organisme de l'Etat et la seule base sûre de l'autocratie. On le traitait donc tendrement, et les droits, la protection accordée par divers ukases étaient presque entièrement illusoires.

Si nous comparons le développement du servage en Russie et en Europe occidentale, nous trouvons beaucoup de points communs; mais en Russie le mouvement présenta certaines particularités. L'une des plus importantes fut causée par le développement rapide du pouvoir autocratique. Dans l'Europe féodale, où il n'existait aucune autorité centrale forte pour contrôler la noblesse, les Communes libres disparurent entièrement ou à peu près. Elles furent confisquées par les nobles ou se soumi-
rent volontairement à des seigneurs terriens puissants, à des monastères, et de cette façon l'ensemble des terres qu'elles occupaient devint, à quelques rares exceptions près, la propriété des nobles ou de l'Eglise. En Russie nous trouvons le même mouvement, mais il fut

1. Speranski, par exemple, étant gouverneur de la province de Penza, traduisit devant la justice, entre autres, un seigneur qui avait fait fouetter un de ses serfs jusqu'à ce qu'il en mourût, et une dame qui avait fait périr un petit garçon serf en le lardant de coups de canif parce qu'il avait négligé de prendre soin d'un lapin apprivoisé confié à sa charge! (Korff, *Zhizn Speranskogo*, II, p. 127, note).

arrêté par le pouvoir impérial avant que toute la terre eût été absorbée. Les nobles purent réduire au servage les paysans fixés sur leurs domaines, mais non pas prendre possession des Communes libres, parce qu'une telle absorption eût empiété sur les droits et diminué les revenus du Czar. Jusqu'au commencement de ce siècle, il est vrai, de vastes concessions de terres avec serfs furent faites à des personnes favorisées parmi la noblesse, et pendant le règne de Paul (1796-1801) un nombre considérable de domaines fut affecté à l'usage de la famille impériale sous le nom d'apanages (*Udyelniya imeniya*); mais, d'autre part, les terres de l'Église, dont l'étendue était considérable quand Catherine II les sécularisa, ne furent pas distribuées entre les nobles comme dans beaucoup d'autres pays, mais transformées en domaines de l'État. Ainsi, à la date de l'émancipation (1861), de beaucoup la plus grande partie du territoire appartenait à l'État et une moitié de la population rurale était appelée « paysans de l'État » (*Gosudarstvennie krestyanè*).

Touchant la condition de ces paysans de l'État ou du Domaine, comme on les appelle quelquefois, je puis dire brièvement qu'ils étaient dans un certain sens serfs, étant attachés au sol comme les autres; mais leur situation se trouvait être, règle générale, un peu meilleure que celle des serfs dans l'acception la plus étroite du terme. Ils avaient beaucoup à souffrir de la tyrannie et de l'extorsion de l'administration sous laquelle ils vivaient, mais ils jouissaient de plus de terres, de plus de liberté, que s'ils eussent habité les domaines des seigneurs résidants, et leur situation était beaucoup moins précaire. On affirme souvent que les fonctionnaires du Domaine étaient pires que les possesseurs de serfs parce qu'ils n'avaient pas le même intérêt à la prospérité des paysans; mais ce raisonnement *à priori* ne supporte pas l'examen.

Il n'est pas peu intéressant d'observer les proportions numériques de ces deux classes rurales. Dans toute la Russie d'Europe, environ trois huitièmes de la population étaient composés de serfs appartenant aux nobles (1); mais si nous prenons les provinces séparément, nous trouvons de grandes variations à cette moyenne. Dans cinq d'entr'elles les serfs formaient moins de trois pour cent, tandis que dans d'autres ils constituaient plus de soixante-dix pour cent de la population! Ceci n'est pas un phénomène accidentel. Dans la distribution géographique du servage, nous pouvons voir réfléchies l'origine et l'histoire de l'institution.

S'il nous fallait tracer une carte montrant la répartition géographique de la population serve, nous nous apercevriions aussitôt que le servage rayonna de Moscou. Partant de cette cité comme centre et avançant dans toutes les directions vers les confins de l'Empire, nous trouvons que, faisant la part de quelques influences locales qui troublent la donnée générale, la proportion des serfs diminue régulièrement dans les provinces successives que nous traversons. Dans la région représentant l'ancien Czarat moscovite, ils composent beaucoup plus de la moitié de la classe paysanne. Immédiatement au Sud et à l'Est, dans le territoire qui fut graduellement

1. Les nombres exacts, d'après les statistiques les plus récentes, sont :

Population totale.	60.909.309
Paysans de toutes classes.	49.486.665

Ces classes sont les suivantes :

Paysans de l'État.	23.138.191
Paysans sur les terres des propriétaires (ci-devant serfs).	23.022.390
Paysans sur les apanages et autres départements.	3.326.084
Total.	49.486.665

annexé pendant le dix-septième siècle et la première moitié du dix-huitième, la proportion varie de vingt-cinq à cinquante pour cent; et dans les provinces dont l'annexion fut plus récente, elle décroît toujours jusqu'à ce qu'elle arrive presque à zéro.

Nous pouvons nous apercevoir aussi que le tant pour cent de serfs décroît vers le Nord beaucoup plus rapidement que vers l'Est et le Sud. Cela s'explique par la nature essentiellement agricole du servage dans son enfance. Au Sud et à l'Est, il y avait abondance de riche « Terre noire » renommée pour sa fertilité, et les nobles en quête de domaines préféraient naturellement cette région au Nord inhospitalier, à son sol pauvre et son climat rigoureux.

Un examen plus attentif de la carte supposée (1) montrerait d'autres faits intéressants. Qu'on me laisse en citer un comme exemple. Si le servage avait été le résultat de la conquête, nous eussions trouvé la race slave fixée sur les domaines de l'État et les tribus tartares et finnoises approvisionnant de serfs les nobles. En réalité, nous trouvons tout à fait le contraire : les Finnois et les Tartares étaient presque tous paysans de l'État, et les serfs des seigneurs presque tous de race slave. Ceci s'explique par ce fait : les tribus tartares et finnoises habitent principalement les régions éloignées dans lesquelles le servage n'atteignit jamais d'aussi grandes proportions que dans le centre de l'Empire.

Les redevances payées par les serfs étaient de trois sortes : labeur, argent et produits agricoles. Ces derniers sont si peu importants qu'il suffit d'en dire quelques mots. Ils consistaient principalement en œufs, poulets,

1. Une carte semblable a été établie par Troinitski, *Krepostnoe Naselenie v Rossii*, Saint-Petersbourg, 1861 ; mais elle n'est pas aussi exacte qu'elle eût pu l'être.

agneaux, champignons, baies sauvages et toile tissée à la maison. La quantité de ces divers produits dépendait entièrement de la volonté du maître. Quant aux deux autres espèces de redevances, comme elles sont plus importantes, nous devons les examiner de plus près.

Quand un seigneur possédait une grande quantité de terres fertiles et voulait les faire valoir pour son propre compte, il exigeait ordinairement de ses serfs autant de travail que possible. Sous un tel maître, les serfs n'avaient probablement aucune redevance à payer en argent et remplissaient leurs obligations envers lui en cultivant l'été ses champs, et transportant l'hiver son grain au marché. Quand, au contraire, un seigneur disposait de plus de labour serf qu'il ne lui en fallait pour la culture de ses terres, il mettait le superflu « en *obrok* » : c'est-à-dire qu'il autorisait un certain nombre de serfs à aller travailler où bon leur semblerait, à la condition de lui payer une somme annuelle fixe. Parfois le seigneur ne faisait rien valoir du tout ; dans ce cas il mettait tous ses serfs « en *obrok* » et généralement cédait à la Commune, en usufruit, la totalité de la terre arable et du pâturage. De cette façon le Mir jouait le rôle d'un fermier.

Nous avons ici la base pour une classification simple et rationnelle des domaines au temps du servage : 1^o Domaines sur lesquels les redevances se payaient exclusivement en labour ; 2^o Domaines sur lesquels les redevances se payaient partie en labour et partie en argent ; 3^o Domaines sur lesquels les redevances se payaient exclusivement en argent.

Dans la manière d'exiger les redevances en labour, il existait une très-grande variété. D'après le fameux manifeste de Paul I^{er}, le paysan ne pouvait être contraint à travailler plus de trois jours par semaine ; mais cette loi était loin d'être partout observée, et ceux qui l'observaient avaient diverses méthodes de l'appliquer. Quel-

ques-uns la prenaient à la lettre et établissaient pour règle que les serfs devaient travailler pour eux trois jours déterminés dans la semaine : par exemple chaque lundi, mardi et mercredi. Mais c'était un système extrêmement peu commode, car il empêchait l'exécution régulière du travail des champs. Un autre, beaucoup plus rationnel, consistait en ce qu'une moitié des serfs travaillât les trois premiers jours de la semaine, et l'autre moitié les trois derniers. De cette façon il y'avait, sans aucune contravention à la loi, une somme régulière et constante de labour fourni. Il semble néanmoins que la grande majorité des seigneurs ne suivait aucune méthode stricte, ne tenait aucun compte du manifeste de Paul I^{er}, lequel ne donnait aux paysans aucun moyen légal de porter des plaintes formelles. Ces seigneurs faisaient venir chaque jour autant de laboureurs qu'ils en avaient besoin. Les conséquences mauvaises d'une telle façon d'agir pour les récoltes des paysans étaient en partie annihilées par ce fait qu'on leur faisait semer leur grain un peu plus tard que celui du seigneur, si bien que la moisson du maître était finie ou à peu près avant que leurs récoltes, à eux, fussent mûres. Cette combinaison, néanmoins, ne réussissait pas toujours ; et dans les cas où il y avait conflit d'intérêts le serf était, bien entendu, la partie perdante. Tout ce qui lui restait à faire, en de telles circonstances, était de travailler un peu à son propre champ avant six heures le matin et après neuf heures le soir ; et afin de le pouvoir il économisait ses forces, travaillait aussi peu que possible, pendant le jour, dans les champs de son maître.

On a fréquemment remarqué, avec beaucoup de raison, — bien que l'application irréfléchie de ce principe ait souvent conduit à une inactivité législative inexcusable, — que le résultat pratique des institutions dépend moins de leur nature intrinsèque abstraite que du caractère de ceux qui les appliquent. Il en fut ainsi

du servage. Quand un seigneur agissait habituellement vis-à-vis de ses serfs d'une façon rationnelle, éclairée, humaine, ils n'avaient guère lieu de se plaindre de leur situation, et leur existence était bien plus aisée que celle de beaucoup d'hommes qui vivent dans un état de liberté individuelle complète et dans un milieu où règne une concurrence illimitée.

Quand je dis que la condition de bien des hommes libres est pire que n'était celle de beaucoup de serfs russes, le lecteur ne doit pas s'imaginer que je pense à quelque tribu barbare chez laquelle « liberté » signifie absence complète de lois et droit de pillage sans restriction aucune. Au contraire, je pense à une classe d'hommes qui ont la bonne fortune de vivre sous la protection bienveillante de la loi britannique, non pas dans quelque colonie éloignée et inhospitalière, mais entre le canal Saint-Georges et la mer du Nord. Quelque paradoxale que l'assertion puisse sembler à ceux qui ont l'habitude d'envisager toutes formes d'esclavage d'un point de vue sentimental, il est incontestable que la condition des serfs sous un seigneur pareil à celui que j'ai supposé était beaucoup plus enviable que celle de la majorité des ouvriers agricoles anglais.

Chaque famille possédait une maison lui appartenant, avec un jardin planté de choux, un cheval, quelquefois plusieurs, une ou deux vaches, quelques moutons, de la volaille, des ustensiles agricoles, une part de la terre communale et toutes autres choses nécessaires pour exécuter ses travaux de petite culture; et en retour, elle avait à fournir au seigneur une somme de travail qui n'était nullement oppressive. Si, par exemple, un serf avait trois fils adultes, — et les ménages, comme je l'ai dit ailleurs, étaient en ce temps-là généralement nombreux — les deux aînés pouvaient travailler pour le seigneur tandis que lui-même et le dernier s'occupaient exclusivement des affaires de la famille. Il n'éprou-

vait aucune crainte d'être ruiné pour toujours par ces événements que l'on avait l'habitude d'appeler « les visitations de Dieu ». Si sa maison était brûlée, si son bétail mourait de la peste, si une série de « mauvaises années » le laissait sans semence pour son champ, il pouvait toujours compter sur l'aide temporaire de son maître. Il était protégé aussi contre toute oppression et exaction des fonctionnaires; car la police, quand elle avait une raison quelconque d'intervenir, s'adressait au seigneur, qui était jusqu'à un certain point responsable de ses serfs. Le serf pouvait donc mener une existence tranquille, heureuse, et mourir à un âge avancé sans jamais avoir eu conscience que le servage était un fardeau.

Si tous les serfs avaient vécu de cette façon, nous pourrions peut-être regretter que l'émancipation ait été effectuée. En réalité, il y avait, comme disent les Français, « le revers de la médaille », et le servage apparaissait généralement sous une forme très-différente de celle que je viens de dépeindre. Les seigneurs n'appartenaient malheureusement pas tous au type éclairé, humain. Parmi eux il s'en trouvait beaucoup qui exigeaient de leurs serfs une somme de travail déraisonnable et les traitaient de la manière la plus inhumaine.

Ces oppresseurs peuvent être divisés en quatre catégories : 1° Il y avait les seigneurs qui dirigeaient eux-mêmes l'exploitation de leurs domaines et opprimaient seulement dans le but d'accroître leurs revenus. 2° Il y avait un certain nombre d'officiers retraités, ou retirés du service, qui voulaient établir l'ordre et la discipline sur leurs domaines et employaient dans ce but les moyens barbares usités jusqu'à ces derniers temps dans l'armée, croyant que les châtimens corporels impitoyables étaient le seul moyen de guérir la paresse, le désordre et autres vices. 3° Il y avait les non-résidants, qui dépensaient beaucoup plus que leurs revenus et exi-

geaient de leur intendant (le menaçant de le donner, lui ou son fils, comme recrue) une somme annuelle bien plus forte que celle que le domaine pouvait raisonnablement produire. 4° Enfin, dans les dernières années du servage, il y avait beaucoup d'hommes qui achetaient des domaines par esprit de spéculation, et s'efforçaient d'en tirer autant d'argent que possible dans le plus court espace de temps possible.

Entre tous les maîtres durs, ceux-ci étaient les plus cruels ; absolument indifférents au bien-être des serfs et au sort ultérieur de la propriété, ils coupaient le bois, vendaient le bétail, exigeaient de lourdes redevances en argent, menaçant de donner les serfs ou leurs enfants comme recrues, présentaient aux autorités militaires un nombre de conscrits plus grand que celui requis par la loi, — vendant les récépissés de conscription (*zatchetniya kvitantsii*) aux marchands et bourgeois qui y étaient exposés, mais ne voulaient pas servir, — contraignaient certains des serfs les plus riches à acheter leur liberté un prix énorme : en un mot, employaient tous les moyens légaux et illégaux pour extorquer de l'argent. Par ce système d'exploitation, ils ruinaient complètement le domaine dans le cours de quelques années, mais pendant ce temps ils avaient probablement réalisé la somme payée, plus un très-beau profit ; et ce profit pouvait être considérablement augmenté en vendant un certain nombre de familles paysannes pour être transportées sur un autre domaine (*na svoz*), ou en hypothéquant la propriété à l'*Opekunski Sovet* : institution du gouvernement qui prêtait de l'argent sur gage foncier sans examiner avec soin la nature de ce gage.

Quant aux moyens que les seigneurs possédaient pour opprimer leurs paysans, nous devons établir une distinction entre ceux légaux et les autres. Les premiers étaient à peu près aussi complets qu'on pouvait le désirer. « Le seigneur, est-il dit dans les lois, (vol. IX, § 1045, éd. an.

1857) peut imposer à ses serfs toute espèce de labeur, exiger d'eux des redevances en argent (*obrok*) et des services domestiques, avec cette seule restriction qu'ils ne soient pas par là ruinés, accablés, et que le nombre de jours fixé par la loi leur soit laissé pour leurs propres travaux (1). » En outre, il avait le droit de transformer les paysans en serviteurs domestiques et pouvait, au lieu de les employer à son propre service, les louer à d'autres personnes jouissant des droits et privilèges de la noblesse (§§ 1047 et 1048). Pour toutes offenses commises contre lui et quiconque relevait de sa juridiction, il pouvait soumettre les coupables à un châtiment corporel n'excédant pas quarante coups de baguette de bouleau ou quinze coups de canne (§ 1052); et s'il considérait un de ses serfs comme incorrigible, il pouvait le présenter aux autorités pour être incorporé dans l'armée ou transporté en Sibérie, suivant son désir (§§ 1053 à 1055). Dans les cas d'insubordination où les moyens ordinaires de discipline ne suffisaient pas, il pouvait appeler la police et les troupes pour appuyer son autorité.

Tels étaient les moyens légaux par lesquels le seigneur pouvait opprimer ses paysans, et l'on comprendra aisément qu'ils étaient très-considérables et très-élastiques. La loi lui donnait le pouvoir d'imposer toute redevance en labeur ou en argent qu'il pouvait juger convenable, et il était ordonné aux serfs, en tous cas, d'être dociles et obéissants (§ 1027). Quant aux châtiments corporels, malgré les restrictions de la loi, il pouvait en réalité les appliquer en toute proportion. Certainement aucun des serfs et très-peu des seigneurs savaient que la loi

1. Je donne ici le texte même du code, parce que les Russes croient communément, affirment, que le louage des serfs, le fait de leur infliger des châtiments corporels, et autres pratiques analogues, étaient seulement des abus non autorisés par la loi.

apportait une restriction quelconque à ce droit. Tous les seigneurs avaient l'habitude d'user des punitions corporelles comme ils le jugeaient convenable; et à moins que l'un d'eux ne se fit remarquer par une cruauté inhumaine, les autorités ne songeaient jamais à intervenir. Mais, aux yeux des paysans, les punitions corporelles n'étaient pas les pires. Ce qu'ils craignaient infiniment plus que la baguette de bouleau ou la canne, c'était le pouvoir du seigneur de les donner, eux ou leurs fils, comme recrues. La loi stipulait que ce moyen extrême serait employé seulement contre les serfs qui se montreraient vicieux ou insubordonnés à un degré incorrigible; mais les autorités acceptaient ceux qu'on leur présentait sans faire aucune enquête, et, par cette raison, le seigneur pouvait user de ce pouvoir comme d'un moyen efficace d'extorsion.

Contre ces manières de rançonner et d'opprimer les serfs, ceux-ci n'avaient aucune protection légale. La loi ne leur fournissait aucun moyen de résister aux injustices quelconques auxquelles ils pouvaient être en butte, ou d'arriver à faire punir le maître qui les opprimait et les ruinait. Le Gouvernement, en dépit de son désir sincère de les protéger contre les charges déraisonnables et les traitements cruels, intervenait rarement entre le maître et ses serfs, effrayé qu'il était de miner par là l'autorité des seigneurs et d'éveiller chez les paysans un esprit d'insubordination. Les serfs étaient donc laissés à leurs propres ressources et devaient se défendre du mieux qu'ils pouvaient. Le moyen le plus simple était une révolte ouverte. Mais ils l'employaient rarement, car ils savaient par expérience que toute tentative de cette espèce serait aussitôt réprimée par les troupes et punie sans merci. Des méthodes bien plus usitées, beaucoup plus efficaces, étaient la résistance passive, la fuite, l'incendie, le meurtre.

Nous pouvons naturellement supposer qu'un seigneur

sans scrupules, armé de l'énorme pouvoir, légal ou non, que je viens d'énoncer, pouvait très-aisément extorquer de ses paysans tout ce qu'il désirait. En réalité, cependant, l'action d'extorquer, quand elle excédait une certaine mesure, devenait une opération très-difficile. Le paysan russe possède un pouvoir d'endurer patiemment qui ferait honneur à un martyr, et une puissance de résistance passive et grognonne continue telle que n'en possède, je crois, aucune autre classe d'hommes en Europe : ces qualités formèrent une barrière très-puissante contre la rapacité des seigneurs sans conscience.

Aussitôt que les serfs remarquaient chez leur maître une tendance à la rapacité, à l'extorsion, ils prenaient de suite des mesures pour se défendre. La première était de vendre secrètement tout le bétail dont ils n'avaient pas un besoin absolu et toute la propriété immobilière qu'ils possédaient, à l'exception des quelques objets nécessaires pour l'usage de chaque jour ; le petit capital qu'ils réalisaient ainsi était soigneusement caché quelque part, dans ou auprès de la maison. Quand ceci était fait, le seigneur pouvait menacer et punir comme bon lui semblait, mais il arrivait rarement à déterrer le trésor caché. Plus d'un paysan, en pareille circonstance, supporta patiemment les châtimens les plus cruels, vit ses fils pris et emmenés comme recrues, et persista pourtant à déclarer qu'il ne possédait point d'argent pour payer sa rançon et celle de ses enfants. Le spectateur d'un fait semblable lui eût probablement donné le conseil de livrer son petit stock d'argent et par là s'affranchir de la persécution ; mais les paysans raisonnaient autrement. Ils étaient convaincus, non sans raison, que le sacrifice de leur petit capital éloignerait seulement le risque actuel et que la persécution recommencerait bientôt. Ils auraient donc eu à souffrir comme auparavant, avec le chagrin additionnel de sentir qu'ils avaient sacrifié inutilement le peu qu'ils possédaient. Leur croyance fataliste

dans le « peut-être » (*avos*) venait ici à leur aide. *Peut-être* le seigneur se fatiguerait de ses efforts en voyant qu'ils ne menaient à aucun résultat; *peut-être* quelque chose pouvait se produire qui éloignerait d'eux le persécuteur.

Il arrivait toujours, néanmoins, quand un seigneur traitait ses serfs avec une injustice et une cruauté extrêmes, que quelques-uns perdaient patience et cherchaient un refuge dans la fuite. Comme les domaines se trouvaient parfaitement ouverts de tous côtés, qu'il était absolument impossible d'y exercer une surveillance stricte, rien n'était plus aisé que de s'enfuir, et le fugitif pouvait arriver à cent milles de là avant que son absence fût remarquée. Pourquoi donc tous ne s'enfuyaient-ils pas dès que le maître commençait à les opprimer ? Il existait plusieurs raisons pour que le paysan supportât beaucoup plutôt que d'adopter cette ressource. D'abord, il avait presque toujours une femme et une famille et ne pouvait pas, bien entendu, les emmener avec lui : la fuite était donc l'expatriation pour la vie dans sa forme la plus terrible. En outre, la vie d'un serf fugitif n'était nullement enviable. Il était à tout moment exposé à tomber dans les mains de la police, à être mis en prison ou renvoyé à son maître. Cette existence offrait, en vérité, si peu de charme qu'assez souvent, au bout de quelques mois ou quelques années, le fugitif retournait de lui-même à son ancien domicile.

En ce qui concerne les fugitifs ou vagabonds sans passe-ports en général, je puis ici constater entre parenthèses qu'il en existait de deux sortes. Il y avait d'abord le paysan jeune et vigoureux qui fuyait l'oppression de son maître ou la conscription. Un tel fugitif cherchait presque toujours une nouvelle résidence : généralement dans les provinces du sud, où les laboureurs étaient très-rares et où beaucoup de seigneurs faisaient habituellement bon accueil à tout paysan qui s'y présentait,

sans s'enquérir en aucune façon de son passe-port. Ensuite, il y avait ceux qui choisissaient le vagabondage comme mode de vie permanent. Ceux-là étaient, pour la plupart, des hommes ou des femmes d'un certain âge, veuves ou veufs, qui n'avaient aucun lien de proche parenté et se trouvaient être trop infirmes ou trop paresseux pour travailler. La majorité de ces derniers se faisait passer pour pèlerins. Comme tels, ils pouvaient toujours trouver assez à manger et même, en général, amasser quelques roubles afin de « graisser la patte » de tout officier de police zélé qui eût voulu les arrêter. Pour mener une telle existence, la Russie présentait et présente encore des facilités particulières. On y rencontre un grand nombre de monastères où tout venant peut vivre pendant trois jours sans qu'aucune question lui soit adressée, et où ceux qui veulent bien faire un léger travail pour le saint patron peuvent rester beaucoup plus longtemps. Puis il y a les villes, où les riches marchands considèrent que donner des aumônes est très-profitable au salut ; et enfin les villages, où quiconque se dit pèlerin est sûr d'être hospitalièrement reçu, logé, nourri, aussi longtemps qu'il s'abstient de voler ou de commettre d'autres actes trop en désaccord avec le caractère qu'il s'attribue. Pour ceux qui se contentaient d'une chère simple et ne cherchaient pas à éviter les privations usuelles d'une vie vagabonde, ces moyens ordinaires de subsistance étaient amplement suffisants. Ceux plus ambitieux, plus rusés, employaient souvent leurs talents avec grands succès dans le monde des Vieux-Ritualistes et autres sectaires.

Les derniers moyens de défense, les plus désespérés que les serfs possédassent, étaient l'incendie et le meurtre. Sur le nombre des incendies il n'existe pas de statistiques dignes de foi. Quant aux meurtres agraires, je possédais quelques données statistiques intéressantes, mais malheureusement je les ai perdues. Je puis dire cependant que ces cas n'étaient pas très-nombreux.

Ceci peut s'expliquer à la fois par le caractère patient des paysans et par ce fait que, en grande majorité, les seigneurs n'étaient nullement des maîtres aussi inhumains qu'on le suppose parfois. Quand l'un de ces cas se produisait, l'administration faisait toujours une enquête stricte, punissant les coupables avec une sévérité exemplaire et ne tenant aucun compte des provocations auxquelles ils avaient été soumis. Les paysans, au contraire, du moins quand l'acte n'était point le résultat d'une vengeance personnelle, sympathisaient secrètement avec « les infortunés », et conservaient longtemps leur mémoire comme celles d'hommes qui avaient souffert pour le Mir.

En parlant des serfs, je ne me suis occupé jusqu'ici que des membres du Mir ou Commune rurale : c'est-à-dire des paysans dans le sens le plus étroit du terme ; mais à côté d'eux il y avait les *dvorovuié* ou serviteurs domestiques, dont je dois dire quelques mots.

Les *dvorovuié* étaient esclaves domestiques plutôt que serfs dans le sens propre du mot. Évitions, cependant, de blesser sans nécessité la susceptibilité russe par l'usage d'un mot malsonnant. Nous pouvons appeler la classe en question « domestique » : nous rappelant, bien entendu, que ce n'était pas tout à fait des serviteurs domestiques dans le sens ordinaire. Ils ne recevaient aucun gage, n'étaient pas libres de changer de maître et pouvaient être châtiés, loués ou vendus par leur seigneur, sans aucune infraction à la loi écrite.

Ces domestiques étaient très-nombreux — hors de toute proportion avec le travail à accomplir, — et pouvaient, par conséquent, mener une vie nonchalante (1). Mais le paysan considérait comme une grande infortune d'être

1. Les seigneurs qui possédaient des orchestres, de grandes meutes, etc., avaient quelquefois plusieurs centaines de serfs domestiques.

transféré dans leurs rangs, car il perdait par là sa part de terre communale et la petite indépendance dont il jouissait. Il arrivait très-rarement, néanmoins, que le seigneur prît comme domestique un paysan adulte capable de travailler. La classe se recrutait généralement par les moyens légitimes ou illégitimes d'accroissement naturel; et des additions involontaires y étaient faites à l'occasion quand des orphelins restaient sans parents proches et qu'aucune autre famille ne voulait s'en charger. A cette classe appartenaient les laquais, les servantes, les cuisiniers et cuisinières, les cochers, palefreniers, jardiniers, et un grand nombre de vieillards des deux sexes non qualifiés et n'exerçant aucune fonction bien clairement définie. Ceux qui étaient mariés et avaient des enfants occupaient une position intermédiaire entre le serviteur domestique ordinaire et le paysan. D'un côté ils recevaient du maître une ration mensuelle d'aliments, un vêtement pour l'année, et ils étaient obligés de vivre dans le voisinage immédiat du château; mais d'un autre côté ils possédaient chacun une maison ou appartement séparés, avec un petit jardin pour y planter des choux, et d'habitude un petit lopin de terre où ils sèmaient du lin. Ceux qui n'étaient pas mariés vivaient, sous tous les rapports, comme les serviteurs domestiques ordinaires.

Sur le total des serfs appartenant aux seigneurs, les domestiques ne formaient, d'après le dernier recensement, pas moins de $6 \frac{3}{4}$ pour 100 (6.79) (1), et leur nombre s'accroissait rapidement, car dans le recensement précédent il ne s'élevait qu'à 4.70 pour 100. Ce fait semble encore plus

1. Le nombre total des serfs appartenant aux seigneurs, au moment de l'émancipation, était de 21.625.609 :

Serfs paysans.. . . .	20.158.231
Serfs domestiques.	1.467.578

Troinitski, *Krepostnoe Naselenie v Rossii*, p. 57. La différence entre

remarquable quand nous observons que, pendant cette période, le nombre des serfs paysans était tombé de 20.576.229 à 20.158.231.

Il me faut maintenant clore ce long chapitre, bien que je sente que j'aurais pu faire plus qu'esquisser grossièrement le sujet que je voulais dépeindre. Je me suis efforcé de présenter le servage sous ses formes normales et ordinaires plutôt que dans ses manifestations monstrueuses accidentelles. De ces dernières je possède une collection contenant d'amples matériaux pour une série de romans à sensation; mais je m'abstiens de les citer parce que je ne crois pas que les annales criminelles d'un pays donnent une idée juste de sa situation réelle. Imaginez un auteur décrivant la vie de famille en Angleterre à l'aide des comptes rendus de la Cour des Divorces! Bien entendu, cette méthode semblerait à tout le monde incroyablement absurde; et pourtant elle ne serait pas beaucoup plus injuste que celle d'un écrivain qui dépeindrait le servage en Russie à l'aide des cas d'oppression et de cruautés inhumaines: cas qui certainement se produisaient parfois, mais n'étaient certainement aussi que des exceptions. Beaucoup d'étrangers ne sont déjà que trop disposés à exagérer l'oppression et la cruauté auxquelles le servage donnait naissance; de façon qu'en citant quantité d'exemples frappants, je flatterais bassement ce goût pour l'horrible et les choses à sensation qui, à notre époque, n'a besoin d'aucun stimulant.

On ne doit cependant pas supposer qu'en m'abstenant de toute description de ces abus d'autorité que les seigneurs pratiquaient parfois, je suis poussé par aucun désir de blanchir le servage ou d'atténuer ses consé-

ces chiffres et ceux déjà donnés p. 232, s'explique en partie par l'accroissement de la population depuis 1859 et en partie par l'inexactitude officielle.

quences mauvaises. Aucune classe d'hommes ne peut longtemps exercer sans contrôle un pouvoir aussi énorme sans en abuser (1), et nulle autre classe ne peut vivre longtemps sous un tel pouvoir sans souffrir moralement et matériellement de son influence pernicieuse. Et il faut se rappeler que cette influence pernicieuse agissait non-seulement sur les serfs, mais aussi sur les seigneurs. Si le servage n'avait pas créé cette apathie morale, cette léthargie intellectuelle qui formait pour ainsi dire l'atmosphère de la vie provinciale en Russie, il faisait du moins beaucoup pour la conserver. En résumé, le servage constituait le principal obstacle à tout progrès matériel et moral; il était donc naturel que, à une époque de réveil moral semblable à celle que j'ai décrite dans le chapitre précédent, la question de l'émancipation des serfs vînt tout de suite au premier rang.

1. Le nombre des seigneurs déposés, ou plutôt le nombre des domaines pourvus de curateurs en raison d'abus d'autorité de la part de leurs propriétaires, se montait en 1859 à 215. C'est du moins le chiffre que j'ai trouvé dans un document officiel manuscrit que m'a montré M. A. Miloutine.

CHAPITRE XXX

L'ÉMANCIPATION DES SERFS

La question est soulevée. — Comité principal. — Les nobles des provinces lithuaniennes. — Énergique insinuation du Czar à la noblesse. — Enthousiasme dans la presse. — Les propriétaires. — Aspirations politiques. — Frayeur du prolétariat. — Les comités provinciaux. — La commission de rédaction. — La question mûrit. — Députés provinciaux. — Mécontentement et démonstrations. — Le manifeste. — Principes fondamentaux de la loi. — Illusions et désappointement des serfs. — Arbitres de paix. — Un incident caractéristique. — Rachat. — Qui a effectué l'émancipation?

C'est un principe fondamental de l'organisation politique russe que toute initiative dans les affaires publiques procède du pouvoir autocratique. Donc, le désir général que l'on ressentait de voir émanciper les serfs ne s'exprima pas librement aussi longtemps que l'Empereur garda le silence sur ses intentions personnelles. Les classes instruites épiaient avec anxiété quelque indice, et bientôt cet indice leur fut fourni. En mars 1856, quelques jours après la publication du manifeste annonçant la conclusion de la paix avec les puissances occidentales, Sa Majesté dit aux maréchaux de la noblesse réunis à Moscou : « Pour dissiper certains bruits non fondés, je juge nécessaire de vous déclarer que je n'ai pas, quant à présent, l'intention d'abolir le servage; mais certainement, comme vous le savez vous-mêmes, le

système actuel de posséder des serfs ne peut rester sans changement. Il vaut mieux abolir le servage d'en haut que d'attendre le moment où il commencera lui-même à s'abolir d'en bas. Je vous prie, messieurs, d'examiner comment cela peut être mis à exécution, et de soumettre ce que je vous dis à la noblesse pour qu'elle y ait égard. »

Ces paroles étaient destinées, dit-on, à avoir du retentissement parmi la noblesse et à l'engager à faire une proposition volontaire. Si telle était l'intention qui les avait inspirées, elles n'eurent point l'effet désiré. Les dignitaires de Moscou éprouvaient peu d'enthousiasme abolitionniste ; et ceux qui désiraient réellement voir le servage aboli jugèrent le discours impérial trop vague et trop solennel pour motiver une action positive. L'excitation causée par l'incident se dissipa bientôt ; et comme nulle autre démarche n'eut lieu pendant quelque temps, beaucoup de gens affirmèrent que l'examen de la question avait été remis indéfiniment. « Le Gouvernement, disait-on, était évidemment disposé à soulever la question, mais en s'apercevant de l'indifférence ou de l'hostilité des propriétaires terriens, il s'est effrayé et a reculé. »

L'Empereur fut réellement désappointé. Il avait compté que sa « fidèle noblesse de Moscou », dont il avait habitude de dire qu'il était lui-même membre, répondrait immédiatement à son appel, et que l'ancienne capitale aurait l'honneur de commencer la besogne. Et si l'exemple était ainsi donné par Moscou, il ne doutait nullement qu'il ne fût bientôt suivi par les autres provinces. Il s'apercevait maintenant que le principe fondamental sur lequel l'émancipation devait être effectuée avait besoin d'être posé par le Gouvernement ; et dans ce but il créa un comité secret composé des grands fonctionnaires de l'État.

Ce « Comité principal pour les affaires des paysans, »

comme on l'appela ensuite, consacra six mois à étudier l'histoire de la question. L'émancipation proposée n'était nullement un phénomène nouveau pour la Russie. Toujours, depuis le temps de Catherine II, le Gouvernement avait tenté d'améliorer la condition des serfs; et en plus d'une occasion une émancipation générale avait été projetée. Ces efforts, bien qu'ils n'eussent conduit qu'à peu de résultats pratiques, avaient eu au moins le bon effet de mûrir la question, et de mener à la déduction de principes fondamentaux qui devaient nécessairement former la base de tous projets futurs. Le principal de ces principes était que l'État ne consentirait à appliquer aucun projet qui déracinerait le paysan du sol et lui permettrait d'aller et venir comme bon lui semblerait; car une pareille mesure rendrait certainement impossible le recouvrement des taxes, et d'après toutes les probabilités produirait les plus effrayants désordres agraires. Et à ce principe général s'ajoutait un corollaire important : si de sévères restrictions devaient être apportées à la libre migration des paysans, il était nécessaire de les pourvoir de terres dans le voisinage immédiat des villages : autrement ils retomberaient inévitablement sous le pouvoir des propriétaires, et une nouvelle et pire espèce de servage se trouverait ainsi créée. Mais afin de donner de la terre aux paysans il était nécessaire de la prendre aux seigneurs; et cette expropriation semblait à beaucoup de gens une infraction non justifiée du droit sacré de propriété. C'était cette considération qui avait empêché jadis Nicolas de prendre aucune mesure décisive par rapport au servage; et elle avait un poids considérable pour les membres du comité, qui étaient presque tous grands propriétaires terriens.

Malgré les efforts zélés du Grand-Duc Constantin, qui en avait été nommé membre dans le but exprès d'en activer les travaux, le comité ne montra pas l'ardeur et

l'énergie que l'on attendait de lui, et des ordres furent donnés pour qu'un « pas » plus décisif s'effectuât. Une occasion favorable se présenta bientôt.

Dans les provinces lithuaniennes, où les nobles étaient Polonais par l'origine et les sympathies, la condition misérable des paysans avait engagé le Gouvernement, du temps de Nicolas, à limiter le pouvoir arbitraire des possesseurs de serfs par des pièces officielles appelées « inventaires », dans lesquelles les obligations mutuelles des maîtres et des serfs étaient régularisées et définies. Ces inventaires avaient causé un grand mécontentement, et les seigneurs demandaient maintenant qu'ils fussent révisés. Le Gouvernement se détermina à profiter de cela. Sous le prétexte quelque peu violent que ces propriétaires désiraient émanciper leurs serfs, un rescrit impérial fut préparé, approuvant leur désir supposé et leur donnant l'autorisation de former des comités pour l'élaboration de projets définis (1). Dans le rescrit lui-même le mot émancipation fut évité avec soin, mais il ne put y avoir aucun doute sur la signification qui en découlait, car il était dit expressément dans les considérants supplémentaires que « l'abolition du servage devait être effectuée non pas soudain, mais graduellement ». Quatre jours plus tard le Ministre de l'Intérieur, en vertu d'un ordre secret de l'Empereur, envoya une circulaire aux gouverneurs et maréchaux de la noblesse dans toute l'étendue de la Russie proprement dite, les informant que les nobles des provinces lithuaniennes « avaient reconnu la nécessité d'affranchir les paysans », et que « cette noble intention » avait causé à Sa Majesté

1. Ce document célèbre est connu sous le nom de « Rescrit à Nazimof ». Plus d'une fois, au cours de la conversation, je fis tout ce que je pus dans les limites de la politesse et de la discrétion pour obtenir du général Nazimof un récit détaillé de cet important épisode, mais mes efforts furent infructueux.

une satisfaction particulière. Une copie du rescrit et des principes fondamentaux devant être observés accompagnait la circulaire : « pour le cas où les nobles d'autres provinces exprimeraient un semblable désir ».

Cette circulaire produisit une immense sensation dans tout le pays. Personne ne put un seul instant se méprendre sur la suggestion : que les nobles des autres provinces *pourraient* exprimer le désir d'affranchir leurs serfs. Des paroles vagues de cette sorte, prononcées par un autocrate, ont une signification très-définie, très-nette, que de loyaux et prudents sujets n'ont aucune peine à comprendre. Si quelques-uns doutaient encore leurs doutes se dissipèrent bientôt, car l'Empereur, quelques semaines plus tard, exprima publiquement l'espoir que, avec l'aide de Dieu et la coopération des nobles, l'œuvre s'accomplirait avec succès.

Le dé était jeté, et le Gouvernement regardait avec anxiété quel serait le résultat.

La presse périodique — qui était à la fois le produit et l'agent le plus actif des aspirations libérales, — saluait la venue de la question avec un enthousiasme sans bornes. L'émancipation, disait-elle, allait certainement inaugurer une époque nouvelle et glorieuse dans l'histoire nationale. Le servage était dépeint comme un ulcère qui avait longtemps empoisonné le sang national, comme un poids énorme sous lequel la nation entière gémissait, comme un obstacle insurmontable à tout progrès matériel et moral, comme un fardeau encombrant qui rendait impossible toute action libre et vigoureuse, empêchait la Russie de s'élever au niveau des nations occidentales. Si elle avait réussi à affronter le flot de la mauvaise fortune en dépit de cette borne milliaire qui lui pendait au cou, que ne pourrait-elle pas accomplir une fois libre et sans entraves ? Toutes les fractions du monde littéraire avaient des arguments à offrir à l'appui de la conclusion prévue. Les moralistes déclaraient que tous les vices régnants

étaient le produit du servage, que le progrès moral était impossible dans une atmosphère d'esclavage; les légistes affirmaient que l'autorité arbitraire des seigneurs sur les paysans n'avait aucune base légale solide; les économistes expliquaient que le travail libre était une condition indispensable de la prospérité industrielle et commerciale; les historiens philosophes démontraient que le développement historique normal du pays demandait l'abolition immédiate de ce reste suranné de l'état de barbarie; et les écrivains du type sentimental et verbeux se livraient à des effusions sans fin sur l'amour fraternel qu'on doit témoigner aux faibles et aux opprimés. En un mot, la presse était pour le moment unanime, et déployait une surexcitation fébrile nécessitant l'emploi abondant des superlatifs.

Ce ton enthousiaste était en accord parfait avec les sentiments d'une grande partie des nobles. Presque la totalité de la noblesse était plus ou moins imbue de l'enthousiasme nouveau-né pour toute chose juste, humanitaire et libérale. Ces aspirations trouvaient, bien entendu, leurs avocats les plus ardents parmi la jeunesse instruite; mais elles ne restaient nullement bornées aux plus jeunes gens qui, ayant passé par les universités, avaient toujours regardé le servage comme une tache à l'honneur national. Plus d'un Saül compta parmi les prophètes. Plus d'un vieillard, avec des cheveux gris et des petits enfants, qui avait toute sa vie joui placidement des fruits du travail serf, parlait maintenant du servage comme d'une institution surannée qui ne pouvait se concilier avec les idées humanitaires modernes; et beaucoup de gens de tout âge, qui n'avaient jamais songé autrefois à lire des livres ou des journaux, parcouraient maintenant assidûment la littérature périodique et y glanaient, pour les retenir, les phrases libérales, humanitaires, dont elle était remplie.

Cette ferveur abolitionniste fut considérablement aug-

mentée par certaines aspirations politiques qui n'apparaissent pas dans la presse périodique, mais se trouvaient pourtant très-répandues à cette époque. En dépit de la censure, une grande partie des classes instruites s'était familiarisée avec la littérature politique de France et d'Allemagne, et s'y était imbue d'une admiration sans bornes pour le Gouvernement constitutionnel. Une constitution, pensait-on, écarterait nécessairement tous les maux politiques et créerait quelque chose comme un millénium. Et ce ne devait pas être une constitution de l'espèce ordinaire : fruit d'un compromis entre des partis hostiles, mais une chose dessinée avec soin, avec calme, d'après les dernières données de la science, et construite de façon que toutes les classes contribueraient volontairement au bien-être général. Le prélude nécessaire de cette ère bienheureuse de liberté politique était, bien entendu, l'abolition du servage. Les nobles renonceraient volontairement à leur pouvoir sur leurs serfs, et recevraient une constitution comme indemnité et récompense.

Il y avait cependant beaucoup de nobles de la vieille école qui restaient inaccessibles à ces nouvelles idées, à ces nouveaux sentiments. Sur eux la question de l'émancipation, venant à l'ordre du jour, produisait un effet très-différent. Ils ne possédaient aucune autre source de revenu que leurs domaines, et ne pouvaient concevoir la possibilité de les faire valoir sans labeur serf. Si le paysan était indolent, insouciant, même sous une surveillance stricte, que deviendrait-il dès qu'il ne serait plus désormais soumis à l'autorité d'un maître ? Si les profits de la culture des terres étaient déjà médiocres, que seraient-ils quand personne ne voudrait plus travailler sans gages ? Et cela n'était pas le pis, car il résultait évidemment de la circulaire que la question de la terre allait aussi être soulevée, et qu'une partie considérable de chaque domaine allait être transférée, au

moins pour un certain temps, aux paysans émancipés.

Pour les propriétaires qui envisageaient la question à ce point de vue, la question de l'émancipation n'était certainement point du tout agréable; mais nous ne devons pas nous imaginer qu'ils éprouvaient ce que des propriétaires terriens anglais eussent ressenti si un pareil danger les eût menacés. En Angleterre, un domaine héréditaire a pour la famille une valeur bien supérieure au prix qu'on en pourrait tirer en le vendant. Il est regardé comme un et indivisible et son démembrement, dans quelque condition que ce fût, serait regardé comme un grand malheur de famille. En Russie, au contraire, les domaines n'ont rien de ce caractère demi-sacré, et peuvent être démembrés à tout moment sans que cela outrage les sentiments de famille ou les idées traditionnelles y associées. C'est même une règle générale que, si un propriétaire meurt laissant un seul domaine et plusieurs enfants, la propriété soit divisée en lots et partagée entre les ayants-droit. Même la perspective d'un sacrifice pécuniaire n'alarmait pas les Russes autant qu'elle eût alarmé des Anglais. Des gens qui ne tiennent note ou écriture de rien s'occupent peu du lendemain, et sont beaucoup moins opposés à un sacrifice pécuniaire — dans un but sage ou fou, — que ceux qui arrangent soigneusement leur manière de vivre d'après leur revenu.

Pourtant, après avoir constaté ces particularités, il faut admettre que le sentiment de mécontentement et d'alarme s'étendit beaucoup. Même des Russes n'aimaient pas beaucoup la perspective de perdre une partie de leur terre et de leur revenu. Aucune protestation cependant ne se produisit, aucune opposition n'eut lieu. Ceux qui étaient hostiles à la mesure eurent honte de se montrer égoïstes et peu patriotes. De plus, ils savaient très-bien que l'Empereur, s'il le voulait, pouvait effectuer l'émancipation en dépit d'eux; et qu'une résis-

tance de leur part attirerait sur eux le déplaisir impérial, sans leur produire aucun avantage en compensation. Ils savaient aussi qu'il existait un danger en bas, si bien que toute opposition inutile déployée équivaldrait à jouer avec des allumettes dans un magasin à poudre. Les serfs s'attendaient déjà à ce que le Czar allait les affranchir, ils le seraient bientôt, et pouvaient, s'ils soupçonnaient les seigneurs d'essayer de contrarier les intentions bienveillantes du souverain, employer des moyens violents pour se débarrasser de cette opposition. L'idée de massacres agraires s'était déjà emparée de beaucoup d'esprits. En outre, tous les propriétaires terriens sentaient que, si l'œuvre devait se faire, il fallait qu'elle fût accomplie par la noblesse et non par la bureaucratie. Si elle était effectuée par la noblesse, les intérêts des propriétaires seraient dûment pris en considération ; mais si elle l'était par l'administration sans leur concours et leur coopération, leurs intérêts seraient négligés et il se produirait inévitablement une énorme quantité de tripotages et de corruption. D'accord avec cette façon de voir, les corporations de la noblesse des diverses provinces demandèrent successivement la permission de former des comités pour examiner la question, et pendant l'année 1858, il en fut créé un dans à peu près chaque province où le servage existait.

Dans ces conditions, la question était en apparence soumise aux nobles pour être résolue par eux ; mais, en réalité, la noblesse était appelée à donner seulement son avis et non point à légiférer. Le Gouvernement non-seulement posait les principes fondamentaux du projet et exerçait sans cesse une influence considérable sur le travail de sa construction, mais en même temps il se réservait le droit de modifier ou de rejeter les projets présentés par les comités.

D'après ces principes fondamentaux, les serfs devaient être émancipés graduellement, de façon que pendant quel-

que temps ils resteraient encore attachés à la glèbe et soumis à l'autorité des propriétaires. Pendant cette période de transition ils rachèteraient par des paiements en argent ou en nature leurs maisons et leurs jardins, et jouiraient en usufruit d'une certaine quantité de terre pouvant les mettre à même de se suffire et de remplir leurs obligations envers l'État aussi bien qu'envers le propriétaire. En retour de cette terre, ils devraient payer une rente annuelle en argent, produits ou labeur, en plus de celle pour le rachat de leurs maisons et jardins. Quant à ce qui devrait s'effectuer après cette période de transition expirée, le gouvernement semblait n'avoir à ce sujet aucune intention nettement définie. Il espérait probablement qu'à cette époque les propriétaires et leurs serfs émancipés auraient inventé quelque *modus vivendi* convenable, et que rien autre chose qu'une petite réglementation législative ne serait nécessaire. Mais la législation radicale ressemble au fait de laisser l'eau s'échapper en liberté. Ces principes fondamentaux, adoptés d'abord en vue seulement d'une nécessité pratique, immédiate, acquièrent bientôt une signification très-différente. Pour comprendre ceci, nous devons revenir pour un moment à la littérature périodique.

Jusqu'à ce que la question des serfs en vint à être discutée, les aspirations de réforme furent très-vagues, et par conséquent il y eut unanimité remarquable parmi leurs représentants. Les classes instruites pensaient que la Russie devait immédiatement emprunter à l'Occident tous les principes et institutions libérales dont l'exclusion avait empêché le pays de s'élever au niveau des nations de l'Ouest. Mais bientôt les symptômes d'un schisme devinrent apparents. Tandis que la littérature en général prêchait encore cette doctrine : que la Russie devait adopter toute chose qui était « libérale », quelques voix commencèrent à se faire entendre avertissant les imprévoyants que beaucoup de choses qui

portaient ce nom étaient en réalité déjà surannées et sans valeur, que la Russie ne devait pas suivre aveuglément la trace des pas des autres nations, mais plutôt profiter de leur expérience et éviter les erreurs dans lesquelles elles étaient tombées. La principale de ces erreurs était, d'après ces nouveaux précepteurs, le développement anormal de l'individualisme : en d'autres termes l'adoption du principe du *laissez-faire, laissez-passer*, qui forme la base de ce qui peut être appelé l'école orthodoxe d'économie politique. L'individualisme et la concurrence illimitée, disait-on, se trouvaient avoir maintenant atteint dans l'Ouest un développement anormal et monstrueux. Appuyés sur le principe du *laissez-faire*, ils avaient conduit, — ou conduisaient presque toujours, — à l'oppression du faible, la tyrannie par le capital, l'appauvrissement des masses au bénéfice d'un petit nombre, à la formation d'un prolétariat affamé et dange-reux ! Ceci avait déjà été reconnu par les penseurs les plus éminents de France et d'Allemagne. Si ces pays avancés en âge ne pouvaient se guérir d'un seul coup de ces maux, il n'y avait aucune raison pour que la Russie se les inoculât. Elle est encore au commencement de sa carrière, et ce serait folie à elle d'errer volontairement pendant des siècles dans le désert quand une route conduisant directement à la Terre promise a déjà été découverte.

Afin de donner quelque idée de l'influence que ces enseignements exercèrent, je dois rappeler ici, au risque de me répéter, ce que j'ai dit dans un chapitre précédent. Les Russes, comme je l'ai déjà signalé, ont une façon spéciale de traiter les questions politiques et sociales. Ayant reçu leur éducation politique des livres, ils attribuent naturellement aux considérations théoriques une importance qui nous semble, à nous, exagérée. Quand une question, importante ou non, se produit, ils se lancent tout de suite sur la mer des principes philosophi-

ques, et apportent moins d'attention aux petits objets tout proches qu'à ceux, plus volumineux, qui apparaissent à l'horizon éloigné de l'avenir. Et quand ils se mettent au travail pour effectuer une réforme politique quelconque, ils commencent *ab ovo*. Comme ils n'ont nuls préjugés enracinés qui les entravent, aucuns principes traditionnels pour les conduire, ils prennent naturellement pour guides les derniers résultats de la philosophie politique.

Avant cela présent à l'esprit, voyons comment la question de l'émancipation en fut affectée. Le prolétariat — dépeint comme un monstre dangereux qui était sur le point de dévorer la société en Europe occidentale, et pouvait à tout moment traverser la frontière à moins qu'il n'en fût tenu à l'écart par des mesures vigoureuses, — s'empara de l'imagination populaire, et souleva des craintes chez le public lecteur. A la partie la plus intelligente de ce public, il sembla que le meilleur moyen de prévenir la formation d'un prolétariat en Russie était le transfert de la terre aux serfs émancipés, et la conservation soigneuse de la Commune rurale. « C'est maintenant le moment, disait-on, de décider cette question importante : si la Russie doit, comme les nations occidentales, devenir la proie de ce mal terrible, ou si elle peut se protéger pour toujours contre lui. Dans la décision de cette question gît la destinée future du pays. Si les paysans sont émancipés sans terre, ou si les institutions communales, qui assurent à chacun d'eux une part du sol et garantissent cet inestimable privilège aux générations qui ne sont point encore nées, sont maintenant abolies, un prolétariat se formera rapidement, et les paysans deviendront une masse désorganisée de vagabonds sans foyer comme les ouvriers agricoles anglais. Si, au contraire, une part raisonnable de la terre leur est concédée et si la Commune en est faite propriétaire, le danger d'un prolétariat sera écarté pour toujours, et la Russie donnera

par là un exemple au monde civilisé ! Jamais un peuple n'a eu une pareille occasion de faire un bond énorme en avant sur la route du progrès ; jamais une occasion semblable ne se présentera de nouveau. Les nations occidentales ont découvert leur erreur quand il était trop tard, quand les paysans avaient déjà été privés de leur terre, quand les classes ouvrières des villes étaient déjà devenues la proie de la cupidité insatiable des capitalistes. C'est en vain que leurs plus éminents penseurs les avertissent et les exhortent. Les remèdes ordinaires ne leur sont plus désormais d'aucune utilité. Mais la Russie peut éviter tous ces dangers : elle n'a qu'à agir sagement, prudemment, dans cette grande question. Les paysans sont encore réellement, sinon légalement, en possession de la terre ; il n'existe jusqu'ici aucun prolétariat dans les villes. Par conséquent, ce qui est nécessaire est d'abolir l'autorité arbitraire des seigneurs sans exproprier les paysans et sans troubler les institutions communales existantes, qui forment la meilleure barrière contre le paupérisme. »

Ces idées furent ardemment épousées par beaucoup de propriétaires, et exercèrent une très-grande influence sur les délibérations des comités provinciaux. Dans ces comités se trouvaient en général deux groupes. Les majorités, tout en faisant de grandes concessions aux réclamations de justice et de convenance, s'efforçaient de défendre autant que possible les intérêts de leur classe ; les minorités, bien que n'étant nullement indifférentes aux intérêts de la classe à laquelle elles appartenaient, laissaient prédominer les considérations théoriques, plus abstraites. D'abord les majorités firent tout ce qui était en leur pouvoir pour esquiver les principes fondamentaux posés par le Gouvernement ; mais quand elles s'aperçurent que l'opinion publique, représentée par la presse, allait beaucoup plus loin que le Gouvernement lui-même ne s'était hasardé d'aller, elles se crampon-

nèrent à ces mêmes principes — qui assuraient au moins la propriété de la terre aux possesseurs actuels, — comme à une ancre de salut. Entre les deux partis il se développa naturellement un violent esprit d'hostilité, et le Gouvernement jugea convenable de décider que tous deux présenteraient leurs projets à son examen.

Cette hostilité n'était point de l'espèce qu'un Anglais pourrait logiquement imaginer. Dans un pays gouverné par de véritables institutions représentatives, le *status* légal des paysans, leurs relations avec les propriétaires, sont des questions d'importance vitale qui déterminent dans une grande mesure la balance du pouvoir politique. Le sujet est donc bien fait pour éveiller les sentiments de classes, leurs inimitiés traditionnelles ; et nous pouvons être sûrs que, s'il était soumis à la noblesse de n'importe quel pays de l'Europe occidentale, l'élément politique occuperait une place très-importante dans les discussions. En Russie, il n'en est pas ainsi. Sous le sceptre des Czars, comme je l'ai déjà expliqué, il n'a jamais été permis aux classes sociales de livrer leurs propres batailles, et par conséquent elles n'éprouvent aucun sentiment de rivalité ou d'inimitié l'une envers l'autre. Quant au pouvoir politique, il est resté pendant des siècles entre les mains des autocrates, et y restera probablement longtemps encore. Beaucoup de propriétaires, il est vrai, s'imaginaient que l'Empereur était sur le point de créer un parlement et d'accorder une constitution ; mais ceux qui s'abandonnaient à de telles espérances étaient animés d'un esprit démocratique sentimental et croyaient que, sous le régime constitutionnel, nobles et paysans agiraient ensemble en harmonie fraternelle. Par conséquent, les questions politiques furent mises à l'écart, et la grande majorité des propriétaires borna son attention à celles, moins élevées, qui avaient rapport au pain quotidien. Non-seulement le labour serf allait être aboli, mais les villages ainsi que la terre sur

laquelle ils étaient situés devaient être séparés des domaines d'une façon permanente, et une grande partie du sol arable allait être transférée en usufruit, pour un temps indéfini, aux paysans émancipés. En présence d'un changement pratique aussi important dans leur vie journalière, les propriétaires n'avaient guère le temps ou le désir de songer à la balance du pouvoir politique dans l'avenir ou à de semblables éventualités reculées, et les discussions portèrent principalement sur la quantité de terre que l'on devait céder et la compensation à recevoir pour cela.

Comme les comités provinciaux fonctionnaient indépendamment les uns des autres, il y eut une diversité considérable dans les conclusions auxquelles ils arrivèrent. La tâche de codifier ces conclusions, d'en déduire un plan général d'émancipation, fut confiée à une Commission impériale spéciale, composée en partie de fonctionnaires et en partie de propriétaires terriens nommés par l'Empereur (1). Ceux qui croyaient que la question avait été réellement confiée à la noblesse pour qu'elle la résolût affirmèrent que cette Commission se bornerait à classer les matériaux présentés par les comités provinciaux, et que la loi d'émancipation serait ensuite élaborée par une Assemblée nationale de députés élus par les nobles. En réalité, la Commission, travaillant à Saint-Petersbourg sous la direction et le contrôle du Gouvernement, remplissait une fonction tout autre et beaucoup plus importante. Se servant des projets réunis seulement comme d'un entrepôt d'où elle pouvait tirer les propositions qu'elle désirait, elle en élaborait un nouveau qui reçut à la fin, après avoir subi des modifica-

1. Elle fut connue sous le nom de *Redaktsionnaya Komissiya*, ou Commission de Rédaction. Strictement parlant, il y en eut deux, mais on n'en parle d'habitude que comme s'il n'y en avait eu qu'une seule.

tions de détail, la sanction de l'Empereur. Au lieu d'être une chancellerie pure et simple, comme beaucoup de gens le supposaient, elle devint dans un certain sens l'auteur de la loi d'émancipation.

Nous avons vu qu'il existait dans presque tous les comités provinciaux une majorité et une minorité : la première tâchant de défendre les intérêts des propriétaires, l'autre s'occupant davantage de considérations théoriques et s'efforçant d'assurer aux paysans une grande quantité de terre, l'indépendance communale et le self-gouvernement. Ces deux partis se retrouvaient dans la commission, mais leur force relative était bien différente. Ici les théoriciens, au lieu de ne former qu'une minorité, étaient plus nombreux que leurs antagonistes et jouissaient de l'appui du gouvernement, qui leur fournissait des instructions pour les guider. Dans ces instructions nous voyons combien la question avait mûri sous l'influence des considérations théoriques. On n'y trouve plus désormais aucune trace de la donnée première : que l'émancipation devra être graduelle ; au contraire, il est déclaré expressément que l'effet immédiat de la loi sera l'abolition complète de l'autorité du propriétaire. Il y a même intention évidente de retirer autant que possible au seigneur toute influence sur ses anciens serfs. La distinction tranchée de jadis entre la terre occupée par le village et le sol arable qui devait lui être cédé en usufruit disparaît également, et il est seulement dit que des efforts seront faits pour mettre les paysans à même de devenir propriétaires de la terre dont ils ont besoin. Quelques mois plus tard il fut décidé par l'Empereur que l'usufruit communal serait perpétuel, et que des facilités seraient accordées aux paysans pour racheter cette terre.

La visée du Gouvernement était donc devenue nette et bien définie. La tâche à accomplir était de transformer tout de suite les serfs, troublant le moins possible par là

les conditions économiques existantes, en une classe de petits propriétaires communaux : c'est-à-dire de paysans libres possédant une maison avec jardin, et une part de la terre communale. Pour effectuer cela, il était seulement nécessaire de déclarer le serf personnellement libre, de tracer une ligne de démarcation bien tranchée entre la terre communale et le reste du domaine, et de déterminer le prix ou la rente qui devraient être payés pour cette propriété communale, comprenant le sol sur lequel le village était bâti.

La loi fut préparée en accord strict avec ces principes. Pour la quantité de terre devant être cédée, il fut décidé que les arrangements existants, basés sur l'expérience, seraient, règle générale, conservés. En d'autres termes, la terre dont jouissaient actuellement les paysans devait leur rester; et afin d'obvier à des cas d'extrême injustice, un maximum et un minimum furent fixés pour chaque district. Quant aux redevances, il fut également décidé que les arrangements existants seraient pris pour base des calculs, mais que le montant en serait modifié d'après la quantité de terre cédée. En même temps, des facilités devaient être accordées pour la transformation des redevances en labeur en paiements annuels en argent, et pour mettre les paysans à même de les racheter, avec l'aide du Gouvernement, sous la forme de crédit.

Cette idée de rachat fit naître, au début, un sentiment d'alarme chez les propriétaires. Il était déjà assez fâcheux d'être obligé de céder une grande partie des domaines en usufruit; mais, avoir à les vendre, cela semblait bien pis. Le rachat parut être une confiscation en masse. Mais bientôt il devint évident que cette opération était profitable aux deux parties. On se rendit compte que la cession en usufruit perpétuel équivalait en réalité à l'aliénation de la terre; tandis que le rachat immédiat mettrait à même les propriétaires, qui ne possédaient généra-

lement que peu ou point d'argent comptant, de payer leurs dettes, de dégager leurs domaines d'hypothèques, de faire les dépenses nécessaires pour la transition au travail libre. La majorité des seigneurs dit donc ouvertement : « Que le Gouvernement nous donne une compensation convenable en argent pour la terre qui nous est prise, de façon que nous soyons affranchis immédiatement de tous tracas et ennuis ultérieurs. »

Quand on en vint à savoir que la Commission ne se bornait pas à classer et codifier les matériaux, mais élaborait une loi de son crû et soumettait régulièrement ses décisions à la confirmation impériale, une sensation de mécontentement se produisit dans tout le pays. Les nobles s'aperçurent que la question leur était ôtée des mains et se trouvait résolue par un petit corps composé de bureaucrates et de gens nommés par le Gouvernement. Après qu'ils avaient fait le sacrifice volontaire de leurs droits, on les poussait sans cérémonie à l'écart ! Ils possédaient encore, cependant, le moyen de corriger cela. L'Empereur avait promis publiquement qu'avant que le projet devînt loi, des députés des comités provinciaux seraient convoqués à Saint-Petersbourg pour faire des objections et proposer des amendements.

La Commission et le Gouvernement se seraient volontiers passés de tout avis ultérieur des nobles, mais il était nécessaire de dégager la promesse impériale. Des députés furent donc appelés dans la capitale, mais il ne leur fut pas permis de former, comme ils l'espéraient, une Assemblée publique pour la discussion de la question. Tous leurs efforts pour tenir des réunions furent inutiles ; on leur demanda seulement de répondre par écrit à une liste imprimée de questions concernant des points de détail. Les principes fondamentaux, leur dit-on, avaient déjà reçu la sanction impériale, et se trouvaient par conséquent en dehors de la discussion. Ceux qui désiraient discuter les détails furent invités

individuellement à assister aux réunions de la Commission, où ils trouvèrent un ou deux membres prêts à se livrer avec eux à une petite escrime dialectique. Cela, bien entendu, ne produisit pas une grande satisfaction. De plus, le ton ironique dans lequel cette controverse fut trop souvent conduite servit à accroître l'irritation existante. Il n'était que trop évident que la Commission avait triomphé, et quelques-uns de ses membres pouvaient avec juste raison se targuer d'avoir noyé les députés dans l'encre, de les avoir ensevelis sous des rames de papier.

Croyant, ou au moins disant croire, que l'Empereur avait été trompé à ce sujet par l'administration, plusieurs groupes de députés présentèrent à Sa Majesté des pétitions contenant une protestation respectueuse contre la manière dont on les avait traités. Mais par cet acte ils s'exposèrent simplement à « la moins bienveillante de toutes les balafres ». Ceux qui avaient signé la pétition reçurent une réprimande formelle par l'intermédiaire de la police!

Cette façon de traiter les députés, et, par-dessus tout, cette insulte gratuite, produisirent chez les nobles une tempête d'indignation. Ils sentirent qu'ils avaient été pris au piège! Le Gouvernement les avait induits avec art à élaborer des projets pour l'émancipation de leurs serfs, et maintenant, après s'être servi d'eux comme de Ratons dans l'œuvre de leur propre spoliation, on les poussait à l'écart sans cérémonie comme n'étant plus désormais nécessaires! Ceux qui avaient nourri l'espoir d'acquérir des droits politiques sentirent plus vivement le coup. Une première tentative de remontrance douce et respectueuse avait eu pour réponse une réprimande dictatoriale que la police leur avait signifiée! Au lieu d'être appelés à prendre une part active dans la politique intérieure et étrangère, on les traitait comme des écoliers turbulents. En présence de cette insulte, toutes différen-

ces d'opinion furent pour le moment oubliées, et tous les intéressés résolurent de se joindre dans une énergique protestation contre l'insolence et la conduite arbitraire de la bureaucratie.

Une occasion convenable de faire cette protestation d'une façon légale s'offrit dans la réunion des Assemblées triennales qui étaient sur le point de se tenir dans plusieurs provinces. Au moins le pensait-on ainsi ; mais ici encore l'administration fit échec à la noblesse. Avant l'ouverture de ces Assemblées une circulaire fut publiée leur défendant de toucher à la question de l'émancipation ! Cependant quelques Assemblées esquivrèrent cet ordre, et réussirent à faire une petite démonstration en exposant à Sa Majesté que le temps était arrivé pour d'autres réformes, telle que la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, la création du self-gouvernement local, de la publicité de la procédure judiciaire, et du jugement par jury.

Toutes ces réformes furent volontairement effectuées par l'Empereur quelques années plus tard ; mais la façon dont elles furent alors suggérées semblait avoir un arrière-goût d'insubordination et constituait une infraction flagrante au principe que toute initiative, dans les affaires publiques, doit procéder du gouvernement central. De nouvelles mesures de répression furent en conséquence mises en usage. Quelques maréchaux de la noblesse furent réprimandés, d'autres déposés. Sur les meneurs les plus en vue, deux furent exilés dans des provinces éloignées et d'autres placés sous la surveillance de la police. Et, chose pire entre toutes, l'agitation dans son ensemble fortifia la Commission en convaincant l'Empereur que la majorité des nobles était hostile à ses projets bienveillants (1).

1. Ceci était une fausse interprétation des faits. Beaucoup de ceux

Quand la Commission eut achevé ses travaux, son projet principal passa par deux filières plus élevées : le Comité pour les affaires des paysans, le Conseil d'État, et dans l'une et l'autre Assemblée l'Empereur déclara nettement qu'il n'autoriserait aucune modification fondamentale. A tous les membres il demanda un oubli complet des diversités d'opinion qui s'étaient produites et une exécution consciencieuse de ses ordres : « car vous devez vous rappeler, — ajouta-t-il d'un ton significatif, — qu'en Russie les lois sont faites par le pouvoir autocratique. » D'un résumé historique de la question il tira la conclusion que « le pouvoir autocratique avait créé le servage et que c'était à lui de l'abolir ». Le 19 février 1861, la loi fut signée, et par cet acte plus de vingt millions de serfs furent affranchis (1). Un manifeste contenant les principes fondamentaux de la loi fut de suite envoyé dans tout le pays, et l'ordre fut donné qu'on le lût dans toutes les églises.

Les trois principes fondamentaux posés par la loi étaient les suivants :

1° Que les serfs recevraient immédiatement les droits

qui se joignirent à la protestation sympathisaient sincèrement avec l'idée de l'émancipation, et étaient même disposés à être plus « libéraux » que le Gouvernement.

1. Il a été dit quelquefois, — par exemple par M. Gladstone dans la *Contemporary Review* de novembre 1876, — que quarante millions de serfs avaient été émancipés. Cette énonciation est exacte si nous regardons les paysans de l'État comme des serfs. Ils occupaient, comme je l'ai déjà expliqué, une position intermédiaire entre le servage et la liberté. L'administration spéciale sous laquelle ils vivaient fut en partie abolie par les ordres impériaux des 7 septembre 1859 et 23 octobre 1861. En 1866 ils furent placés, en ce qui regarde l'administration, sur le même niveau que les serfs émancipés des propriétaires. Règle générale, ils possédaient plus de terre et avaient à payer des redevances un peu moins lourdes que les serfs émancipés pris dans le sens le plus étroit du terme.

civils des classes rurales libres, et que l'autorité du seigneur serait remplacée par le self-gouvernement communal.

2° Que les Communes rurales conserveraient autant que possible la terre qu'elles possédaient actuellement, et devraient en retour payer aux propriétaires certaines redevances annuelles en argent ou labeur.

3° Que le Gouvernement aiderait les Communes, au moyen du crédit, à racheter ces redevances, ou, en d'autres termes, à acquérir les terres qui leur étaient cédées en usufruit.

En ce qui concernait les serfs domestiques, il fut décrété qu'ils continueraient de servir leurs maîtres pendant deux ans, et qu'après cela ils seraient complètement libres, mais n'auraient aucun droit à une part de la terre.

On peut raisonnablement supposer que les serfs reçurent avec une gratitude et une joie sans bornes le manifeste proclamant ces principes. Là du moins se trouvait la réalisation de leurs espoirs longtemps caressés. La liberté leur était accordée ; et non-seulement la liberté, mais une bonne partie du sol, plus de la moitié de toute la terre arable possédée par les propriétaires.

En réalité, le manifeste fit naître chez les paysans un sentiment de mécontentement plutôt que de plaisir. Pour comprendre ce fait étrange, nous devons tâcher de nous placer au point de vue du paysan.

Il faut d'abord constater que toutes les phrases vagues de rhéteur sur le travail libre, la dignité humaine, le progrès national, etc. etc., qui sont susceptibles de produire chez des hommes instruits une certaine somme d'enthousiasme temporaire, tombent sur les oreilles du paysan russe comme des gouttes de pluie sur un roc de granit. La rhétorique à la mode du libéralisme philosophique est aussi incompréhensible pour lui que le style fleuri, rempli de périphrases, d'un scribe oriental, le se-

rait pour un négociant de la Cité de Londres : homme précis, allant droit au fait. L'idée de liberté dans le sens abstrait et la mention de droits qui se trouvent reposer au-delà de la sphère de sa vie quotidienne ordinaire, n'éveillèrent dans son cœur aucun enthousiasme. Et pour les noms purs et simples il éprouve une indifférence profonde. Qu'est-ce que cela pouvait lui faire d'être appelé officiellement non plus un « serf », mais un « habitant libre du village », si ce changement dans la terminologie officielle n'était pas accompagné de quelque avantage matériel immédiat ? Ce qu'il lui faut, ce dont il a besoin, c'est d'une maison pour y vivre, d'aliments pour s'en nourrir, d'un vêtement quelconque pour s'en couvrir, et il désire acquérir ces premières nécessités de la vie avec aussi peu de labeur que possible. Donc, si le Gouvernement voulait faire une loi par laquelle sa part de la terre communale serait augmentée ou son lot dans les charges communales diminué, il consentirait volontiers en retour à être désigné par cette loi sous le plus vilain nom que des esprits érudits pourraient inventer. Par conséquent, les considérations sentimentales qui avaient une si grande influence sur les classes instruites n'en exerçaient aucune sur l'esprit des paysans. Ils regardaient la question exclusivement à deux points de vue : celui du droit historique, celui de l'avantage matériel, et à l'un ou à l'autre la loi d'émancipation ne leur semblait offrir aucune solution satisfaisante de la question.

Par rapport au droit historique les paysans avaient leurs propres conceptions traditionnelles, qui se trouvaient différer complètement de la loi écrite. D'après la législation positive, la terre communale faisait partie du domaine, et par conséquent appartenait au propriétaire ; mais d'après les conceptions des paysans elle appartenait à la Commune, et le droit du propriétaire consistait seulement en cette autorité personnelle sur les serfs qui

lui avait été conférée par le Czar. Les paysans ne pouvaient, bien entendu, présenter ces idées sous une forme légale, mais ils les exprimaient souvent dans leur langage familier et laconique en disant à leur maître : « *Mui vashi no zemlya nasha* », c'est-à-dire : Nous sommes vôtres, mais la terre est nôtre. Et il faut admettre que ce point de vue, bien qu'insoutenable légalement, avait une certaine raison d'être historique (1). Dans l'ancien temps, les nobles possédaient leur terre par tenure féodale et étaient exposés à en être expulsés aussitôt qu'ils ne remplassaient pas leurs obligations envers l'État. Ces obligations avaient été depuis longtemps abolies et la tenure féodale se trouvait transformée en un droit de propriété sans conditions ; mais les paysans se cramponnaient aux vieilles idées avec une obstination qui fournit un exemple frappant de la vitalité des conceptions populaires profondément enracinées. Ils croyaient toujours que les seigneurs étaient seulement des occupants temporaires, que le Czar avait autorisés à exiger des serfs du labeur et des redevances.

Qu'était-ce donc que l'émancipation ? Certainement l'abolition de tout labeur obligatoire, de toutes redevances en argent, peut-être l'expulsion complète des propriétaires. Sur ce dernier point il se produisait une diversité d'opinion. Tous affirmaient, comme chose toute naturelle, que la terre communale resterait la propriété de la Commune, mais on ne se rendait pas aussi bien compte de ce que deviendrait le reste du domaine. Quelques-uns pensaient qu'il serait conservé par le propriétaire ; mais beaucoup croyaient que les nobles recevraient du Czar des salaires, et que *toute* la terre serait donnée aux Communes. De cette façon, l'émancipation serait en accord avec le droit historique et avec l'avantage maté-

1. Voir le chapitre précédent, page 225.

riel des paysans, pour le bénéfice exclusif desquels, assurait-on, la réforme avait été entreprise.

Au lieu de cela les paysans apprirent qu'il leur fallait encore payer des redevances, même pour la terre communale qu'ils regardaient comme étant incontestablement la leur ! Du moins, les interprètes de la loi disaient ainsi. Mais la chose était incroyable. Ou bien les propriétaires devaient dissimuler ou mal interpréter la loi, ou bien ce n'était seulement qu'une mesure préparatoire, qui devait être suivie de l'émancipation réelle. Ainsi s'éveilla chez les paysans un esprit de méfiance, de suspicion, et une croyance très-répandue qu'il y aurait une seconde émancipation par laquelle toute la terre serait divisée et toutes les redevances abolies.

Sur les nobles, le manifeste produisit une impression très-différente. Le fait qu'ils allaient être chargés de la mise à exécution de la loi, les allusions flatteuses faites à l'esprit de généreux self-sacrifice dont ils avaient fait preuve, excitèrent chez eux assez d'enthousiasme pour leur faire oublier pendant quelque temps leurs justes griefs et leur hostilité envers la bureaucratie. Ils se rendirent compte que les conditions dans lesquelles l'émancipation s'effectuait n'étaient point aussi ruineuses qu'ils l'avaient pensé d'abord ; et l'appel de l'Empereur à leur générosité, à leur patriotisme, fit que beaucoup se consacrèrent avec ardeur à la tâche importante qui leur était confiée.

Malheureusement ils ne pouvaient commencer le travail de suite. La loi, si vite rédigée, avait été poussée si à la hâte, que les préparatifs pour la mettre à exécution n'étaient nullement complets quand le manifeste parut. La tâche de régulariser les relations futures entre les paysans et les propriétaires fut confiée dans chaque district à des gens choisis parmi ces derniers et qui furent appelés Arbitres de paix (*Mirovuié Posredniki*), mais trois mois se passèrent avant que ces Arbitres

pussent être nommés. Pendant ce temps, il n'y eut personne pour expliquer la loi aux paysans et régler les différends entre eux et les propriétaires; et la conséquence de cela fut que beaucoup de cas d'insubordination et de désordre se produisirent. Les paysans s'imaginaient naturellement qu'aussitôt que le Czar avait *dit* qu'ils étaient libres, ils n'étaient plus désormais obligés de travailler pour leurs anciens maîtres, que tout labeur obligatoire cessait dès que le manifeste avait été lu. En vain les propriétaires s'efforçaient de les convaincre que, par rapport au labeur, les anciennes relations devaient continuer, comme l'ordonnait la loi, jusqu'à ce qu'un nouvel arrangement eût été fait. A toutes les explications et exhortations les paysans firent la sourde oreille, et aux efforts de la police rurale ils opposèrent trop souvent une résistance passive et bourrue. Dans beaucoup de cas la simple arrivée des autorités suffit pour rétablir l'ordre, car la présence de l'un des serviteurs du Czar suffisait à convaincre le plus grand nombre que l'ordre de travailler maintenant comme autrefois n'était pas une pure invention des propriétaires. Mais assez souvent il fallut employer les baguettes de bouleau. En vérité je suis porté à croire, par les nombreux récits de scènes de cette époque que je tiens de témoins oculaires, que rarement, sinon jamais, les serfs ont vu et expérimenté autant de flagellation que pendant ces trois premiers mois après leur affranchissement. Quelquefois même les troupes durent être appelées, et en trois occasions elles tirèrent à balles sur les paysans. Dans le cas le plus sérieux, où un jeune Moughik avait pris le rôle de prophète et déclaré que la loi d'émancipation était un faux, cinquante et un paysans furent tués et soixante-dix-sept blessés plus ou moins sérieusement. Mais en dépit de ces incidents lamentables, il ne se produisit rien que même le plus violent alarmiste pût honorer du nom d'insurrection. Nulle part il n'y eut quoi que ce fût pou-

vant être appelé résistance organisée. Même dans le cas cité plus haut, les 3.000 paysans sur lesquels les troupes tirèrent étaient complètement sans armes, ne firent aucune tentative de résistance, et se dispersèrent avec la plus grande hâte aussitôt qu'ils s'aperçurent que l'on tirait sur eux. Si les autorités militaires avaient montré un peu plus de jugement, de tact, de patience, l'histoire de l'émancipation n'eût même pas été souillée par ces trois cas isolés de carnage.

Cet interrègne entre ceux du servage et de la liberté fut clos par la nomination des Arbitres de paix. Leur premier devoir était d'expliquer la loi et d'organiser le nouveau gouvernement des paysans par eux-mêmes. Le degré inférieur ou organe primaire de ce self-gouvernement : la Commune rurale, existait déjà, et retrouva tout de suite beaucoup de son ancienne vitalité aussitôt que l'autorité et l'ingérence des seigneurs en furent écartées. Le second degré, le *Volost* : unité territoriale administrative comprenant plusieurs Communes contiguës, dut être créé, car rien de semblable ne se trouvait précédemment sur les domaines des nobles. Il avait existé, néanmoins, pendant près d'un quart de siècle chez les paysans des Domaines ; il suffisait donc de copier un modèle qui fonctionnait déjà.

Dès que les *Volosts* de son district se trouvaient ainsi organisés, l'Arbitre de paix avait à entreprendre la tâche, plus ardue, de régulariser les relations agraires entre les propriétaires et les Communes ; car on doit se rappeler que les seigneurs n'entretenaient plus de rapports directs, quels qu'ils fussent, avec les paysans-individus. Il avait été stipulé par la loi que les futures relations agraires entre les deux parties ne seraient déterminées, autant que possible, que par des conventions volontaires ; et, en conséquence, chaque propriétaire fut invité à s'entendre avec la Commune ou les Communes situées sur son domaine. Cette entente une fois conclue, une

charte-statut (*ustavnaya gramota*) était préparée, spécifiant le nombre des serfs mâles, la quantité de terre dont ils jouissaient actuellement, tout changement quelconque proposé à ce sujet, les redevances qui devaient être perçues, et autres détails. Si l'Arbitre trouvait que ces conditions étaient en accord avec la loi et que les paysans s'en rendaient bien nettement compte, il confirmait la charte et l'arrangement se trouvait définitif. Quand les deux parties ne pouvaient arriver à s'entendre dans le cours d'une année, l'Arbitre préparait une charte d'après son propre jugement, et la présentait pour confirmation aux autorités plus hautes.

La dissolution de la société, — si l'on peut se servir de ce terme, — qui existait entre le seigneur et ses serfs fut quelquefois très-aisée et parfois très-difficile. Sur beaucoup de domaines, la charte ne fit guère que légaliser les arrangements existants; mais dans bien des cas il fut nécessaire d'ajouter à la quantité de terre communale ou d'en soustraire; et quelquefois même il fallut transporter le village sur une autre partie du domaine. Dans presque tous il y eut, bien entendu, des intérêts en conflit et des questions compliquées, si bien que l'Arbitre avait toujours, en abondance, de la besogne difficile. En outre, il lui fallait agir comme médiateur dans ces différends qui surgissaient naturellement pendant la période de transition où l'autorité du propriétaire se trouvait abolie, mais où la séparation des deux classes ne se trouvait pas encore effectuée. L'autorité patriarcale illimitée qu'exerçaient autrefois le seigneur ou son intendant avait passé maintenant avec certaines restrictions dans les mains des Arbitres, et ces conciliateurs devaient consacrer une grande partie de leur temps à courir en voiture d'un domaine à l'autre pour mettre fin aux cas allégués d'insubordination, parmi lesquels beaucoup, il faut l'admettre, existaient seulement dans l'imagination des propriétaires.

Au début, le travail de règlement amiable s'effectuait lentement. Les propriétaires montraient en général un esprit de concession, et quelques-uns proposaient généralement des conditions beaucoup plus favorables aux paysans que celles que la loi stipulait; mais ces derniers étaient remplis de vagues suspicions et craignaient de se compromettre en « mettant la plume au papier. » Même les propriétaires les plus respectés, qui s'imaginaient jouir de la confiance absolue des Moughiks, étaient soupçonnés comme les autres, et leurs offres généreuses étaient regardées comme des pièges bien « appâtés ». J'ai entendu souvent des vieillards raconter, quelquefois les larmes aux yeux, la méfiance et l'ingratitude des paysans à cette époque. Beaucoup de ceux-ci étaient persuadés que les propriétaires dissimulaient la véritable loi d'émancipation, et des personnes à imagination vive ou mal intentionnées entretenaient cette croyance en prétendant savoir ce que la loi réelle contenait. Les plus absurdes rumeurs étaient mises en circulation, et des villages entiers agissaient parfois en accord avec elles. Dans la province de Moscou, par exemple, une Commune envoya une députation au propriétaire pour l'informer que, comme il s'était toujours montré bon maître, le *Mir* lui permettrait de conserver sa maison et son jardin sa vie durant. Dans une autre localité, le bruit courut que le Czar s'asseyait chaque jour en Crimée sur un trône d'or, recevant tous les Moughiks qui venaient à lui et leur donnant autant de terre qu'ils en désiraient; et afin de profiter de la libéralité impériale, une bande considérable de paysans se mit en marche pour l'endroit indiqué, et avança rapidement dans cette direction jusqu'à ce qu'elle fût arrêtée par la troupe régulière!

Comme exemple des illusions auxquelles les paysans s'abandonnaient à cette époque, je puis citer ici l'un des nombreux incidents caractéristiques qui m'ont été racon-

tés par des gentlemen ayant exercé les fonctions d'Arbitres de paix.

Dans la province de Riazan il existait une Commune qui avait acquis une certaine notoriété locale pour l'obstination avec laquelle elle refusait tout arrangement avec le propriétaire. Celui qui me narra l'aventure était Arbitre pour la localité, et il fut à la fin obligé de rédiger une charte-statut sans le consentement de la Commune. Il désirait cependant que les paysans acceptassent volontairement les conditions qu'il proposait, et, en conséquence, il les convoqua pour causer avec eux de la chose. Après leur avoir expliqué en détail et complètement les articles de la loi qui avaient rapport à leur cas, il leur demanda quel inconvénient ils voyaient à faire une convention équitable avec leur ancien maître. D'abord il ne reçut aucune réponse; mais graduellement, en les questionnant individuellement, il découvrit la cause de leur obstination: ils étaient fermement convaincus que non-seulement la terre communale, mais aussi le reste du domaine, leur appartenaient. Pour extirper cette idée fausse, il se mit à discuter et raisonner avec eux, et le dialogue caractéristique ci-après relaté s'ensuivit :

L'Arbitre. — Si le Czar attribuait toute la terre aux paysans, quelle compensation pourrait-il donner aux propriétaires à qui cette terre appartient?

Le Paysan. — Le Czar leur donnera des salaires en raison de leurs services.

L'Arbitre. — Mais pour payer ces salaires, il faudra beaucoup d'argent. Où pourra-t-il le trouver? Il lui faudra augmenter les taxes, et de cette façon vous aurez à payer tout de même.

Le Paysan. — Le Czar peut faire autant d'argent qu'il veut.

L'Arbitre. — Si le Czar peut faire autant d'argent qu'il

veut, pourquoi vous fait-il payer l'impôt personnel chaque année ?

Le Paysan. — Ce n'est pas le Czar qui reçoit les taxes que nous payons.

L'Arbitre. — Qui les reçoit, alors ?

Le Paysan (après une courte hésitation et un sourire d'intelligence). — Mais... les fonctionnaires, donc !...

Graduellement, grâce aux efforts des Arbitres, les paysans en arrivèrent à mieux connaître leur situation réelle, et la besogne commença d'avancer plus rapidement. Mais bientôt elle fut contrariée par une autre influence. Vers la fin de la première année, l'enthousiasme patriotique et « libéral » des nobles se refroidit. Toutes les tendances idylliques et sentimentales s'étaient évanouies au contact de la réalité ; et ceux qui s'étaient imaginé que la liberté aurait un effet salutaire immédiat sur le caractère moral des serfs s'avouèrent désappointés. Beaucoup se plaignaient que les paysans se montraient avides et obstinés, volaient du bois dans la forêt, laissaient errer leurs bestiaux dans les champs du propriétaire, manquaient à remplir leurs obligations légales, ne tenaient point leurs engagements volontaires. En même temps la crainte d'un soulèvement agraire s'évanouissait, si bien que même les timides se tranquillisaient. Par ces raisons, l'esprit conciliant diminua chez les propriétaires.

Le travail de conciliation et de régularisation devint par là extrêmement difficile ; mais la grande majorité des Arbitres fut à la hauteur de la tâche, et déploya une impartialité, un tact, une patience, au-dessus de tout éloge. C'est à eux que la Russie est redevable, pour la plus grande partie, du caractère pacifique de l'émancipation. S'ils avaient sacrifié le bien général aux intérêts de leur classe, ou agi habituellement dans cet esprit strict, administratif, militaire, qui causa les cas de mas-

sacre cités plus haut, les prophéties des alarmistes se seraient en toute probabilité réalisées, et l'histoire de l'émancipation aurait eu une liste terrible de tueries judiciaires à enregistrer. Heureusement ils jouèrent le rôle de médiateurs indiqué par leur nom plutôt que celui d'administrateurs dans le sens bureaucratique du terme, et se montrèrent animés d'un esprit de justice et d'humanité plutôt que purement légal. Au lieu de produire simplement le texte de la loi et d'ordonner que leurs décisions fussent immédiatement exécutées, ils étaient toujours disposés à passer des heures à réfuter et vaincre, par un raisonnement patient, laborieux, les réclamations injustes des propriétaires ou les idées fausses et l'ignorance obstinée des paysans. Ce fut un spectacle nouveau pour la Russie de voir une fonction publique remplie par des hommes consciencieux qui avaient leur besogne à cœur, qui ne cherchaient ni promotions, ni décorations, et se préoccupaient moins d'observer ponctuellement les formalités prescrites que de réussir les choses réelles qu'ils avaient en vue.

Il y eut, je dois le dire, quelques hommes à qui ce portrait ne peut s'appliquer. Quelques-uns se trouvaient sous l'influence exagérée des sentiments et conceptions créés par le servage. D'autres, au contraire, errèrent de l'autre côté. Désireux d'assurer le bien-être futur des paysans et d'obtenir une certaine sorte de popularité, animés en même temps d'un violent esprit de pseudo-libéralisme, ces derniers oublièrent à l'occasion que leur devoir était d'être non pas généreux, mais justes, et qu'ils n'avaient nullement le droit de pratiquer la générosité aux dépens d'autres personnes. J'ai parfaitement connaissance de tout cela, je pourrais même nommer un ou deux Arbitres qui se rendirent coupables d'improbité positive; mais je maintiens que ce furent là de rares exceptions. La grande majorité fit son devoir en conscience et bien.

Le travail de conclure des conventions pour le rachat des redevances, ou, en d'autres termes, pour l'acquisition de la terre cédée en usufruit perpétuel, s'opéra lentement, et, en fait, se continue encore à l'heure qu'il est. L'arrangement se fit comme suit : les redevances furent capitalisées à six pour cent, et le Gouvernement payait immédiatement aux propriétaires les quatre cinquièmes de la somme entière. Les paysans devaient payer au propriétaire le cinquième restant, soit de suite, soit par fractions, et au Gouvernement six pour cent pendant quarante-neuf ans sur la somme avancée. Les propriétaires adoptèrent volontiers cette combinaison, car elle les pourvoyait d'argent comptant et les affranchissait de la tâche difficile de colliger les redevances. Mais les paysans ne montrèrent point un grand désir d'entreprendre l'opération. Quelques-uns s'attendaient à une nouvelle émancipation ; et ceux qui n'admettaient point cette possibilité dans leurs calculs étaient peu disposés à faire des sacrifices immédiats pour des avantages éloignés, seulement en perspective, qui ne se réaliseraient pas avant un demi-siècle. Dans beaucoup de cas le propriétaire fut obligé de faire remise, en tout ou en partie, du dernier cinquième devant lui être payé par les paysans. Beaucoup de Communes refusèrent d'entreprendre l'opération à aucunes conditions, et, en conséquence de cela, un grand nombre de propriétaires demandèrent ce qui fut appelé le rachat obligatoire, aux termes duquel ils acceptaient les quatre cinquièmes du Gouvernement comme paiement total : l'opération s'effectuait ainsi sans que les paysans fussent consultés. Le nombre total des serfs mâles émancipés était d'environ neuf millions trois quarts (1) ; et, sur ce total, à

1. Ne sont pas compris dans ce chiffre les serfs domestiques, qui ne reçoivent point de terre.

peu près seulement sept millions et un quart avaient, au commencement de 1875, conclu des conventions de rachat. Sur les contrats signés à cette époque, environ soixante-trois pour cent étaient « obligatoires ».

Les serfs furent ainsi non-seulement libérés, mais aussi rendus possesseurs de terre, mis sur le chemin de devenir propriétaires communaux, et les anciennes institutions communales furent conservées et développées. En réponse à la question : Qui effectua cette gigantesque réforme ? nous pouvons dire que le principal mérite en revient, sans aucun doute, à l'Empereur. S'il n'eût pas possédé une très-grande somme de courage, il n'aurait ni soulevé la question ni permis qu'elle fût soulevée par d'autres ; et s'il n'avait pas montré une décision et une énergie dont personne ne le soupçonnait d'être capable, la solution en eût été indéfiniment ajournée. Parmi les membres de sa famille il trouva un aide capable et énergique en son frère, le Grand-Duc Constantin : homme qui serait remarquable dans n'importe quelle sphère de la vie, et une vive sympathie pour la cause chez la Grande-Duchesse Hélène, princesse allemande de naissance, mais tout à fait dévouée au bien-être de sa patrie adoptive. Mais nous ne devons point passer sous silence le rôle important joué par les nobles. Leur conduite fut très-caractéristique. Aussitôt que la question fut soulevée, un grand nombre de propriétaires se mirent à l'œuvre avec enthousiasme ; et dès qu'il devint évident que l'émancipation était inévitable, tous firent un holocauste de leurs anciens droits, demandèrent à être immédiatement affranchis de toute relation avec les serfs. Et quand la loi fut promulguée, ce furent les propriétaires qui la mirent loyalement à exécution. En dernier lieu, nous devons nous souvenir qu'un gré considérable doit être su aux paysans pour la patience, la longanimité dont ils firent preuve dès qu'ils comprirent la loi. On peut donc dire avec raison que l'émancipation ne fut

pas l'œuvre d'un homme, d'un parti, d'une classe, mais de l'ensemble de la nation (1).

1. Les personnes dont on associe le plus ordinairement les noms avec l'émancipation sont : MM. le général Rostoftsef, Lanskoï (ministre de l'intérieur), Nicolas Miloutine, prince Tcherkassky, G. Samarine, Koshelef. Beaucoup d'autres, telles que MM. J.-A. Solovief, Zhoukofski, Domontovitch, Girs, sont moins connues, mais rendirent de précieux services. Je dois confesser les obligations que j'ai à tous ces gentlemen, sauf aux deux premiers, décédés avant que je n'arrivasse en Russie. Défunt M. Nicolas Miloutine me rendit des services spéciaux en mettant à ma disposition non-seulement toutes les pièces officielles en sa possession, mais aussi beaucoup de documents ayant un caractère privé. Par sa mort prématurée et regrettée, la Russie perd l'un des plus grands hommes d'État qu'elle ait encore produits.

CHAPITRE XXXI

CONSÉQUENCES DE L'ÉMANCIPATION

A. — *Pour les propriétaires terriens.*

Difficultés. — Le problème simplifié. — Compensation directe. — Compensation indirecte. — Un bon résultat de l'émancipation. — Quatre systèmes de « faire valoir » à l'aide du travail libre. — Lesquels de ces systèmes sont adoptés. — Condition présente des domaines dans les zones nord et sud. — Le prince Victor Wassiltchikof. — Un cas typique. — Section sud de la zone de la Terre-Noire. — Élevage des moutons en grand et « marchands de campagne ». — Aridité du climat. — Rareté des bras. — « Indolence paysanne ». — Conclusions générales.

Il n'existe peut-être pas de tâche plus difficile pour l'historien des évolutions sociales que celle de décrire clairement, graphiquement, une période de transition chaotique où les anciennes relations sociales et légales, les anciens modes de vie, ont été impitoyablement balayés par un ouragan révolutionnaire ou législatif, et où le nouveau *modus vivendi* n'est pas encore nettement défini. Et la difficulté est spécialement grande si la marche de la transition continue encore ; car aussi longtemps qu'il y a incertitude sur la sorte d'ordre stable qui à la fin sortira du chaos fermentant, il est à peu près impossible de distinguer l'essentiel du casuel et de déterminer

d'une façon précise l'importance relative et la signification réelle des phénomènes observés.

En commençant à parler des résultats de l'émancipation, je me rends avec chagrin compte de cette difficulté. Les relations agraires sont encore dans un état chaotique transitoire, et il est impossible de prédire avec certitude quelle forme elles prendront à la fin. L'émancipation doit être regardée comme une gigantesque expérience de science sociale : expérience qui est encore loin d'être terminée. Les ingrédients nécessaires ont été rassemblés; mais *Natura naturans* n'a pas encore joué son rôle dans l'opération. Tout ce que je puis faire est donc de décrire les résultats les plus importants déjà obtenus, et de donner quelques indications quant au futur probable. Et même dans cette tâche modeste, je dois réclamer l'indulgence du lecteur, car les matériaux que j'ai pu colliger sont loin d'être complets. Mes observations personnelles se sont nécessairement bornées à des localités particulières; et les écrits qui existent sur ce sujet sont très-mal compris et incomplets. Bien que de nombreuses descriptions de localités et de domaines particuliers aient déjà été publiées dans la littérature périodique et ailleurs, personne n'a encore, que je sache, fait une sérieuse tentative pour grouper les faits variés décrits, et pour concilier les assertions des témoins se contredisant l'une l'autre (1).

Dans ce chapitre, j'examinerai le sujet au point de vue des propriétaires terriens.

Quand la question de l'émancipation fut soulevée, au

1. Je devrais peut-être en excepter le rapport officiel, souvent cité, de la Commission impériale instituée en 1872 sous les auspices de M. Valuyef, ministre des Domaines impériaux. Comme j'ai pris part, dans des conditions non-officielles, à la réunion des matériaux pour cette Commission, je puis porter témoignage des efforts consciencieux d'au moins l'un des membres (M. Tchavslavski) qui furent chargés de la tâche de colliger les renseignements nécessaires, et je ne doute nullement

commencement du règne actuel, il se produisit une grande diversité d'opinions quant à l'effet que l'abolition du servage aurait sur les intérêts matériels des possesseurs de terre. La presse en général, et un grand nombre de ceux qui peuvent être appelés « la jeune génération », envisagèrent la question d'un point de vue optimiste, s'efforcèrent de prouver que le changement proposé serait avantageux à la fois aux propriétaires et aux paysans. La science, disait-on, a depuis longtemps démontré que le travail libre est immensément plus productif que l'esclavage ou le servage, et ce principe a déjà été prouvé par l'expérience des pays de l'Europe occidentale. Dans toutes ces contrées, les progrès de l'agriculture moderne ont commencé avec l'émancipation des serfs; et l'accroissement dans la production fut partout le résultat immédiat des améliorations dans la méthode de culture. C'est ainsi qu'on a pu faire produire plus aux sols pauvres, légers, d'Allemagne, de France et de Hollande, qu'à la « Terre-Noire » si vantée de Russie. Et partout la classe propriétaire a tiré les principaux avantages de ces améliorations. Les propriétaires fonciers d'Angleterre — pays dans lequel le servage fut d'abord aboli, — ne sont-ils pas les plus riches qui existent dans le monde? Et le propriétaire de quelques centaines de *morgen* (acres) de terre en Allemagne n'est-il pas souvent plus riche que le noble Russe possédant des milliers de *dessyatines*? Par ces arguments plausibles et d'autres semblables, la presse s'efforçait de démontrer aux propriétaires qu'ils devaient, même dans leur propre intérêt,

que les autres n'aient rempli leurs devoirs dans le même esprit; mais il me semble que les conclusions du comité sont loin de donner un tableau absolument véridique de la condition agraire présente en Russie. Le rapport contient, néanmoins, beaucoup de matériaux précieux, et je saisis avec plaisir cette occasion d'exprimer mes remerciements à M. Valuyef pour m'avoir amicalement fourni copie non-seulement du rapport, mais aussi des matériaux sur lesquels il est basé.

entreprendre l'émancipation des serfs. Pourtant, beaucoup de seigneurs montrèrent peu de foi dans les principes abstraits de l'économie politique et les enseignements vagues de l'histoire tels que les interprétait la presse périodique contemporaine. Ils ne pouvaient pas toujours réfuter les arguments ingénieux produits par les gens de tempérament plus enthousiaste, mais ils restaient convaincus que leurs chances d'avenir n'étaient point aussi brillantes que ces hommes les leur représentaient. Ils croyaient que la Russie était un pays spécial et les Russes un peuple spécial. Les classes inférieures en Angleterre, en France, en Hollande, en Allemagne, leur étaient bien connues comme laborieuses, entreprenantes, tandis que le paysan russe, notoirement fainéant, ne travaillerait certainement pas plus, si on le laissait à lui-même, qu'il ne serait absolument nécessaire pour l'empêcher de mourir de faim. Le travail libre pouvait être plus profitable que le servage dans les pays où les hautes classes possédaient des connaissances pratiques traditionnelles et une abondance de capitaux; mais en Russie les propriétaires n'avaient ni la connaissance pratique, ni l'argent comptant, nécessaires pour exécuter les améliorations proposées dans le système d'agriculture : fait clairement démontré par les fréquentes tentatives infructueuses de ces dernières années pour introduire les machines agricoles les plus simples. On ajoutait qu'un système d'émancipation par lequel les paysans recevraient de la terre, seraient rendus complètement indépendants des propriétaires terriens, n'avait été essayé nulle part sur une aussi large échelle.

Il existait donc deux opinions diamétralement opposées eu égard à l'influence que l'abolition du servage exercerait sur les intérêts matériels des possesseurs de terre; et nous avons maintenant à examiner laquelle de ces deux opinions a été confirmée par l'expérience.

Le lecteur qui n'a jamais tenté de faire des investigations de cette espèce s'imaginera naturellement que la question peut être aisément résolue en consultant un grand nombre de propriétaires et tirant de leurs témoignages une conclusion générale. En réalité, la tâche est beaucoup plus difficile. Règle générale, les propriétaires ne peuvent pas établir exactement combien ils ont perdu ou gagné; et quand on obtient d'eux un renseignement précis, il n'est pas toujours digne de foi. Au temps du servage, fort peu avaient l'habitude de tenir des comptes réguliers ou même d'aucune espèce, et quand ils vivaient sur leurs domaines, il se trouvait dans ces comptes un grand nombre d'*idem* ne pouvant nullement être réduits en chiffres. Bien des gens reçoivent maintenant un revenu en argent plus considérable que jadis et sont pourtant, dans un certain sens, plus pauvres : c'est-à-dire qu'ils trouvent beaucoup plus difficile de vivre dans l'aisance. Comme de juste, chaque propriétaire se fait une idée générale de sa position actuelle, si elle est meilleure ou pire que dans le vieux temps; mais les vagues énonciations que l'on entend exprimer par certaines personnes concernant leurs revenus d'autrefois et ceux actuels ont peu ou point de tout de valeur scientifique. Tant de considérations qui n'ont rien à faire avec le milieu et les relations purement agraires entrent dans les calculs, que les conclusions qu'on en tire ne nous aident pas beaucoup dans nos efforts pour nous rendre compte des résultats économiques de l'émancipation. Et le témoignage lui-même, il faut l'avouer, est loin d'être toujours impartial, surtout quand il est donné à un étranger. J'ai remarqué que les nobles qui parlent de l'émancipation sur un ton épique ou dithyrambique forment deux catégories distinctes : les uns veulent prouver que la mesure fut un succès complet de toutes les façons, que toutes les classes en bénéficièrent non-seulement moralement, mais aussi

matériellement; tandis que les autres s'efforcent de représenter les propriétaires en général, et eux-mêmes en particulier, comme les victimes volontaires d'une grande réforme nécessaire et patriotique, comme les martyrs de la cause de la liberté et du progrès. Je ne suppose pas un seul instant que ces deux groupes de témoins aient l'intention préconçue de décevoir ou d'égarer; mais l'investigateur prudent doit, bien entendu, éviter d'attribuer à leurs témoignages plus de valeur qu'ils n'en méritent.

Nous pouvons grandement simplifier le problème, ce me semble, en le réduisant à deux questions précises :

1° Jusqu'à quel point les propriétaires furent-ils indemnisés *directement* pour la perte du labeur serf et pour le transfert en usufruit d'une grande partie de leurs domaines aux paysans ?

2° Qu'ont fait les propriétaires du reste de leurs domaines, et jusqu'à quel point ont-ils été indemnisés *indirectement* par les changements économiques qui se sont produits depuis l'émancipation et dans une certaine mesure en dehors de son action ?

A la première de ces questions on peut faire cette objection : que les nobles renoncèrent volontairement à leur autorité sur les paysans et ne reçurent aucune compensation quelconque pour la perte du labeur serf; et à l'appui de cette assertion on peut citer plusieurs discours officiels. En réalité cependant, comme je l'ai déjà expliqué dans un précédent chapitre, beaucoup de propriétaires reçurent en réalité, sinon en due forme, une somme considérable de compensations; car le pouvoir législatif imposa avec intention à une grande partie des paysans des redevances annuelles excédant la rente normale de la terre qui leur était transférée sans leur consentement.

Le problème se trouvera simplifié plus encore si nous distinguons avec soin deux grandes régions agri-

coles. La zone des forêts peut être entièrement laissée de côté, car elle ne contenait presque pas de seigneurs terriens possesseurs de serfs. Dans la vaste province d'Arkangel, par exemple, et dans la partie nord de la province de Vologda, il n'existait au moment de l'émancipation que six serfs, et ils appartenaient tous à des nobles ne possédant point de domaines.

Commençons donc par la zone agricole du sud, ou de la Terre Noire, et essayons de déterminer jusqu'à quel point les propriétaires reçurent une compensation convenable pour la perte du labeur serf et pour la cession obligée d'une partie de leurs domaines aux paysans émancipés.

Dans la partie nord de cette zone, où le système triennal d'agriculture est en usage, les conditions étaient très-favorables à l'abolition du servage. Le sol y est naturellement riche et conservait encore une grande partie de sa fertilité vierge ; si bien qu'il pouvait aisément fournir beaucoup plus de grain qu'il n'était nécessaire pour les besoins des habitants. La population agricole était suffisante pour le cultiver d'après le mode d'agriculture existant, et la quantité de terre cédée aux serfs pour leur usage personnel pouvait être regardée comme une rémunération loyale du labeur qu'ils avaient fourni au possesseur du domaine. Donc, tout seigneur qui n'avait pas l'habitude d'imposer des charges indues à ses serfs eût pu les libérer, reprendre la terre dont ils jouissaient en usufruit, et il eût probablement trouvé que cela ne lui imposait aucun sacrifice pécuniaire. Ses anciens serfs fussent devenus ses ouvriers agricoles ou auraient pris à loyer ses terres pour une belle somme annuelle ; et les revenus du domaine eussent été sans doute, grâce à ce nouvel arrangement, au moins aussi considérables qu'auparavant. Et il faut remarquer que cela n'est pas une pure supposition fantaisiste. Je connais plusieurs cas où des hommes appartenant à la classe

marchande et qui, par conséquent, n'avaient pas le droit légal de posséder des serfs, achetèrent des domaines et les firent valoir avec un beau profit. En résumé, les conditions économiques dans cette région se trouvaient telles que le servage n'y était guère, sinon point du tout, plus avantageux que le travail libre; et de là nous pouvons conclure que les seigneurs n'avaient besoin d'aucune compensation pour la perte du labeur serf. Quant aux redevances, elles ne représentaient peut-être pas tout-à-fait la valeur entière de la terre cédée aux Communes, mais la différence entre la valeur réelle et celle admise n'était pas grande. Si les propriétaires avaient quelques motifs justes de se plaindre, c'était parce que l'élévation progressive et inévitable du prix de la terre, que beaucoup d'entre eux prévoyaient clairement, n'entraînait pas en ligne de compte.

Dans la partie sud de cette zone, où le système d'agriculture de la steppe est pratiqué, les conditions économiques se trouvaient différer quelque peu (1). La population n'était pas à beaucoup près aussi dense, et par conséquent l'offre en labeur n'était pas égale à la demande. Le servage avait donc une valeur considérable et les possesseurs de terre ne furent point du tout indemnisés de son abolition, car les paysans de cette région reçurent une grande quantité de terre, et certainement on ne la leur fit pas payer plus qu'elle ne valait.

Si nous passons maintenant à la zone agricole septen-

1. Le système d'agriculture de la steppe a été brièvement décrit, page 82. Les récoltes sont obtenues sans fumure pendant trois à six années successives, et alors la terre est laissée en friche pendant deux fois au moins cette période afin que le sol puisse recouvrer quelque chose de sa précédente fertilité. Bien entendu, ce système ne peut être usité que là où la terre surabonde; il doit toujours, dans un temps donné, épuiser le sol.

trionale, nous trouvons que le labeur des serfs était, pour d'autres raisons, encore plus nécessaire aux propriétaires. Là, le sol était pauvre et tellement épuisé, qu'il ne donnait plus une rémunération avantageuse du labeur dépensé sur lui. Donc, en ce qui regarde les seigneurs, l'agriculture était établie non pas dans les conditions économiques naturelles, mais sur la base artificielle du labeur serf. Ainsi, les propriétaires étant privés de ce labeur l'étaient de leur possession la plus précieuse ; mais ils furent indemnisés en partie de cette perte par les redevances annuelles, qui excédaient de beaucoup la rente normale de la terre cédée aux Communes.

Dans la partie centrale de cette région, le servage avait non-seulement vécu plus que son temps, mais perdu, dans une grande mesure, son caractère primitif. Il était entré dans une nouvelle phase de développement. Dans la forme originelle, normale, de cette institution, — si je puis me servir d'une telle expression, — les paysans cultivaient la terre du seigneur et recevaient, comme rémunération du labeur fourni, une certaine quantité de terre pour leur propre usage. Dans la forme qu'elle avait prise dans ces provinces nord-centrales, le seigneur n'employait plus désormais tous ses serfs à l'agriculture, mais permettait à un grand nombre de gagner leur vie par d'autres occupations, à la condition qu'ils lui payassent une somme annuelle fixe (*obrok*) comme équivalent du travail des champs qu'il n'exigeait pas d'eux. Pour de tels propriétaires, l'émancipation des serfs sans compensation eût été, bien entendu, ruineuse. Afin d'obvier à cela, il fut décidé que tous les paysans — même ceux qui vivaient d'occupations non agricoles, seraient obligés d'accepter de la terre et de payer pour elle des redevances excédant la rente normale.

Nous voyons par là que, dans la zone agricole du nord, les propriétaires reçurent une certaine compensation

pour la perte du labeur serf dans les redevances annuelles imposées aux paysans par la loi d'émancipation. Il faut ajouter, cependant, que cette compensation ne fut pas aussi grande qu'elle le semblait. Le propriétaire trouvait toujours difficile, souvent tout à fait impossible, de colliger les redevances; et il avait lieu de craindre que les paysans, conformément à la permission que leur accordait la loi, ne voulussent, à l'expiration des premières neuf années, se libérer entièrement de ces redevances en émigrant dans les villes ou vers des parties plus fertiles de la contrée. Le seul moyen qu'il possédât d'échapper à ces difficultés et à ces dangers était de demander ce qu'on appelait le rachat obligatoire de la terre (*obiazatelny vuikup*); et en adoptant cet expédient, il lui fallait faire des sacrifices considérables. D'abord, comme il demandait le rachat de la terre sans obtenir le consentement des paysans, il lui fallait accepter quatre cinquièmes de la somme comme entier paiement; et d'autre part, une grande partie des quatre cinquièmes lui était payée, non pas en argent, mais en bons du Gouvernement (1) qui tombèrent rapidement — en raison de la quantité énorme qui fut jetée tout d'un coup sur le marché, — à quatre-vingts pour cent de leur valeur nominale. Ainsi, au lieu de recevoir cent cinquante roubles pour chacun de ses paysans mâles, il en recevait seulement cent trente nominale et beaucoup moins en réalité, à moins qu'il ne pût attendre quinze ans: terme fixé pour que les bons du Gouvernement fussent convertis en billets de banque. Et même sur cette somme diminuée, beaucoup de propriétaires ne recevaient en réalité qu'une faible portion, car le Trésor commençait par se payer de toutes les créances qu'il pouvait avoir sur les domaines et ne versait seulement que la différence.

1. Ces bons portaient intérêt à 5 pour 100.

Passons maintenant au second terme du problème. Qu'ont fait les seigneurs de la partie de leur domaine qui leur est restée après cession aux Communes de la quantité de terre requise ? Ont-ils été indemnisés indirectement de la perte du labeur serf par les changements économiques qui se sont produits depuis l'émancipation ? Jusqu'à quel point leur a réussi la transition du servage au travail libre, et quels revenus tirent-ils maintenant de leurs domaines ? La réponse à ces questions contiendra nécessairement un résumé quelconque de la situation économique actuelle des propriétaires.

Sur tous les seigneurs l'émancipation eut au moins un bon effet : elle les arracha de force au vieux sentier de l'indolence et de la routine et les contraignit de penser à leurs affaires et de les calculer. L'insouciance et l'apathie héréditaires ; l'habitude traditionnelle de considérer le domaine garni de ses serfs comme une espèce de machine agissant d'elle-même qui devait toujours fournir spontanément au possesseur les moyens de vivre ; la pratique invétérée de dépenser tout l'argent comptant et de s'occuper fort peu du lendemain : tout cela, avec bien d'autres choses qui en résultaient, fut balayé rudement et devint chose du passé. La route large et aisée sur laquelle les seigneurs s'étaient jusqu'alors laissé porter par la force des choses se divisa soudain en une quantité de petits sentiers étroits, ardues, épineux. Chaque noble devait maintenant user de son propre jugement pour décider lequel de ces sentiers il lui fallait adopter ; et, ayant fait son choix, il avait à s'y frayer un chemin du mieux qu'il pourrait. Je me rappelle avoir une fois demandé à un propriétaire quel effet l'émancipation avait eu sur la classe à laquelle il appartenait, et il me fit une réponse qui mérite qu'on l'enregistre : « Jadis, dit-il, nous ne tenions aucunes écritures et buvions du champagne ; maintenant, nous tenons des livres et nous nous contentons de bière ». Comme tous les dictons épi-

grammatiques, cette réponse laconique est loin de fournir une description complète de la réalité, mais elle indique d'une façon graphique un changement qui, incontestablement, s'est produit. Aussitôt que le servage fut aboli, il ne fut plus désormais possible de vivre comme « les fleurs des champs ». Plus d'un propriétaire qui avait autrefois végété dans un bien-être apathique eut à s'adresser cette question : « Comment vais-je maintenant gagner ma vie ? » Tous eurent à examiner quelle était la façon la plus profitable d'employer la terre qui leur restait. Une modification quelconque devait être opérée, et elle en amènerait inévitablement d'autres à sa suite. Quand la pierre qui est restée immobile pendant des siècles sur la pente de la colline a été une fois arrachée du sol et commence à rouler, elle acquiert de la force à mesure qu'elle avance et descend avec une rapidité toujours croissante.

— « Que vais-je faire de la terre qui reste en ma possession ? » — Telle était la question que chaque propriétaire devait se poser.

Pour ceux qui ne vivaient pas sur leurs domaines, ou ne désiraient point les faire valoir pour leur propre compte, le moyen le plus simple de résoudre la difficulté était de louer la terre aux paysans moyennant une somme annuelle fixe. Ce système avait l'avantage d'écarter tous les tracasseries et risques ; mais il présentait un inconvénient sérieux : quand les paysans louent la terre, ils pratiquent invariablement ce que les Allemands appellent avec raison *Raubwirthschaft*, c'est-à-dire qu'ils cultivent mal et épuisent le sol en le faisant produire autant que possible. Donc, en dépit des avantages immédiats, le système en question est à la longue désavantageux pour les propriétaires ; car en Russie il n'existe aucune classe d'hommes correspondant aux fermiers anglais, qui louent des terres et les cultivent sans les ruiner.

A ceux qui désiraient faire valoir pour leur propre compte, quatre systèmes différents s'offraient.

1° Ceux qui jusque là avaient fait valoir à l'aide du travail serf pouvaient, si les paysans acceptaient l'arrangement, continuer l'ancien système sous certaines restrictions. Au lieu de payer des redevances pour la terre communale, la Commune fournissait, d'après cette méthode, une quantité fixée de travail agricole, soigneusement défini par la loi d'émancipation.

2° La seconde solution était de faire un arrangement avec la Commune ou avec des paysans isolés, en raison duquel une certaine somme définie de travail agricole serait exécutée pour une somme fixée ou pour une certaine quantité de pâturages ou de bois à brûler. Quand ce système est adopté, les paysans emploient toujours leurs propres chevaux, leurs instruments agricoles, et le calcul est fait par *dessyatine* ou, comme nous dirions, par acre.

3° La troisième solution se trouvait dans le système connu sous le nom de métayage : c'est-à-dire une espèce d'association temporaire ou de risques courus en commun dans laquelle le propriétaire fournit la terre, la semence, et où les paysans exécutent tout le travail à l'aide de leurs propres chevaux et de leurs instruments agricoles ; la récolte se partageant entre les parties contractantes soit également, soit dans quelque autre proportion convenue d'avance.

4° La quatrième solution consistait à louer des ouvriers agricoles et à organiser des fermes sur le modèle de celles de l'Europe occidentale. De cette façon, l'ex-seigneur rompait toute relation avec ses anciens serfs.

Les propriétaires les plus éclairés se rendirent nettement compte que, de toutes ces solutions, la dernière seule offrait la possibilité d'opérer des améliorations radicales dans le système d'agriculture existant ; mais ils reconnurent en même temps que de toutes c'était la plus difficile à adopter. Une grosse somme d'argent

devait être dépensée tout de suite en amendements, outillage, etc.; et des capitaux considérables seraient requis pour les dépenses courantes. On a calculé qu'en Angleterre, même quand il ne se propose aucun changement de système, un cultivateur qui loue une ferme de cinq cents acres doit dépenser pendant les premiers dix-huit mois environ trois mille livres sterling (75.000 fr.) (1). Cela donnera quelque vague idée des frais d'une culture raisonnée, dans les conditions les plus favorables. Dans un pays comme la Russie, ces dépenses seraient, bien entendu, beaucoup plus grandes. Or, où les cultivateurs russes, au moment de l'émancipation, eussent-ils trouvé un capital aussi considérable? La grande majorité avait plus de dettes que d'argent comptant. Les anciennes institutions qui prêtaient sur gage foncier venaient d'être supprimées et les nouvelles sociétés de crédit terrien n'avaient pas encore été formées. Emprunter à des capitalistes privés était ruineux, car l'argent se trouvait, à ce moment, si rare, que dix pour cent était considéré comme un taux d'intérêt « d'ami ». L'opération du rachat, il est vrai, pouvait avoir lieu, mais cela était loin de fournir toujours une somme suffisante; car le Gouvernement déduisait les hypothèques dont les domaines étaient grevés, et payait la plus grande partie de la différence en papier-monnaie très-déprécié. De plus, il existait d'autres obstacles presque aussi sérieux. En général, les propriétaires possédaient peu de connaissances techniques et n'avaient jamais eu l'occasion de pratiquer une culture raisonnée. Quelques-uns possédaient les connaissances théoriques et beaucoup étaient familiarisés avec les choses agricoles; mais la connaissance théorique et l'expérience pratique se trou-

1. STEPHENS, *Le livre de la Ferme*, Edimbourg et Londres, 1871, II, p. 443.

vaient rarement réunies chez une seule personne. Même le petit nombre qui possédait le capital nécessaire, la théorie et l'expérience, jugeait la tâche extrêmement difficile, car il était impossible, au début, de trouver des ouvriers agricoles capables, et très-souvent aussi impossible de se procurer le nombre nécessaire de laboureurs quels qu'ils fussent.

Dans ces circonstances, la grande masse des propriétaires ne pouvait un seul instant songer sérieusement à tenter de résoudre la difficulté de cette façon radicale. Au début, beaucoup n'essayèrent même pas la seconde ou la troisième des solutions énumérées plus haut, mais se contentèrent de continuer l'ancien système sous les restrictions imposées par la loi émancipatrice. Cependant, les désavantages pratiques de ce système devinrent bientôt apparents. S'il avait été difficile de cultiver avec profit par cette méthode, même quand le propriétaire exerçait un pouvoir illimité sur ses paysans, ce l'était, bien entendu, infiniment davantage alors qu'il était entravé par des restrictions légales sans fin, et ne possédait aucun moyen direct d'assurer même le respect de ses droits légaux. Quand les paysans refusaient d'exécuter ce qu'on leur ordonnait de faire, — et cela se présentait très-fréquemment tant qu'ils n'eurent aucune idée nette de leurs nouveaux droits et obligations, — le seul remède était de se plaindre à l'Arbitre de paix, et sur une réclamation de cette espèce, si bien fondée qu'elle pût être, on ne pouvait obtenir justice sans beaucoup d'ennuis et une sérieuse perte de temps. Lors de la fenaison et de la moisson, un seul jour de retard peut causer des dommages très-considérables; et c'était précisément les époques où les laboureurs étaient le plus susceptibles de s'absenter. Ils avaient leurs foin ou grains à eux à rentrer; et savaient fort bien qu'ils ne seraient pas punis très-sévèrement pour n'avoir pas rempli leurs obligations envers leur ancien maître. De cette

façon, les propriétaires furent bientôt contraints par la force des choses d'adopter l'une des autres solutions possibles ; et les paysans, qui trouvaient également les réglementations légales extrêmement pénibles, consentirent volontiers au changement.

La transition à l'une de ces autres solutions était, dans tous les cas, difficile ; mais les difficultés n'étaient pas également grandes dans les diverses parties du pays. Dans toute la zone de la Terre-Noire, le sol possède encore assez de sa fertilité naturelle pour rendre la culture profitable même quand elle est pratiquée d'après les méthodes primitives ; et, par conséquent, les propriétaires pouvaient opérer graduellement, en consultant leurs propres convenances, toutes les améliorations qu'ils jugeaient nécessaires. Si le propriétaire ne désirait pas cultiver lui-même, les paysans du voisinage étaient toujours prêts à prendre sa terre à beau denier. Dans la zone agricole du nord, au contraire, le sol était trop épuisé pour donner un profit raisonnable par la méthode primitive, et la culture par les propriétaires avait longtemps subsisté artificiellement au moyen du servage. Là pourtant, les propriétaires ne pouvaient continuer à cultiver sans opérer tout de suite sur leurs domaines des améliorations radicales, durables ; et, en louant la terre aux paysans, ils ne pouvaient recevoir qu'un très-faible revenu.

Cette différence importante entre les deux zones agricoles se reflète dans la condition actuelle des ex-seigneurs terriens et de leurs domaines. Dans la zone nord, les propriétaires ont presque tous renoncé à la culture et loué autant que possible de leur terre aux paysans du voisinage. Les maisons dans lesquelles ils vivaient jadis — beaucoup en grands seigneurs, — sont pour la plupart abandonnées, restent exposées aux ravages du temps, pendant que les propriétaires habitent les villes et gagnent leur vie dans le service public, ou dans ces nombreuses entreprises commerciales ou industrielles qui ont surgi

dans ces dernières années avec une si merveilleuse rapidité. Si un moraliste faisait un voyage sentimental à travers cette partie du pays, il y trouverait d'abondants matériaux pour des réflexions édifiantes sur l'instabilité de la grandeur terrestre et la folie de vivre insouciamment au jour le jour, sans songer au lendemain. Dans la zone sud, au contraire, les domaines présentent maintenant plus d'activité que jadis. Presque tous les propriétaires cultivent au moins une partie de leurs domaines, et peuvent aisément louer aux paysans voisins la terre qu'ils ne veulent pas faire valoir pour leur propre compte. Quelques-uns ont adopté le système du métayage; d'autres font exécuter le travail agricole à tant par acre; et beaucoup ont réussi à organiser des fermes avec laboureurs loués, sur le modèle de l'Europe occidentale. Dans plusieurs des districts où la population est dense, les propriétaires ont pris l'habitude de louer la totalité de leur terre et en tirent un gros revenu. Le paysan russe aime à courir les risques et les chances de cultiver pour son propre compte; et est disposé à payer une rente élevée pour la terre plutôt que de travailler comme ouvrier agricole (1).

Presque tous les domaines sur lesquels des laboureurs loués et un système d'agriculture amélioré ont été introduits se trouvent dans la partie nord de la zone de la Terre-Noire. Ici le sol est fertile, les bras relativement abondants, le climat tempéré, et les marchés pour la vente des produits se trouvent tout près.

Pour démontrer qu'il est très-possible à un propriétaire de ces localités d'exécuter des améliorations très-importantes et d'obtenir ainsi un accroissement considérable de revenu, je m'aventure à donner ici quelques détails

1. Ceci a contribué à empêcher l'organisation de fermes sur le modèle occidental.

concernant un vaste domaine appartenant au prince Victor Wassiltchikof : gentilhomme dont le nom est bien connu de tous ceux qui prennent intérêt aux progrès de l'agriculture en Russie. Avant l'émancipation, le revenu net annuel de ce domaine avait varié de 4.613 roubles à 21.659, et la moyenne de dix ans était de 14.350. Après l'émancipation, quand un peu plus que la moitié de la terre eut été cédée aux paysans, le reste donna un revenu moyen de 28.996 roubles : c'est-à-dire plus de deux fois ce que le domaine tout entier avait produit pendant le temps du servage. Si nous ajoutons à ceci la somme annuelle reçue pour la terre cédée aux paysans (7.715 roubles) nous trouvons que le revenu annuel net provenant du domaine se monte à 36.711 roubles : c'est-à-dire deux fois et demi autant qu'on en tirait avant l'émancipation. Si je ne craignais pas de fatiguer le lecteur par des détails, je pourrais mentionner plusieurs cas analogues, dans lesquels le système d'agriculture a été grandement amélioré et le revenu considérablement accru. Mais nous ne devons tirer de tels exemples aucune conclusion générale prématurée, car ce ne sont pas des spécimens de la règle, mais de l'exception. Sur tous les domaines dont je parle, des préparatifs avaient été faits longtemps avant l'émancipation pour la transition du servage au travail libre ; les propriétaires étaient tous des hommes d'une habileté remarquable, énergiques, persévérants ; et, de plus, plusieurs possédaient de grandes connaissances pratiques (1). Malheureusement de tels hommes étaient peu nombreux. L'ancienne manière de vivre des nobles avait été peu favorable à l'acquisition de connaissances spéciales ou au développement de ces habitudes qui tendent à former un cultivateur habile.

1. Un spécimen bien connu de cette classe est M. Koshelef, dont j'ai déjà parlé.

Quant aux propriétaires du type ordinaire dans cette région, je crois qu'on peut dire qu'en général leur revenu, bien que certainement il ne s'accrut pas autant que dans le cas cité plus haut, ne diminua pas sérieusement par suite de l'émancipation. Du moins, dans tous les cas où j'ai réussi à obtenir des données dignes de foi, j'ai trouvé un accroissement plutôt qu'une diminution de recettes. Ainsi, par exemple, dans la province de Riazan, j'ai visité un vaste domaine sur lequel tous les articles de recettes et de dépenses avaient été notés soigneusement, par ordre chronologique, pendant de longues années. Or, en mettant en ordre ces matériaux volumineux et confus, j'en ai obtenu le résultat suivant : Pendant les huit années qui ont immédiatement précédé l'émancipation, la moyenne du revenu net était de 8.445 roubles ; pendant les quatre années qui l'ont immédiatement suivie, elle descendit à 5186 ; et pendant les quatre années suivantes elle s'éleva à 13.190 (1). La décroissance temporaire du revenu pendant les années qui suivirent immédiatement l'émancipation fut produite par le désordre momentané auquel la réforme donna naissance (2). Je regarde ce cas comme typique, parce qu'aucun changement ne fut apporté dans le système de culture ou dans

1. Le domaine contenait environ 8.250 acres dont la moitié environ était terre communale. Les « âmes révisées » (paysans mâles) étaient au nombre de 444.

2. Cette décroissance temporaire de revenu se produisit même sur les domaines de propriétaires capables et énergiques qui avaient prévu l'émancipation et pris des dispositions en conséquence. Ainsi, dans le bilan d'un homme qui appartient incontestablement à cette catégorie, je trouve les chiffres suivants :

1857-61	Moyenne	du	revenu	net	47.433	roubles.
1862-66	»	»	25.918	»		
1867-71	»	»	77.369	»		

l'administration du domaine. Le serf qui avait pendant bien des années agi comme intendant continuait d'exercer ses fonctions de jadis, et montrait une répugnance très-marquée pour toute espèce d'innovation.

En somme, je suis enclin à croire que, règle générale, les propriétaires de cette région reçoivent maintenant de plus gros revenus qu'avant l'émancipation; mais je ne puis dire que leur condition matérielle ait été par là améliorée. Toutes les dépenses ont beaucoup augmenté, spécialement pour ceux qui ont toujours vécu sur leurs domaines; et le travail d'exploitation est infiniment plus compliqué, plus laborieux.

Dans la partie sud de cette zone, la position des propriétaires était et est encore quelque peu différente. La population rurale, beaucoup moins dense, se compose principalement de paysans de l'État et de colons étrangers qui possèdent en abondance des terres leur appartenant, et n'ont aucune raison pour devenir fermiers ou laboureurs loués. Les vastes domaines ne possédaient en général rien qui pût, même avec une très-grande licence poétique, être appelé une maison de campagne; et, au moment de l'émancipation, on les employait seulement à deux usages : ou bien comme fermes à moutons pour la production de la laine mérinos; ou bien on les louait à des spéculateurs agricoles (*posevtchiki*) — classe d'hommes analogue aux « marchands de campagne » dans quelques parties de l'Italie, — qui en tiraient, avec le moins de dépenses possible en labeur, trois ou quatre récoltes, et alors laissaient la terre en friche pendant huit ou dix ans. La modicité du revenu que produisait aux propriétaires cette méthode agricole se comprendra mieux à l'aide de l'exemple suivant : Voyageant en 1872 dans un district éloigné où le système de la culture du froment par spéculation se pratique encore, je constatai que d'immenses pièces de terre appartenant à la Couronne, et dont la plus grande partie avait un sol

riche et fertile, étaient louées environ trente centimes par acre (25 kopeks par *dessyatine*) (1).

Pendant ces dernières années, cet état de choses a été considérablement modifié; mais ce changement ne doit être attribué qu'en partie et indirectement à l'émancipation. Les laines fines ont beaucoup baissé de prix; et les fermes à moutons sont, par conséquent, devenues moins rémunératrices. En même temps, l'extension des chemins de fer, le développement du commerce d'exportation sur les côtes de la mer Noire et de la mer d'Azof, ont rendu la culture du blé et du lin beaucoup plus profitable que jadis. L'élevage des moutons et la méthode primitive d'obtenir des récoltes de froment, comme la pratiquaient les marchands de campagne, ont été dans une grande mesure remplacés par une culture régulière; et comme conséquence immédiate de ce changement, une hausse considérable de la valeur de la terre s'est produite. Cette plus-value n'a pas été aussi grande que dans quelques districts situés au nord de la zone de la Terre Noire, mais elle est suffisante, je crois, pour indemniser les propriétaires des pertes que l'émancipation leur a causées. Il faut avouer, cependant, que les propriétaires de cette région qui essayent une culture régulière ont encore de formidables difficultés à affronter; les principales étant les sécheresses fréquentes et la rareté des bras.

On croit ordinairement que la première de ces difficultés est absolument insurmontable pour le cultivateur. L'aridité du climat, dit-on, est causée par l'absence de forêts; et on ne pourrait y remédier que par un système

1. Le district en question est situé dans la partie sud-est de la province de Samara. J'ai appris de bonne source que l'un des spéculateurs de cette localité sème jusqu'à 6.000 *dessyatines*, c'est-à-dire plus de 16.000 acres, en froment, mais j'ai quelque difficulté à le croire.

d'arboriculture très-développé. Le Gouvernement a, comme je l'ai déjà mentionné, examiné sérieusement divers projets basés sur cette théorie. Jusqu'à quel point la plantation de quelques centaines ou de quelques milliers d'acres en forêts artificielles, ce qui coûterait fort cher, pourrait modifier d'une façon appréciable le climat d'une contrée comprenant plusieurs milliers de kilomètres carrés : je dois laisser cela à déterminer aux spécialistes. Je puis cependant faire la remarque qu'il existe un remède moins grandiose et plus efficace se trouvant sous la main. Il consiste simplement à labourer plus profondément et à améliorer d'une façon générale la méthode de culture. Les colons Menonites m'ont dit plusieurs fois qu'ils souffrent beaucoup moins des fréquentes sécheresses que les paysans qui les entourent ; et je ne puis expliquer cela autrement que par ce fait : la terre est mieux cultivée par les Menonites que par leurs voisins.

La seconde difficulté est, dans un certain sens, plus sérieuse que l'aridité du climat. Les sécheresses se produisent seulement de temps à autre, tandis que la rareté des laboureurs est une source constante de tracas. Comme on pense communément que la difficulté d'obtenir de bons ouvriers est le principal obstacle aux progrès de l'agriculture dans toutes les parties de la contrée, il est bon de présenter quelques remarques générales avant de décrire les difficultés spéciales contre lesquelles les fermiers de cette région ont à lutter.

Les plaintes des propriétaires à ce sujet s'élèvent de toutes parts et forment, à l'heure qu'il est, un chorus presque harmonieux. Les paysans, dit-on, sont devenus depuis l'émancipation fainéants, insouciants, adonnés à l'ivrognerie, effrontément déshonnêtes en ce qui concerne l'exécution de leurs obligations ; si bien qu'il est difficile de cultiver même à l'ancienne manière, et positivement impossible d'introduire des améliorations dans

les méthodes de culture. Et il faut avouer que ces accusations et d'autres semblables ne sont pas tout à fait dénuées de fondement. Que le paysan russe se fatigue en général aussi peu que possible ; qu'il se préoccupe moins de la qualité que de la quantité de son travail ; qu'il montre souvent une insouciance absolue pour la propriété de celui qui l'emploie ; qu'il réclame quelquefois des avances et ne remplisse pas consciencieusement son contrat ; que la majorité des paysans s'enivre assez fréquemment ; que beaucoup d'entre eux soient enclins à certaines sortes de rapines quand une occasion se présente : tout cela est incontestablement vrai, quoi que puissent dire à l'encontre les théoriciens prévenus et les admirateurs sentimentaux du paysan (1). Et en vérité, il serait étrange qu'il en fût autrement, car on peut observer pareille chose, plus ou moins fréquemment, dans tous les pays du monde ; et cela doit se rencontrer surtout dans celui où l'éducation intellectuelle et morale du peuple a été complètement négligée et où le servage n'a été que récemment aboli. Ce serait une erreur, néanmoins, de supposer que la faute est entièrement du côté des paysans, ou que ces faits constituent un obstacle insurmontable à l'introduction d'un système rationnel d'agriculture basé sur le travail libre. Il ne serait pas moins erroné de croire, avec la majorité des propriétaires, que ces difficultés peuvent être très-

1. Règle générale, les paysans russes ne sont pas adonnés à se voler entre eux, ce qui est prouvé par ce fait qu'ils laissent leurs portes sans être fermées à clef quand tous les gens de la maison sont aux champs ; mais si le Moughik trouve dans la cour du propriétaire un morceau de fer, un bout de corde ou quelque autre objet dont il a constamment besoin et qu'il ne peut se procurer qu'avec une grande difficulté, il est très-disposé à le ramasser et à l'emporter chez lui. Ses notions de la propriété, à propos de pareils articles, ressemblent beaucoup à celles des domestiques dans bien d'autres pays, par rapport aux choses qui se mangent.

amointries ou entièrement écartées par une sévérité plus grande de la part des juges ou par un système perfectionné de passe-ports.

Cultiver à l'aide du travail libre demande, comme toute autre branche de l'activité humaine, une certaine somme de connaissances, de jugement, de prudence et de tact, que ne peuvent remplacer avec succès aucune législation ingénieuse, aucunes sévérités judiciaires. Dans les autres pays aussi bien qu'en Russie, en engageant des serviteurs, il est nécessaire de faire un choix soigneux et de les placer dans une position telle, qu'ils en viennent à attacher de la valeur à leur place et à craindre de la perdre; et quand tout cela a été fait, l'œil du maître et sa main dirigeante doivent être toujours présents. En un mot, les serviteurs doivent être traités, non pas comme des machines, mais comme des êtres humains toujours plus enclins à agir d'accord avec leur intérêt personnel immédiat que d'après les préceptes d'une moralité élevée. Cette vérité simple paraît n'être que très-imparfaitement comprise par la majorité des propriétaires russes. Ils semblent croire qu'il leur suffit seulement de faire des conventions et donner des ordres, qu'ils peuvent laisser le reste à l'intelligence et à la probité désintéressée des laboureurs. Mûs par des idées fausses d'économie, ils choisissent souvent l'ouvrier le meilleur marché sans examiner ce qu'il sait faire; ou bien profitent des embarras pécuniaires du paysan et font avec lui des conventions qu'il ne peut en aucun cas remplir.

Au printemps, par exemple, quand le Moughik n'a rien à manger et point d'argent pour payer ses taxes, ils lui avancent un peu de farine de seigle ou une petite somme d'argent et lui demandent, en retour, une quantité de labeur d'été hors de toute proportion avec la valeur de farine ou de l'argent avancés. Le paysan se rend parfaitement compte, dans de tels cas, que le marché est très-

désavantageux pour lui; mais que peut-il faire? Il lui faut de la nourriture pour lui et sa famille; et les autorités rurales menacent de le fouetter ou de vendre sa vachie s'il ne paye pas ses arrérages. En désespoir de cause il accepte les conditions, reçoit l'avance et éloigne ainsi le jour mauvais, se consolant par cette réflexion que « peut-être (*avos'*) quelque chose peut se produire ». Quand vient le moment d'exécuter le marché, ses embarras reparaissent pires qu'auparavant. D'après le contrat, il doit travailler presque tout l'été pour le propriétaire, et cependant il n'a aucune nourriture pour lui-même ou sa famille, aucune provision pour l'hiver qui vient. Dans une telle situation, il n'est certainement pas étrange qu'il cherche à esquiver la convention par tous les moyens possibles. D'autre part, le propriétaire voit par là ses plans dérangés, et élève la voix pour demander une législation plus sévère ou quelque moyen administratif ingénieux qui contraigne les paysans à remplir leurs obligations. Il est pourtant difficile d'imaginer aucun expédient législatif ou administratif, en dehors de l'ancien système du servage, qui puisse obliger, en pratique, à remplir de tels contrats.

En parlant ainsi, je n'ai nullement l'intention de disculper les paysans qui agissent de la façon ci-dessus décrite, et suis tout disposé à admettre que leur position difficile est très-souvent le résultat de leur imprévoyance. Je me borne à maintenir ceci : les propriétaires qui font de telles conventions, et sont ensuite désappointés, ne doivent blâmer qu'eux-mêmes. Ils devraient payer « pour un jour loyal de travail un jour loyal de gages » et ne faire d'autres conventions que celles qui sont susceptibles d'être volontairement remplies dans les conditions existantes. Faire des contrats imprudents et se fier à l'omnipotence de la loi pour leur exécution est une politique qui dans tous les pays du monde, mène certainement à la banqueroute. Même en Angleterre, pays qui

est souvent cité par les propriétaires de ce type comme une terre promise dans laquelle la loi est respectée et les inexécutions de contrat sévèrement punies, tout fermier qui serait assez insensé pour adopter le principe de payer le labourage de ses champs deux ou trois ans d'avance, comme j'ai vu plusieurs propriétaires le faire, serait bientôt forcé de renoncer à la culture et de choisir quelque autre profession plus appropriée à son tour d'esprit peu pratique.

Que la faute ne soit pas entièrement du côté des paysans, ce n'est pas là une conclusion qui ne dérive que d'un raisonnement *à priori*, mais une vérité absolument prouvée par l'expérience. Dans toutes les parties de la contrée, j'ai constaté que les plaintes ci-dessus émanent rarement, sinon jamais, d'agriculteurs intelligents, énergiques, actifs, qui vivent toute l'année sur leurs domaines. Ceux qui se plaignent sont principalement des hommes qui semblent croire que la direction d'un domaine peut être laissée à des subordonnés et que son exploitation constitue un emploi ressemblant à ces places confortables dans le service public, ne nécessitant à celui qui les occupe que de paraître seulement dans les jours de cérémonie. Parmi les nombreux témoignages que je pourrais citer à ce sujet, je me borne à celui du prince Wassiltchikof, dont j'ai déjà parlé. Il déclare expressément que dans l'espace de huit années, les laboureurs qu'il employait ne lui ont jamais donné de causes sérieuses de mécontentement et qu'il n'a jamais eu une seule fois recours aux autorités.

Comme on a beaucoup dit et écrit sur « la fainéantise incorrigible » du paysan russe, je puis consigner ici quelques remarques à ce sujet. Le Moughik est certainement très-lent dans ses mouvements, — plus encore que le paysan anglais, — mais les propriétaires n'ont guère le droit de lui reprocher son indolence. Il pourrait leur répondre par un argument très-énergique de

l'espèce du *tu quoque* : argument qui pourrait être également adressé à toutes les autres classes. Le fonctionnaire pétersbourgeois, par exemple, qui écrit des philippiques sur la fainéantise du paysan, considère que pour lui-même un séjour de trois ou quatre heures à son bureau, dont une grande partie est consacrée au labeur improductif de fumer des cigarettes, est une journée de travail très-raisonnable. La vérité est qu'en Russie « la lutte pour l'existence » n'est pas aussi intense que dans les pays plus peuplés ; et que la société y est constituée de telle façon que tous peuvent vivre sans efforts très-considérables. Les Russes semblent donc au voyageur qui vient de l'Occident un peuple indolent, apathique ; mais ici comme ailleurs, tout dépend du point de comparaison. Si le voyageur arrive de l'Orient, surtout s'il a vécu pendant quelque temps parmi des races pastorales, les Russes lui paraîtront un peuple très-énergique et très-laborieux. Leur caractère, sous ce rapport, correspond à leur situation géographique ; ils se trouvent à moitié chemin entre les populations industrielles et laborieuses de l'Europe occidentale et les tribus pastorales de la steppe : indolentes, indisciplinées, n'ayant d'énergie que par accès. Ils sont capables de produire beaucoup par efforts énergiques et intermittents ; témoin le paysan au moment de la moisson, ou le fonctionnaire pétersbourgeois quand quelque volumineux projet administratif doit être présenté à l'Empereur dans un temps donné ; mais ils n'ont pas encore contracté des habitudes laborieuses régulières. Ils pourraient remuer le monde si cela pouvait se faire d'une secousse ; mais ils sont encore dépourvus de cette persévérance calme, de cette tenacité obstinée, qui caractérisent la race teutonique.

Fermons cette parenthèse. Il faut admettre que dans la partie sud de la zone de la Terre Noire, les propriétaires ont des difficultés spéciales à surmonter. La contrée, comme nous l'avons vu, est maigrement peuplée, et le

déficit d'ouvriers agricoles n'est qu'en partie comblé par l'émigration annuelle d'été venant du Nord. Pour la préparation de la terre et son ensemencement, la population ordinaire suffit ; mais, pour la moisson, les services des faucheurs nomades sont toujours nécessaires, et quand elle est abondante le prix du labeur s'élève dans de telles proportions, que le propriétaire a quelquefois lieu de regretter la munificence exceptionnelle de la nature. Je connais au moins un cas dans lequel une moisson extraordinairement productive ruina beaucoup de cultivateurs. Ceci se produisit dans la province de Samara en 1868. La récolte était si abondante que la main-d'œuvre coûtait environ vingt-cinq shillings par acre (31 fr. 25), et le grain fut ensuite gâté par des pluies continuelles : si bien que le coût de la moisson constitua une perte sèche. Même quand aucun incident de ce genre ne se produit, les dépenses de main-d'œuvre dévorent presque tous les profits. Pour se garantir contre ces fluctuations dans le prix du labeur, beaucoup de propriétaires envoient des agents dans le Nord, de bonne heure au printemps, louer des faucheurs à un prix modéré pour le temps de la moisson. Ces agents n'éprouvent aucune difficulté à louer des paysans aux foires ou à faire des contrats avec les autorités rurales pour s'assurer les services de ceux qui sont en retard pour le payement de leurs taxes ; mais leurs efforts n'ont souvent, en résumé, que peu de résultats pratiques. Les laboureurs loués ne se présentent pas à l'époque stipulée ; ou bien ils travaillent seulement pendant quelques jours et décampent tous ensemble dès qu'ils entendent dire que des prix élevés sont donnés par un propriétaire voisin ou dans quelque autre district. Avoir recours aux autorités est à peu près inutile ; car avant qu'aucunes mesures puissent être prises pour contraindre les paysans à remplir leurs contrats, le temps de la moisson est passé et il n'existe, bien entendu, aucune possibilité d'obtenir d'eux des dommages-intérêts. Ceux

qui croient que le Gouvernement doit remédier à tous les maux pensent que l'on pourrait obvier à cela par un système plus compliqué de passe-ports; mais les propriétaires intelligents et actifs cherchent un remède plus rationnel, plus efficace. Et il semble que ces derniers sont sur la voie pour résoudre le problème. En semant en partie du blé d'hiver, en partie du blé de printemps, et par l'introduction de machines à moissonner, ils se sont déjà rendus beaucoup plus indépendants des faucheurs nomades. En même temps la population s'accroît rapidement; si bien qu'il est probable qu'avant peu d'années la difficulté d'obtenir des travailleurs disparaîtra spontanément.

Peut-être puis-je maintenant, pour conclure, exprimer une opinion générale sur les résultats économiques de l'émancipation en ce qui concerne les ex-seigneurs.

Les propriétaires de la zone agricole septentrionale ont subi, par l'abolition du servage, de sérieuses pertes; et presque tous ont abandonné l'agriculture comme étant une occupation peu profitable. Un petit nombre la recommence maintenant, avec un système plus rationnel. Au lieu de cultiver autant de terre que possible sans prendre en considération le labeur dépensé, ils se restreignent à une surface comparativement petite et s'efforcent de la bien cultiver. Quelques-uns déclarent trouver le résultat satisfaisant; mais je crois que les profits sont trop faibles pour engager beaucoup de propriétaires à faire la tentative, et il me semble beaucoup plus probable que la terre arable, dans cette partie du pays, passera graduellement aux mains des paysans, qui peuvent souvent en tirer un beau revenu quand le propriétaire ne pourrait la faire valoir qu'avec perte. Déjà cette marche est commencée et se continuerait sans doute de plus en plus rapidement, si l'achat de petits lots pouvait s'effectuer avec moins de formalités et de dépenses.

Les propriétaires des deux régions sud, au contraire,

n'ont souffert, je crois, par l'émancipation d'aucunes pertes pécuniaires, si l'on prend en considération les changements économiques qui se sont produits depuis cet événement. Beaucoup d'entre eux reçoivent certainement aujourd'hui de plus gros revenus qu'au temps du servage. Ceux qui ont réussi à opérer les modifications nécessaires trouvent que la culture à l'aide du travail libre donne un beau profit pour le capital dépensé; tandis que ceux qui n'ont pas essayé de faire valoir eux-mêmes se créent un revenu considérable en louant leurs terres aux paysans.

Et pourtant il faut avouer que, même dans ces régions sud, beaucoup de propriétaires peuvent dire avec assez de raison que l'émancipation les a ruinés. Jadis ils vivaient sur leurs domaines dans le bien-être et l'abondance, ou habitaient les villes et tiraient de leurs terres un gros revenu; et maintenant toute leur propriété foncière a été vendue à l'encan pour satisfaire aux réclamations de créanciers importuns. Ces faits semblent d'abord donner un démenti à tout ce qui vient d'être dit; mais, en réalité, il n'y a là aucune contradiction. Je n'ai jamais affirmé et n'ai jamais eu l'intention de donner à entendre que l'émancipation avait sauvé les seigneurs insensés des conséquences de leur propre folie. Dans tous les exemples que j'ai cités, j'ai admis comme base que les propriétaires étaient solvables au moment de l'émancipation et que par la suite ils ont agi avec suffisamment d'intelligence et de circonspection. Ceux qui ne remplissaient pas ces conditions, je les ai jusqu'ici laissés de côté et puis maintenant en finir avec eux en très-peu de mots. Aussi longtemps que le servage, avec toutes ses relations extrêmement élastiques, exista, beaucoup de seigneurs vivaient constamment dans une atmosphère de dettes, mais s'efforçaient de maintenir leur tête au-dessus de l'eau: comme ces marchands qui sont complètement insolvables et prolongent leur existence commer-

ciale à l'aide de billets de complaisance ou d'autres expédients désespérés. Pour ces hommes-là, l'émancipation, pareille à une crise dans le monde des affaires, fut le jour de la reddition des comptes. En réalité elle ne les ruina pas, mais elle montra qu'ils étaient ruinés.

Une situation très-semblable est la position actuelle de ces hommes qui étaient par hasard solvables au moment de l'émancipation, mais ont vécu depuis lors en dépensant insouciamment beaucoup plus que leurs revenus. Ceux-là aussi ont quelque raison de se plaindre du changement qui a été effectué, car au milieu des relations élastiques que le servage créait, ils eussent pu vivre respectés et mourir regrettés sans avoir fait connaissance avec la Cour des Faillites.

Ceci nous conduit naturellement à l'influence morale de l'émancipation ; mais je ne puis entrer ici dans ce sujet vaste et difficile. Je ne veux pas fatiguer le lecteur de raisonnements à *priori*, de réflexions générales et banales, et je suis obligé d'avouer que mes observations personnelles ne m'ont pas fourni assez de matériaux pour pouvoir apprécier cette influence avec certitude. Il est encore, je crois, trop tôt pour traiter la question au point de vue moral. Un effet moral avantageux est néanmoins suffisamment apparent : l'émancipation a contraint les propriétaires à « mettre leur maison en ordre » sous peine d'expulsion sommaire. En renversant de nombreuses barrières qui les protégeaient contre les conséquences naturelles de leur imprévoyance et de leur folie, elle les a forcés de se préoccuper davantage de ces principes simples, élémentaires, qui forment la base de toute société bien ordonnée.

CHAPITRE XXXII

CONSÉQUENCES DE L'ÉMANCIPATION

B. — *Pour la classe paysanne.*

Une simple question. — Difficulté d'y répondre. — Illusions brisées. — Vues pessimistes. — Opinions des paysans eux-mêmes. — Causes de stagnation. — Trois explications et trois panacées. — Le remède moral. — Réforme proposée des institutions communales. — Les Cours de justice paysannes. — Influence obstructive supposée du *Mir*. — Taxes et redevances pour la terre. — Fractionnement des familles paysannes. — Un mot quant à l'avenir.

Au début du chapitre précédent, j'ai signalé en termes généraux la difficulté de décrire nettement les conséquences immédiates de l'émancipation. Au moment de parler de l'influence que la grande réforme a eue sur les paysans, je sens que cette difficulté atteint son apogée. On ne peut s'attendre à ce que l'étranger qui désire seulement acquérir une idée générale du sujet prenne un grand intérêt aux détails; et même s'il prenait la peine d'examiner attentivement ceux-ci, ce labeur ne lui produirait que peu de renseignements réels. La vie rurale en Russie, et en général l'organisation économique, sont si spéciales, si différentes de celles de l'Europe occidentale, que même les données les plus complètes concernant la quantité de terre dont jouissent les paysans, le montant des redevances qu'ils paient pour elle, la pro-

ductivité du sol, le prix du grain et autres sujets, ne fourniraient à un esprit anglais aucune idée nette de la condition actuelle du Moughik. Et, en vérité, les lecteurs ordinaires n'éprouvent aucun désir d'étudier des données statistiques ou détails de quelque espèce que ce soit. Ce qu'ils veulent, c'est un résumé clair, concis, dogmatique, des résultats généraux. La condition matérielle et morale des paysans s'est-elle améliorée depuis l'émancipation? Telle est la seule question qu'ils ont à poser, et ils s'attendent à une réponse simple et catégorique.

On peut naturellement supposer qu'un homme ayant vécu pendant plusieurs années en Russie, ayant consacré une grande partie de son temps à l'étude des relations des paysans entre eux ou avec les autres classes avant et après l'émancipation, ayant eu de nombreuses occasions de consulter les statistiques officielles et de questionner des propriétaires et des paysans dans diverses parties de la contrée, doit nécessairement être prêt à répondre à cela d'un ton péremptoire. Et pourtant, tout en reconnaissant que la question est logique et jusqu'à un certain point justifiée, je suis obligé de faire cet aveu humiliant : bien que j'aie rempli toutes les conditions énumérées, je ne suis pas préparé à énoncer une opinion très-nette à ce sujet. Et de plus, je m'aventure à affirmer que quiconque étudiera le sujet avec soin dans un esprit impartial, et tirera ses conclusions non pas d'un raisonnement *à priori*, mais de l'expérience, se trouvera probablement lui-même dans une pareille situation. Il ne peut y avoir aucun doute possible que la position légale des paysans n'ait été énormément améliorée et leurs occasions de faire des progrès matériels et moraux immensément accrues. Mais quand l'investigateur essaie d'aller un peu plus loin, cherche à déterminer dans quelle mesure ils ont pris avantage de cette nouvelle position légale et jusqu'à quel point ces nouvelles occasions leur ont profité, il sent tout de suite qu'il ne se

trouve plus désormais sur un terrain solide. Ça et là il rencontre un village ou un petit district dans lequel les habitants ont incontestablement fait des progrès considérables; mais, d'un autre côté, il trouve des centaines de villages et de districts dans lesquels les conséquences bonnes et mauvaises sont tellement mêlées ensemble, qu'il est impossible de tirer aucune conclusion.

Pour décider la question d'une façon scientifique, il serait nécessaire de posséder des données statistiques complètes et exactes concernant la condition économique des paysans avant et après l'émancipation. Malheureusement, les matériaux statistiques qui existent actuellement sont en général inexacts et fragmentaires, et la partie qui se rapporte au temps du servage (1) ne nous serait de presque aucune utilité. Nous sommes donc réduits à la nécessité d'accepter des opinions vagues basées sur des impressions générales; ou, en d'autres termes, le témoignage des gens ayant eu de bonnes occasions d'observer. Cette catégorie d'autorités est très-nombreuse, car elle comprend tous les propriétaires d'un certain âge qui ont vécu d'ordinaire sur leurs domaines; mais les renseignements fournis par ces témoins ont, à mon avis, moins de valeur qu'on ne leur en attribue communément. Pour expliquer cela, qu'on me permette ici une petite digression.

La grande majorité des Russes instruits souffre à l'heure qu'il est du bris et de la perte de ses illusions. Pendant l'émancipation, ceux qui la composent s'abandonnaient aux espérances les plus immodérées. Ils croyaient, avec une ardeur dont des néophytes sont seuls capables, que la Russie avait découvert un nouveau sentier de progrès par lequel elle échapperait à l'action de ces lois

1. Par exemple, les tables imprimées par les soins de la Commission de Rédaction.

économiques rigoureuses qui pèsent si lourdement sur les classes ouvrières de l'Europe occidentale; et qu'elle s'était par là garantie pour toujours contre les nombreux maux sociaux dont l'Occident est tourmenté. En assurant aux paysans la terre dont ils jouissaient actuellement, en développant les institutions communales dans la direction du self-gouvernement, elle avait créé, pensait-on, une base solide pour sa prospérité future. On pouvait concevoir de graves doutes quant au sort futur des propriétaires terriens; mais il ne pouvait y en avoir aucun, s'imaginait-on, quant à celui des paysans. Ils allaient de suite « changer de la tête aux pieds ». Leur nouvelle situation allait « délier leurs langues et rompre le cercle enchanté de leurs conceptions (1) ». Aussitôt qu'ils allaient se sentir libres, ils s'efforceraient d'améliorer leur condition. L'agriculture serait perfectionnée, les terres incultes seraient réclamées et défrichées, le nombre du bétail serait accru, les anciens vices engendrés et développés par le servage disparaîtraient, et les nouvelles institutions rurales allaient développer une nouvelle vie publique et locale saine. En un mot, on s'attendait à ce que l'émancipation allait produire instantanément une transformation complète dans l'existence et le caractère de la population campagnarde; le paysan allait devenir tout de suite un agriculteur modèle, sobre, industriel.

Ces espérances ne se réalisèrent point. Un an, cinq ans, dix ans se passèrent, et la transformation attendue n'eut pas lieu. Au contraire, certains phénomènes assez vilains, qui n'étaient point du tout dans le programme, apparurent. Les paysans commencèrent à boire

1. Ces expressions sont prises dans une lettre non publiée, écrite immédiatement après l'émancipation par un propriétaire qui croyait déjà s'apercevoir du changement.

d'avantage, à travailler moins (1); et la vie publique que les institutions communales produisirent ne fut nullement d'une espèce désirable. Les « braillards » (*gorlopany*) acquirent une influence nuisible dans les Assemblées de village; et dans beaucoup de *Volosts*, les juges-paysans élus par leurs camarades contractèrent la mauvaise habitude de vendre leurs décisions pour du *vodka*. La conséquence naturelle de tout ceci fut que les personnes qui s'étaient bercées d'espérances exagérées tombèrent dans un état de découragement absolu; et s'imaginèrent que les choses se trouvaient bien pires que réellement elles ne l'étaient. Ce découragement dure encore aujourd'hui et se fait fortement sentir dans les opinions généralement acceptées ayant trait à la condition présente des paysans.

Pour des raisons différentes, ceux qui ne s'abandonnèrent pas à des espérances exagérées et ne sympathisèrent point avec l'émancipation dans la forme sous laquelle elle s'effectua, sont également enclins à envisager la situation d'un point de vue pessimiste. Dans chaque vilain phénomène ils trouvent une confirmation de leurs opinions. Ils ont tout prévu, tout prédit, expliqué à quiconque voulait les entendre la folie de conférer aux serfs les terres communales et le self-gouvernement de la Commune. Mais le Gouvernement a dédaigné leurs avertissements; il a préféré prêter l'oreille aux suggestions séduisantes des rêveurs socialistes. Et le résultat a été précisément celui qu'ils avaient prédit. Les paysans ont usé de leur liberté et de leurs privilèges à leur propre détriment et à celui des autres! De telles invectives s'entendent encore souvent à l'heure qu'il est, et

1. Je ne suis pas du tout sûr que réellement les paysans burent plus et travaillèrent moins; mais telle était, telle est encore, la conviction générale.

sont, bien entendu, beaucoup plus véhémentes quand celui qui les emploie a lutté sans succès contre les difficultés du travail libre, a souffert de la négligence et de la mauvaise foi des paysans qu'il employait.

Les « libéraux » extrêmes sont aussi enclins, pour des raisons qui leur sont particulières, à se joindre au lugubre chœur. Ils désirent que la condition des paysans soit davantage améliorée par ordonnances et décrets, et par conséquent ils peignent les maux sous des couleurs aussi sombres que possible.

Nous voyons par là que la majorité des classes instruites est actuellement disposée, sans motifs suffisants de le faire, à présenter à elle-même et aux autres la condition actuelle des paysans sous un jour très-défavorable. C'est pourquoi je crois que les opinions communément reçues sur ce sujet ont moins de valeur qu'il ne leur en est ordinairement attribué.

Alors pourquoi, dira-t-on, la question n'a-t-elle pas été soumise aux paysans eux-mêmes? Pour sûr ils en sont, après tout, les meilleurs juges. Ils doivent certainement savoir si leur condition est meilleure maintenant qu'avant l'émancipation. En questionnant un grand nombre d'entre eux dans diverses parties du pays, on pourrait aisément, à ce qu'il semble, arriver à une conclusion nette et bien motivée.

Tel était, je l'avoue, mon propre avis au début de mes recherches; mais quand j'essayai de mettre cette méthode en pratique, je m'aperçus bientôt qu'elle n'était point du tout aussi efficace que je me l'étais imaginé. D'abord, il est extrêmement difficile de découvrir quelle est en réalité l'opinion du Moughik. Avec toute leur bonne nature affable et leur simplicité apparente, les paysans russes possèdent à large dose une prudence rustique qui prend aisément la forme du soupçon; et quand leurs soupçons sont éveillés ils n'observent, comme je l'ai montré ailleurs, qu'un très-maigre respect de la vé-

rité (1). N'ayant aucune idée d'une curiosité scientifique désintéressée, ils sont extrêmement enclins à supposer qu'un étranger qui les questionne sur des choses ne le concernant pas personnellement doit avoir en vue quelque projet secret et sinistre. Il n'est pas difficile de s'apercevoir en de telles occasions qu'ils se mettent de suite sur leurs gardes, et font avec intention des réponses aussi vagues que possible, afin que leur antagoniste supposé ne puisse les duper. Même quand le voyageur n'excite pas leurs soupçons ou réussit à les dissiper, il ne peut placer une foi implicite dans leurs témoignages; car fréquemment, par un sentiment de complaisance, ils lui font les réponses qu'ils supposent qu'il peut désirer. J'ai constaté cela souvent en leur posant des questions simples, nettes, et obtenant d'un seul et même individu les réponses les plus contradictoires.

Mais ce n'est pas toujours en raison de suspicions ou d'un sentiment de complaisance que les répliques du paysan sont vagues, peu satisfaisantes. La cause principale de leur peu de clarté, de netteté, s'explique je crois par ce fait qu'il n'a, en général, aucune réponse définie, précise, à donner. Les gens sans éducation font rarement des déductions générales n'ayant aucune utilité pratique; et j'affirme que fort peu de paysans se sont jamais posé cette question : Est-ce que je suis maintenant dans une meilleure condition qu'au temps du servage? Quand une question semblable leur est posée, ils se trouvent pris au dépourvu. Et en vérité ce n'est point chose aisée d'additionner le doit et l'avoir du compte et d'en déduire une balance exacte; excepté dans les cas exceptionnels où le seigneur abusait d'une manière flagrante de son autorité. Les ducs actuels en argent et les

1. Voir ci-dessus, pages 30 et 31.

taxes sont souvent plus lourds que les redevances en labour au temps du servage. Si les serfs avaient une grande quantité d'obligations mal définies à remplir, — telles que le transport du grain du maître au marché, la préparation de son bois de chauffage, celle de l'approvisionner d'œufs, de poulets, de linge filé à la maison, etc. — ils jouissaient, d'un autre côté, d'un grand nombre de privilèges non stipulés, mais réels. Ils faisaient paître leur bétail pendant une partie de l'année sur les terres du manoir ; ils recevaient du bois de chauffage, et, à l'occasion, des bûches pour réparer leurs cabanes ; quelquefois le seigneur leur prêtait ou leur donnait une vache, un cheval, quand ils avaient été visités parla peste bovine ou le voleur de chevaux ; en temps de famine ils pouvaient s'adresser à leur maître et en obtenir des secours. Tout cela maintenant n'existe plus. Leurs charges et leurs privilèges ont été balayés ensemble et remplacés par des relations légales, nettement définies, non élastiques, qui ne peuvent plier. Il leur faut maintenant payer au prix du marché chaque cotret qu'ils brûlent, chaque bûche dont ils ont besoin pour réparer leurs maisons, le loyer de chaque are de terre sur laquelle ils mettent paître leur bétail. Rien ne peut maintenant s'obtenir gratis. A chaque pas qu'on fait, à chaque incident qui se produit, il faut payer. Si une vache meurt, si un cheval est volé, son possesseur ne peut plus désormais aller trouver le seigneur avec l'espérance de recevoir un présent, ou au moins un prêt avec intérêt ; il lui faut, s'il n'a point d'argent comptant, s'adresser à l'usurier du village, qui considérera probablement vingt ou trente pour cent comme un taux d'intérêt nullement exorbitant. Parfois il arrive même que le paysan est obligé de payer sans obtenir quoi que ce soit en retour ; comme, par exemple, quand son bétail s'en va rôder dans les champs du propriétaire : accident qui peut arriver aisément dans un pays où les murs et les haies sont à peu près incon-

nus. Jadis, dans un tel cas, il s'en tirait avec une réprimande ou une légère correction qui était bientôt oubliée ; mais maintenant il lui faut payer, à titre d'amende, une somme qui est pour lui considérable. Tenant compte de tout cela et des autres avantages et désavantages de sa nouvelle position, il éprouve naturellement beaucoup de difficulté à en arriver à une conclusion générale ; et il est peut-être très-sincère quand, interrogé sur cette question : Sa nouvelle situation est-elle meilleure que l'ancienne ? il se gratte l'occiput et répond d'un ton de doute et comme mystifié : « Comment vous le dirais-je ? Elle est à la fois meilleure et pire !... *(Kak vam shazat ? I lutche i khudzhe !)*

Devons-nous alors écarter de suite le problème comme insoluble et nous occuper de quelque autre sujet ? Certainement non. Le fait que la question est si difficile à résoudre est en lui-même important, et peut être pris comme preuve que peu ou pas du tout d'amélioration ne s'est réalisée dans la condition des paysans. S'il s'en était produit une considérable et décisive, on l'aurait certainement constatée et proclamée dans le monde entier ; et nous n'aurions pas trouvé, comme nous le trouvons à présent, que les hommes qui sont les plus capables de s'en rendre compte sont précisément ceux qui s'abstiennent le plus soigneusement d'exprimer une opinion précise à ce sujet. Evidemment les paysans n'ont pas fait les progrès que l'on attendait d'eux. S'ils ont amélioré leur position d'une façon quelconque, l'amélioration est si insignifiante qu'elle est à peine perceptible. Il est donc bon d'examiner quelle est la cause de cette stagnation. Pourquoi l'abolition du servage n'a-t-elle pas encore produit ces résultats avantageux que même les hommes les plus modérés prédisaient avec tant de confiance ?

Sur ce sujet il existe une grande diversité d'opinions. Quelques personnes expliquent le phénomène par la dé-

moralisation des paysans; d'autres par les défauts des institutions communales; un troisième groupe par la situation économique particulière dans laquelle le Moughik est placé à l'heure qu'il est: et chacun de ces groupes a une panacée spéciale à recommander. Le premier propose une éducation morale; le second recommande l'abolition de la propriété communale et d'importantes modifications dans le système existant de self-gouvernement paysan; le troisième pense que les mesures les plus nécessaires sont une diminution considérable des taxes et des redevances, une réforme financière radicale, et un système très-développé d'émigration.

Il me semble que les erreurs de ces trois groupes se trouvent moins dans ce qu'ils affirment que dans le fait de nier ou passer sous silence certaines choses; et que nous avons là un cas auquel le principe fondamental de la philosophie éclectique peut être appliqué avec avantage. Le phénomène est, à mon avis, le résultat non pas d'une seule, mais de diverses causes, et par conséquent le mal ne peut être guéri par l'application d'un remède unique. Je vais indiquer brièvement les motifs sur lesquels cette opinion est basée.

Que l'ivrognerie et l'imprévoyance des paysans nuisent grandement à leur bien-être matériel: il ne peut y avoir là-dessus aucun doute raisonnable. L'état comparativement florissant de certains villages Vieux-Ritualistes et Molokans, dans lesquels il n'existe aucune ivrognerie et où la communauté exerce un contrôle moral énergique sur les membres individuels, démontre nettement qu'une condition morale plus satisfaisante suffirait à assurer une situation matérielle meilleure aux paysans en général. Si l'Église orthodoxe pouvait faire que le Moughik s'abstint de l'usage déréglé des liqueurs fortes, cela aussi efficacement qu'elle le fait se priver pendant une grande partie de l'année de nourriture animale; si elle pouvait instiller dans son esprit quelques

principes simples de morale avec autant de succès qu'elle lui a inculqué la croyance à l'efficacité des sacrements : elle lui rendrait ainsi un service inestimable. Mais on ne doit pas s'attendre à cela, pour le moment du moins. La grande majorité du clergé de paroisse est composée de gens tout à fait impropres à une pareille tâche ; et ceux, en petit nombre, qui ont quelques tendances vers cette direction, n'acquièrent que rarement ou jamais une influence morale appréciable sur leurs paroissiens (1). Jusqu'à quel point les réformes ecclésiastiques que l'on essaie en ce moment peuvent avoir du succès sous ce rapport : il est impossible de le dire ; mais il faut avouer qu'il n'existe actuellement rien qui puisse justifier des prédictions optimistes. Peut-être doit-on attendre davantage du maître d'école que du prêtre ; mais il faudra longtemps pour que l'éducation puisse produire une régénération morale même partielle. L'assertion peut paraître étrange : mais sa première influence s'exerce souvent dans une direction diamétralement opposée. Quand seulement un ou deux paysans dans le village savent lire et écrire, ils ont de telles facilités pour duper leurs voisins qu'ils sont très-susceptibles d'employer leur savoir à des choses déshonnêtes ; il arrive ainsi parfois que l'homme qui a le plus d'éducation est le plus grand fripon du Mir. Ce fait est quelquefois employé comme argument par les antagonistes de l'éducation populaire ; mais en réalité c'est une raison, au contraire, pour disséminer l'instruction primaire aussi rapidement que possible. Quand la majorité des paysans sera capable de lire et d'écrire, elle présentera un champ moins invitant à l'escroquerie, et les ten-

1. L'opinion généralement répandue : que le clergé de paroisse russe exerce une influence énorme sur le peuple, est une erreur complète.

tations de s'écarter du droit chemin diminueront en proportion.

Mais n'existe-t-il aucune méthode plus rapide d'améliorer l'état de choses existant? Arriver au bien-être matériel par la régénération morale : cela peut être une marche très-sûre, mais elle est certainement très-détournée. Bien que la pratique de l'hygiène soit le meilleur moyen de conserver la santé et de diminuer la mortalité, il est quelquefois bon d'user de remèdes médicaux, même d'appeler le chirurgien. N'était-ce pas là un cas dans lequel la lancette législative pouvait être employée avec avantage? Afin de répondre à cette question, nous devons examiner les diagnostics de ceux qui proposent des remèdes de cette espèce. Nous passons donc au second des trois groupes énumérés ci-dessus.

Ceux qui proposent comme panacée des modifications plus ou moins profondes aux institutions communales existantes peuvent être divisés en deux catégories : l'une déclarant que le mal gît dans l'administration communale telle qu'elle est organisée à présent; l'autre affirmant qu'il gît dans le principe fondamental de la Commune. Examinons successivement ces deux opinions.

A l'époque où la question de l'émancipation se discutait en Russie, la grande majorité des classes instruites était possédée d'une croyance fanatique à la merveilleuse efficacité du self-gouvernement local ultra-démocratique, et la loi d'émancipation fut élaborée sous l'influence de cette foi. Les Communes reçurent une autonomie à peu près complète; les propriétaires terriens furent soigneusement exclus de l'administration et de la juridiction du Volost. Ainsi se produisit ce phénomène très-singulier : un vaste système de gouvernement paysan soigneusement protégé contre l'influence des autres classes sociales; si soigneusement même, que le propriétaire dont le domaine se trouve situé au milieu du

Volost n'a aucun droit de se mêler des affaires de ce groupe de Communes. De grandes espérances furent conçues quant au résultat de ce plan ingénieux, mais elles ne se sont pas réalisées; et un certain nombre de personnes influentes déclare maintenant que cette administration particulière est la cause principale de la condition actuelle si peu satisfaisante de la classe paysanne.

Que le self-gouvernement paysan soit très-loin de se trouver dans une condition satisfaisante : cela doit être admis par tout observateur impartial. Les paysans les plus laborieux, les plus à leur aise, font tout leur possible pour échapper à l'élection comme fonctionnaires, et laissent l'administration aux mains des membres les moins respectables. Dans la marche ordinaire des affaires on ne constate à peu près aucune administration quelconque ; et dans les cas de désastre public, comme un incendie ou une visite de la peste bovine, les autorités semblent être apathiques et impuissantes. Il arrive assez fréquemment qu'un elder de Volost fait le commerce avec l'argent qu'il perçoit comme redevances ou taxes ; et parfois, s'il devient insolvable, les paysans doivent payer de nouveau leurs impôts. La Cour du Volost est très-souvent accessible à l'influence du *vodka* et autres sortes de pots de vin ; si bien que dans beaucoup de districts elle est tombée dans un discrédit complet, et les paysans disent là que quiconque devient juge « prend un péché sur son âme ». Les Assemblées de village, aussi, sont devenues pires qu'elles n'étaient aux jours du servage. En ce temps-là les chefs de maisonnée, qui, on doit se le rappeler, y avaient seuls voix délibérative, étaient peu nombreux, laborieux, à leur aise, et tenaient les membres fainéants, turbulents, sous un contrôle strict. Maintenant que les grandes familles se sont divisées, que presque tous les paysans adultes sont chefs de ménage, les affaires de la Commune sont souvent

décidées par une majorité bruyante ; et la plupart des décisions communales peuvent s'obtenir en « régaland le Mir » : c'est-à-dire en lui fournissant une certaine quantité de *vodka*. J'ai souvent entendu de vieux paysans parler de ces choses, et clore leur récit par quelque remarque comme celle-ci : « Il n'y a aucun ordre maintenant ; le peuple a été gâté ; il était meilleur du temps des maîtres ».

Ces maux sont très-réels et je ne désire nullement les dissimuler, mais je crois qu'ils ne sont point du tout aussi grands qu'on le suppose communément. L'opinion publique est très-influencée par les philippiques d'ex-seigneurs qui ressentent d'une façon cuisante quelques ennuis personnels ne pouvant maintenant être écartés par la procédure sommaire de jadis. J'ai souvent entendu des propriétaires affirmer qu'il n'est plus désormais possible de vivre à la campagne, qu'il sera bientôt nécessaire de bâtir des châteaux-forts, etc. ; mais je n'ai jamais, bien que l'ayant longtemps habitée moi-même, vu là quoi que ce soit pouvant motiver le moins du monde des assertions aussi exagérées. Beaucoup demandent à l'administration paysanne bien des choses qu'aucune administration ne pourrait effectuer ; et par conséquent, un grand nombre des plaintes les plus ordinaires n'ont aucun fondement réel. Pour effectuer ce que ces propriétaires désirent, il serait nécessaire de conférer aux elders de Volost ou à quelque autre fonctionnaire l'autorité patriarcale qu'exerçait autrefois le seigneur : ce qui équivaldrait à rétablir le pire élément de l'ancien ordre de choses.

Les plaintes, il est vrai, ne viennent pas des propriétaires seuls ; on peut entendre dire à de vieux paysans qu'il y a aujourd'hui moins d'ordre qu'autrefois. De telles assertions ne doivent pas, néanmoins, être prises trop à la lettre. Tous les vieillards sont enclins à regretter le bon vieux temps, — spécialement si des chan-

gements récents les ont privés d'une partie de leur autorité, — et les paysans ne forment point exception à cette règle. Dans leurs luttes contre les difficultés de l'heure présente, ils sont susceptibles d'oublier ou d'adoucir sans le vouloir les maux et tribulations du passé. Que les plaintes occasionnelles des vieillards contre les Assemblées de village actuelles soient exagérées, j'en suis absolument convaincu, non-seulement par des considérations générales, mais par un fait très-significatif. Si les membres fainéants et sans valeur de la Commune avaient réellement la direction des affaires communales, nous trouverions que dans la zone agricole du nord, où il est nécessaire de fumer le sol, les redistributions périodiques de la terre communale seraient très-fréquentes; car dans une nouvelle distribution le paysan paresseux aurait une bonne chance d'obtenir un lot bien fumé en échange de celui qu'il a épuisé. Or, là où j'ai eu occasion d'étudier ce fait je n'ai pu, à mon étonnement, je l'avoue, constater rien de semblable. Dans toutes ou presque toutes les Communes que j'ai visitées dans cette partie du pays, j'ai trouvé qu'aucune redistribution générale n'avait eu lieu depuis l'émancipation. Il serait très-intéressant de savoir jusqu'à quel point ce que j'ai observé à ce sujet représente vraiment l'état actuel des choses; mais, malheureusement, aucuns renseignements statistiques ayant rapport à ce sujet n'ont été jusqu'ici réunis.

Même si l'on admet que le self-gouvernement paysan est aussi insuffisant, aussi mauvais, qu'on le suppose communément, il ne s'ensuit pas que les suggestions de ceux qui proposent de l'abolir doivent être adoptées. Il peut être bon d'y introduire, après mûr examen, quelques modifications partielles; mais aucun bien, j'en suis convaincu, ne résulterait de changements violents. Il est encore de trop bonne heure pour condamner ces nouvelles institutions; et certainement trop tôt pour prononcer une sentence de mort contre elles. Les paysans ont été sou-

dain élevés du servage au self-gouvernement; et ils n'ont eu jusqu'ici que quinze ans pour s'accoutumer à leur nouvelle situation (1). Un self-gouvernement sérieux, efficace, ne pouvait vraiment pas naître et se développer dans un espace de temps aussi court. Je dis « naître », car le self-gouvernement ne peut, à proprement parler, être créé par la législation. Tout ce qu'elle peut faire est d'écartier les obstacles et de créer les formes: l'esprit destiné à animer ces dernières doit venir du peuple, et ne peut être « engendré » que par une longue expérience. Celle des quinze dernières années n'a été nullement stérile pour les paysans russes. Beaucoup se rendent parfaitement compte des maux existants, et sont sincèrement désireux qu'ils soient déracinés. Ceci est déjà un grand pas vers l'amélioration, car les moyens de remédier à ces maux sont sous leur main. Quand les paysans constatent, par exemple, que l'elder du Volost n'a pas versé régulièrement au Trésor l'argent perçu comme taxes et redevances, et qu'il leur faut, en conséquence, payer ces impôts une seconde fois, il est à peu près certain qu'ils insisteront, à l'avenir, pour voir les reçus du Trésor que l'elder leur dit posséder. Le paysan russe n'est pas disposé à faire beaucoup en considération de la moralité générale abstraite; mais, quand il s'aperçoit qu'un abus administratif influe sur sa propre poche, il perd beaucoup de son apathie accoutumée. Il me semble donc qu'il vaudrait bien mieux laisser les paysans à eux-mêmes afin que l'expérience leur fournisse ces leçons qui ne peuvent être obtenues d'aucune autre façon.

1. On peut objecter que les paysans ont toujours joui d'une certaine somme de self-gouvernement communal. Cela est vrai; mais pendant la longue période du servage et de la surveillance administrative, le *Mir* perdit beaucoup de son indépendance. Sur les domaines privés, il était presque toujours sous le contrôle du seigneur ou de son intendant, et sur les Domaines de l'État sous celui des fonctionnaires du Gouvernement.

L'assertion souvent répétée : que l'organisation présente oppose une barrière formidable à l'influence civilisatrice des classes instruites, ne peut avoir que peu de poids auprès de quiconque connaît intimement les détails de la vie de campagne russe. Tout propriétaire qui peut et veut exercer cette influence civilisatrice sur ses voisins sans instruction n'a nul besoin d'autorité administrative pour l'aider dans sa tâche ; et ceux qui ne peuvent l'acquérir par leurs propres efforts abuseraient, selon toute probabilité, du pouvoir qui leur serait confié. Les seigneurs ont possédé une autorité illimitée sur leurs serfs pendant maintes générations ; et l'on ne peut pas dire que leur influence civilisatrice ait été très-grande. La vérité est que cette assertion est répétée par ceux qui pensent que ce serait une belle chose de posséder une telle influence, mais ne veulent pas prendre la peine de chercher à l'acquérir d'une façon naturelle, légitime. Nous avons ici un nouvel exemple de cette malheureuse tendance, si commune en Russie, à placer sa confiance dans les décrets législatifs et les formes administratives, plutôt que dans les efforts personnels et la maxime : « Aide-toi, le ciel t'aidera ».

Tout changement violent dans les institutions existantes serait, je crois, non-seulement inutile, mais pourrait être suivi de conséquences très-fâcheuses. Comme exemple de ceci je puis signaler les Cours de Volost, qui dans beaucoup de localités sont ce qu'il y a de pire dans l'administration locale.

Au temps du servage, quelques Communes élisaient des juges (*pravosudi*) parmi leurs membres ; mais sur la grande majorité des domaines les différends étaient jugés par le seigneur ou son intendant, et les délits, les crimes de peu d'importance, étaient punis par la même autorité. Depuis l'émancipation, des Cours de Volost formées de juges paysans ont été créées sur le modèle de celles qui existaient déjà précédemment sur

les Domaines de l'État. La condition peu satisfaisante de ces Cours et les moyens de les améliorer constituent l'une des nombreuses « questions » qui, à l'heure présente, sont discutées avec ardeur. A beaucoup de réformateurs la question semble très-simple. Entendant dire de tous côtés que ces Cours sont incompétentes et corrompues, et que les juges de paix, au contraire, font en général leur devoir d'une façon satisfaisante, ils proposent sans plus d'examen que la Cour du Volost soit abolie et sa juridiction transférée aux juges de paix. Cette méthode de résoudre la difficulté peut être très-simple, mais elle est très-imparfaite. Les Cours de Volost sont guidées seulement par la coutume traditionnelle et le bon sens, tandis que le juge de paix doit juger les affaires conformément à la loi civile, qui est inconnue des paysans et ne peut s'appliquer à leurs affaires. Peu de juges de paix, si tant est qu'il en existe, possèdent une connaissance suffisamment intime des menus détails de la vie du Moughik pour être capables de résoudre convenablement les cas qui sont soumis aux cours de Volost; et même si un juge avait l'expérience nécessaire, il pourrait ne pas adopter les notions morales et juridiques des paysans. Ces notions diffèrent souvent beaucoup de celles des hautes classes. En cas de séparation judiciaire, par exemple, l'homme instruit est persuadé, naturellement, que, s'il y a lieu à pension alimentaire, elle doit être payée par le mari à la femme. Le Moughik, au contraire, est convaincu, tout aussi naturellement, qu'elle doit être payée par la femme au mari, — ou plutôt au chef du ménage, — comme compensation de la perte de labeur que le départ de l'épouse entraîne. Beaucoup de particularités semblables dans les conceptions juridiques des paysans pourraient être citées.

Mais pourquoi n'appliquerions-nous pas à la classe paysanne, disent les réformateurs de l'école de Pierre le

Grand, ces principes élevés de justice qui se trouvent dans la loi écrite et dans la conscience des classes instruites ? C'est là précisément, à mon avis, que gît le danger. Si la *Lex scripta* (loi écrite) était appliquée soudain à cette sphère de relations dans laquelle tout a été jusqu'ici réglé par la coutume, cela produirait une révolution dans les idées morales du paysan et achèverait de miner et renverser ses conceptions du juste et de l'injuste : besogne qui est déjà suffisamment avancée. Il ne peut y avoir aucun doute que le relâchement et la flexibilité sous le rapport moral que l'on peut remarquer chez les basses classes en Russie sont dans une certaine mesure le résultat de ces violentes réformes qui ont été si fréquentes pendant les deux derniers siècles de l'histoire russe. La liste en est déjà assez longue sans y ajouter l'abolition sommaire des Cours de Volost et l'application de la loi écrite à toutes les affaires des paysans (1).

Jetons maintenant un coup d'œil rapide sur les opinions de ceux qui affirment que le progrès matériel des paysans est entravé surtout, non par les seuls abus de l'administration communale, mais par les principes essentiels de l'institution elle-même. Le nom seul du servage, disent ceux qui adoptent ce point de vue, a été aboli. Jadis le paysan était le serf du seigneur, maintenant il est celui de la Commune. Il est encore attaché au sol et ne peut quitter ses foyers, même pour une courte période, sans recevoir de la Commune une permission formelle pour laquelle il a souvent à payer une somme exorbitante. Quand il a trouvé un emploi profitable dans les villes ou dans quelque autre partie du pays, la

1. Peut-être peut-on objecter à cela que les Cours de Volost n'ont été que récemment introduites. Cela est vrai, mais la loi-coutume, dont leurs arrêts sont l'expression, est très-ancienne. C'est, en fait, l'expérience concentrée de maintes générations.

Commune peut à tout moment, sous le prétexte le plus futile, lui ordonner de revenir chez lui; et s'il n'obéit pas, il y est ramené comme un malfaiteur. Il reçoit une part de la terre communale, mais rien ne l'engage à l'améliorer, car il sait que la Commune peut à n'importe quelle époque faire une redistribution du sol, et que de cette façon le travail qu'il aura dépensé sur sa part sera perdu pour lui.

Je ne puis pas entrer ici dans la *questio vexata* concernant les avantages et désavantages de la propriété communale, mais je m'efforcerai d'éclaircir un peu la confusion dont le sujet est enveloppé. Ceux qui écrivent ou parlent sur cette matière négligent presque toujours ce fait important : la Commune n'a pas partout la même nature et les mêmes fonctions. Dans la zone de la Terre Noire, où les redevances annuelles sont moindres que la rente normale de la terre, appartenir à une Commune est un privilège ; dans la zone agricole du Nord, au contraire, où les dîs excèdent la rente normale, appartenir à une Commune est un fardeau. Or, il faut admettre que, dans la région septentrionale, la Commune a réellement pris la place des propriétaires de serfs et maintient ses membres dans un état de demi-servage ; mais il faut loyalement ajouter qu'à cet égard, la Commune n'est point à blâmer. Comme elle est responsable de toutes les redevances et taxes, lesquelles excèdent la valeur des bénéfices qu'elle peut conférer, elle est obligée de retenir ses membres par force, qu'ils désirent ou non posséder de la terre. En résumé, la Commune dans cette partie du pays a été transformée en un collecteur de taxes et est obligée d'employer des mesures très-strictes, car les taxes sont lourdes, et elle est responsable de leur paiement. Ce qui est appelé la tyrannie communale doit donc être mis, non pas au compte de la Commune, qui n'est sous ce rapport qu'un instrument pur et simple dans les mains de l'administration financière, mais à celui de la loi d'émancipation, qui a contraint les serfs de cette région d'acheter leur

liberté d'une façon déguisée, en leur faisant payer la terre qui leur a été attribuée sans leur consentement. Dans la zone de la Terre Noire, où les redevances n'excèdent pas la rente normale et où, par conséquent, la Commune a davantage le caractère d'une association volontaire, nous avons peu ou point de plaintes sur la tyrannie communale. Là, tout membre qui désire s'absenter peut aisément céder sa part du sol et des charges à quelqu'un de ses voisins qui a besoin de plus de terre qu'il n'en possède actuellement. Il peut même, s'il le veut, quitter tout à fait la Commune et s'inscrire comme bourgeois dans l'une des villes ; car les autres membres consentiront volontiers à payer ses redevances en échange de la part de terre qu'il abandonne. Nous voyons par là que beaucoup des accusations portées d'ordinaire contre la Commune devraient l'être contre le système de redevances établi par le Gouvernement. Quelque lourde ou odieuse qu'une taxe puisse être, le collecteur qui la perçoit ne peut raisonnablement pas être blâmé s'il accomplit simplement son devoir, spécialement s'il a été fait collecteur de taxes contre sa volonté.

Reste encore, néanmoins, cette question difficile : Jusqu'à quel point le droit communal de propriété de la terre, et la redistribution périodique à laquelle il donne lieu, imposent-ils des restrictions à la liberté d'action du paysan dans la culture de sa part, et lui ôtent-ils toute envie, tout désir, de l'améliorer ? Au point de vue théorique cette question présente un grand intérêt, et acquerra sans nul doute dans l'avenir une immense signification pratique ; mais pour le moment elle n'a pas, à mon avis, l'importance qu'on lui attribue d'ordinaire. Sans aucun doute, il est beaucoup plus difficile de bien cultiver un grand nombre de parcelles : bandes étroites dont beaucoup se trouvent à une distance considérable de la ferme, qu'une seule pièce de terre vaste et compacte que le cultivateur peut diviser et em-

ployer comme il lui plaît; et il n'est pas douteux non plus que ce dernier sera plus enclin à améliorer la terre s'il la possède dans des conditions sûres, ou s'il est certain d'obtenir, en cas d'expulsion, une indemnité convenable pour les capitaux et le labeur dépensés. Ces raisons, et d'autres de la même espèce, doivent être acceptées comme vérités incontestables; mais elles ont peu de rapport direct à la question dont nous nous occupons en ce moment. Nous n'examinons pas au point de vue abstrait s'il vaudrait mieux que le paysan devînt un fermier pourvu de capitaux abondants et de tous les moyens scientifiques modernes, mais simplement cette question pratique: Quels sont les obstacles qui empêchent, quant à présent, le paysan d'améliorer sa condition actuelle? Gardons-nous donc de nous éloigner de notre sujet.

La Commune est supposée exercer une influence obstructive de deux façons: 1° En empêchant de bien cultiver d'après les méthodes agricoles actuellement en usage; 2° en empêchant les paysans d'entreprendre des améliorations permanentes et de passer à un mode d'agriculture plus satisfaisant. Il est bon de soumettre ces deux allégations à l'épreuve de l'expérience.

Que la Commune empêche les paysans d'adopter divers systèmes de culture perfectionnés, c'est là une supposition qui demande à peine qu'on la discute. Les paysans ne songent encore à aucuns changements de cette espèce, et s'ils y pensaient, ils ne possèdent ni le savoir, ni le capital nécessaires pour les effectuer. Dans beaucoup de villages, quelques-uns des paysans les plus riches et les plus intelligents ont acheté de la terre et la cultivent comme bon leur semble, libres de toutes restrictions communales; et j'ai toujours constaté qu'ils font valoir cette propriété précisément de la même façon que leur part de la terre commune. Si aucune tendance vers un système agricole plus parfait ne s'est encore produite

chez ces hommes-là qui sont, règle générale, plus intelligents, plus laborieux, plus énergiques que leurs camarades, nous pouvons en conclure avec certitude que les autres n'ont pas encore commencé de songer à la question. Quant aux changements moindres, tels que l'introduction d'une nouvelle espèce de culture, nous savons par expérience que le Mir ne leur oppose nuls obstacles sérieux. La culture de la betterave pour la production du sucre s'est beaucoup accrue pendant ces dernières années dans les provinces du centre et du sud-ouest; et le lin est maintenant produit en abondance dans des Communes de districts septentrionaux où jadis il était cultivé seulement pour les usages domestiques. Le système communal est, en fait, extrêmement élastique, et peut être modifié presque dans toutes proportions dès que la majorité des membres juge que des modifications sont profitables. Quand les paysans commenceront à se préoccuper d'améliorations permanentes telles que drainage, irrigation, etc., ils trouveront dans les institutions communales une aide plutôt qu'un empêchement; car de telles améliorations, si on les entreprend, doivent l'être sur une large échelle, et le Mir est une association toute constituée. Le seul progrès permanent que l'on pourrait pour le moment effectuer avec profit serait le défrichement des terrains vagues; et de semblables opérations sont quelquefois tentées. Je connais au moins un cas dans lequel une Commune (1) a réclamé et défriché une étendue considérable de terre inculte à l'aide d'ouvriers loués. Le Mir n'entrave pas non plus sous ce rapport l'initiative privée. Dans beaucoup de Communes des provinces du Nord, c'est un principe accepté de la loi-coutume que, si un membre défriche un terrain vague, il est autorisé à le garder en sa possession pendant un

1. Koprina, dans la province de Yaroslaff.

nombre d'années proportionné à la quantité de labeur qu'il y a dépensé.

Mais la Commune, telle qu'elle existe, n'empêche-t-elle pas de bien cultiver d'après la méthode agricole actuellement en usage ?

Le mode ordinaire de culture en Russie — excepté dans l'extrême nord et dans la région de la steppe, où l'on en rencontre de spéciaux adaptés aux conditions locales, — est le système triennal dans sa forme la plus simple. D'après ce système, bien cultiver nécessite, pratiquement parlant, l'emploi d'engrais en abondance. Or, l'existence du Mir empêche-t-elle les paysans de bien fumer leurs champs ?

Beaucoup de gens qui parlent du sujet sur un ton d'autorité semblent croire qu'en général les paysans ne fument point leurs champs du tout. Cette idée est une erreur absolue. Il est vrai que dans les régions où la riche terre noire conserve encore une grande partie de sa fertilité vierge, le fumier est employé comme combustible ou simplement jeté, parce que les paysans croient qu'il ne serait pas profitable de l'employer dans leurs champs, et leur conviction est dans une certaine mesure bien fondée ; mais dans la zone agricole du nord, où le sol non fumé ne donne à peu près aucune récolte, les paysans portent sur leurs champs tout le fumier qu'ils possèdent. S'ils n'en mettent pas assez, c'est seulement parce qu'ils n'ont que peu de bétail, ce qui ne leur produit que peu d'engrais. Dans la région intermédiaire, où le sol est en train de perdre rapidement sa fertilité naturelle, ils continuent à jeter le fumier, qu'il serait plus profitable de mettre sur leurs champs ; mais ce fait doit évidemment s'expliquer par l'ignorance et la force de la routine, et n'a rien à faire avec l'existence de la Commune. Beaucoup de propriétaires terriens, dans ces localités, agissent d'une façon aussi sotte. Aussitôt que les paysans acquièrent la conviction que l'usage du fumier

leur paierait, et au delà, le surcroît de labeur, ils commencent toujours à l'employer, et s'ils trouvent la pratique profitable ils la continuent.

Mais les paysans des provinces du Nord, affirme-t-on, augmenteraient le nombre de leur bétail et mettraient plus de fumier sur leur terre, s'ils ne redoutaient pas l'injustice communale.

En réponse à cette objection, nous devons commencer par définir clairement ce que signifie en ce cas « injustice communale ». Il y a deux éventualités que le paysan est supposé craindre. D'abord, une partie de son bétail peut être vendu à l'encan par la police impériale pour arrérages communaux, bien qu'il puisse avoir payé en entier sa part personnelle des taxes et redevances; ensuite, la Commune peut faire une redistribution générale de la terre, et donner à d'autres les lopins ou parcelles qu'il a soigneusement fumés pendant plusieurs années.

La première de ces éventualités se produit parfois, et doit exercer une certaine influence décourageante sur les paysans qui désirent accroître le nombre de leurs bestiaux; mais ici encore la faute en est, non pas à la Commune, mais au système financier existant. Ces confiscations de propriété privée pour rembourser des obligations communales se produisent également en Petite Russie, où la Commune, dans le sens russe du terme, n'existe point.

La seconde éventualité est l'argument favori de ceux qui désirent voir abolir la Commune; mais elle a, je crois, beaucoup moins d'influence sur les paysans qu'on ne le suppose communément. Pour donner à cet argument toute sa force, j'admettrai avec ceux qui en font usage — présomption vraiment un peu violente! — que les paysans en général sont insensibles à toute réclamation juste, que la bonne foi communale est chose qui n'existe pas, et que la majorité des membres de la Com-

mune est toujours prête à voler la minorité quand elle y voit un avantage pour elle-même. En un mot, je laisserai de côté toutes considérations morales et me bornerai à un simple examen des faits. Que nous démontrent-ils ? Dans les provinces du Sud, où aucun engrais n'est nécessaire, les redistributions ont lieu à peu près chaque année ; à mesure que nous avançons vers le Nord, nous trouvons que le terme s'allonge ; et dans la zone agricole septentrionale, où la fumure est indispensable, les redistributions générales sont à peu près inconnues. Dans la province de Yaroslaff, par exemple, la terre communale est généralement divisée en deux parties : celle fumée, qui se trouve près du village, et celle sans engrais, qui en est plus éloignée. La dernière seule est sujette à de fréquentes redistributions ; sur la première les tenures existantes sont rarement troublées, et quand il devient nécessaire de donner une part à un nouveau ménage, l'opération s'effectue de façon à causer le moins de préjudice possible aux droits acquis.

Les gens qui soutiennent que le Mir oppose réellement de sérieux obstacles aux progrès économiques de la population rurale peuvent être divisés en deux catégories, d'après les remèdes qu'ils proposent. L'une croit que le principe de la propriété communale devrait être immédiatement aboli, et la terre communale divisée en un nombre de lots correspondant au nombre actuel de ménages. L'autre propose que la Commune soit conservée pour le moment, mais que son action soit régularisée par certains décrets législatifs.

Ces deux projets me semblent l'un et l'autre erronés. L'abolition sommaire de la propriété communale produirait une révolution économique en comparaison de laquelle l'émancipation des serfs semblerait chose insignifiante ; et je considère qu'en égard aux raisons sus-énoncées, cette révolution n'est, pour le moment, point nécessaire. Je ne partage pas la manière de voir des per-

sonnes qui croient que la Commune empêchera pour toujours la formation d'un prolétariat ; beaucoup moins encore les rêves désordonnés de celles qui voient en elle une panacée pour presque tous les maux sociaux. Au contraire, je crois que la redistribution périodique de la terre, qui constitue à présent son trait le plus caractéristique, disparaîtra probablement. Mais ce serait une grave erreur d'effectuer soudain et violemment ce qui s'effectuera graduellement par la marche naturelle des événements. Dans cette question les paysans sont les seuls juges compétents, car ils possèdent seuls une connaissance pratique de la façon dont fonctionne l'institution, et parmi eux il n'y a presque point d'abolitionnistes. Chaque Commune a déjà le droit de diviser sa terre en lots et d'attribuer irrévocablement l'un de ces lots à chaque famille ; mais très-peu d'entre elles, si ce n'est celles qui ont reçu « la portion de l'orphelin », ont jusqu'ici montré quelque disposition à user de ce privilège.

La proposition de régler l'action de la Commune par des décrets législatifs n'est, ce me semble, pas beaucoup plus raisonnable. Sans doute le temps viendra où les conceptions traditionnelles qui à présent régularisent cette action ne suffiront plus ; et il sera nécessaire d'ajouter à la loi-coutume, pour la suppléer, une législation positive. Mais ce temps n'est pas encore arrivé. L'institution possède encore assez de vitalité pour n'avoir pas besoin d'une direction étrangère. Elle comprend ses intérêts propres infiniment mieux que ceux qui désirent légiférer pour elle ; et elle est parfaitement capable d'opérer, dans sa constitution et son mode d'action, toute modification que ses intérêts peuvent réclamer. Qu'elle soit un objet d'aversion pour les bureaucrates pur sang : cela se comprend assez aisément, car c'est la seule institution en Russie qui ait échappé jusqu'ici à la desséchante influence de la tutelle administrative, la seule qui soit

animée d'une vie de bon aloi, spontanée, indépendante, et n'ait pas besoin de recevoir une impulsion galvanique de l'autorité centrale; mais il est étrange de voir des hommes qui s'imaginent être partisans du self-gouvernement faire tout leur possible pour détruire le seul exemple de véritable gouvernement du peuple par lui-même qui existe dans le pays. Tous les autres organes de self-gouvernement en Russie sont plus ou moins artificiels et ornementaux, le pouvoir qui les a créés pourrait les démolir sur l'heure sans produire aucune perturbation sérieuse; seule, la Commune a de profondes racines dans les traditions, les habitudes, les intérêts quotidiens du peuple. Disons-le encore une fois, les paysans sont les juges les plus compétents en cette matière; et ils ont raison urgente pour prier Dieu de les protéger contre le zèle des gens qui se déclarent leurs amis et se constituent leurs avocats.

Venons maintenant au dernier groupe de critiques et soi-disant réformateurs: ceux qui estiment que les paysans sont empêchés d'améliorer leur bien-être matériel par les difficultés de la situation économique dans laquelle le Gouvernement les a placés, et maintiennent que le meilleur remède serait une réforme radicale du système financier actuel, jointe à une émigration organisée vers les provinces fertiles moins abondamment peuplées. C'est là, disons-le entre parenthèses, de beaucoup l'explication la plus populaire du phénomène; et il est très-logique qu'il en soit ainsi, car elle présente le problème comme extrêmement simple, et le remède comme pouvant s'obtenir aisément. En outre, elle offre une particularité qui la recommande spécialement à l'esprit russe: elle permet à ceux qui l'adoptent de jeter le blâme sur le Gouvernement, et de s'adresser à lui pour écarter le mal.

Pour examiner à fond la question: Jusqu'à quel point le système financier actuel en général et le mode de per-

ception des taxes en particulier nuisent-ils au bien-être des paysans? il serait nécessaire d'écrire un gros volume. Pour le moment je n'ai nullement l'intention d'essayer cette tâche. Tout ce que je puis faire dans l'espace limité qui peut être ici consacré à ce sujet, c'est de donner quelques explications qui pourront peut-être dissiper un peu du brouillard dans lequel la question reste d'ordinaire enveloppée.

Dans le sens le plus étendu du terme, les « taxes directes » que les paysans ont à acquitter sont de deux espèces : taxes proprement dites, redevances annuelles payées pour la terre. Ces deux espèces sont souvent confondues, — parfois, je crois, avec intention, — mais elles doivent être tenues soigneusement séparées.

Les taxes proprement dites peuvent être divisées en trois catégories : impériales, locales, communales. Les premières sont fixées par l'État, les secondes par le Zemstvo ou administration électorale locale, les troisièmes par la Commune. Toutes trois réunies se montent à environ neuf roubles et demi par habitant masculin; si bien que, prenant deux et demi comme nombre moyen des mâles dans chaque famille, nous trouvons que la somme moyenne de taxes directes qui pèse sur chacune est d'environ vingt-trois roubles trois quarts ou à peu près trois livres sterling de notre monnaie (75 fr.) : lourde charge pour la grande majorité des familles paysannes.

Les redevances ne peuvent en réalité pas être appelées taxes, car le paysan reçoit en retour l'usufruit d'une certaine quantité de terre; mais il faut admettre qu'elles possèdent quelque chose de la nature des taxes, car elles n'ont pas été fixées par contrat volontaire, mais furent imposées aux paysans, ainsi que la terre, sans leur consentement. Dans quelques parties du pays, comme je l'ai déjà expliqué, cette « imposition » est un privilège; dans d'autres, un fardeau. Dans les premières, c'est-à-dire dans

les localités où la rente normale excède les redevances, le paysan peut s'affranchir de ces dernières en renonçant à la terre; dans les autres, c'est-à-dire là où les redevances excèdent la rente normale, il ne peut s'en libérer de cette façon, car ni la Commune, ni aucun de ses membres agissant individuellement, n'accepteraient de bonne volonté sa terre à de telles conditions. Nous pouvons donc considérer à bon droit comme taxes la partie des redevances qui reste après en avoir déduit la rente normale de la terre. Si, par exemple, nous trouvons qu'un paysan paie pour sa part de la terre communale dix-huit roubles tandis que dix roubles en seraient le loyer raisonnable, nous pouvons loyalement admettre que les huit roubles restant sont une taxe pure et simple.

Or, règle générale, on peut dire que dans la zone agricole méridionale cet excédant n'existe point. La terre vaut réellement plus que les redevances payées pour elle, et celles-ci ne peuvent donc, en aucune façon, être considérées comme des taxes. Si le paysan désire s'en affranchir complètement, il n'éprouve aucune difficulté à rétrocéder sa terre à la Commune ou à quelqu'un de ses membres. Dans la zone agricole septentrionale, au contraire, il existe peu de localités où le paysan puisse ainsi s'affranchir des redevances, car elles excèdent presque toujours la rente normale; nous devons par conséquent les regarder, pour une grande partie, comme taxes. Or, si nous ajoutons cette partie des redevances aux taxes proprement dites, nous trouvons pour total une grosse somme : somme trop lourde pour être payée par des paysans vivant seulement d'agriculture. Aussi longtemps qu'il leur faudra la verser annuellement, ces paysans n'auront aucune possibilité d'améliorer leur condition. Et de plus, cette condition devient évidemment pire de jour en jour, car les statistiques officielles montrent que dans ces régions le nombre du bétail diminue; et nous savons que cette décroissance indique

une production de fumier moindre et des moissons moins abondantes.

Il y a donc une certaine somme de vérité dans l'assertion que les impôts exorbitants sont l'un des principaux obstacles contre lesquels le paysan doit lutter, — spécialement dans la zone agricole du nord ; — mais n'existe-t-il pas quelque autre cause active agissant indistinctement sur toutes les régions, quelque particularité dans la situation économique actuelle des paysans qui élève une barrière formidable dans la voie du progrès ? Je le crois, et je vais maintenant tâcher de motiver mon opinion.

Au temps du servage les familles paysannes, comme je l'ai déjà constaté, étaient très-nombreuses. Elles restaient unies, indivises, en partie grâce à l'influence des idées patriarcales, mais surtout parce que les seigneurs, qui s'étaient aperçus des avantages qu'elles présentaient, les empêchaient de se fractionner en unités indépendantes. Aussitôt que l'autorité du propriétaire fut écartée, la marche de la désagrégation commença et s'étendit rapidement. Chacun voulut être indépendant ; et en très-peu de temps presque tous les paysans mariés capables de travailler eurent leur maison. J'ai déjà signalé l'influence de cela sur leur self-gouvernement communal ; elle fut encore plus désastreuse pour leur situation économique. La construction et l'entretien de deux ou trois maisons au lieu d'une seule entraîna nécessairement une grande quantité de dépenses supplémentaires. Il faut se rappeler aussi que plus d'un désastre qui peut être supporté avec succès par une grande famille ruine inévitablement une petite. Mais ceci n'est pas le pis. Pour comprendre en son entier l'influence fâcheuse de ce fractionnement des familles, nous devons examiner le fait par rapport à la loi d'émancipation.

Cette loi n'a pas conféré aux paysans autant de terre qu'il leur en fallait, et par conséquent celui qui possède seulement sa portion légale n'a ni assez de besogne, ni

assez de revenu. Si la famille était nombreuse, cette difficulté serait aisément surmontée. Un membre, avec sa femme, ses belles-sœurs, et l'aide additionnelle pendant le temps de la moisson d'un ouvrier loué, pourrait cultiver la totalité de la terre de la famille; tandis que les autres membres chercheraient de l'occupation ailleurs, et enverraient ou rapporteraient à la maison de l'argent pour payer les taxes et faire face aux dépenses nécessaires. Quand chaque homme adulte est chef d'un ménage indépendant, cette forme d'économie domestique est, bien entendu, impossible. Il est obligé ou de rester à la maison, ou de confier la culture de sa part de terre à sa femme. Dans le premier cas il a beaucoup de temps de reste, à moins qu'il ne puisse louer de la terre à un prix modéré dans le voisinage immédiat; et dans l'autre il est à peu-près sûr que les moissons seront maigres, car une femme peut rarement cultiver aussi bien qu'un homme, même quand elle n'a point de devoirs domestiques à remplir. Dans beaucoup de localités, la nécessité de se procurer de la terre arable dans leur voisinage immédiat contraint les paysans à la louer à des taux que l'on peut avec raison qualifier d'exagérés.

Comment ces maux pourraient ils être radicalement guéris? Je ne prétends pas le savoir; mais je crois que beaucoup de bien pourrait être effectué par une révision soigneuse de l'impôt en général et des redevances en particulier. En addition à cela, il serait bon d'organiser sur une large échelle un système d'émigration par lequel une partie des paysans du nord et de l'ouest seraient transférés de leur sol stérile sur la terre riche et fertile des provinces orientales.

Telles sont mes conclusions concernant la situation économique actuelle des serfs émancipés. Elles sont le résultat d'une enquête longue et patiente; mais je dois engager le lecteur à ne les regarder que comme l'opinion personnelle d'un observateur sans préventions.

Un mot quant à l'avenir. Je pense qu'il existe moins de découragement qu'on ne le suppose d'ordinaire. La Russie subit en ce moment une grande révolution économique, et souffre des maux qui accompagnent logiquement une période de transition. Eu égard à la façon hardie et, dans son ensemble, heureuse, dont elle a résolu le difficile problème de l'émancipation des serfs, nous pouvons affirmer avec confiance qu'elle vaincra, avec le temps, les difficultés agraires qui gisent encore devant elle (1).

1. Une partie de ce chapitre, traduite sur le manuscrit par M. E. N. Bezak, a paru dans le *Vestnik Evropy* d'août 1876.

CHAPITRE XXXIII

LES NOUVELLES COURS DE JUSTICE

Procédure judiciaire dans l'ancien temps. — Défauts et abus. — Réforme radicale. — Le nouveau système. — Juges de paix et sessions mensuelles. — Les tribunaux réguliers. — Cour de cassation. — Modification du plan original. — Comment le système fonctionne-t-il? — Acclimatation rapide. — Le corps judiciaire. — Le barreau. — Le jury. — Acquittement de malfaiteurs qui avouent leurs crimes. — Paysans, marchands et nobles comme jurés. — Indépendance et signification politique des nouvelles Cours.

Après la question des serfs, celle qui réclamait de la manière la plus urgente l'attention des réformateurs était l'organisation judiciaire, tombée si bas qu'il est difficile d'en décrire l'inefficacité et la corruption.

Aux temps primitifs, la façon dont la justice était rendue en Russie avait, comme dans d'autres Etats de ce type, un caractère entièrement populaire. L'État se trouvait encore dans son enfance; et le devoir de défendre les personnes, les propriétés et les droits des individus incombait, avant tout et nécessairement, aux individus eux-mêmes. S'aider soi-même formait la base de la procédure judiciaire; et l'État assistait seulement l'individu en protégeant ses droits et le vengeant de ceux qui, volontairement, les enfreignaient.

Par le rapide développement du pouvoir autocratique, tout cela fut changé. L'autocratie s'efforça de conduire

et de régulariser la machine sociale par sa force propre, sans aide aucune, et regarda avec suspicion et jalousie toute action spontanée chez le peuple. Le soin de rendre la justice devint en conséquence le privilège de l'autorité centrale, se trouva absorbé dans l'administration et soustrait au contrôle public. Thémis se retira de la place du Marché, s'enferma dans une pièce obscure d'où les regards des parties en cause et du public furent rigoureusement exclus, s'entoura de secrétaires et de scribes qui exposèrent les droits et prétentions des plaideurs sous la forme qui leur sembla convenable, pesa d'après son propre jugement les arguments que lui présentaient ses propres serviteurs, et ne sortit de sa réclusion, n'apparut en public, que pour prononcer une décision préparée d'avance ou punir l'accusé qu'elle considérait comme coupable.

Ce changement, bien que peut-être jusqu'à un certain point nécessaire, fut accompagné de très-mauvaises conséquences. Affranchies du contrôle des parties en cause et du public, les Cours agirent comme le fait en général la nature humaine dépourvue de contrôle. L'injustice, l'extorsion, les « épices », la corruption, prirent des proportions gigantesques; et contre ces maux le Gouvernement ne trouva point de meilleur remède qu'un système de formalités compliquées et d'obstacles ingénieux. Les fonctionnaires judiciaires furent entourés d'une multitude de règlements si nombreux et si compliqués, qu'il semblait impossible que même le juge le plus injuste pût s'écarter du sentier de la droiture. Des règles explicites, minutieuses, furent formulées pour l'investigation des faits et l'évaluation du poids des témoignages; tout fragment de déposition et chaque article de loi sur lesquels la décision était basée furent consignés par écrit; chaque acte dans la marche compliquée pour en arriver à cette décision fit l'objet d'un document formel, dûment inscrit sur divers registres; chacun de ces docu-

ments et registres dut être signé et contresigné par divers fonctionnaires qui étaient supposés se contrôler l'un l'autre; toute décision pouvait être portée devant une Cour plus haute et devait alors passer une seconde fois par la machine bureaucratique. En un mot, la législation introduisit un système de procédure écrite formaliste de l'espèce la plus compliquée, dans la croyance que les bévues et l'improbité seraient par là rendues impossibles.

On peut avec raison douter que ce système d'administration judiciaire puisse donner nulle part des résultats satisfaisants. L'expérience a toujours prouvé que dans les tribunaux d'où l'atmosphère saine de la publicité est exclue la justice languit, et qu'un grand nombre de vilaines mauvaises herbes s'y développent, pourvues d'une vitalité extraordinaire. L'indifférence languissante, un esprit de routine s'étendant à tout, une improbité effrontée, s'y glissent invariablement à travers les petites fentes et crevasses de la barrière élevée contre eux; et jusqu'ici aucune méthode pour boucher ces fentes et crevasses n'a été inventée. La tentative de les clore en accroissant les formalités et multipliant les cours d'appel et de révision ne fait qu'ajouter à l'ennui, à la lenteur de la procédure, et soustrait encore plus complètement la marche entière de l'affaire au contrôle public. En même temps, l'absence de libre discussion entre les parties adverses rend la tâche du juge excessivement difficile. Le système, pour avoir chance de réussir, devrait se pourvoir d'un corps de juristes capables, intelligents, parfaitement dressés, et les placer au-dessus de l'atteinte des « épices », pots de vin, et autres formes de corruption.

En Russie, aucune de ces conditions ne fut remplie. Au lieu de s'efforcer de créer un corps de juristes bien dressés, le Gouvernement inclina de plus en plus vers une direction toute autre, laissa les juges être choisis par l'élection populaire pour une courte période : cela

parmi des hommes qui n'avaient jamais reçu aucune instruction juridique ou même aucune bonne éducation quelconque; tandis que cette place de juge était si pauvrement payée et se trouvait si bas dans l'estime publique que les tentations d'y devenir improbe étaient presque irrésistibles.

La pratique de choisir les juges par l'élection populaire était une tentative pour rendre aux Cours quelque chose de leur ancien caractère; mais elle ne réussit pas, cela pour des raisons très-évidentes. L'élection populaire dans une organisation juridique est utile seulement quand les Cours sont publiques et la procédure simple; au contraire, elle est positivement préjudiciable quand la procédure est par écrit et extrêmement compliquée. On en eut la preuve en Russie. Les juges élus, non préparés à leur tâche et sujets à être changés à de courts intervalles, acquièrent rarement la connaissance des lois et de la procédure. C'était pour la plupart des propriétaires terriens pauvres et indolents, qui ne faisaient guère autre chose que signer les décisions préparées pour eux par les fonctionnaires permanents. Même quand un juge se trouvait posséder quelque connaissance légale, il ne pouvait donner à son attention que peu de carrière, car ce n'était jamais ou presque jamais lui qui examinait les pièces, le « dossier » d'un procès. Tout le travail préliminaire, le plus important en réalité, était accompli par des employés subalternes sous la direction du secrétaire-greffier de la Cour. Dans les cas criminels, par exemple, le greffier examinait les témoignages écrits, — toute déposition était prise par écrit, — en extrayait ce qu'il considérait être les points essentiels, les arrangeait comme il le jugeait convenable, citait les lois qui, à son avis, étaient applicables au cas, et composait de tout cela un rapport qu'il lisait aux juges. Ceux-ci, bien entendu, s'ils n'avaient aucun intérêt personnel dans la décision, acceptaient le point de vue du secrétaire. Sinon, il leur

aurait fallu recommencer tout le travail préliminaire : tâche dont peu étaient capables et qu'un fort petit nombre se souciait d'accomplir. La décision se trouvait donc virtuellement dans les mains du secrétaire-greffier et des autres fonctionnaires subalternes chargés de préparer l'exposé de la cause. Et en général ces personnages n'étaient nullement des gens susceptibles d'exercer convenablement un tel pouvoir. Il n'est pas besoin de détailler ici les expédients ingénieux à l'aide desquels ils accroissaient leurs maigres salaires, et comment ils venaient ordinairement à bout d'extraire de l'argent des deux parties. Qu'il me suffise de dire qu'en général les chancelleries des Cours étaient des repaires de coquinerie chicanière (1).

Ces défauts et abus étaient si flagrants qu'ils vinrent à la connaissance même de l'Empereur Nicolas et lui firent concevoir le dessein de réformer de fond en comble l'organisation judiciaire. Dans ce but, les lois existantes furent collationnées, comparées, réduites d'après un système, et publiées sous forme de Code. En même temps, des projets pour la simplification de la procédure furent étudiés. Ce travail, néanmoins, marchait lentement, se trouvait dans une condition languissante et moribonde, quand elle fut soudain vivifiée par l'enthousiasme de réforme qui éclata au commencement du présent règne. Pendant que la question de l'émancipation se discutait dans les Comités provinciaux, le Conseil d'État examina celle des réformes judiciaires « au point de vue historique, théorique et pratique », et en vint à cette conclusion :

1. Les vieux catalogues de livres mentionnent quelquefois une pièce de théâtre portant ce titre significatif : « La merveille dont on n'a jamais entendu parler, ou l'honnête secrétaire » (*Neslykhanoe Dyelo ili Tchestny Sekretar*). Je n'ai jamais vu cette curieuse production, mais je ne doute pas qu'elle n'eût trait aux particularités de l'ancienne procédure judiciaire.

que l'organisation existante devait être complètement transformée.

La Commission nommée pour étudier cette question importante rédigea un acte d'accusation très-détaillé contre le système existant, et n'y signala pas moins de vingt-cinq défauts radicaux. Pour les écarter, elle proposa que l'organisation judiciaire fût complètement séparée de toutes les autres branches de l'administration; que la plus complète publicité, avec jugement par jury dans les cas criminels, fût introduite dans les tribunaux; que des Cours de justice de paix fussent créées pour les affaires de peu d'importance; et que la procédure dans les Cours ordinaires fût grandement simplifiée.

Ces principes fondamentaux furent publiés par ordre impérial le 29 septembre 1862 : dix-huit mois après la promulgation du manifeste émancipateur, et le 20 novembre 1864, la législation nouvelle basée sur ces principes reçut l'approbation impériale.

Comme la plupart des institutions érigées après qu'on a fait préalablement table rase, le nouveau système est à la fois simple et symétrique. Comme ensemble, l'architecture de l'édifice est essentiellement française; mais çà et là nous pouvons découvrir des symptômes évidents de l'influence anglaise. Ce n'est pas, néanmoins, la copie servile d'aucun édifice plus ancien; et l'on doit en dire loyalement ceci : bien que chaque partie ait été façonnée d'après un modèle étranger, l'ensemble possède une certaine originalité.

La partie inférieure se compose de deux grandes sections distinctes et indépendantes l'une de l'autre : d'un côté les Cours de justice de paix, de l'autre les tribunaux réguliers. Chacune de ces sections contient une Cour ordinaire et une Cour d'appel. La partie supérieure, dominant également les deux sections, est le Sénat comme Cour suprême de révision (Cour de cassation).

Le caractère distinctif des deux sections indépendantes

peut s'apercevoir d'un coup d'œil. La fonction des Cours de justice de paix est de décider les petits cas qui ne touchent point à des principes légaux abstrus, et de régler, autant que possible par conciliation, ces conflits et différends sans importance qui se produisent naturellement dans les relations de la vie de tous les jours; celle des tribunaux réguliers est de prendre connaissance des affaires plus graves, dans lesquelles la fortune ou l'honneur des individus ou des familles se trouvent plus ou moins impliqués, ou par lesquelles la tranquillité publique est sérieusement mise en danger. Les deux espèces de Cours ont été organisées en raison des fonctions qu'on leur destinait.

Dans les premières, la procédure est simple et conciliatrice, la juridiction s'applique seulement à des cas de peu d'importance, et les juges sont choisis par élection populaire, généralement parmi les habitants de la localité. Dans les autres, on trouve davantage « la pompe et la majesté de la loi ». La procédure est plus stricte, plus formaliste, la juridiction est illimitée par rapport à l'importance des cas, et les juges sont des juristes exercés nommés par l'Empereur.

La juridiction des Cours de justice de paix comprend toutes obligations et griefs civils dans lesquels la somme en litige ne dépasse pas cinq cents roubles (environ 1.650 fr.), et toutes affaires criminelles où la punition légale n'excède pas une amende de trois cents roubles (environ 1.000 fr.), ou une année d'emprisonnement. Quand quelqu'un a un sujet de plainte, il peut aller trouver le juge de paix (*Mirovoi Sudya*) et expliquer l'affaire de vive voix ou par écrit sans observer aucunes formalités; et si la plainte lui semble bien fondée, ce magistrat fixe immédiatement un jour pour l'audition du cas, et envoie note à l'autre partie de paraître à l'époque dite. Lorsque ce moment arrive, l'affaire est discutée verbalement et publiquement, soit par les parties elles-

mêmes ou par tous représentants qu'elles peuvent choisir. S'il s'agit d'une cause civile, le juge propose d'abord aux intéressés de la terminer immédiatement par un compromis, et indique ce qu'il regarde comme un arrangement équitable. Beaucoup d'affaires se règlent ainsi de cette façon simple. Si cependant l'une des parties refuse de consentir à un compromis, la question est discutée à fond et le juge rend une décision formelle écrite, contenant les motifs sur lesquels elle est basée. Dans les cas criminels, la peine est toujours déterminée d'après un Code spécial qui sert de guide au magistrat.

Si la somme sur laquelle porte le jugement excède trente roubles (à peu près 100 fr.), ou si la peine prononcée dépasse une amende de quinze roubles (environ 50 fr.) ou trois jours d'emprisonnement, un appel peut être fait devant l'Assemblée des juges (*Mirovoi Syezd*). Ceci est un point dans lequel les institutions anglaises, plutôt que celles françaises, ont été prises comme modèle. D'après le système français, tout appel de la décision d'un juge de paix a lieu devant le « Tribunal d'arrondissement », et les justices de paix sont subordonnées par là aux tribunaux réguliers. D'après le système anglais, certains cas peuvent être portés en appel de la justice de paix devant les « Sessions trimestrielles ». Ce dernier principe a été adopté et grandement développé par la législation russe. Les « Sessions mensuelles », composées de tous les juges du district (*Uyezd*), examinent les appels portés contre les décisions des magistrats qui les composent. La procédure est simple et sans formalités, comme au tribunal inférieur, mais un substitut du Procureur doit toujours être présent. Ce fonctionnaire donne son avis dans quelques-uns des cas civils et dans tous ceux criminels immédiatement après les débats, et la Cour prend cet avis en considération pour rendre son arrêt.

Dans l'autre grande section de l'organisation judi-

ciaire : les tribunaux réguliers, il y a également des Cours ordinaires et des Cours d'appel appelées : les unes « Tribunaux d'arrondissement » (*Okruzhniye Sudy*), et les autres « Palais de Justice » (*Sudebniya Palaty*). Chaque tribunal d'arrondissement étend sa juridiction sur plusieurs districts (*Uyezdy*), et celle de chaque Cour d'appel comprend plusieurs provinces. Néanmoins, les relations entre les Cours supérieure et inférieure ne sont pas identiques dans les deux branches d'administration de la justice. Tous les jugements civils rendus par les tribunaux réguliers sont susceptibles d'appel, quelque minime que puisse être la somme sur laquelle ils portent; et les cas criminels sont décidés en dernier ressort par le tribunal d'arrondissement assisté d'un jury. Donc, en ce qui concerne les affaires criminelles, le « Palais de Justice » n'est point du tout une Cour d'appel; mais comme aucune poursuite criminelle ne peut être intentée sans son autorisation formelle, il contrôle dans une certaine mesure l'action des tribunaux inférieurs.

Comme je ne puis supposer que le lecteur, en général, s'intéresse aux détails de la procédure civile, je dirai seulement à ce sujet que dans les deux sortes de tribunaux réguliers, les cas sont toujours jugés par au moins trois membres, que les séances sont publiques, et que les plaidoiries par des avocats de profession, officiellement reconnus, forment une partie importante des débats. Je m'aventurerai, néanmoins, à parler avec un peu plus de détail du changement qui a été opéré dans la procédure criminelle: sujet moins technique et plus intéressant pour les personnes non initiées.

Jusqu'à l'époque des réformes judiciaires récentes, la procédure, dans les affaires criminelles, fut secrète et inquisitoriale. L'accusé avait peu occasion de se défendre; mais, d'un autre côté, l'État prenait des précautions formalistes sans fin pour éviter qu'un innocent ne fût condamné. Les conséquences pratiques de ce système

étaient que l'homme non coupable pouvait rester pendant des années en prison, jusqu'à ce que les autorités se fussent convaincues de son innocence; tandis qu'un criminel habile pouvait arriver à retarder indéfiniment sa condamnation.

En étudiant l'histoire de la procédure criminelle dans les pays étrangers, les gens chargés de la tâche de préparer les projets de réforme découvrirent que presque tous les États d'Europe avaient fait l'expérience des maux dont la Russie souffrait, et que, l'un après l'autre, chacun d'eux était arrivé à cette conviction : que le moyen le plus efficace d'éloigner ces maux était de remplacer la procédure inquisitoriale par celle litigieuse, de donner un champ équitable sans aucune faveur à l'accusation et à la défense, et leur permettre de se livrer combat à l'aide de toutes armes légales qu'elles pouvaient juger à propos d'employer. De plus, on s'aperçut que, d'après les autorités étrangères les plus compétentes, il était bon, dans cette forme moderne du combat judiciaire, de laisser la décision à un jury composé de citoyens respectables. La voie que la Russie avait à suivre se trouvait donc clairement indiquée par l'expérience des autres nations; et il fut décidé qu'on y entrerait de suite. L'organisation destinée à poursuivre les criminels supposés fut soigneusement séparée des juges d'un côté et de la police de l'autre; des discussions de vive voix entre l'accusateur public et le conseil de l'accusé, ainsi que l'interrogatoire oral et la *cross-examination* (examen contradictoire) des témoins, furent introduits; et le jury devint un facteur indispensable dans les procès criminels.

Quand un cas, civil ou criminel, a été décidé par les Cours de justice de paix ou les tribunaux réguliers, il n'y a plus possibilité d'appel dans le sens strict du terme, mais on peut en demander la révision à raison d'une irrégularité de forme technique. Pour employer les

expressions françaises, on ne peut pas former *appel*, mais seulement demander la *cassation*. Si la loi a évidemment été mal interprétée ou appliquée, s'il s'est produit quelque omission ou transgression des formalités légales essentielles, si la Cour a dépassé les limites de son autorité légale : la partie ayant à s'en plaindre peut demander que le cas soit révisé et jugé de nouveau (1). Ceci n'est pas, d'après les idées juridiques françaises, un appel. La Cour de révision (2) (Cour de cassation) n'entre pas dans les faits matériels de la cause, mais décide seulement si les formalités essentielles ont été dûment observées, si la loi a été convenablement interprétée et appliquée; et quand elle trouve, sur examen, qu'il existe quelque motif d'invalidier la décision, elle ne juge pas le cas, mais le transmet seulement à une autre Cour pour être examiné à nouveau. D'après le nouveau système russe, le Sénat est la seule Cour de révision (cassation), à la fois pour les justices de paix et les tribunaux réguliers.

Le Sénat se trouve donc être ainsi le régulateur de tout le système judiciaire, mais son action est seulement régulatrice. Il ne prend connaissance que de ce qui lui est présenté, et ne fournit à la machine aucune puissance motrice. Si quelqu'une des Cours inférieures fonctionnait lentement ou même cessait tout à fait de fonctionner, le Sénat pourrait rester ignorant de la chose; et en tout cas ne serait pas en mesure d'y remédier. Il fut donc considéré nécessaire d'activer la vitalité spontanée des Cours inférieures; dans ce but une administration judiciaire spéciale et centralisée fut créée, et le Ministre de la Justice placé à sa tête. Ce Ministre est Procureur-Général et a un su-

1. C'est la procédure à laquelle faisait allusion Karl Karl'itch. Voir ci-dessus, vol. I, p. 59.

2. Je sais parfaitement que le terme : « Cour de révision » prête à l'équivoque, mais je n'en ai pas de meilleur à proposer, et j'espère que des explications ci-dessus empêcheront toute confusion.

bordonné dans chacune des Cours. Les principales fonctions de cette administration sont de conserver à la loi sa force ; de découvrir et réparer toutes infractions dans l'ordre judiciaire ; de défendre les intérêts de l'État et des personnes qui sont officiellement reconnues incapables de prendre soin de leurs propres affaires ; et d'agir en matière criminelle comme accusateur public. En outre, elle se trouve avoir acquis, en partie grâce à la législation et en partie par la force des circonstances, une importance qui l'a fait charger d'une fonction subsidiaire dont j'aurai quelque chose à dire quand je viendrai à parler de l'autonomie et de l'indépendance des tribunaux et Cours.

Envisagé dans son ensemble et d'une petite distance, ce grand édifice judiciaire semble parfaitement symétrique ; mais une inspection de plus près et plus minutieuse montre que l'harmonie apparente des détails est obtenue à l'aide de fausses fenêtres, de fausses portes, et autres impostures artistiques. De plus, il existe des signes évidents d'un changement de plan pendant le cours de la construction. Bien que ce travail n'ait duré que six ans environ, le style du sommet diffère de celui de la base : précisément comme dans ces cathédrales gothiques qui se sont élevées lentement au cours des siècles. Et il n'y a rien là qui doive nous surprendre, car une modification considérable s'était produite dans les opinions du monde officiel pendant cette courte période. La réforme fut conçue à une époque d'enthousiasme irraisonné pour les idées libérales avancées, de foi sans limites aux préceptes de la science, de confiance illimitée en l'esprit, l'honnêteté et le contrôle publics : temps où l'on croyait que le peuple allait faire spontanément toute chose nécessaire au bien général, si seulement on le délivrait des langes administratifs dans lesquels il était resté jusqu'alors emmaillotté. Se ressentant encore du régime sévère de Nicolas, les gens pensaient plus à

protéger les droits individuels qu'à assurer l'ordre public ; et sous l'influence des idées socialistes en vogue, les malfaiteurs furent regardés comme les victimes infortunées, involontaires, de l'inégalité et de l'injustice sociales. Vers la fin de la période signalée plus haut, tout cela avait commencé à se modifier. Beaucoup de personnes en arrivaient à s'apercevoir que la liberté pouvait aisément se convertir en licence ; que l'énergie publique spontanée se dépensait surtout en paroles creuses ; et qu'une certaine somme de discipline hiérarchique était nécessaire afin de maintenir la machine administrative en mouvement. Il en résulta qu'en 1864 on reconnut qu'il était impossible de pousser à leurs dernières conséquences les principes généraux posés et publiés en 1862. Même dans les parties de la législation qui étaient déjà appliquées et fonctionnaient, on trouva nécessaire d'opérer des modifications d'une façon indirecte et dissimulée. Nous pouvons en citer une comme exemple. En 1860, les enquêtes criminelles avaient été retirées des mains de la police et transférées aux « Juges d'instruction » (*Sudebniye Sledovateli*), qui étaient à peu près entièrement indépendants de l'accusateur public et ne pouvaient être déplacés ou destitués qu'à la suite d'une condamnation pour quelque violation de la loi : condamnation prononcée par un tribunal régulier. Au début, cette réforme créa de l'allégresse et de grandes espérances, parce qu'elle élevait une barrière contre la tyrannie de la police et le pouvoir arbitraire des hauts fonctionnaires. Mais bientôt les défauts du système devinrent apparents. Beaucoup de juges d'instruction, se sentant indépendants et sachant qu'ils ne seraient point poursuivis si ce n'est pour un acte évidemment illégal, s'abandonnaient à l'indolence et passaient leur temps dans l'inaction (1). Dans de telles circonstances il était tou-

1. J'ai eu occasion de constater un cas flagrant de cette sorte.

jours difficile, parfois impossible, — car l'indolence doit prendre des proportions gigantesques pour devenir un crime, — d'obtenir la condamnation du coupable, et le Ministre dut adopter la pratique de nommer, sans la confirmation impériale, des juges d'instruction temporaires qu'il pouvait révoquer à son gré.

Il est inutile, néanmoins, d'entrer dans l'examen de ces détails défectueux. La question importante pour le public en général est celle-ci : Comment les institutions fonctionnent-elles dans les conditions locales où elles se trouvent placées ?

Ceci est une question qui intéresse non-seulement les Russes, mais aussi toute personne étudiant la science sociale, car elle tend à jeter une lueur sur cette autre, si difficile : Jusqu'à quel point des institutions peuvent-elles être transplantées avec succès sur un sol étranger ? Beaucoup de penseurs affirment, non sans raison, qu'aucune institution ne peut bien fonctionner si elle n'est le produit naturel d'un développement historique préalable. Or, nous avons ici une occasion d'éprouver cette théorie par l'expérience ; nous avons même ce que Bacon appelle un *experimentum crucis*. Ce nouveau système judiciaire est une création artificielle construite d'après des principes élaborés par des juristes étrangers. Tout ce que ceux qui rédigèrent le projet dirent de son point de vue historique n'était que phrases. En réalité, ils firent table rase de l'organisation existante. Si l'introduction de la procédure orale publique et du jugement par jury était un retour aux anciennes institutions, ce fut un retour à ce qui avait été oublié depuis longtemps par tout le monde, excepté par quelques antiquaires spécialistes, et aucune tentative sérieuse ne fut faite pour développer ce qui existait déjà. Exemple : une forme de procédure orale avait été inscrite dans le Code, mais se trouvait complètement tombée en désuétude ; elle

semble avoir été complètement dédaignée par les organisateurs du nouveau système (1).

Ayant en général peu de confiance dans les institutions qui surgissent, armées de pied en cap comme Minerve, du cerveau des législateurs autocratiques, je m'attendais à constater que cette nouvelle organisation judiciaire, qui a si bon air sur le papier, était en réalité à peu près sans valeur. L'observation, cependant, n'a pas confirmé mes prévisions pessimistes. Au contraire, j'ai trouvé que ces nouvelles institutions, bien qu'elles n'aient pas encore eu le temps de pousser de profondes racines et soient loin d'être parfaites même dans le sens humain du terme, fonctionnent comme ensemble remarquablement bien et que le pays en a déjà énormément bénéficié.

Bien que dix ans à peine se soient écoulés depuis que les réformes ont commencé d'être introduites, — elles ne l'ont pas encore été dans beaucoup de parties de l'Empire, — les tribunaux de paix, qui peuvent être appelés la plus nouvelle des nouvelles institutions, sont déjà à l'heure qu'il est absolument acclimatés, comme s'ils existaient depuis des générations. Au premier abord, ni le peuple ni les juges eux-mêmes ne se faisaient une idée très-nette de la véritable utilité de ces tribunaux. Beaucoup de paysans considéraient le juge comme un seigneur affable du vieux type patriarcal, tel qu'ils en avaient connu jadis, et venaient lui conter leurs griefs et leurs chagrins dans l'espoir qu'il les adoucissait ou les soulagerait de façon ou d'autre. Souvent ils lui soumettaient des affaires domestiques ou matrimoniales très-intimes dont aucun tribunal ne pouvait logiquement prendre connaissance ; par-

1. Je veux parler du *Sud po formé*, établi par un ukase de Pierre le Grand, en 1723. Je fus très-étonné en le rencontrant, sans l'y chercher, dans le Code.

fois ils réclamaient l'exécution de contrats qui étaient en contradiction flagrante non-seulement avec la loi écrite, mais même avec la moralité ordinaire (1). Quelques-uns des juges se rendaient coupables d'aberrations d'une autre espèce. S'imaginant que leur mission était de déraciner les conceptions et habitudes qui avaient été créées et développées par le servage, ils se servaient quelquefois de leur autorité pour donner des leçons de libéralisme philanthropique, et prenaient un malicieux plaisir à froisser les susceptibilités et même, à l'occasion, les intérêts matériels de ceux qu'ils regardaient comme les ennemis de la bonne cause. Dans les différends entre maître et domestique, entre employeur et ouvrier, le magistrat de ce type considérait comme son devoir de résister à la tyrannie du capital, et était enclin à oublier sa fonction officielle de juge pour se préoccuper seulement du rôle de réformateur social qu'il s'attribuait. Heureusement ces méprises chez le peuple et ces aberrations chez les juges disparaissent rapidement, et ne seront plus probablement d'ici peu qu'un souvenir.

Les tribunaux réguliers se sont également acclimatés dans un espace de temps incroyablement court. En général les juges ne sont nullement de profonds juristes, et trop souvent ce calme impassible que nous sommes habitués à considérer comme l'attribut du magistrat leur fait défaut ; mais ce sont au moins des hommes honnêtes, instruits, possédant des connaissances légales très-suffisantes. Leurs principaux défauts s'expliquent par ce fait : la demande en juristes exercés a excédé de beaucoup l'offre, et le Gouvernement a été forcé de nommer beaucoup d'hommes qui, dans des circons-

1. Beaucoup de cas de cette sorte sont venus à ma connaissance, mais ils sont d'une telle nature qu'ils ne peuvent être cités dans un ouvrage destiné au grand public.

tances ordinaires, n'auraient jamais songé à se présenter comme candidats. Au commencement de 1870, dans les 32 tribunaux d'arrondissement qui existaient alors, il y avait 227 juges, sur lesquels 44 n'avaient jamais reçu aucune éducation juridique (1). Même les présidents n'avaient pas tous passé par une École de droit. Bien entendu, ces Cours ne peuvent devenir absolument appropriées à leurs fonctions jusqu'à ce que tous les juges soient des gens ayant reçu une bonne éducation spéciale, et possédant une connaissance pratique des questions judiciaires. Cela, sans aucun doute, s'effectuera avec le temps ; et déjà l'on peut prédire en toute confiance que la seconde génération de juges se composera d'hommes mieux préparés et plus capables que leurs prédécesseurs.

Descendant de la magistrature assise au barreau, nous trouvons moins de raisons d'être satisfaits. Le nouveau système ne pouvait fonctionner avec succès sans un corps considérable d'avocats capables, estimables, dignes de confiance ; et ce corps, jusqu'ici, ne s'est point encore constitué. Dans les affaires criminelles tout individu peut agir comme conseil. Dans celles civiles il y a deux sortes d'avocats : ceux de profession (*Prisiazhniye poverenniye*) et les praticiens pourvus d'une licence. Les premiers sont toujours des hommes ayant passé par une École de droit ; les seconds n'ont besoin d'aucune éducation de cette sorte, excepté d'avoir subi un examen qui est une simple formalité. Dans ces deux catégories on rencontre des hommes bien aptes aux devoirs qu'ils ont à remplir ; mais beaucoup, même parmi les avocats de profession, ont encore besoin d'étudier les principes élémentaires du débat judiciaire. Par dessus tout, ils ont besoin d'apprendre cette règle simple : s'en tenir au

1. Ces chiffres sont pris dans le *Vestnik Evropy* de juin 1871, p. 780.

procès qu'ils plaident. Il n'est pas du tout rare — surtout dans les cas qui excitent l'attention publique, — que le conseil ne puisse résister à la tentation de faire étalage de son savoir fraîchement acquis et de citer les législations française, allemande, anglaise : ce qui n'éclaircit nullement la question dont il s'agit. Cette tendance se manifeste très-fréquemment chez les tout jeunes gens ; et le fait peut, dans une certaine mesure, s'expliquer par le système actuel d'éducation juridique. Au lieu d'exposer soigneusement la loi du pays, les professeurs se livrent trop souvent à des recherches et critiques vagues, avec de fréquents renvois aux législations étrangères ; si bien que beaucoup d'étudiants, à la fin de leurs études de droit, ont acquis seulement un embrouillamini chaotique de principes généraux, de systèmes étrangers, de philosophie juridique, d'économie politique, et une connaissance très-imparfaite de la loi et de la procédure russes actuelles.

Envisagé au point de vue moral, le barreau ne donne pas non plus lieu à ce qu'on le félicite beaucoup. Je ne partage pas du tout les vues des gens qui considèrent les avocats comme des personnages très-corrompus parce qu'ils cherchent à dissimuler les points faibles de leur cause et emploient les expédients traditionnels de la stratégie judiciaire ; mais je crois que tout avocat devrait être animé d'un sentiment d'honneur et de dignité professionnels, que le niveau moral de la profession devrait être élevé aussi haut que possible. Or, il me semble que ce niveau moral professionnel du barreau en Russie est encore à l'état embryonnaire, et que les membres individuels sont, à peu près sans exception, animés d'un esprit rapace, commercial, mercantile. L'avocat fait en général avec son client un contrat formel, d'après lequel il recevra une grosse somme s'il gagne la cause, et une rémunération modérée en cas d'échec. Dans les affaires criminelles, il est souvent stipulé expres-

sément que la rémunération sera en raison inverse de la sévérité de la sentence. Un prisonnier promet, par exemple, après avoir souvent longtemps marchandé, de payer 10.000 roubles s'il est acquitté, 5.000 s'il est condamné à un an d'emprisonnement, 1.000 s'il est transporté pour quinze ans en Sibérie; et l'avocat prend soin qu'une bonne partie de la somme lui soit payée par avance. Et cela n'est pas le pis : des avocats non-seulement vendent leurs services aussi cher que possible, mais parfois usent de moyens deshonnêtes pour en élever le prix. L'une des méthodes les plus communes est d'effrayer le client en lui dépeignant sous de vives couleurs, ou en les exagérant positivement, les dangers auxquels il est exposé. Une autre méthode est de demander, pendant que l'affaire s'instruit, une grosse somme dans un but secret : c'est-à-dire pour « graisser la patte » aux fonctionnaires influents. Ces deux expédients ne réussissent malheureusement que trop souvent. La vieille croyance que les procédures criminelle et litigieuse sont une espèce de partie difficile dans laquelle la victoire reste toujours au joueur le plus habile, sans égard à la justice, à l'équité, et que les pots de vin et l'influence des portes de derrière sont indispensables au succès, est encore profondément enracinée dans l'esprit du peuple. Donc, chez lui, spécialement parmi les classes mercantiles sans instruction, il existe une foi enfantine, aveugle, dans l'omnipotence des plus célèbres avocats; et un certain nombre de ceux-ci, usant de cette foi pour leur propre avantage, ont réussi à amasser de grosses fortunes dans un espace de temps incroyablement court. Les arrangements entre conseil et client sont, bien entendu, tenus en général secrets (1), mais même

1. Cela est très-aisé, parce qu'il n'existe pas en Russie de classe intermédiaire correspondant aux *attorneys* et *solicitors* (avoués) en Angleterre.

quand de vilaines révélations sont faites par inadvertance, elles n'attirent guère l'attention et indignent peu. L'opinion publique est si indulgente sous ce rapport, qu'une réputation professionnelle n'est pas sérieusement entachée par des faits qui, en Angleterre, conduiraient au renvoi du barreau et à la honte. Les symptômes d'un changement pour le mieux se sont, il est vrai, déjà produits. A Saint-Petersbourg et Moscou, les avocats se sont réunis en une corporation administrée par un Conseil qui a le droit de réprimander, de bannir à la campagne et d'expulser. On ne peut raisonnablement pas s'attendre, cependant, à ce que de tels moyens aient une très-profonde et très-durable influence à moins qu'ils ne soient appuyés par l'opinion publique.

De toutes les innovations judiciaires récentes, la plus intéressante peut-être est le jury.

A l'époque des réformes, l'introduction du jury dans l'organisation judiciaire éveilla chez les classes instruites un grand enthousiasme sentimental. L'institution possédait la renommée d'être « libérale », et l'on savait qu'elle avait été approuvée par les autorités en jurisprudence criminelle les plus récentes. Ceci était assez pour lui assurer une réception favorable et pour exciter les espérances les plus exagérées quant à son influence bienfaisante. Dix ans d'expérience ont plus que suffi pour refroidir cet enthousiasme; et à l'heure qu'il est on peut entendre des voix déclarer que l'introduction du jury fut une bétise.

Beaucoup de gens affirment aujourd'hui que le peuple n'est pas encore mûr pour une telle institution; et de nombreuses anecdotes sont relatées à l'appui de cette façon de voir. On raconte, par exemple, qu'un jury a rendu un verdict de « non coupable avec circonstances atténuantes », et qu'un autre, ne pouvant s'accorder sur une décision à rendre, l'aurait jouée aux dés devant un Icon, et aurait rendu un verdict conforme au résultat!

En outre, des jurés rendent souvent un verdict de « non coupable » quand l'accusé fait devant le tribunal des aveux complets et formels.

Jusqu'à quel point les anecdotes comiques sont vraies, je n'entreprends pas de le préciser ; mais je m'aventure à maintenir que de tels incidents, s'ils se produisent réellement, sont trop peu nombreux pour former la base d'un acte d'accusation sérieux. Cependant, le fait que des jurys acquittent souvent des prisonniers qui confessent ouvertement leurs crimes est absolument incontestable et mérite, par conséquent, un examen sérieux.

Beaucoup d'Anglais penseront sans doute que ce fait semble prouver suffisamment que la société russe n'est pas encore mûre pour l'institution ; mais, avant d'adopter cette conclusion radicale, il est bon d'envisager le phénomène d'un peu plus près en le rapprochant de l'ensemble de la procédure criminelle russe.

En Angleterre, une très-grande latitude est donnée aux magistrats pour fixer l'importance de la peine à appliquer. Le jury peut donc s'en tenir à la question de fait et laisser au juge l'appréciation des circonstances atténuantes. En Russie, sa situation est différente. La loi criminelle russe fixe minutieusement la peine pour chaque catégorie de crimes, et ne laisse au juge à peu près aucune latitude. Le jury sait que, s'il rend le verdict : « coupable », le prisonnier sera inévitablement puni en conformité du Code. Or, ce Code, emprunté en grande partie aux législations étrangères, est basé sur des conceptions très-différentes de celles du peuple russe ; et en beaucoup de cas il stipule des peines sévères pour des actes qui, dans l'opinion du Moughik, constituent seulement des peccadilles ou sont positivement excusables. Même dans les matières où le Code est en harmonie avec la moralité populaire, il existe beaucoup de cas exceptionnels où le *sum-mum jus* est réellement *summa injuria*. Supposons, par

exemple, — un cas semblable s'est réellement produit et est venu à ma connaissance, — qu'un incendie éclate dans un village et que l'elder de la Commune, poussé à bout de patience par l'apathie et la fainéantise de quelques-uns de ses jeunes compatriotes, dépasse les limites de son autorité telle que la définit la loi, et accompagne ses reproches et ses exhortations de quelques vigoureuses bourrades. Pour sûr, un tel homme ne s'est pas rendu coupable d'un crime très-odieux, — certainement, dans l'opinion des paysans, il n'est pas répréhensible, — et pourtant s'il est poursuivi et que le fait soit établi, il tombe inévitablement sous le coup d'un article qui le condamne à la transportation pendant de longues années. En de tels cas, que doit faire le jury? En Angleterre il pourrait en toute sécurité rendre le verdict « coupable », et laisser le juge prendre en considération toutes les circonstances atténuantes; mais en Russie il ne peut agir de cette façon, car il sait que le magistrat, d'après le Code criminel, doit condamner le prisonnier. Il ne lui reste donc qu'une issue pour sortir de la difficulté : rendre un verdict d'acquittement; et les jurys russes, soit dit à leur honneur, adoptent en général cette alternative. Donc, en réalité, le jury, précisément dans les cas où on le blâme le plus sévèrement, a trouvé un correctif à l'injustice de la législation criminelle. A l'occasion, il est vrai, il va un peu trop loin dans cette direction et s'arroe un droit de pardon; mais les cas de cette sorte sont, je crois, très-rares. J'en connais seulement un exemple bien authentique. Le prisonnier avait été convaincu d'un crime sérieux, mais le jour du jugement se trouva être la veille d'une grande fête religieuse; le jury pensa qu'en pardonnant au coupable et rendant un verdict d'acquittement, ses membres agiraient en bons chrétiens!

Bien entendu, la loi regarde cette pratique comme un abus, et a essayé de la prévenir en dissimulant autant

que possible au jury la peine qui attend l'accusé s'il est condamné. Dans ce but, elle interdit au conseil du prisonnier d'informer le jury de la peine stipulée par le Code pour le crime en question. Cet expédient ingénieux non-seulement échoue dans son objet, mais produit parfois un résultat directement opposé. Ne sachant pas quelle sera la peine, et redoutant qu'elle ne soit hors de toute proportion avec le crime, le jury acquitte quelquefois un criminel qu'il aurait condamné s'il eût connu celle qu'on lui infligerait. Et quand un jury se trouve, pour ainsi dire, pris au piège, et apprend que la punition est plus sévère qu'il ne le supposait, il peut prendre sa revanche dans le cas suivant. Je connais au moins un exemple de cela. Un jury déclara un prisonnier coupable d'une faute qu'il regardait comme insignifiante, mais qui en réalité entraînait, d'après le Code, sept années de servitude pénale ! Les jurés furent tellement surpris et effrayés du résultat inattendu de leur verdict, qu'ils acquittèrent obstinément, en présence des témoignages les plus convaincants, tous les autres prisonniers qu'on amena devant eux.

Les défauts réels et supposés du système actuel sont attribués d'habitude à la prédominance de l'élément paysan dans les jurys ; et cette opinion, basée sur un raisonnement à *priori*, semble à beaucoup de gens trop évidente pour avoir besoin d'être vérifiée. Les paysans sont sous beaucoup de rapports la classe la plus ignorante ; par conséquent, affirme-t-on, ils sont moins capables de peser des témoignages contradictoires. Quelque clair et concluant que ce raisonnement semble, il est, à mon avis, erroné. Les paysans ont, il est vrai, peu d'éducation, mais ils possèdent un grand fonds de bon sens ; et l'expérience prouve — du moins ceci m'a été dit par beaucoup de juges et d'accusateurs publics, — que, règle générale, un jury paysan mérite plus de confiance que celui tiré des classes instruites. Il faut admettre, néan-

moins, qu'un jury paysan offre certaines particularités, et il n'est pas peu intéressant d'observer en quoi elles consistent.

D'abord, un jury composé de paysans agit habituellement d'une façon tant soit peu patriarcale, et ne borne pas toujours son attention aux témoignages et aux arguments produits au procès. Les membres forment leur opinion comme le font les hommes dans les affaires de la vie ordinaire; et il est sûr qu'ils seront grandement influencés par des collègues qui se trouveront connaître personnellement le prisonnier. Si plusieurs des jurés savent que c'est un mauvais garnement, il a peu de chances d'être acquitté, quand même l'enchaînement des preuves et témoignages invoqués contre lui laisserait à désirer. Les paysans ne peuvent comprendre pourquoi il serait permis à un gredin notoire d'échapper parce qu'un anneau de la chaîne des preuves manque, ou parce qu'une petite formalité judiciaire n'a pas été dûment observée. En vérité, l'idée qu'ils se font de la procédure criminelle en général est extrêmement primitive. La méthode communale d'en agir avec les malfaiteurs est mieux en accord avec leur conception d'une société bien réglée. Le *Mir* peut, par un décret communal et sans procès formaliste, faire transporter en Sibérie n'importe lequel de ses membres indisciplinés (1) ! Ce mode de procédure sommaire et irrégulier semble très-satisfaisant aux paysans. Ils ne peuvent s'expliquer pourquoi il est permis à un coupable notoire « d'acheter » un avocat pour le défendre, et sont très-insensibles à

1. En décrivant le *Mir*, j'ai par inadvertance omis de mentionner ce droit important qu'il possède. Les paysans ainsi transportés ne sont point envoyés aux mines, mais on les installe comme colons sur des terres inoccupées sises dans quelque région éloignée, au-delà des Monts-Oural. Si ce droit de déportation n'est pas souvent mis en usage, c'est en partie parce que le *Mir* doit faire face aux dépenses

l'éloquence, payée à beaux deniers comptants, de cet avocat. Aux yeux de beaucoup, si je puis m'en rapporter à des conversations que j'ai entendues à l'occasion dans les tribunaux et leur voisinage, « acheter un avocat » semble à peu près la même chose que corrompre à prix d'argent un juge.

D'autre part, les paysans agissant comme jurés sont très-sévères par rapport aux crimes contre la propriété. En cela ils sont poussés par le simple instinct de la défense personnelle (*Self-defence*). Ils sont, en fait, continuellement à la merci des voleurs et des malfaiteurs. Ils habitent des maisons de bois auxquelles on peut aisément mettre le feu ; les portes de leurs étables et écuries peuvent être enfoncées par un enfant ; la nuit, le village est gardé seulement par un vieillard qui ne peut se trouver en plus d'un endroit à la fois : et cet endroit, il est enclin à s'y endormir ; un officier de police s'y rencontre rarement, excepté quand un crime vient d'être commis. Quelques habiles voleurs de chevaux peuvent ruiner beaucoup de familles ; et un incendiaire, dans son désir de se venger d'un ennemi, peut réduire un village tout entier au dénuement le plus complet. Ceci et des considérations semblables tendent à rendre les paysans très-sévères pour le vol, le brigandage et l'incendie ; et un accusateur public qui veut obtenir la condamnation d'un homme accusé d'un de ces crimes s'efforce d'avoir un jury dans lequel la classe paysanne compte beaucoup de représentants.

nécessaires, et aussi parce que les membres craignent que, avant d'être arrêté, le malfaiteur puisse, en découvrant leur intention, mettre le feu au village ou se venger de quelque autre façon. Mettre le feu au village s'appelle en langage populaire : « lâcher le coq rouge » (*pustit krasnago petukha*), phrase qui correspond à la vieille expression française : « les charpentiers rouges », bien connue avant et pendant la Révolution.

Par rapport à la fraude sous ses diverses formes, les paysans sont bien plus indulgents ; probablement parce que la ligne de démarcation entre les agissements honnêtes et déshonnêtes en matière commerciale n'est pas très-nettement tracée dans leur esprit. Beaucoup, par exemple, sont convaincus que le commerce ne peut s'exercer avec succès si l'on n'y mêle un peu d'habile tricherie ; et en raison de cela la fourberie est considérée comme un péché très-vénial. Si l'argent frauduleusement acquis est restitué à son propriétaire, le crime est considéré comme complètement effacé. Ainsi, quand un elder de Volost qui s'est approprié les fonds publics réussit à les rembourser avant que le jugement de son affaire soit rendu, il est invariablement acquitté, et quelquefois.... réélu !

Les paysans font généralement preuve d'une indulgence égale envers les crimes contre la personne, tels que voies de fait, coups et blessures, etc. Ce fait s'explique aisément. Une sensibilité raffinée et une vive sympathie pour la souffrance physique sont le résultat d'une certaine somme de bien-être matériel jointe à un certain degré de culture intellectuelle et morale ; or, les paysans russes ne possèdent encore ni l'un ni l'autre. Quiconque a eu l'occasion de les observer fréquemment a dû être souvent étonné de leur indifférence à la douleur, à la fois chez eux et chez les autres. Dans une querelle d'ivrognes, des têtes peuvent être cassées, des blessures faites, sans que les spectateurs interviennent d'aucune façon. Si nulles conséquences fatales ne s'ensuivent, le paysan ne juge pas nécessaire que l'incident soit officiellement constaté ; et ne croit certainement pas qu'aucun des combattants doive être transporté en Sibérie. De légères blessures se guérissent d'elles-mêmes sans dommage sérieux pour le patient ; et par conséquent l'homme qui les a faites ne peut être mis sur le même niveau que le criminel qui réduit une famille à la mendicité. Ce rai-

sonnement peut choquer les gens aux nerfs sensibles, mais il contient incontestablement une certaine somme de sagesse simple, rustique, familière.

Parmi toutes les sortes de cruauté, ce qui peut-être révolte le plus l'humanité civilisée est celle du mari envers sa femme; mais c'est pour ce crime que le paysan montre spécialement de l'indulgence. Il reste encore sous l'influence de l'ancienne conception des droits de l'époux, et de cette médiocre estime du sexe faible qui trouve son expression dans beaucoup de proverbes populaires (1).

Les conceptions morales spéciales qui se reflètent dans ces faits sont évidemment le résultat de conditions extérieures et non de particularités ethnographiques intimes et profondément enracinées; car on ne les rencontre point chez les marchands, qui sont presque tous d'origine paysanne. Au contraire, ceux-ci sont plus sévères pour les crimes contre la personne que pour ceux contre la propriété. L'explication de ce fait est simple. Le marchand a des moyens de protéger sa propriété; et s'il lui arrive d'être volé, sa fortune n'en sera probablement pas sérieusement compromise. D'un autre côté, il est doué d'une certaine sensibilité par rapport à des crimes tels que les voies de fait; car bien qu'il n'ait pas d'habitude beaucoup plus de culture morale et intellectuelle que le paysan, il est accoutumé au confort et au bien-être matériel, qui développent logiquement la sensibilité eu égard à la souffrance physique.

Pour la fraude, les marchands sont tout aussi indulgents que le paysan. Ceci peut sembler étrange; car les pratiques frauduleuses minent certainement le commerce

1. Ces proverbes sont très-nombreux. Ceux qui suivent peuvent en donner idée : « En dix femmes il n'y a qu'une âme »; — « Dans une femme il n'y a point d'âme, mais seulement une vapeur (*par*) »; — « Les femmes ont les cheveux longs, mais l'intelligence courte ». Dans d'autres dictons populaires, les femmes sont comparées aux serpents.

au bout d'un certain temps. Néanmoins, les marchands russes ne sont point encore arrivés à cette conception, et peuvent citer beaucoup des plus riches membres de leur classe comme preuve que les pratiques frauduleuses créent souvent d'énormes fortunes. Il y a longtemps que Samuel Butler a dit : « Nous damnons les péchés que nous n'avons pas envie de commettre ».

Comme les conditions extérieures n'ont que peu ou point d'influence sur les idées religieuses des marchands ou des paysans, les deux classes sont également sévères par rapport aux actes qui sont considérés comme des crimes contre la Divinité. C'est pourquoi les acquittements en cas de sacrilège, blasphème, etc., ne se produisent jamais à moins que le jury ne soit en partie composé de gens instruits.

Dans leurs décisions comme dans leur manière de penser ordinaire, les jurés tirés des classes instruites sont peu ou pas du tout influencés par les conceptions théologiques, mais ils le sont parfois d'une façon non moins déplorable par des idées d'un ordre différent. Il peut arriver, par exemple, qu'un juré qui a passé par l'un des hauts établissements d'éducation ait sa théorie particulière sur la valeur des témoignages ; ou bien il est convaincu qu'il vaut mieux qu'un millier de coupables échappent qu'un seul innocent ne soit puni ; ou bien encore il est imbu de pseudo-philanthropie sentimentale ou convaincu que les peines sont inutiles parce qu'elles ne guérissent pas le coupable et ne détournent point les autres du crime : en un mot, il peut avoir perdu de façon ou d'autre son équilibre d'esprit dans ce chaos moral que la Russie traverse en ce moment. En Angleterre, en France, en Allemagne, un tel personnage aurait peu d'influence sur ses collègues les autres jurés, car dans ces pays il existe très-peu de gens qui permettent à des idées nouvelles et paradoxales de bouleverser leurs notions traditionnelles et d'obscurcir leur sens commun ;

mais en Russie, où même les conceptions morales élémentaires sont singulièrement instables et flexibles, un homme de ce type peut réussir à mener un jury. Plus d'une fois j'ai entendu des gens se vanter d'avoir poussé leurs collègues à acquitter tout prisonnier amené devant eux, non parce qu'ils croyaient les accusés innocents ou jugeaient les témoignages douteux et les preuves insuffisantes, mais parce que toutes les peines sont inutiles et barbares. Tenant compte de faits de cette nature, je ne puis être du même avis que ceux qui affirment que la coutume anglaise d'exiger l'unanimité du jury devrait être introduite en Russie.

Pour conclure, un mot sur l'indépendance et la signification politique des nouveaux tribunaux. Au début, quand la question de réforme judiciaire fut soulevée publiquement, beaucoup de gens espéraient que les nouvelles Cours allaient recevoir une autonomie complète, une indépendance réelle, et formeraient ainsi la base de la liberté politique. Ces espérances, comme tant d'autres illusions de cette époque étrange, ne se sont point réalisées. Une grande somme d'autonomie et d'indépendance fut, il est vrai, concédée en théorie. La loi posa ce principe : que nul juge ne pouvait être destitué s'il n'était convaincu d'un crime défini, précis; et que les Cours présenteraient des candidats pour toutes les places vacantes dans la magistrature; mais tout cela et les autres droits semblables ont peu de signification pratique. Si le ministre ne peut déposer un juge, il peut le priver de toute possibilité d'être promu, de recevoir des grades, des décorations, etc., il peut aisément le contraindre d'une façon indirecte à envoyer sa démission; et si les Cours ont encore le droit de présenter des candidats pour les places vacantes, le ministre possède aussi ce droit et peut toujours, bien entendu, obtenir la nomination de son candidat à lui. Par l'influence de cette force centripète qui existe dans toutes les bureaucraties

centralisées, les procureurs sont devenus des personnages plus importants que les présidents des Cours, et l'indépendance des juges n'est plus guère autre chose qu'une phrase creuse.

On suppose d'ordinaire qu'en limitant ainsi l'indépendance et l'autonomie des Cours de justice, le Gouvernement a commis un péché odieux contre l'esprit de libéralisme et de progrès. Ceci peut être vrai dans un certain sens, mais je ne suis pas sûr que le fait soit regrettable. Le self-gouvernement est sans nul doute une excellente chose en lui-même, et il est spécialement nécessaire en Russie ; mais ce n'est point une panacée faisant des miracles, et il porte rarement de bons fruits quand on l'implante soudain chez un peuple qui n'y est pas accoutumé. Les expériences faites jusqu'ici en Russie n'ont pas été très-encourageantes, spécialement dans les Universités, qui sont sous beaucoup de rapports analogues aux Cours de justice. Quiconque connaît ce qui peut être appelé l'histoire intime des Universités pendant les années dernières peut douter, avec raison, que l'efficacité des Cours locales eût été nécessairement accrue si on leur avait accordé une plus grande somme d'indépendance et d'autonomie. Leur indépendance ne pourrait d'ailleurs avoir aucune valeur politique tant que le Gouvernement aura le droit d'employer la « procédure administrative » dont j'ai parlé (1). Quand les classes instruites auront acquis un peu plus d'indépendance de bon aloi dans d'autres sphères d'activité, quand une opinion publique saine, puissante, soumettant tout à son contrôle, aura été créée ; il sera temps alors, ce me semble, d'affranchir les tribunaux locaux du contrôle des autorités centrales.

1. Voir plus haut, vol. I, p. 365.

CHAPITRE XXXIV

EXPANSION TERRITORIALE — LA QUESTION D'ORIENT

Développement rapide de la Russie. — Tendance des peuples agricoles à s'étendre. — Les Slaves Russes. — Les forêts du nord et la steppe. — Colonisation. — Part du Gouvernement dans la marche de l'expansion. — Expansion vers l'ouest. — Croissance de l'empire présentée sous forme de table. — Assimilation des peuples annexés. — La politique anglaise jugée par les Russes. — Stimulant indirect à l'expansion. — Tarifs protecteurs. — Analyse de la tendance expansive et de l'expansion probable dans l'avenir. — Marche de la Russie vers l'Inde. — Tendances agressives contre Constantinople; les facteurs religieux, ethno-sentimental et politique. — Le mouvement récent en Russie. — La politique du Gouvernement russe. — Conclusion.

La croissance rapide de la Russie est l'un des faits les plus remarquables de l'histoire moderne. Une insignifiante tribu ou agglomération de tribus qui, il y a mille ans, occupait un petit district près des sources du Dniéper et de la Dvina occidentale, s'est développée en une grande nation possédant un territoire qui s'étend de la Baltique à l'Océan Pacifique septentrional et de la mer Polaire aux frontières de la Turquie, de la Perse, de l'Afghanistan et de la Chine. Nous avons ici un fait bien digne d'examen; et comme cette marche se continue encore avec la même rapidité, comme on suppose d'habitude qu'elle menace nos intérêts nationaux, cet examen doit avoir

pour nous plus qu'un intérêt scientifique. Quelle est la raison déterminante de cette puissance d'expansion? N'est-ce qu'une convoitise barbare d'agrandissement territorial, ou bien quelque motif plus raisonnable? Et quelle est la nature de sa marche? L'annexion est-elle suivie d'assimilation; ou les nouvelles acquisitions conservent-elles leur ancienne physionomie? L'Empire constitue-t-il, dans son extension actuelle, un tout compact; ou seulement une agglomération d'unités hétérogènes réunies l'une à l'autre par le lien étranger d'une administration centralisée? S'il nous était possible de trouver des réponses satisfaisantes à ces questions, nous pourrions déterminer jusqu'à quel point la Russie est fortifiée ou affaiblie par ses annexions de territoire; et essayer de nous rendre compte comment, quand et où la marche de cette expansion doit s'arrêter.

En jetant un coup d'œil sur la Russie au point de vue économique, nous pouvons aisément découvrir une cause saillante d'expansion.

Un peuple agriculteur qui emploie seulement les méthodes primitives de culture a toujours une grande tendance à élargir ses frontières. L'accroissement naturel de la population exige une production de grain s'accroissant constamment; tandis que les méthodes primitives de culture épuisent le sol et diminuent sans cesse son pouvoir producteur. Par rapport à cet état de développement économique, la modeste assertion de Malthus : que la production d'aliments ne s'accroît pas aussi rapidement que la population, est souvent bien inférieure à la vérité. A mesure que la population s'accroît la production peut décroître, non-seulement relativement, mais absolument. Quand un peuple se trouve dans cette position critique, il doit accepter une de ces deux alternatives : empêcher l'accroissement de la population, ou accroître la production d'aliments. Dans le premier cas, il peut légaliser la coutume d'exposer les enfants, comme on

le faisait dans l'ancienne Grèce, ou faire vendre régulièrement une grande quantité de jeunes filles, d'enfants, comme on l'a fait jusqu'à ces derniers temps en Circassie; ou bien la population excédante peut émigrer à l'étranger, comme firent les Scandinaves au neuvième siècle et comme nous le faisons nous-mêmes à l'heure qu'il est, dans des conditions plus pacifiques. L'autre alternative peut s'effectuer, soit en cultivant une plus grande étendue de terres, soit en améliorant le système d'agriculture.

Les Slaves russes, qui sont un peuple agriculteur, firent l'expérience de cette difficulté; mais pour eux elle ne fut pas sérieuse. Une façon aisée d'y échapper se trouvait nettement indiquée par leur situation géographique particulière. Ils n'étaient pas entourés de hautes montagnes ou des mers orageuses. Au sud et à l'est — à leurs portes, pour ainsi dire, — se trouvait une étendue sans bornes de sol vierge maigrement peuplé, attendant le travail du cultivateur et prêt à l'en indemniser très-libéralement. En raison de cela les paysans, au lieu d'exposer leurs enfants, de vendre leurs filles ou d'écumer les mers comme *Vikings*, s'étendirent simplement vers l'est et le sud. C'était à la fois la marche la plus naturelle et la plus sage; car de tous les expédients pour conserver l'équilibre entre la population et la production, l'accroissement de la surface cultivée est, dans les circonstances que nous venons d'énumérer, le plus aisé et le plus efficace. Théoriquement le même résultat eût pu s'obtenir en améliorant la méthode de culture, mais en pratique ceci était impossible. La culture perfectionnée n'a aucune chance d'être adoptée aussi longtemps que l'expansion peut avoir lieu. Cultiver comme sur une ferme modèle est chose dont on doit s'enorgueillir là où la terre est rare, mais il serait absurde de le tenter là où il existe abondance de sol vierge dans le voisinage.

La marche de l'expansion ainsi produite par des cau-

ses purement économiques fut accélérée par des influences d'une autre espèce, spécialement pendant les dix-septième et dix-huitième siècle. L'accroissement dans le nombre des fonctionnaires, l'augmentation des taxes, les exactions impitoyables des voïvodes et de leurs subordonnés, la transformation des paysans et des « gens nomades libres » en serfs, les réformes ecclésiastiques et la persécution des schismatiques qui en fut la conséquence, les fréquentes conscriptions et les violentes réformes de Pierre le Grand : tout cela et d'autres sortes d'oppression firent fuir de chez eux des milliers de gens qui cherchèrent un refuge sur le territoire libre où il n'y avait point de fonctionnaires, point de collecteurs de taxes, point de seigneurs. Mais l'État, avec son armée de collecteurs et d'employés, suivit sur les talons les fugitifs ; et ceux qui voulurent conserver leur liberté durent s'en aller encore plus loin. Malgré les efforts des autorités pour retenir la population dans les localités actuellement occupées, la vague de la colonisation s'avança sans cesse au dehors.

Le vaste territoire qui s'offrait aux colons consistait en deux régions contiguës que ne séparait aucune montagne, aucun fleuve, mais qui différaient grandement l'une de l'autre sous beaucoup de rapports. L'une, comprenant toute la partie nord de l'Europe orientale et de l'Asie jusqu'au Kamtchatka, peut être décrite sommairement comme une terre de forêts traversée par beaucoup de rivières et de fleuves, renfermant de nombreux lacs et marais ; l'autre, s'étendant vers le sud jusqu'à la mer Noire, vers l'est bien avant dans l'Asie centrale, est formée pour la plus grande partie par ce que les Russes nomment « la steppe » et que les Américains appelleraient « les prairies ».

Chacune de ces deux régions présentait à la colonisation des attrait particuliers et des obstacles spéciaux. Eu égard à la facilité de cultiver les céréales, la région

sud était décidément préférable. Dans le nord, le sol possédait peu de fertilité naturelle, était couvert d'épaisses forêts : si bien qu'il fallait consacrer beaucoup de temps et de travail à pratiquer une éclaircie avant de semer le grain (1). Dans le sud, au contraire, le colon n'avait point d'arbres à abattre, point de clairières à créer. La nature avait déblayé pour lui le sol et lui fournissait une terre noire et riche d'une fertilité merveilleuse, qui n'a pas encore été épuisée jusqu'ici par des siècles de culture. Pourquoi donc, alors, le paysan préférait-il souvent les forêts du nord à la steppe fertile, où la terre était déjà toute préparée ?

Il existait à cette contradiction apparente une raison bonne et valable. Le Moughik n'éprouvait, même au bon vieux temps, aucun amour passionné pour le travail en lui-même, et n'était nullement insensible aux facilités que la steppe offrait à l'agriculture. Mais il ne pouvait envisager le sujet exclusivement au point de vue agricole. Il lui fallait prendre en considération la faune aussi bien que la flore des deux régions. En tête de la faune des forêts du nord se trouvaient les tribus finnoises, pacifiques et laborieuses, peu disposées à molester les colons qui ne se montraient pas agressifs ; sur la steppe vivaient les hordes nomades rapaces, toujours prêtes à attaquer, piller et emmener comme esclaves les agriculteurs paisibles. Ces faits, aussi bien que les conditions agricoles, étaient connus des futurs colons, et cela influa sur leur choix de nouveaux foyers. Bien que généralement hardis et fatalistes à un haut degré, ils ne pouvaient être entièrement insoucients des dangers de la steppe ; et beaucoup préférèrent affronter la rude besogne de la région des forêts.

Ces différences dans le caractère et dans la population

1. La façon d'opérer a déjà été décrite ; voir plus haut, vol. I. p. 159.

des deux régions déterminèrent le caractère de la colonisation. Bien que celle des régions septentrionales ne s'effectuât point sans effusion de sang, elle fut, dans son ensemble, paisible, et, par conséquent, attira peu l'attention des chroniqueurs contemporains. La colonisation de la steppe, au contraire, nécessita l'aide des Cosaques et forme, comme je l'ai déjà montré, l'une des pages les plus sanglantes de l'histoire européenne.

Nous voyons par là que la marche de l'expansion vers le nord, l'est et le sud peut être définie : un mouvement spontané de la population agricole. Cependant, il faut admettre que ce serait n'envisager le phénomène qu'imparfaitement et d'un seul côté. Bien que l'initiative vînt incontestablement du peuple, le Gouvernement joua un rôle important dans le mouvement.

Aux temps primitifs où la Russie était seulement une agglomération de principautés indépendantes, les princes avaient le devoir moral et politique de protéger leurs sujets; cette obligation coïncida admirablement avec leur désir naturel d'étendre leurs possessions. Quand les Grands Princes de Moscovie, au quinzième siècle, réunirent les nombreuses principautés et se proclamèrent Czars, ils acceptèrent cette obligation pour le pays tout entier et conçurent beaucoup de vastes projets d'agrandissement territorial. Vers le nord et le nord-est, aucun effort énergique n'était nécessaire. La République de Novgorod prit aisément possession de la Russie septentrionale jusqu'aux monts Ourals, et la Sibérie fut subjuguée par une petite bande de Cosaques, sans l'autorisation de Moscou, si bien que les Czars n'eurent qu'à annexer le territoire déjà conquis. Dans la région méridionale, le rôle joué par le Gouvernement fut très-différent. La population agricole avait besoin d'être constamment protégée sur toute l'étendue d'une frontière d'un développement énorme, ouverte de toutes parts aux incursions des tribus nomades. Pour prévenir les razzias, il était nécessaire d'y

entretenir un cordon de troupes ; et ce moyen n'assurait pas toujours une protection efficace aux habitants de cette frontière. Les nomades venaient fréquemment en hordes formidables auxquelles seulement de grandes armées pouvaient résister avec succès ; et souvent même toute la force militaire du pays était insuffisante pour leur tenir tête. Bien des fois, au cours des treizième et quatorzième siècles, des hordes tartares balayèrent la contrée, brûlant les villages et les villes, semant la dévastation partout où elles passaient ; et pendant plus de deux siècles, la Russie dut payer un lourd tribut aux Khans.

Graduellement, les Czars secouèrent ce joug pénible. Ivan le Terrible annexa les trois Khanats du bas Volga : Kazan, Kiptchak, Astrakan, et éloigna ainsi le danger d'une domination étrangère. Mais une protection permanente ne fut pas assurée par là aux provinces éloignées. Les tribus nomades vivant près de la frontière continuèrent leurs razzias ; et dans les marchés à esclaves de la Crimée, la marchandise vivante était fournie par la Russie et la Pologne.

Pour protéger une frontière ouverte contre les incursions de tribus nomades, trois méthodes sont applicables : la construction d'une grande muraille, l'établissement d'un fort cordon de troupes, l'asservissement permanent des maraudeurs. Le premier de ces expédients, adopté par les Romains en Bretagne et par les Chinois pour leur frontière nord-ouest, est énormément coûteux et absolument impraticable dans un pays comme la Russie ; le second fut sans cesse tenté et toujours se trouva être insuffisant ; le troisième seul est à la fois possible et efficace. Bien que le Gouvernement ait depuis longtemps reconnu que l'annexion de steppes nues et maigrement peuplées est un fardeau plutôt qu'un avantage, il a été contraint de continuer ces annexions pour sa propre défense.

En raison de cette part active que le Gouvernement

prit à l'extension du territoire, la marche de l'expansion politique devança parfois de beaucoup la colonisation. Par exemple, après les guerres turques du temps de Catherine II et les annexions qui en furent la conséquence, une grande partie de la Russie méridionale était encore à peu près inhabitée; il fallut pourvoir à cette insuffisance, comme nous l'avons vu, par une émigration organisée. Aujourd'hui, dans les provinces asiatiques, il existe encore d'immenses étendues de terres désertes, dont quelques-unes payeraient richement le travail du colon.

Si maintenant nous passons de l'Orient à l'Occident, nous trouverons que l'expansion dans cette direction fut d'une sorte entièrement différente. La contrée située à l'ouest des établissements russo-slaves primitifs avait un sol pauvre et une population comparativement dense; elle n'offrait donc aucun attrait à l'émigration. En outre, elle était habitée par des races agricoles belliqueuses, non-seulement capables de défendre leur propre territoire, mais même fortement disposées à empiéter sur celui de leurs voisins orientaux. L'expansion russe vers l'ouest fut donc, par conséquent, non pas un mouvement spontané de la population agricole, mais l'œuvre du Gouvernement agissant lentement et laborieusement à l'aide de la diplomatie et des forces militaires; elle avait, néanmoins, une certaine raison d'être historique.

La Russie ne se fut pas plutôt affranchie, au quinzième siècle, de la domination tartare, que son indépendance nationale et même son existence comme Etat furent menacées du côté de l'ouest. Ses voisins occidentaux étaient, comme elle-même, animés de cette tendance à l'expansion illimitée que j'ai décrite ci-dessus; et à une certaine époque on put avec raison se demander qui posséderait, à la fin, ces vastes plaines connues aujourd'hui sous le nom d'Empire russe. Les

principaux compétiteurs étaient les Czars de Moscovie et les rois de Pologne. Pendant un certain temps ces derniers semblèrent avoir les meilleures chances. Plus rapprochés de l'Europe occidentale et entretenant avec elle des rapports intimes, ils avaient pu adopter beaucoup des progrès qui avaient été faits récemment dans l'art de la guerre, et ils possédaient déjà la riche vallée du Dniéper. Une fois, avec l'aide des Francs-Cosaques, ils réussirent à envahir toute la Moscovie, et le fils d'un roi de Pologne fut élu Czar dans Moscou. En tentant d'arriver à leurs fins d'une façon trop hâtée et sans se soucier de rien, ils soulevèrent un orage de fanatisme religieux et patriotique qui bientôt les chassa de leurs possessions nouvellement acquises ; mais le pays resta dans une position très-précaire, et ses dominateurs les plus intelligents se rendirent nettement compte que, pour continuer la lutte avec succès, ils devaient importer quelque chose de cette civilisation occidentale qui donnait un tel avantage à leurs adversaires. En 1553, un navigateur anglais cherchant une route plus courte pour aller en Chine et aux Indes avait par hasard découvert le port d'Arkhangel sur la mer Blanche, et depuis cette époque les Czars avaient entretenu avec l'Angleterre des relations commerciales et diplomatiques intermittentes. Mais cette route était en tout temps fatigante, dangereuse ; et pendant une grande partie de l'année elle était fermée par les glaces. En présence de ces difficultés, les Czars essayèrent d'importer des « artisans étrangers adroits » par voie de la Baltique ; mais leurs efforts furent frustrés par l'Ordre livonien, qui possédait à cette époque la côte est et estimait, comme certain peuple prudent fixé sur la côte occidentale d'Afrique à notre époque, que les indigènes barbares de l'intérieur ne doivent pas être approvisionnés d'armes et de munitions. Toutes les autres routes conduisant vers l'Ouest traversaient également le territoire de rivaux qui pouvaient à tout moment devenir des

ennemis avoués. Dans ces circonstances les Czars désiraient naturellement briser, renverser, les barrières qui les emprisonnaient, et l'acquisition de la côte est de la Baltique devint l'une des visées principales de la politique étrangère de la Russie.

Après la Pologne, le plus formidable rival de la Russie était la Suède. Cette puissance s'était annexé de bonne heure une grande quantité de territoire à l'est de la Baltique, — comprenant les bouches de la Néva, où s'élève maintenant Saint-Pétersbourg, — et avait nourri longtemps des projets ambitieux de conquête. Dans les « temps troublés », quand les Polonais inondèrent le pays, elle envahit la Moscovie par le nord-ouest, comptant sur une part du butin. Les efforts bien connus de l'excentrique Charles XII dans la même direction n'ont pas besoin d'être relatés ici.

Comparée à ces deux rivaux, la Russie était faible en tout ce qui concernait l'art de la guerre ; mais elle possédait deux avantages immenses : une très-nombreuse population, un gouvernement fort et stable qui pouvait concentrer les forces nationales pour n'importe quel objet défini. Ce qu'il lui fallait pour réussir dans la compétition était une armée sur le modèle européen. Pierre le Grand créa cette armée et gagna le prix. A partir de cette époque le démembrement politique de la Pologne marcha rapidement ; et quand ce malheureux pays tomba en pièces, la Russie prit naturellement pour elle la part du lion dans le butin. La Suède, aussi, en arriva graduellement à l'insignifiance politique et perdit peu à peu toutes ses possessions trans-Baltiques. La dernière — le grand-duché de Finlande, qui s'étend du golfe de ce nom à l'océan Polaire, — fut cédée à la Russie lors de la paix de Friederichshamm, en 1809.

L'étendue territoriale de toutes ces acquisitions sera mieux appréciée sous forme de tableau statistique. Celui qui suit donne la marche de l'expansion depuis

l'époque où Ivan III réunit les principautés indépendantes et secoua le joug tartare, jusqu'à l'avènement de Pierre le Grand en 1682.

Le Czarat de Moscovie contenait environ :

	Milles carrés anglais.
En 1505.	784.000
En 1533.	996.000
En 1584.	2.650.000
En 1598.	3.328.000
En 1676.	5.448.000
En 1682.	5.618.000

Sur ces 5.618.000 milles carrés anglais, environ 1.696.000 se trouvaient en Europe et environ 3.922.000 en Asie. Pierre le Grand, bien que fameux comme conquérant, n'annexa pas autant de territoire que beaucoup de ses prédécesseurs et successeurs. A sa mort, en 1725, l'Empire russe contenait, en nombres ronds, 1.738.000 milles carrés en Europe et 4.092.000 en Asie. Le tableau ci-après montre l'expansion subséquente :

L'Empire russe contenait environ :

	En Europe et dans le Caucase.	En Asie.
En 1725.	1.738.000	4.092.000
En 1770.	1.780.000	4.452.000
En 1800.	2.014.000	4.452.000
En 1825.	2.226.000	4.452.000
En 1855.	2.261.250	5.194.000
En 1867.	2.267.360	5.267.560

Dans ce tableau n'est pas inclus le territoire situé au nord-ouest de l'Amérique, — contenant environ 513.250 milles carrés anglais, — qui fut annexé à la Russie en 1799 et cédé aux États-Unis en 1867. Quant à l'étendue de celui récemment acquis dans l'Asie centrale, je ne

possède à ce sujet aucunes données statistiques certaines (1).

Quand une fois la Russie s'est emparée d'un territoire, elle ne le lâche pas volontiers. Pourtant, depuis la mort de Pierre le Grand, elle a dans quatre occasions renoncé à des territoires conquis. En 1729, elle céda à la Perse Mazanderan, Astrabad, et en 1735 une grande partie du Caucase; en 1856, par le traité de Paris, elle rendit les bouches du Danube et une partie de la Bessarabie; et en 1867 elle vendit aux États-Unis sa possession américaine. On doit peut-être ajouter à cela la bande de territoire qu'elle a tout récemment conquise sur le Khan de Khiva et transmise à Bokhara.

L'accroissement de la population — dû en partie aux acquisitions territoriales, — depuis 1722, époque à laquelle le premier recensement fut opéré, a suivi la marche ci-après :

L'empire contenait environ :

	Habitants.
En 1722	14.000.000
En 1742	16.000.000
En 1762	19.000.000
En 1782	28.000.000
En 1796	36.000.000
En 1812	41.000.000
En 1815	45.000.000
En 1835	60.000.000
En 1851	68.000.000
En 1858	74.000.000

La puissance d'expansion de la Russie a toujours été beaucoup plus grande que son pouvoir de s'assimiler les

1. Les chiffres ci-dessus sont empruntés à Obrutcheff, *Voenno-Statistitcheski Sbornik*, Saint-Petersbourg, 1871.

populations annexées. En s'annexant les provinces Baltiques, la Pologne, la Finlande, elle leur a laissé une très-grande somme d'autonomie administrative. Aujourd'hui encore la Finlande a des fonctionnaires, des monnaies, des douanes, qui lui sont propres; et les Russes y forment moins de deux pour cent des habitants. Même dans les provinces qui ne possèdent aucune autonomie administrative spéciale, la population, comme je l'ai déjà montré dans de précédents chapitres, est très-hétérogène. Partout où les Russes et la race étrangère se trouvent à des degrés différents de développement économique: par exemple, quand les uns sont agriculteurs et que les autres mènent une vie pastorale, aucun amalgame n'a lieu. Là où n'existent nuls obstacles économiques semblables, la religion forme souvent une barrière également efficace. Les tribus qui n'ont pas de religion plus élevée qu'un polythéisme grossier deviennent aisément orthodoxes et russes; mais les mahométans, les catholiques romains, les protestants, ne deviennent jamais Russes dans le sens complet du terme. Nous trouvons ainsi parmi les sujets du Czar un grand nombre de nationalités distinctes, vivant souvent dans le voisinage immédiat l'une de l'autre. Sans mentionner les nombreuses tribus touraniennes, nous pouvons dire que le Russe allemand, le Polonais, le Finlandais, le Géorgien, l'Arménien, diffèrent autant entre eux que le Français, l'Allemand, l'Italien et l'Anglais.

Pendant ces dernières années, des tentatives ont été faites pour accélérer la marche de l'assimilation en abolissant les administrations locales particulières et les privilèges spéciaux, en introduisant un système général de service militaire, en faisant de la langue russe le langage officiel dans toutes les parties de l'Empire, ainsi que par quelques faibles essais de propagande religieuse et autres moyens semblables. Il serait hasardeux d'exprimer une opinion sur le succès ou l'échec définitifs de ces me-

sures, qui produisent à l'heure qu'il est beaucoup de mécontentement. La tendance, néanmoins, est en elle-même intéressante, et l'esprit qui la suggère et la développe est digne d'attention. Chez beaucoup de gens il procède simplement d'un sentiment patriotique d'hostilité à l'influence étrangère, spécialement celle allemande : ce que certains philosophes politiques appellent « une protestation de la conscience nationale récemment éveillée » contre les privilèges qui étaient jadis accordés aux étrangers de toute sorte. Chez quelques-uns, cet esprit a un caractère très-différent. Ceux-là pensent que les idées qui eurent la vogue au moment de l'émancipation devraient être immédiatement appliquées aux provinces reculées : le système du *laissez-faire* ne serait plus désormais toléré ; les paysans recevraient de la terre, jouiraient du self-gouvernement communal et seraient affranchis de l'influence des propriétaires terriens ; les artisans seraient protégés contre l'oppression et la rapacité des capitalistes ; et toute autorité vague, traditionnelle, serait remplacée par un système d'administration en accord avec la science administrative telle qu'on l'enseigne dans les Universités.

Les administrateurs en théorie qui constituent la nouvelle école comparent souvent leurs vues avec la politique de l'Angleterre.

« Vous autres Anglais, — disent-ils, — vous êtes d'incurables aristocrates, encore imbus de principes féodaux surannés. Vous vous glorifiez de ce que vous appelez égalité devant la loi ; mais votre égalité est d'une sorte qui conduit à l'inégalité de la pire espèce, et permet l'oppression la plus lourde, la plus grossière, aussi longtemps que l'oppresseur respecte certaines formalités légales. Dans la compétition illimitée que vous créez et protégez, les faibles doivent, bien entendu, « aller au mur » et être exploités par les forts. Sentiments aristocratiques et amour de la liberté individuelle : tels sont chez vous les

principes fondamentaux de la vie politique ; et naturellement vous les appliquez dans tous les pays que vous soumettez à votre pouvoir. Nous autres Russes, au contraire, nous sommes des démocrates de bon aloi, et les représentants des idées modernes. Nous pensons que l'égalité légale dans votre sens du terme ne suffit point, et que la loi doit lutter contre l'inégalité sociale. Le féodalisme sous toutes ses formes est ce que nous abhorrons spécialement, et nous abolissons sans pitié, là où nous le trouvons, tout ce qui y a rapport. D'où résulte une profonde différence entre les politiques russe et anglaise en ce qui concerne les provinces annexées. Partout l'Angleterre, mue par son respect pour l'autorité féodale, forge à nouveau les chaînes qui lient la population rurale ; la Russie, au contraire, brise ces fers et apporte la liberté aux paysans opprimés. C'est pourquoi si jamais les destinées de la Russie l'amènent dans un pays organisé d'après les principes anglais, elle y sera saluée comme une libératrice par la majorité des classes inférieures. » On peut considérer cette dernière remarque comme adressée aux administrateurs de notre Empire indien.

L'idée que la « libre Angleterre » soit un oppresseur, et que la « Russie despotique » puisse apparaître comme l'apôtre de la liberté, semblera à beaucoup de gens très-paradoxe et fort absurde ; mais je ne suis pas préparé à dire qu'elle ne contient point un certain petit élément de vérité. Les conceptions de liberté et de justice ne sont pas exemptes de la loi universelle du changement. Le temps n'est peut-être pas très-éloigné où les notions traditionnelles des Whigs sur la liberté et la réforme démocratique sembleront étrangement insuffisantes ; et même les idées libérales actuelles peuvent en arriver un jour à être regardées comme quelque peu superficielles. Quoi qu'il en puisse advenir, il est certain que les paysans russes ont lieu de se féliciter d'avoir été émancipés par l'autocrate de leur pays et non par une Cham-

bre des Communes britannique; et il est également certain que dans quelques-unes des provinces annexées, les classes inférieures jouissent de certains avantages qu'elles ne posséderaient pas sous la domination anglaise. Les défauts les plus sérieux de l'administration russe dans les provinces conquises se trouvent, non dans la politique adoptée par le Gouvernement, mais dans les instruments employés à sa mise à exécution. Il existe peut-être trop de Tchinovniks en Russie; mais les fonctionnaires les plus intelligents, les plus honnêtes, n'aiment pas être bannis dans des régions reculées, et trouvent aisément un emploi plus près du centre de l'empire. La conséquence de cela est que l'administration des provinces éloignées est, dans une grande mesure, confiée à des gens peu habiles ou dont la réputation est ternie; et nous pouvons aisément comprendre pourquoi la Finlande et les provinces Baltiques protestent contre une invasion d'administrateurs semblables, et défendent obstinément les restes d'autonomie locale qu'elles possèdent encore. Sous ce rapport, la Russie devrait prendre leçon des Allemands, qui ont envoyé leurs meilleurs fonctionnaires en Alsace et en Lorraine.

Voici pour le passé. Comme résumé, nous pouvons dire que si nous avons compris, en la lisant et l'étudiant, l'histoire russe, les principaux motifs d'expansion ont été la colonisation spontanée, l'instinct de défense personnelle, — spécialement contre les tribus nomades, — et de hautes visées politiques : telles que le désir d'atteindre et posséder les côtes maritimes; et que la marche a été grandement facilitée par la situation géographique particulière du pays et la forme autocratique du Gouvernement. Avant de passer au futur, je dois peut-être dire quelques mots de deux causes additionnelles d'expansion, dont l'une s'évanouit graduellement tandis que l'autre commence seulement à se faire sentir: je veux parler de la soif ridicule d'agrandissement territorial

pour l'agrandissement lui-même, et de l'idée de favoriser par là les intérêts commerciaux de la nation.

Les Russes, comme les autres nations, ne sont pas exempts de cette convoitise niaise d'acquisitions territoriales sans aucun égard aux avantages réels qu'elles peuvent produire. L'idée de posséder, par exemple, l'Inde avec ses millions d'habitants dépassant de beaucoup la population actuelle de tout l'empire russe, a un charme séduisant pour quelques politiciens amateurs qui aiment à bâtir des martingales ; et peut-être existe-t-il quelques personnes à l'imagination vive qui pensent qu'annexer l'Asie tout entière serait encore une plus grande chose. Mais ces rêves insensés et les discours ridicules qu'ils déterminent quelquefois ne méritent pas une attention sérieuse. Les gens qui ne prennent aucune part à la vie politique sont toujours enclins à s'abandonner à des rêves y ayant trait ; mais ils s'éveillent tout de suite dès que le fardeau de la responsabilité est placé sur leurs épaules. Nul homme possédant une influence officielle ne s'abandonne à des fantaisies désordonnées de cette espèce. Tous les Russes sérieux en sont arrivés à s'apercevoir que l'étendue du territoire n'est nullement synonyme de la grandeur nationale dans le véritable sens du terme ; et que les acquisitions de territoire sont souvent une charge plutôt qu'un avantage.

Quant à l'idée de favoriser les intérêts commerciaux de la nation, il faut admettre que c'est un motif plus sérieux et dont la force est susceptible de s'accroître plutôt que de diminuer. La Russie aspire maintenant à devenir une grande nation industrielle et commerciale ; et elle croit qu'à l'aide de ses vastes ressources naturelles, du caractère entreprenant de son peuple, elle réussira à réaliser cette aspiration. Comme les Anglais peuvent ne pas se rendre compte, au premier coup d'œil, du rapport existant entre elle et l'expansion territoriale, il est bon d'expliquer les idées des Russes à ce sujet.

La Grande-Bretagne est aujourd'hui dans la situation d'un manufacturier prospère qui a devancé ses rivaux et éveillé chez eux beaucoup de jalousie et d'envie. Pour justifier ces sentiments, une théorie économique particulière a été inventée. L'Angleterre, dit-on, est devenue par sa politique d'exploitation la grande sangsue des nations moins avancées. N'ayant aucune raison de craindre la concurrence, elle défend les principes insidieux du libre-échange et inonde les pays étrangers de ses articles manufacturés : cela en de telles proportions que les industries indigènes sont inévitablement accablées, ruinées. Dans la fierté de leurs cœurs, les manufacturiers et négociants de Manchester et Londres peuvent s'écrier, se servant des paroles affectées, prétentieuses, du vieux poète Waller :

L'or, bien que le plus lourd des métaux, ici nage ;
Nous faisons la moisson là où les Indiens fauchent,
Nous labourons l'abîme et récoltons où d'autres sèment.

Toutes les nations payent ainsi tribut à l'Angleterre. Mais cela ne peut pas toujours durer. Les sophismes du libre-échange ont été découverts, réfutés ; et les nations ont trouvé dans le pouvoir bienfaisant des tarifs protecteurs un moyen d'échapper à l'esclavage britannique.

Dans aucun pays ces idées ne sont plus fréquemment exprimées qu'en Russie ; et elles ont produit là un résultat quelque peu illogique, mais très-naturel. Comme ces politiciens ultra-libéraux qui, se trouvant dans l'opposition, attaquent systématiquement toutes restrictions à la liberté de la presse, et adoptent, systématiquement aussi, ces mêmes restrictions pour leur propre avantage quand ils arrivent au pouvoir ; de même les Russes attaquent d'habitude, à l'aide d'une rhétorique passionnée, notre suprématie industrielle et commerciale, et en même temps cherchent à rivaliser avec elle.

Les moyens qu'ils emploient sont, néanmoins, différents des nôtres. Sachant qu'une libre concurrence les mènerait inévitablement à la défaite, ils élèvent, partout où s'étend leur domination, une ligne de fortifications commerciales sous forme de bureaux de douanes : ligne fortifiée que les marchandises manufacturées étrangères ont beaucoup de peine à franchir. Par ce moyen, ils protègent les populations qu'ils ont récemment « adoptées » contre « l'exploitation sans cœur » de Manchester et Birmingham, et les confient à la merci des manufacturiers de Moscou et de Saint-Petersbourg. L'influence économique de Moscou, qui vend cher, est de façon ou d'autre infiniment moins nuisible, moins pesante, que celle de Manchester, qui vend bon marché (1).

Si fausses que puissent être ces vues, il est à peu près certain que la Russie n'abolira pas de sitôt son système protecteur ; et par conséquent nous devons, en tâchant d'évaluer ses tendances expansives, prendre en considération son désir de favoriser, « pousser », ses intérêts commerciaux. Comme son industrie est encore insuffisante à fournir à ses besoins actuels, elle ne s'annexera certainement pas, pour le moment du moins, de nouveaux territoires dans le simple but de s'y créer de nouveaux marchés ; mais même à présent, partout où elle se trouve avoir d'autres raisons pour élargir ses frontières, l'idée d'acquérir des avantages commerciaux peut agir comme stimulant subsidiaire. Nous en avons vu récemment un exemple dans l'affaire de Khiva. Si le Khan avait consciencieusement rempli ses obligations

1. Il n'est que loyal de constater que beaucoup de Russes ne partagent pas cette opinion ; et que plusieurs sont libres-échangistes avoués. Parmi ces derniers, je puis citer M. Bezobrazof, l'économiste, et le rédacteur en chef de la *Gazette de Moscou* : M. Katkoff, que les journaux anglais supposent souvent, à tort, être animé d'une haine fanatique et permanente contre l'Angleterre.

internationales, l'expédition n'aurait point été entreprise; mais quand elle eut réussi, certaines clauses dans la convention montrèrent que les intérêts commerciaux n'étaient point oubliés.

Ayant ainsi analysé la tendance expansive de la Russie, efforçons-nous maintenant de déterminer comment les éléments variés dont elle se compose agiront probablement dans l'avenir. Dans cet examen, il est bon de commencer par les parties les plus simples du problème et de s'avancer graduellement vers les plus complexes.

Vers le nord et vers l'ouest, l'histoire de l'expansion russe peut être considérée comme close. Au nord, toute marche en avant est physiquement impossible jusqu'à ce que de nouvelles terres habitables soient découvertes dans les régions polaires; et à l'ouest elle est à peu près aussi improbable. Par la conquête de la Finlande en 1809, la Russie a obtenu ce qui peut être appelé sa frontière naturelle au nord-ouest, et on aurait peine à concevoir qu'elle voulût s'annexer tout ou partie des rochers stériles qui forment la Scandinavie du nord. Dans la direction de l'Allemagne, les annexions ne sont ni à souhaiter ni possibles. La Russie ne peut raisonnablement pas désirer avoir sur sa frontière occidentale une population allemande mécontente, hostile; et si elle concevait un tel désir elle ne pourrait le réaliser, car l'Allemagne est assez forte pour défendre son propre territoire.

Vers l'est et le sud-est, le problème n'est pas aussi simple. La vente récente de ses possessions américaines peut être acceptée comme une preuve concluante que la Russie a sagement pris la détermination de rester de ce côté du détroit de Behring; et bien que, peut-être, elle puisse convoiter certaines îles appartenant au groupe japonais, il y a peu de chances pour qu'elle les obtienne. Elle a récemment, il est vrai, annexé Sagalien (Sakhalin), qui est situé près du bassin de l'Amour et appartenait

jadis au Japon ; mais cette acquisition ne lui est utile que comme lieu de déportation, et toute marche en avant dans cette direction pourrait être aisément arrêtée, si cela était jugé nécessaire. Un bras de mer, assez profond pour que des vaisseaux cuirassés y naviguent, paralyse là sa puissance d'expansion. Des empiétements sur l'Empire chinois ne pourraient pas être empêchés aussi facilement. Comment et quand auront-ils lieu ? cela dépendra, dans une grande mesure, du gouvernement du Céleste-Empire. La Russie possède déjà près de la frontière chinoise beaucoup plus de territoire qu'elle ne pourra en utiliser pendant bien des années à venir ; et par conséquent elle n'a rien qui l'engage à annexer de nouvelles terres dans cette région, pourvu que les autorités chinoises empêchent leurs sujets de commettre des déprédations. Il peut arriver, cependant, que la Chine soit incapable de remplir ces devoirs de police envers ses voisins ; et, dans ce cas, il n'est pas du tout improbable que la Russie puisse trouver l'annexion moins pénible et moins coûteuse que le maintien d'un fort cordon de troupes. En ce moment même, elle occupe précisément une petite province chinoise et ne peut pas l'évacuer jusqu'à ce que le gouvernement du Céleste-Empire y envoie une force suffisante pour maintenir l'ordre. En calculant le coût de l'annexion, la densité de la population est le facteur principal. Là où la terre est demandée pour la colonisation agricole, la tendance à empiéter est toujours, *cæteris paribus*, en raison inverse de la densité de la population sur le territoire convoité ; car là où les habitants indigènes sont rares le sol n'est pas épuisé, et il y a plus de place pour les colons. Mais là où la terre n'est pas recherchée dans ce but, comme sur la frontière chinoise, la tendance à annexer une nouvelle province est toujours en proportion directe de la densité de sa population. Un territoire inhabité que la colonisation ne requiert pas est simplement un fardeau, car il nécessite des dépenses et ne donne

aucun revenu ; tandis que celui garni d'une population suffisamment dense fournit de nouveaux contribuables, de nouveaux marchés pour l'industrie nationale, et par là rembourse et au delà les dépenses d'administration. Donc, si nous possédions des renseignements topographiques exacts et des données statistiques complètes, nous pourrions à peu près réduire les tendances expansives de la Russie en Asie centrale à une simple question d'arithmétique.

Nous arrivons maintenant à une partie du problème qui nous touche de beaucoup plus près que ne le fait l'Empire chinois : la marche en avant de la Russie dans la direction de l'*Hindoo Koosh* et de l'Afghanistan. Ma connaissance de cette partie du monde n'est pas suffisante pour me permettre d'entrer dans les détails de la question ; mais je puis indiquer brièvement les principes généraux sur lesquels ceux qui sont mieux renseignés doivent baser leurs calculs.

La marche en avant de la Russie dans cette direction est attribuée d'habitude à son appétit insatiable, omnivore, de nouveaux territoires ; et à des desseins secrets contre notre Empire indien. Beaucoup de gens s'imaginent que le Czar peut dire, un jour quelconque, à son Ministre : « Tu iras jusque là et pas plus loin » ; et que toutes difficultés seront ainsi résolues d'une façon satisfaisante. Les personnes qui se considèrent comme mieux informées n'admettent pas cette théorie et en adoptent une beaucoup plus ingénieuse. Le Czar actuel, disent-ils, n'est pas un homme ambitieux et n'a aucun désir de conquérir l'Inde. Sous ce rapport, elles ont raison ; mais étant incapables de secouer entièrement leurs préjugés traditionnels, elles font un compromis. De même qu'un certain mauvais esprit, expulsé d'une créature humaine, entra dans un troupeau de porcs et le fit se précipiter à la mer ; de même le démon de la convoitise territoriale, expulsé de chez l'auguste possesseur du trône,

est, suppose-t-on, entré comme pis-aller dans les officiers russes en Turkestan, et les entraîne sans merci à travers la steppe inhospitalière qui sépare la frontière russe de la frontière britannique. Bien que tout disposés à payer un juste tribut de respect à Alexandre II, ces théoriciens ne veulent pas qu'on leur dérobe leur démon, et refusent de sacrifier cette vieille et ancienne connaissance sur l'autel des causes naturelles.

Qu'un certain nombre des officiers russes en Turkestan désire constamment la guerre comme une surexcitation agréable et un moyen d'avancement: cela est très-probable; que quelques-uns d'entre eux soient enclins à dépasser leurs instructions, comme le général Tchernaeff le fit dans une occasion mémorable: il ne peut y avoir à ce sujet le moindre doute; mais que ces hommes désobéissent systématiquement à leurs supérieurs et puissent forcer le Gouvernement, contre sa volonté et ses intérêts, à annexer de nouveaux territoires: cela ne peut être admis un seul instant par quiconque connaît un peu la Russie. Quoique le pouvoir autocratique soit loin d'être pratiquement omnipotent dans les détails d'administration, il est bien assez fort pour empêcher des officiers d'annexer de nouvelles provinces, à moins qu'ils n'aient de très-puissantes raisons pour agir ainsi. Ces raisons sont celles que j'ai signalées.

Le long de la plus grande partie de la frontière asiatique, le vieux dilemme: Doit-on la protéger par un cordon de troupes ou par l'annexion? se pose toujours. Les difficultés et les vices du système non agressif ont pu être appréciées, dans des temps relativement récents, sur la grande plaine au nord du Caucase. Je choisis cet exemple, parce que je me trouve en connaître quelque peu les détails et ai entendu le témoignage des deux parties engagées dans la lutte. Les Circassiens et les Kabardintsi estimaient que faire des razzias sur la population russe au delà de la frontière était non-seulement

un acte légitime, mais même très-méritoire : juste comme les *Highlanders* d'Écosse, autrefois, étaient très-fiers de leurs expéditions pour voler du bétail. Pour repousser ces razzias, le gouvernement russe créa une ligne de *stanitsas* cosaques qui s'étendait de la mer d'Azof à la Caspienne. Ce mode de défense était à la fois coûteux et inefficace. En dépit de toutes les précautions, des bandes de maraudeurs se glissaient inaperçues ou pénétraient violemment à travers la ligne, et réussissaient souvent à emporter une grande quantité de butin. Après bien des années d'expérience, les Russes en arrivèrent à la conclusion que le seul moyen efficace de prévenir ces incursions était de conquérir les tribus adonnées à la maraude, et de les soumettre à une stricte surveillance administrative. Ce fait est instructif. Si le système de colonies militaires a été reconnu dispendieux et insuffisant dans une contrée bien arrosée et extrêmement fertile comme les bassins du Kuban et du Terek, nous pouvons aisément imaginer combien il devrait être peu satisfaisant en Asie centrale, où la frontière est incomparablement plus développée et en beaucoup d'endroits absolument impropre à la colonisation agricole. Le bruit circule déjà qu'il sera bientôt nécessaire d'entreprendre la pacification permanente des Turcomans.

S'il est vrai, comme je le crois, que les tribus pillardes ne peuvent être contraintes à rester en paix que si elles savent qu'on peut les attaquer et les punir sur leur propre territoire, et qu'il n'existe aucun asile où les maraudeurs puissent fuir ; alors il s'ensuit que l'idée d'une zone neutre entre les frontières russe et britannique ne pourrait pas être acceptée un seul instant, à moins qu'il ne fût possible de trouver une zone large et inhabitable qui remplirait le même but que la grande muraille de la Chine. Si ladite zone intermédiaire est habitable, elle deviendra inévitablement un asile pour tous les voleurs et gens sans foi ni loi dans un rayon de plusieurs cen-

taines de milles ; et l'on ne peut raisonnablement espérer qu'aucune puissance civilisée acceptera de tels voisins. Si une telle zone avait été établie, la Russie eût pu, avec juste raison, dire à l'Angleterre : « Je me refuse à avoir, à ma porte, ce refuge à coquins ; vous devez assurer l'ordre parmi ses habitants ou m'autoriser à le faire ».

« Mais où alors, demandent les Russophobes alarmés, doit s'arrêter l'agression de la Russie ? Devons-nous la laisser pousser en avant sa frontière jusqu'à la nôtre et nous exposer par là au danger des conflits qui surgissent inévitablement entre nations possédant des territoires contigus ? » Je réponds à cela que la Russie doit pousser sa frontière en avant jusqu'à ce qu'elle atteigne un pays possédant un gouvernement capable de et décidé à maintenir l'ordre dans ses limites et empêcher ses sujets de commettre des déprédations au préjudice de leurs voisins. Comme aucun des petits États de l'Asie centrale ne semble en état de remplir cette condition d'une façon permanente, il est à peu près certain que les frontières russe et britannique se rencontreront un jour. Où se rejoindront-elles ? Cela dépend de nous. Si nous ne voulons pas que notre rivale dépasse une certaine limite, nous devons nous-mêmes avancer jusque là. Pour ce qui est des complications et des difficultés qui surgissent inévitablement entre nations contiguës, je crois qu'elles sont moins nombreuses, moins à craindre, que celles qui naissent entre nations séparées l'une de l'autre par un petit État qui est incapable de faire respecter sa neutralité, et dont l'existence n'est maintenue que par la jalousie mutuelle de puissances rivales. L'Allemagne ne fait pas périodiquement la guerre à la Hollande ou à la Russie, bien qu'elle ne soit séparée d'elles que par une frontière purement artificielle ; tandis que la France et l'Autriche n'ont jamais été empêchées de se faire la guerre l'une à l'autre par le large territoire qui les sépare. La vieille théorie que les grandes puissances assureront

mieux la paix entre elles en y interposant de petits États indépendants est depuis longtemps condamnée; et même si elle était vraie, elle serait inapplicable au cas que nous examinons, car il n'existe rien qui soit digne d'être appelé un État indépendant entre le territoire russe et l'Inde britannique.

Bien entendu, il est tout à fait possible, que notre frontière soit ou non contiguë à la sienne, que la Russie puisse un jour, dans le cas d'hostilités, opérer une diversion vers l'Inde et nous causer ainsi des ennuis considérables. Nous devons certainement avoir cette hypothèse présente à l'esprit; mais elle ne justifie pas les paniques ridicules qui se produisent, à l'occasion, dans l'opinion publique anglaise concernant la sûreté de nos possessions asiatiques. Dans toute attaque qui pourrait avoir lieu notre situation serait, au point de vue militaire, si incomparablement supérieure à celle de notre antagoniste que, si nous ne pouvions repousser l'invasion, nous n'aurions plus désormais aucun droit de tenir l'Inde. « Mais les populations indigènes ! disent les alarmistes, elles se lèveraient en masse contre nous ! » Si cette sinistre prédiction a une base quelconque, elle confirme ce que je viens de dire. Si les populations indigènes sont si désaffectionnées, il s'ensuit que notre influence civilisatrice si vantée n'est qu'un grand mot pour désigner la domination par la terreur; et nous devons immédiatement améliorer notre système d'administration. A cela l'Anglo-Indien russophobe répondra peut-être que notre administration est admirable; mais que, si bonne qu'elle soit, elle ne peut lutter contre l'influence étrangère insidieuse. Il est difficile de croire une telle assertion; mais, si elle est vraie par rapport à nos sujets indiens, elle l'est probablement aussi concernant les populations indigènes au-delà de la frontière, et nous pouvons dire, en employant l'adage des écoliers : « Deux peuvent jouer à ce jeu-là ».

En réalité, nous sommes quelquefois un peu trop modestes en ce qui concerne nos capacités militaires et politiques; et certains organes de notre presse justifient la croyance répandue chez les étrangers que notre richesse a miné notre ancienne énergie morale, que nous sommes devenus vieux et décrépits, qu'il n'y a plus désormais en nous aucun esprit belliqueux. En fait, c'est une erreur. La façon dont nous avons réprimé la dernière insurrection dans l'Inde peut n'être pas une manifestation très-satisfaisante de ce christianisme spécial et de cet esprit humanitaire qui, à ce que nous croyons quelquefois, nous distingue; mais elle fournit une très-bonne preuve que nous possédons encore un grand fonds d'énergie qui peut au besoin être mis en œuvre. Le ciel nous garde de nous abandonner au chauvinisme et à la fanfaronnade ou de négliger, par une foi présomptueuse, les précautions raisonnables nécessaires à la protection de nos intérêts nationaux! Mais n'oublions pas que la perte de notre confiance calme en nous-mêmes serait un malheur presque aussi grave et pourrait nous conduire, dans un moment de panique, à commettre des bévues et même des « atrocités » dont nous serions honteux ensuite.

Partant de l'Indoo Koosh et de l'Afghanistan, et marchant vers l'ouest, nous arrivons à un district où quelques personnes considèrent l'agression russe comme imminente. Je veux parler des provinces septentrionales de la Perse. Comme la Russie exerce déjà une prépondérance incontestée sur la Caspienne, elle peut aisément s'approprier tout territoire voisin de la côte; mais comme elle n'a en ce moment, que je sache, aucune raison pour étendre ses domaines dans cette direction, nous pouvons tout de suite passer à la région sur laquelle les yeux de l'Europe sont en ce moment fixés.

Les tendances agressives des Russes dans la direction de Constantinople sont presque aussi anciennes que leur

nationalité, beaucoup plus que l'Empire russe. Les Slaves russes qui possédèrent la vallée du Dniéper du neuvième au treizième siècle formaient l'une de ces nombreuses tribus frontières que l'Empire byzantin vacillant tenta d'écarter par la diplomatie, de riches présents, et en donnant comme épouses aux chefs importants, à la condition qu'ils devinssent chrétiens, des princesses de la famille impériale. Vladimir, prince de Kief, — maintenant reconnu comme saint par l'Église russe, — accepta le christianisme dans ces conditions, et ses sujets suivirent son exemple. La Russie se trouva ainsi dépendre, au point de vue ecclésiastique, du Patriarcat de Constantinople; et le peuple apprit à regarder la *Tsar-Grad* — c'est-à-dire la cité du Tsar ou de l'Empereur byzantin, — avec une vénération particulière.

Tant que dura la longue domination tartare, pendant que les hordes nomades tenaient la vallée du Dniéper et formaient une barrière entre la Russie et l'Europe méridionale, le peuple russe se rappela la capitale du monde grec-orthodoxe, la vénéra; et au quinzième siècle, elle acquit à ses yeux une signification nouvelle. A cette époque, les positions respectives de Constantinople et Moscou changèrent. La première de ces villes tomba au pouvoir des Turcs; tandis que la seconde secoua le joug des Tartares : les représentants dans le Nord de la race touranienne. Le Grand Prince de Moscou et de toute la Russie devint par là le principal protecteur de l'Église grecque orthodoxe, et en quelque sorte le successeur des Tsars byzantins. Pour fortifier cette prétention, il épousa un membre de l'ancienne famille impériale; et ses successeurs allèrent plus loin dans la même direction en prenant le titre de Czars et inventant une fable dont il résultait que leur aïeul Rurik était un descendant de César-Auguste (1).

1. L'émancipation graduelle de l'Église russe de l'autorité du

Tout cela semblerait à un jurisconsulte ou à un diplomate constituer un titre très-vague, et aucun des monarques russes — excepté peut être Catherine II, qui forma le projet de ressusciter l'Empire byzantin et fit apprendre à l'un de ses petits-fils le grec moderne en vue des éventualités qui pourraient se produire, — ne songea jamais sérieusement à réclamer cet héritage imaginaire ; mais l'idée que les Czars doivent dominer dans Tsar-Grad et que Sainte-Sophie, souillée par les abominations musulmanes, doit être rendue aux orthodoxes, poussa de profondes racines dans l'esprit du peuple russe. Cette idée n'est pas encore complètement éteinte. Quand des troubles sérieux éclatent en Orient, les paysans russes commencent à penser que peut-être le temps est venu où une croisade sera entreprise pour recouvrer la Cité sainte sur le Bosphore, et pour délivrer leurs frères en religion qui gémissent maintenant sous le joug turc. Ceci est l'élément religieux de cette étrange force attractive qui unit la Russie à Constantinople.

Très-différent de cet élément religieux, et cependant souvent mêlé à lui d'une façon inséparable, on en trouve un autre que je nommerai, faute d'une meilleure expression, l'élément ethno-sentimental. Après la chute du premier empire napoléonien, une violente réaction populaire se produisit dans toute l'Europe en faveur de l'indépendance nationale et des institutions républicaines ; et peu après, les découvertes de la philologie comparée, jointes à d'autres influences, suggérèrent à des théoriciens politiques l'idée de grandes confédérations de peuples basées sur la consanguinité ethnologique. Les unités politiques existant en Europe se grouperaient, pensait-on, en trois catégories : latine, teutonique et slave ; et le prin-

patriarche byzantin (voir chapitre XXVII) tendait également au même but.

cipe de la fédération politique, tout en satisfaisant les exigences de l'ethnologie, laisserait aux nations individuelles une somme suffisante d'autonomie locale. Cette théorie éveilla de nouvelles aspirations dans toute l'Europe. Dans l'Ouest elle ne put guère s'emparer de l'esprit public parce que toutes les nations occidentales, à l'exception de l'Italie, jouissaient au moins d'une indépendance nationale et ne connaissaient rien de l'oppression étrangère. Si elles avaient à souffrir d'une tyrannie, ce n'était point celle de l'étranger; et par conséquent les sentiments patriotiques sous leur forme la plus simple ne pouvaient être en jeu. Dans l'Europe du sud-ouest, au contraire, l'effet de la théorie en question fut très-différent. Bien que la grande masse des Slaves ne sût rien des mouvements intellectuels qui agitaient les nations occidentales, il existait parmi elle quelques individus qui s'étaient jetés dans le courant général de la pensée européenne; et par ces hommes les nouvelles idées pénétrèrent dans les pays esclavons. L'effet qu'elles produisirent chez un peuple qui, pendant des générations successives, avait vécu sous une domination étrangère sans oublier son ancienne liberté, peut s'imaginer aisément. Les poètes commencèrent à chanter les malheurs présents et la gloire passée de leur race, et ces paroles passionnées eurent de l'écho dans bien des cœurs.

De l'Esclavonie, qui avait pendant des siècles supporté ses souffrances sans mot dire, monta vers le ciel ce long gémissement lugubre : « Combien de temps, Seigneur, combien de temps encore ? » Le ton en était plaintif, car la conscience d'une servitude humiliante et le souvenir de mille outrages le faisaient trembler; mais sa mélancolie n'était pas sans mélange de consolation, et la consolation sans mélange d'espoir. Dieu n'avait pas absolument oublié son peuple, et quand le jour serait venu il lui enverrait un libérateur. Les prédictions qu'une ère plus brillante et plus heureuse se lèverait bientôt

trouvèrent de nombreux croyants. Pour comparer les petites choses aux grandes, ceux qui sont assez âgés pour se rappeler combien d'Anglais à la tête froide, dont les griefs étaient comparativement minces, avaient l'habitude de chanter avec enthousiasme : « Voici le bon temps qui vient, garçons ! » peuvent s'imaginer la ferveur éveillée dans les cœurs esclavons, si impressionnables, par des chants signalant le jour où les braves Slaves, qui avaient si longtemps souffert, se lèveraient et s'affranchiraient de « la tyrannie sans vergogne de l'Allemand, du Hongrois et du Turc ». De cette lamentation d'une race opprimée narrant ses anciennes gloires, épiant d'un regard brûlant de désir l'aurore d'un jour plus beau, il n'y avait plus qu'un pas à l'idée d'un empire slave, avec Constantinople comme capitale.

Nous avons ici tout un monde de sentiments profonds et d'aspirations déréglées que les Européens de l'Ouest ignorent absolument, et avec lesquels, s'ils les connaissaient, on ne pourrait guère s'attendre qu'ils sympathisassent ; mais il eût été étrange, en vérité, que cet enthousiasme ne trouvât aucun écho chez les Russes : le seul peuple slave qui ait réussi à réaliser ces aspirations, et qui, de plus, est singulièrement sensible à l'influence contagieuse des conceptions grandioses et brumeuses. Ce qui est étonnant, c'est que l'écho en ait été si faible, si surtout l'on considère que l'hégémonie, dans toute confédération panslaviste, écherrait naturellement à la Russie. Chez les Russes, en général, la somme de sentiment slave est, il vrai, très-faible en temps ordinaire ; mais ce sentiment existe dans une grande mesure à l'état latent, et il est aisément éveillé par des conditions anormales.

Nous arrivons maintenant au troisième facteur de la force qui entraîne la Russie vers le Bosphore : celui purement politique. Ici encore nous rencontrons le problème de l'expansion territoriale. Quels motifs raisonna-

bles à la Russie pour vouloir pousser en avant sa frontière dans cette direction?

Deux des principaux éléments de la tendance expansive telle que nous l'avons étudiée dans le passé peuvent être écartés en quelques mots. Comme la vallée du Danube et la péninsule des Balkans sont déjà très-peuplées, elles n'offrent pas un champ libre à la colonisation; et la Russie n'a pas besoin d'opérer des annexions dans cette région dans un but de défense personnelle. Si elle a quelques vues d'agrandissement territorial dans cette direction, elles doivent appartenir à la catégorie des motifs que j'ai appelés : « hautes visées politiques ».

La Russie aspire depuis longtemps à devenir une grande puissance navale, et en conséquence elle s'est efforcée d'atteindre le bord de la mer. Au nord et au nord-ouest elle y est parvenue, mais ni l'océan Polaire, ni la Baltique, ne remplissant d'une façon satisfaisante les conditions requises, elle tourna naturellement les yeux du côté de la Méditerranée. Elle prit possession avec difficulté des rivages nord et est de la mer Noire. Mais le dessein n'a été par là qu'à demi réalisé, car la seule issue conduisant de la mer Noire à la Méditerranée est par le Bosphore et les Dardanelles, que les Turcs peuvent ouvrir ou fermer selon leur bon plaisir.

Sans aucun doute, la Russie préférerait avoir en sa possession les clefs de cet important passage. A bien des points de vue il lui est très-désagréable que les Turcs puissent, sans employer un seul vaisseau de guerre, bloquer efficacement tous ses ports méridionaux. Là se trouve, je crois, le seul motif réel, raisonnable, qu'elle peut avoir pour désirer prendre possession de Constantinople. Tous les autres que l'on cite d'habitude sont plus ou moins fantastiques. L'idée de transférer la capitale de la Néva à la Corne d'or n'a jamais été conçue ou acceptée un seul instant par n'importe quel homme d'État sérieux. L'assertion souvent répétée, mais rarement prouvée, que

la Russie pourrait embarrasser sérieusement nos communications avec l'Inde et nous disputer la suprématie navale de la Méditerranée, mérite à peine plus d'attention. La possession des Dardanelles donne la suprématie navale seulement dans la mer Noire et non dans la Méditerranée; et, dans l'éventualité d'une guerre, il nous importe peu que la flotte russe soit enfermée dans la mer Noire ou dans le port de Sébastopol. Dans l'un ou l'autre cas, elle sera tout aussi inoffensive en ce qui concerne nos communications avec l'Inde.

Reste, bien entendu, l'aphorisme pompeux attribué à Napoléon I^{er} et autres hautes autorités : « La puissance qui possède Constantinople doit être maîtresse du monde ! » Si les Turcs croient à cette doctrine, elle peut motiver dans une certaine mesure leur vanité nationale immodérée. Certainement beaucoup de chrétiens la professent, et souvent la citent comme un argument irréfutable. Pour ma part, je l'ai souvent entendu énoncer; mais je ne comprends pas la langue de la politique transcendante, et, malheureusement, je n'ai jamais rencontré personne qui pût me traduire ces paroles mystiques en bon anglais. Pourtant, vrai ou non, cet aphorisme doit être mis en ligne de compte. Il est à peu près certain qu'une conviction de cette sorte, largement répandue, et qui est communément acceptée par l'Europe occidentale, doit influencer les hommes d'État russes et britanniques.

Tâchons maintenant de nous rendre compte clairement de la situation, des agissements et des visées de la Russie dans l'état actuel de la question d'Orient. Les trois facteurs que j'ai énumérés : religieux, ethno-sentimental, purement politique, ont été mis en jeu, et chacun a trouvé son représentant spécial. Parlant en gros, nous pouvons dire que le motif religieux a animé la masse du peuple; le mobile ethno-sentimental a inspiré les classes instruites; et l'élément purement politique a

été représenté par le Gouvernement. Bien entendu, cette assertion ne doit pas être prise trop à la lettre. Les classes instruites ne sont pas restées absolument étrangères au motif religieux et le Gouvernement a été, jusqu'à un certain point, poussé par l'influence ethno-sentimentale; tandis que la sympathie naturelle et humaine pour les victimes de cruautés barbares a ému profondément la nation tout entière. Néanmoins, pour simplifier, nous pouvons accepter la donnée ci-dessus comme approximativement exacte.

Le centre d'action non officielle de la Russie a été le « Comité slave », société de bienfaisance composée de trois sections : l'une à Moscou, la seconde à Saint-Petersbourg, la troisième à Kief. La croyance populaire que ce comité serait une société révolutionnaire secrète est absurdement erronée. Il est dûment autorisé par le Gouvernement, ses séances sont publiques, et il a, depuis quelques années, dépensé des sommes considérables dans un but humanitaire. Avant que l'insurrection de l'Herzégovine n'éclatât, son action consistait à aider les Slaves non russes fixés dans le pays, à souscrire pour l'instruction des Slaves méridionaux, à faire donner en Russie de l'éducation à de jeunes Bulgares, et à envoyer de l'argent, des calices, ostensoirs, etc., des vêtements sacerdotaux, aux églises orthodoxes d'Autriche et de Turquie. Ses membres actifs et ses souscripteurs — beaucoup de dames pieuses, charitables et bien intentionnées en font partie, — sont des personnes dévouées à la foi orthodoxe et animées plus ou moins de sentiments slavophiles. Il serait téméraire d'affirmer qu'aucun d'eux n'était poussé par des motifs politiques ou semi-politiques, ou de nier qu'ils aient développé, avec ou sans intention, chez les Bulgares et autres branches de la race slave, l'esprit de mécontentement et les aspirations politiques engendrées à l'origine par la tyrannie et un mauvais gouvernement. Avec intention ou non, le Comité

inspira à beaucoup de Slaves, en Turquie et en Autriche, la croyance qu'ils avaient dans la Russie un protecteur auquel ils pouvaient demander secours à l'heure du danger. Mais il faut admettre que tout ce qu'il fit, il le fit ouvertement. Des comptes rendus détaillés de ses opérations circulèrent largement en Russie et furent distribués en abondance aux étrangers. Le secrétaire de la section de Moscou, par exemple, bien qu'il n'eût aucune raison de supposer que je sympathisais avec la société, me remit, de la façon la plus aimable, un exemplaire des comptes rendus publiés depuis plusieurs années.

Il serait difficile d'imaginer quelque chose de moins secret et de moins révolutionnaire que cette association, au moins en ce qui concerne la politique intérieure. Il existe un élément révolutionnaire en Russie ; mais il n'a aucune connexion avec le Comité slave et n'éprouve pour lui aucune sympathie. Il est tellement « avancé » qu'il regarde la nationalité, le patriotisme, la race, la religion, comme des enfantillages surannés appartenant à une ère qui n'est plus. Ses représentants — jeunes gens insensés qui ont à l'occasion tenté de créer des sociétés secrètes, — sont des radicaux socialistes extrêmes, n'éprouvant aucune sympathie pour la doctrine des nationalités et animés d'une haine positive contre les croyances religieuses en général, et l'orthodoxie grecque en particulier. Ils ne désirent pas non plus que la Russie fasse aucune acquisition territoriale nouvelle ; car l'expansion de l'Empire à l'heure qu'il est équivaldrait à une extension de l'autocratie : l'un des objets principaux de leur aversion. Leurs convictions théologiques et politiques ont été brièvement résumées dans le premier vers d'un chant que l'un d'eux composa pour l'édification des paysans : « *Nyet ni Boga ni Tsaria !* » c'est-à-dire, Il n'y a ni Dieu ni Czar ! L'idée que des hommes qui écrivent ou chantent des hymnes de cette espèce puissent avoir

quelque chose de commun avec le loyal et orthodoxe Comité slave est du dernier burlesque (1).

Quand l'insurrection éclata en Herzégovine, les métropolitains de Serbie et du Monténégro firent appel aux âmes charitables pour secourir les victimes. Ces appels furent publiés dans les journaux russes, lus dans les églises par les prêtres de paroisse; et bientôt les dons commencèrent à affluer. Vers le mois de mars, il devint évident que la Serbie et le Monténégro étaient sur le point de prendre parti pour les insurgés; et quelques nobles russes résolurent de partir comme volontaires. Parmi eux se trouvait le général Tcherniaïeff, qui s'était fait, par ses campagnes en Asie centrale, la réputation d'un soldat habile et brave, d'un homme honnête et patriote. Il annonça son intention au Comité slave, qui l'approuva hautement parce qu'il crut que « cet acte de sacrifice personnel ne pourrait que relever, parmi les Slaves, l'honneur du nom russe grandement compromis par la diplomatie; et ne pourrait manquer en même temps de rehausser le niveau moral de la société russe en augmentant son respect d'elle-même ». La seconde moitié de ce raisonnement, qui doit sembler à un Anglais pratique extrêmement « tirée par les cheveux », caractérise très-bien les Russes de la génération actuelle.

1. Les opérations du Comité, et le mouvement populaire qu'il dirigeait dans une certaine mesure, ont été décrits avec exactitude dans un discours prononcé par M. Ivan Aksakof à la séance du 6 novembre (24 octobre, vieux style) de la section de Moscou. Ce discours, traduit en anglais et édité sous forme de résumé par une dame russe, a déjà excité l'attention de la presse anglaise. Ayant comparé la traduction à l'original, je puis affirmer que nombre de détails ennuyeux et quelques expressions naturelles de sentiments patriotiques ont été supprimés, mais qu'aucun fait important n'a été omis. Quant à l'authenticité des faits, je puis ajouter que j'ai longtemps connu M. Aksakof, et n'ai nulle part rencontré un homme plus honnête et plus digne de foi.

La guerre en Serbie commença et cette lutte inégale fut suivie, en Russie, avec une vive anxiété. Les Serbes avancèrent d'abord, mais durent bientôt battre en retraite; puis arriva la nouvelle qu'un Russe avait péri. Nicolas Kiréef — autrefois officier aux gardes et bien connu dans la société de Moscou et de Saint-Pétersbourg, — était tombé mortellement blessé pendant qu'il conduisait vaillamment ses hommes à Zaitchar; et son corps, disait-on, avait été brutalement mutilé par les Turcs. Cette nouvelle produisit, bien entendu, une profonde impression sur ceux qui avaient personnellement connu Kiréef; mais, chose étrange à dire, l'émotion ressentie dans les classes inférieures, qui n'avaient jamais entendu parler de lui auparavant, fut beaucoup plus forte. Les circonstances de sa mort furent embellies par l'imagination populaire; elles éveillèrent à nouveau une foule d'anciens souvenirs, d'anciennes colères qui étaient restées longtemps assoupies. D'autres Russes périrent et l'enthousiasme s'accrut. Pendant ce temps les Turcs avaient commis leur « grande bétise ». Au moment où tous les yeux étaient fixés vers la Morava et le Timok, une clameur déchirante se fit entendre, et tous ceux qui avaient en eux quelque sentiment humain restèrent immobiles et épouvantés en face du spectacle terrible qu'offraient les villages bulgares dans la paisible vallée de la Maritsa.

Le paysan russe est profondément ignorant des détails compliqués de la question d'Orient. Il ne sait rien des griefs ordinaires des raïas, tels que taxations immodérées, corruption des juges, prohibition de sonner les cloches, exclusion du service militaire; et s'il connaissait ces faits, son indignation n'en serait pas violemment excitée. Pour ce qui est de l'exclusion du service militaire, il regarderait cela comme un précieux privilège; et quant à la mauvaise administration sous ses formes plus douces : la corruption des juges et les taxes plus lourdes

que de raison, son horreur naturelle de telles choses a été quelque peu affaiblie par ses rapports personnels avec elles. Donc, les récits sur la mauvaise administration turque ordinaire ne parviendraient pas à l'émouvoir. Mais des histoires d'une lutte à mort avec le Musulman : histoires de massacre, de trafic d'esclaves et de destruction impitoyable, par des hordes de sauvages mahométans, de villages habités par une population orthodoxe : tout cela a sur lui un effet très-différent. Le vieil esprit qui arracha pied à pied la steppe aux hordes nomades n'est point tout à fait éteint chez lui, les récits de ceux qui rentraient dans leurs foyers après avoir passé par les marchés à esclaves de la Crimée ne sont pas encore entièrement oubliés ; comme dans le vieux temps le Moughik ramassait à la hâte sa cognée et courait au secours quand il entendait le cri : « Voilà les Tartares ! On tue nos gens ! » : de même le Moughik d'aujourd'hui est disposé à prêter main forte quand ce même cri est poussé par ses frères orthodoxes d'au-delà du Danube.

Les classes instruites n'ont pas ce souvenir personnel, traditionnel, pour ainsi dire, des barbaries tartares, cette haine orthodoxe du *Busurmanyé* pillard (1), mais elles possèdent un très-grand fond de sentiments humanitaires qui produisit, après les « atrocités de Bulgarie » le même effet. Si étrange cela puisse sembler à ceux qui s'en tiennent obstinément à l'idée traditionnelle qu'on se fait du noble russe, je dois dire que je ne connais aucun groupe d'hommes plus sensible aux conceptions humanitaires que les classes russes instruites. Leur humanitarisme ne supporterait peut-être pas très-bien

1. *Busurmanyé* est un mot qu'emploie le paysan russe quand il parle avec haine ou mépris des mahométans. Je dis « *Busurmanyé* pillard » parce que le Moughik, comme j'en ai déjà fait la remarque, n'éprouve aucune haine pour le Tartare soumis, dompté.

les épreuves de la vie de tous les jours et est enclin, au bout de quelque temps, à se dissiper; mais tant qu'il dure il est très-énergique et peut les entraîner à faire des sacrifices considérables. Puis, en outre de cette force, il y avait les considérations ethno-sentimentales. Elles étaient et sont encore sans doute très-peu définies, mais n'en ont que plus de puissance réelle. Il n'est pas mauvais qu'une idée pour laquelle les hommes vont combattre et mourir soit un peu vague.

La conséquence de tout cela fut que beaucoup de volontaires — environ 4.000, bien que je n'aie à ce sujet aucun renseignement certain, — partirent pour la Serbie; et les dons s'élevèrent à environ 3.000.000 de roubles, ou en chiffre rond à 400.000 livres (10.000.000 fr.) (1).

Nous devons maintenant examiner, pour conclure, l'action du gouvernement. Passons donc de l'atmosphère orageuse de l'Agora, imprégnée de toutes sortes d'éléments inflammables, dans l'air froid de la Chambre du Conseil, des orateurs surexcités qui s'abandonnent à des discours désordonnés sur « le dernier penny et la dernière goutte de sang », aux hommes d'État calmes et responsables qui doivent examiner avec soin les voies et moyens, tenir compte de choses aussi prosaïques que les budgets, le crédit national et les complications diplomatiques. Bien que l'homme d'État puisse être profondément imbu des sentiments populaires et tout dis-

1. Sur ce total, le comité de Moscou avait dépensé, jusqu'au 6 novembre, 583.542 roubles. Voici les principaux articles :

	Roubles.
Pour les familles bosniaques et herzégoviniennes ruinées, et pour aide au Montenegro.	135.583
Volontaires russes en Serbie.	140.000
Malades et blessés en Serbie.	47.052
Pour secours en Bulgarie.	38.058
Réfugiés bulgares et bosniaques en Serbie.	13.000

posé à donner une expression matérielle à toutes les aspirations nationales légitimes, — peut-être même à quelques-unes de celles illégitimes, — il doit avant tout songer aux conséquences possibles : élément de calcul dont la ferveur patriotique et religieuse dédaigne de s'occuper. Ayant à additionner le doit aussi bien que l'avoir du compte, il lui faut prendre en considération, dans la longue liste des probabilités, les mauvaises aussi bien que les bonnes.

Nous n'avons pas besoin d'examiner, quant à présent, si l'idée que la Russie doit prendre possession du Bosphore et des Dardanelles appartient réellement, comme le prince Gortchakoff voudrait nous le faire croire, à la « Mythologie politique » ; mais il est certain que pour le moment cette idée n'est pas sérieusement poursuivie. Alexandre II est non-seulement, de son naturel, un homme pacifique ; mais il est doué d'une telle quantité de bon sens, il a en même temps si sérieusement conscience de l'énorme responsabilité de sa situation, que c'est un des derniers hommes au monde qui s'embarquerait dans des projets sublimes et fantastiques. Il a déjà accompli en son temps une grande œuvre : œuvre qui doit assurer pour toujours à son nom une place très en vue dans l'histoire européenne. Bien que ses efforts aient été, dans leur ensemble, couronnés de succès, il doit avoir assez d'illusions brisées pour se mettre en garde contre les projets grandioses, mais incertains. On lui attribue cette phrase : « Il n'y aura plus, pendant mon règne, aucune grande réforme en Russie ; » et cette prédiction (qu'elle ait été faite par lui ou inventée par d'autres), d'après toutes les probabilités, se réalisera.

Même si Alexandre II était ambitieux et imbu d'idées panslavistes, il n'aurait pas choisi le moment actuel pour soulever la question d'Orient. Le pays vient précisément d'être soumis à une série de réformes gigantes-

ques et se trouve encore dans un état de transition. Bien que les finances soient en bon état, le peuple est lourdement taxé; et les revenus ne sont pas assez élastiques pour supporter aisément les charges d'une guerre longue et coûteuse. L'armée vient d'être réorganisée tout récemment sur des principes entièrement nouveaux, et ses aptitudes n'ont pas encore été mises à l'épreuve. Les autres puissances intéressées dans la question d'Orient ne sont en aucune façon entravées par des complications quelconques, et ne resteraient pas spectatrices passives si l'on tentait de réaliser des projets ambitieux de conquête. Même une lutte avec la Turquie seule n'est nullement désirable. Bien que dans une telle lutte la Russie remporterait sans doute à la fin l'avantage, le succès ne s'obtiendrait pas sans de grands dangers et de grands sacrifices. Les ports du sud seraient immédiatement bloqués; et les fortifications défendant la ligne du Danube, lesquelles sont beaucoup plus fortes qu'on ne le suppose d'habitude, opposeraient certainement une barrière presque insurmontable à une armée d'invasion (1). Si elle tentait de tourner cet obstacle et de pénétrer en Turquie par la Serbie, elle dépendrait pour ses communications du bon vouloir de l'Autriche. Ayant tout cela présent à l'esprit, il ne nous est pas malaisé de croire que le Gouvernement russe a vraiment tâché de contenir la Serbie et le Montenegro, et désirait réellement la pacification immédiate de la Bosnie et de l'Herzégovine.

Pourquoi donc, alors, ne pas s'exprimer dans un langage clair et auquel il n'y eût point à se méprendre, ou du moins réprimer le mouvement populaire à l'intérieur de ses propres frontières?

1. J'ai de très-bonnes raisons pour certifier, en toute confiance, que ce fait est bien connu des hautes autorités militaires en Russie.

Quelques personnes prétendent que ce mouvement était trop énergique pour que le Gouvernement essayât de le contrarier, que l'autocratie en Russie a perdu sa puissance, et que le Czar, pareil aux dominateurs despotiques en général, doit périodiquement faire la guerre afin de détourner l'attention de ses sujets de la politique intérieure. Toutes ces suppositions sont absolument fausses. L'autocratie russe, basée sur le dévouement héréditaire et sans bornes du peuple, — nobles et paysans en sont animés également, — ne peut être un seul instant comparée à l'autocratie française au temps de Napoléon III; et le pouvoir autocratique en Russie n'a jamais été plus fort et plus solide qu'à notre époque. Le Gouvernement ne pouvait pas, bien entendu, empêcher ses sujets de sympathiser avec les Slaves, mais il eût pu clore immédiatement toutes les sections du Comité, empêcher l'enrôlement des volontaires et les démonstrations populaires.

Et cependant, il faut avouer que le Gouvernement fut en un certain sens « forcé » de prendre part au mouvement. Dans la question slave il y a l'élément purement politique aussi bien que celui sentimental. Les aspirations des Slaves du Sud, quelques visionnaires qu'elles puissent être, accroissent de bien des façons l'influence de la Russie; et aucun souverain russe qui cherche à maintenir et étendre l'influence de son pays ne peut se permettre de n'en pas tenir compte. Par conséquent, aussitôt que quelque mouvement se produit parmi les Slaves, la Russie est « forcée », afin de conserver sa situation dans le monde slave, d'y prendre une part active, qu'elle le désire ou non. Dans le cas actuel, je crois, elle ne le désirait pas. Pendant quelque temps le Gouvernement impérial fut évidemment persuadé que l'insurrection allait se calmer bientôt et que tous embarras pourraient être évités par une « inactivité maîtresse », une « façon judicieuse de tenir la bouteille », et autres

expédients dont l'usage n'est pas absolument inconnu des hommes d'État anglais. Quand cette illusion se dissipa et que « l'homme malade » déploya une somme inattendue de vitalité militaire, le Czar commença à sentir le poids terrible de ses responsabilités indéfinies, et chercha à y échapper en s'assurant l'alliance des grandes Puissances. Puis vint la chute de Djunis, qui le contraignit d'agir indépendamment. S'il avait laissé mettre la Serbie à feu et à sang, le nom de la Russie serait devenu un terme d'injure et un reproche parmi toutes les fractions de la race slave. Mais il désirait encore, si possible, éviter la guerre, et par conséquent se montra prêt à faire toutes sortes de concessions. Ainsi, au cours des négociations, la Russie a joué le rôle d'un homme qui veut garder un feu allumé et cependant ne se soucie pas de dépenser du combustible. Bien des fois, en observant de près sa politique envers les Serbes et les Monténégrins, je me suis souvenu de l'anecdote sur le *leader* révolutionnaire français qui, avant de marcher à une barricade, montre du doigt la foule et murmure confidentiellement à l'oreille d'un ami : « Il faut bien les suivre ; je suis leur chef ! »

Quel que puisse être le résultat des négociations actuelles, l'arrangement ne sera que temporaire. Nous devons toujours nous rappeler que, comme M. Grant Duff l'exprime graphiquement : « Les races chrétiennes habitant la péninsule orientale doivent éventuellement se développer jusqu'à dépasser de la tête à la fois les Turcs et les Musulmans slaves ». Et au-delà de la question slave gît la question d'Orient dans le sens le plus étendu du terme. Les destinées de l'Asie se trouvent pour la plus grande partie aux mains de la Russie et de l'Angleterre. Bien que le champ soit assez vaste pour toutes deux et que l'histoire de la Conférence fournisse de bons présages pour l'avenir, il serait absolument enfantin d'affirmer que nous ne cesserons jamais d'être d'accord ensemble.

Prenons toujours bien garde, cependant, de confondre les intérêts réels avec ceux imaginaires, et de combattre à propos d'un malentendu. En attendant, notre devoir est clair. Il nous faut mieux connaître la Russie, et éviter ainsi des froissements inutiles. C'est dans l'espoir de contribuer dans une faible mesure à ce but si désirable que le présent ouvrage a été écrit (1).

1. Une partie de ce chapitre a paru dans la *Fortnightly Review* d'août 1876. Dans les précédents, j'ai omis par inadvertance de constater mes obligations à M. G. Asher, professeur de droit à l'université de Heidelberg.

INDEX

DES DEUX VOLUMES

- Abdullah, II, 38.
Abercrombie, John, II, 98.
Abolition attendue de la Commune, I, 191.
Aborigènes, I, 207.
— Finnois, leur russification, I, 210.
Absence de montagnes en Russie orientale, I, 7.
Absents, continuent de faire partie de la Commune, I, 170.
Abus administratifs, I, 289.
Accroissement de la population, II, 311.
Activité dans la zone méridionale, II, 299.
Administrateurs de rang élevé, I, 283.
Administration centralisée, I, 283.
— du domaine près d'Ivanofka, I, 150.
— (L') impériale et la Commune, I, 176.
— locale économique, I, 307.
— provinciale, I, 270.
Adrien, patriarche, II, 164.
Affaires des paysans (Comité principal pour les), II, 249.
Affinité (Loi d'), I, 127.
Afghanistan, II, 398.
Age d'or de la littérature russe, II, 123.
Agora, II, 415.
Agrandissement territorial, II, 378, 393.
Agriculteurs et artisans, I, 205.
Agriculture (Abandon de l'), II, 311.
— (Méthode primitive d'), I, 189.
— (Prohibition de l'), II, 76.
— (Système d'), I, 134.
Aigles, II, 45.
Aksakof (Mr Ivan), II, 412.
Alexander Ivan'itch N..., I, 358.
Alexandre Ier, son humanité, I, 149.
Alexandre II, homme pacifique, II, 416.
— (Réformes sociales sous), II, 267.
Alexandrof Haï, I, 409.

- Alexei Pétrovitch T.... I, 343.
 Alexis, II, 12.
 Aliénés (Asiles d'), I, 113.
 Allotement de la terre communale, I, 188.
 Amélioration du sort des paysans, II, 320.
 Amour (Le fleuve), II, 55.
 Amour libre, I, 415.
 Anarchie chez les nations de l'Occident, I, 165.
 Ancienne gloire de Novgorod évanouie, I, 263.
 Andrei Vassil'itch, I, 341.
 Anglais faisant le commerce en Russie, I, 252.
 Angleterre (Rapports commerciaux avec l'), II, 385.
 Anna Alexandrovna, I, 388.
 Annales d'Ivanofka, I, 52.
 Anne (L'Impératrice), II, 112.
 Année agricole, I, 133.
 Annexion de Sagalien, II, 396.
 Antechrist, II, 7.
 Anton, I, 103.
 Aoul (Description d'un), II, 34.
 Apathie de la vie provinciale, I, 308.
 — de l'Église russe en matière d'éducation, I, 93.
 Apogée du servage, II, 229.
 Apostasie, I, 223, 422.
 Aptitude linguistique des Russes, I, 65.
 Arbitres de paix, I, 360; II, 272.
 Arboriculture, II, 92, 304.
 Archevêque de Novgorod, II, 2.
 Aristocraties héréditaires, I, 394.
 Arkangel, I, 277.
 Armée permanente, I, 381.
 Arrangements entre conseil et client, II, 364.
 Arrivée (Mon) à Ivanofka, I, 49.
 — rapide du printemps, I, 133.
 Art (L') pour l'art, I, 359; II, 132.
 Artel, I, 121.
 Articles dans les recueils périodiques, II, 199, 252.
 Artisans, I, 241.
 Aspect européen de Kazan, I, 6.
 Aspirations de la Russie, I, 202.
 — panslavistes, II, 157.
 Assemblée communale, I, 167.
 — de district, I, 298.
 — des citoyens, I, 259.
 — provinciale, I, 268, 299.
 — (Membres de l'), leurs portraits, I, 300.
 Assollement triennal, I, 133.
 Assurances contre l'incendie, I, 311.
 Ataman, II, 69.
 Atmosphère de tripotages administratifs, II, 191.
 Attaques des Circassiens, II, 73.
 Aucune latitude n'est laissée au juge, II, 367.
 Autocratie, son omnipotence, I, 285.
 Autorité académique, I, 364.
 Avantages du système communal, I, 192.
 Aventure près du Pruth, I, 291.
 Avocat (Achat d'un), II, 371.
 Avocats, II, 363.
 Baader, II, 120.
 Bain communal, I, 46.
 Bain de vapeur, son usage, I, 45.
 Balkans (Péninsule des), II, 408.
 Ballot (Vote par) dans la Commune, I, 179.
 Baltique (Côte orientale de la), II, 386.
 Banque (Garçons de), I, 122.
 Banques, I, 314.
 Banquiers de Cour, I, 393.

- Barbara (Sainte), I, 110.
 Barbarisme nomade, II, 51.
Baritch (Un), I, 361.
 Baron (Le) allemand, I, 390.
 — (Titre de), I, 393.
 Barreau, son niveau moral en Russie, II, 364.
 Bashkiria, II, 32.
 Bashkirs, II, 28.
 — leurs *acouls*, II, 34.
 Basile (Saint), II, 171.
 Bas-Volga, II, 48.
 Bateaux-mouches, II, 104.
 Batushka, I, 70.
Begouviya droszki, I, 326.
 Belaef (M^r), II, 214.
 Belinski, I, 359.
 Benkendorff (Comte), II, 131.
 Bessarabie, II, 86, 388.
 Bestiaux allant paître dans le champ d'autrui, I, 61; II, 321.
 — (Vols de), II, 49, 75.
 Bétail (Diminution du), II, 343.
 — sa maigreur, I, 133.
 Bêtes noires, I, 27; II, 34.
 Betterave (Culture de la), II, 336.
Besyyedy, I, 139.
 Bienfaisance (Institutions de), I, 305.
Blagotchinnny, I, 78.
 Blé pour l'exportation, II, 73.
 Bogolubski, I, 374.
 Bokhara, II, 388.
Bolshak, I, 123.
 Bon effet de l'émancipation, II, 313.
 Bons du gouvernement, II, 292.
 Borodino (Champ de bataille de), II, 190.
 Bouddhisme, II, 48, 58.
 Bourgeois, I, 240.
 Bourgeoisie, I, 239, 368.
 Boyards, I, 373.
Braga, I, 135.
 Braillards, II, 318.
 Bras, leur rareté, II, 303.
 Bulgares (Sympathie des Russes pour les), II, 63.
 Bureau du Zemstvo, I, 296.
Burmisters, I, 55.
Busurmanyé, I, 350; II, 414.
 Butin tartare, II, 72.
 Cabestans, I, 406.
 Calendrier (Changement dans le), II, 8.
 Campagne (Maison de), I, 319.
 — (Vie à la), I, 228.
 Capitation, II, 9, 224.
 Caractère de Nicolas, II, 140.
 Carrière littéraire en Russie, I, 364.
 Cartes (Jeux de), I, 266.
 Cartes géographiques russes, II, 40.
 Cas criminels, II, 355.
 Cas que l'on fait des orateurs dans la Commune, I, 177.
 Cassation (Cour de), II, 357.
 Caste (Préjugés de), I, 403.
 Castes exclusives, I, 398.
 — sociales, I, 367.
 Catastrophe de décembre, II, 121.
 Cathédrale Saint-Isaac, II, 106.
 Cathédrales, I, 206.
 Catherine II, I, 221, 382, 383.
 — villes bâties par elle, I, 237.
 Catholicisme romain, II, 152.
 Caucase, II, 179.
 — (Pacification du), II, 73.
 Célibat du clergé noir, I, 79.
 Cendres comme engrais, I, 160.
 Censure de la presse, I, 360.
 Ce que c'est qu'une tarantasse, I, 23.
 Cercueils, II, 11.

- Cérémonial de l'Église d'Orient, I, 87.
- Chair de cheval comme entrée, II, 36.
- Chameaux, I, 417.
- Changement de domicile, II, 214.
— de résidence des fonctionnaires, I, 264.
- Charles XII, II, 72, 386.
- Charte de droits, I, 402.
- Chasse aux places, I, 386.
- Châtiments des serfs, II, 239.
- Chauvins, II, 145, 188.
- Chemin de fer de Moscou à Saint-Petersbourg, I, 3.
— réunissant le Volga au Don, I, 9.
— (Voyages en), I, 1.
- Chemins de fer (Stations de), distantes des villes, I, 2.
- Chère habituelle dans la Russie du Nord, I, 48.
- Chevalerie zaporogue, II, 70.
- Chine, empiétements sur son territoire, II, 397.
- Choléra, cérémonie pour l'éloigner, I, 108.
— sur le Volga, I, 112.
- Chrétiens en Turquie, II, 63.
- Chrétienté orientale, II, 152, 161.
- Christianisme (Le fondateur du), I, 417.
- Chronique de Novgorod, I, 255.
- Circassiens (Attaques des), II, 73.
- Circulaires ministérielles, I, 277.
- Cité (La) de pierre blanche, II, 139.
- Civilisés (Gens), I, 356, 388.
- Classes (Distinction des), I, 398.
— (Hautes), leur résignation optimiste, II, 185.
— instruites, leur nature impulsive, II, 208.
- Classes (Obligations et droits des), I, 401.
— rurales, leur proportion numérique, II, 232.
- Classification, I, 401.
- Clergé blanc (Histoire du), I, 83.
— et clergé noir, II, 80.
- Clergé de paroisse, I, 80.
— sa condition peu satisfaisante, I, 93.
- Clergé (Fils du), I, 86.
— russe, II, 172.
- Climat, sa rigueur dans le nord, I, 158.
- Clôtures, II, 81.
- Clouteries d'Ouloma, I, 143.
- Club anglais, I, 372.
— de la noblesse, I, 298.
- Code criminel, II, 367.
— russe, I, 398.
- Collines du Moineau, II, 136.
- Colonies allemandes, II, 87.
— (Force numérique des), II, 100.
— juives, II, 94.
- Colonisation agricole, II, 51.
- Colons bulgares, II, 92.
— menonites, II, 90.
- Colons (Privilèges accordés aux), II, 96.
- Comité des ministres, I, 275.
— principal pour les affaires des paysans, II, 249.
— slave, II, 410.
- Commerce des esclaves, II, 65.
- Commission de rédaction, II, 262.
- Commune (La), absents continuent d'en faire partie, I, 198.
— bon spécimen de gouvernement constitutionnel, I, 176.
— cas que l'on y fait des orateurs, I, 177.

- Commune (Congé d'absence accordé par), I, 170.
- discussion à propos d'un *kabak*, I, 181.
 - effet de la législation de 1861 sur elle, I, 199.
 - en être élu fonctionnaire est un fardeau, I, 182.
 - et l'administration impériale, I, 175.
 - institution représentative, I, 181.
 - (Langage peu parlementaire dans), I, 178.
 - obstacles qu'elle présente aux progrès agricoles, I, 201; II, 339.
 - (Présence de femmes dans), I, 180.
 - (Réunions de), I, 177.
 - rurale, I, 166, 303.
 - ses pouvoirs, I, 181.
 - son abolition attendue, I, 192.
 - son caractère démocratique, I, 177.
 - son efficacité, I, 198.
 - son *Speaker*, I, 178.
 - (Théorie de), I, 171.
 - (Transfert de terres par), I, 175.
 - (Vote par *ballot* dans), I, 179.
- Communications avec l'Inde, II, 409.
- Compagnies à responsabilité limitée, II, 210.
- par actions, I, 314.
- Conceptions traditionnelles des paysans, II, 270.
- Concile, II, 3.
- Conciles œcuméniques, I, 423; II, 165.
- Conduite du Zemstvo, I, 310.
- Connaissance de la langue nécessaire en voyage, I, 28.
- Conscription, II, 96.
- Conseil consistorial, II, 169.
- d'État, I, 275, 307, 370.
 - de ville de Saint-Petersbourg, I, 242.
 - privé, I, 280.
 - et client (Arrangements entre), II, 364.
- Conseiller de Cour, I, 279.
- Conséquences de la guerre de Crimée, II, 190.
- Conservateurs et libéraux, II, 187.
- Consistoire, I, 78.
- Consommateurs et producteurs, I, 144.
- Constantin (Grand duc), ses efforts, II, 250.
- Constantinople, II, 404, 409.
- (Patriarcat de), II, 162.
- Contrôle du public, I, 295.
- Conversion des Finnois, I, 216.
- Convertis du seizième siècle, I, 221.
- Convocation des députés dans la capitale, II, 265.
- Coq rouge (Lâcher le), II, 371.
- Corps de volontaires, II, 190.
- des pages, I, 370.
- Cosaques, II, 67.
- leur organisation, II, 71.
 - du Don, II, 70.
 - (Francs), II, 67.
- Cour (La) de Saint-Petersbourg, I, 384.
- (Société de), I, 569.
 - (Théâtre de la), II, 114.
 - d'appel, II, 352.
 - de cassation, II, 357.
 - de district, I, 343.
 - suprême de révision, I, 59; II, 352, 357.
- Cours ordinaires, II, 352.

- Courage des paysans, I, 111.
 Courlande (Duchesse de), I, 395;
 II, 112.
 Coutellerie de Pavlovo, I, 143.
 Créduité des paysans, I, 109.
 Crimée, II, 179.
 — (Khan de), II, 65.
 — tartare, II, 65.
 Crimée (Guerre de), II, 180.
 — ses conséquences, II, 190.
 — leçons qu'elle a données,
 II, 209.
 Croissance rapide de la Russie,
 II, 377.
 Croyance politique, II, 205.
 Cruauté des maris, II, 373.
 Cure pour membres gelés (la
 neige), I, 31.
 Cultivateurs (Dettes des), II, 296.
 Culture à l'aide du travail libre,
 II, 306.
 — (Améliorations dans la), I,
 201.
 — dans l'extrême nord, I,
 159.
 — de la terre communale, I,
 190.
 — du lin, II, 336.
 — (Systèmes différents de), II,
 295.
Culturvolk, II, 95.
 Czar de fer (Mort du), II, 197.
 — panslaviste, II, 188.
 Czarat de Moscovie, I, 375.
 Czars moscovites, leur terrorisme,
 II, 168.
 Danger de passer sur les ponts,
 I, 20.
 Dangers du prolétariat, II, 259.
 Débats judiciaires publics, II, 267.
 Décembre (Catastrophe de), II,
 121.
 Décembristes (Pardon accordé
 aux), II, 199.
 Décorations officielles, I, 248.
 Défrichement de terrains vagues,
 II, 336.
 Dêités finnoises, I, 214.
 Demidof (Famille), I, 394.
 Dépenses qu'occasionnait la pro-
 tection cosaque, II, 73.
 Députés convoqués dans la capi-
 tale, II, 265.
 — (Insulte gratuite aux), II,
 266.
 — (Païement des), I, 300.
 Derzhavin, I, 328.
 Désaffection des sectes, I, 424; II,
 26.
 Désappointement des paysans, II,
 269.
 Description d'Ivanofka, I, 51.
 — de la steppe, II, 45.
 — des Icons, I, 90.
 — des villes russes, I, 230.
 Désir de réforme, I, 359.
 Despotisme à l'orientale, II, 57.
 — paternel, I, 368.
 Dettes des cultivateurs, II, 296.
 — (Emprisonnement pour), I,
 306.
 Développement intellectuel de la
 Russie, II, 111.
 Devier (Comte), I, 379.
 Difficulté de réparer les routes, I,
 22.
 — de trouver des ouvriers
 agricoles, II, 304.
 Difficultés qu'offre la langue russe,
 I, 63.
 Dimitri Ivanovitch, I, 333.
 Discipline puritaine, II, 96.
 Discussion communale à propos
 d'un *kabak*, I, 181.
Disestablishment, II, 168.
 Distinction des classes, I, 397.

- Distinction entre esclaves et serfs, I, 148.
- Distribution des parts de terre communale, I, 185.
- District (Assemblée de), I, 298.
- Districts, I, 276,
— arbitrairement définis, II, 62.
— leur étendue, I, 277.
- Divination (Faculté de) des Russes, I, 69.
- Division de la propriété entre héritiers, II, 255.
- Dimitri du Don, I, 375.
- Dniéper (Le), II, 68.
- Doctrines slavophile, II, 151.
- Domaines de l'État, II, 231.
— habités, I, 389.
- Domestiques, I, 147.
— leur fidélité, I, 148.
- Domicile (Changement de), II, 214.
- Domination tartare, II, 58.
- Domovoï*, I, 53.
- Don (Cosaques du), II, 70.
— (Le), II, 67.
— (Navigation du), I, 9.
— (Insectes à bord des steamers du), I, 11.
— (Passagers gratuits à bord des steamers du), I, 10.
- Douanes (Postes de), II, 395.
- Droits des classes, I, 402.
- Droskys*, II, 105.
- Dumouriez, I, 388.
- Durak*, I, 55, 179.
- Dvornik*, II, 106.
- Dvorovuié*, II, 244.
- Dvoryanin*, I, 373.
- Dvoryanskaya Opeka*, I, 322.
- Dvoryanstvo*, I, 373.
- Écoles primaires, I, 302.
— de village, I, 309.
- Écossais circassien (Un), II, 99.
- Efficacité de la Commune, I, 198.
- Église d'État, II, 10.
— grecque, II, 5, 161.
— orientale, II, 165.
— orthodoxe, II, 152.
— russe, II, 2, 58.
— nationale, II, 165.
— (Relations de l'Empereur avec l'), II, 164.
— ses terres, II, 171.
— son apathie en matière d'éducation, I, 93.
— son histoire, II, 173.
- Églises anglicane et russe (Union des), II, 176.
- Ekaterinoslaf, II, 86.
- Elder de village, I, 278.
— sa responsabilité, I, 182.
— son élection, I, 185.
- Élément ethno-sentimental, II, 405.
— urbain, I, 232.
- Élisabeth (princesse), II, 112.
- Émancipation (Bon résultat de l'), II, 293.
— (Désappointement des paysans lors de l'), II, 269.
— (Loi d'), I, 62; II, 272.
— œuvre de la nation tout entière, II, 282.
— par qui effectuée, II, 281.
— (Projet gouvernemental pour l'), II, 256.
— (Propriétaires ruinés par l'), II, 312.
— (Rôle joué par les nobles dans l'), II, 281.
— ses trois principes fondamentaux, II, 264.
— le sort du paysan en est meilleur et pire, II, 322.
- Ecclésiastiques russes, II, 167.

- Émancipation slave, II, 63.
 Embarras pécuniaires des paysans, II, 321.
 Empereur (Titre d'), II, 8.
 Empereurs byzantins, I, 376.
 Empiètements sur territoire chinois, II, 397.
 Empire indo-britannique, II, 402.
 — mongol, II, 57.
 Empocheurs de pots-de-vin, I, 344.
 Emprisonnement pour dettes, I, 306.
 Énergie titanesque de Pierre le Grand, I, 273.
 Enfants exposés, II, 378.
 Enthousiasme abolitionniste, II, 232.
 — militaire, II, 188.
 Entrée (Chair de cheval comme), II, 36.
 Entreprises des missionnaires, I, 223.
 Environs du Volga, I, 6.
 Eparpillement des grandes familles, I, 130.
 Époque de restauration, II, 120.
 Esclaves (Commerce des), II, 65.
 Espérances du Zemstvo, I, 309.
 Espèces différentes de terre communale, I, 189.
 Esprit communicatif des paysans, I, 7.
 — conservateur passif, Moscou son séjour, II, 153.
 — de secte, II, 10.
 — des bois ou *Leshie*, I, 53.
 Établissements monastiques, II, 171.
 Etat (Domaines de l'), II, 231.
 — (Église d'), II, 10.
 — (Paysans de l'), I, 147; II, 231.
 Etat critique du Zemstvo, I, 311.
 — florissant des Molokans, I, 407; II, 323.
 — transitoire de la société russe, I, 203.
 Été (Migrations en), II, 310.
 Étendue des districts, I, 277.
 Étudiants, I, 401.
 Eunuques, I, 419.
 Europe occidentale et Russie, II, 161.
 Evêque (Un) polonais, I, 264.
 Excommunication, II, 6.
 Expérience sociologique, I, 367.
 Exportation (Blé pour l'), II, 73.
 Extorsions que pratiquent les prêtres de paroisse, I, 79.
 Extrême Nord, I, 158.
 — mode spécial de culture, I, 159.
 Fables de Kryloff, I, 329.
 Fausseté orientale, II, 32.
Feldsher (Un), I, 96.
 Féodalisme, I, 368.
 Fermes à moutons, II, 302.
 Fermiers des eaux-de-vie, I, 284.
 Férocité d'Ivan le Terrible, I, 262.
 Fertilité vierge, II, 44.
 Fête (Jours de la), I, 339.
 Fêtes de Pâques, II, 137.
 — de paroisse, I, 135.
 — on s'y enivre, I, 136.
 Fils du clergé, I, 83.
 Finlande, II, 386, 389.
 Finnois aborigènes, leur conversion, I, 216.
 — leur russification, I, 210.
 — moins sociables que les Russes, I, 8.
 Fluctuations dans le prix du labour, II, 310.

- Foire de Nijni-Novgorod, II, 179.
 Foires, les paysans s'y louent, II, 310.
 Fonctionnaires coupables protégés, I, 286.
 — de la Commune, leur charge un fardeau, I, 182.
 Fonctionnaires judiciaires, II, 348.
 — leurs changements de résidence, I, 264.
 — leurs vols, I, 284; II, 192.
 — (Punition des), I, 285.
 Fondateur (Le) du christianisme, I, 417.
 Fondation de Séraï, II, 57.
 Force numérique des colonies, II, 100.
 Forêts du Nord (Grandes), I, 39.
 — (Zone des), II, 289.
 Fortune des nobles, I, 393.
 — (Soldats de), I, 373.
 Fourrures, leur nécessité, I, 30.
 Franc-alieu (Tenures en), I, 380.
 Francs-Cosaques, II, 67.
 Frau von Krüdener, II, 119.
 Froid (Mort par le), I, 32.
 Frondeurs, I, 386.
 Frontière agricole, I, 406.
 — asiatique, II, 400.
 Fugitifs et vagabonds, II, 242.
 — (Lois contre les), II, 221.
 Fumier (Usage du), II, 337.
- Galitch (Principauté de), I, 374.
 Gallomanie, II, 113.
 Gardes-forestiers, I, 295.
Gazette de Moscou, I, 149; II, 158.
 Gédéon, II, 54.
 Gelé (Nez), I, 31.
 Gendarmerie, I, 289.
 Général Tcherniaïeff, II, 399, 412.
 Généraux, I, 340.
 Gengis-Khan, II, 55.
- Gens nomades libres, II, 213, 224.
 Ghedimin (Prince), I, 393.
 Giaours, II, 47.
 Gloire (Ancienne) de Novgorod évanouie, I, 263.
 Gogol, I, 358; II, 127.
Gorlopany ou « braillards », II, 318.
Gostinny Dvor, I, 230.
 Gouvernement (Bons du), II,
 — constitutionnel, II,
 — (Le) et le peuple, I, 282.
 — (Villes chef-lieu de), I, 240.
 Gouverneur, I, 270.
 Grande Duchesse Hélène, II, 281.
 Grands-Princes de Moscou, I, 261, 272.
 — leur politique, II, 60.
 Granofski, I, 359; II, 189.
 Grecs parlant tartare, II, 93.
 Greniers, I, 406.
 Grigorief (Ivan), I, 415.
 Grigorovitch (Nouvelles par), I, 100.
 Guerre de Crimée, II, 180.
 — en Serbie, II, 413.
- Habitants des villes, I, 240.
 Haines de classes, I, 397.
 Harmonie entre paysans et propriétaires, II, 261.
 Haute trahison, I, 290.
 Hautes classes, leur résignation optimiste, II, 190.
 Hegel, II, 125, 149.
 Hélène Grande-Duchesse), II, 281.
 Hellènes, II, 94.
 Hérésie, I, 421.
 Héritage (Loi d'), I, 125, 372.
 Hermitage (L'), II, 107.
 Herzen, II, 203.
 Hétérodoxie (Taxe sur l'), II, 41.
 Hindoo-Koosh, II, 398.

- Histoire de l'Eglise russe, II, 173.
 — du clergé blanc, I, 83.
 — politique de la Russie, I, 313.
- Hiver (Occupations d'), I, 138.
 — (Palais d'), II, 107.
 — (Voyages en), I, 29.
- Hôpitaux, I, 113.
- Horde d'or (La), II, 57, 63.
 — (Khans de la), II, 60.
- Horde intérieure (La), II, 44.
 — tartare, I, 376.
- Hospitalité des marchands, I, 249.
 — en Russie, I, 318.
- Hôtels en Russie, I, 14.
- Ibn Batuta, II, 57.
- Icons (Description des), I, 90.
- Ignorance des marchands, I, 249.
- Ile Basile, II, 104.
- Importance des registres terriers, II, 221.
- Impôts locaux, I, 309.
 — (Système d'), I, 310.
- Impression produite sur les nobles par le manifeste impérial, II, 272.
- Improbité des marchands, I, 249.
- Incendiaires, II, 243, 371.
- Incendie (Assurances contre l'), I, 311.
- Inconvénients du système communal, II, 335.
- Inde britannique, II, 402.
 — (Communications avec l'), II, 409.
- Industries domestiques, I, 142.
- Influence allemande, II, 87.
 — européenne, II, 112.
- Ingénieurs, I, 295.
- Inimitié entre natures slave et teutonique, I, 55.
- Injustice communale, II, 338.
- Insectes à bord des steamers du Don, I, 11.
- Institution du Zemstvo, I, 304.
 — représentative (La Commune est une), I, 176.
- Institutions municipales, I, 237.
- Insulte gratuite aux députés, II, 266.
- Insurrection hongroise, II, 131.
- Intelligence des paysans du nord, I, 153.
- Intendant de province, I, 277.
- Intendants allemands, I, 53.
 — (Vols par les), I, 355.
- Intérêts commerciaux, II, 395.
- Interrègne après la mort du patriarche Adrien, II, 164.
- Islamisme dans Kazan, I, 6.
- Isvoshtchiki*, I, 40.
- Ivan Ivanovitch, I, 320.
 — le Terrible, I, 261.
 — sa férocité, I, 262.
 — Pétroff, I, 116.
- Ivanofka, administration du domaine, I, 150.
 — (Annales d'), I, 52.
 — (Arrivée à), I, 49.
 — (Consultation médicale à), I, 97.
 — (Description d'), I, 51.
 — (Prêtre de paroisse d'), I, 71.
 — (Rareté des nouvelles à), I, 68.
- Ivanovo, I, 204.
- Ivresse aux fêtes de village, I, 136.
- Ivrognerie des paysans, II, 317.
- Izba*, I, 135.
- Jeûnes, I, 89.
 — exagérés, I, 138.
 — leur utilité sanitaire, I, 137.
- Jeux de cartes, I, 266.

- Jour de saint Georges, I, 133; II, 215.
 Jugement par jury, II, 267, 352.
 Juges de paix, I, 57; II, 353.
 — d'instruction, II, 359.
 — du Volost, II, 330.
 Juif changeur, II, 65.
 Jury paysan, II, 369.
 Justice (Ministre de la), II, 357.
 — (Nouvelles cours de), II, 352.

Kabak, I, 181.
Kaffa, II, 67.
Kalatch, I, 9.
Kalka, II, 53.
Kalmouks, II, 48.
Karalyk, II, 36.
Karamzin, I, 100; II, 117, 150.
Kargopol, I, 162.
Karl Karl'itch, I, 53.
Kasimof, I, 141.
Kazan, I, 263, 405.
 — (Notre-Dame de), I, 216.
 — son aspect européen, I, 6.
Kazanskaya Stanitsa, II, 79.
Kem, I, 161.
Khalat, I, 8; II, 34, 39.
Khan, I, 374.
 — de Crimée, II, 65.
 — (Grand), II, 58.
Khans de la Horde d'or, II, 60.
Kharkof, I, 263.
Kherson, II, 86.
Khiva, II, 395.
Khlysti, I, 419.
Khomiakof, II, 153, 165.
Khozain, I, 123.
Kief, I, 148, 263; II, 162.
Kiptchak, II, 57.
Kiréef (Nicolas), II, 413.
Kirghis, II, 101.

Kirghis de la Horde intérieure, II, 44.
 — (Steppe des), II, 45.
Knyaz, I, 393.
Kolokol, II, 203.
Kostroma, I, 141.
Koulaki, I, 146.
Koumiss, II, 37.
Kozmodemiansk, I, 156.
Krapotkin (Prince), cocher de fiacre, I, 392.
Kremlin, I, 229; II, 137.
Krüdener (Frau von), II, 119.
Kryloff, (Fables de), I, 329.
Kuban, II, 73, 400.
Kuren, II, 69.

Labeur (Fluctuations dans le prix du), II, 310.
 — (Redevances en), I, 151.
 — leur rachat, II, 269.
Lamaïsme, II, 102.
Langage du paysan russe, I, 29.
 — ne s'acquiert que par la pratique, I, 39.
 — peu parlementaire dans la Commune, I, 178.
Langue russe, difficultés qu'elle offre, I, 63.
 — indispensable en voyage, I, 28.
Latitude (Aucune) laissée au juge, II, 367.
Leçons qu'a données la guerre de Crimée, II, 209.
Législateurs philosophes, I, 306.
Législation de 1861, son effet sur la Commune, I, 199.
Législations anglaise et russe, I, 195.
Lermontof, I, 358; II, 124.
Leshie ou esprit des bois, I, 53.
Lettres ouvertes à la poste, I, 291.

- Libéraux et conservateurs, II, 187.
- Liberté et publicité, I, 78.
- populaire, I, 261.
- Libre échange, I, 165.
- Ligue hanséatique, I, 259.
- Limites d'un champ, façon originale de les enregistrer, II, 84.
- Lin (Culture du), II, 336.
- Listes de recensement, I, 171.
- Lithuanie, I, 376.
- Littérature ecclésiastique, II, 176.
- périodique, II, 124.
- russe, I, 358.
- son âge d'or, II, 123.
- Logements dans les villes de provinces, I, 28.
- Loi d'émancipation, I, 56; II, 268.
- de succession, I, 125, 372.
- Lois contre les fugitifs, II, 221.
- draconiennes, I, 381.
- Louis XIV, II, 113.
- Loyers exagérés, II, 345.
- Lulki*, II, 69.
- Lutte avec la Turquie, II,
- Luxe en voyage au temps jadis, I, 23.
- Lytsars*, II, 70.
- Machine administrative, I, 276.
- bureaucratique, I, 278.
- Machines à moissonner, II,
- Madone ibérienne, II, 140.
- Mahométans (Prières des), I, 8.
- Maïkop, I, 33.
- Maire, I, 242.
- Maison de bois de Pierre le Grand, II, 108.
- de campagne, I, 319.
- Maisonnées de paysans, I, 123.
- Maistre (J. de), II, 119.
- Manifeste impérial, II, 268.
- Marchands hanséatiques, I, 263.
- Marchands russes, leur hospitalité, I, 243.
- leur ignorance, I, 249.
- leur improbité, I, 250.
- Maréchal de la noblesse, I, 298.
- Mariages des prêtres, I, 73.
- des serfs, I, 129.
- des paysans, I, 126.
- Maris, leur cruauté, II, 373.
- Marioupol, II, 93.
- Marlinski, II, 125.
- Mauvais état des routes, I, 19.
- Mécontentement parmi les serfs, II, 269.
- Mehemet Zian, II, 39.
- Membres de l'Assemblée, I, 300.
- Membres gelés, cure par la neige, I, 31.
- Ménages paysans, I, 125.
- Menonites (Colons), leur émigration, II, 91.
- soumis au service militaire, II, 96.
- Menschikof (Prince), I, 379.
- Mépris des paysans pour le vote par *ballot*, I, 179.
- Mérite personnel, I, 379.
- Métayage (Système du), II, 295.
- Méthodistes, II, 119.
- Metternich, II, 119.
- Meurtres agraires, II, 243.
- Migrations en été, II, 310.
- Milice à cheval, II, 74.
- (Régiments de), II, 189.
- Mines de Nertchinsk, II, 215.
- Ministères, I, 276.
- Ministres (Comité des), I, 275.
- Mir* (Le), I, 167.
- son pouvoir de faire transporter, II, 370.
- (Volonté du), I, 179.
- Mirage (Un), II, 45.
- Mirovoi*, II, 353, 354.

- Missionnaires (Entreprises des), I, 223.
 Mistislaf de Gallicie, II, 53.
 Modes françaises, II, 113.
 Moines, II, 170.
 Moineau (Collines du), II, 136.
 Moissons abondantes, II, 310.
Moleben, I, 330.
 Molokani, I, 407.
 Molokans, leur état florissant, II, 323.
 Monarque autocratique, I, 275.
 Monastères, II, 9, 170.
 Mongols, II, 35, 48.
 Monopoleurs, 78.
 Montagnes (Absence de) en Russie orientale, I, 7.
 Monument à Novgorod, I, 255.
 Monuments sanctifiés, II, 155.
 Morava (La), II, 413.
Mordva, I, 225.
 Mort par le froid, I, 32.
 Moscou, II, 135.
 — (*Gazette de*), I, 149.
 — (Grands Princes de), I, 375; II, 60.
 — le servage en rayonna, II, 232.
 — (Rues de), II, 142.
 — sa prospérité commerciale, II, 144.
 — séjour de l'esprit conservateur passif, II, 155.
 Moscovie (Czarat de), I, 375.
 Moutons (Fermes à), II, 302.
 Moyekef (Théodore), I, 381.
 Mystiques, II, 119.
 Naissance noble, I, 392.
 Nationalité (Changement de), II, 88.
 Nature pacifique des paysans, I, 178.
 Natures slave et teutonique, leur inimitié, I, 54.
 Navigation du Don, I, 10.
 — fluviale, I, 5.
 Nazimof (Rescrit à), II, 251.
 Nécessité des fourrures, I, 30.
 — des réformes, II, 205.
 Neige, cure pour membres gelés, I, 31.
 Nertchinsk (Mines de), II, 215.
 Néva (Abondance d'eau dans la), I, 5.
 — (La « grande »), II, 105.
 Nez gelé, I, 31.
 Nicolas, autocrate, I, 3, 180.
 — (Règne de), I, 289.
 — son caractère, II, 181.
 Nihilistes, I, 61.
 Nijni-Novgorod, II, 178.
 — (Foire de), II, 178.
 Nikon, II, 5.
 Nobles russes, leur pauvreté, I, 393.
 Nobles Lithuaniens, II, 251.
 Noblesse (Maréchal de la), I, 298.
 Nogai (Tartares), II, 49.
 Nombreuse population de la Russie, II, 388.
 Nombreuses religions, II, 86.
 Noms des prêtres, I, 71.
 — patronymiques en Russie, I, 54.
 Non-intervention religieuse, I, 221.
 Normands, I, 256.
 — leurs invasions, I, 257.
Northmen de Scandinavie, I, 257.
 Notre-Dame de Kazan, I, 216.
 Nourriture des paysans, I, 137.
 Nouvelles Cours de justice, II, 352.
 Novgorod, I, 254.
 — (Archevêque de), II, 2.
 — (Chronique de), I, 255.
 — (Monument à), I, 255.

- Novgorod (Promenade en voiture l'hiver partant de), I, 30.
 — son ancienne gloire évanouie, I, 263.
 — (Vie à), I, 264.
 Novikoff, I, 329.
 Nyemtsi, I, 350.
- Obligations des classes, I, 401.
 Obrok, I, 352; II, 234, 239.
 Obrutchev (Tableaux statistiques par), II, 100, 387.
 Obstacle aux progrès agricoles, II, 336.
 Obstacles que crée le climat à la navigation fluviale, I, 5.
 Occidentalistes, I, 359.
 Occupations d'hiver, I, 138.
 — non-agricoles, I, 141.
 Okhoun, II, 35.
 Omnipotence de l'autocratie, I, 285.
 Opposition, I, 386.
 Orateurs, cas que l'on en fait dans la Commune, I, 177.
 Organisation cosaque, II, 74.
 — des chemins de fer, I, 4.
 — des postes impériales, I, 25.
 — judiciaire, II, 352.
 Orient (Question d'), II, 419.
 Origine du servage, II, 216.
 Orthodoxie, I, 423.
 Ossian (L') slave, II, 51.
 Ouloma (Clouteries d'), I, 143.
 Ouvriers agricoles abandonnant les propriétaires, II, 310.
 — difficulté d'en trouver, II, 297.
- Paganisme, I, 220; II, 58.
 Pages (Corps des), I, 370.
 Paiement des députés, I, 300.
- Paix (Arbitres de), I, 360; II, 274.
 Palais de justice, II, 355.
 — d'hiver, II, 107.
Palati, I, 44.
 Papier-monnaie, II, 189.
 Pâques (Fêtes de), II, 137.
 Pardon accordé aux Décembristes, II, 199.
 Parjure, II, 31.
 Parlement russe, I, 368.
 Paroisse (Clergé de), I, 79; II, 10.
 — (Fêtes de), I, 135.
 Partis politiques, I, 399.
 Passage gratuit sur les steamers du Don, I, 10.
 Pasteur protestant et prêtre russe, I, 88.
 Patriarcat de Constantinople, II, 162, 404.
 Patriarche Adrien, II, 164.
 — interrègne après sa mort, II, 164.
 — (Trésor des), II, 136.
 Paul 1^{er}, I, 388.
 Pauvreté des nobles russes, I, 393.
 Pavlovo (Coutellerie de), I, 143.
 Paysan russe (Langage du), I, 29.
 — son sort meilleur et pire depuis l'émancipation, II, 322.
 Paysans (Amélioration du sort des), II, 322.
 — (Comité principal pour les affaires des), II, 249.
 — (Conceptions traditionnelles des), II, 270.
 — dans les villes, I, 203.
 — de l'État, I, 147; II, 231.
 — du nord, leur intelligence, I, 153.
 — leur courage, I, 111.

- Paysans, leur crédulité, I, 411.
- leur désappointement lors de l'émancipation, II, 269.
 - leur esprit communicatif, I, 7.
 - leur ivrognerie, II, 317.
 - leur nature pacifique, I, 178.
 - leur nourriture, I, 137.
 - leurs embarras pécuniaires, II, 321.
 - leurs mariages, I, 127.
 - lourdement taxés, I, 79.
 - (Ménages de), I, 128.
 - se louant aux foires, II, 310.
 - (Situation économique des), II, 315.
 - venant supplier leur maître, I, 326.
 - et propriétaires (Harmonie entre), II, 261.
- Pêches dans l'extrême nord, I, 161.
- Peines, aucune latitude laissée au juge, II, 367.
- barbares, II, 374.
- Peintures religieuses, II, 174.
- Pèlerins, II, 243.
- Perse, II, 388, 403.
- Persécution, II, 6.
- Personnes libérées de la surveillance de la police, II, 199.
- Peste sibérienne, I, 99.
- Petchenegs*, nom donné aux Tartares, II, 54.
- Petits seigneurs, leurs plaintes, II, 220.
- Philippe le Bel, I, 274.
- Pierre blanche (La Cité de), II, 139.
- Pierre le Grand, I, 236.
- autocrate, I, 379.
 - sa maison de bois, II, 108.
 - ses réformes, II, 7.
- Pierre le Grand, son énergie titanique, I, 273.
- (Vie de), II, 108.
- Pierre III, I, 382.
- son assassinat, II, 226.
- Piroghi*, I, 135.
- Places (Chasse aux), I, 386.
- Podorozhnaya*, I, 25.
- Point d'honneur, I, 384.
- Poliacki*, I, 350.
- Police (Terreur inspirée par la), I, 102.
- Politique des Grands Princes, II, 61.
- Poloftsi* (Ancienne tribu des), II, 52.
- Ponts (Danger de passer sur les), I, 20.
- Population (Accroissement de la), II, 388.
- dans le Nord, I, 159.
 - rurale, classes dont elle se composait, II, 213.
- Poste (Lettres ouvertes à la), I, 291.
- Postes de douanes, II, 395.
- impériales, I, 25.
 - (Stations de), I, 39.
- Poussière (Tempête de), I, 405.
- Pots de vin, I, 284, 344.
- Pouchkine, I, 358; II, 124, 154.
- Pougatchef, II, 72.
- prétendant au trône, II, 226.
- Pouvoir autocratique, sa force, II, 418.
- qu'a le Mir de faire transporter, II, 370.
- Pouvoirs administratif et judiciaire, II, 267.
- de la Commune, I, 181.
 - des intendants, I, 277.
- Praticiens autorisés, II, 363.
- Pravezh*, châtiment tartare, I, 262.

- Pravoslavniye*, I, 350.
Presbyter, I, 409.
 Presbytérianisme, I, 408.
 Présence de femmes dans la Commune, I, 180.
 Presse (Censure de la), I, 365; II, 119.
 Prêtre de paroisse d'Ivanofka, I, 72.
 — russe et pasteur protestant, I, 88.
 Prêtres consacrés, II, 14.
 — de paroisse, extorsions qu'ils pratiquent, I, 79.
 — (Mariages des), I, 73.
 — (Noms des), I, 71.
 Prière finnoise, I, 215.
 Prières des Mahométans, I, 8.
 Prince Gnedimin, I, 393.
 — Krapotkin cocher de fiacre, I, 392.
 Princesse Élisabeth, II, 112.
 Principes fondamentaux (Les trois) de l'émancipation, II, 256.
 Printemps, rapidité de son arrivée, I, 133.
 Privilèges accordés aux colons, II, 96.
 Procédure administrative, I, 365.
 Procureur, I, 287; II, 166.
 — général, I, 284.
 Producteurs et consommateurs, I, 144.
 Progrès agricole, la Commune y met-elle obstacle? I, 201; II, 335.
 Progressistes, II, 208.
 Prohibition de l'agriculture, II, 76.
 Projet gouvernemental pour l'émancipation, II, 256.
 Projets de réforme, II, 208.
 Prolétariat, I, 165.
 — ses dangers, II, 259.
 Prolétariat (Un cauchemar), I, 194.
 Proportion numérique des classes rurales, II, 232.
 Propriétaires abandonnés par leurs ouvriers agricoles, II, 310.
 — dépossédés, II, 247.
 — de serfs (Restrictions imposées aux), II, 239.
 — indemnisés de la perte des serfs, II, 291.
 — leur situation économique, II, 311.
 — ruinés par l'émancipation, II, 312.
 Propriété, sa division entre héritiers, II, 255.
 Prospérité commerciale de Moscou, II, 144.
 Protection contre les tribus nomades, II, 400.
 — cosaque, dépenses qu'elle occasionnait, II, 75.
 — des fonctionnaires coupables, I, 286.
 — légale des serfs, II, 240.
 Protestantisme, II, 99, 389.
 Province (Assemblée pour la), I, 299.
 Provinces Baltiques, II, 389.
 — (Intendants de), I, 277.
 — (Superficie des), I, 276.
 Pruth (Aventure près du), I, 291.
 Public (Contrôle du), I, 295.
 Puissance européenne (La Russie devenue une), I, 281, 382.
 Puniton des fonctionnaires, I, 286.
 Punitions corporelles, I, 118; II, 239.
 Question d'Orient, II, 419.

- Rachat de la terre communale,
 II, 264.
 Ralston, I, 163.
 Rambaud, I, 163.
 Rang officiel, I, 247.
 Rapports commerciaux avec l'An-
 gleterre, II, 385.
 Rareté des bras, II, 303.
 — des nouvelles à Ivanofka, I,
 68.
 — des villes en Russie, I, 232.
Raskol, I, 9.
 Rastrelli, II, 107.
 Rationalistes, II, 119.
 Rats à bord des steamers, I, 12.
 Recensement, II, 7.
 Recensements nationaux, II, 388.
 Recueils périodiques (Articles dans
 les), I, 364 ; II, 202.
 Rédaction (Commission de), II,
 262.
 Redevances en labeur, I, 151.
 — (Rachat des), II, 269.
 — pour la terre communale,
 II, 272.
 Redistribution de la terre commu-
 nale, I, 175.
 Réforme (Désir de), I, 359.
 Réformes de Pierre le Grand, II,
 7.
 — (Nécessité des), II, 205.
 — radicales, I, 196.
 Régime allemand, II, 112.
 Régiments de milice, II, 189.
 Registres terriers, leur impor-
 tance, II, 221.
 Règne de Nicolas, II, 122.
 Relations agraires, II, 284.
 — de l'Empereur avec l'Eglise,
 II, 164.
 Religion des tribus finnoises, I,
 213.
 Religions nombreuses, II, 86.
 Renaissance religieuse, II,
- République zaporogue, II, 69.
 Rescrit à Nazimof, II, 251.
 Résignation optimiste des hautes
 classes, II, 190.
 Responsabilité de l'*elder* de vil-
 lage, I, 182.
 — limitée (Compagnies à), II,
 210.
 Restauration (Epoque de), II, 120.
 Résultats de l'émancipation, II,
 284.
 Réunions de la Commune, I,
 177.
 Revenus du Zemstvo, I, 311.
 Révision (Cour suprême de), II,
 352.
 — (Listes de), I, 173.
 Riazan (Province de), II, 277, 301.
 Rigueur du climat dans le nord, I,
 158.
 Ritualistes (Vieux), II, 13, 71.
 Rôle joué par les nobles dans
 l'émancipation, II, 287.
 Romanof (Famille), I, 377.
 Romantisme, II, 123.
 Routes, difficulté de les réparer,
 I, 22.
 — leur mauvais état, I, 19.
 Rues de Moscou, II, 142.
 Rurik, I, 256.
 — personnage semi-mythique,
 I, 392.
 Rus, I, 256.
 Russes, leur aptitude linguistique,
 I, 65.
 Russie (La) devenue puissance
 européenne, I, 382.
 — d'Europe vue à vol d'oiseau,
 I, 39.
 — et l'Europe occidentale, II,
 110.
 — orthodoxe, II, 4.
 — sa croissance rapide, I, I
 377.

- Russie, sa nombreuse population, II, 388.
 — ses aspirations, II, 201, 393.
 — son développement intellectuel, II, 111.
 — son état de transition, I, 145.
 Russification des aborigènes finnois, I, 211.
- Sabéisme, II, 58.
 Sacrements, II, 2, 324.
 Sagalien (Annexion de), II, 396.
 Saint-Basile, II, 171.
 Saint-Georges (Jour de), I, 133.
 Saint-Isaac (Cathédrale de), II, 106.
 Saint-Petersbourg, I, 104.
 — (Conseil de ville de), I, 242.
 — (La Cour de), I, 384.
 Sainte Barbara, I, 110.
 Samovar, I, 18.
 Sauteurs (Secte des), I, 420.
 Scandinaves (Normands), I, 257.
 Schwarz, ses écrits, I, 329.
 Sébastopol, II, 180.
 Sécheresses, II, 303.
 Secte (Esprit de), II, 25.
 Sectes, I, 421; II, 13.
 — leur désaffection, I, 424, II, 26.
 Seizième siècle (Convertis du), I, 221.
 Sel dans le sol, II, 48.
 Self-gouvernement local, I, 297.
Selski skod, I, 167.
 Sénat, I, 275.
 Sentiment aristocratique, I, 391.
 — slavophile, II, 410.
 Séraï, sa fondation, II, 57.
 Serbes (Sympathie des Russes pour les), II, 63.
 Serbie (Guerre en), II, 413.
- Serfs (Châtiments des), II, 239.
 — contents de leur sort, II, 237.
 — (Croyances fatalistes des), II, 241.
 — (Distinction entre esclaves et), I, 148.
 — (Emancipation des), I, 175, 104.
 — (Mariages des), I, 129.
 — (Mécontentement parmi les), II, 269.
 — (Protection légale des), II, 240.
 — (Résultats de l'émancipation des), I, 56.
 — (Ventes de), II, 215, 228.
 Serment de fidélité, II, 58.
 Servage (Le) rayonna de Moscou II, 322.
 — son apogée, II, 229.
 — son origine, II, 216.
 Service militaire imposé au Menonites, II, 96.
 — obligatoire, I, 380.
 — public, I, 274.
 Sessions mensuelles, I, 58; II, 354.
 Sexes, leur séparation, I, 319.
 Sibérie (Transportation en), I, 366; II, 239.
 Situation économique des paysans, II, 322.
 — des propriétaires, II, 311.
Skoptsi (Secte des), I, 419.
 Slavophiles, II, 144.
 Socialistes, I, 193.
 Société de Cour, I, 384.
 — russe, son état transitoire, I, 203.
 Sociétés secrètes, II, 121.
 Soldats de fortune, I, 372.
 Solovief, I, 100.
 Sort du paysan meilleur et pire depuis l'émancipation, II, 322.

- Speaker* (Le) de la Commune, I, 178.
- Spécimen du gouvernement constitutionnel, I, 176.
- Spéculateurs agricoles, II, 238.
- Speranski, II, 116, 230.
- Staro-obriadtsi*, II, 13.
- Starosta*, I, 167.
- Stations de chemins de fer distantes des villes, I, 2.
- Stenka-Razin, II, 72.
- Steppe (Description de la), II, 45.
— des Kirghis, II, 44.
- Stundisti*, I, 418, 433.
- Subsistances, leur coût accru, I, 333.
- Succession (Loi de), I, 125, 372.
- Suède (La) rivale de la Russie, II, 386.
- Sumarakof, ses écrits, I, 328.
- Superficie des provinces, I, 276.
- Surveillance de la police, II, 199.
- Sympathie des Russes pour les Bulgares, II, 63.
- Synode ecclésiastique, II, 166.
- Système communal (Avantages du), I, 193.
— Inconvénients qu'il présente, I, 200.
— d'assolement triennal, I, 132; II, 82.
— de métayage, II, 44.
— d'impôts, II, 341.
— protectionniste, II, 395.
- Systèmes différents de culture, II, 294.
- Tableaux statistiques, II, 100.
- Tafelfähigkeit*, I, 392.
- Tambof, I, 414.
- Tarantasse, ce que c'est, I, 23.
- Tartares, I, 8, 217; II, 53, 71.
— fanatiques, I, 224.
- Tartares instruits, I, 220.
— mahométans, II, 5.
— Nogai, II, 49.
— « sans Dieu », II, 59.
- Tauernmen*, nom donné aux Tartares, II, 54.
- Tauride, II, 86.
- Tauris, II, 65.
- Taxe sur l'hétérodoxie, II, 11.
- Taxes communales et autres, II, 342.
— des paysans, lourdes, I, 79.
— impériales, II, 342.
— locales, I, 309.
- Tcheremiss*, I, 156.
- Tchernaïeff (Général), II, 412.
- Tchin*, I, 280.
- Tchinovnik*, terme de reproche, II, 206.
- Tchinovniks*, I, 279, 361.
- Tempête de poussière, I, 405.
- Temps troublés, I, 377.
- Tenure de la terre, II, 77.
- Tenures en franc-alleu, I, 380.
- Terrains vagues, leur défrichement, II, 336.
- Terre communale, I, 132.
— (Allotement de la), I, 174.
— (Culture de la), I, 190.
— (Espèces différentes de), I, 189.
— (Rachat de la), II, 264.
— (Redevances pour la), II, 272.
— (Redistribution de la), I, 175.
- Terre Noire, II, 233, 285.
— (Zone de la), II, 29.
- Terres de l'Eglise russe, II, 171.
- Terreur inspirée par la police, I, 102.
- Thé, comment on le fait dans les hôtels, I, 18.
- Théâtre de la Cour, II, 114.

- Théodore Moyekéf, I, 381.
 Théorie de la Commune, I, 171.
Tips, I, 284.
 Titre d'Empereur, II, 8.
 Traîneaux couverts, I, 30.
 Transcendantalisme, II, 126.
 Transportation en Sibérie, I, 366;
 II, 225.
 Travail libre, II, 253.
 — (Culture à l'aide du), II,
 306.
 Trésor des Patriarches, II, 136.
 Tribunaux réguliers, II, 355.
 Tribus finnoises, moins sociables
 que le paysan russe, I, 8.
 — leur religion, I, 213.
 Tribus nomades (Protection contre
 les), II, 400.
 Tripotages administratifs (Atmo-
 sphère de), II, 191.
 Turquie (Chrétiens en), II, 63.
 — (Lutte avec la), II, 414.
 Tver, I, 3.
- Usage du bain de vapeur, I, 45.
 — du fumier, II, 337.
 Usufruit perpétuel, II, 264.
- Vagabonds et fugitifs, II, 242.
 Variété ethnologique, II, 86.
 Varna, II, 70.
 Ventes de serfs, II, 215, 228.
 Victor Alexandr'itch L..., I, 347.
 Vie à la campagne, I, 228.
 — à Novgorod, I, 264.
 — en grandes familles, I, 123.
 — nationale russe, I, 308.
 — pastorale, II, 42.
 — provinciale (Apathie de la),
 I, 266.
 Vieux-Ritualistes, II, 13.
 Village (Ecoles de), I, 309.
- Village (*Elder* de), I, 117.
 — — son élection, I, 185.
 — (Fêtes de), on s'y enivre, I,
 137.
 Villages sur la route d'Ivanofka,
 I, 43.
 Villes chefs-lieux de district, I,
 240.
 — — de gouverne-
 ment, I, 240.
 — (Habitants des), I, 241.
 — (Paysans dans les), I, 203.
 — (Rareté des), I, 232.
 — de province (Logements
 dans les), I, 28.
 — russes, leur description, I,
 230.
 — surnuméraires, I, 240.
 Vladimir, I, 143.
 — Alexandr'itch, I, 356.
Vodka, I, 135; II, 318, 227.
 Vol d'oiseau (La Russie d'Europe
 vue à), I, 39.
 Volga, I, 404.
 — (Bas), II, 48.
 — (Choléra sur le), I, 112.
 — (Environs du), I, 6.
 Volkhof, I, 259.
 — (Voyage sur le), I, 229.
 Volontaires (Corps de), II, 190.
 Volonté du Mir, I, 188.
 Vols des fonctionnaires, II, 192.
 — par les intendants, I, 355.
 Vote par *ballot*, I, 179.
 Voyage (Connaissance de la langue
 nécessaire en), I, 28.
 — en chemin de fer, I, 1.
 — en hiver, I, 29.
 — impossible entre l'hiver et
 l'été, I, 32.
 — (Luxe en) au temps jadis,
 I, 23.

-
- Yemstchik*, I, 21.
— (Un jeune), I, 155.
- Yemstchiks*, leur façon de conduire, I, 26.
- Zaporogues*, II, 68.
- Zemstvo* (Le), I, 98.
— (Bureau du), I, 296.
— (Conduite du), I, 303.
- Zemstvo* (Devoirs du), I, 297.
— (Espérances du), I, 308.
— (État critique du), I, 311.
— (Institution du), I, 304.
— (Langueur du), I, 314.
— (Revenus du), I, 311.
- Zone agricole du nord, II, 290.
— des forêts, II, 289.
— méridionale (Activité dans la), II, 299.

1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

1901
1902
1903
1904
1905
1906
1907
1908
1909
1910
1911
1912
1913
1914
1915
1916
1917
1918
1919
1920
1921
1922
1923
1924
1925
1926
1927
1928
1929
1930

1931
1932
1933
1934
1935
1936
1937
1938
1939
1940
1941
1942
1943
1944
1945
1946
1947
1948
1949
1950
1951
1952
1953
1954
1955
1956
1957
1958
1959
1960

1961
1962
1963
1964
1965
1966
1967
1968
1969
1970
1971
1972
1973
1974
1975
1976
1977
1978
1979
1980
1981
1982
1983
1984
1985
1986
1987
1988
1989
1990

1991
1992
1993
1994
1995
1996
1997
1998
1999
2000
2001
2002
2003
2004
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE DEUXIÈME VOLUME

Pages.

CHAPITRE XX

Les Dissidents.

Les dissidents ne doivent pas être confondus avec les hérétiques.

— Extrême importance attachée à l'observation du rituel. —

Le *Raskol*, ou grand schisme du dix-septième siècle. — L'Ante-

christ apparaît! — Politique de Pierre le Grand et de Catherine II. —

Ingénieuse méthode employée actuellement pour assurer la tolérance religieuse. — Développement interne du

Raskol. — Schisme parmi les schismatiques. — Les Vieux-

Ritualistes. — Les « gens sans prêtres ». — Refroidissement

de l'enthousiasme fanatique et formation de nouvelles sectes.

— Politique récente du Gouvernement envers les sectaires. —

Force numérique et signification politique du sectarisme. . .

1

CHAPITRE XXI

Les Tribus pastorales de la Steppe.

Raisons qui me font entreprendre ce voyage. — Aspect des

villages. — Incidents caractéristiques. — Hypocrisie paysanne.

— Explication du phénomène. — Je m'éveille en Asie. —

Aoul bashkir. — Diner à la tartare. — Koumiss. — Un trou-

badour bashkir. — L'honnête Mehemet Zian. — La condition

	Pages.
économique actuelle des Bashkirs jette une lueur sur une théorie philosophique bien connue. — Pourquoi une race pastorale adopte l'agriculture. — La vraie steppe. — Les Kirghis. — Lettre de Gengis-Khan. — Les Kalmouks. — Les Tartares Nogai. — Lutte entre les hordes nomades et les colons agricoles	28

CHAPITRE XXII

La Domination tartare.

La conquête. — Gengis-Khan et son peuple. — Création et désa- grégation rapides de l'Empire mongol. — La Horde d'Or. — Caractère réel de la domination tartare. — Tolérance religieuse. — Système tartare de Gouvernement. — Grands Princes. — Les princes de Moscou. — Influence de la domination tartare. — Importance pratique du sujet	52
---	----

CHAPITRE XXIII

Les Cosaques.

Razzias tartares. — Marchés à esclaves de la Crimée. — Le cordon militaire et les Francs-Cosaques. — « Au-delà des rapides ». — La république Zaporogue comparée à Sparte et aux ordres militaires du moyen-âge. — Les Cosaques du Don, du Volga et de l'Oural. — Escarmouches de frontières. — Les Cosaques modernes. — Possession de la terre chez les Cosaques du Don. — Transition de la vie pastorale à la vie agricole. — « Loi universelle » de développement social. — La propriété collective comparée à la propriété privée. — Le fouet employé comme moyen de cadastre	64
--	----

CHAPITRE XXIV

Colons étrangers sur la Steppe.

La steppe. — Variété de races, langages et religions. — Les colons allemands. — En quel sens les Russes sont un peuple imitatif. — Les Menonites. — Climat et arboriculture. — Colons bulgares. — Grecs parlant tartare. — Agriculture juive.
--

	Pages.
— Russification. — Un Écossais circassien. — Force numérique de l'élément étranger. — Son importance politique et sociale.	85

CHAPITRE XXV

Saint-Petersbourg et l'influence européenne.

Saint-Petersbourg et Berlin. — Grandes maisons. — Police. — Les curiosités. — Pierre le Grand. — Ses visées et sa politique. — Le régime allemand. — Réaction nationaliste. — Influence française. — Stérilité intellectuelle qui en résulte. — Influence de l'école sentimentale. — Hostilité aux influences étrangères. — Une nouvelle période d'importations littéraires. — Sociétés secrètes. — La catastrophe de Décembre. — Le siècle de Nicolas. — Une terrible guerre sur le Parnasse. — Déclin du romantisme et du transcendentalisme. — Gogol. — L'agitation révolutionnaire de 1848. — Nouvelle réaction. — Conclusion. . . .	103
--	-----

CHAPITRE XXVI

Moscou et les Slavophiles.

Les curiosités de Moscou. — Veille de la Pâque dans le Kremlin. — Coutume curieuse. — Anecdote sur l'empereur Nicolas. — Visites à domicile de la Madone ibérienne. — Les rues de Moscou. — Changements récents dans le caractère de la cité. — Idée qu'on se fait habituellement des Slavophiles. — Mon opinion, basée sur des relations personnelles. — Sentiment slavophile, il y a un siècle. — Origine et développement de la doctrine slavophile. — Le slavophilisme est essentiellement moscovite. — L'élément panslaviste. — Les Slavophiles et l'émancipation. — La <i>Gazette de Moscou</i>	135
---	-----

CHAPITRE XXVII

L'Eglise et l'Etat.

Saint-Petersbourg et Moscou. — La Russie en dehors de la République papale du moyen-âge. — Influence de l'Eglise grecque. — Histoire ecclésiastique de la Russie. — Relations entre l'Eglise et l'Etat. — L'Orthodoxie orientale et l'Eglise nationale
--

russe. — Le Synode. — Mécontentement ecclésiastique. — Administration ecclésiastique locale. — Le clergé noir et les monastères. — Le caractère de l'Eglise orientale se reflète dans l'histoire de l'art religieux. — Conséquences pratiques. — Le projet d'union	Pages. 159
--	---------------

CHAPITRE XXVIII

La Guerre de Crimée et ses conséquences.

La grande foire de Nijni. — La Crimée. — Sébastopol. — L'empereur Nicolas et son système. — Les hommes aux grandes aspirations et les apathiques se contentant de peu. — Humiliation nationale. — Mécontentement populaire; littérature manuscrite. — Mort de Nicolas. — Alexandre II. — Esprit nouveau. — Enthousiasme pour les réformes. — Changement dans la littérature périodique. — Le <i>Kolokol</i> . — Les conservateurs. — Les Tchinovniks. — Premières propositions spéciales. — Compagnies par actions. — La question du servage vient au premier rang	178
--	-----

CHAPITRE XXIX

Les Serfs.

La population rurale dans l'ancien temps. — Les paysans au dix-huitième siècle. — Comment ce changement s'opéra. — L'explication qu'on en donne d'habitude est inexacte. — Le servage est le résultat de causes économiques et politiques permanentes. — Origine del' <i>Adscriptio glebæ</i> . — Ses conséquences. — Insurrection serve. — Epoque critique dans l'histoire du servage. — Servage en Russie et en Europe occidentale. — Paysans de l'Etat. — Nombre et distribution géographique de la population serve. — Obligations des serfs. — Pouvoir légal et réel des propriétaires. — Moyens de défense des serfs. — Fugitifs. — Serfs domestiques. — Influence du servage sur la moralité	213
---	-----

CHAPITRE XXX

L'Émancipation des Serfs.

La question est soulevée. — Comité principal. — Les nobles des provinces lithuaniennes. — Energique insinuation du Czar à la	
--	--

Pages.

noblesse. — Enthousiasme dans la presse. — Les propriétaires.	
— Aspirations politiques. — Frayeur du prolétariat. — Les comités provinciaux. — La commission de rédaction. — La question mûrit. — Députés provinciaux. — Mécontentement et démonstrations. — Le manifeste. — Principes fondamentaux de la loi. — Illusions et désappointement des serfs. — Arbitres de paix. — Un incident caractéristique. — Rachat. — Qui a effectué l'émancipation?	248

CHAPITRE XXXI

Conséquences de l'Émancipation.*A. — Pour les propriétaires terriens.*

Difficultés. — Le problème simplifié. — Compensation directe. — Compensation indirecte. — Un bon résultat de l'émancipation. — Quatre systèmes de « faire valoir » à l'aide du travail libre. — Lesquels de ces systèmes sont adoptés. — Condition présente des domaines dans les zones nord et sud. — Le prince Victor Wassiltchikof. — Un cas typique. — Section sud de la zone de la Terre-Noire. — Elevage des moutons en grand et « marchands de campagne ». — Aridité du climat. — Rareté des bras. — « Indolence paysanne ». — Conclusions générales	283
---	-----

CHAPITRE XXXII

Conséquences de l'Émancipation.*B. — Pour la classe paysanne.*

Une simple question. — Difficulté d'y répondre. — Illusions brisées. — Vues pessimistes. — Opinions des paysans eux-mêmes. — Causes de stagnation. — Trois explications et trois panacées. — Le remède moral. — Réforme proposée des institutions communales. — Les Cours de justice paysannes. — Influence obstructive supposée du <i>Mir</i> . — Taxes et redevances pour la terre. — Fractionnement des familles paysannes. — Un mot quant à l'avenir.	314
---	-----

CHAPITRE XXXIII

Les nouvelles Cours de Justice.

Procédure judiciaire dans l'ancien temps. — Défauts et abus. — Réforme radicale. — Le nouveau système. — Juges de paix et sessions mensuelles. — Les tribunaux réguliers. — Cour de cassation. — Modification du plan original. — Comment le système fonctionne-t-il? — Acclimatation rapide. — Le corps judiciaire. — Le barreau. — Le jury. — Acquittement de malfaiteurs qui avouent leurs crimes. — Paysans, marchands et nobles comme jurés. — Indépendance et signification politique des nouvelles Cours. 347

CHAPITRE XXXIV

Expansion territoriale. — La Question d'Orient.

Développement rapide de la Russie. — Tendance des peuples agricoles à s'étendre. — Les Slaves russes. — Les forêts du nord et la steppe. — Colonisation. — Part du Gouvernement dans la marche de l'expansion. — Expansion vers l'ouest. — Croissance de l'empire présentée sous forme de table. — Assimilation des peuples annexés. — La politique anglaise jugée par les Russes. — Stimulant indirect à l'expansion. — Tarifs protecteurs. — Analyse de la tendance expansive et de l'expansion probable dans l'avenir. — Marche de la Russie vers l'Inde. — Tendances agressives contre Constantinople; les facteurs religieux, ethno-sentimental et politique. — Le mouvement récent en Russie. — La politique du Gouvernement russe. — Conclusion. 377

Index des deux volumes 421



FIN DE LA TABLE DU DEUXIÈME ET DERNIER VOLUME



